

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LANGUES PUBLIQUES ET PUBLICS LINGUISTIQUES :
ENQUÊTE SUR L'EFFET STRUCTURANT DU RÉGIME LINGUISTIQUE NÉO-
BRUNSWICKOIS SUR LES SCIENCES SOCIALES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE
ACADIENNES

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
MATTHEW WADE

OCTOBRE 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

À Livia,
J'espère pouvoir contribuer à te léguer un monde plus beau,
plus lucide et plus juste.

REMERCIEMENTS

Une thèse est un travail de longue haleine qui peut être solitaire, mais que l'on n'accomplit jamais seul. Plusieurs m'ont aidé, directement ou indirectement, à mener à terme ce travail et sans vous, que je ne peux malheureusement pas tous nommer ici, il m'aurait été bien plus difficile de le terminer.

Annabelle, merci d'avoir été là depuis le tout début, d'avoir été à l'écoute quand je n'avais que ma thèse dans la tête, merci de ton intelligence quand je tournais en rond – tes conseils étaient toujours justes, toujours lucides. Merci, surtout, pour tout le reste.

Joseph Yvon Thériault, merci à la fois pour votre disponibilité, toujours présent au bureau, prêt à discuter et pour votre énorme contribution à la sociologie acadienne. Cette thèse n'aurait pas été possible sans votre travail fondateur, votre œuvre riche, dense et complexe ; j'ai appris à penser avec et parfois contre vous. Cette thèse ne se serait pas non plus faite dans d'aussi bonnes conditions sans le magnifique lieu de travail que vous nous avez donné. Les bureaux de la Chaire brisaient la solitude du thésard, créaient du lien et des amitiés. La preuve d'un grand universitaire est également sa capacité à rassembler ; vous êtes définitivement un grand.

J'aimerais également remercier mes parents, qui m'ont soutenu dans des études qui ont pu paraître par moment interminables. Vos encouragements à poursuivre ma passion sont ce que des parents peuvent offrir de plus précieux. Merci.

Merci enfin au CRSH de m'avoir accordé une bourse qui m'a permis de me consacrer pleinement à ma recherche pendant deux ans. J'espère avoir fait un bon usage des fonds publics.

RÉSUMÉ

La thèse étudie la mise en place des régimes linguistiques canadien et néo-brunswickois à partir des années 1960 et leur effet sur le rapport des minorités de langues officielles à elles-mêmes, à leur action collective et à la production de leurs savoirs. La thèse démontre que le régime linguistique a eu un effet structurant sur les communautés de langues officielles et en particulier sur la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick. Le régime délimite les contours d'une communauté d'ayant droit définie par certaines caractéristiques lui donnant accès à certains droits et à certaines politiques la ciblant spécifiquement. La première partie de la thèse trace ces frontières et identifie les indicateurs qui permettent au régime de cibler des actions spécifiquement orientées vers les francophones en situation minoritaires. Ces indicateurs – à savoir le lexique du régime – sont devenus les termes avec lesquels se pensent désormais les communautés. Les sciences sociales francophones suivent effectivement de près l'évolution du régime linguistique en adoptant son vocabulaire. Les liens entre le régime linguistique, l'idéologie nationale francophone et la production des savoirs sont analysés et soumis à une appréciation critique.

La seconde partie de cette thèse porte sur les limites ontologiques, épistémologiques et normatives de la conception des communautés francophones mise de l'avant par le régime. En ciblant certaines caractéristiques en vertu duquel le statut d'ayant droit peut être attribué, le régime linguistique agit sur des sphères d'activité limitées. De même, en reprenant à leur compte les concepts du régime, les sciences sociales isolent d'emblée certaines composantes qui deviennent les objets naturels de leurs analyses. Cette forme particulière de nationalisme méthodologique – qui fait de l'ayant droit l'unité naturelle d'analyse – entraîne des conséquences normatives. Elle masque notamment l'inscription des communautés francophones dans le territoire et écarte les rapports entre communautés linguistiques. Ce rapport problématique des sciences sociales et du régime linguistique au

territoire et à la majorité anglophone se répercute dans l'organisation et l'action de la société civile francophone.

La troisième partie de cette thèse présente deux études de cas qui permettent de dépasser le nationalisme méthodologique présenté en seconde partie. La première porte sur une lutte visant à réguler le paysage linguistique dans le Grand Moncton. Cette lutte a cherché à élargir la portée du régime linguistique. Pour ce faire, il a fallu négocier avec la majorité anglophone. Ces négociations mettent en évidence des conceptions divergentes du territoire, de l'État et du rôle de la langue dans la construction d'une identité. Elle met également en évidence certains défis structurels liés à une sphère publique bilingue. Ces défis structurels n'ont pas été adéquatement pris en compte par les chercheurs et remettent en cause le sens du régime linguistique. La seconde lutte porte sur des projets de fusions municipales au Nouveau-Brunswick. La municipalité fait apparaître les limites de la francophonie pensée comme ayant droit. Elle met en évidence des lignes de fractures qui ne sont pas manifestes du point de vue du régime linguistique, mais qui méritent d'être prises en compte.

La thèse puise dans la sociologie pragmatique pour offrir une analyse novatrice et critique de la cohabitation linguistique et plus spécifiquement, de l'effet structurant et largement impensé qu'a eu le régime linguistique sur le débat public et la construction d'identités linguistiques au pays.

MOTS-CLÉS : francophonie canadienne, Acadie, régime linguistique, politiques publiques, sphère publique, langues officielles, bilinguisme, problèmes public.

TABLES DES MATIÈRES

TABLES DES MATIÈRES	V
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	XII
LISTE DES TABLEAUX.....	XIII
LISTE DES FIGURES	XIII
INTRODUCTION	1
Structure de la thèse	9
PARTIE I	
LE RÉGIME LINGUISTIQUE ET LE NATIONALISME ACADIEN	20
CHAPITRE I	
INSTITUTIONNALISATION DU RÉGIME LINGUISTIQUE	20
1.1 La Révolution tranquille néo-brunswickoise : « Chances égales pour tous »	25
1.1.1 Des réformes libérales : l'Acadie comme réalité privée	27
1.2.Mise en place du régime linguistique : Loi sur les langues officielles de 1969	32
1.3 Judiciarisation du régime linguistique : institutionnalisation du statut d'ayant droit ..	36
1.3.1 Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick	37
1.3.2 Enquêtes publiques sur les langues officielles.....	38
1.3.3 Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick de 2002.....	41
1.3.4 Charte canadienne des droits et libertés.....	42
1.3.5 Révision de la LLO canadienne.....	43

1.4 Les procès linguistiques : définir le statut d'ayant droit.....	46
1.4.1 1982-1990 : le droit de communiquer avec l'État dans la langue officielle de son choix.....	47
1.4.2 1990-1999 : reconnaissance de droits linguistiques collectifs.....	49
1.4.3 2000-2012 : le droit à la complétude institutionnelle	50
1.5 Quelle autonomie pour les communautés francophones?.....	52
CHAPITRE II	
NATIONALISME, SOCIÉTÉ CIVILE ET TRANSFORMATION DE L'ÉTAT.....	58
2.1 De l'État libéral à l'État-providence : statut privé et public de la langue.....	60
2.2 État-providence et régime linguistique : ouverture du champ politique.....	63
2.2.1 Ambivalence du régime linguistique : entre libéralisme et communautarisme....	64
2.2.2 Légitimité et stratégies du nationalisme acadien : le Parti acadien et la Société des Acadiens du Nouveau-Nouveau Brunswick	66
2.2.3 Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick : nationalisme juridique	68
2.2.4 Parti acadien : nationalisme politique	70
2.2.5 Confédération of Regions : le nationalisme anglophone au Nouveau-Brunswick	73
2.2.6 Échec des partis linguistiques au Nouveau-Brunswick	74
2.3 Logique du champ acadien : homologation et hégémonie.....	75
2.3.1 Le Forum de concertation des organismes.....	77
2.3.2 Assemblée communautaire acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick ..	78
2.3.3 Crise de la gouvernance : divorce du forum des organismes et de la SANB	79
2.4 Nouvelle gestion publique : gouvernance de l'ayant droit francophone	81
2.4.1 La gouvernance communautaire : intégration de la société civile à l'État.....	84
2.4.1 Judicialisation de la société et des savoirs.....	86
CONCLUSION.....	90

CHAPITRE III

RÉVOLUTION TRANQUILLE ET SOCIOLOGIE EN ACADIE 93

3.1 Préhistoire de la sociologie en Acadie : L'École des sciences sociales, économiques et politiques (1939-1963)..... 93

3.1.1 Transformations culturelles en Acadie : mutations d'une communauté ethnoculturelle..... 97

3.2 L'ouverture et la fermeture du département de sociologie à l'Université de Moncton : contenir et nationaliser les savoirs (1964-1974) 101

3.2.1 Grève étudiante et fermeture du département de sociologie..... 107

3.3 La difficile autonomisation de la sociologie en Acadie..... 110

3.3.1 L'Acadie comme discours mythique 114

CHAPITRE IV

LA SOCIOLOGIE ET LE RÉGIME LINGUISTIQUE : ÉMERGENCE DE L'EXPERT FRANCOPHONE 122

4.1 L'expert : produire les savoirs légitimes du régime linguistique..... 128

4.1.1 Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques..... 130

4.1.2 Vitalité ethnolinguistique..... 134

4.1.3 Complétude institutionnelle 140

4.1.4 Autonomie culturelle et gouvernance francophone 154

4.2 L'individu francophone : un sujet partiel 161

4.3 Du concept à l'action : régime linguistique et hégémonie..... 168

4.3.1 Les experts et le droit..... 169

4.3.2 Les experts et la construction identitaire 172

4.3.3 L'hégémonie des concepts ethniques et le problème de la normativité 176

PARTIE II

NATIONALISME MÉTHODOLOGIQUE : ENJEUX NORMATIFS ET ÉPISTÉMOLOGIQUES	181
--	-----

CHAPITRE V

CRITIQUE ET AUTONOMIE : QUELLES SCIENCES SOCIALES POUR UNE MINORITÉ NATIONALE?	182
--	-----

5.1 Enjeux ontologiques, théoriques, normatifs et épistémologiques des sciences sociales	184
--	-----

5.2 Sociologie critique du nationalisme	187
---	-----

5.2.1 Critique de la domination : le nationalisme comme construction élitiste	191
---	-----

5.2.2 La mutation des rapports de force : les experts et le régime linguistique	194
---	-----

5.2.3 La langue néolibérale : émancipation individuelle et plurilinguisme	197
---	-----

5.3 Sociologie politique du nationalisme	203
--	-----

5.3.1 La langue comme ancrage culturel	208
--	-----

5.3.1 La spécificité ontologique de la francophonie canadienne	210
--	-----

5.3.2 Le rôle des sciences sociales	213
---	-----

5.4 Limites des approches critiques	217
---	-----

5.4.1 L'acteur, l'action et l'émancipation	218
--	-----

5.4.2 La nation comme objet naturel de la critique	220
--	-----

5.4.3 Critique néolibérale du nationalisme	222
--	-----

CONCLUSION	230
------------------	-----

5.5.1 Experts, critiques et nationalistes : typologie	238
---	-----

CHAPITRE VI

DÉPASSER LE NATIONALISME MÉTHODOLOGIQUE : PENSER LA PLURALITÉ DES ÉCHELLES ET DES ACTEURS	246
---	-----

6.1. Transformations qualitatives de la société et mondialisation : postnationalisme ontologique	253
6.1.1 L'État.....	255
6.1.2 La nation	258
6.1.3 Le territoire	261
6.1.4 Société, modernité et postmodernisme	263
6.2 Cosmopolitisme et monde commun.....	268
6.2.2 Trouver les clés interprétatives adéquates	277
6.3 Francophonie canadienne : une société problématique	280
CHAPITRE VII	
SOCIOLOGIE PRAGMATIQUE DU PUBLIC	286
7.1 La société par le prisme des publics et du public.....	293
7.1.1 Publics, État et société	294
7.1.2 Sphères publiques plurielles : représentation et redistribution	300
7.1.3 Publics et représentation politique	307
7.2 Publics, indicateurs et instruments.....	310
7.3 Sociologie pragmatique des problèmes publics	316
CONCLUSION.....	320
PARTIE III	
LES PUBLICS À L'ÉPREUVE – ÉTUDES DE CAS	323
CHAPITRE VIII	
L'AFFICHAGE COMMERCIAL : TERRITOIRE, LANGUES ET SPHÈRES PUBLIQUES. ENJEUX IDENTITAIRES ET DÉFIS STRUCTURELS DE LA COHABITATION LINGUISTIQUE	326

8.1 Présentation de la lutte	327
8.1.1 Corpus	330
8.2 Nouvel enjeu, nouveaux interlocuteurs, nouveaux défis	332
8.3 Problématisation de l’affichage commercial	334
8.3.1 Les régimes de légitimité	335
8.3.2 Articles	337
8.3.3 Lettres d’opinion	337
8.3.4 Éditoriaux	341
8.4 Le statut du territoire urbain : public ou privé?	342
8.4.1 Le droit est-il légitime?	343
8.4.2 Où est le public?	344
8.4.3 Le bilinguisme : fait ou objectif	345
8.4.4 Minorité et majorité : problème de définition	346
8.5 Nationalismes et régulation du territoire	347
8.5.1 Quelle régulation légitime de la langue et du territoire	349
8.5.2 La langue comme identité	350
8.6 Enjeux structurels de la reconnaissance linguistique	356
8.6.1 Structures de la cohabitation linguistique : médias et sphères publiques	358
8.6.2 Quel espace du régime linguistique ?	361
8.6.3 Redéfinir les frontières de la société à étudier	363
CONCLUSION	366
CHAPITRE IX	
LE TERRITOIRE MUNICIPAL : PUBLIC NATIONAL CONTESTÉ ET LIMITES	
POLITIQUES DU RÉGIME LINGUISTIQUE	368
9.1 Fusions, annexions et incorporation : la municipalité comme institution acadienne	371
9.1.1 Municipalités et nationalisme	378

9.2.1 Financement de la culture	381
9.3 Plébiscites sur la gouvernance : le pouvoir limité des organismes francophones	383
9.3.1 Justifier l'aménagement du territoire.....	388
9.4 Les municipalités comme acteurs et comme espaces publics.....	394
9.4.1 Définir la vitalité et le développement : limites du régime linguistique.....	396
9.5 Échelles territoriales et régime linguistique.....	400
9.6 Quels intérêts par-delà le statut d'ayant droit ?	403
CONCLUSION	
PENSER LES PUBLICS, LEURS TERRITOIRES ET LEURS CAPACITÉS	409
BIBLIOGRAPHIE.....	422

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACAFNB – Assemblée communautaire acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick
 ACELF – Association canadienne d'éducation de langue française
 AEFNB – Association des enseignantes et des enseignants du Nouveau-Brunswick
 AFMNB – Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick
 AFO – Assemblée de la francophonie de l'Ontario
 AN – L'Acadie Nouvelle
 ARUC – Alliance de recherche universités-communautés
 CFSM – Communautés francophones en situation minoritaire
 CLOSM – Communautés de langues officielles en situation minoritaire
 CONA – Convention d'orientation nationale
 CoR – Confederation of Regions
 CRAN – Conseil d'aménagement régional du Nord
 CUTER – Comité sur l'utilisation des terres et l'environnement rural
 DSL – District de services locaux
 FANE – Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse
 FCAB – Front commun pour l'affichage bilingue
 FCFA – Fédération des communautés francophones et acadiennes
 FFHQ – Fédération des francophones hors-Québec
 FJFNB – Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick
 FNEUC – Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens
 ICRML – Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques
 LLO – Loi sur les langues officielles
 PA – Parti acadien
 PALC – Politique d'aménagement linguistique et culturel
 SANB – Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
 SNA – Société nationale de l'Acadie
 SSTA – Société Saint-Thomas d'Aquin

T&T – Times & Transcript

UMNB – Union des municipalités du Nouveau-Brunswick

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
5.1	Aperçu schématique des principaux courants des sciences sociales francophones	252
8.1	Sympathisants et opposants à l'adoption d'un arrêté municipal	344
8.2	Composition du corpus	344
8.3	Les termes du conflit	349

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
8.1	Fréquence d'utilisation des termes dans les articles	351
8.2	Fréquence d'utilisation des termes dans les lettres d'opinion	352
8.3	Fréquence d'utilisation des termes dans les lettres d'opinion selon la prise de position	353
8.4	Fréquence d'utilisation des termes dans les éditoriaux	355
9.1	Résultats des plébiscites selon l'année	398
9.2	Moyenne des votes dans les communautés anglophones	399
9.3	Moyenne des votes dans les communautés francophones	400

INTRODUCTION

En 1969, six ans après sa fondation, l'Université de Moncton ferma son département de sociologie et licencia quatre de ses professeurs en réponse à des manifestations étudiantes. De telles mesures de représailles contre un département sont, à ce jour, uniques dans l'histoire du Canada. La jeune université – considérée comme une institution nationale acadienne – avait été le théâtre de manifestations où les étudiants réclamaient pêle-mêle la cogestion de l'institution, le gel des frais de scolarité et la reconnaissance du français à Moncton. L'administration estima que ces débordements, qu'ont captés Michel Breault et Pierre Perreault dans *L'Acadie, l'Acadie ?!?*, avaient été attisés par les idées « radicales » que véhiculaient les professeurs qui furent mis à la porte, majoritairement Français. Ces sociologues étrangers ne connaissaient pas la réalité acadienne, leurs concepts – imprégnés des théories de la décolonisation et du marxisme – n'étaient pas adaptés à ce milieu où régnait la « bonne entente » entre les groupes linguistiques et les bouleversements qu'ils entraînaient devaient être contenus. Il valait donc mieux interrompre la sociologie naissante en Acadie afin d'étouffer la contestation, préserver le discours dominant, maintenir la bonne entente entre les groupes linguistiques.

La nature problématique de la question nationale en Acadie du Nouveau-Brunswick est illustrée dans ce rapport de méfiance envers les sciences sociales en général et la sociologie en particulier. La tentative d'autonomisation de la sociologie par rapport aux élites nationale et aux institutions acadiennes fut avortée par l'Université. L'administration s'est emparée du département de sociologie et a orienté l'avenir et le rôle de la discipline. On ne pouvait pas tolérer qu'un discours échappe aux élites en place, plus encore, qu'il s'attaque à elles. L'institution affirma, une fois pour toutes, le rôle nationaliste de la sociologie en Acadie.

Cette époque a aujourd'hui été largement oubliée. Il reste un documentaire et quelques rares écrits scientifiques, mais aucun essai, aucune fiction n'en relatent les faits et en interrogent le sens. Les sciences sociales acadiennes entretiennent avec leur passé un rapport problématique dont l'amnésie est le symbole. La sociologie fait difficilement histoire en Acadie, elle n'a ni maîtres, ni querelles, ni écoles. Elle joue un rôle tantôt technique, tantôt idéologique qu'elle interroge rarement. Nous voulons, avec cette thèse, rendre explicite le rôle historique et actuel des sciences sociales en Acadie et au Nouveau-Brunswick, en démontrer les partis pris normatifs, en identifier les limites épistémologiques, en saisir les conséquences pour ultimement fournir des alternatives.

La fermeture du département de sociologie n'est pas qu'anecdotique. L'Acadie possédait des institutions nationales depuis la fin du XIX^e siècle, toutes liées à l'Église catholique, et s'était instituée largement en marge de l'État majoritairement anglophone et protestant. Les collèges classiques religieux avaient été, jusqu'à l'ouverture de l'Université de Moncton en 1963, les principaux lieux d'éducation postsecondaire acadiens. La fondation d'une université dans les années 1960 témoignait de la modernisation du groupe et de ses institutions, mais la modernité ne pouvait pas s'accomplir à n'importe quel prix et les élites en place n'allaient pas céder tranquillement leur emprise sur la formulation du discours national. Les sociologues l'ont appris à leurs dépens. Plus qu'une anecdote, la fermeture du département de sociologie, puis sa réorientation épistémologique suite à sa réouverture en 1974, témoignent des liens complexes qui lient la sociologie, la notion de société, l'État et la nation. La sociologie, science de la société, risquait de mettre en évidence l'incomplétude de l'Acadie alors qu'elle aspirait à devenir une nation, à faire société. Il fallait protéger l'identité collective de l'effet potentiellement corrosif de la sociologie. Elle rendait manifeste la faille au cœur de l'identité, que le nationalisme cherchait à masquer. La sociologie a ainsi été relativement marginalisée. Elle n'a jamais disposé de ressources équivalentes à d'autres disciplines, notamment l'histoire, la linguistique, le droit et la littérature. Outre sa précarité institutionnelle, la mission spécifique dont est investie la sociologie la contraint à un espace exigu. De ce fait, la

sociologie acadienne n'a jamais réellement pu s'institutionnaliser, n'a jamais réellement pu trouver le lieu d'où elle parle, et n'a jamais su interroger en toute liberté la société qui la produit.

N'ayant jamais trouvé sa place, la sociologie est fréquemment remise en question. En 2014, un comité *ad hoc* chargé d'évaluer la viabilité des programmes à l'Université de Moncton recommandait la suppression de la spécialisation en sociologie. Le faible nombre d'inscription ne justifierait pas le maintien d'une spécialisation. En 2010, le corps professoral était vieillissant et la majorité des départs à la retraite n'avaient pas été remplacés. On marginalise la sociologie par attrition. Le rapport du comité *ad hoc* a finalement été rejeté dans son ensemble, mais la situation témoigne néanmoins de la difficile institutionnalisation de la sociologie en Acadie. Alors que l'Université de Moncton offre un doctorat en études littéraires, en linguistique, une maîtrise en histoire, en droit et en administration publique, notamment, elle n'offre qu'un premier cycle en sociologie et a cherché à en réduire encore la portée. Les études acadiennes, quant à elles, sont généralement dirigées par des historiens ou des littéraires. Il n'a jamais été certain que la sociologie puisse légitimement parler de l'Acadie ; la société dont elle peut parler demeure incertaine.

Le sort du département de sociologie tient d'abord et avant tout au statut de cette discipline au sein de la société acadienne. Pour des raisons qu'il nous faudra expliciter, liées dans l'ensemble au tournant qu'a pris le discours nationaliste avec l'institutionnalisation du régime linguistique dans les années 1980, l'histoire, la littérature, mais surtout le droit ont été vus comme plus pertinents. L'espace social et politique de l'Acadie et la nature de son projet collectif depuis les années 1980 rend partiellement superflue la sociologie. De ce fait, d'autres disciplines se sont imposées, plus à même d'accompagner l'Acadie du Nouveau-Brunswick dans ses revendications. La sociologie a été – et demeure – en partie inutile et en partie dangereuse.

L'Acadie est une entité ethnolinguistique issue de la colonisation française de l'Amérique au 17^e siècle, répartie dans les trois provinces maritimes, constituée en groupe à aspiration nationale depuis la fin du 19^e siècle, possédant ses symboles nationaux, ses institutions et son histoire. L'Acadie ne possède pas d'État qui porte son nom, elle ne figure sur aucune carte, mais elle s'est taillée depuis un siècle et demi une relative autonomie institutionnelle – écoles, hôpitaux, centres culturels, société civile – et une conception autoréférentielle d'elle-même. La plupart de ses institutions se conçoivent comme appartenant à l'Acadie, comme participant d'une entité possédant sa propre histoire, sa propre culture, ses propres droits et son propre destin. Tant les écoles que les médias et municipalités acadiennes sont investis d'une mission nationaliste, sans compter les dizaines d'organismes communautaires représentant divers secteurs d'activité.

Aspirant à faire de l'Acadie une société « normale » et autonome, le nationalisme acadien reproduit à plusieurs égards le modèle des États-nations, notamment leur homogénéité linguistique faisant correspondre une langue à un État. La société civile acadienne, en l'absence d'un État propre, cherche à créer des espaces unilingues francophones au sein d'une société majoritairement unilingue anglophone. L'Acadie reproduit également le modèle des États-nations dans son rapport aux sciences sociales. L'Acadie et la francophonie canadienne de façon plus générale se sont dotées, depuis les années 1980, d'un champ scientifique relativement autonome – bien que précaire – vis-à-vis de la société anglophone majoritaire. Ces entités possèdent leurs propres réseaux de chercheurs, leurs propres revues scientifiques, leurs propres concepts, leurs propres controverses, etc. D'ailleurs, il n'existe que très peu de liens entre les chercheurs anglophones et francophones, les deux travaillant sur des populations et sur des objets distincts. Les deux groupes ne se conçoivent, scientifiquement, pas comme faisant société *ensemble*, mais comme faisant, chacun de leur côté, société *à part*. Les savoirs des deux groupes linguistiques sont tous deux marqués à leur manière par leur nationalisme méthodologique, c'est-à-dire une *attitude épistémologique qui consiste à faire de la nation l'unité naturelle de l'analyse scientifique, l'avatar de la société*. Cette institutionnalisation nationale du scientifique reflète de façon plus générale une institutionnalisation nationale de la société, mais selon des modalités particulières. L'Acadie produit sur elle-même et pour elle-même ses propres savoirs. Elle est à la fois

objet d'étude et sujet savant. Le nationalisme méthodologique a comme corrolaire un clivage social. Les enjeux, les problèmes, les projets acadiens demeurent confinés à l'espace social acadien, ne sont pas nécessairement visibles depuis l'espace anglophone. Ce champ sociologique reproduit le modèle des sociétés stato-nationales, faisant des frontières du groupe – bien qu'elles ne soient pas étatiques, mais linguistiques – les frontières de ses savoirs, les communautés francophones et anglophones partageant un même État. On peut effectivement se demander quelle société elles construisent au juste, quelle société étudient leurs sciences sociales et quel rôle celles-ci sont appelées à jouer.

En tant qu'elles ont historiquement été investies d'un rôle nationaliste, les sciences sociales, y compris la sociologie, ont tendance à faire comme si l'Acadie « faisait société ». Tantôt elles étudient l'Acadie comme si elle formait une société à part entière, tantôt elles contribuent à son projet de faire société. Il découle de cette (im)posture un certain nombre d'impensés qui orientent et limitent le travail sociologique – tant du côté acadien qu'anglophone. En effet, la division linguistique du travail scientifique concerne également les sciences sociales anglophones. L'aspiration nationale des Acadiens et les débats et enjeux qui en découlent et qui structurent sa sphère publique ne traversent que rarement la frontière linguistique, vers le groupe anglophone. Sur le plan scientifique, très peu de dialogues ont lieu – les ouvrages des uns ne sont ni traduits, ni cités par les autres. On est en droit de se demander de quelle société parlent les sociologues anglophones s'ils ne connaissent pas les travaux que produisent leurs collègues francophones et s'ils ne reconnaissent pas l'aspiration nationale historique du tiers de la population. Si les discours et les savoirs que produisent les Acadiens ne font pas partie de la société néo-brunswickoise qu'ils étudient, quelle société étudient les anglophones au juste ? De part et d'autre, la définition même de l'objet des sciences sociales est problématique. De quelle société parlent-elles ? À quelle société parlent-elles ? L'Acadie fait société – ou du moins fait État – avec une majorité anglophone dont elle cherche à se distancier et à se protéger, mais avec qui elle partage les institutions démocratiques et avec qui elle forme, politiquement, à défaut de le faire culturellement et linguistiquement, un peuple. Les modalités concrètes de ce vivre-ensemble s'exprimant en deux langues n'ont pas été suffisamment analysées. Ces questions n'ont pas reçu l'attention scientifique qu'elles méritent.

Ces interrogations épistémologiques concernant le sujet et l'objet de la sociologie dans une société plurinationale sont évacuées du champ scientifique et de l'espace public ; elles prennent l'allure d'un tabou sociologique et social. On aborde difficilement ces questions, tant en sociologie qu'en société. C'est tout particulièrement vrai en Acadie, où les sciences sociales sont appelées à contribuer au maintien et au renforcement des frontières du groupe, frontières qui prennent l'allure d'une évidence dans la littérature, alors qu'elles sont éminemment problématiques. On ne trouve pas, dans la littérature acadienne, de débats de fond sur l'objet des sciences sociales, sur ses frontières, alors que la question des frontières ne cesse de se poser à ce groupe cherchant à se définir, à se reproduire et à agir en tant qu'entité distincte au sein d'un État où il est minoritaire. Ces frontières sont balisées et définies en partie par le régime linguistique.

Malgré qu'elles ne possèdent pas d'État propre, l'Acadie – et dans une moindre mesure le reste de la francophonie canadienne – possèdent néanmoins un statut particulier à titre de minorités de langue officielle. Ce statut leur donne accès à des ressources et à des institutions publiques et constitue depuis les années 1980 leur principal mode d'action collective. En effet, nous proposons comme thèse que le régime linguistique canadien, à savoir *l'ensemble des dispositifs politiques et juridiques encadrant les liens entre l'État et la langue*, sert aujourd'hui de principale frontière au groupe et, par extension, de principale frontière de ses sciences sociales. L'action collective est formulée à partir du statut d'ayant droit et cette même figure balise l'objet des savoirs. Les sciences sociales se sont intégrées au régime linguistique, en produisent les savoirs experts, en reprennent les catégories et pensent leur objet à partir de ses catégories. En effet, tout un pan des sciences sociales reprend aujourd'hui le vocabulaire du régime à la fois pour appréhender son objet et pour contribuer à son projet nationaliste. Il ne s'agit que de la version la plus récente de l'alliance entre savoirs scientifique et nationalisme. C'est le nouveau rôle qui a été attribué aux sciences sociales.

La délimitation nationale de la sociologie acadienne tient à des motivations politiques et idéologiques, plus qu'épistémologiques. Les sciences sociales participent, au sein de cette communauté, du discours nationaliste, elles en reproduisent et confortent les frontières, et en légitiment les projets. Elles ont accompagné le parcours des communautés francophones minoritaires et elles en ont même été, dans une certaine mesure, un acteur. Ce que nous appelons leur parti pris pour l'autonomie, c'est-à-dire *leur parti pris de faire comme si l'Acadie était effectivement autonome*. Le régime linguistique a mis un terme à l'interrogation sociologique sur les frontières du groupe.

La sociologie acadienne, à l'instar des autres champs sociologiques, joue effectivement un rôle éminemment et explicitement identitaire depuis sa fondation à la fin des années 1930, mais ce rôle s'est transformé considérablement depuis la mise en place du régime linguistique dans les années 1980. Or ce rôle entraîne des questions épistémologiques de fond qui ont commencé à être formulées depuis quelques années, mais sans que des alternatives constructives aient encore été proposées.

Trois conceptions des sciences sociales et de leur lien avec l'État, la nation et l'idée de société sont proposées au sein d'une rare controverse scientifique. Certains considèrent que, fragilisée par son incapacité à faire société, l'Acadie doit se reproduire en grande partie dans le discours ; la sociologie est l'une de ces formes de reproduction discursive. Il serait impossible et non souhaitable pour l'Acadie de faire de la sociologie comme les grandes sociétés. La sociologie est contrainte d'y jouer un rôle particulier, d'y défendre une identité fragile et exiguë. D'autres considèrent que l'alliance historique entre nationalisme et sciences sociales contribue à l'institutionnalisation de formes de domination sociale. La sociologie serait au service d'une élite acadienne, reproduirait son discours et légitimerait sa mainmise sur un ensemble de ressources. Ils appellent donc à déconstruire le nationalisme, plutôt qu'à le construire et le protéger. Enfin, d'autres travaillent à partir du régime, fonctionnent dans son cadre et avec ses concepts.

Ces trois approches mettent en évidence la portée politique des concepts sociologiques. Cherchant tous à favoriser l'émancipation et l'autonomie, les uns défendent conceptuellement le nationalisme comme forme d'action collective alors que les autres le déconstruisent en tant qu'il institue des rapports de domination brimant les libertés individuelles. Les concepts ont une portée politique *explicite*. Toutefois, ils ont également une portée politique *implicite*. Défenseurs et critiques du nationalisme acadien reproduisent tous le même nationalisme méthodologique, qui fait de l'Acadie l'unité naturelle et exclusive de leurs analyses, quand bien même on cherche à déconstruire la nation. Il découle de ce découpage certaines distorsions théoriques et conceptuelles, qui déforment la réalité observée et qui entraînent un certain nombre de zones d'ombre. Ne confrontant pas la question des frontières, les sciences sociales évacuent de leurs interrogations l'Autre par rapport auquel la frontière est construite. Pensée comme entité en soi, l'Acadie n'est pas conçue dans ses relations aux autres et au monde. L'Autre anglophone, notamment, demeure à ce jour le grand absent de la sociologie acadienne, alors qu'il représente pour l'Acadie la principale menace.

Les frontières du groupe qui délimitent *a priori* le champ d'investigation des sciences sociales agissent comme le lampadaire dans la blague belge. C'est la nuit, un homme a perdu ses clés qu'il cherche à quatre pattes sous un lampadaire. Une femme passe, lui demande ce qu'il fait là, sur le sol. Il répond qu'il cherche ses clés, qu'il les a perdues et qu'il aimerait bien les retrouver pour pouvoir rentrer chez lui. Elle lui demande alors s'il est sûr de les avoir échappées là, sous ce lampadaire. Et lui de répondre que non, il n'en sait rien, mais c'est le seul endroit éclairé... Il en va de même des sciences sociales, qui tendent à ne chercher la francophonie que là où il y a du français et, plus problématiquement encore, que là où la francophonie s'affirme comme telle.

Ces distorsions s'immiscent dans le débat public, structurent le régime linguistique et conditionnent le rôle que joue la sociologie au sein de sa société. Nous proposerons, dans les pages qui suivent, un examen de ces distorsions. Nous chercherons à comprendre les

raisons historiques et institutionnelles qui les expliquent et nous proposerons des concepts qui apportent un autre éclairage.

Structure de la thèse

Le métier de sociologue est particulier en Acadie. En entamant une thèse de sociologie, j'ai été confronté à une précarité disciplinaire qui a considérablement infléchi l'orientation de mon analyse. Deux grandes options se présentaient : travailler sur l'Acadie comme un objet quelconque à partir d'une littérature universelle ou travailler sur l'Acadie à partir de ses propres savoirs. Autrement dit, il fallait déterminer l'importance à accorder aux savoirs que ce groupe que j'allais étudier formulait sur lui-même. Il s'agit évidemment d'une fausse alternative. L'Acadie participe de la modernité et son rapport à l'identité, à la langue, au territoire peut être éclairé par une vaste littérature ; sa situation n'est pas incommensurable. En même temps, une part non négligeable de l'identité acadienne que nous cherchons à analyser consiste à produire pour elle-même ses savoirs. L'une des réalités fondamentale de ce groupe est précisément sa volonté historique de se connaître lui-même, avec ses propres ressources. Toute la question est de savoir comment concilier ces deux aspects. Comment puiser dans la littérature savante universelle sans nier les savoirs indigènes de l'Acadie, sans entretenir un rapport colonial à la pensée ? Comment puiser dans la littérature acadienne sans faire de l'Acadie un cas isolé, exceptionnel, unique ne pouvant se comprendre que de l'intérieur ? Ces questions se posent sans doute à tout sociologue, peu importe son objet d'étude, or dans le cas de l'Acadie, la précarité académique et le statut minoritaire du groupe ont rendu ce dilemme d'autant plus actuel. Il m'a fallu d'abord bien saisir les enjeux afin d'ensuite trouver une approche convenable.

J'avais initialement l'intention de travailler sur l'aménagement du territoire et sur les mouvements sociaux urbains. L'idée que l'Acadie serait un peuple sans territoire fait partie du sens commun. L'Acadie serait un peuple diasporique, dispersé de la Louisiane à

la Baie des Chaleurs, débordant jusqu'au Québec. L'Acadie ne serait pas dans le territoire mais dans le cœur. Antonine Maillet, célèbre dramaturge et romancière acadienne, lauréate du prix Goncourt pour son roman *Pélagie-la-charrette*, racontant l'épopée du peuple acadien après la Déportation a dit quelque part que « les Acadiens sont un peuple, et un peuple est plus fort qu'un pays. Un pays est une institution, mais un peuple est plus fort qu'une institution, car il a une âme, il a des rêves, il est vivant ». C'est dans cet esprit que les Congrès mondiaux acadiens sont tenus aux cinq ans depuis 1994. Les Acadiens de la diaspora, peu importe où ils habitent, peu importe la langue qu'ils parlent, sont conviés à se réunir et célébrer leurs racines communes. Or, parallèlement à cette vision déterritorialisée de l'Acadie, son ancrage territorial et institutionnel, tout particulièrement au Nouveau-Brunswick, saute aux yeux. Qu'il soit question de disparités régionales, de municipalisation, d'affichage commercial, d'institutions, de bilinguisme officiel, de dualité linguistique, l'Acadie se construit en rapport avec un territoire, au sein d'institutions qui lui permettent de se représenter comme peuple. Seulement, de ce territoire et de ces institutions on sait relativement peu de choses.

En parcourant la littérature scientifique, j'ai été confronté à une étonnante a-spatialité des approches savantes de l'Acadie. L'objet dont on parlait semblait exister dans un vacuum, dans un espace flou, sans rapports de force, sans acteurs politiques, sans mouvements sociaux, sans anglophones, pourtant majoritaires sur le territoire. Il était presque exclusivement question de langue – française, uniquement. Tantôt on parlait de la transmission linguistique, de l'identité linguistique, de l'insécurité linguistique, du capital linguistique, de domination linguistique, de vitalité ethnolinguistique, tantôt on parlait de droits linguistiques, de judiciarisation de la langue. C'est comme si l'unique enjeu pour l'Acadie était la reconnaissance et le maintien de sa langue, comme si cette langue ne servait pas à véhiculer des idées, des projets politiques, mais ne servait qu'à se maintenir, qu'à se reproduire, qu'à circuler sans égards pour ce qu'elle servait à dire. De fait, la littérature scientifique acadienne ne permet pas réellement de comprendre le rapport spécifique de l'Acadie au territoire, au pouvoir, au politique.

De son côté, la littérature de langue anglaise portant sur le territoire néo-brunswickois a tendance à évacuer la dimension nationale, ne fait que rarement référence à l'Acadie, n'explore pas les divergences et les similitudes entre les groupes, leurs institutions, leurs projets. Les Acadiens n'habitent nulle part ; leur littérature évacue le territoire alors que la littérature sur le territoire, elle, évacue l'Acadie. Il allait être compliqué d'étudier la territorialité acadienne à partir de ses propres savoirs. Il y avait un clivage académique, une division linguistique de la production scientifique qui allait compliquer mon enquête.

J'aurais pu choisir de faire une enquête sociologique sur les mouvements sociaux territoriaux et urbains en puisant dans la littérature scientifique d'autres milieux – québécois, américain, français. Sans doute les mouvements sociaux, les enjeux territoriaux se ressemblent d'un endroit à l'autre, mais une telle étude aurait nécessairement été limitée dans son envergure, puisqu'elle serait demeurée extérieure à son objet. L'Acadie aspire manifestement à produire sur elle-même ses propres savoirs et il m'apparaissait important de ne pas négliger ces savoirs, de dialoguer avec eux, de comprendre le lieu d'où ils parlaient. Plutôt que de considérer l'absence de littérature sur le territoire et les mouvements sociaux urbains comme un problème, j'en ai finalement fait mon objet d'étude. J'ai cherché à comprendre pourquoi certains thèmes étaient omniprésents alors que d'autres étaient marginaux, voire inexistants. Je me détournais certes de mon sujet initial, mais que partiellement et que temporairement. L'absence du territoire dans la littérature acadienne depuis les années 1980 fait partie de son rapport au territoire. Les sciences sociales acadiennes témoignent des enjeux, des interrogations, des problèmes qui structurent l'identité acadienne, elles cherchent à donner des réponses aux grandes questions qu'elle se pose.

Les interrogations qui structurent les identités ne sont pas aléatoires, elles se construisent dans le temps, au gré des luttes, des revendications, des rapports de force. Elles s'institutionnalisent, se routinisent, créant parfois des conséquences inattendues, des effets collatéraux. La construction d'un sujet – *a fortiori* collectif – ne peut se penser en marge

des institutions qui lui servent d'ancrage. Ces institutions peuvent être de nature diverse, symboliques, physiques, légales. Si l'Acadie entretient un rapport problématique au territoire, les causes sont probablement à chercher dans son mode particulier d'institutionnalisation. Ce qui au départ devait être un préambule à mon enquête sur les mouvements sociaux s'est progressivement imposé comme le cœur de mon analyse. Il m'est apparu que des facteurs structurels, liés au nationalisme et à ses liens avec le régime linguistique, étaient en grande partie responsables de l'orientation des sciences sociales, que ces trois éléments – nationalisme, régime linguistique et sciences sociales – étaient intimement liés. Afin de comprendre la centralité de la langue et la marginalisation du territoire dans la production scientifique, il fallait comprendre les liens ténus qui relient nationalisme, savoirs et régime linguistique en Acadie. Ces liens expliquent en grande partie quel type de public forme l'Acadie, quelles politiques publiques lui sont adressées et autour de quels problèmes publics elle se mobilise.

La première partie de cette thèse – les cinq premiers chapitres – sont ainsi consacrés à trois formes d'institutionnalisation de l'Acadie : l'institutionnalisation du statut d'ayant droit au sein du régime linguistique – qui confère aux francophones un statut officiel et certains droits –, l'institutionnalisation de la société civile acadienne – qui permet à l'Acadie d'agir et de se représenter au sein d'institutions distinctes de celles partagées avec la majorité anglophone et qui sert de principal véhicule au nationalisme acadien –, et l'institutionnalisation des sciences sociales – qui participent à la fois du régime linguistique et du discours nationaliste. Je cherche à démontrer comment le discours scientifique s'est construit en étroite relation avec le régime linguistique et comment celui-ci en est venu à informer le discours nationaliste et l'organisation de la société civile. Une forme particulière de nationalisme méthodologique – épistémologique et normatif – s'est mise en place au sein du régime linguistique, celui-ci orientant à la fois la production des savoirs et les formes d'action collective. L'absence du territoire dans la production scientifique depuis les années 1980 tient en grande partie à la nature du régime linguistique et à son rôle dans la formulation du nationalisme et de l'action collective.

Le premier chapitre porte sur l'institutionnalisation du régime linguistique. J'y présente l'évolution du statut d'ayant droit linguistique et la mise en place progressive de politiques spécifiquement adressées aux communautés francophones. Le régime linguistique définit le statut public et privé de la langue, il définit les lieux où le français peut légalement circuler et ceux où il n'est pas protégé. Le statut du français s'est précisé au fil des procès linguistiques, en particulier depuis les années 1980. Le régime linguistique opère une démarcation claire entre le statut public du français au sein de l'État où il peut circuler sans entrave et où il est extrait des rapports de force, et son statut privé au sein de la société civile, où sa circulation n'est soumise à aucune protection ni régulation, étant plutôt soumise à des rapports de force avec l'anglais. Les lieux où le statut officiel du français s'applique sont clairement définis et c'est au sein de ces espaces que la communauté francophone peut agir en tant qu'ayant droit, avec les ressources prévues par le régime linguistique.

Le second chapitre présente l'institutionnalisation de la société civile depuis la mise en place de l'État-providence dans les années 1960. Le régime linguistique s'est accompagné d'une transformation de l'État. Le passage d'un modèle libéral, au sein duquel la société civile acadienne s'est institutionnalisée de paire avec l'Église, à un modèle providentiel où les institutions acadiennes ont été étatisées et au sein duquel le français a obtenu un statut officiel a donné lieu à un débat concernant les acteurs acadiens et les types d'action collective. Deux modèles ont été proposés : l'action politique territorialisée proposée par le Parti acadien et l'action juridique proposée par la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick. C'est cette dernière qui a été privilégiée. Depuis, le réseau associatif acadien s'est institutionnalisé en partenariat avec l'État. Ces partenariats sont encadrés par le régime linguistique et assurent une certaine représentation des intérêts francophones auprès de l'État, mais ils entraînent également certains problèmes. Ils limitent l'autonomie de la société civile. Les organismes sont financés pour accomplir certaines tâches particulières, définies au final par l'État. Ces organismes ont également une légitimité problématique. Bien qu'elles prétendent représenter les intérêts des Acadiens, elles ne sont pas dotées de mécanismes assurant leur représentativité.

Les chapitres 3 et 4 présentent l'institutionnalisation des sciences sociales. Le troisième chapitre porte sur les débuts des sciences sociales au sein des collèges classiques dans les années 1940, puis au sein de l'Université de Moncton dans les années 1960. Au cours de cette période charnière, marquant la transition entre l'État libéral et l'État-providence, les sciences sociales ont cherché à définir leur rôle et leur objet. Cette transition a momentanément ouvert la question des frontières des sciences sociales et a ouvert une interrogation sur leur rôle dans la société. Alors qu'elles étaient soumises à l'idéologie nationale et religieuse de l'élite cléricale au sein des collèges classiques, elles ont acquis une nouvelle autonomie et un nouveau souffle critique au sein de l'Université de Moncton, avec les conséquences que l'on sait : la fermeture du département de sociologie et le licenciement de quatre de ses professeurs. Le moment critique des sciences sociales correspond au changement de régime, à ce moment charnière où la société civile était en voie de se réorganiser et où le nationalisme allait se moderniser.

Le quatrième chapitre porte sur l'institutionnalisation de la figure de l'expert francophone, suite aux tumultes des années 1960-1970. L'expert francophone s'insère dans le régime linguistique. Celui-ci balise son objet d'étude – l'ayant droit linguistique –, définit ses concepts – la vitalité ethnolinguistique, la complétude institutionnelle, la gouvernance francophone – et assure la légitimité des savoirs. L'expert produit les savoirs du régime, savoirs qui sont repris par l'ensemble de la société civile et qui orientent l'action collective. Ces savoirs sont devenus hégémoniques.

Au terme de cette première partie, nous aurons identifié les liens qui unissent savoirs, action collective et régime linguistique. Ces liens expliquent les formes d'action collective et le rôle des sciences sociales. Ils expliquent notamment l'absence du territoire dans la production scientifique dans le régime linguistique. L'ayant droit linguistique défini par le régime ne peut pas légalement revendiquer des territoires. Les modes d'action collective prévus par le régime linguistique ne sont pas territoriaux. Ces liens expliquent également le rôle des sciences sociales, leur fonction d'abord pratique, devant mener à une

autonomie balisée par le régime. De ce fait, les sciences sociales ne se sont jamais réellement autonomisées. C'est ce qui explique l'absence relative de débats théoriques et épistémologiques au sein du champ des sciences sociales acadiennes. Tournées vers l'action, elles relèguent au second plan leurs débats internes. Étant donné que les enjeux ne sont que rarement abordés sur un terrain épistémologique, les sciences sociales ne se sont jamais autonomisées, ni historicisées. La synthèse que proposée aux chapitres 3, 4 et 5 vise à combler ce manque.

La seconde partie de la thèse articule une critique théorique du nationalisme méthodologique et propose une voie alternative inspirée de la sociologie pragmatique des problèmes publics. Nous identifions trois grands courants scientifiques, entretenant avec le régime linguistique, la langue, la mémoire et l'action des relations distinctes. Ces courants s'entendent tous sur leur objet d'étude : les communautés francophones et les enjeux explicitement linguistiques. C'est ce que nous appelons le nationalisme méthodologique des sciences sociales francophones. Il s'agit de contourner l'impasse dans laquelle nous entraînent les trois courants que nous avons identifiés et de déplacer le débat du terrain normatif vers le terrain épistémologique.

Le cinquième chapitre porte sur les enjeux épistémologiques, théoriques et normatifs engendrés par le nationalisme méthodologique. L'institutionnalisation des sciences sociales témoigne de l'institutionnalisation d'un objet d'étude légitime, défini par le régime linguistique, mais dont les limites ne sont pas suffisamment explicites. Deux critiques du régime linguistique et de ses savoirs ont été formulées – l'une critique et néolibérale, l'autre nationaliste et sociopolitique. Le débat tel qu'il s'est livré est surtout normatif. Il concerne la légitimité de l'identité nationale, le rôle de la langue dans l'identité et la mémoire. Il ne permet pas de penser de nouveaux objets, de nouvelles approches.

Le sixième chapitre porte sur les débats entourant le nationalisme méthodologique en sciences sociales. En faisant équivaloir l'idée de société à celle de l'État-nation, les sciences sociales limitent *a priori* leur objet d'études. En reconnaissant la réalité multiscalaire du social, et les divers modes d'existence, les divers régimes d'action qui constituent la société, je propose de revoir la définition de l'objet des sciences sociales acadiennes. Cette critique du nationalisme méthodologique ne consiste pas à juger de la pertinence ou de la légitimité de la nation comme forme d'appartenance, mais à s'interroger sur sa capacité à effectivement englober l'ensemble du social. L'interrogation est de nature épistémologique, plus que normative. Les sciences sociales francophones portent actuellement sur un objet défini par sa langue et balisé par son statut d'ayant droit, à des fins normatives. En déplaçant l'analyse vers d'autres échelles – territoriales, institutionnelles – et en prenant acte du fait que, tout comme le social n'est pas fait *que* de social, la francophonie n'est pas faite *que* de langue, d'autres enjeux, d'autres mobilisations, d'autres acteurs jusqu'alors invisibles apparaissent. Si l'on souhaite faire apparaître le territoire – ce qui était mon objectif initial –, il faut s'extraire du paradigme du régime linguistique et du nationalisme qu'il entraîne.

Le septième chapitre présente un modèle théorique permettant d'aborder diverses échelles d'analyse et divers acteurs, et surtout de comprendre le rôle et l'étendue du régime linguistique. La notion de public permet effectivement de comprendre à la fois la francophonie comme public, comme objet de politiques publiques, elle permet de comprendre la francophonie comme étant parcourue de divers problèmes publics lui étant propres et elle permet de penser le rôle de la langue et de l'identité nationale dans la formulation de problèmes publics autres que linguistiques. En nous intéressant à l'émergence de problèmes publics, à la mise en place d'instruments d'action publique et d'indicateurs visant à en évaluer le rendement, nous serons en mesure de comprendre l'effet structurant du régime linguistique dans la relation de l'Acadie à son territoire. Le public qu'il crée – à travers la figure de l'ayant droit – et les instruments d'action publique qu'il met à sa disposition structure la capacité de l'Acadie à se penser comme entité territoriale.

La notion de public permet également de prendre en compte l'effet structurant de la langue sur la sphère publique. Les problèmes publics peuvent être formulés dans deux sphères publiques distinctes, potentiellement hermétiques. Le nationalisme méthodologique ne permet pas de penser les effets structurants du bilinguisme sur la société et les enjeux complexes liés à la cohabitation qui en découlent. La notion de public permet de penser les diverses échelles d'action sans porter de jugement normatif *a priori*. Elle permet, premièrement, de penser la construction des frontières actuelles et passées de l'Acadie par l'entremise de régimes successifs et de politiques leur étant associées qui déterminent le statut public – et par extension privé – de la langue. De ce fait la notion de public permet de penser l'Acadie comme *public* distinct. Cette notion permet également de penser l'émergence de problèmes publics au sein de l'Acadie, c'est-à-dire de penser l'Acadie non plus, dans ces cas-ci, dans ce qu'elle a de commun, mais dans ce qu'elle a de complexe et de contradictoire. La notion d'action publique, quant à elle, permet de rendre compte des capacités d'action effectives des acteurs en présence.

S'intéresser aux problèmes publics et aux instruments d'action publics nous amène nécessairement – cohabitation oblige – à penser les enjeux qui ne sont pas spécifiques au régime linguistique. Cela nous amène à nous intéresser à des acteurs collectifs hybrides, qui agissent au nom de valeurs plurielles, avec des capacités diverses.

Enfin, en nous intéressant à la sphère publique, nous serons en mesure de rendre compte de la complexité d'une sphère publique linguistiquement clivée. Les problèmes publics et l'opinion publique s'élaborent dans des espaces linguistiques distincts, potentiellement hermétiques l'un envers l'autre, du fait que l'ensemble de la population n'est pas bilingue.

La troisième et dernière partie de cette thèse présentera deux études de cas portant sur le rapport de l'Acadie au territoire, à partir du cadre théorique élaboré aux chapitres 5, 6 et 7.

Le chapitre 8 présente une lutte pour faire adopter des arrêtés municipaux régulant les langues d'affichage commercial à Dieppe et à Moncton. Cette lutte concernant le paysage linguistique met en évidence les limites du statut d'ayant droit – qui ne contient aucun droit au paysage. Surtout, elle illustre bien la manière dont se négocie publiquement le statut public et privé de la langue. La lutte a donné lieu à deux conceptions distinctes du territoire urbain – l'une comme étant une entité publique, l'autre comme étant une somme de propriétés privées – qui se sont livrées dans deux sphères publiques distinctes. Les acteurs en présence et les arguments mis de l'avant par les sympathisants et les opposants à l'adoption d'un arrêté rendent visible l'organisation distincte de la société civile francophone et anglophone.

Le chapitre 9, enfin, présente l'enjeu de la municipalisation du territoire. La mise en place du régime linguistique a coïncidé avec une reconfiguration de la gouvernance locale. Aujourd'hui, 60 % de la population habite dans des localités sans élus municipaux. La société civile acadienne a fait de la municipalisation une priorité nationale, mais cela n'a pas réussi à convaincre les Acadiens qui, lors de la vingtaine de plébiscites qui ont été tenus pour fusionner des territoires ou municipaliser des localités sans élus, n'ont pas répondu plus favorablement que les anglophones. Ce cas illustre la relative impuissance de la société civile acadienne à agir dans d'autres dossiers que ceux explicitement linguistiques. Les indicateurs du régime linguistique ne s'appliquant pas dans ce dossier, le milieu associatif n'a pas pu contraindre l'État à agir en vertu de ses obligations envers les ayants droit. Néanmoins, certains chercheurs voient dans la municipalisation un moyen d'accroître l'autonomie politique de l'Acadie. Les régimes linguistique et territorial actuels ne permettent pas à l'Acadie de se penser territorialement et ils ne permettent pas au public municipal de devenir un acteur central.

Au terme de cette thèse, j'espère avoir ouvert de nouvelles pistes de recherche qui ne reproduiront pas les principales lacunes des trois courants actuels, mais qui seront néanmoins à même de reconnaître la réalité linguistique du territoire politique et l'aspiration nationale de l'Acadie. De telles sciences sociales ne limiteraient pas leurs analyses à la seule réalité linguistique, ne concevraient pas leur rôle comme devant nécessairement favoriser l'autonomie telle que définie par le régime linguistique, mais interrogeraient plutôt l'effet structurant du régime sur la construction identitaire, enquêteraient sur les formes d'action collectives, sur les justifications qui sont proposées par les acteurs, sur les critères de légitimité qui sont reconnus, sur les types d'indicateurs qui orientent l'action publique. En admettant le principe central à cette thèse qu'il y a plus à la nation que de l'identité nationale et qu'il y a plus à la francophonie que le français, j'espère amener les sciences sociales à s'émanciper du nationalisme, à comprendre les enjeux et les formes de cohabitation linguistique plutôt que militer ouvertement pour l'égalité linguistique et, potentiellement, revitaliser le métier de sociologue en Acadie. Nous en savons encore trop peu sur qui nous sommes, ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Il y a tout un terrain à explorer et le territoire est un bon point de départ. L'Acadie n'est pas une nation typique, son rapport au pouvoir, au territoire, aux institutions est marqué par la minorité. Une sociologie qui prend à bras le corps cette minorité constitutive, qui s'intéresse aux formes concrètes de cohabitation entre les groupes linguistiques, entre les identités nationales sera mieux outillée pour expliciter ce que cela implique de « faire société » dans un tel contexte. Surtout, une telle sociologie sera mieux à même de politiser à la fois les rapports entre groupes linguistiques, qui demeurent à ce jour impensés, et les formes d'action propres à l'Acadie.

PARTIE I
LE RÉGIME LINGUISTIQUE ET LE NATIONALISME ACADIEN

CHAPITRE I

INSTITUTIONNALISATION DU RÉGIME LINGUISTIQUE

En 1969, l'année de la fermeture du département de sociologie, la *Loi sur les langues officielles* a été adoptée par les gouvernements canadien et néo-brunswickois. Le régime linguistique qui se mettait en place instituait la survivance culturelle (on l'appellera plus tard, à compter des années 1990, la *vitalité ethnolinguistique*¹) comme objectif collectif. Ce régime allait radicalement transformer le rapport de l'Acadie au politique et allait contribuer à institutionnaliser un nouveau rôle des savoirs au sein de la francophonie canadienne dans son ensemble. La sociologie a emboité le pas et s'est insérée à l'intérieur de ce cadre, de cet espace lié à l'État et balisé par le droit. Il ne sera plus question de société globale, de domination, d'émancipation, mais de vitalité et de culture. Progressivement, la sociologie a repris à son compte le vocabulaire du régime linguistique et s'en est faite un instrument. Les premières élites acadiennes parlaient d'une renaissance acadienne dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Le peuple était né. Un siècle plus tard, il fallait maintenant le garder vivant, s'assurer de sa vitalité dans les bornes du régime en place.

À la suite de Rémi Léger, nous définissons de façon large un régime linguistique comme « l'ensemble des dispositions administratives, juridiques et législatives en matière de langues officielles qui structurent de manière décisive » les relations entre minorités et majorités linguistiques (R. Léger, 2012, p. 188).

Linda Cardinal et Martin Normand vont un peu plus loin en identifiant quatre dimensions d'un régime linguistique : politico-juridique, symbolique, opérationnelle et gouvernance.

¹ La survivance désigne ce moment dans l'histoire du Canada français, après l'échec des rébellions de 1837-38, où, le politique lui échappant, l'identité se réfugie dans le culturel et dans la religion.

1) La dimension politico-juridique ou institutionnelle, qui comprend le cadre constitutionnel et juridique existant au sein de l'État ainsi que des droits des citoyens ... ; 2) la dimension symbolique, qui vise la représentation de la langue ou des groupes linguistiques ... ; 3) la dimension opérationnelle ou fonctionnelle, qui porte sur l'usage quotidien des langues et l'aménagement linguistique ... ; et 4) la dimension gouvernance, qui sert à préciser les principaux acteurs dans la mise en place de régimes linguistiques (Cardinal et Normand, 2011, p. 138).

Ensemble, ces quatre dimensions définissent le type de reconnaissance accordée par l'État à une minorité linguistique, les capacités dont celle-ci dispose légalement et légitimement, les ressources qui lui sont attribuées, les conditions de leur utilisation et les moyens par lesquels elle peut y accéder. En tant qu'il repose sur un ensemble de lois, le régime linguistique vise à établir des frontières : entre le public et le privé, entre les individus et l'État. Dans le cas particulier du régime linguistique canadien, ces dimensions régulent les relations entre l'ayant droit francophone – titulaire de droits spécifiques visant son identité linguistique – et l'État, mais plus encore, elles structurent implicitement les relations entre les ayants droit francophones et la notion de société. L'État a progressivement été amené à jouer un rôle central dans l'organisation des communautés francophones, faisant de celui-ci leur interlocuteur principal, pour ne pas dire exclusif. Les quatre dimensions qui composent le régime linguistique ne concernent que les relations entre les ayants droit et l'État – elles ne concernent pas les interactions au sein de la sphère privée, c'est-à-dire l'ensemble des relations excédant le citoyen et l'État. De ce fait, le régime linguistique s'articule autour d'un dispositif particulier qui opère une distinction entre sphères publique et privée qui se répercute dans l'organisation des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM), dans les revendications qu'elles formulent et dans les savoirs scientifiques qu'elles produisent. *Un régime linguistique est un ensemble de dispositions politiques et juridiques qui codifie le statut d'une langue particulière au sein d'une société et définit les obligations de l'État à l'endroit de la catégorie d'ayant droit qu'il désigne.*

Le régime linguistique a instauré des dispositifs qui garantissent aux CFSM l'égalité formelle de leur langue avec l'anglais dans leurs interactions avec l'État et une forme relative et variable d'autonomie infra-étatique, notamment administrative. Le cadre balisé par ces dispositifs est devenu le principal espace de revendication et de mobilisation du nationalisme francophone. Ce même cadre s'est également imposé au sein des sciences sociales francophones en délimitant l'étendue de leur champ, en définissant pour elles leur objet et en leur fournissant, dans une part croissante de la littérature récente, ses principaux concepts.

La mise en place du régime linguistique dès 1969, puis son institutionnalisation juridique et bureaucratique à partir des années 1980 a contribué à légitimer et à institutionnaliser ce repli des sciences sociales et du nationalisme dans la sphère infra-étatique. L'État allait devenir un « partenaire » incontournable des communautés francophones et allait leur offrir de nouvelles capacités, que les sciences sociales allaient légitimer, définir et évaluer. Le nouveau régime linguistique donnait aux sciences sociales un objet circonscrit par l'État – les communautés francophones en situation minoritaire – et donnait à leurs savoirs un certain pouvoir d'orienter des politiques ponctuelles dirigées vers les ayants droit linguistiques. Les sciences sociales francophones s'intéresseraient désormais majoritairement à cette catégorie sociale particulière : leur objet serait le même que celui délimité par le régime linguistique ; le régime linguistique ferait office de société pour cette minorité nationale dépourvue de souveraineté territoriale. Devenue compétence gouvernementale, la francophonie est aussi devenue un objet à part entière : un objet de droit et un objet de savoir, un objet d'expertise.

Je soutiens qu'il y a eu une institutionnalisation parallèle et interreliée des langues officielles, du nationalisme et des sciences sociales à partir de ce moment charnière où la population francophone du Canada et acadienne du Nouveau-Brunswick a formellement intégré l'État à titre d'individus d'abord, puis de communauté de langue officielle. De diverses manières, la sociologie s'est intégrée au régime linguistique. Premièrement, elle

a défini son champ d'études en fonction des frontières délimitant le statut d'ayant droit. Qu'il s'agisse des savoirs experts qui produisent explicitement les savoirs du régime ou des théories qui les critiquent, la quasi totalité des sociologues – mais aussi des politologues, sociolinguistes et historiens – font de l'espace francophone l'unité naturelle et exclusive de leurs enquêtes. Deuxièmement, les principaux concepts du régime linguistique sont repris par les sciences sociales, leur donnant à la fois une portée analytique, normative et performative. Malgré les divers courants qui constituent le champ des sciences sociales francophones en situation minoritaire, l'espace institutionnel et la population délimités par le régime linguistique constituent leurs objets *par défaut*.

L'ayant droit remplace le sujet, l'actant, le citoyen dans les analyses ; l'identité et les comportements linguistiques deviennent les principaux objets d'étude ; et l'espace francophone – à savoir l'ensemble des lieux contrôlés par la population francophone et dont une part importante est prise en charge par l'État – remplace la société comme cadre de l'analyse. De même, le milieu associatif francophone – dont le rôle est de défendre les intérêts des ayants droit linguistiques dans les divers secteurs d'activité reconnus par l'État – se fait aujourd'hui le relai de l'État en matière de langues officielles. La sociologie et la société civile francophones ont tous deux investi le régime linguistique et ont conçu l'espace francophone qu'il créait et les capacités d'action dont il disposait comme un espace social à part entière, comme une *société*. Seulement, cette société est fragmentée et unidimensionnelle ; elle se résume à certaines caractéristiques, à certaines institutions, à certains acteurs. La Révolution tranquille ne se résume cependant pas à la mise en place du régime linguistique. Elle a entraîné une transformation en profondeur de l'aménagement du territoire et de l'exercice du pouvoir, en particulier au Nouveau-Brunswick.

Nous présenterons ces réformes, en tâchant de faire ressortir leur ambivalence à l'endroit du nationalisme et de l'aménagement linguistique. Cette ambivalence a en partie été due aux sciences sociales tant anglophones que francophones qui, bien que de différente manière dans les deux cas, ont écarté de leurs préoccupations les enjeux liés à la cohabitation linguistique.

1.1 La Révolution tranquille néo-brunswickoise : « Chances égales pour tous »

En 1960, Louis Robichaud est devenu le premier Acadien à être élu à la tête du Nouveau-Brunswick². Son gouvernement a mis en œuvre une série de réformes territoriales et fiscales, sous le nom « Chances égales pour tous ». Ces réformes visaient la centralisation et la rationalisation des finances publiques et des services sociaux et gouvernementaux, et la croissance économique de la province. Elles ont reconfiguré en profondeur le rôle de l'État provincial dans l'aménagement d'un territoire qui avait été alors morcelé en comtés et en paroisses relativement indépendantes et elles ont entamé une « Révolution tranquille » à la fois néo-brunswickoise et acadienne. Le gouvernement Robichaud a poursuivi et a approfondi l'étatisation de la société, faisant de l'État un acteur central dans la vie économique, sociale, culturelle et linguistique. Entre 1941 et 1971, les emplois de la fonction publique ont augmenté de 1 390 %, témoignant du nouveau rôle joué par le secteur public (Ouellette, 1978, p. 115).

Le Québec a entamé la même année sa propre révolution tranquille et offre un bon point de comparaison pour comprendre la nature des transformations culturelles, institutionnelles et politiques qui ont lieu au Nouveau-Brunswick. Dans les deux cas les francophones ont intégré un État-providence centralisateur qui a pris en charge des fonctions jusqu'alors accomplies par la société civile – notamment l'Église –, mais les deux groupes ont intégré et investi l'État de manière distincte. Au Québec, l'étatisation a créé un nouveau peuple, le peuple québécois désormais défini par son territoire politique plutôt que par un l'héritage ethno-religieux transfrontalier des Canadiens français d'avant la Révolution. L'Acadie, elle, n'a pas changé de nom et son intégration politique a été plus limitée et a pris un sens juridique plutôt que politique, balisé par le statut d'ayant-droit. D'ailleurs, le terme « Révolution tranquille » par lequel le Québec désigne sa transformation n'est pas entré dans le lexique acadien, ni dans celui des anglophones de la

2 Pierre Veniot a été le premier acadien à diriger la province de 1923 à 1925, mais il n'a pas été élu au suffrage universel. Il a occupé ce poste suite à la démission de Walter Foster, mais ne s'est pas fait réélire.

province³. Enfin, aux slogans « Maîtres chez nous » et « Le Québec aux Québécois » qui symbolisent encore aujourd'hui dans l'imaginaire cette période au Québec, les néo-brunswickois ne purent répondre que « Chance égale pour tous », le « tous » servant à la fois à inclure et à masquer l'Acadie. Les Acadiens sont inclus, mais ne sont pas nommés.

Une transformation politique a bien eu lieu en Acadie, mais contrairement au Québec, elle n'a pas réussi à fonder, malgré certaines velléités, un nouveau sujet politique autour d'un territoire acadien, ni autour d'un peuple provincial qui serait appelé à devenir bilingue. L'Acadie a connu, à l'instar du Québec, un mouvement souverainiste porté par le Parti acadien, fondé en 1972, mais qui n'a jamais fait élire de députés (nous reviendrons sur le Parti acadien au chapitre 2). La question nationale n'a pas su se traduire avec la même intensité, ni avec la même cohérence politique au Nouveau-Brunswick qu'au Québec. Les deux principaux groupes linguistiques de la province ont continué à se considérer comme des entités distinctes et les enjeux liés à leur cohabitation – passée, actuelle et future – ont été écartés du débat public, pour être relégués à la sphère privée. S'il y a eu une étatisation de la société au Québec et au Nouveau-Brunswick, seul le Québec a procédé, avec un certain succès, à une nationalisation de son État. En effet, la révolution tranquille néo-brunswickoise a laissé planer un certain flou autour de la question nationale, alternant entre un régime linguistique libéral où des droits sont accordés aux seuls individus et un autre, communautariste, reconnaissant aux groupes nationaux (linguistiques) le droit à des formes – négociables – de ressources et d'institutions leur étant propres. Le régime linguistique hésite entre deux conceptions de la société. Cette hésitation témoigne de la cohabitation problématique.

Premièrement, il conçoit une société libérale où les citoyens ont le droit de communiquer avec l'État dans la langue officielle de leur choix, mais où les autres interactions – celles ne concernant pas directement l'État – sont reléguées à la sphère privée et sont régulées et

3 L'article de Frédéric Boily et de Joël Belliveau (2005) fait figure d'exception.

négoziées socialement, culturellement et individuellement, plutôt que de façon légale, politique et collective. Au sein d'une telle société, la langue, en tant que signe d'appartenance est de nature privée et est ainsi soumise à des rapports de force, à des logiques d'offre et de demande qui sont négociées au sein de la société civile et obéissent aux logiques du marché.

Deuxièmement, le régime linguistique conçoit une société communautariste qui reconnaît aux groupes linguistiques officiels une existence collective et leur accorde le droit de « faire société » entre eux, c'est-à-dire le droit pour les francophones de former un espace institutionnel parallèle et, selon la loi, *égal* à celui de la majorité anglophone. Au sein d'une telle société, l'État a le devoir de prendre en charge les espaces communautaires et de leur donner les moyens de s'épanouir et d'atteindre l'égalité.

Prise entre ces deux conceptions de la société, l'Acadie est en situation d'indécision identitaire structurelle (Thériault, 1994). Le référent acadien et le statut de la langue française sont à la fois publics et privés. Public, le français est reconnu par l'État ; privé, il demeure en partie une question de choix. Publique, l'Acadie tend vers une identité nationale, autoréférentielle, autonome, complexe et capable d'intégrer de nouveaux arrivants. Privée, elle tend vers une identité ethnique, relationnelle, une identité parmi d'autres dans la mosaïque canadienne, un choix que font les individus au sein d'un marché linguistique et identitaire.

1.1.1 Des réformes libérales : l'Acadie comme réalité privée

L'ambivalence entre un régime linguistique libéral et communautaire témoigne de la gestion complexe de la cohabitation au sein d'un État plurinational, où le sujet politique ne va pas de soi, est contesté. Or, dans l'ensemble, ces deux aspects du régime linguistique ont en commun de contourner le débat autour de la langue du public, de la langue du peuple. Les actions de l'État et les revendications de la société civile acadienne visent à garantir le droit des francophones à faire société à part, plutôt qu'à favoriser

l'apprentissage des deux langues officielles par l'ensemble de la population. Les frontières de l'Acadie sont conçues comme étant données – la population qu'elle recoupe et les institutions qui la représentent sont à protéger et à consolider, et non à construire, à négocier, à débattre. En effet, très peu d'initiatives existent pour créer une société effectivement bilingue et en un sens, le régime linguistique, dans son ambivalence entre une conception libérale et une conception communautariste de la société, rend problématique toute tentative de formuler des projets linguistiques communs. La dualité tend plutôt à favoriser la quête d'espaces distincts pour chaque groupe, sans pour autant déléguer vers les espaces communautaires francophones des capacités significatives. La question pourtant centrale de la sphère publique, des langues de la sphère publique, n'est pas posée. Ces questions ne sont pas prises en compte par le régime linguistique, ni par les sciences sociales. Cette situation est problématique dans la mesure où elle ne permet pas de penser adéquatement les formes de pouvoir, de solidarité, les mouvements sociaux qui animent la société néo-brunswickoise. Le régime linguistique complexifie considérablement toute tentative de saisir le Nouveau-Brunswick en tant que société et à plusieurs égards, il structure cette difficulté.

Bien qu'elle n'ait pas directement, ni explicitement abordé les enjeux identitaires et linguistiques complexes au sein de la société néo-brunswickoise, la Révolution tranquille a permis de remédier à certaines inégalités structurelles qui s'articulaient principalement autour de la langue. L'extension et la centralisation des services publics et l'uniformisation de leur financement ont permis de pallier les importantes inégalités régionales qui suivaient les frontières ethnolinguistiques. Par contre, l'objectif de ces politiques n'a jamais été de contribuer au nationalisme.

Avant « Chances égales pour tous », le financement des écoles, par exemple, se faisait à l'échelle des comtés, entraînant des disparités importantes entre régions rurales et urbaines, et entre régions francophones et anglophones. Le financement par élève dans les écoles du comté anglophone de Sunbury, à l'est de Fredericton, était trois fois plus élevé

que dans le comté francophone de Kent, au nord de Moncton (Krueger, 1970, p. 61). Les comtés plus pauvres, où le revenu moyen des habitants était plus faible, disposaient d'une assiette fiscale plus limitée, entraînant d'importantes disparités régionales en éducation, en santé, etc. Afin de combler leur manque à gagner, les régions plus démunies devaient augmenter leur taux d'impôts fonciers. Par exemple, il était plus de quatre fois plus élevé dans le comté de Kent qu'à Bathurst, dans le nord de la province. Ces disparités créaient un territoire profondément inégal et dont les inégalités étaient largement linguistiques. En prenant en charge l'éducation, la santé et les services sociaux, et en uniformisant les évaluations d'impôts fonciers, le gouvernement a créé un nouveau public, provincial plutôt que régional, municipal ou paroissial. Le gouvernement a dissous les conseils de comtés et a créé, à leur place, 250 districts de services locaux (DSL). Les DSL seraient gérés par l'État et seraient dépourvus de représentation politique et de capacités financières. L'autonomie régionale et municipale qui avait jusqu'alors prévalu dans la province était abolie (Bourgeois, 2005)⁴.

La centralisation du pouvoir a eu comme effet de créer une sphère publique commune, dans la mesure où l'ensemble du territoire était géré par un État centralisé et où une part croissante des services jusqu'alors gérés par la société civile était prise en charge par lui. Or, ce nouveau public provincial devait composer avec sa réalité bilingue. Quelle(s) serai(en)t la ou les langues du peuple néo-brunswickois ? Quelles seraient les langues de l'État ? Comment cet État nouvellement centralisé intégrerait-il la minorité acadienne qui s'était instituée en marge de l'État, au sein de l'Église depuis un siècle ? Ces questions ont été posées indirectement et un dispositif institutionnel et légal mis en place dans la seconde moitié des années 1960 a apporté une certaine réponse. Mais en un sens, ces défis ont été accentués par le rôle ambivalent de l'État dans les questions linguistiques, sociales, économiques et culturelles, devenant le principal garant de l'égalité, comme l'indique le titre des réformes : chances égales pour tous.

4 Nous reviendrons plus en détails sur les conséquences de la centralisation des services et de la Loi sur les municipalités sur l'autonomie des régions et des communautés acadiennes au dernier chapitre.

Les conséquences de ces réformes sur les Acadiens en tant que citoyens, certes, mais aussi sur la communauté acadienne en tant que collectivité nationalitaire sont indéniables. Toutefois ces politiques ne les visaient pas explicitement. Robichaud était Acadien, avait été formé dans les institutions de la communauté, mais ce n'est pas *en tant qu'Acadien* qu'il s'est fait élire (Young, 1987, p. 90). Ce n'est pas non plus pour les francophones qu'il a conçu ses politiques. Le rapport Byrne sur la finance et la taxation municipale, présenté en 1963 et duquel a découlé le programme « Chances égales pour tous » de 1965, ne fait qu'une seule mention de l'Acadie à la page 51, où les auteurs présentent l'autonomie historique des comtés acadiens dans la province :

« An exception of some historical importance relates to the limitation imposed on the Westmorland council's authority in this last respect: the dominantly French-speaking inhabitants of the parishes of Dorchester, Shediac and Moncton were empowered to elect their own assessors, overseers of the poor, and collectors of rates. Except in a legal sense this was hardly a concession; it merely continued what had in practice existed from the earliest years. Indeed, the Westmorland bench of magistrates had exempted the French-speaking parishes from most of the county rates. From the very foundation of the province, important local matters in these communities were dealt with by the Acadians who devised their own arrangements and levied their own parish rates » (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 1963).

Le rapport ne fait que constater cette réalité, il ne propose aucune réflexion sur les causes de cette autonomie, ni sur les conséquences d'une centralisation administrative sur cette population historiquement marginalisée, mais « autonome ».

L'objectif du rapport était de rétablir les finances publiques et d'uniformiser les services au sein du territoire afin de pallier les inégalités entre riches et pauvres, urbains et ruraux, Acadiens et anglophones (Bourgeois, 2005). Le rapport Byrne ne posait pas explicitement la question nationale au sein de l'État, bien que les inégalités régionales qu'il cherchait à réduire avaient bel et bien un caractère ethnoлингuistique. En ce sens, les réformes mises

en œuvre par le gouvernement Robichaud étaient profondément libérales. Elles conçoivent une société faite d'individus formellement égaux, où les appartenances sont privées, ne sont pas considérées comme des problèmes publics. Il n'y a ni groupes ethniques, ni classes sociales dans le rapport Byrne. Il s'agit d'un rapport profondément technocratique qui suppose une société et une sphère publique libérales. Une sphère publique libérale suppose, selon Nancy Fraser, que les individus discutent *comme si* ils étaient égaux et que les discussions soient limitées aux enjeux touchant le « bien commun », excluant du coup toute prise en compte d'intérêts « privés » (Fraser, 1990, pp. 62–63). En l'occurrence, la fiscalité est conçue comme un enjeu public et comme un moyen d'atteindre l'égalité économique, alors que la langue, elle, est perçue comme relevant de la sphère privée. Dans une certaine mesure, l'évacuation de la langue comme enjeu commun sert à naturaliser et à préserver le rôle historique de l'anglais. C'est d'ailleurs le propre d'une conception libérale de la sphère publique. « Le libéralisme considère le cadre national dominant comme une donnée et exclut le fait qu'il participe ainsi à la production d'une seule et même nation qui s'affirme en contribuant à l'assimilation des autres communautés » (Bourque, Duchastel et Armony, 1996, p. 183). Dans le cas du Nouveau-Brunswick, l'évacuation d'une réflexion publique sur la langue a surtout servi à masquer le statut particulier de l'anglais et les rapports de force – politiques, culturels et économiques – qui en découlent.

Ni le rapport Byrne, ni le programme « Chances égales pour tous » ne conçoivent explicitement la dualité linguistique et culturelle de la société néo-brunswickoise comme posant un problème. Pourtant, les Acadiens étaient en pleine crise d'idéologie nationale. Les bases traditionnelles sur lesquelles le nationalisme s'était construit depuis la seconde moitié du XIX^e siècle étaient bouleversées par l'industrialisation et par l'étatisation de la société entraînée par les réformes Robichaud. Cette crise est toutefois demeurée relativement privée, elle n'a pas su se traduire politiquement, comme en témoigne l'évacuation de la question nationale dans le rapport Byrne. Il a fallu attendre les années 1970 avant que la question nationale soit posée politiquement. Les sphères publiques anglophone et francophone ne donnaient pas accès à la même société, dans les années

1960, bien qu'elles étaient appelées à relever d'un même État. Une société libérale tolère les appartenances communautaires tant qu'elles demeurent privées et elles le sont effectivement demeurées, en grande partie.

1.2 Mise en place du régime linguistique : Loi sur les langues officielles de 1969

Robichaud, bien qu'il ait été le premier Acadien à diriger la province, insistait sur le fait qu'il était « le premier ministre de tous les néo-brunswickois » et non d'un groupe ethnolinguistique en particulier (Belliveau et Boily, 2005, p. 25). Il s'agissait d'un positionnement stratégique – il devait s'adresser à l'ensemble de la population pour se faire élire –, mais il s'agissait également d'une conviction libérale qui était partagée par l'élite acadienne dominante de l'époque et dont il était issu. Pour celle-ci, « la seule chose attendue de l'État (et aussi la seule chose estimée nécessaire afin d'arriver à une situation d'égalité) [était] un traitement identique de tous les citoyens » (Belliveau, 2013, p. 51). Ce traitement égal allait s'institutionnaliser dans le bilinguisme officiel. La *Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick* adoptée par le gouvernement Robichaud à la fin de son second mandat en 1969 est venue compléter les réformes libérales entamées plus tôt dans la décennie. Elle a étatisé les questions linguistiques, en faisant de l'État le principal interlocuteur des communautés francophones et le garant de leurs droits et de leur égalité. Toutefois, le sens exact de cette égalité et ce à quoi elle engageait l'État restait – et reste – à définir. Surtout, cette loi ne visait pas à créer une société bilingue, elle se limitait à définir les langues officielles de l'État. La société concrète et la complexité de sa situation linguistique demeurait impensée par l'État et, comme nous le verrons, par les sciences sociales et la société civile.

L'adoption de la LLO au Nouveau-Brunswick donnait suite à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme menée au Canada (Commission BB), et qui a préparé l'adoption de la LLO fédérale. Cette Commission avait comme mandat de faire

des recommandations sur la cohabitation nationale et linguistique au pays, dans le respect de l'égalité des deux peuples fondateurs. Le gouvernement de Trudeau, qui a adopté la LLO fédérale en 1969 et dont s'inspire celle du Nouveau-Brunswick, a cependant choisi de distinguer langue et culture, contrairement aux recommandations des commissaires. L'État reconnaît des langues officielles, mais aucune culture officielle. « The Official Languages Act, the scaffolding of legislation that supported English and French language rights, was separated completely from culture since it contained was [sic] 'no reference' to culture » (Haque, 2012, p. 229). Au contraire, l'adoption de la Loi sur le multiculturalisme deux ans plus tard, en 1971, venait confirmer cette séparation : il y aurait deux langues officielles et une pluralité de cultures.

Preuve de cette séparation, le régime linguistique ne reconnaît aucun peuple. L'Acadie n'était pas nommée dans la LLO néo-brunswickoise de 1969 et ne l'est pas non plus dans les versions subséquentes. La LLO codifiait les langues de fonctionnement de l'État, elle ne se prononçait pas sur le statut de ces langues au sein de la société, ni sur le lien qu'elles entretenaient avec des cultures, voire des nations qui en légitiment le statut. Elle garantissait à chaque citoyen le droit de s'adresser à l'État dans la langue officielle de son choix, mais rien n'était prévu encore pour soutenir les communautés linguistiques – excepté le droit à l'éducation dans sa langue maternelle –, ni pour prendre en charge les enjeux spécifiques d'une société bilingue au-delà du simple rapport du citoyen à son gouvernement. Cette loi, dont la mise en œuvre devait être progressive et prudente (elle n'est entrée en vigueur que 10 ans plus tard), ne prenait finalement pas en compte les besoins, ni les aspirations nationales de l'Acadie. L'historien et nationaliste Léon Thériault, dans son essai *La question du pouvoir en Acadie*, déplore qu'aucune reconnaissance culturelle ne soit garantie par la LLO et que celle-ci soit aussi limitée dans envergure. « On a, pour ainsi dire, décrété le divorce entre langue et collectivité. Il est étrange aussi qu'on ait fait si peu de publicité lors de la promulgation de cette loi pourtant si timide » (Thériault, 1982, p. 143).

En effet, l'adoption de la LLO au Nouveau-Brunswick s'est faite discrètement, avec prudence. Louis J. Robichaud, témoignant de sa position ambiguë vis-à-vis du nationalisme acadien, a même refusé de soumettre un mémoire sur le bilinguisme et le biculturalisme à la Commission BB, jugeant que l'enjeu était trop « délicat » (Laurendeau, 1990, p. 59). C'est dire le caractère linguistiquement ambigu et essentiellement technocratique de la Révolution tranquille néo-brunswickoise, et le rôle ambivalent de Louis J. Robichaud.

La loi a été adoptée en 1969, mais la majorité de ses articles ont été proclamés à un moment ultérieur, sans qu'une échéance ait été établie au préalable. Cela illustre à quel point le gouvernement tentait, en adoptant cette loi, d'apaiser la crise linguistique qui était émergée au Nouveau-Brunswick dans les années 1960 tout en tentant, par le symbolisme du geste, de convaincre la population du Québec qu'il était possible de vivre en français ailleurs au Canada (L. Léger, 2012a, p. 64).

L'absence de débat public sur la cohabitation et les rapports de force entre groupes linguistiques au sein de la société néo-brunswickoise a marqué l'adoption de la LLO de 1969 et les ajouts subséquents du régime linguistique provincial. La mise en œuvre de la LLO de 1969 s'est échelonnée sur près de dix ans ; les principales clauses ne sont entrées en vigueur qu'en 1977. En 1969, l'Assemblée législative est devenue officiellement bilingue, les députés peuvent depuis s'y exprimer dans la langue de leur choix. Depuis 1974, l'ensemble des projets de loi présentés par les députés doivent être soumis dans les deux langues et les lois doivent être traduites. Depuis 1977, l'ensemble des services offerts par l'État doivent l'être dans les deux langues (L. Léger, 2012a). Cette première version de la LLO ne concerne que le statut public – étatique – de la langue. Elle ne se prononce pas sur son statut social, comme l'a fait la loi 101 au Québec. La langue du peuple néo-brunswickois n'est ni abordée, ni prise en charge et les communautés linguistiques ne forment pas, selon la LLO de 1969, des entités politiques, possédant leurs capacités propres, leur pouvoir public, leur gouvernement propres. Elles renvoient plutôt à

des réalités linguistiques formellement officielles, mais privées – c'est-à-dire ouvertes à la concurrence, à la logique du marché, conformément à l'idéologie libérale. L'État a opté pour une politique de reconnaissance des communautés linguistiques en décrétant leur statut officiel, mais il n'a pas offert à ces communautés une reconnaissance politique en leur octroyant des capacités publiques et une représentation politique propres. En vertu de la LLO, il n'y a qu'un seul sujet politique – canadien ou néo-brunswickois –, détenant le droit d'interagir avec l'État dans la langue officielle de son choix. Or, les conditions économiques, politiques, culturelles dans lesquelles ce « choix » linguistique est fait n'étaient pas encore pris en compte par la LLO de 1969. La prise en compte des facteurs sociaux entourant l'existence de communautés linguistiques et déterminant leur égalité non pas de droit, mais de fait, s'est faite à partir des années 1980, avec la seconde phase du régime linguistique.

L'institutionnalisation du régime linguistique s'est approfondie et élargie à partir des années 1980. Elle s'est également judiciairisée. Face à la difficulté de les aborder politiquement, les enjeux linguistiques ont été pour l'essentiel débattus devant les tribunaux. Quatre événements ont consolidé la tendance vers la judiciarisation des questions linguistiques au pays : 1) la reconnaissance de la communauté francophone au NB en 1981 (loi 88) ; 2) l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982, dont l'article 23 reconnaît le droit à des écoles pour les communautés francophones minoritaires du pays ; 3) l'adoption de la Partie VII de la LLO canadienne en 1988 ; et 4) la révision de la LLO du NB en 2002 et l'ajout d'une clause formalisant sa révision décennale.

1.3 Judicialisation du régime linguistique : institutionnalisation du statut d'ayant droit

À partir de 1982, le régime linguistique est entré dans une nouvelle phase (Cardinal & Hidalgo, 2012; Chouinard, 2014b; Foucher, 2008). Le statut d'ayant droit s'est institutionnalisé, des dispositifs politiques et bureaucratiques ont été mis en oeuvre et ont transformé les modes d'action collective des communautés francophones en situation minoritaire. L'enchâssement des droits linguistiques dans la Charte canadienne des droits et libertés et l'adoption de la Partie VII de la LLO en 1988 qui contraint l'État à prendre des mesures positives favorisant le développement et l'épanouissement des CFSM ont officialisé un nouveau sujet politique : l'ayant droit linguistique. Le mode d'action et le statut de ce nouveau sujet sont d'abord juridiques. L'institutionnalisation de l'ayant droit s'est accompagné – tant chez les francophones hors Québec que chez les anglophones au Québec – d'une intensification des recours devant les tribunaux pour des causes linguistiques. Wilfrid Denis, dans un texte à paraître (Denis, à paraître), compte 145 arrêts concernant l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés qui garantie aux communautés de langues officielles en situation minoritaire le droit à l'éducation dans leur langue. Ce sont d'ailleurs les décisions des cours – notamment ceux de la Cour suprême – qui ont précisé le contenu de la LLO et les obligations qu'elle confère à l'État.

Dans un premier temps, il faut présenter les principales lois composant le régime linguistique. Dans un second temps, il faut présenter un bref aperçu de la jurisprudence qui a contribué à préciser le sens et la portée du régime. Il s'agira de démontrer l'évolution du statut d'ayant droit et de la reconnaissance des langues officielles depuis les années 1980.

1.3.1 Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick

En 1981, le gouvernement conservateur de Richard Hatfield a adopté la *Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick* (loi 88). Cette loi est venue s'ajouter à celle de 1969, qui reconnaissait l'égalité des langues au sein de l'État, en étendant la reconnaissance à la communauté linguistique dans son ensemble. En reconnaissant l'existence d'une communauté minoritaire sur son territoire – minorité qui n'est jamais nommée par son nom : l'Acadie – l'État s'engageait à appuyer l'égalité de statut et le développement du groupe francophone, notamment en lui reconnaissant le droit à des institutions « culturelles, éducationnelles et sociales » distinctes (article 2).

L'adoption de cette loi faisait suite à une décennie mouvementée sur le plan national⁵. La création du Parti acadien en 1972 et le projet de création d'une province acadienne lors de la Convention d'orientation nationale acadienne en 1979 avaient mis en évidence les limites de la LLO de 1969. Non seulement sa portée était-elle limitée, mais sa mise en œuvre n'avait pas été adéquatement planifiée. Au Québec, l'élection du Parti québécois et la tenue du premier référendum avaient fait entrer le régime linguistique canadien dans une crise profonde. Au Nouveau-Brunswick, notamment, les nationalistes formulaient des projets collectifs – voire autonomistes –, cherchaient à faire de l'Acadie une réalité politique, alors que la LLO n'accordait de droits qu'aux individus. La loi 88 offrait pour la première fois une reconnaissance collective aux communautés linguistiques.

Bien qu'elle soit ambitieuse dans son titre, la loi 88 demeure floue quant à son application. Elle stipule que l'État doit s'engager à favoriser l'égalité réelle des communautés linguistique. Son article 3 stipule que le gouvernement « encourage, par des mesures positives, le développement culturel, économique, éducationnel et social des

⁵ Voir le chapitre 2 pour une présentation plus approfondie du contexte politique ayant mené à l'adoption de cette loi.

communautés linguistiques officielles». Or, bien qu'elle fasse entrer la notion de « mesure positive » dans le régime linguistique, la loi 88 évite de définir des mesures concrètes. C'est ce que Jean-Guy Finn a appelé le manque d'un principe directeur orientant les actions de l'État, à savoir un agencement plus ou moins cohérent entre le bilinguisme institutionnel qui définit les langues de l'État et la dualité linguistique qui donne accès à des institutions linguistiquement homogènes (Finn, 1986). Aucun plan d'action et aucune étude n'avaient été faits préalablement à l'adoption de la LLO provinciale en 1969. Souvenons-nous que le Premier ministre Robichaud avait été jusqu'à refuser de soumettre un rapport à la Commission BB afin d'éviter d'avoir à se prononcer sur la question linguistique dans sa province. L'adoption de la Loi 88 a quant à elle essayé de s'appuyer sur un rapport et sur une consultation publique.

1.3.2 Enquêtes publiques sur les langues officielles

Deux rapports portant sur les langues officielles ont été commandés par le gouvernement du Nouveau-Brunswick au début des années 1980. Afin de souligner les dix ans de la LLO provinciale en 1979 et calmer les ardeurs des nationalistes acadiens qui revendiquaient la création d'une province acadienne, le Premier ministre conservateur Richard Hatfield a commandé une vaste enquête sur l'application et les effets de la loi. Ce rapport, paru en 1982 et intitulé *Vers l'égalité des langues officielles au Nouveau-Brunswick* (Direction des langues officielles, 1982), mais communément appelé rapport Poirier-Bastarache, devait évaluer l'aménagement linguistique au Nouveau-Brunswick dix ans après l'adoption de la LLO, mais en l'absence de données mesurant l'efficacité des politiques adoptées ; l'État ne s'était pas encore doté d'instruments lui permettant d'évaluer et de mesurer l'effet ses politiques linguistiques. La loi n'avait ni objectifs clairement énoncés, ni indicateurs permettant d'en évaluer l'efficacité.

Les commissaires ont notamment comparé les législations linguistiques de quatre États européens et ont présenté une analyse sociologique des attitudes des néo-brunswickois vis-à-vis du bilinguisme. Leur enquête sur les attitudes de la population face au bilinguisme fait état du peu de progrès accompli depuis l'adoption de la LLO en 1969 et a rendu compte d'un clivage profond entre anglophones et francophones. Pour les premiers, le bilinguisme ne présente aucun intérêt dans une économie dominée par l'anglais, alors que les Acadiens ont exprimé leur souhait de pouvoir vivre en français au sein d'institutions distinctes.

Le rapport identifiait quatre principaux axes que devrait privilégier la province : 1) les services dans les deux langues officielles ; 2) la participation équitable des francophones et des anglophones dans la fonction publique ; 3) le droit des fonctionnaires de travailler dans la langue de leur choix ; et 4) la reconnaissance d'identités linguistiques régionales (L. Léger, 2012a, p. 66). Parmi les 96 recommandations, ils proposaient notamment la dualité, c'est-à-dire la duplication des administrations – sans pour autant dupliquer les ministères – et la régionalisation de la fonction publique et une décentralisation des pouvoirs en fonction de la répartition linguistique de la population. Enfin, ils recommandaient l'adoption d'une nouvelle LLO et la création d'un bureau des langues officielles qui veillerait à la mise en oeuvre des politiques linguistiques (Durand, 2004).

Or, les recommandations ne concernaient que le secteur public, confirmant la portée limitée du régime linguistique néo-brunswickois, comparé à celui adopté au Québec. L'affichage commercial, la langue de travail dans le secteur privé, la langue de fonctionnement des ordres professionnels ne sont pas pris en charge par le régime linguistique néo-brunswickois.

Le gouvernement Hatfield n'a pas donné suite au rapport et a commandé, en 1984, soit deux ans après le dépôt du rapport Poirier-Bastarache, un nouveau rapport qui serait basé

sur une tournée de consultations publiques. Ce nouveau rapport – *Rapport du Comité consultatif sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick* (rapport Guérette-Smith) (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 1986) – aurait à rendre compte de l'opinion publique concernant les langues officielles. Cette tournée de consultation a réitéré le clivage profond entre les attitudes des deux communautés linguistiques vis-à-vis des langues officielles. Francophones et anglophones ont manifesté des conceptions distinctes de l'état de la situation et des rapports entre les groupes linguistiques dans la province. Lors des consultations dans les régions majoritairement anglophones, on a tenté d'empêcher les francophones de prendre la parole. À Moncton, on a cassé la centaine de casques permettant de diffuser la traduction simultanée ; à Saint-Jean on froissait bruyamment des journaux dès que quelqu'un s'exprimait en français ; à Miramichi on a lancé des tomates en direction de francophones, on a crié aux Acadiens de retourner au Québec ou en France (Durand, 2004). Au total, 512 mémoires ont été soumis. L'ensemble des mémoires soumis par des francophones manifestaient leur appui aux recommandations qui se trouvaient dans le rapport Poirier-Bastarache, alors que près de 90 % des mémoires soumis par des anglophones s'y opposaient en partie ou en totalité (L. Léger, 2012a, p. 71).

En tout, le rapport Guérette-Smith, paru en 1986, faisait 101 recommandations, dont la plupart allaient dans la même direction que celles du rapport Poirier-Bastarache. Notamment, on recommandait l'adoption d'une nouvelle LLO, la création de régions administratives sur une base linguistique, la dualité linguistique en santé et en éducation, le bilinguisme au sein des ordres et des associations professionnels. Ce rapport aussi a été rejeté par la classe politique. Les audiences publiques avaient mis en évidence l'hostilité d'une part importante de la population envers les francophones. Le dossier était trop sensible politiquement. Il a fallu attendre à 2002 avant que la LLO soit révisée.

Entretemps, en 1988 le gouvernement libéral de Frank McKenna a adopté une politique linguistique qui vise la langue de travail au sein de la fonction publique et la prestation de

service par l'État. Le rapport Delaney-LeBlanc, soumis en 1990, soit deux ans après l'adoption de la politique, avait comme mandat d'en mesurer l'efficacité. Le rapport conclut que des efforts supplémentaires pourraient être faits afin d'offrir un service de qualité égale dans les deux langues officielles.

1.3.3 Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick de 2002

En 2002, le gouvernement conservateur Bernard Lord a procédé à une révision de la LLO provinciale et y a ajouté une clause contraignant le gouvernement à la réviser à tous les dix ans. Cette décision est survenue suite à la décision de la cour d'appel dans l'affaire Charlebois en 2001. Mario Charlebois contestait l'adoption d'arrêtés unilingues par la Ville de Moncton. La cour d'appel a jugé que les municipalités étaient concernées par l'article 18.2 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui décrète que « les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur ».

Le gouvernement provincial de Bernard Lord a indiqué qu'il n'interjetterait pas l'appel et qu'il adopterait une loi encadrant les responsabilités des municipalités. La nouvelle Loi sur les langues officielles a été adoptée en chambre à l'unanimité le 4 juin 2002.

Tout comme la LLO de 1969, elle stipule l'égalité des deux langues officielles, mais elle reconnaît aussi l'égalité des deux communautés linguistiques et elle engage le gouvernement à prendre mesures positives afin de favoriser l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais. Elle touche exclusivement les services publics et plus précisément l'Assemblée législative, le système judiciaire, les soins de santé, l'éducation, les services policiers et les services municipaux. Elle garantit dans l'ensemble de ces

instances que les citoyens peuvent communiquer et se faire servir dans la langue de leur choix, mais ne touche pas aux relations plus globales entre langues dans la société néo-brunswickoise. L'une des principales modifications apportée à la LLO de 2002 concerne les municipalités. Alors que la LLO de 1969 laissait le choix des langues de fonctionnement des municipalités à leur discrétion, celle de 2002 décrète que toute municipalité comptant au moins 20 % de locuteurs d'une deuxième langue officielle doit offrir des services bilingues et rendre ses arrêtés municipaux disponibles dans les deux langues – il s'agissait d'ailleurs d'une recommandation contenue dans le rapport Poirier-Bastarache.

Cette même année, contrainte par la nouvelle LLO à offrir des services bilingues, la Ville de Moncton a adopté à l'unanimité une Déclaration de bilinguisme officiel. Cette déclaration n'est pas contraignante et n'a pas la force d'un arrêté, elle confirme simplement les obligations de la municipalité en vertu de la LLO et le caractère bilingue de sa population. Dieppe, au contraire, s'est déclarée officiellement francophone en 2000 et a adopté le français comme langue de travail dans son secteur public, mais offre des services dans les deux langues en vertu de la LLO.

Nous nous intéresserons davantage au bilinguisme à Dieppe et à Moncton aux chapitres 8 et 9 en prenant comme objet une lutte menée dans ces deux villes pour l'adoption d'arrêtés municipaux régulant les langues d'affichage commercial et la proposition de fusion municipale.

1.3.4 Charte canadienne des droits et libertés

À l'échelle fédérale, le régime linguistique s'est également étoffé depuis l'adoption de la LLO canadienne en 1969. Suite à l'élection du Parti québécois et la tenue du premier

référendum sur la souveraineté du Québec, le gouvernement de Pierre Trudeau a rapatrié la Constitution canadienne et y a enchassé la *Charte canadienne des droits et libertés* qui reconnaît, entre autres, l'égalité du français et de l'anglais au pays. L'article 23 reconnaît le droit à l'éducation et à des institutions scolaires dans la langue de la minorité à l'échelle du pays. Et l'article 16 reconnaît l'égalité de statut et de privilège des deux langues officielles au Nouveau-Brunswick et stipule que le Parlement peut prendre des mesures positives afin de « favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage » des langues officielles.

Depuis l'adoption de la *Charte*, les recours devant les tribunaux ont augmenté de façon considérable et ont donné lieu à des interprétations dites « larges et libérales » des droits linguistiques, c'est-à-dire qui ne renversent pas simplement des décisions jugées non conformes au respect des droits linguistiques, mais qui proposent des actions. « Les remèdes négatifs (annuler des décisions, prononcer l'inopérabilité de lois) [ont été] remplacés par des remèdes positifs (ordonnances, injonctions structurelles, octroi de dommages-intérêts) » (Foucher, 2000, p. 153).

1.3.5 Révision de la LLO canadienne

En 1988, le gouvernement canadien a révisé sa LLO afin de permettre à l'État de remplir les obligations contenues dans la *Charte*. La nouvelle LLO contient 14 parties. Les parties I à V concernent le statut bilingue de l'État et de ses institutions publiques. Les parties VI à VIII concernent les obligations de l'État en vue de favoriser l'égalité de statut et d'usage des langues officielles dans la société canadienne. La partie IX encadre le Commissariat aux langues officielles. La partie X concerne les recours judiciaires et les parties XI à XIV contiennent des dispositions générales (Doucet, 2007).

La modification la plus significative, cependant, est l'ajout de la partie VII, qui prévoit, entre autres, selon l'article 41 que

le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

La partie VII étend considérablement le rôle de l'État dans l'aménagement linguistique et la promotion et l'épanouissement des communautés de langue officielle.

La partie VII de la Loi a été adoptée en pleine connaissance du fait qu'elle a pour fondement les paragraphes 16(1) et 16(3) de la Charte. Elle a eu pour effet de codifier l'obligation du gouvernement fédéral de veiller au développement des communautés de langues officielles (Doucet, 2007, p. 64).

Un flou demeure toutefois autour du sens exact à donner au « développement » et à « l'épanouissement », ainsi qu'au sens à donner à « mesure positive ». La loi ne spécifie pas le contenu des mesures positives et les moyens par lesquels elles sont définies et déterminées tendent à devenir des objets de litige. En effet, il revient plus souvent qu'autrement aux tribunaux de préciser les obligations du gouvernement.

Néanmoins, la partie VII constitue désormais une ressource centrale dont disposent et dont se servent les communautés francophones dans la mesure où elle leur reconnaît des droits collectifs. L'appui de l'État au développement et à l'épanouissement des communautés suppose en effet une forme de reconnaissance de la langue en tant que phénomène collectif. Il s'agit potentiellement, selon Michel Seymour, d'un droit positif de reconnaissance nationale, qui est susceptible d'entraîner des mécanismes d'autodétermination.

Il ne s'agit pas de mesures de protection externe assumées par d'autres à l'égard d'un groupe dont les membres seraient les bénéficiaires. Il s'agit d'une prise en charge par la communauté même de son affirmation nationale linguistique (Seymour, 2012, p. 27).

Si en principe la partie VII n'est pas incompatible avec l'idée d'autonomie et d'affirmation nationale, le constitutionnaliste Pierre Foucher estime que dans les faits, la portée de la LLO est relativement limitée. Le droit à l'autonomie culturelle « demeure confiné à la sphère administrative, ce qui n'est pas rien, mais n'atteint pas encore la sphère politique » (Foucher, 2012, p. 109). En effet, la partie VII ne délègue pas de capacités aux communautés, plutôt elle contraint l'État à se doter de mesures pour appuyer ces communautés. C'est ce qui fait dire au juriste Michel Doucet qu'elle a d'abord et avant tout un rôle réparateur :

La partie VII ne vise pas à consacrer le statu quo, mais bien à remédier à l'érosion historique et progressive des minorités de langues officielles en imposant au gouvernement fédéral l'obligation de tenir compte de leurs intérêts et de promouvoir leur développement afin d'encourager l'égalité réelle entre les communautés de langues officielles du pays (Doucet, 2007, p. 65).

L'État est contraint d'agir, mais cela demeure incertain si les communautés sont effectivement habilitées, si elles disposent de capacités d'action réelles, d'autonomie ou si elles ne sont que des sous-traitantes de l'État. En 2008, le gouvernement canadien a adopté la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne*, qui agit comme cadre directeur des engagements de l'État en matière de langues officielles. La *Feuille de route* réserve des fonds spécifiquement pour les communautés de langue officielle, dans les domaines de la culture, de l'économie, de la santé, de la justice, de l'immigration et de la petite enfance. Elle prévoit entre autres la participation de l'ensemble des ministères à l'appui des minorités linguistiques et la présence des communautés au sein des instances de prise de décision dans une logique de gouvernance horizontale, à savoir

la coordination et la gestion d'une série d'activités entre deux ou plusieurs unités organisationnelles n'ayant pas de contrôle hiérarchique les unes sur les autres et dont le but est de générer des résultats qui ne peuvent être atteints par des unités travaillant individuellement » (Bakvis et Juillet, cité dans R. Léger, 2012, p. 194).

On constate en effet une augmentation du nombre d'instances de concertation et de coordination liées aux langues officielles. Linda Cardinal *et al.* ont recensé plus de 70

mécanismes et réseaux de gestion horizontale en 2003, alors qu'on n'en comptait que 2 en 1983 (Cardinal, Lang et Sauvé, 2008, p. 223). Or, bien qu'il y ait effectivement une participation et une consultation des communautés francophones, le régime linguistique actuel ne répond pas tout à fait aux critères de la gestion horizontale présentée ci-haut. Les communautés n'agissent pas d'égal à égal avec l'État et dépendent de lui pour financement notamment, ce qui entraîne nécessairement des relations hiérarchiques. Néanmoins, la participation croissante des organismes communautaires francophones témoigne de la reconnaissance de droits collectifs, bien que limités.

Cette reconnaissance et les obligations qu'elle implique n'étant pas définies par la LLO, elles demeurent ainsi ouvertes à l'interprétation et elles ont donné lieu à de nombreux procès qui en ont précisé le sens et la portée.

1.4 Les procès linguistiques : définir le statut d'ayant droit

L'institutionnalisation du régime linguistique a permis aux CFSM de pallier leur manque de pouvoir politique par la voie des tribunaux. Ce que Joseph Yvon Thériault appelle la judiciarisation du nationalisme et de l'identité francophones entraîne des problèmes normatifs et épistémologiques sur lesquels il faut s'arrêter. Pour l'instant, il est plutôt question de dresser un portrait descriptif de la manière dont les communautés se sont servies du droit afin de revendiquer des institutions et des ressources et ainsi préciser le sens et la portée du régime linguistique. De procès en procès, la jurisprudence a précisé le sens de la reconnaissance accordée aux CFSM, à balisé les contours et les capacités des ayants droit.

La politologue Stéphanie Chouinard identifie trois périodes distinctes entre 1982 et 2012 (Chouinard, 2014b). Chacune est définie par une série de procès qui ont débouché sur des interprétations tantôt restreintes, tantôt larges des obligations de l'État à l'endroit des CSFM. Une première période va de 1982-1990 et se caractérise par une lecture restreinte des droits linguistiques et une définition utilitariste de la langue comme simple outil de communication entre individus. Une deuxième période va de 1990-1999 et se caractérise par la reconnaissance de droits linguistiques collectifs et une définition de la langue comme élément fondamental de l'identité culturelle des individus. Enfin, une troisième période va de 2000-2012 et se caractérise par la reconnaissance du droit à des institutions propres à la communauté et une conception de la langue comme formant une communauté titulaire du droit à une certaine autonomie.

1.4.1 1982-1990 : le droit de communiquer avec l'État dans la langue officielle de son choix

Suite à l'enchâssement des droits linguistiques dans la *Charte canadienne des droits et libertés*, trois causes concernant le droit d'être entendu par la cour et le droit à des documents légaux dans la langue de son choix se sont rendues à la Cour suprême. Les décisions des affaires *Bilodeau*, *MacDonald* et *Société des Acadiens* ont été rendues la même journée et proposent toutes les trois une vision littérale et restrictive des droits linguistiques (Riddell, 1988).

L'affaire *Bilodeau* concernait la validité d'une loi rédigée uniquement en anglais au Manitoba. L'appelant, M. Roger Bilodeau, estimait qu'un document légal – en l'occurrence une sommation devant les tribunaux pour excès de vitesse – et une déclaration de culpabilité devaient lui être fournis dans sa langue afin d'être valides. La Cour suprême, dans une décision majoritaire, a jugé que la loi « n'exige pas qu'une sommation délivrée par un tribunal manitobain soit bilingue ou imprimée dans la langue choisie par son destinataire » (*Bilodeau c. P.G. (Man.)*, 1986).

L'affaire *MacDonald* (*MacDonald c. Ville de Montréal*, 1986) concernant la validité d'une sommation devant les tribunaux unilingues français envoyée par la Ville de Montréal. La Cour suprême a jugé que s'il était souhaitable que les sommations soient rédigées dans les deux langues officielles, il ne s'agissait pas d'un droit.

L'affaire *Société des Acadiens* (*Société des Acadiens c. Association of Parents*, 1986), quant à elle, concernait le droit de plaider une cause en français, d'une part, et d'être entendu en français, d'autre part au Nouveau-Brunswick. La Cour suprême, dans sa décision, argue que la *Charte canadienne des droits et libertés* ne garantit pas le droit d'être compris dans la langue de son choix. Le droit à un procès juste et équitable n'est pas, selon la Cour suprême, miné par l'unilinguisme d'un juge. Enfin, le rôle constitutionnel de l'État de faire progresser l'égalité de statut et d'usage des deux langues officielles a été compris par la Cour comme ne concernant que le législatif et non le judiciaire.

La Cour suprême a proposé une définition littérale et restrictive des droits linguistiques dans ces trois décisions.

Selon la Cour, les droits linguistiques appellent une interprétation moins large que les autres droits, étant donné que, contrairement aux garanties judiciaires, elles sont le fruit d'un compromis politique. La Cour tire donc la conclusion que les tribunaux devraient exercer une grande retenue dans l'interprétation de ces droits et que les justiciables devraient se tourner vers la législature pour obtenir leur élargissement (Doucet, 2010a, p. 96).

Dans les années 1990, une nouvelle trilogie a renversé cette tendance et a proposé des interprétations plus larges des droits linguistiques.

1.4.2 1990-1999 : reconnaissance de droits linguistiques collectifs

La révision de la LLO fédérale en 1988 a entre autres servi à contrer l'interprétation restrictive des droits linguistiques proposée par la trilogie de décisions de la Cour suprême en 1986 et à mettre de l'avant une conception de la langue comme vecteur culturel. Deux principales affaires ont marqué ce changement de cap dans l'interprétation des droits linguistiques par la Cour suprême.

En 1990, la décision concernant l'affaire *Mahé* a proposé une interprétation généreuse des droits linguistiques en faisant de la vitalité de la langue une condition de la pérennité d'une culture. Les appelants plaidaient pour le droit à une école francophone à Edmonton, qui ne serait pas intégrée au district scolaire anglophone, arguant que le nombre le justifiait. Dans sa décision, la Cour suprême précise que l'article 23 de la *Charte* « confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire. Cette gestion et ce contrôle sont vitaux pour assurer l'épanouissement de leur langue et de leur culture » (*Mahé c. Alberta*, 1990).

En reconnaissant aux CFSM non seulement l'accès à des services, mais le droit de gérer leur propre institution, la Cour suprême reconnaissait en même temps – et ce pour la première fois – l'existence de droits collectifs pour les minorités linguistiques.

La décision *Beaulac*, quant à elle, renversait la philosophie qui avait informé la trilogie de 1986. Accusé de meurtre au premier degré en Colombie-Britannique, Jean Victor Beaulac arguait qu'il avait le droit à un juge et à un jury bilingues. La Cour suprême lui a donné raison dans sa décision de 1999. « Il faut donner à l'accusé le droit de faire un choix entre les deux langues officielles en fonction des liens subjectifs qu'il entretient avec la langue elle-même, et d'affirmer librement quelle langue officielle est la sienne » (*R. c. Beaulac*, 1999). Enfin, cette liberté de choisir sa langue est justifiée par l'existence d'une

collectivité et qu'en tant qu'ils ne sont ni passifs, ni négatifs, les droits linguistiques ne peuvent être exercés que si « les moyens en sont fournis » (*R. c. Beaulac*, 1999).

Cette décision confirmait le statut collectif des droits linguistiques et le rôle de l'État dans leur exercice, conformément à l'article 43 de la partie VII de la LLO qui contraint l'État à prendre des mesures positives favorisant l'épanouissement et le développement des communautés linguistiques en situation minoritaire.

Enfin, à partir de 2000, cette reconnaissance de la nature collective des droits linguistiques s'est traduite par une certaine reconnaissance du droit à la complétude institutionnelle.

1.4.3 2000-2012 : le droit à la complétude institutionnelle

L'affaire *Arsenault-Cameron* a constitué un changement de paradigme en ce qui concerne les droits linguistiques (Chouinard, 2014b, p. 150). Les appelants demandaient la construction d'une école francophone dans la région de Summerside à l'Île-du-Prince Édouard, estimant que le nombre d'inscriptions était suffisant pour justifier l'ouverture d'une nouvelle école. La province avait plutôt décidé d'envoyer les jeunes à une école déjà existante à une heure d'autobus.

La décision de la Cour suprême invalidait la décision de la province sous prétexte qu'elle ne respectait pas le principe d'égalité réelle entre les communautés linguistiques et que les enfants de langue anglaise n'avaient pas, eux, à subir des trajets aussi longs. Elle reconnaissait de surcroît que la situation minoritaire pouvait se traduire par des mesures

spécifiques et qu'il fallait prendre en compte la nature collective des droits linguistiques afin d'agir dans le but d'accroître l'égalité.

En raison des situations différentes dans lesquelles se trouvent diverses écoles et des exigences de l'enseignement dans la langue de la minorité, il peut n'être ni pratique ni souhaitable de fournir le même système d'enseignement à la minorité et à la majorité. Mettre l'accent sur le droit individuel à l'instruction au détriment des droits linguistiques et culturels de la communauté minoritaire restreint dans les faits les droits collectifs de la communauté (*Arsenault-Cameron c. Île-du-Prince Édouard*, 2000).

La Cour reconnaissait de surcroît le droit à l'autonomie institutionnelle des communautés francophones et la légitimité des commissions scolaires à agir au nom de la communauté qu'elle représente.

L'affaire *Lalonde* (*Lalonde c. Ontario (Commission de restructuration des services de santé)*, 2001) en Ontario avait à ce titre déjà reconnu la légitimité de la complétude institutionnelle au sein du régime linguistique. La Cour d'appel de l'Ontario avait reconnu à la communauté francophone d'Ottawa le droit à un hôpital francophone – l'hôpital Montfort – après que les experts Raymond Breton et Roger Bernard aient défendu le rôle que joue la complétude institutionnelle dans la vitalité d'une communauté. Cette décision confirmait le droit des francophones à des institutions distinctes en éducation et en santé en tant que ces institutions étaient centrales dans le maintien de leur vitalité, conformément aux exigences de la LLO.

Enfin, en 2009, l'affaire *Desrochers* (*DesRochers c. Canada (industrie)*, 2009) a précisé la définition et l'étendue de la portée de l'égalité réelle et a confirmé le droit des communautés de langues officielles en situation minoritaire à des services et à des politiques distinctes en vertu de leur statut minoritaire. Cette affaire concernait la qualité des services offerts en français par un organisme privé chargé d'administrer un programme fédéral. L'entreprise en question a d'abord été accusée de ne pas fournir de

services en français, dérogeant ainsi à la partie IV de la LLO qui garantit au public le droit de communiquer avec l'État dans la langue officielle de son choix. Or, malgré les corrections apportées par l'entreprise concernée, les services fournis par cette entreprise ont été jugés inadéquats en vertu de la partie VII qui impose à l'État de prendre des mesures positives pour favoriser le développement *spécifique* des CFSM. En effet, alors que la partie IV garantit le droit à des services d'égale qualité dans les deux langues officielles, la partie VII précise que l'égalité n'implique pas nécessairement une symétrie.

Il n'est pas tout à fait juste de dire que l'égalité linguistique en matière de prestation de services ne peut comprendre l'accès à des services *dont le contenu est distinct*. Selon la nature du service en question, il se peut que l'élaboration et la mise en œuvre de services identiques pour chacune des communautés linguistiques ne permettent pas de réaliser l'égalité réelle. Le contenu du principe de l'égalité linguistique en matière de services gouvernementaux n'est pas nécessairement uniforme. Il doit être défini en tenant compte de la nature du service en question et de son objet (*DesRochers c. Canada (industrie)*, 2009).

La reconnaissance du droit des ayants droit linguistiques à des services adaptés à leurs besoins et à leurs intérêts spécifiques est riche en conséquences. Notamment, elle institutionnalise et approfondit l'idée déjà présente dans la partie VII que l'État doit contribuer à l'épanouissement et au développement des communautés linguistiques en situation minoritaire. Cette décision de la Cour suprême confirme l'idée que les communautés francophones ont droit à un développement *particulier*, à des politiques *spécifiques*, taillées sur mesure. Tout l'enjeu sera de déterminer ce qu'est un développement spécifiquement francophone et comment l'État peut y contribuer.

1.5 Quelle autonomie pour les communautés francophones?

L'élargissement du rôle de l'État dans le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire s'est accompagné d'une restructuration des modes de financement des ayants droit linguistiques. Depuis 2003, le gouvernement canadien se dote de plans quinquennaux qui établissent le budget assigné

aux communautés de langues officielles en situation minoritaire et les priorités d'action. Ces plans d'action sont établis en partenariat avec les principaux organismes communautaires représentant les communautés linguistiques, qui servent de relais entre l'État et les ayants droit. Ces partenariats s'inscrivent dans une volonté de prise en charge par les communautés de leur propre développement. Ils visent à intégrer les communautés au processus d'élaboration des politiques les concernant et ultimement, à favoriser leur autonomie, c'est-à-dire leur capacité de prise en charge de leur propre développement et la capacité de faire correspondre les politiques publiques à leurs intérêts spécifiques et à leur volonté collective.

Les conditions d'obtention du financement attribué aux organismes francophones entraînent également une forme de dépendance. Une dépendance administrative, d'une part, faisant en sorte que les organismes doivent consacrer une part croissante de leurs ressources humaines à préparer l'obtention des fonds. Une dépendance normative, d'autre part, dans la mesure où le financement est conditionnel à l'accomplissement de tâches spécifiques définies par l'État en dernière instance.

Le sociologue Éric Forgues et le juriste Michel Doucet constatent, dans un rapport sur le financement de la francophonie, que « la lourdeur administrative fait en sorte que plusieurs intervenants disent qu'il devient de plus en plus difficile de faire ce pour quoi leur organisme a été créé » (Forgues et Doucet, 2014, p. 12). Les tâches administratives liées au financement des organismes accaparent une part croissante de leur budget et entraîne une incertitude quant à leur mandat et à leur pérennité. Cette incertitude, poursuivent Forgues et Doucet, « peut aller jusqu'à amener un organisme à revoir ses activités, voire ses propres objectifs en fonction des objectifs gouvernementaux » (Forgues et Doucet, 2014, p. 12).

Les organismes francophones doivent ainsi ajuster leurs activités aux axes établis par l'État et se soumettre aux exigences de reddition de compte qu'il impose en échange du financement qu'il leur accorde. Se pliant aux contraintes imposées par l'État depuis les années 1990 avec la mise en place de la nouvelle gestion publique, les organismes ont ainsi eu tendance à se détourner de leur rôle politique et revendicateur et se sont recentrés vers l'offre de services, devenant, en partie, des organes de sous-traitance de l'État. Se pose dès lors la question de la légitimité et de la représentativité des organismes francophones, d'une part, et des actions qu'ils sont tenues d'accomplir, d'autre part.

L'emphase que place l'État sur l'atteinte des résultats pose de surcroît la question des méthodes et des critères d'évaluation de l'efficacité des politiques et des actions mis en place. En effet, le financement public est conditionnel à l'atteinte des résultats préétablis – en l'occurrence le développement et l'épanouissement des communautés francophones –, or la définition exacte de ces termes demeure indéfinie. Plutôt que d'être déterminée politiquement – cette question peine à être politisée au Nouveau-Brunswick, où les francophones représentent le tiers de la population –, la définition du développement francophone tend à être donnée par les tribunaux et conceptualisée par les experts.

Malgré ces difficultés, les droits linguistiques se sont sans conteste précisés et se sont élargis depuis l'enchâssement du bilinguisme dans la *Charte* et la révision de la LLO fédérale en 1988. Certains vont jusqu'à dire qu'un droit à la complétude institutionnelle serait désormais reconnu (Cardinal et Hidalgo, 2012), voire que le régime linguistique canadien accorderait désormais aux CFSM une certaine autonomie non-territoriale (Chouinard, 2014b). Dans la mesure où l'État reconnaît aux ayants droit linguistiques le droit à un développement spécifique, ces communautés disposent-elles de l'autonomie nécessaire pour formuler par et pour elles-mêmes leurs besoins et leurs intérêts ? Les auteurs s'entendent pour dire que cette autonomie est limitée et surtout, qu'elle n'est pas politique, mais administrative (Forgues, 2012; Foucher, 2012; R. Léger, 2012). La reconnaissance du droit à des institutions propres aux communautés francophones ne s'est

pas traduite par une reconnaissance politique leur accordant une autonomie juridique, économique ou politique. Plutôt, les institutions en question sont conçues comme des partenaires de l'État et sont, à plusieurs égards, dépendant de celui-ci, que ce soit sur le plan financier ou sur le plan de leur mandat. Leur légitimité à titre de porte-parole est également problématique (voir chapitres 2 et 9, notamment). Les communautés francophones sont l'objet de politiques de reconnaissance, mais elles ne jouissent pas d'une reconnaissance politique leur accordant une autonomie. Le sociologue Éric Forgues remarque à cet effet que la complétude institutionnelle qui s'est imposée dans le droit prend actuellement la forme d'une « gouvernance corporatiste qui reflète une organisation communautaire s'élaborant conformément à la structure d'intervention de l'État fédéral et demeurant faiblement ancrée dans la population » (Forgues, 2010, p. 90).

Bien que la partie VII de la LLO institutionnalise l'idée de droits collectifs dont le principe suppose une reconnaissance de capacités politiques, elle fait néanmoins de l'État et non des communautés le garant de l'action collective. Le régime linguistique n'assure pas la mise en place de mécanismes garantissant la représentativité des organismes communautaires avec lesquels elle forme des partenariats. La reconnaissance des droits collectifs des communautés francophones se traduit par la mise en œuvre de mécanismes de concertation administratifs, plutôt que politiques. Les francophones n'élisent pas de représentants *en tant que francophones*. Leur citoyenneté politique est distincte de leur statut légal d'ayant droit. Deux enjeux sont soulevés par cette situation.

Premièrement, dans la mesure où l'État a désormais l'obligation de tenir compte des intérêts des communautés francophones, comment définir ce que sont ces intérêts et qui peut légitimement les formuler et les défendre ? Se pose dès lors la question du représentant légitime des intérêts de la communauté. Qui sont les organismes habilités à prendre part aux négociations avec l'État ? D'où ces organismes puisent-ils leur légitimité à représenter les communautés francophones ? Par quels mécanismes les francophones eux-mêmes peuvent-ils se prononcer sur leurs intérêts et débattre de leurs priorités ?

On retrouve une première formulation de cet enjeu au Nouveau-Brunswick dans les années 1970. Tout juste après l'adoption de la première LLO, la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB) et le Parti acadien (PA) se sont disputé le titre de représentant légitime de la communauté acadienne. La disparition du PA dans les années 1980 a confirmé le statut de la SANB, mais son rôle et son autonomie ont récemment été remis en question tant par des acteurs de la société civile que par des universitaires.

Deuxièmement, les mesures positives que l'État est contraint de mettre en œuvre doivent être quantifiées et évaluées. Ici encore la question se pose à savoir qui peut légitimement définir les critères selon lesquels il est possible d'évaluer si l'État contribue effectivement au « développement » et à « l'épanouissement » des communautés de langue officielle. Ces critères reposent sur des savoirs experts qui se sont institutionnalisés à partir des années 1990. Ils dressent des portraits des communautés linguistiques en situation minoritaire, mais qui demeurent limités. Ces savoirs reposent sur une définition restreinte et partielle de la société, donnant ainsi lieu à une définition elle aussi restreinte et partielle du développement.

Nouvelle figure nationaliste, l'expert joue un double rôle : il décrit les communautés francophones dans des termes adaptés à la bureaucratie du régime linguistique et il légitime les revendications des organismes communautaires en leur fournissant des arguments scientifiques. En même temps que les communautés francophones devenaient des ayants droits, des *objets de droit et de gouvernance*, les savoirs devenaient des savoirs gestionnaires. Les savoirs experts sont à la fois analytiques et normatifs et participent du nationalisme francophone propre au régime linguistique et reproduisent, ce faisant, les principales caractéristiques historiques du nationalisme acadien.

L'institutionnalisation progressive des régimes linguistiques canadien et néo-brunswickois ont contribué à faire de l'État le principal interlocuteur et le principal acteur des communautés francophones. Il s'est imposé comme garant de la reconnaissance des communautés de langues officielle en situation minoritaire et comme principal agent de leur développement – économique, culturel, linguistique. Le statut d'ayant droit, qui fait des communautés francophone une catégorie particulière titulaire de droits et l'objet de politiques spécifiques a eu des conséquences profondes sur leur organisation, leurs revendications et leurs discours. La nature contractuelle et légale de la relation entre l'État et les CFSM tend également à masquer la société prise dans son sens plus large.

Avant la bureaucratisation de la société civile et des sciences sociales acadiennes et francophones, une brève parenthèse critique et politique s'est ouverte dans les années 1970 où des voies alternatives ont été proposées. Durant ce bref intermède, la société a été problématisée à la fois par les acteurs politiques et par les sociologues. Un retour sur cette période charnière où le régime linguistique avait été adopté mais ne s'était pas encore institutionnalisé permet de comprendre les enjeux et les choix – politiques et scientifiques – qui ont été pris ultérieurement.

Dans un premier temps, il faudra décrire la lutte pour définir le représentant légitime de la communauté acadienne au Nouveau-Brunswick dans les années 1970. Puis il faudra analyser l'évolution des sciences sociales acadiennes et francophones depuis les années 1970. Elles ont initialement joué un rôle critique des élites communautaires et politiques, mais se sont professionnalisées et intégrées au régime linguistique à partir des années 1980. La mise en œuvre de la nouvelle gestion publique a ensuite transformé le rôle de l'État, notamment dans le domaine des langues officielles. Cette évolution s'est traduite par l'institutionnalisation des sciences sociales francophones depuis l'adoption du régime linguistique et leur intégration aux instances de gouvernance des communautés de langue officielle afin de démontrer comment elles participent du discours nationaliste.

CHAPITRE II

NATIONALISME, SOCIÉTÉ CIVILE ET TRANSFORMATION DE L'ÉTAT

L'institutionnalisation du régime linguistique a profondément bouleversé les liens entre langue, identité et État et a reconfiguré l'organisation de la société civile, le rôle des institutions et des élites. La centralisation de l'État a marqué le passage à un nouveau mode de régulation politique qui a redéfini le rapport des citoyens au territoire, aux institutions et au pouvoir. L'État a remplacé la société civile (l'Église catholique, dans le cas de l'Acadie et du Canada français) comme principal mode de régulation social et de reproduction identitaire ; il s'est imposé comme principal prestataire de services et de ressources, et comme le garant de nouveaux droits, dont la portée est ouverte à l'interprétation. De nouvelles ressources ont été mises à la disposition des communautés francophones, mais leur accès était conditionnel à de nouvelles exigences qui ont contribué à modifier l'organisation et le discours des communautés francophones. En même temps que la société civile se modernisait, se complexifiait, se spécialisait, elle devenait moins centrale dans la construction de l'identité et dans l'action collective.

L'étatisation de la société a considérablement étendu le domaine du politique en élargissant la définition de la citoyenneté pour inclure notamment la redistribution des ressources et la reconnaissance culturelle. C'est ce que Marshall appelle les droits sociaux, qui succèdent aux droits civils (liberté d'expression, de religion, égalité formelle) et politiques (droit de vote) (Marshall, 1950) et qui ont débouché sur ce que Honneth appelle la lutte pour la reconnaissance (Honneth, 1995). La mise en place de l'État-providence marque une extension du domaine public vis-à-vis du domaine privé et une politisation des rapports sociaux (Sassen, 2006, pp. 184–203). Plus encore, les transformations structurelles de l'organisation sociale entraînées par le changement de

mode de régulation étatique ont agi sur la production du discours nationaliste francophone. Plusieurs auteurs arguent en effet que le nationalisme et ses discours sont déterminés en grande partie par la forme que prend l'État (Bourque et al., 1996; Heller, 2011; Hobsbawm, 1991). Bien que les liens de causalité entre la forme de l'État et le type de nationalisme ne soient pas forcément si simples et que le nationalisme possède une existence et des logiques propres, distinctes et en partie autonome des régulations socio-économiques (Castells, 2010a), la typologie des formes de régulation étatique permet de schématiser les types de discours et d'institutions dont se dote une nation.

Au Nouveau-Brunswick, le passage d'un mode de régulation étatique libéral à un mode providentiel a entraîné ce qu'on pourrait appeler une « ouverture du champ politique », à la fois acadien et provincial. De nouveaux acteurs et de nouveaux discours ont pu émerger, de nouvelles formes de légitimité et de nouvelles ressources ont été créées. En Acadie, cette ouverture du champ s'est manifestée par ce qu'on a appelé la crise de l'idéologie nationale (Hautecoeur, 1975; Thériault, 1995a; Tremblay, 1966). Les assises politiques, économiques et institutionnelles traditionnelles de la communauté acadienne ont été reconfigurées, faisant émerger de nouveaux acteurs et de nouveaux discours luttant pour la capacité de légitimement définir et représenter l'Acadie. L'ouverture du champ s'est traduite politiquement par la création du Parti acadien (PA) en 1972 et de la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick (SANB) en 1973. Culturellement, elle s'est traduite par l'ouverture des Éditions d'Acadie, la première maison d'édition acadienne, qui a été, jusqu'à sa fermeture en 2000, un espace de dialogue et de débat intellectuel et esthétique. Ensemble, ces trois organismes – la SANB, le PA et les Éditions d'Acadie – ont permis à la sphère publique acadienne de se politiser et de se pluraliser.

On peut comprendre l'ouverture du champ comme une conséquence structurelle du passage d'un État libéral à un État-providence. Bourque, Duchastel et Armony identifient trois formes d'État, qui donneraient lieu à trois formes de nationalisme et de légitimation de la nation distinctes : l'État libéral, l'État-providence et l'État néolibéral. Chacune de

ces formes produit « une modalité particulière des rapports entre la sphère publique et la sphère privée » (Bourque et al., 1996, p. 20). Chaque forme d'État assigne au public et au privé un rôle propre dans la création de marchés et dans la prestation de services. Dans le cas du Nouveau-Brunswick, le réagencement du public et du privé a transformé le statut des langues et a institué la mise en place du régime linguistique. En devenant une langue officielle, le français a obtenu un statut public dont l'étendue a été et continue d'être négociée, dans une volonté de trouver une démarcation satisfaisante entre le privé et le public.

2.1 De l'État libéral à l'État-providence : statut privé et public de la langue

L'État libéral repose sur une stricte séparation du public et du privé, sur l'autorégulation du marché et sur une prise en charge privée de l'intégration sociale et culturelle (par le biais de l'Église, notamment) (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999, p. 47). Le régime linguistique au sein de l'État libéral renvoie la langue et l'identité à la sphère privée, n'en donnant qu'une reconnaissance politique et juridique minimale, sans aucune mesure positive visant à développer et épanouir les communautés culturelles.

L'État libéral, en reléguant à la sphère privée l'intégration sociale et culturelle, a permis à l'Acadie de s'institutionnaliser au sein de la société civile, en marge de l'État, notamment par l'entremise de l'Église catholique qui contrôlait les principales institutions du groupe – écoles, hôpitaux, collèges (Thériault, 1995a, 2007). Au sein de ce régime, l'espace et l'identité francophones étaient de nature essentiellement privée, tolérées, au mieux, mais très faiblement intégrées aux institutions publiques. En effet, jusqu'aux années 1960, les francophones étaient absents de la politique provinciale, préférant s'instituer politiquement au sein de leurs institutions propres – chapeautées par l'Église catholique.

En tant que l'État libéral assignait un statut privé à la langue et à l'identité, la minorité acadienne a eu à lutter pour une reconnaissance minimale. Tout d'abord, les Acadiens ont obtenu des droits politiques avec l'abolition du Serment du Test en 1810, qui excluait les catholiques de la vie publique, les reléguant *de facto* à la sphère privée. En 1829, les dernières restrictions religieuses concernant la classe politique et la fonction publique ont été abolies dans l'ensemble de l'Empire britannique, ce qui permit au premier Acadien du Nouveau-Brunswick d'être élu en 1846. En 1871, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a adopté la *Common School Act* qui décrétait que les écoles publiques de la province étaient « neutres » et excluait l'enseignement religieux des écoles – alors que les écoles acadiennes étaient catholiques – et ne se prononçait pas sur la langue d'enseignement – faisant *de facto* de l'anglais la langue d'instruction. Sous prétexte de neutralité, cette loi naturalisait l'anglais comme langue publique et reléguait le français à un statut privé. Si les Acadiens souhaitaient aller à l'école en français, ils devaient accepter de payer des frais supplémentaires. En 1875, le gouvernement a toléré l'instruction en français au primaire.

Le statut privé accordé au français lui a en même temps permis de se développer en marge de l'État. Le nationalisme acadien a en effet été toléré et a pu jouir d'une certaine autonomie d'une part parce que l'État libéral lui permettait – non sans difficultés – de s'institutionnaliser au sein de la sphère privée, en marge des institutions publiques, et d'autre part parce qu'il servait des intérêts économiques de l'élite bourgeoise industrielle en plein essor. En marge des institutions publiques, l'Acadie a créé une sphère publique propre, un nationalisme qui s'accommodait de la marge – voire qui s'identifiait à elle – et qui servait en même temps les intérêts de la classe anglophone dominante. Selon Monica Heller, « *ethnolinguistic categorization was used to construct class relations, and in particular to make of francophones an available labor pool* » (Heller, 2011, p. 18). La langue servait à circonscrire une population exploitable, sans accès au capital et au pouvoir, servant de main-d'œuvre à bon marché. C'est que le sociologue Marcel Rioux a appelé, dans les années 1960, la « classe ethnique » (Rioux, 1965), à savoir une stratification ethnique, linguistique et religieuse de la société. L'élite anglophone avait

intérêt a permettre au nationalisme acadien de se développer afin d'assurer une hiérarchisation de la société.

Le passage à l'État-providence a transformé le statut du français et les conditions qui avaient rendu possible le nationalisme traditionnel acadien. La prise en charge par l'État de l'égalité des citoyens – et non plus seulement de la liberté, notamment de fréquenter des écoles – et la création de droits sociaux fondés sur la reconnaissance culturelle ont poussé l'intégration des Acadiens aux institutions publiques néo-brunswickoises. Du même coup, la domination ethnique qui avait jusqu'alors légitimé le nationalisme francophone s'est déplacée. L'État-providence se caractérise précisément par une « interpénétration des sphères privée et publique, par l'affirmation d'une régulation économique centrée sur le soutien de la demande et la dynamisation de l'industrialisation dans un cadre national, ainsi que par l'intervention massive de la sphère publique dans le domaine de la régulation culturelle » (Bourque et al., 1999, p. 49).

La prise en charge par l'État de l'intégration sociale et culturelle s'est manifestée par la centralisation de l'action publique, la marginalisation de l'Église, et par la reconnaissance des langues officielles. Les conditions de vie, l'accès à l'éducation et à des soins de santé se sont uniformisés et la stratification socio-économique de la société s'est disjointe de la stratification ethnique. L'État, devenu officiellement bilingue et prenant en charge l'intégration sociale et culturelle de la société, s'est imposé comme agent de reproduction et comme garant des droits des francophones. Non seulement l'accès des francophones à des services publics dans leur langue était-il assuré, mais l'État prenait également en charge certaines institutions unilingues, qu'il gérât au nom des Acadiens.

Or, cette prise en charge a été relativement limitée dans les faits et la négociation entre le statut public et privé de la langue a été l'objet de plusieurs procès qui ont contribué à établir la démarcation.

En un sens, le passage de l'État libéral à l'État-providence marque une rupture profonde dans le nationalisme francophone. Joseph Yvon Thériault fait bien remarquer comment, malgré que la Révolution tranquille ait été caractérisée par un élargissement des droits linguistiques qui a été présenté comme une progression naturelle des droits et un pas vers l'épanouissement, celle-ci marque une rupture d'avec l'ancien régime et d'avec l'ancien nationalisme. L'autonomie relative dont jouissait l'Acadie en faisait un lieu politique en lui-même, possédant ses propres élites, ses propres institutions, ses propres mythes, à l'écart de la politique provinciale. L'intégration formelle des Acadiens à l'État à titre d'ayants droit a transformé le sens, la portée et les conditions de cette autonomie, et a radicalement transformé l'aménagement du territoire et l'exercice du pouvoir.

2.2 État-providence et régime linguistique : ouverture du champ politique

Les bouleversements des années 1960 ont ouverts à la fois le champ politique néo-brunswickois et le champ associatif acadien. Ils ont déstabilisé les institutions, notamment celles acadiennes en les contraignant à se fragmenter en entités provinciales (Juteau-Lee et Lapointe, 1983), et ils ont redéfini les élites et leurs capacités. À l'instar du Canada français, l'Acadie se territorialisait. Autrement dit, la *structure des opportunités du champ politique* (Ancelovici, 2009) s'est ouverte ; les règles formelles et informelles régulant la distribution des ressources – économiques, politiques, symboliques – entre les acteurs ont été redéfinies. L'ouverture de la structure des opportunités a permis à de nouveaux acteurs et à de nouveaux discours contestataires d'émerger et de renégocier les types de mobilisation et d'action de la communauté.

2.2.1 Ambivalence du régime linguistique : entre libéralisme et communautarisme

La forme qu'a prise l'ouverture du champ politique en Acadie et au Nouveau-Brunswick est en grande partie redevable à l'ambivalence structurelle du régime linguistique qui s'est mis en place à partir de l'adoption de la LLO. Devenu central dans la prestation de services et la protection linguistique, l'État est néanmoins un acteur national acadien problématique. L'hésitation entre une conception libérale et une conception communautariste de son engagement linguistique structure à la fois le régime linguistique et l'organisation de la société néo-brunswickoise.

Une première approche mise sur le bilinguisme institutionnel libéral, qui garantit aux citoyens le droit d'interagir avec l'État dans la langue officielle de leur choix, tout en évitant d'imposer une langue commune à la sphère publique. Contrairement au Québec où l'aménagement linguistique a uniformisé l'ensemble du territoire (langue de travail, affichage commercial, école, etc.), le Nouveau-Brunswick n'a aménagé que les langues de fonctionnement de l'État et a laissé la sphère privée intacte. Au mieux, le statut du français a-t-il augmenté sa valeur symbolique.

La seconde approche adoptée par le Nouveau-Brunswick mise sur la dualité institutionnelle communautariste, qui garantit aux citoyens de langue officielle le droit à des institutions distinctes et linguistiquement homogènes et le droit, dans une certaine mesure, à des sphères publiques propres. Or, si la dualité suppose deux espaces sociaux distincts, elle n'implique pas nécessairement que les espaces francophones et anglophones soient égaux et qu'ils possèdent des capacités identiques. Ces espaces sont eux-mêmes soumis à la concurrence propre au régime libéral.

Dans ce régime mixte, l'aménagement linguistique – la gestion du statut public et privé des langues – demeure ouvert au débat. L'enjeu du bilinguisme, à terme, est de définir au

sein de quelle sphère publique les politiques – sociales, économiques, écologiques, linguistiques, etc. – de la province seront débattues : dans une sphère publique bilingue ou bien dans deux sphères publiques distinctes ? Dans le premier cas, comment assurer l'égalité des langues ? Dans le second, comment assurer l'égalité des capacités des institutions propres à chacune des sphères publiques ? Bien que la dualité n'ait été adoptée que dans les années 1980, le régime libéral avait créé, dans les faits, un dédoublement de la société civile qui s'est notamment constaté par la forme qu'ont pris les débats de société à l'occasion de la Révolution tranquille. Autrement dit, la dualité du régime linguistique s'appuyera sur une dualité précédente, celle de l'État libéral et de l'autonomie relative de la société acadienne. Les sciences sociales, comme nous le verrons au chapitre suivant, ont principalement théorisé la crise de l'idéologie nationale acadienne. Elles ont continué de considérer l'Acadie comme si elle formait effectivement un espace social distinct, malgré que la dualité n'était pas encore érigée comme principe central du régime linguistique. Mais à l'échelle politique aussi l'idée de l'Acadie comme entité distincte a structuré les débats.

Deux nouveaux acteurs sont apparues dans les années 1970 et ont cherché à occuper l'espace créé par la nouvelle conjoncture : le Parti acadien qui privilégiait l'action politique et militait en faveur d'un territoire acadien souverain, et la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick qui favorisait l'action par la voie légale et privilégiait la mise en place d'un régime linguistique au sein de la province à la création d'un territoire propre. L'émergence de ces nouveaux acteurs témoigne effectivement de l'ouverture de la structure du champ.

Ces deux modalités d'action ont donné lieu à une lutte pour identifier le représentant légitime de la communauté acadienne, celui pouvant légitimement s'exprimer en son nom et en défendre les intérêts dans un contexte nouveau. Précisément, c'est autour de la définition des intérêts acadiens que s'est jouée la crise créée par la Révolution tranquille.

Avec l'ouverture du champ, ces intérêts et ceux à même de les identifier, de les formuler et de les défendre ont été problématisés.

La centralisation du pouvoir a contribué à uniformiser le territoire et à redistribuer les ressources de façon plus équitable entre régions et entre groupes ethno linguistiques. De nouvelles règles ont été formulées régissant les relations entre l'État et la langue de ses citoyens, permettant en même temps à la minorité francophone d'accéder aux sphères de pouvoir et faisant accéder le français au statut légal de langue officielle, de langue de citoyenneté. Seulement, ces institutions publiques qui étaient devenues officiellement bilingues n'étaient pas acadiennes et leur capacité à effectivement *représenter* la population acadienne – à devenir un acteur du peuple acadien – était, et demeure, problématique. De fait, parallèlement à l'intégration des Acadiens à la sphère politique provinciale – au sein des partis traditionnels essentiellement –, le nationalisme acadien a continué à s'instituer au sein de la société civile et à continuer de se concevoir comme une entité autoréférentielle.

La Révolution tranquille avait eu lieu sans que le gouvernement néo-brunswickois ne mentionne explicitement l'Acadie et l'adoption de la LLO s'inscrivait dans un contexte fédéral plus vaste, à propos duquel Louis J. Robichaud avait refusé de s'exprimer publiquement. L'État était soudainement devenu incontournable, mais sa capacité et sa volonté à se faire un lieu de pouvoir acadien était problématique.

2.2.2 Légimité et stratégies du nationalisme acadien : le Parti acadien et la Société des Acadiens du Nouveau Brunswick

Face à ce double régime – libéral et communautaire –, deux visions politiques et deux stratégies d'action distinctes concurrentes ont été envisagées en Acadie à compter des

années 1970 : la voie juridique et infraétatique de la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick (SANB) fondée en 1973, et la voie politique du Parti acadien (PA) fondé en 1972. La création de la SANB – volet provincial, territorialisé de la Société nationale de l'Acadie – s'inscrit dans la provincialisation des nationalismes francophones au pays suite à l'étatisation de la société civile instaurée par le passage à l'État-providence. Initiée par la rupture du Canada français dans les années 1960 et la refondation territoriale et politique de l'identité québécoise, les populations francophones hors Québec se sont elles aussi provincialisées, mais selon des modalités distinctes du Québec. Les États généraux du Canada français de 1967 symbolisent cet éclatement. Les intérêts divergeant des francophones québécois et de ceux des autres provinces sont devenus manifestes.

Aux institutions transfrontalières qui avaient prévalu au sein de l'État libéral se sont succédées des institutions provincialisées au sein de l'État-providence (la FANE en Nouvelle-Écosse, la SSTA à l'Île-du-Prince-Édouard, l'AFO en Ontario, ACF en Saskatchewan, etc.) La médiation « religieuse, quasi a-territoriale et largement a-politique » qui avait caractérisé le Canada français et l'Acadie d'avant la Révolution tranquille a cédé le pas à une médiation politique provinciale et fédérale (Thériault, 2014, p. 5). Cette médiation politique allait prendre des formes diverses selon les provinces et s'est tournée vers le palier fédéral à partir des années 1980.

Bien que l'ensemble de la francophonie canadienne se soit provincialisée au tournant des années 1970, le cas du Nouveau-Brunswick est intéressant puisqu'il s'agit du seul cas où l'organisme provincial officiel a fait face à une concurrence politique, celle du Parti acadien. À ce titre, il rend tout particulièrement manifeste les tensions entre identité, langue, État et savoirs, tensions qui sont généralisées au sein de la francophonie canadienne, mais qui sont moins visibles.

Dans la mouvance du nationalisme traditionnel qui privilégiait l'exercice élitiste du pouvoir dans la sphère infraétatique, la SANB a historiquement privilégié la défense des droits des francophones par la voie juridique et bureaucratique en concluant des ententes avec les partis politiques au pouvoir – évitant de prendre position ou de donner son allégeance à un parti en particulier. Le Parti acadien, quant à lui, a privilégié la formulation d'un projet de société par la voie politique et a proposé un projet d'autonomie territoriale, faisant du peuple le principal interlocuteur des élites. Ces deux approches renvoient à des conceptions distinctes de la légitimité des élites et de l'action politique et de la sphère publique. C'est ultimement la voie juridique de la SANB qui l'a emporté, mais le conflit qui s'est joué autour de deux modes distincts d'action est riche d'enseignement sur la manière dont la question nationale, celle du peuple néo-brunswickois, a été formulée politiquement suite à l'adoption de la LLO qui avait évité d'en faire une question politique.

2.2.3 Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick : nationalisme juridique

La création de la SANB en 1973 s'inscrit dans la logique d'étatisation de la société mise en œuvre par l'État-providence. Suite à l'adoption de la LLO fédérale en 1969, le gouvernement canadien se cherchait des interlocuteurs provinciaux à qui faire acheminer les fonds réservés aux communautés de langue officielle en situation minoritaire (Thériault, 1982, p. 36). La SANB allait être un tel interlocuteur officiel, reconnu par l'État et habilité à en recevoir les fonds et à en accomplir les tâches. L'étatisation de la société rendait vulnérable un organisme comme la Société nationale de l'Acadie (SNA), qui ne correspondait pas à un territoire politique précis et qui peinait à formuler un projet collectif dans le nouveau contexte politique.

La création de la SANB permettait d'aborder des enjeux plus spécifiques aux Acadiens du Nouveau-Brunswick – dont le poids démographique était considérablement supérieur à

ceux des autres provinces – et elle donnait accès au financement public. La SANB cherchait également à favoriser l'intégration des Acadiens dans les structures provinciales, structures qu'elle cherchait à rendre bilingues. L'intégration de la population acadienne aux structures provinciales permettait à l'élite francophone d'intégrer plus facilement les rangs de la fonction publique alors en pleine croissance. Joël Belliveau remarque que « le nombre toujours croissant de fonctions et de postes gouvernementaux convainc plusieurs [des membres de l'élite] qu'une intégration plus poussée de la communauté acadienne dans les structures étatiques serait profitable non seulement pour la population en général, mais aussi pour eux-mêmes » (Belliveau, 2014, p. 54). L'élite définitrice, qui avait jusqu'alors géré un réseau relativement autonome d'institutions, s'est transformée en ce que Belliveau appelle une « classe relais », c'est-à-dire une classe sociale assurant la représentation des intérêts acadiens au sein de l'État. L'intégration équitable de la communauté acadienne aux structures politiques provinciales allait devenir le principal enjeu pour la SANB.

L'idée d'une classe relais correspondait à la conception traditionnelle de l'élite au Canada français et en Acadie. Alors que Clément Cormier luttait pour la modernisation des institutions acadiennes et l'intégration des Acadiens à l'État, il estimait néanmoins que le réel lieu du nationalisme et de l'identité acadienne demeurerait distinct de l'État. L'idée d'une classe relais correspondait également à la conception du pouvoir favorisé par l'Ordre de Jacques-Cartier (OJC), dont Louis J. Robichaud était membre. L'OJC privilégiait la promotion des Canadiens français dans la fonction publique et procédait par noyautage, c'est-à-dire en plaçant un individu membre en position de pouvoir et en télécommandant ses actions (Allaire, 2004). En infiltrant les lieux du pouvoir, les élites souhaitaient parvenir à faire adopter des lois et des politiques qui serviraient de remparts contre l'assimilation. Or, comme le souligne l'historien et militant acadien Léon Thériault, le mode opératoire de la SANB pose des problèmes de légitimité.

Le problème de la SANB, c'est de savoir si elle doit agir comme *groupe de pression* ou simplement comme une sorte de *courroie de transmission*. C'est de savoir aussi, au cas où elle serait un groupe de pression, si son action doit viser à modeler autant *l'opinion acadienne* que celle des *instances*

gouvernementales, ou encore les deux à la fois. Autre question : la SANB représente-t-elle ses membres seulement ou l'ensemble du peuple acadien ? [...] Si c'est un organisme représentatif de l'ensemble du peuple acadien que l'on cherche, il faut renoncer, selon moi, à regarder du côté d'associations comme la SANB. Seul un gouvernement acadien élu au suffrage universel peut légitimement prétendre représenter les intérêts des Acadiens (Thériault, 1982, p. 120)

La création de la SANB s'inscrit dans l'étatisation de la société civile entraînée par la Révolution tranquille, mais elle maintient une certaine ambiguïté vis-à-vis de l'État et de son mode particulier de légitimité et de représentativité. Elle conserve de l'ancien régime un nationalisme institué au sein de la société civile, tout en reconnaissant la nécessité d'agir au sein de l'État. Elle s'inscrit en ce sens dans une logique de continuité avec l'Acadie pré-Révolution tranquille, tant dans le rapport élitiste au discours nationaliste que dans le maintien d'un *statu quo* politique. C'est contre cette continuité et ce manque de légitimité que s'est opposé le Parti acadien.

2.2.4 Parti acadien : nationalisme politique

Le Parti acadien (PA), fondé en 1972, est né dans la mouvance du néonationalisme des années 1960 qui cherchait à moderniser, à politiser et à pluraliser le nationalisme acadien. La vague de contestation contre l'élite traditionnelle qui était apparue à l'occasion du Ralliement jeunesse organisé par la Société nationale des Acadiens (SNA) en 1966 et qui a mené aux grèves étudiantes de 1968-1969 s'est poursuivie avec la création du PA. Ce dernier se voulait à la fois une « alternative aux deux vieux partis politiques traditionnels, c'est-à-dire les libéraux et les conservateurs » et à la « bonne entente » entre groupes linguistiques prônée par les élites acadiennes traditionnelles, c'est-à-dire le *statu quo*. Le PA cherchait notamment à représenter une alternative aux associations acadiennes traditionnelles, notamment la SANB à partir de 1973, qui manquaient de représentativité

idéologique, de légitimité démocratique et se retiraient des questions socio-politiques et socio-économiques au profit des seuls enjeux linguistiques et culturels (Thériault, 1982, p. 117).

Au moment de la création du PA, son positionnement idéologique était nettement plus socio-économique que nationaliste, ce par quoi il se distinguait du discours plus culturel des institutions acadiennes traditionnelles. Il était encore marqué par le socialisme et les théories de la décolonisation qui avaient irrigué le mouvement étudiant. S'inspirant idéologiquement des travaux des sociologues de Moncton – notamment Even – le mouvement régionaliste s'est cependant déplacé dans le Nord de la province et a été alimenté notamment par le Conseil régional d'aménagement du Nord (CRAN), créé en 1966 pour répondre au sous-développement du Nord de la province. Ce conseil cherchait à intégrer le citoyen au processus politique et est *de facto* devenu un lieu politique acadien, mélangeant lutte économique et lutte culturelle (Thériault, 1981). La critique du capitalisme formulée par le PA et partagée par le CRAN lui permettait de dénoncer indirectement la domination structurelle des Acadiens en tant que classe ethnique inférieure par les bourgeois anglophones détenteurs du capital. Sur le plan national, son programme ne se distinguait pas initialement des objectifs de la SANB, soit le bilinguisme institutionnel et la dualité en éducation (Gauvin et Jalbert, 1987). Par contre, le PA estimait, contrairement à la SANB, que les partis politiques traditionnels étaient incapables de représenter la population acadienne et que la politique, et non le droit, constituait le meilleur moyen de défendre les intérêts des Acadiens. Il cherchait à donner une voix politique aux Acadiens dans une province où les partis traditionnels avaient tendance à évacuer ces questions nationales. Les réformes amenées par Louis J. Robichaud n'avaient pas su résoudre la question nationale et son parti, le Parti libéral, tout comme le Parti conservateur, ne pourraient jamais ouvertement défendre et représenter l'Acadie.

Lors de son congrès de 1977, suite à l'élection du Parti québécois au Québec, le PA a adopté un programme résolument nationaliste (L. Léger, 2012b). Les intérêts de la nation acadienne supplantaient désormais la lutte des classes. Aux élections provinciales de

1978, le PA a misé sur l'option souverainiste, alors que les Conservateurs de Hatfield promettaient une meilleure reconnaissance de la communauté acadienne. L'élection fut serrée, mais les conservateurs de Richard Hatfield l'ont emportée et le PA a connu ses meilleurs résultats, obtenant 3,5% du suffrage à l'échelle provinciale, malgré qu'il n'ait pas réussi à faire élire de députés⁶.

Cette même année, les membres de la SANB ont voté pour la tenue d'États généraux sur l'avenir de l'Acadie, en vue d'éventuelles négociations autour du rapatriement de la Constitution. Le PA a alors fait entendre que lui seul pouvait légitimement représenter les Acadiens à ces négociations et annonça qu'il défendrait l'option d'une province acadienne lors des États généraux, qui se sont tenus en 1979 (Gauvin et Jalbert, 1987). L'élite traditionnelle, quant à elle, représentée par la SANB et par le quotidien *L'Évangéline*, avait manifesté son désaccord avec le PA dès sa fondation et ce différend s'est approfondi suite au virage nationaliste du parti. Le débat autour du porte-parole légitime de la population acadienne était lancé, entre une association traditionnelle sans représentativité démocratique et un parti politique sans élus.

Lors des États généraux, baptisés « Convention d'orientation nationale acadienne » (CONA), plus de 50 % des 1 500 intervenants représentant tous les secteurs de la société acadienne ont voté en faveur d'un territoire politique acadien, alors que 32,5 % ont opté pour une forme de dualité institutionnelle à l'intérieur du Nouveau-Brunswick. Malgré ces résultats, la SANB qui organisait la CONA a conclu que « les Acadiens et les Acadiennes ont simplement manifesté "qu'ils voulaient une autonomie considérable sur leur vie collective", mais ils n'ont pas "adopté la province acadienne comme position

⁶ Il faut cependant noter que le PA ne présentait des candidats que dans 23 circonscriptions sur 58. Au sein des circonscriptions acadiennes, les appuis au PA étaient supérieurs à 3,5 %. À Caraquet, le PA a récolté 18 % des voix à l'élection de 1978 et le chef du part, Jean-Pierre Lanteigne, a obtenu 16 % des voix dans la circonscription de Nigadoo-Chaleur.

politique", pas plus qu'ils n'ont "donné à la SANB un mandat de réaliser le projet d'une province acadienne" » (Gauvin et Jalbert, 1987, p. 13).

La SANB se trouvait dans une position délicate. Elle dépendait de fonds fédéraux et provinciaux pour son fonctionnement, et les gouvernements menaçaient de couper les vivres si elle ne se distanciant pas des éléments plus radicaux en son sein et au sein du PA. C'est ce qui permet d'expliquer la lecture qu'a faite la SANB de la résolution souverainiste adoptée à la CONA. En 1980, les éléments plus nationalistes de la SANB ont fait adopter la résolution souverainiste et en conséquence, son financement a été coupé. Cette situation illustre l'autonomie problématique de la société civile.

Les conservateurs de Richard Hatfield ont profité de ce conflit entre souverainistes et dualistes pour attirer des électeurs dans les régions acadiennes traditionnellement libérales. Hatfield a reconnu le 15 août comme fête nationale et a proposé l'égalité des deux communautés linguistiques, dans ce qui est devenu la loi 88 adoptée en 1981. Les conservateurs ont remporté la plus importante majorité de leur histoire aux élections de 1982, alors que le PA ne réussit à obtenir que 0,9% du suffrage populaire (Gauvin et Jalbert, 1987). En 1986, le PA a été démantelé.

2.2.5 Confederation of Regions : le nationalisme anglophone au Nouveau-Brunswick

En réaction à l'adoption de la loi 88 par Hatfield, le Confederation of Regions Party (CoR) fut créé et fit une percée dans la province. Le CoR est né de la New Brunswick Association of English-Speaking Canadians, un groupe qui conteste ouvertement les politiques linguistiques, arguant qu'elles défavorisent les anglophones unilingues. Aux élections de 1987, suite aux rapports Poirier-Bastarache et Guérette-Smith qui avaient avivé les tensions linguistiques dans la province, le gouvernement de Hatfield a été défait

par les libéraux de Frank McKenna qui ont remporté tous les sièges et le CoR a obtenu 4,5 % du suffrage. Promettant d'abolir la LLO et de n'offrir des services en français que dans les régions majoritairement francophones, le CoR s'est hissé à l'opposition officielle de 1991 à 1995, obtenant plus de 20 % des votes. Si le succès du CoR tient en grande partie à son hostilité envers le bilinguisme, il participe également d'une vague populiste plus large (Belkhodja, 1999). Aux élections de 1995, le parti n'a pas fait élire de candidat, recevant 7 % du suffrage et aux élections de 1999, il n'obtint que 0,7 % des votes. Le CoR a été dissout en 2002.

2.2.6 Échec des partis linguistiques au Nouveau-Brunswick

Les parcours du PA et du CoR sont en plusieurs points semblables et les deux témoignent de l'ouverture du champ politique initiée par la Révolution tranquille et l'instauration du nouveau régime linguistique. La langue est devenue un enjeu public, mais les deux partis traditionnels tendaient à éviter de se prononcer. Le PA estimait ainsi que les Libéraux et les Conservateurs étaient incapables de défendre les intérêts des Acadiens et qu'il fallait donc un parti politique dont la mission serait de faire entendre la voix acadienne à l'Assemblée législative. Le CoR, quant à lui, estimait que les Libéraux et les Conservateurs privilégiaient les Acadiens et qu'il fallait un parti à même de défendre les intérêts des anglophones unilingues. Les Conservateurs de Hatfield s'étaient effectivement trouvés dans une situation complexe dans les années 1980, devant répondre aux aspirations des nationalistes acadiens, notamment en adoptant la Loi 88 et en commandant des rapports sur l'aménagement linguistique, mais devant refuser les conclusions de ces rapports afin de ne pas aliéner la population anglophone.

Le PA et le CoR ont témoigné d'un clivage ethnolinguistique au sein de la province, clivage que les partis politiques traditionnels ne permettaient pas de mettre en évidence. Malgré que le CoR ait eu nettement plus de succès que le PA, bien qu'il fût de courte durée, les deux ont eu en commun de ne pas arriver à proposer de vision unificatrice pour la province et de reproduire les clivages ethnolinguistiques. L'un et l'autre n'ont su

s'adresser qu'à une fraction de la population et n'ont présenté de candidats que dans les régions où le groupe linguistique qu'ils représentaient respectivement était majoritaire.

Des avancées politiques et juridiques indéniables ont été acquises par les Acadiens durant les années 1980, mais l'expérience politique du PA et du CoR témoigne de la difficulté à problématiser la question nationale au Nouveau-Brunswick. Elle témoigne également de la difficile pluralisation idéologique en Acadie, où l'hégémonie de la SANB a été scellée suite à la dissolution du PA.

2.3 Logique du champ acadien : homologie et hégémonie

La création du Parti acadien est une éloquente manifestation de l'ouverture du champ politique acadien – et néo-brunswickois. Le PA a proposé une alternative au nationalisme traditionnel et a, du même coup, rendu explicite la structure du champ politique acadien, avec ses luttes pour le pouvoir, ses acteurs légitimes et illégitimes. Des alliances ont été tissées qui témoignent de ce que Bourdieu appelle une homologie entre les institutions acadiennes. Le concept d'homologie structurelle cherche à rendre compte de la manière dont « les structures objectives du champ [...] sont au principe des catégories de perception et d'appréciation qui structurent la perception et l'appréciation des différentes positions qu'offre le champ et ses produits » (Bourdieu, 1998a, p. 275). En l'occurrence, une alliance objective est apparue entre les élites nationalistes notamment de la SANB et de *L'Évangéline*, les deux se faisant les portes-parole d'une intégration des Acadiens à la société néo-brunswickoise par des voies légales. Cette forme de nationalisme s'est imposée comme la forme dominante et hégémonique.

« Dans les pages de *L'Évangéline*, il est clair que par l'entremise des éditoriaux, le journal adopte, dès le début même, une opinion défavorable au Parti acadien et à son projet de

création d'une province acadienne » (L. Léger, 2012b, p. 106). Toute proposition idéologique ou politique contraire à celle des élites traditionnelles qui favorisent la « bonne entente » entre groupes linguistiques est systématiquement critiquée par la rédaction de *L'Évangéline*. Le conservatisme idéologique du journal avait déjà été avéré lors des manifestations étudiantes de 1968-69. « Puisque les dirigeants du journal avaient été à l'origine du renvoi de plusieurs journalistes sympathisants des mouvements de revendication des étudiants de l'Université de Moncton en 1968 et en 1969, il n'est pas surprenant que, dès la fondation du Parti acadien en 1972, le journal prenne clairement position contre son existence » (L. Léger, 2012b, p. 97). Le PA était né des contestations étudiantes, auxquelles l'élite acadienne avait clairement exprimé son opposition – à l'Université de Moncton en fermant le département de sociologie et en licenciant quatre professeurs et à *L'Évangéline*, en licenciant des journalistes.

Bien qu'il y ait eu une ouverture du champ politique, dont l'enjeu principal était de négocier le régime linguistique se mettant en place, le pluralisme idéologique s'est heurté à deux problèmes structurels. D'une part, l'exiguïté du champ médiatique acadien n'a pas su donner une voix publique aux positions du PA. Le discours acadien est apparu relativement verrouillé. D'autre part, à l'échelle provinciale, l'apparition des deux nouveaux partis politiques a témoigné du clivage ethnique entourant les questions linguistiques. La volonté des deux partis n'était pas de prendre le pouvoir – aucun d'entre eux n'a présenté de candidats dans l'ensemble des circonscriptions – ils prétendaient plutôt défendre les intérêts de leur communauté linguistique respective. Alors que les deux partis nationalistes faisaient de la langue un enjeu central, les deux partis traditionnels ont, quant à eux, eu tendance à l'éviter. Suite à cette tentative échouée d'ouverture politique des questions linguistiques, le régime linguistique s'est consolidé et a confirmé le rôle du droit dans l'aménagement des langues et le statut de la SANB à titre de représentant officiel de la communauté acadienne – malgré sa légitimité problématique.

2.3.1 Le Forum de concertation des organismes

Suite à la dissolution du PA, le milieu associatif acadien s'est consolidé et s'est diversifié. Divers organismes sectoriels ont été créés afin de répondre aux besoins et de défendre les intérêts de la population acadienne. Cette approche marquait une rupture avec le projet politique qui avait été proposé dans les années 1970. L'Acadie allait s'organiser en tant que société civile et allait établir des partenariats avec l'État. La création de la SANB elle-même avait correspondu à un impératif venu de l'État, qui était à la recherche d'interlocuteurs communautaires organisés sur une base provinciale suite à l'adoption de la LLO en 1969. La SANB avait vu le jour 3 ans plus tard.

Dans les années 1980 la SANB a créé le Forum de concertation des organismes acadiens, afin de centraliser la société civile acadienne en pleine expansion. Ce forum est un espace de gouvernance de la société civile acadienne, de même qu'une interface formelle avec l'État. Le tournant du gouvernement canadien vers le modèle de la nouvelle gestion publique, qui privilégie les partenariats avec la société civile, la décentralisation des prises de décision et la délégation des services rendait en même temps nécessaire la rationalisation du milieu communautaire acadien. Dans ce contexte, le Forum de concertation est devenu l'interlocuteur privilégié de l'État avec la société acadienne. Le Forum rassemble 31 organismes acadiens dont la langue d'usage est exclusivement le français, oeuvrant dans divers secteurs d'activité : économie, éducation, arts, culture et communications, sociocommunautaire et sociopolitique. Les organismes provinciaux bilingues (Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick, le Front commun pour la justice sociale, etc.) n'en font pas partie, n'étant pas linguistiquement homogènes. Chapeauté par la SANB, son mandat est d'élaborer et de veiller à la mise en œuvre du Plan de développement global de la société acadienne⁷ et de nommer les représentants communautaires aux divers comités créés par l'État (Forgues, St-Onge et Guignard Noël,

⁷ Il s'agit d'un document produit par les organismes membres du Forum des organismes et qui établit les priorités de l'Acadie à l'échelle provinciale (santé, culture, immigration, etc.).

2011). Le mode de fonctionnement du Forum s'insère tout à fait dans le nouveau modèle de la gouvernance francophone privilégié par l'État.

2.3.2 Assemblée communautaire acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick

En 2004, la société civile acadienne, dont la SANB, a réitéré sa préférence pour l'exercice élitiste et corporatiste du pouvoir, que lui reprochait à l'époque le PA. Lors de la première Convention de la société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick depuis la CONA de 1979, les participants se sont prononcés en faveur d'une assemblée délibérante – l'Assemblée communautaire acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick (ACAFNB) – élue au suffrage universel pour remplacer le Forum de concertation des organismes. D'un projet de « gouvernement » proposé en 1979 et rejeté par la SANB, l'Acadie avait fait la transition vers la « gouvernance » un quart de siècle plus tard. Le projet d'une assemblée délibérante visait à créer un lieu « qui assurerait un juste équilibre entre le milieu associatif et les individus, et qui traiterait de questions de pouvoir, de politique et d'autonomie » (Commission consultative, 2006, p. 6). On proposait la mise sur pied de huit circonscriptions para-étatiques recouvrant l'ensemble du territoire néo-brunswickois et qui feraient élire au total 40 élus. S'ajouteraient à ces 40 élus des représentants de six secteurs (arts et culture, éducation, santé, économie, sociocommunautaire et environnement et jeunesse). L'Assemblée se réunirait trois fois par an pour traiter des enjeux de la société acadienne. L'ACAFNB remplacerait le Forum des organismes comme principale autorité et porte-parole acadien. L'objectif était de « revoir la représentation globale des acteurs communautaires » en donnant la parole aux citoyens (Commission consultative, 2006, p. 6).

Le Forum de concertation a mis sur pied un comité chargé de produire un rapport où serait proposé un modèle d'assemblée qui correspondrait à la volonté de la population. Au terme d'une consultation publique provinciale, le rapport a été soumis au Forum le 8 novembre 2006. Deux semaines plus tard, le Forum de concertation rejetait en bloc le rapport et ses recommandations. La présidente de la SANB, Marie-Pierre Simard,

affirmait que « le forum trouve que ce n'est pas réaliste (d'élire une assemblée communautaire). C'est compliqué et on peut se poser des questions quant à la faisabilité du processus » (Ricard, 2006). Le Forum estimait que le modèle proposé n'accordait pas une place suffisante aux organismes et qu'il ne correspondait pas réellement à la volonté de la population. « La prémisse de base concernant l'insatisfaction généralisée est fausse. Ce ne sont pas tous les citoyens qui sont insatisfaits, mais des citoyens. Le rapport de la commission ne fait pas assez état des forces des organismes et de leur pluralité en Acadie » (Ricard, 2006).

Les auteurs du rapport ont déploré, pour leur part, que le Forum le rejette sans lancer de débat public et que les organismes s'arrogent le droit de déterminer seuls le modèle de gouvernance de la société civile acadienne.

Ce débat – ou plutôt ce non-débat – autour de la structure de gouvernance de la société civile acadienne illustre la relation problématique qu'entretiennent les organismes avec la population qu'ils représentent. L'enjeu à terme est la capacité pour l'Acadie de s'articuler autour d'une sphère publique où ses enjeux sont débattus ouvertement et où les citoyens ont la capacité d'intervenir et d'infléchir le cours du débat. Il n'est pas certain que les agencements mis en place dans le cadre du régime linguistique mènent à la création d'une telle sphère publique.

2.3.3 Crise de la gouvernance : divorce du forum des organismes et de la SANB

En juin 2015, la SANB a connu une crise de légitimité sans précédent. Lors de l'Assemblée générale annuelle (AGA), réunissant les 30 organismes membres du Forum de concertation et les représentants citoyens, 12 des organismes sectoriels ont demandé un vote de non confiance envers la présidente de la SANB, Jeanne d'Arc Gaudet – 9 autres

organismes se sont abstenus. Les organismes en question réclamaient la démission de la présidente, faute de quoi ils boycotteraient l'AGA. L'enjeu était à la fois le style de Mme Gaudet et la structure de l'organisme.

Par rapport à la structure, on a tenu à réitérer que les organismes membres sont indépendants, qu'ils établissent en leur sein leurs propres priorités et que la présidence de la SANB ne peut intervenir dans les dossiers les concernant que sous leur demande explicite. Mme Gaudet aurait enfreint cette règle en rencontrant des ministres et des élus sans l'aval des organismes. Le seul secteur où la SANB peut légitimement intervenir, c'est la langue.

Les organismes exigeaient également la révision de la structure mise en place suite à l'Assemblée communautaire de 2004-2006. Le conseil d'administration de la SANB est composé à part presque égale d'organismes sectoriels et de représentants citoyens issus des sections locales de la SANB. Les organismes estiment que cette répartition du poids est démesurée et que la voix d'une association sectorielle devrait valoir plus que la voix d'un citoyen.

L'AGA n'ayant pas pu se tenir, la SANB est bloquée jusqu'en avril 2016. Un processus de médiation a donc dû être entamé par Patrimoine canadien, principal subventionnaire de la SANB, qui se trouvait sans interlocuteur officiel. En novembre 2015, 18 des 30 organismes membre du Forum de concertation ont annoncé leur départ et la création d'une nouvelle entité. La SANB chapeaute actuellement les 12 organismes restant et le forum des citoyens.

Les principaux enjeux de cette crise ont été d'une part de déterminer la légitimité de chaque organisme membre par rapport à celle de la SANB. D'autre part, il a été question de la légitimité des organismes par rapport à celle des citoyens dans la défense des intérêts de l'Acadie auprès de la province. Les organismes sectoriels semblent avoir consolidé

leur rôle de porte-paroles principaux des intérêts de la communauté. Il s'agit là d'un effet direct du régime linguistique et du corporatisme qu'il légitime.

2.4 Nouvelle gestion publique : gouvernance de l'ayant droit francophone

À partir des années 1980, le statut d'ayant droit linguistique s'est progressivement imposé. La reconnaissance des langues officielles dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et la nouvelle version de la LLO en 1988 ont redéfini le rapport entre l'État et les communautés francophones. L'article 41 de la Partie VII de la LLO stipule que le gouvernement *doit prendre des mesures positives afin de favoriser l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire*. La Partie VII a institutionnalisé l'idée d'un développement spécifique aux communautés francophones (Normand, 2012a, 2012b) qui serait atteint par la mise en place d'instruments⁸ divers leur étant adressés. L'ayant droit est devenu la nouvelle figure du francophone, l'acquisition et la protection des droits sont devenues les principaux objectifs du nationalisme.

L'accroissement du rôle de l'État s'est accompagné d'une intégration plus formalisée de la société civile francophone dans un ensemble de dispositifs bureaucratiques appelés « gouvernance communautaire francophone » (Cardinal et Forgues, 2015). De nouvelles ressources ont été mises à la disposition des communautés de langues officielles, mais les conditions d'accès à ces ressources, de même que les modalités de leur utilisation sont déterminées, en dernière instance, par l'État (Forgues, 2012).

À partir des années 1980, les grandes revendications en vue de l'auto-gouvernement de la francophonie minoritaire et de sa représentation dans les

8 Nous reviendrons sur le concept « d'instrumentation d'action publique » (Lascoumes & Le Galès, 2012) au chapitre 7.

institutions du pays ont cédé le pas à un autre objectif : la délégation d'un certain pouvoir vers les communautés ainsi que plus en plus de financement pour appuyer les activités et les projets communautaires dans le cadre de programmes de soutien gouvernemental (R. Léger, 2015, pp. 30–31).

Ces nouvelles ressources réservées aux organismes de langue officielle ont contribué à faire du financement un enjeu central (Normand, 2012b, p. 63). En effet, l'État s'est engagé, dans le cadre des *Feuille de route*, à appuyer les communautés francophones par le biais d'un financement pluriannuel de leurs organismes. Les conditions de ce financement – la définition des objectifs à atteindre, le choix des axes prioritaires, etc. – sont élaborées en partenariat avec les organismes communautaires dans une optique de gouvernance horizontale. La gouvernance francophone est une « approche horizontale qui exige un partage du pouvoir, de la connaissance et des ressources entre différents réseaux d'acteurs » (Cardinal et al., 2008, p. 209). Ces structures permettent de créer des espaces de concertation et de coordination entre l'État et les organismes francophones, dans le but d'élaborer des politiques devant favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Depuis la fin des années 1980, la gouvernance s'est surtout traduite, dans la francophonie canadienne, par des plans d'action intergouvernementaux impliquant des acteurs communautaires dans divers domaines d'activités étatiques : justice, développement économique, santé, immigration, alphabétisation, petite enfance et arts et culture (Cardinal et al., 2008). Or, si les organismes francophones participent à ces forums et reçoivent du financement pour mettre en œuvre les politiques de l'État, certains pensent que leur participation entraîne une forme de dépendance.

[L]es communautés acceptent de se soumettre à un ensemble de contraintes administratives de l'État, si elles ont la possibilité de participer à la conception et à la mise en œuvre des mesures gouvernementales les concernant et si l'État maintient son appui financier. Se rencontrent ici la logique des CFSM et celle de l'État dans un arrangement qui permet aux communautés de parler de prise en charge, alors qu'en fait, comme le montre

notre analyse, elles se placent dans une situation de forte dépendance (Forgues, 2012, p. 187)

Les organismes francophones tendent à devenir des sous-traitants de l'État, remplissant les fonctions qui leur sont déléguées. Ils se retrouvent ainsi dans une situation où ils n'ont ni les capacités et l'autonomie d'un État, ni l'indépendance de la société civile. D'ailleurs, l'une des principales conséquences de ces structures de gouvernance est d'avoir réorganisé la société civile francophone en fonction des besoins de l'État (Forgues, 2010). Certains ont appelé « nationalisme administratif » cette prise en charge par les communautés francophones d'institutions et de services qui remplace le nationalisme politique des années 1970.

Administrative nationalism refers to the pursuit, by minority nationalist groups, of the creation and management of sub-state public institutions (agencies, boards, commissions, municipalities) to which are delegated state functions. This contrasts with political nationalism, which refers to the pursuit of state political institutions and sovereignty (Bourgeois et Bourgeois, 2005b, p. 1133).

Suite à l'enchâssement des droits linguistiques dans la *Charte* et à l'adoption de la Partie VII, le principal organisme de défense des intérêts des francophones hors Québec – la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), devenue Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) en 1991 – a transformé son discours, laissant tomber ses revendications politiques d'autogestion, d'autonomie et de délégation de pouvoirs pour la communauté francophone au profit d'une vision plus bureaucratique de son mandat. Son orientation idéologique est devenue plus ou moins concordante avec celle de l'État, misant essentiellement sur les droits et les services en français.

La FCFA ajuste son discours au nouveau contexte mis en place depuis l'adoption de la Partie VII. Mais son discours sur le développement a une portée plus limitée en fonction de l'institutionnalisation du débat, puisque l'accent y est mis sur la question des engagements financiers du gouvernement fédéral (Normand, 2012b, p. 63).

Les communautés francophones se sont donc organisées de façon sectorielle en fonction des types d'intervention que l'État est tenu d'accomplir en vertu de la LLO, au point où « la représentation de la communauté est principalement définie par les catégories des enveloppes budgétaires octroyées par Patrimoine canadien » (Thériault, 2007, p. 235). Les recherches démontrent de plus que ces mécanismes de gouvernance sont de nature principalement consultative et qu'il n'y a pas de réelle délégation de pouvoirs (Cardinal et al., 2008, p. 227).

2.4.1 La gouvernance communautaire : intégration de la société civile à l'État

Le régime linguistique a contribué à l'étatisation progressive de la société civile francophone. Les organismes francophones ne disposent pas d'une autonomie leur permettant d'assurer un développement conçu par et pour les communautés. Leurs capacités sont limitées. Les élites francophones actuelles agissent ainsi comme une classe-relais entre l'État et la population, mais ne possèdent pas de mécanismes assurant leur légitimité à représenter les intérêts de la population francophone, ni de capacités politiques leur permettant d'agir en son nom.

Les institutions francophones occupent en ce sens un espace singulier, entretenant des liens formels avec l'État en vertu du régime, sans toutefois posséder de capacités publiques à proprement parler – notamment la capacité de déterminer l'octroi de leur financement, ni à prélever de l'impôt. Les institutions francophones n'ont pas de capacités coercitives et n'ont pas la capacité de former un public politique. La dualité permet aux francophones l'accès à des institutions publiques linguistiquement homogènes, mais ne leur accorde pas le contrôle sur le financement, qui dépend du gouvernement provincial. Bien qu'ils soient habilités à dialoguer avec l'État dans la définition des objectifs et des actions à entreprendre, les organismes francophones n'ont aucun mécanisme assurant leur représentativité, aucune autonomie financière, ni aucune capacité coercitive. En ce sens,

le public francophone est plus un *objet de gouvernance*, une chose à administrer, qu'un sujet politique débattant de la manière dont il se gouverne lui-même.

En tant qu'objet de gouvernance, la francophonie occupe un espace mitoyen entre le public et le privé. « Le concept de gouvernance a pour objet de décrire des activités publiques, habituellement entreprises par l'État [...] L'action publique est fondée sur la participation d'acteurs sociaux provenant de secteurs privés et communautaires à la formulation des politiques, à la gestion des programmes ou encore à la prestation des services » (Cardinal et Forgues, 2015, p. 7). La gouvernance implique par définition la porosité de la frontière entre l'État et la société civile, entre le public et le privé. Depuis la fin des années 1980, la gouvernance a contribué à intégrer formellement la société civile francophone à l'État par un ensemble de dispositifs.

En tant qu'objet de gouvernance, la francophonie est également devenue un objet d'expertise, tant légal que scientifique. C'est à ces experts que revient la tâche d'identifier les intérêts francophones et les dispositifs par lesquels ils peuvent être pris en charge et évalués. En tant que la gouvernance francophone s'inscrit dans le régime linguistique et est balisée par la LLO, les juristes ont émergé comme nouveaux acteurs centraux du nationalisme francophone, dans la mesure où ils sont capables de définir le statut d'ayant droit et de négocier les obligations de l'État (Martel et Pâquet, 2010, pp. 221–245). L'institutionnalisation de la figure de l'ayant-droit, qui se substitue à celle de l'appartenance culturelle comme principale logique de mobilisation (Thériault, 2003b, pp. 48–49).

2.4.2 Judicialisation de la société et des savoirs

Le statut d'ayant droit transforme à la fois les enjeux et les processus de mobilisation collective. Plusieurs chercheurs ont constaté que la *Charte* a contribué à fragmenter la citoyenneté canadienne en fonction de catégories identitaires reconnues. « The Charter is more than an instrument that hands out abstract rights equally to all Canadians and is indifferent to their various statuses defined by gender, ethnicity, official language status, and the presence or absence of disabilities. In fact, it specifically mobilizes Canadians in terms of these categories » (Cairns, 1993, p. 208). L'accumulation de droits en vertu du statut d'ayant droit est ainsi devenu le principal projet de l'Acadie en tant que communauté. C'est la langue comme droit, plus que la langue comme instrument de débat politique qui est défendue par les organismes communautaires⁹. Il s'agit d'accroître le nombre de lieux où le français *devra* légalement circuler et la quantité d'instances de concertation des organismes francophones dans l'élaboration de politiques spécifiquement conçues pour les ayants droit.

La judicialisation désigne ainsi à la fois une nouvelle modalité d'organisation pour les communautés francophones, qui passe par la gouvernance horizontale et le partenariat avec l'État, une nouvelle modalité d'action et de revendication qui passe par les tribunaux et une reformulation des termes par lesquels ces communautés s'approprient et agissent. Se substituant à la politique et au débat démocratique, la *Charte* balise les obligations de l'État à l'endroit des ayants droit. La définition exacte de la reconnaissance publique de la langue est ainsi formulée par des juges plutôt que par des élus, est débattue en Cour plutôt que dans la sphère publique.

9 Nous verrons au chapitre 4 que le concept de vitalité qui structure à la fois le régime linguistique, les revendications de la société civile et la production de savoirs cristallise cette conception de la langue comme droit et comme attribut quantitatif.

En l'absence de mécanismes de légitimation et de pluralisme idéologique, la société civile acadienne tend à tirer sa légitimité et à orienter ses actions en fonction du statut d'ayant droit. Les intérêts de la communauté sont définis en fonction d'un élargissement des acquis juridiques, en fonction de l'élargissement du statut d'ayant droit plutôt qu'en projets politiques. « La langue ne se rapporte plus seulement à un *problème* politique. Devenue l'objet d'un *litige* judiciaire, elle réclame les ressources du droit pour assurer sa régulation » (Martel et Pâquet, 2010, p. 246). C'est en ce sens qu'on peut parler de judiciarisation : *l'action des communautés s'insère dans un cadre légal qui détermine à l'avance ce qu'il est possible d'obtenir comme ressources et comme institutions, et qui détermine les moyens par lesquels les obtenir*. En l'absence d'institutions politiques assurant la représentativité des leaders communautaires et permettant à la population acadienne de se prononcer sur ses intérêts, les intérêts sont définis par des juristes. Ceux-ci confondent droits et intérêts et font de la figure de l'ayant droit la seule figure du francophone.

2.4.2.1 Le droit comme politique minoritaire : trois exemples

Le dossier des autobus scolaires bilingues au Nouveau-Brunswick est un exemple éloquent du lien entre droit et nationalisme au sein du régime linguistique actuel. En avril 2015, ayant pris connaissance que 92 élèves francophones se rendaient à l'école à bord d'un autobus appartenant au district anglophone, le ministre de l'Éducation, le juriste Serge Rousselle, a demandé un renvoi à la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick afin de vérifier la constitutionnalité de la situation. Aucune plainte de parent n'avait été déposée. Le ministre a lui-même pris l'initiative, estimant qu'il s'agit d'une violation de l'article 23 de la *Charte*, article qui garantit aux minorités de langues officielles des établissements scolaires dans leur langue.

L'approche proactive du ministre, qui a agi sans que la population concernée ne formule de plainte, témoigne de la confusion qui s'établit entre les droits et les intérêts. Il existe effectivement une confusion entre les droits conçus comme protection de la population à l'encontre d'actions unilatérales de l'État et les droits conçus comme instrument politique représentant les intérêts d'une minorité. Les droits linguistiques des 92 élèves étaient-ils violés si ni eux, ni leurs parents ne se représentaient comme des victimes ? L'ayant droit peut-il décider des droits dont il souhaite se prévaloir ou bien est-il contraint par la *Charte* de jouir de ses droits ? Les parents auraient-ils le droit de décider que leurs enfants partagent un autobus scolaire avec des élèves anglophones, qu'une telle situation serait dans leur intérêt (culturel, économique, etc.) ?

En février 2016, le juge en chef de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick a indiqué au ministre Rousselle – qui est également le procureur général du Nouveau-Brunswick – qu'il ne pouvait pas, en tant que représentant de l'État, défendre les droits ou les intérêts d'un groupe linguistique en particulier et qu'il aurait ainsi à représenter l'ensemble des partis dans ce dossier, à savoir les anglophones et les francophones, les tenants d'autobus bilingues et unilingues. Les consignes du juge en chef indiquent bien que l'État n'est pas forcément un lieu politique *acadien*.

*

En février 2014, Mario Charlebois, citoyen connu pour les nombreux procès linguistiques qu'il a intentés, notamment contre la Ville de Moncton afin d'obtenir des services bilingues, menant à l'adoption de la nouvelle LLO, a acheté de l'espace publicitaire afin de faire la promotion d'écoles trilingues au Nouveau-Brunswick. La dualité, estime-t-il, ne fonctionne pas. Le taux d'assimilation des francophones demeure élevé et les anglophones apprennent peu le français. La réaction de la société civile acadienne a été immédiate. Le premier à réagir a été le juriste Michel Doucet, devenu l'expert francophone par

excellence, intervenant dans les médias et dans les procès. Selon lui, cette proposition est à rejeter. « C'est évidemment contraire à la *Charte*. C'est contraire à l'article 23 de la *Charte*, c'est contraire à l'article 16.1 et c'est contraire à toutes les décisions de la Cour suprême du Canada depuis 1984 » (Raiche-Nogue, 2014). La même question se pose à savoir si les Acadiens pourraient décider, pour eux-mêmes, de revenir sur le principe de dualité ou si celui-ci est désormais plus qu'un droit, une obligation.

*

Enfin, dernier exemple de la judiciarisation des enjeux, le redécoupage de la carte électorale provinciale en 2013. Afin de tenir compte du déclin démographique et de l'exode de la population du nord de la province vers le sud, le gouvernement a procédé à un redécoupage de la carte électorale et a fait passer le nombre de circonscriptions de 55 à 49. Suite au redécoupage, certaines circonscriptions préalablement majoritairement francophones sont devenues majoritairement anglophones (Memramcook, par exemple, communauté acadienne, qui faisait partie d'une circonscription où 70 % des électeurs étaient francophones, fait actuellement partie d'une nouvelle circonscription où les francophones ne composent que 30 % de la population). L'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) a contesté le redécoupage, arguant que le gouvernement ne respectait pas les communautés d'intérêt francophones. Face au refus de revoir le découpage afin de prendre en compte les intérêts de la communauté acadienne – c'est-à-dire assurer le maintien de circonscriptions majoritairement francophones – l'AFMNB, la SANB et les municipalités de Memramcook et de Néguaac ont annoncé qu'elles déposaient une poursuite contre le gouvernement pour défendre le droit des Acadiens au principe de représentation élective. Les ayants droit francophones sont présentés comme une communauté d'intérêt du seul fait de leur langue commune. Plutôt que de trouver un compromis politique – par exemple faire des pressions sur les partis pour qu'ils présentent des candidats bilingues dans ces circonscriptions – on a choisi la

voix des tribunaux. La société civile acadienne, qui s'était opposée à la politisation de l'Acadie dans les années 1970, préférant miser sur le statut d'ayant droit, se sert du statut d'ayant droit pour défendre la voix politique de la communauté d'intérêt acadienne. Aux élections de 2014, les électeurs de la circonscription Memramcook-Tantramar ont élu l'Acadien Bernard LeBlanc.

CONCLUSION

L'organisation de la société civile francophone s'est transformée avec le passage à l'État-providence et la mise en place du régime linguistique. La mise en œuvre de la LLO et les épisodes du CoR et du PA qui lui ont succédés mettent en évidence la difficile politisation de la question nationale au Nouveau-Brunswick. Les néo-nationalistes du PA estimaient que les partis traditionnels ne représentaient pas leurs intérêts, alors que les partisans du CoR considéraient que les francophones étaient surreprésentés et surfinancés par ces mêmes partis (Belkhodja, 1999). Non seulement la compréhension qu'ont les uns et les autres de la situation est-elle diamétralement opposée, ils s'adressent à des publics distincts. Les partis traditionnels, quant à eux, tendent à éviter autant que possible la question linguistique, qui est ainsi évacuée de la sphère politique. Les deux principaux partis politiques de la province se désengageant des enjeux linguistiques, les organismes de la société civile acadienne deviennent les principaux porte-paroles de ce qu'ils appellent les « intérêts de la communauté francophone ».

Le passage de l'État libéral à l'État-providence dans les années 1960 a formellement intégré les francophones à l'État à titre d'ayant droit, sans pour autant faire de la langue

un enjeu politique. Les organismes de la société civile au sein desquels l'Acadie s'instituait avant la Révolution tranquille ont ainsi perdu leur centralité dans la régulation de la vie en français au profit de l'État, mais en l'absence d'une politisation des questions nationales par les partis politiques traditionnels, ils ont conservé un rôle à titre de porte-parole des intérêts francophones. Or, en l'absence d'instances politiques, ces intérêts ne sont pas ouverts au débat public ; l'opinion publique pèse peu dans la résolution des problèmes linguistiques.

À partir des années 1980, avec l'adoption de la loi 88, l'enchâssement de la dualité dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et la nouvelle version de la LLO fédérale, le régime linguistique s'est judiciarisé et bureaucratisé. Les procès linguistiques ont augmenté de façon considérable et les politiques à l'endroit des populations francophones se sont multipliées et ont progressivement été soumises aux exigences comptables de la nouvelle gestion publique.

L'approfondissement des liens entre l'État et la société civile – notamment dans le cadre d'ententes sectorielles – a également contribué à évacuer les enjeux linguistiques de la sphère publique. Ceux-ci sont devenus des enjeux de gouvernance sectorielle entre les parties prenantes francophones et l'État. Or, dans ce nouveau modèle, la société civile francophone s'est transformée en instance de sous-traitance des politiques linguistiques. Le mandat de ces organismes est déterminé par l'État, qui leur attribue leur financement et fixe leurs objectifs de rendement.

En l'absence de débat public sur les intérêts des francophones, ceux-ci sont définis par des experts et des juristes. Les juristes se servent des lois linguistiques pour définir les obligations de l'État et les experts produisent des savoirs qui guident, orientent et évaluent l'efficacité des politiques linguistiques. La production de savoirs experts représente aujourd'hui une part considérable de la production scientifique francophone minoritaire

au Canada. Ces savoirs reprennent la terminologie du régime linguistique et s'adressent tout particulièrement à l'État. Plus encore, ils sont devenus des savoirs *du* régime linguistique. La production des savoirs scientifiques témoigne de la manière dont les langues sont prises en charge par le régime linguistique et dont elles sont débattues dans la société canadienne. Elle témoigne également du statut particulier des sciences sociales dans la société acadienne. Depuis leur fondation en 1939 au Collège Saint-Joseph, puis ensuite à l'Université de Moncton dans les années 1960, les sciences sociales ont été investies d'une mission nationaliste ; elles ont historiquement été conçues comme une forme de discours nationaliste et la bureaucratisation de la société civile acadienne a approfondi cette tendance.

CHAPITRE III

RÉVOLUTION TRANQUILLE ET SOCIOLOGIE EN ACADIE

L'institutionnalisation des sciences sociales en Acadie – de la francophonie canadienne de façon plus générale – s'est faite en lien étroit avec la progression du régime linguistique. La progression du statut d'ayant droit a contribué à la réorganisation de la société civile francophone et à la reformulation de son nationalisme et de ses moyens d'action. Dans ce chapitre, on verra comment les sciences sociales – tout particulièrement la sociologie – se sont inscrites dans cette même trame et ont connu un développement analogue à celui du nationalisme francophone, marqué notamment par une judiciarisation et une bureaucratisation de ses concepts, de ses objets et de ses réseaux de recherche.

3.1 Préhistoire de la sociologie en Acadie : L'École des sciences sociales, économiques et politiques (1939-1963)

Au moment de sa fondation en Acadie, la sociologie a été investie d'une mission : moderniser la société traditionnelle acadienne. L'École de sciences sociales, économiques et politique, créée en 1939 au Collège Saint-Joseph – l'ancêtre religieux de l'Université de Moncton elle, laïque – a été la première institutionnalisation des sciences sociales en Acadie. Fondée par le Père Clément Cormier, qui a ensuite fondé l'Université de Moncton, l'École était calquée sur le modèle de l'École des sciences sociales fondée par le Père George-Henri Lévesque à l'Université Laval un an plus tôt, en 1938. Lévesque et Cormier avaient des sciences sociales une conception d'abord pratique et cette institution devait contribuer à transformer concrètement la société canadienne-française et acadienne.

Les francophones accusaient un retard économique et culturel vis-à-vis des anglophones que Lévesque et Cormier attribuaient à l'idéologie traditionaliste des anciennes élites et des institutions qu'elles avaient mises en place. Il fallait changer l'Acadie de l'intérieur, reformuler son nationalisme et refonder ses institutions. L'industrialisation entraînait une déstructuration des cadres sociaux traditionnels et remettait en cause les fondements de la société acadienne et canadienne-française (Hughes, 1943; Tremblay, 1966). Le nationalisme canadien-français et acadien était ancré dans un dogme traditionaliste que seule la raison et l'enquête empirique pourraient renverser. Les sciences sociales pourraient entraîner un changement dans les mentalités et faire émerger au sein de la francophonie une idéologie libérale plus moderne, mais néanmoins conforme au catholicisme (Behiels, 1989). Bien que les sciences sociales aient été investies, dès leur fondation, du rôle de moderniser des institutions jugées obsolètes, elles devaient néanmoins être au service de la nation et du nationalisme que souhaitaient faire émerger Lévesque et Cormier. La modernisation allait être pilotée par une nouvelle élite, mais l'Église et le milieu associatif allaient continuer de jouer un rôle central. Les collèges classiques étaient des lieux de savoir, mais ils étaient, d'abord et avant tout, des lieux de production d'une nouvelle élite et de nouveaux discours.

Présentant la nouvelle École de sciences sociales dans les pages du quotidien acadien *L'Évangéline*, Clément Cormier affirme que

l'élite qui suit ces cours et qui sont les chefs de la société acadienne ont le devoir de faire l'application pratique de la doctrine étudiée en commun. D'où l'importance pour eux de bien observer leur milieu, de bien le connaître, de le bien comprendre : de bien se renseigner en somme sur les besoins du peuple (Massicotte, 2009, p. 17).

Dès leur fondation, les sciences sociales ont été investies d'un rôle pratique et ont été soumises à une doctrine – le catholicisme social – qui allait encadrer l'ensemble des enseignements. Le rôle pratique assigné aux sciences sociales au sein de l'École nous permet d'affirmer qu'il s'agit en effet d'une *préhistoire* de la sociologie. Aucun texte n'a

survécu à cette époque – ni texte programmatique, ni enquête. La volonté de Cormier n'était pas tant de fonder un champ disciplinaire qui serait uni autour d'une visée épistémologique et marqué par des clivages théoriques et conceptuels, mais bien de former une nouvelle élite et d'avancer un projet politique. Les travaux sociologiques des années 1960-70 ont bien démontré comment cette élite et son projet étaient monolithiques et réfractaires au pluralisme et au débat. En effet, si le rôle des sciences sociales était d'orienter la pratique, elles devaient obéir à une doctrine unique.

Tant l'École de Laval fondée par Georges-Henri Lévesque – et appuyée par Clément Cormier – que l'École d'Antigonish fondée par le Père Moses Coady à l'Université Saint-Francis Xavier proposaient un modèle coopératif et libéral pour moderniser les structures sociales tout en évitant les dérives respectives du capitalisme et du communisme (Massicotte, 2009). Le père François Daigle, professeur à l'École, a publié une série de textes dans *L'Évangéline* où il défend le catholicisme social contre les thèses socialistes, communistes et anarchistes en vogue à l'époque. Ces écoles de pensée n'étaient d'ailleurs pas enseignées. Aurèle Young, professeur d'économie à l'École, puis à l'Université de Moncton, déclarait, quant à lui, dans une conférence donnée devant la Société nationale des Acadiens en 1965, que l'esprit d'entrepreneuriat pouvait et devait transformer la société acadienne et lui faire rattraper son retard (Warren et Massicotte, 2006). Cette doctrine libérale teintée de catholicisme régnait sans partage à l'École et est devenue, en un sens, hégémonique.

L'historien Joël Belliveau note, dans son enquête sur les mouvements étudiants en Acadie dans les années 1950 et 1960, que l'enseignement et la vie étudiante y étaient strictement encadrés et que le respect de la doctrine prévalait sur le pluralisme idéologique. « Les associations et les journaux étudiants [étaient] tous 'encadrés' par l'aumônier de l'institution, devenant par le fait même des moyens de contrôle social aux mains des administrateurs et des professeurs » (Belliveau, 2014, p. 37). La vie intellectuelle dans son

ensemble était encadrée par la doctrine officielle que l'École s'était donnée comme mandat de transmettre et d'appliquer.

La modernisation prenait en Acadie un double sens. D'une part, il s'agissait de moderniser l'État afin de permettre l'intégration des Acadiens. D'autre part, il s'agissait de moderniser les institutions nationales acadiennes qui devaient continuer à jouer un rôle central dans la vie et l'identité francophones, en marge d'un État qui devenait centralisé et central. On ne semble pas voir la contradiction entre un État centralisé et une société civile acadienne modernisée et autonome. Dans l'esprit des élites de l'époque, on retrouve déjà l'ambivalence qui teinte le régime linguistique mis en place par la suite.

L'élite engage donc la société acadienne dans un processus de modernisation, et ce, volontairement. Toutefois [...] dans son esprit, cette modernisation doit avoir des limites ; s'ils approuvent l'intégration dans un ordre étatique et bureaucratique moderne, il va sans dire que, pour ces « chefs providentiels de la nation », l'élite doit demeurer ; elle doit guider « son » peuple dans ces nouvelles pérégrinations et lui tracer le chemin (Belliveau, 2014, p. 66).

L'ambivalence structurelle que nous avons soulevée dans la Révolution tranquille acadienne – entre une intégration des Acadiens à un État qui n'est pas national et le maintien d'institutions acadiennes qui n'ont aucune souveraineté et ne disposent d'aucun mécanisme pour assurer leur légitimité – se traduit dans les sciences sociales. L'École des sciences sociales se voulait un espace national acadien, voué à la connaissance du peuple acadien plutôt qu'à celle d'un peuple néo-brunswickois. Ainsi, bien que l'intégration à l'État néo-brunswickois fût un objectif poursuivi par les fondateurs de l'École des sciences sociales, ce n'est pas à cette société qu'ils réfléchissent. Le professeur d'économie Aurèle Young affirmait en 1965 – soit quatre ans avant l'adoption de la LLO – que le danger d'assimilation était révolu pour les francophones et que la place des Acadiens dans la société néo-brunswickoise était assurée (Warren et Massicotte, 2006). Cela n'implique pas pour autant que l'élite acadienne se définisse comme néo-brunswickoise. La difficulté à politiser la question nationale au Nouveau-Brunswick s'est aussi traduite dans ses

sciences sociales. Les savoirs que voulaient produire les professeurs à l'École portaient sur l'Acadie et visaient à la transformer elle, plutôt que la société néo-brunswickoise dans son ensemble. Néanmoins, les élites formées à l'École des sciences sociales ont été parmi les architectes de la Révolution tranquille et ont mis en pratique, en un sens, la doctrine qu'ils avaient apprise, ont modernisé et l'État, et la société civile.

Les effets de l'École ont été plus pratiques que théoriques. Elle a produit des réformateurs, des administrateurs et des technocrates, mais très peu de sociologues, très peu de scientifiques et très peu de textes. Les diplômés de l'École de sciences sociales, économiques et politiques ont privilégié « l'exercice élitiste du pouvoir dans la sphère infra-étatique » (Massicotte, 2008, p. 276) plutôt que l'exercice public d'enquête sociologique. C'est en ce sens qu'on peut dire qu'il s'est agi d'une préhistoire des sciences sociales en Acadie.

3.1.1 Transformations culturelles en Acadie : mutations d'une communauté ethnoculturelle

Parallèlement à l'École des sciences sociales, dont la vocation était plus pratique que théorique, des travaux d'anthropologues et d'ethnologues se sont intéressés aux mutations de la société acadienne traditionnelle et rurale. Encore ici, les sciences sociales québécoises et acadiennes ont suivi un chemin semblable, bien que celles issues de l'Acadie soient moins institutionnalisées. Ces travaux – au Québec on pense aux recherches de Léon Gérin (Gérin, 1948), Everett Hughes (1943) et de Horace Miner (Miner, 1937), et en Acadie à ceux de Marc-Adélaïde Tremblay (1961, 1962, 1965, 1966) – étudiaient les transformations culturelles et sociales entraînées par l'industrialisation et le capitalisme. Inspirés par les travaux de l'École de Chicago, ils étudient les communautés acadiennes et canadiennes-françaises en tant que communautés ethniques,

en tant que *folk societies* en voie de modernisation. Le Canada français et l'Acadie étaient présentés comme des groupes homogènes sur les plans moral, religieux, linguistique, politique et culturel, mais en voie de modernisation, c'est-à-dire de complexification interne, de libéralisation. Ces travaux – que Gilles Bourque a appelé les « savoirs de la transition » – portent *sur* l'Acadie et le Canada français, mais sont extérieurs aux problématiques endogènes à ces communautés. « Cette relative extériorité du savoir de la transition ne saurait étonner puisque les conditions sociales d'énonciation d'une pensée sociologique pleinement articulée n'existent pas encore » (Bourque, 1993, p. 50)¹⁰.

Ces travaux ont en commun avec les réformateurs de l'École des sciences sociales une emphase sur le processus de modernisation, naturalisant l'idée d'une progression linéaire de la *folk society* à la société moderne complexe. Les travaux de Tremblay¹¹ sur la communauté de Portsmouth (Tremblay, 1961), par exemple, s'intéressaient à l'acculturation de la population acadienne sur une période de 10 ans, concevant effectivement l'Acadie comme une entité culturelle traditionnelle et homogène, affectée

¹⁰ C'est une constante en Acadie : les moments fondateurs sont exogènes. Les principales mise en marche du nationalisme acadien sont formulées par des acteurs extérieurs à l'Acadie qui voient en elle un potentiel national non actualisé. L'idéologie nationale traditionnelle élaborée dans la seconde moitié du XIX^e siècle a été formulée par le Français François-Edme Rameau de Saint-Père, qui le premier a considéré l'histoire du peuple acadien comme une réalité endogène, possédant ses propres logiques et son propre destin (Thériault, 1995a). Le mythe fondateur acadien, *Évangéline*, a été écrit par l'Américain Longfellow et traduit par le Canadien-français Pamphile Lemay. Enfin, les premiers travaux sociologiques modernes produits en Acadie, sur l'Acadie, pour l'Acadie ont été faits par des sociologues Français. Il s'agit là d'une illustration à la fois du potentiel et de la difficulté pour l'Acadie de se constituer en société autonome et auto-référentielle. Enfin, les manifestations étudiantes de 1968-69, qui demeurent à ce jour l'un des plus importants mouvement de contestation acadien, ont été immortalisées grâce au travail des Québécois Michel Brault et de Pierre Perrault dans le film *L'Acadie, l'Acadie ?!?*.

¹¹ Ces travaux s'inséraient dans un projet de recherche plus large mené par Charles Hughes sur les problèmes mentaux en contexte d'acculturation (Hughes *et al*, 1960). Plusieurs jeunes sociologues acadiens ont été recrutés pour mener cette étude qui leur a servi de formation de terrain.

par la dynamique exogène d'industrialisation. Il a mesuré l'évolution des comportements et des attitudes linguistiques et religieux, deux axes renvoyant à la culture acadienne, et a identifié les facteurs contribuant à leur maintien et à leur perte. La société qu'il décrit en est une en transition irrémédiable vers l'urbanisation et la modernisation, mais surtout, il décrit une société paysanne en Nouvelle-Écosse qui est déjà en partie anachronique, notamment au Nouveau-Brunswick où les Acadiens sont déjà en voie d'urbanisation. À l'instar des savoirs de la transitions au Québec, ces études sur l'Acadie sont demeurées relativement marginales dans l'espace public et scientifique. Ces savoirs ne cherchent pas à faire de leur objet un sujet savant ; on suppose au contraire que les *folk societies* sont incapables de s'étudier objectivement et on ignore quels sujets émergeront de la transition.

Dans un texte dressant un bilan des études acadiennes, Tremblay (1962) soutient que les travaux se divisent en deux camps : « les premiers d'inspiration idéologique plus ou moins consciente et affichée ; les seconds à caractère plus scientifique où les explications sont élaborées à partir de faits d'observation recueillis scientifiquement » (Tremblay, 1962, p. 156). Ces groupes ne sont capables de produire sur eux-mêmes que des savoirs idéologiques. Les savoirs objectifs puisent nécessairement ailleurs leurs concepts, leurs problématiques, leurs théories. Aspirant à produire une science sociale qui ne soit pas idéologique, mais objective, ses travaux ont été élaborés en extériorité de l'Acadie, du champ social acadien, et le sont demeurés, dans une grande mesure (Ali-Khodja, 1984, p. 224). Ils se présentent comme des discours spécialisés conçus pour un public scientifique américain : on présent un cas d'étude parmi d'autres sur l'urbanisation des sociétés traditionnelles en Amérique.

L'Acadie n'avait pas encore les moyens en place pour produire une science sociale qui lui soit propre et qui lui permette d'aborder par elle-même et pour elle-même ses propres transformations. Gilles Bourque dira des savoirs de la transition qu'ils témoignent, par leur extériorité, de la structure sociale traditionnelle des communautés francophones :

la sociologie ne pouvait s'affirmer dans toute son ampleur au sein d'une réalité sociale encore largement soumise à un procès d'institutionnalisation traditionaliste qui fondait la représentation religieuse d'un monde entièrement défini par sa référence au passé et la reproduction d'un mode de vie agricole et patriarcale. Un tel procès d'institutionnalisation se matérialisait dans des appareils qui n'étaient en dernière analyse qu'un prolongement de la structure de l'Église catholique au sein desquels la sociologie, comme d'ailleurs toutes les sciences sociales, ne pouvait trouver une place importante (Bourque, 1993, p. 51).

Les savoirs de la transition dont Tremblay est la figure typique en Acadie sont à la charnière de l'indigénisation des sciences sociales. Publiant au début des années 1960, Tremblay est le premier scientifique de l'Acadie, il ouvre un champ de recherche à venir, mais il n'est pas à proprement parler un scientifique *acadien* ; ses travaux peinent à trouver un écho social et politique. Et pour cause, s'il analyse les transformations d'une société traditionnelle, il n'interroge pas frontalement l'idéologie nationale, les représentations et les projets collectifs. Les premiers scientifiques acadiens, quant à eux, formés à l'École des sciences sociales, ne publient pas, ne s'insèrent pas dans un champ scientifique, préférant se tourner vers l'exercice élitiste du pouvoir. Le champ scientifique et le champ social sont disloqués. Il a fallu attendre l'ouverture du département de sociologie à l'Université de Moncton pour que les sciences sociales s'institutionnalisent pleinement en Acadie (bien qu'elles demeurent à ce jour précaires), pour qu'elles se nationalisent et pour qu'elles s'autonomisent.

En effet, on fait généralement débiter l'histoire moderne de la sociologie en Acadie aux années 1960, voire 1970, avec la parution des premières monographies endogènes¹². Cette époque est caractérisée, d'une part, par une nationalisation de la discipline. On saisit

¹² Quelques travaux ont été publiés sur l'Acadie avant cette date (Rameau de Saint-Père, 1877 ; Rumilly, 1955 ; Lauvrière, 1922) et ont eu une influence certaine sur le nationalisme, notamment les travaux de François Edme-Rameau de Saint-Père qui ont directement orienté le nationalisme traditionnel de la fin du 19^e siècle. Les monographies des années 1970 ont ceci de particulier qu'elles visaient non seulement à orienter l'action collective, mais à créer un champ scientifique interne à l'Acadie.

l'Acadie comme globalité façonnée par des rapports de force internes et externes complexes, et non plus comme une entité culturelle et religieuse en voie de dislocation sous la pression de forces exogènes. En nationalisant la sociologie, on l'insère directement dans le débat public, on travaille à la transformation des représentations du groupe sur lui-même et la société qu'il compose. D'autre part, cette époque est caractérisée par une autonomisation de la sociologie vis-à-vis des discours nationalistes traditionnels (Ali-Khodja et Boudreau, 2009; Massicotte, 2008). Alors que les étudiants de l'École des sciences sociales devaient faire l'application pratique de la doctrine, les nouveaux sociologues de l'Université de Moncton ont explicité cette doctrine et ses conditions de production et d'énonciation. L'emprise de l'élite nationaliste sur le discours scientifique a été momentanément suspendue. Or, cette autonomisation de la sociologie a entraîné une crise profonde qui s'est soldée par la fermeture du département et le licenciement de quatre de ses professeurs. Ces événements ont rendu explicite le rôle politique qui était attendu de la sociologie et ont marqué une nouvelle phase dans l'institutionnalisation des sciences sociales en Acadie.

3.2 L'ouverture et la fermeture du département de sociologie à l'Université de Moncton : contenir et nationaliser les savoirs (1964-1974)

La création de l'Université de Moncton en 1963 faisait partie des recommandations du Rapport Deutsch sur le financement de l'éducation supérieure au Nouveau-Brunswick et a marqué un point tournant dans la Révolution tranquille acadienne. Le rapport recommandait que l'éducation postsecondaire en français soit centralisée au sein d'une seule institution laïque et publique habilitée à accorder des grades et que les collèges classiques lui soient affiliés. Le recteur de la University of New Brunswick recommandait plutôt, quant à lui, la concentration des ressources provinciales au sein de son université – plutôt que la création d'une nouvelle institution – et proposait d'accommoder les Acadiens en fournissant certains services bilingues, sans toutefois aller en détails sur la nature et la

portée de ces services (Savoie, 2009, p. 76). En 1967, quatre ans après son ouverture, l'Université de Moncton est devenue officiellement laïque, rompant ainsi les liens qui avaient unis l'Église et l'éducation postsecondaire en Acadie depuis un siècle. Rompant également, pour ainsi dire, avec la doctrine.

Dans cette nouvelle institution, la sociologie a d'abord été logée au sein de l'École de commerce en 1964, puis à titre de département à part entière à la Faculté des sciences sociales en 1967. Cette même année, le département accueillait trois professeurs français qui venaient à titre de coopérants et qui ont profondément marqué le paysage intellectuel, social et politique acadien. Ces chercheurs ont produit les premiers ouvrages scientifiques portant non seulement sur l'Acadie, mais s'inscrivant dans son cheminement politique et ont jeté les bases du champ disciplinaire autonome qui allait s'institutionnaliser à partir des années 1980. Ils ont également joué un rôle politique, en contribuant activement aux mouvements néo-nationalistes étudiants des années 1968-69, mouvements sans précédent en Acadie, mais qui se profilaient depuis plus d'une décennie, avec l'influence de la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC), notamment (Belliveau, 2014; Warren et Massicotte, 2006). La figure de l'étudiant en tant qu'acteur social acadien était en train d'émerger et des premières manifestations ont eu lieu au début des années 1960. Cette nouvelle figure a été confirmée lors des manifestations et avec elle, celle de l'intellectuel. Ces deux figures ont inauguré une nouvelle phase nationaliste en Acadie qui s'est échelonnée sur dix ans, de la grève étudiante de 1968-69 à la Convention d'orientation nationale de 1979 et témoignent d'une certaine modernisation de la société.

Les nouveaux sociologues proposaient une autre conception de la discipline que celle des pères fondateurs des collèges classiques et ont entamé une tentative de rupture épistémologique et politique vis-à-vis des réformateurs diplômés de l'École des sciences sociales. En proposant un contre-discours théorique – et idéologique – ils ont opéré une tentative d'autonomisation des sciences sociales. Ils mobilisaient des concepts jusqu'alors

inédits non seulement dans les sciences sociales, mais absents du registre discursif du nationalisme en Acadie : domination, dépendance, autonomie, discours, hégémonie. Ils abordaient frontalement les rapports de force interethniques et intraethniques qui structuraient la société acadienne (Ali-Khodja, 1984). En cela, ils faisaient écho aux mouvements étudiants qui, au milieu des années 1960, s'étaient mis à critiquer ouvertement – au sein du journal étudiant *Liaisons*, notamment – la domination subie par les Acadiens et la complaisance historique des élites. Dans un article paru dans *Liaison* en 1964, Lucille Fougère résumait ce que les travaux des sociologues français allaient réitérer une décennie plus tard :

Les Anglais contrôlent tout, la force économique est concentrée exclusivement dans leurs mains [...] on subit l'influence de la presse anglaise, de la radio anglaise et aujourd'hui de la télévision anglaise. Si jamais un peuple eut besoin d'une élite forte [...] c'est bien pendant ces soixante années de vrai dérangement [...] Que lui a-t-on donné ? Une soi-disant élite qui prêchait un patriotisme axé sur le sentiment sinon sur une espèce de mythologie (Fougère, cité dans Belliveau, 2014, p. 90).

Les nouveaux sociologues ont abordé les rapports de force entre les deux principaux groupes linguistiques et entre les membres de la communauté acadienne. Ils ont théorisé le rôle de l'ethnicité dans la domination économique et politique subie par les Acadiens, alors que l'élite acadienne évitait expressément d'y faire référence par souci de « bonne entente ». Rappelons par exemple qu'Aurèle Young, doyen de l'École des sciences sociales de l'Université de Moncton, estimait que la place des Acadiens dans la société néo-brunswickoise était assurée et que l'assimilation ne posait plus de réelle menace. Le recteur de l'Université de Moncton, Adélarde Savoie, estimait, quant à lui, dans son discours prononcé lors de la cérémonie de collecte des diplômes en 1967, que les deux peuples fondateurs vivaient en harmonie au Nouveau-Brunswick et que, bien qu'encore imparfaite, leur cohabitation harmonieuse pouvait servir de modèle au reste du Canada (Belliveau, 2014, p. 136).

André Laurendeau avait pourtant dressé un tout autre portrait de la situation acadienne lors de sa tournée dans la province dans le cadre de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. Les Acadiens évitaient de prendre parole publiquement, avait-il constaté, et étaient relativement absents de la sphère publique. Les nombreux témoignages d'anglophones qu'il avait recueillis – dont celui du maire de Moncton, Leonard Jones, notoirement opposé au bilinguisme – affirmaient que les relations linguistiques étaient pacifiques. Témoignage de l'espace limité accordé au français et aux Acadiens, les célébrations entourant le 75^e anniversaire de la Ville de Moncton en 1965, que présidait Jones se sont déroulées exclusivement en anglais et ont accordé une place très marginale à l'apport des Acadiens. L'harmonie résonnait en anglais. Si bien que toute tentative de créer des espaces francophones était vivement contestée, au nom de cette même idéologie libérale partagée par les élites acadiennes. Jones estimait effectivement que les écoles et que l'Université de Moncton devraient être bilingues afin de créer une culture canadienne commune (Belliveau, 2014, pp. 128–136). Les élites acadiennes étaient, dans l'ensemble, d'accord avec cette vision.

Contre cette conception libérale de la société et de la sphère publique – selon laquelle les individus sont formellement égaux et les appartenances sont privées, à l'exception de celle anglo-canadienne dominante, de facto publique – les nouveaux sociologues ont théorisé certaines inégalités structurelles entre groupes ethnolinguistiques. Dans un mémoire soumis au gouvernement provincial pour contester l'augmentation des frais de scolarité, l'Association des professeurs de l'Université de Moncton – dont les sociologues Alain Even et Jean-Paul Hautecoeur étaient des chefs de file – dénonce ouvertement les inégalités ethnolinguistiques.

La constitution de la population globale du Nouveau-Brunswick en deux groupes linguistiquement et culturellement originaux [...] engendre des disparités [les] plus profondes. [... Nous avons affaire à] une situation d'inégalités de fait qui implique une exploitation et une aliénation économique fondamentales (Alain Even *et al.* cité dans Belliveau, 2014, p. 213).

La situation qu'ils dépeignaient était aux antipodes de celle harmonieuse mise de l'avant tant par le maire Jones que les élites acadiennes. Ils osaient confronter les rapports de force entre groupes linguistiques et attribuer à la domination des anglophones sur les Acadiens leur retard économique. Pour Alain Even, « on peut trouver chez l'Acadien des traits qui sont dignes du "portrait d'un colonisé" (Even, 1971, p. 317). Contrairement à ce que prétendaient les élites réformatrices acadiennes, la modernisation ne pourrait pas passer uniquement par une transformation des institutions et des discours *acadiens*. Les structures de dominations à l'origine du retard acadien étaient sociétales – politiques, juridiques, économiques – et s'en émanciper exigerait une confrontation globale. La mise en place de l'État-providence était en train d'étatiser les rapports sociaux sans politiser la question nationale. Ces travaux avaient le mérite de rendre explicites les rapports sociaux de domination et rendaient possible leur expression politique, face à une élite nationaliste libérale pour qui ces enjeux étaient inexistants. C'est là la deuxième rupture opérée par les nouveaux sociologues.

Les nouveaux sociologues ont également dénoncé la domination idéologique exercée par l'élite acadienne elle-même, qui s'arrogeait le monopole du discours identitaire. Dans son enquête sur les mouvements néo-nationalistes des années 1960, Jean-Paul Hautecoeur constatait la fermeture du discours acadien à toute contestation, à tout débat de fond. « Le pouvoir du discours n'est légitimé que s'il reproduit le discours du pouvoir, sinon il est condamné à rentrer dans la clandestinité » (Hautecoeur, 1975, p. 205)¹³. Alain Even abondait dans ce même sens, estimant que l'emprise de l'élite sur la société acadienne avait historiquement contribué à son retard économique et culturel. « Devant la longue tradition d'une élite "clérico-professionnelle", on est en droit de se demander si le développement ne pourra se réaliser qu'avec la naissance d'une nouvelle élite formée dans une perspective plus dynamique » (Even, 1971, p. 280). Il renchérisait en s'en prenant plus spécifiquement au rapport qu'entretenait l'élite à l'éducation. « Une étude approfondie du système scolaire acadien serait nécessaire pour analyser le rôle joué par

13 Le licenciement de Hautecoeur et la fermeture du département de sociologie sont les exemples les plus éloquents de ce que Mourad Ali-Khodja (1984) appelle l'autocensure.

l'école dans la transmission des idéologies. Les manuels scolaires, l'idéologie des maitres, les valeurs enseignées, les tabous et les interdits transmis [ont joué un rôle] dans la mise en place de la culture actuelle » (Even, 1971, p. 273). Camille-Antoine Richard – premier sociologue acadien, bien qu'il n'ait pas fait carrière de sociologue et qu'il n'ait pas laissé d'œuvre écrite, outre un mémoire de maîtrise – avait déjà commencé à formuler une telle critique des élites dès 1965, dans la foulée du néonationalisme étudiant naissant. Il estimait que les institutions et les élites nationales avaient été inadéquates pour encadrer et moderniser l'Acadie en période de transition industrielle et de crise idéologique et qu'on était en droit de s'interroger sur leur pertinence, leur compétence et leur pérennité. « Ce leadership souffre de façon inquiétante d'un manque de communion avec la masse » (Camille-Antoine Richard, cité dans Belliveau, 2014, p. 145).

Les travaux des nouveaux sociologues ont donné à cette critique une légitimité théorique et en ont donné un sens politique. Ils allaient à contre-courant de l'idéologie libérale de Robichaud et d'une partie de l'élite formée à l'École des sciences sociales, selon lesquels la population acadienne pouvait et devait être intégrée à la province. Voyant dans l'intégration la solution au retard économique, les libéraux ne problématisaient pas la réalité structurelle de la domination et les défis – linguistiques, culturels et institutionnels – d'une telle intégration. Ainsi, par exemple, lorsqu'en 1965 l'Association des professeurs de l'Université de Moncton a demandé la dualité administrative en éducation, Robichaud a répondu qu'une telle demande allait dans le sens de la ségrégation des deux groupes linguistique et qu'il fallait plutôt miser sur leur intégration (Belliveau, 2014, p. 140). Sur ce point, Jones et Robichaud se rencontraient. L'idéal d'intégration parcourait l'ensemble des sphères de pouvoir acadien, notamment en matière d'éducation. En effet, faisant écho au maire Jones, Clément Cormier, alors recteur de l'Université de Moncton, affirmait que l'Université serait de « culture française mais bilingue pour toutes fins pratiques » (Cormier, cité dans Belliveau, 2014, p. 164). Selon Joel Belliveau, « l'élection de Robichaud au poste de premier ministre de la province est perçue par plusieurs comme la preuve irréfutable que les Acadiens peuvent désormais participer sans problème à la sphère publique » (Belliveau, 2014, p. 138). Ce sont les jeunes étudiants et les nouveaux

sociologues, ainsi que les pères eudistes du Nord qui étaient en charge du Collège Sacré-Cœur de Bathurst, qui, s'opposant à l'élite en place, ont revendiqué que l'université soit unilingue.

L'idéal libéral d'intégration des individus acadiens à la société néo-brunswickoise se butait à des inégalités structurelles qui devaient être prises en charge politiquement. Or, les élites acadiennes hésitaient à politiser la question nationale et à problématiser les structures de domination ethnolinguistiques. L'apport des nouveaux sociologues a été de formuler *publiquement* un tel discours. Ils sont allés à contre-courant des élites, ont produit du contre-discours, ont mobilisé du contre-pouvoir dans une Acadie qui s'était historiquement conçue comme une entité spirituelle et monolithique. Ces sociologues dénaturaient en un sens le rôle qui avait été assigné à la sociologie par les fondateurs de l'École des sciences sociales, désormais à la tête de l'Université. La pratique à laquelle leurs savoirs menaient n'était pas conforme à la doctrine des fondateurs.

3.2.1 Grève étudiante et fermeture du département de sociologie

Les manifestations étudiantes de 1968-1969 ont témoigné d'une nouvelle attitude politique chez la jeunesse acadienne et d'une nouvelle compréhension des dominations endogènes et exogènes qui structuraient les sociétés néo-brunswickoise et acadienne. La fermeture du département de sociologie qui a suivi ces manifestations a témoigné de la difficile pluralisation du discours et des tactiques en Acadie et de la difficile autonomisation des sciences sociales. Les étudiants ont marché dans les rues de Moncton, exigeant la reconnaissance du français, ils se sont présentés à l'hôtel de ville, exigeant que le maire accorde un statut à leur langue. L'épisode capté par Michel Brault et Pierre Perrault démontre le mépris de la classe politique anglophone, qui tousse pendant la présentation des étudiants. Un groupe de grévistes s'est alors rendu chez le maire pour lui offrir une tête de cochon. Des accusations ont été portées contre eux. Plus tard cette même

année, une cinquantaine d'étudiants se sont présentés à une réunion de l'Association loyaliste des Maritimes et ont protesté silencieusement, le poing levé, lors du *God Save the Queen*. En 1969, un groupe d'étudiant s'est barricadé dans le bâtiment des sciences de l'Université de Moncton pendant plus d'une semaine, jusqu'à ce que la police intervienne. C'est suite à ces événements que le département de sociologie a été fermé et que les professeurs ont été licenciés.

De tels soulèvements populaires étaient inédits en Acadie. La jeunesse militante, grâce en partie aux professeurs de sociologie, s'en prenait à de nouvelles cibles et avec de nouveaux moyens, prenant la rue, assiégeaient les bâtiments de l'Université (Cimino, 1977, p. 154). Contre les forces exogènes, les étudiants exigeaient un financement public accru de l'Université de Moncton et la reconnaissance du français à Moncton. Contre les forces endogènes, ils critiquaient l'administration de l'Université de Moncton et exigeaient la cogestion de l'institution. Un contre-discours acadien était en train d'émerger en réaction au nationalisme traditionnel des élites et en réponse à ce qu'on a appelé la « crise de l'idéologie nationale » en cours depuis les années 1950, mais devenue plus aigüe dans les années 1960. C'est précisément en réponse à cette crise que l'École des sciences sociales avait été fondée or, le nouveau département de sociologie allait à l'encontre du projet de modernisation que l'élite avait en tête. L'administration procéda ainsi à la fermeture du département. Pendant cinq ans, la sociologie a été censurée. Le monopole de l'élite sur le discours et les stratégies nationalistes devait être protégé.

Il fallait, affirmaient les élites acadiennes, formuler une théorie plus positive et plus fonctionnaliste des rapports sociaux afin que cesse l'alliance objective de la sociologie avec certaines luttes politiques. Le coup de force fut en grande partie réussi. Jamais plus la sociologie ne serait au Nouveau-Brunswick le fer de lance d'une révolution socialisante. Politique, cependant, elle le demeurerait, mais selon une approche et des principes qui ne dérangeraient pas autant les pouvoirs établis. (Warren et Massicotte, 2006, p. 496).

La sociologie s'était dégagée de la doctrine, elle s'était autonomisée vis-à-vis des élites, pire, elle s'était retournée contre elles. Ces sociologues étrangers ne connaissaient manifestement pas les besoins de la population acadienne.

À la réouverture du département en 1974, la sociologie a pris un nouveau tournant plus technique, plus positiviste, abandonnant la critique des élites, des discours et des institutions acadiennes. « Le département, désigné comme artisan d'un désordre, n'avait plus qu'à produire des comportements normalisés » (Ali-Khodja, 1984, p. 233). Suite à la fermeture, la censure n'a pas été explicite, elle a plutôt consisté à faire comme si la critique des années 1960 n'avait jamais eu lieu (Ali-Khodja, 2013; Thériault, 1995b). Le débat a été enterré et n'a pas fait l'objet d'articles, ni d'essais jusque dans les années 1980 (Ali-Khodja, 1984). Le premier compte rendu exhaustif des événements, quant à lui, n'a été fait que 30 ans plus tard (Warren et Massicotte, 2006). La censure n'a pas été explicite, mais elle a été efficace. « Au plan institutionnel, le coup d'arrêt visait à priver les discours de connaissance de toute capacité critique [...] La légitimité des discours de connaissance comme les discours légitimes ne jouiraient plus de l'autonomie qui leur était nécessaire » (Ali-Khodja, 1984, p. 232). La sociologie était rappelée à l'ordre : elle devait défendre, plutôt que comprendre, voire critiquer l'Acadie. Les manifestations et la sociologie avaient été contenues, mais la contestation s'est poursuivie pour encore quelques années. La critique des élites allait quitter la rue – et le département de sociologie – et s'organiser autour du Parti acadien, dont le manifeste était en grande partie inspiré des thèses d'Alain Even.

3.3 La difficile autonomisation de la sociologie en Acadie

Les travaux produits par les sociologues des années 1960 marquent la naissance d'une connaissance moderne et critique de l'Acadie. Ils ont objectivé les conditions de production des rapports sociaux intra- et interethniques au Nouveau-Brunswick, ils ont mis à jour les dynamiques sociales, les rapports de force et de domination et ont, de ce fait, relativisé l'idéologie nationale traditionnelle. Ces textes forment à la fois une première fondation et une parenthèse dans l'histoire des sciences sociales en Acadie. Une première fondation – bien qu'avortée de force – en ceci qu'elle a produit des ouvrages, elle a ouvert un champ d'enquête, ce que l'École des sciences sociales n'avait pas fait. Cette première fondation a également été une parenthèse dans l'histoire des sciences sociales, en ceci qu'elle a temporairement permis à la sociologie de s'autonomiser normativement vis-à-vis du nationalisme, ce que la sociologie aura de la difficulté à faire suite à l'institutionnalisation du régime linguistique dans les années 1980.

La première fondation de la sociologie à l'Université de Moncton s'inscrivait dans une période de crise du nationalisme, à la croisée de deux régimes linguistiques, dont les répercussions ont été politiques, juridiques et sociales. Les conséquences de la mise en place du nouveau régime linguistique ont également été *épistémologiques* ; à la charnière des deux régimes, inscrits dans une période de crise nationale, les travaux des nouveaux sociologues appartiennent en quelque sorte à un autre monde, à une société qui s'est depuis métamorphosée, qui s'est institutionnalisée dans un nouveau régime linguistique à partir des années 1980. Entre deux modes de régulation étatique et deux régimes linguistiques, l'avenir de la société qu'ils étudiaient était incertaine ; les discours nationalistes traditionnels étaient en crise, ils n'arrivaient plus à répondre aux aspirations des jeunes, n'arrivaient plus à faire un sens d'une identité de plus en plus intégrée à une structure politique provinciale qui n'arrivait pas à politiser la question nationale et au sein de laquelle le statut de la langue française était encore indéfini. Cette période de transition ouvrait le champ des possibles, permettait à de nouveaux acteurs d'émerger et à de nouveaux discours d'être formulés. L'ouverture du champ politique qui a vu apparaître la

SANB et le PA, notamment, avait été précédée d'une ouverture du champ idéologique dont les sociologues avaient été les principaux acteurs. Les sociologues ont théorisé les structures sociales au sein de cette société binationale et bilingue et ont critiqué l'idéologie libérale partagée à la fois par les élites politiques anglophones et les élites acadiennes, qui légitimaient les formes institutionnalisées de domination ethnolinguistique. Pour la première fois de son histoire, l'Acadie s'est conçue comme participant de logiques sociétales, comme étant imbriquée et parcourue de structures de domination, de discours institutionnalisés.

La fermeture du département a freiné l'institutionnalisation de la discipline et a contribué à reléguer la sociologie à la marge des savoirs légitimes en Acadie et à l'amputer de son ambition critique. Elle a mis en évidence les liens étroits entre savoirs et politique. Il fallait neutraliser « une pratique nouvelle qui instaurait un nouveau regard sur la réalité » (Ali-Khodja, 1984, p. 231). Pour Warren et Massicotte, « il fallait s'attendre à ce que l'administration de l'Université de Moncton choisisse une épistémologie qui convienne à sa politique » (Warren et Massicotte, 2006, p. 42). Joseph Yvon Thériault va encore plus loin. Pour lui, la marginalisation de la sociologie en Acadie – et dans la francophonie canadienne en général – est structurelle et ontologique, elle tient à la forme de ces communautés minoritaires nationalitaires. Ne formant pas des « sociétés globales », l'Acadie et la francophonie canadienne seraient réfractaires à la sociologie, qui met de l'avant cette faille identitaire. La critique à laquelle s'est livrée la sociologie a rendu manifeste l'incomplétude de l'Acadie, incomplétude que le discours nationaliste cherchait à masquer.

Dans le cas des communautés francophones hors Québec, l'« indécision identitaire » dans laquelle elles se trouvent renvoie justement à une interrogation fondamentale sur le statut de la société à laquelle ces communautés appartiennent. Le travail sociologique débusque nécessairement cette faille identitaire. Et c'est pourquoi, à notre avis, il y eut et il y a résistance au développement d'un champ sociologique propre à ces communautés (Thériault, 1995a, p. 251).

L'histoire, les études littéraires, la linguistique et le droit sont devenus les nouveaux vecteurs académiques du nationalisme parce que ces disciplines permettent à l'Acadie de se concevoir comme entité à part entière. Il en va de même pour le régime linguistique. En instituant l'ayant droit comme figure nationale et en faisant de l'acquisition de droits dans le cadre balisé par le régime linguistique le cœur du projet acadien, la judiciarisation a favorisé une mise à l'écart des enjeux sociétaux au profit d'enjeux plus techniques de gestion de l'ethnicité où l'Acadie devient une entité à administrer, où elle prend une nouvelle évidence légale et bureaucratique. Dans ce contexte particulier, la sociologie est contrainte d'occuper un espace restreint.

C'est tout le contraire du Québec qui a nationalisé et étatisé sa sociologie lors de la Révolution tranquille. Guy Rocher remarque que « les jeunes sociologues des premières générations furent activement engagés, parfois presque conscrits, soit dans des organismes gouvernementaux officiels, soit dans les mouvements sociaux de revendication ou de contestation » (Rocher, 1998, p. 27). Ces sociologues québécois se sont inscrits dans le processus de construction d'une société globale québécoise, précisément parce que le Québec s'est conçu, à partir de ce moment, comme une société globale. Cette mutation de la référence s'est opérée à la fois socialement, politiquement, culturellement et scientifiquement.

La société québécoise se représentera dorénavant comme une société se produisant elle-même et non plus comme la résultante d'un projet entièrement défini dans l'au-delà. Elle cherchera son unité dans l'État sous l'effet d'un procès d'institutionnalisation politique, de telle sorte que l'État comme support matériel et la nation comme sujet deviendront les points nodaux de la production discursive (Bourque, 1993, p. 59).

Les sociologues néo-brunswickois quant à eux, tant ceux acadiens qu'anglophones, ont été confrontés à la difficile articulation entre nationalisme et modernisation dans un contexte où la modernisation de l'État n'implique pas sa nationalisation et où le nationalisme ne peut pas aspirer à l'étatisation. Ainsi, au cœur de la Révolution tranquille et de la centralisation de l'État, bien que le passage à l'État-providence ait entraîné une

« "expropriation" de la société civile acadienne au bénéfice de l'État provincial » (Thériault, 1995a, p. 99), les sciences sociales acadiennes sont demeurées majoritairement préoccupées par cette société civile pourtant devenue secondaire, alors que l'État, devenu central, est demeuré absent du discours. L'essentiel des travaux acadiens portaient sur la crise proprement acadienne, sur son nationalisme, ses institutions et son élite¹⁴, alors que ceux anglophones ignoraient complètement cette même crise¹⁵; le champ sociologique s'articulait difficilement à la société, et la société s'articulait difficilement à la nation. Les nouveaux sociologues avaient au moins le mérite d'avoir théorisé cette situation, tout en reconnaissant que deux sociétés coexistaient – inégalement – au sein de l'État néo-brunswickois. Néanmoins, la sociologie acadienne, depuis ses premiers balbutiements à l'École des sciences sociales aux travaux critiques des premiers sociologues de

14 L'ensemble de la littérature produite par les sociologues critiques des années 1960 portait exclusivement sur l'Acadie et son rapport à l'identité (*L'Acadie du discours* (Hauteceur, 1975) ; *Prise de conscience collective au Nouveau-Brunswick (1860-1890) et comportement de la majorité anglophone* (Mailhot, 1973) ; *L'idéologie de la première convention nationale acadienne* (Richard, 1960) ; *L'Acadie perdue* (M. Roy, 1978) ; *Les francophones du Nouveau-Brunswick : géographie d'un groupe ethnoculturel minoritaire* (Vernex, 1978) ; *La société acadienne en devenir : l'impact de la technique sur la société globale* (Tremblay, 1966) ; *L'état des recherches sur la culture acadienne* (Tremblay, 1962)). Un peu plus tard, le sociologue Joseph Yvon Thériault (1981) s'est intéressé au mouvement coopératif acadien. Sa thèse de doctorat, *Acadie coopérative et développement acadien : Contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistance*, interprète le mouvement coopératif acadien comme une réponse à une crise d'abord culturelle de l'idéologie nationale. Alain Even (1970) fait figure d'exception dans la mesure où il s'est intéressé aux rapports interethniques au Nouveau-Brunswick, ne limitant donc pas son analyse à l'Acadie, mais sa thèse s'inscrit dans la mouvance de la décolonisation et participe d'un projet d'émancipation politique proprement acadien.

15 Si dans la littérature de langue anglaise sur les réformes du gouvernement Robichaud on mentionne souvent au passage leurs effets sur la population francophone de la province, les textes produits en français sur cette même période ne sont pratiquement jamais cités (Bickerton, 2012; Brym, 1978; Frank, 2003; Kenny, 1999; Kerr, 1970; Krueger, 1970; Leslie, 1969; Pasolli, 2009; Stanley, 1984; Thorburn, 1961; Young, 1987). La perspective francophone sur la révolution tranquille n'est pas visible du point de vue de la littérature anglophone ; la parole scientifique acadienne n'est pas entendue. Le champ scientifique est en ce sens emblématique des défis structuraux d'une sphère publique bilingue et binationale et du statut essentiellement privé du nationalisme acadien dans la société néo-brunswickoise.

l'Université de Moncton, en passant par les savoirs de transition de Tremblay, est demeurée acadienne. C'est-à-dire qu'elle s'est définie par son objet dont les frontières étaient ethnolinguistiques. S'il est vrai que « la sociologie [...] se développe en rapport avec l'ensemble des conditions sociales non discursives qui prévalent dans une société donnée et à partir des formes dominantes de la représentation qui s'y déploient » (Bourque, 1993, p. 47), il faut déduire que la société néo-brunswickoise n'a jamais pleinement existé. La société néo-brunswickoise et l'Acadie n'ont pas coïncidé sociologiquement. Ces deux entités constituent des objets distincts qui s'intègrent à des champs scientifiques différents.

Michel Roy et Jean-Paul Hautecoeur ont proposé deux éclairantes critiques des apories du discours nationaliste acadien. Bien que ces critiques aient été formulées avant l'institutionnalisation du régime linguistique, qui a considérablement transformé les conditions d'énonciation du nationalisme acadien, elles demeurent éminemment pertinentes aujourd'hui. Elles saisissent une tension structurelle dans le rapport qu'entretient l'Acadie à son identité et à son discours, tension que le régime linguistique a atténuée, qu'il a déplacée, mais qu'il n'a pas réglée. La lecture qu'ils proposent du nationalisme acadien éclaire la difficile autonomisation de sa sociologie – toujours d'actualité – et pointent vers des pistes encore aujourd'hui fécondes, mais largement inexplorées. Leurs travaux sont fondateurs, mais l'institutionnalisation du régime linguistique a ouvert la voie à une autre conception de la société que celle qu'ils ont proposées. La rupture dont ils ont été témoin, entre deux régimes, a depuis été oubliée.

3.3.1 L'Acadie comme discours mythique

Pour Jean-Paul Hautecoeur, l'Acadie s'énonce comme un mythe. Mythe, sa réalité serait d'abord discursive ; sans territoire et sans institutions représentatives et coercitives, elle se reproduirait en s'énonçant, en se répétant. Mythe, l'Acadie s'énoncerait comme un

dogme, une doctrine à respecter, réfractaire à toute contestation, à tout contre-discours, à tout pluralisme idéologique. Ni institution politique, ni processus démocratique ne rendent l'Acadie visible à elle-même, ne créent un public acadien traversé de conflits, de luttes, de débats, capable d'action ; c'est la fragilité et l'ambivalence de sa Révolution tranquille. Elle ne peut se reconnaître que dans le mythe qui fonde sa langue et sa culture, réalités qui demeurent en grande partie privées au sein des territoires qu'elle occupe ; aussi l'intégration de l'Acadie aux institutions provinciales n'a-t-elle pas été problématisée, tant par le premier ministre acadien Robichaud, que par les réformes issues du rapport Byrne, que par les élites acadiennes, qui ont rejeté en bloc le projet autonomiste du PA. Pour Hauteceur, il s'agit d'une tendance lourde du nationalisme acadien. « Une constante de l'ancien nationalisme me paraît très importante : le refus de la politisation, le retranchement explicite dans le 'culturel' (langue, religion, droit, folklore), le renoncement à reconstituer la totalité, à penser l'Acadie comme une présence entière » (Hauteceur, 1975, p. 317).

Michel Roy abonde dans le même sens. Selon lui, l'Acadie ne s'est jamais projetée politiquement et n'arrivera pas à le faire sans remettre en cause les structures politiques héritées de la Conquête. Seule la souveraineté territoriale permettrait à l'Acadie de s'accomplir dans l'action et dans le pluralisme. Regardant de loin la Révolution tranquille québécoise déjà bien entamée, en 1978, à l'aube du premier référendum sur la souveraineté-association au Québec, l'expérience acadienne lui paraît nettement insuffisante et sa révolution, incomplète.

Nous n'avons pu que suivre de loin [les mouvements laïcistes et indépendantistes qui ont transformé le Québec], enfermés que nous étions dans un cadre juridique provincial qui formait écran sur nos pulsions profondes. La frontière québécoise nous eût-elle englobée que toutes nos luttes se seraient d'elles-mêmes vidées de leur substance nationale au profit d'un contenu socio-économique à caractère régional (M. Roy, 1978, p. 10).

Les élites acadiennes, prises dans les structures politiques néo-brunswickoises n'arrivaient pas politiser la question acadienne. Robichaud était obligé de devenir le Premier ministre

de *tous* les néo-brunswickois, il refusait de soumettre un mémoire sur le bilinguisme à la Commission Laurendeau-Dunton, il s'opposait à la dualité linguistique en éducation sous prétexte qu'elle créerait de la « ségrégation ». Les structures politiques néo-brunswickoises ne permettent pas aux Acadiens de se représenter dans ce pouvoir et de débattre entre eux de la distribution des richesses et de l'exploitation des ressources. L'absence de territoire politique propre a inhibé les « pulsions profondes » du peuple acadien – Joseph Yvon Thériault dirait plutôt son « intention vitale ».

Le compromis du bilinguisme officiel tel qu'il était prévu dans la LLO de 1969 lui paraît à ce titre insuffisant pour garantir la pérennité de l'Acadie.

On sacrifie des volontiers des millions de dollars à la cause d'un bilinguisme, constate Roy, [...] et nous mordons avec une merveilleuse fébrilité en Acadie [...] Alors que l'enjeu réel, ce n'est pas la langue. C'est le contrôle de tous les trésors du territoire » (M. Roy, 1978, p. 66). La souveraineté est « la condition même de toute maturité nationale. Autrement, il ne reste qu'à aiguiller nos particularismes sur la voie sans issue du folklore (M. Roy, 1978, p. 61).

La souveraineté politique a toujours été exclue de l'idéologie nationale acadienne. L'élite a historiquement préféré reléguer l'acadianité à la sphère intime, à la culture, la langue et la foi, d'où l'opposition catégorique de la SANB et de *L'Évangéline* au projet politique du PA.

Pour le nationalisme traditionnel, le fait minoritaire est un donné, la malédiction historique comme un héritage à assumer, l'Acadie est essentiellement une mission spirituelle et non pas une société globale. Valeur, l'Acadie s'impose de tradition comme une norme. La transgresser revient à nier l'Acadie. Faire passer la valeur dans le fait, c'est-à-dire faire de l'Acadie chose politique, fait possible à construire, revient selon la pensée dominante à détruire la tradition issue de la Renaissance, à nier et le nationalisme et l'ordre social traditionnellement acadiens (Hauteceur, 1975, p. 317).

Le bilinguisme officiel permet à l'Acadie de se maintenir comme valeur, mais il écarte la question de son pouvoir politique. Aussi l'idéologie de la participation mise de l'avant par

les élites – prônant une intégration des Acadiens aux institutions provinciales – faisait-elle l'économie d'une problématisation des rapports de force historiques entre groupes linguistiques. Non seulement les structures politiques provinciales formaient-elles un écran sur les pulsions profondes du peuple acadien, ces pulsions n'étaient pas véhiculées, exprimées, actualisées par l'élite nationaliste.

L'idéologie de l'intégration permet à ces élites d'accéder aux sphères de pouvoir provinciales. Le nationalisme acadien est « un nationalisme d'élite, de petite bourgeoisie sans horizon, infiniment méprisable parce qu'il sert de tremplin à son enrichissement et d'argument à son pouvoir » (M. Roy, 1978, p. 73). Sans mécanismes assurant sa représentativité, sa légitimité, cette élite est déconnectée du peuple, elle n'est pas représentative des multiples intérêts et des multiples idéologies qui traversent la population. Le rôle des élites en Acadie n'est pas tant d'être au service des intérêts du peuple que de les formuler et de s'en approprier le monopole. « Aucune trace seulement de contre-pouvoir ne subsiste de nos éclats. C'est une constante en histoire de l'Acadie que l'impuissance de la contre-pensée à atteindre l'existence organique » (M. Roy, 1978, p. 181). L'éclat qu'a représenté le mouvement étudiant appuyé par les nouveaux sociologues s'est estompé et la sociologie s'est réorientée vers des objets plus techniques suite à la réouverture du département de sociologie. La sociologie comme contre-discours s'est évanouie. L'éclat qu'a représenté le mouvement autonomiste piloté par le PA s'est évanoui dans les années 1980 suite à l'institutionnalisation du régime linguistique et la nouvelle hégémonie qu'il a instituée. Le contre-discours n'existe qu'en soubresauts, il peine à s'institutionnaliser, à s'inscrire dans la durée, à créer de l'action.

À l'instar d'Alain Even, Roy voit dans l'élite acadienne une force aliénante analogue à celle anglophone. « On n'a jamais fini de s'interroger sur l'importance relative des multiples dominations qui s'exercent sur nous. De la multinationale au curé de paroisse, il n'y a qu'une différence de degré » (M. Roy, 1978, p. 32). Elle est une force aliénante parce qu'elle est déconnectée du peuple et de ses intérêts réels, parce qu'elle se donne

comme mandat de définir les intérêts du peuple, parfois malgré lui. « Le grand problème en Acadie réside dans la singulière unanimité de toute notre petite bourgeoisie sur le faux concept d'une renaissance obligatoire qui viendrait par son action à elle et ses bonnes œuvres » (M. Roy, 1978, p. 134). Cette conviction des élites qu'elles étaient à même d'assurer la renaissance du peuple acadien a servi à justifier la fermeture du département de sociologie, mais plus fondamentalement, cette croyance dans le rôle providentiel de l'élite a historiquement servi à contrer toute contestation, à écarter tout contre-discours et tout contre-pouvoir. Les projets collectifs en Acadie ont historiquement été menés sans débats, sans alternatives, puisque toute la pensée acadienne serait consensuelle, instrumentalisée par une classe pour qui « l'idéal politique se mêle confusément aux objectifs religieux » (M. Roy, 1978, p. 137).

L'emprise de l'élite sur les institutions acadiennes, institutions sans mécanismes assurant leur représentativité, contribue à fermer le champ politique et scientifique. En l'absence d'institutions démocratiques représentatives, permettant à l'opinion publique d'informer et de légitimer les divers discours, l'élite entretient vis-à-vis de l'idéologie nationale et du peuple Acadien un rapport autoritaire et hiérarchique. Elle est structurellement déconnectée du peuple, de ses désirs et de ses projets et s'arroge le monopole de la parole collective et de la définition des intérêts communs. Dans la mesure où la politique provinciale évacue la question nationale et où la société civile acadienne ne dispose pas des moyens d'assurer le pluralisme idéologique, la parole collective occupe un espace exigü. C'est ce qui fait dire à Hauteceur qu'il « n'y a toujours pas de place en Acadie pour le multiple du réel et du possible » (Hauteceur, 1975, p. 311). L'unanimité du discours acadien s'impose dans l'ensemble des sphères d'activité, y compris les sciences sociales, qui sont subordonnées aux logiques et aux contraintes de l'idéologie nationale. L'Acadie n'étant pas visible à elle-même dans un processus politique qui cristalliserait ses tensions, elle doit s'exprimer dans le discours, se répéter à elle-même, chercher à susciter de l'adhésion dans un contexte où elle demeure, *in fine*, un choix identitaire.

C'est ce qui explique que l'histoire et la sociologie, notamment, ont historiquement eu tendance à être des véhicules du discours officiel. « Presque toute l'histoire écrite de l'Acadie procède d'une vision apologétique du passé national » (M. Roy, 1978, p. 40). De même, « la discordance en histoire de l'Acadie ça n'existe pas. Pas plus qu'il n'y a de contrepoids valable à la démarche nationaliste traditionnelle » (M. Roy, 1978, p. 165). À propos de la sociologie, il estime que « toutes les études d'une certaine "sociologie" achoppent lamentablement. Comme d'ailleurs toute la réflexion traditionnelle de notre histoire autour des institutions » (M. Roy, 1978, p. 108). L'exiguïté du discours nationaliste contraint les sciences sociales à devenir elles aussi des acteurs nationalistes, dans un contexte où le pluralisme est structurellement problématique.

Face à cet espace restreint où le contre-pouvoir et le pluralisme peinent à trouver leur place, à s'institutionnaliser, Hauteceur a invité les sociologues à interroger le territoire biculturel, à en expliciter les rapports sociaux, les formes de pouvoir et de domination, les idéologies, afin d'ancrer l'Acadie enfin sur le territoire et l'ouvrir à l'action.

Sans une investigation dans la vie quotidienne des classes sociales, dit-il, dans leurs praxis et dans leurs rapports, sans une même connaissance des rapports, idéologiques ou non, entre la société anglaise et la société acadienne du Nouveau-Brunswick, il est un grand risque de ne pouvoir distinguer entre le possible et l'impossible, découvrir les « chances objectives » du possible (Hauteceur, 1975, pp. 321-322).

La rupture que propose Hauteceur à la toute fin de sa thèse, qui consiste à *dénationaliser* la sociologie acadienne, en l'ouvrant à d'autres objets que l'Acadie elle-même, en tant que la définition de l'Acadie, de ses frontières pose problème. Partant du constat que le discours national en Acadie est détaché de la pratique et qu'il relève, en ce sens, du rite, du mythe, il propose une alternative qui consiste à inscrire l'Acadie et son discours dans le territoire réel, dans le territoire politique et à permettre aux sciences sociales de contribuer à la discussion autour de la cohabitation linguistique et nationale. « À certains niveaux, la société acadienne coïncide avec la société anglaise : où et comment opérer la

discrimination ? Et pourtant, dans le discours, la société acadienne possède toute la rigueur et l'assurance d'une théorie » (Hauteceur, 1975, p. 322).

Hauteceur a connu le sort que l'on sait et sa proposition est demeurée sans réponse. L'institutionnalisation du régime linguistique a cimenté l'alliance entre sciences sociales, droit et nationalisme. Au sein de ce nouveau régime, l'Acadie a, encore une fois, pu posséder tout la rigueur et l'assurance d'une théorie. Dans ce nouveau régime, qui marque la fin de la parenthèse que constituent les années 1960-70, les savoirs se sont cantonnés sur les espaces francophones devenus des objets de gouvernance et de politique, titulaires de droits spécifiques.

Comme en témoigne la fermeture du département de sociologie, ce champ scientifique a peiné à s'autonomiser, à se donner ses propres règles, ses propres critères de scientificité et de légitimité. Conçue dès son origine comme un instrument du nationalisme, la sociologie s'est butée à l'homogénéité quasi mythique du discours national qu'ont bien analysé Roy et Hauteceur. Suite à sa brève tentative d'autonomisation vis-à-vis des élites, la sociologie a été contrainte – par la force – à se plier aux exigences du discours national. Au tournant des années 1980, avec l'institutionnalisation du régime linguistique, la doctrine encadrant les sciences sociales s'est judiciarisée. De même que l'institutionnalisation du statut d'ayant droit s'est traduite par une réorganisation de la société civile acadienne, de ses discours et de ses stratégies, elle s'est traduite, scientifiquement, par une délimitation légale du champ sociologique.

Le nouveau cadre à l'intérieur duquel la sociologie s'est inscrite depuis les années 1980 tend à écarter des analyses l'idée de société. L'Acadie n'y est plus présentée comme un espace social complexe – avec des classes dominantes et dominées, des discours légitimes et illégitimes –, ni comme étant inscrite dans des relations sociales avec une société extérieure, mais comme une entité légale à quantifier et à défendre, comme un ayant droit, objet spécifique de gouvernance.

Les nouveaux moyens d'action et la nouvelle légitimité que le régime linguistique a accordés aux francophones a réorienté en douceur le nationalisme et les sciences sociales vers des objets et des projets communs, sans pour autant régler la nature déterritorialisée du discours et la légitimité problématique des élites.

CHAPITRE IV

LA SOCIOLOGIE ET LE RÉGIME LINGUISTIQUE : ÉMERGENCE DE L'EXPERT FRANCOPHONE

La première fondation de la sociologie à l'École des sciences sociales, économiques et politique correspondait à la crise de l'idéologie nationale entraînée par l'urbanisation, l'industrialisation et la mise en place de l'État-providence. La sociologie devait permettre à l'élite d'orienter la modernisation de l'Acadie tout en conservant le statut privilégié qu'elle s'était arrogée depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle. Cette première fondation constitue ce que nous avons appelé une préhistoire des sciences sociales. D'une part, l'ambition des fondateurs n'était pas tant scientifique que pratique ; le legs de l'École n'est pas ses travaux – ils sont inexistant – , mais ses élites formées à l'idéologie libérale. La création de l'Université de Moncton et du département de sociologie en 1967 constitue une seconde fondation de la sociologie et une première tentative d'autonomisation de la discipline vis-à-vis de l'élite nationaliste, avec la conclusion que l'on connaît. La troisième fondation, qui s'inaugure avec la réouverture complète du département en 1974 et la constitution d'un nouveau corps professoral, a correspondu, chronologiquement, à l'intégration du nationalisme acadien au régime linguistique. Cette troisième fondation s'est insérée dans un nouveau rapport au nationalisme marqué par l'institutionnalisation de l'ayant droit et la bureaucratisation de la société civile acadienne. Le juriste et l'expert sont alors apparus comme des figures nationalistes centrales. Cette troisième fondation des sciences sociales marque une réintégration des savoirs au sein du discours nationaliste, consacrée à ce que Mourad Ali-Khodja a appelé une « logique inéluctable de gestion politico-administrative de l'ethnicité » (Ali-Khodja, 1984, p. 220).

De même que l'institutionnalisation du régime linguistique s'est traduite par une judiciarisation des questions linguistiques et de la société civile acadienne, elle s'est

également traduite par une judiciarisation de la sociologie, de ses objets et de ses concepts. En ce sens, mis à part la parenthèse critique des années 1960 et 1970 où l'Acadie a été théorisée en tant que société traversée par des rapports de force et inscrite dans un contexte politique plus large, la sociologie a opéré une continuité avec le projet scientifique initié par Clément Cormier. De Cormier aux experts, la sociologie a été en grande partie conçue comme un instrument pratique au service d'un nationalisme culturel (plutôt que politique), devant servir à définir, d'abord, et à défendre, ensuite, les intérêts de la communauté. Depuis la mise en place du régime linguistique, ces intérêts sont définis et pris en charge par l'État désormais tenu de favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langues officielles. Ces nouvelles conditions transforment l'organisation de la communauté acadienne, mais aussi la pratique sociologique et constituent, en un sens, une nouvelle doctrine, une nouvelle hégémonie qui structure la production des savoirs, qui détermine l'objet à étudier, ce qu'il faut étudier chez lui et les actions qui doivent découler de ces savoirs.

La Commission Laurendeau-Dunton, qui a jeté les bases du régime linguistique, se fondait précisément sur 145 études d'experts (Martel et Pâquet, 2010, p. 149). Ces études scientifiques recommandaient dans l'ensemble la création d'espaces linguistiquement homogènes pour les minorités linguistiques, dans une optique selon laquelle « l'unilinguisme français est la seule solution au problème de la langue française » (Martel et Pâquet, 2010, p. 169). À ce titre, les discours experts – tant ceux des linguistes et des démographes, que des sociologues et des historiens – ont servi de légitimation à l'aspiration des francophones à l'homogénéité linguistique et se sont imposés comme des discours nationalistes.

Le régime linguistique structure la définition de l'objet du champ des sciences sociales acadiennes et francophones, les concepts que mobilisent les chercheurs et l'interlocuteur de leurs savoirs. L'essentiel des recherches, et tout particulièrement celles produites par les experts, portent sur l'ayant droit et les institutions dont il dispose. Centrée sur la

minorité légalement balisée et reconnue, la sociologie acadienne écarte de ses réflexions les autres types d'identités et de rapports sociaux qui parcourent la société acadienne et néo-brunswickoise, mais qui ne sont pas compris par le statut d'ayant droit. On ne pense pas la société néo-brunswickoise – ni la société canadienne – comme société globale faite d'entités nationales, mais l'ayant droit comme objet spécifique de gouvernance. De ce fait, la sociologie s'est progressivement orientée vers l'État, qui est devenu son principal interlocuteur. La sociologie demeure, dans son ensemble, tournée vers la pratique, vers l'action politique infraétatique.

À la censure explicite des années 1939-1974 visant à contenir les sciences sociales et à les instrumentaliser au service du nationalisme s'est substitué un nouveau consensus paradigmatique, légitimé par le nouveau discours du milieu associatif francophone et par le régime linguistique canadien et provincial dont il dépend financièrement. Le statut officiel du français a légitimé l'idée de la communauté francophone comme espace à part entière, possédant le droit à un développement et à un épanouissement propre en vertu de la *Loi sur les langues officielles*, et dont l'État est le principal agent et interlocuteur.

La progression du régime linguistique se répercute directement dans la production et l'organisation de la recherche scientifique. Les trois principaux concepts aujourd'hui mobilisés par les experts – vitalité ethnolinguistique, complétude institutionnelle et gouvernance francophone – sont tous inscrits dans le régime linguistique et leur apparition dans le champ de la recherche correspond à leur reconnaissance par l'État. Ils sont exemplaires de la judiciarisation des sciences sociales (et de la société civile) depuis les années 1980.

La réduction de la francophonie à son statut d'ayant droit en fait un objet de gouvernance pouvant être appréhendé comme un phénomène social à part entière, indépendamment des acteurs, des institutions, des réseaux qui lui sont extérieurs. Cette approche se

démarque de celle des sociologues du premier département de sociologie de l'Université de Moncton, pour qui l'Acadie était à la fois productrice de dynamiques sociales propres – avec ses élites et ses discours, qu'il s'agissait pour eux de soumettre à la critique sociologique – et était inscrite dans des rapports de force avec la société anglophone. Le champ des savoirs experts est considérablement plus limité, plus spécifique.

L'expertise francophone se caractérise par ce que Michel Freitag appelle un « oubli de la société » : « les "science sociales" sont portées à s'identifier elles-mêmes directement [...] à la gestion technocratique du social » (Freitag, 2002, p. 111). S'inscrivant directement dans une logique de gestion technocratique de l'ayant droit linguistique, objet de politiques spécifiques et titulaire d'un droit à un développement propre, les savoirs experts puisent leur unité dans une catégorie légale prédéfinie. C'est précisément le propre de l'expertise que de produire des savoirs sur des objets prédéfinis, de résoudre des problèmes formulés par les autorités en place. « On demande à l'expert d'examiner la relation problématique entre des éléments [...] qui ont déjà fait l'objet d'un formatage dans un langage de description administratif ou économique utilisé par les responsables pour gouverner » (Boltanski, 2009, p. 23). Dans la mesure où ils puisent également leurs concepts à même ce régime, les savoirs experts sont porteurs d'une conception technocratique de la francophonie qui rompt avec l'approche critique initiée dans les années 1970. Ils n'offrent aucune distance vis-à-vis du régime. Freitag dit des savoirs experts que « toute distance entre la normativité épistémologique cognitive des sciences sociales et la normativité idéologique immédiatement opérative de la société tend [...] à disparaître » (Freitag, 2002, p. 111). Il s'opère une confusion entre le cognitif, le technique, l'idéologique et le normatif qui façonne le nouveau nationalisme francophone.

La vitalité ethnolinguistique, la complétude institutionnelle et la gouvernance francophone sont des concepts issus du régime linguistique, conçu pour aborder un objet particulier, défini d'abord par sa minorité, mais plus spécifiquement balisé par un statut légal défini linguistiquement. Ces trois concepts sont à la fois des instruments analytiques

qui visent à rendre compte des réalités propres aux minorités linguistiques et des catégories normatives qui définissent ce à quoi ont droit les ayants droit. En tant qu'outils analytiques, ils sont effectivement utiles pour comprendre les enjeux spécifiques au maintien d'une identité collective minoritaire, mais la normativité qui leur est intrinsèque demeure impensée. Ils s'inscrivent ouvertement dans les dispositifs de l'État, qui donne à leur objet une évidence, une cohérence et une légitimité que les sciences sociales naturalisent à leur tour.

La troisième fondation des sciences sociales correspond à une nouvelle nationalisation des savoirs. Nous entendons par nationalisation, à la suite de Mourad Ali-Khodja, « le processus par lequel l'Acadie sera constitué en tant qu'objet sociologique selon des procédures scientifiquement admises à l'intérieur de cadres institutionnels donnés dans des conditions économiques, sociales et politiques données » (Ali-Khodja, 1984, p. 220). La première fondation dans les années 1940-1950 visait l'intégration des Acadiens à l'État et la modernisation de leurs institutions. La seconde fondation, dans les années 1960-1970 a proposé une critique des rapports de force entre groupes linguistiques et du nationalisme acadien. La troisième fondation, à partir des années 1980, a consolidé l'intégration des ayants droit francophones sous l'égide de la gouvernance communautaire¹⁶. Cette troisième fondation est celle des experts intégrés au régime, qui encadre les obligations de l'État, le financement des organismes et leur partenariat avec l'État dans le cadre de la gouvernance francophone.

Pour Hauteceur, Even, Vernex ou Roy, l'Acadie était conçue comme un espace social parcouru de rapports de force internes et externes. Dans un contexte où les modalités

¹⁶ Comme toute typologie, celle-ci ne correspond pas complètement à la réalité. Des chercheurs comme Thériault et Heller, par exemple, se situent entre la deuxième et la troisième fondation, produisant des savoirs critiques, mais demeurant malgré tout inscrit dans le cadre du régime linguistique. L'intérêt de cette typologie est plutôt d'identifier des tendances lourdes dans la définition de l'objet et la conception des sciences sociales et de leur rôle.

d'intégration des Acadiens à l'État étaient incertaines, les sciences sociales jouaient un rôle politique en s'intéressant à la production de l'identité collective, aux acteurs qui la formulaient et aux idéologies qui les sous-tendaient. Ils cherchaient à saisir l'ensemble des rapports de force qui structuraient les relations entre communautés. Depuis la mise en place du régime linguistique, les modalités d'intégration des francophones à l'État se sont précisées et la production de l'identité s'est déplacée vers l'État. Les experts ne s'intéressent pas à la production de l'identité collective, ni aux acteurs qui la formulent et aux idéologies qui la sous-tendent. Ils sont eux-mêmes producteurs d'identités, se faisant les relais cognitifs du régime. Leurs recherches ne s'intéressent pas aux conditions de production de l'identité, mais à l'évolution des pratiques désignées à l'avance comme productrices d'identité, en l'occurrence les pratiques linguistiques. Ils s'intéressent au maintien d'une identité prédéfinie, dont les balises sont établies par l'État. Il s'agit d'un nouvel agencement entre savoir, identité et État.

Dans ce chapitre, nous présenterons l'émergence de la figure de l'expert et analyserons la manière dont les concepts que mobilisent ces scientifiques sont devenus hégémoniques – structurant à la fois la production des savoirs, l'élaboration des politiques et l'horizon des revendications nationalistes. Les termes du régime linguistique encadrent aujourd'hui l'expérience francophone – de sa société civile à ses savoirs. Or, en tant qu'ils participent du régime, ils ne permettent pas à la sociologie de s'émanciper de la figure de l'ayant droit. De par leur portée épistémologique et normative, ils s'inscrivent de plain pied dans la judiciarisation de la francophonie et de ses savoirs. Au sujet défini par des désirs, des convictions, des passions, des raisons se substitue l'ayant droit défini par sa langue et les droits que l'État lui reconnaît. Non seulement les savoirs *du* régime ne permettent pas de réfléchir adéquatement *au* régime, ils contribuent à dépolitiser leur objet et ce, malgré leur rôle politique explicite.

4.1 L'expert : produire les savoirs légitimes du régime linguistique

L'expert est désormais un acteur central dans la production de savoirs liés à la francophonie au sein du régime linguistique. Il travaille à partir de ses catégories, investit l'espace prédéfini qu'il balise et contribue à en orienter les actions et à en évaluer l'efficacité. En ce sens, les discours experts sont des discours de pouvoir : ils possèdent la capacité de mesurer la situation officielle des communautés linguistiques minoritaires. Leur objet correspond spécifiquement à l'ayant droit et ses savoirs visent à garantir le respect de ses droits reconnus et à formaliser sa gouvernance et ses relations avec l'État.

Les principaux concepts mobilisés par les experts – *vitalité ethnolinguistique, complétude institutionnelle, autonomie culturelle et gouvernance francophone* – sont à la fois reconnus par l'État et sont repris par les principaux organismes de défense des intérêts des francophones qui formulent leurs revendications avec ces derniers. Ils sont en ce sens hégémoniques, c'est-à-dire qu'ils sont naturalisés, diffusés dans l'ensemble des institutions désignées comme francophones, où ils encadrent leurs actions et leur conception d'elles-mêmes. Ils définissent l'horizon des possibles. Ces concepts sont devenus les nouvelles catégories nationalistes, celles par lesquelles les projets collectifs sont conçus et mis en œuvre. À la doctrine catholique et libérale défendue par Clément Cormier s'est substitué la doctrine vitaliste des experts au sein du régime linguistique.

L'expert est un acteur possédant une certaine légitimité à définir une situation du fait de sa maîtrise d'un ensemble de techniques reconnues par l'État. L'expertise consiste, selon Eyal et Buchholz, à savoir *quels types de savoirs peuvent légitimement servir de fondement pour une intervention publique* (Eyal et Buchholz, 2010, p. 128). Il s'agit effectivement d'une question politique de première importance. L'expertise se substitue, en un sens, à la démocratie. C'est ce que Callon, Lascoumes et Barthe (2001) ont cherché à comprendre. Les forums hybrides, où les savoirs experts sont confrontés aux savoirs profanes, sont précisément des lieux où les controverses sont menées dans l'arène

publique et où les savoirs deviennent eux-mêmes objets de débats. Collins et Evans font ce même constat quant au rapport problématique de l'expertise et de la démocratie. « Should the political legitimacy of technical decisions in the public domain be maximized by referring them to the widest democratic processes, or should such decisions be based on the best expert advice ? » (Collins et Evans, 2002, pp. 235–236). Collins et Evans réfèrent plus spécifiquement à des instances de prise de décision techniques, concernant ces points de rencontre entre technologie et société, mais à plusieurs égards, le régime linguistique a fait de l'ayant droit un objet à administrer par des voies techniques et bureaucratiques. Comme nous le verrons les savoirs experts francophones visent précisément à orienter les politiques publiques concernant explicitement l'ayant droit linguistique. Juristes et experts de la langue sont devenus des acteurs centraux dans la production de discours légitimes sur la francophonie. Les premiers, maniant la langue spécialisée qui catégorise et balise le statut d'ayant droit et les seconds, maniant les instruments qui permettent de mesurer la vitalité langagière et identitaire que garantit le régime linguistique à l'ayant droit, oeuvrent de concert pour formuler les nouveaux discours nationalistes. Jean-Paul Hautecoeur constatait déjà que « la "prise de conscience" de cet être minoritaire passe par le langage de la pathologie et du traitement clinique et non par celui du politique » (Hautecoeur, 1975, p. 233). C'est précisément ce mode d'appréhension de la minorité qui caractérise le nouveau régime, centré sur la gestion administrative de l'ethnicité sur un mode clinique, passant par l'étude de sa « vitalité ». On passe du sujet à l'ayant droit, du politique à la gestion.

L'expertisation des savoirs francophones entraîne de nombreuses interrogations. Le nationalisme acadien – ou francophone – est-il une question *technique* ? L'expérience identitaire, sociale, culturelle et politique des communautés francophones se résume-t-elle à un diagnostic sur l'état de leur langue ? Se mesure-t-elle effectivement par un processus d'évaluation des politiques et de reddition de compte des organismes porte-paroles ? Les « intérêts » des communautés francophones peuvent-ils être formulés objectivement par des experts et se réduisent-ils à l'acquisition de droits linguistiques donnant toujours accès à plus de services publics ? L'identité peut-elle se résumer à un objet de gouvernance ?

Les principaux concepts mobilisés par les chercheurs experts et par le régime ont en commun d'offrir une lecture technique de l'identité. Cela n'implique pas cependant qu'ils sont neutres et objectifs. Ces concepts sont éminemment normatifs ; ils servent explicitement à défendre des intérêts politiques (ceux du régime linguistique) et renvoient implicitement à une conception particulière de ce qu'est la communauté francophone. Or, ils ne sont pas à même de comprendre la normativité inhérente au régime et par extension leur étant eux-mêmes inhérente. Surtout, ils ne rendent pas visibles les questions normatives telles qu'elles se déploient dans l'espace social. Ils ne permettent pas de comprendre la manière dont les valeurs se manifestent et sont débattues. Les concepts que mobilisent les experts francophones – en tant qu'ils sont aussi des catégories politiques au sein du régime linguistique – opèrent une confusion entre faits et valeurs (Heinich, 2006). Les faits qui sont étudiés et qui permettent de mesurer la vitalité, la complétude institutionnelle et la gouvernance sont en même temps des valeurs centrales du nationalisme francophone qui orientent les actions publiques. Surtout, la seule valeur que défendent et auxquels s'intéressent les savoirs experts se résume à l'identification à la francophonie. L'expertise se traduit ainsi par une prise partielle et partielle sur le réel, mais dont la portée est hégémonique. Elle est hégémonique en ce sens qu'elle traverse l'ensemble de la francophonie, qu'elle structure intégralement son nationalisme et qu'elle s'impose à la recherche sans distance critique.

4.1.1 Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

L'exemple le plus emblématique de la judiciarisation des sciences sociales francophones est l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML) basé à l'Université de Moncton. Il s'agit de l'institut de recherche le plus actif en sciences sociales à l'Université de Moncton – on compte 64 publications entre 2004 et 2014 – et l'un des plus importants en termes de ressources humaines et financières, comptant plus de

50 chercheurs associés et 4 chercheurs à temps plein (3 chercheurs à Moncton et 1 chercheuse à Concordia). Bien qu'il soit logé à l'Université de Moncton, l'ICRML en est indépendant. Les trois chercheurs – tous sociologues – n'entretiennent aucune relation formelle avec le département de sociologie.

L'ICRML a été créé par un fond de fiducie créé par le ministère du Patrimoine canadien¹⁷ en 2002. Il fait partie du régime linguistique – dont Patrimoine canadien est un pôle central –, en est l'une des principales instances de production de savoirs experts. L'Institut a comme mandat de produire des savoirs sur une catégorie spécifique de la population canadienne : les communautés de langues officielles en situation minoritaire (appelées CLOSM dans le jargon bureaucratique). Les CLOSM désignent deux catégories distinctes d'ayants droit, mais conçues comme étant symétriques : les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) et les anglophones au Québec. Ces deux entités renvoient à des catégories légales et sont reliées d'abord et avant tout par leur statut commun d'ayants droit linguistiques. En tant que minorités, les francophones hors Québec et les anglophones au Québec partagent un même statut en vertu de la LLO, ils sont conçus comme des entités à la fois équivalentes – en tant que minorités de langues officielles – et indépendantes, possédant leurs dynamiques propres et pouvant être des objets d'études à part entière. Les CLOSM sont un objet d'expertise.

L'expertise est un objet « à la frontière du cognitif et du politique » (Chateauraynaud, 2004, p. 206) et c'est précisément cet espace singulier qu'occupent les savoirs produits par

17 Le ministère du Patrimoine canadien a une double responsabilité à l'endroit des communautés de langue officielle. Premièrement, ce ministère administre le programme d'appui aux langues officielles, principal mécanisme d'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire et est responsable de faire la promotion des langues officielles dans la société canadienne. Deuxièmement, ce ministère est responsable de coordonner l'ensemble des institutions fédérales dans la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO. Les ministères et les institutions fédérales sont dans l'obligation de soumettre des rapports à Patrimoine canadien.

l'ICRML. Inscrits et définis par le cadre du régime linguistique, les savoirs produits par l'Institut visent, selon son mandat, à guider « les actions des agents communautaires et des instances gouvernementales engagés dans l'épanouissement des minorités de langues officielles au Canada » (<http://www.icrml.ca/fr/institut/institut-en-bref/vision>). À la charnière du politique et du cognitif, l'ICRML produit des savoirs dont la fonction est d'orienter les politiques publiques. Ses savoirs sont également à la charnière de l'État et de la société civile.

Le régime linguistique a effectivement fusionné, en un sens, la société civile francophone et l'État, par l'entremise des divers mécanismes de concertation et les exigences de reddition de comptes qui sont attendus des organismes en échange de leur financement. L'État et les organismes communautaires travaillent désormais de concert vers un objectif global commun : l'épanouissement et le développement des minorités de langues officielles. Cet objectif juridico-administratif, c'est-à-dire possédant un statut légal en vertu duquel des démarches administratives doivent être mises en œuvre, est soumis à des exigences de reddition de compte qui impliquent une quantification des résultats. L'essentiel des savoirs produits par l'ICRML vise ainsi indirectement à évaluer l'efficacité des politiques et des programmes mis en œuvre par l'État ou à fournir au régime des données qui cadrent avec son dispositif, afin de déterminer si les obligations qui lui incombent en vertu de la LLO – tout particulièrement l'article 41 de la partie VII – sont respectées.

Les quelques 60 publications de l'ICRML parues entre 2003 et 2014 dressent des profils des communautés linguistiques minoritaires à partir de deux principales variables : leurs comportements linguistiques et leur accès à des services gouvernementaux ou communautaires. Il s'agit là des deux principales obligations de l'État envers les minorités de langues officielles : la promotion de l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne et l'accès à des services de qualité égale dans les deux

langues. Ces deux aspects du régime linguistique sont représentés, respectivement, par les concepts interreliés de *vitalité ethnolinguistique* et de *complétude institutionnelle*.

L'ayant droit linguistique – en tant que catégorie juridico-administrative – est un objet d'étude à part entière, possédant – légalement – ses propres conditions d'épanouissement et de développement et pouvant ainsi être isolé de la société plus large dans laquelle il s'insère. Ainsi, l'ayant droit se substitue au citoyen et le régime linguistique à la société. L'oubli de la société est manifeste dans la manière dont l'IRCML définit son objet. Les notions de CLOSM et de CFSM écartent *de facto* les autres groupes, notamment la majorité linguistique et l'ensemble des rapports de force et de coopération qui peuvent les opposer et les relier. La société dépeinte dans les travaux de l'ICRML et les individus qui l'habitent sont définis exclusivement par leur langue minoritaire. Bien que logée à Moncton – ville officiellement bilingue mais majoritairement anglophone –, les seuls anglophones auxquels s'intéresse l'ICRML sont ceux du Québec, sous prétexte qu'ils occupent une position légalement symétrique aux francophones hors Québec. Cette symétrie ne tient pas à une équivalence *sociologique, politique, culturelle ou linguistique*, mais à un statut accordé par la LLO.

Ces concepts ont tous en commun de définir leur objet en tant que groupe ethnique défini par des caractéristiques dont on mesure l'évolution et dont on détermine les facteurs de transformation. En ce sens, l'approche experte renoue avec les savoirs de la transition, en ceci qu'ils s'intéressent à un objet prédéfini et relativement homogène dont on mesure les transformations exercées par un « milieu » que l'on suppose extérieur. À la différence des savoirs de la transition, cependant, les savoirs experts sont pleinement intégrés à la pratique collective.

4.1.2 Vitalité ethnolinguistique

Le concept de vitalité ethnolinguistique a été forgé par les psychologues sociaux Richard Bourhis, Howard Giles et Donald Taylor à la fin des années 1970. Ils cherchaient à comprendre les facteurs faisant en sorte que certains groupes ethniques conservent leur identité de groupe et leur langue dans des situations de contact, alors que d'autres s'assimilent au groupe majoritaire (Giles, Bourhis et Taylor, 1977). Le maintien de l'identité, concluaient-ils, dépend de la vitalité ethnolinguistique du groupe, c'est-à-dire de facteurs démographiques, institutionnels et symboliques. « The more vitality an ethnolinguistic group has, the more likely that it will survive and thrive as a collective entity in the intergroup context » (Harwood, Giles et Bourhis, 1994). La vitalité désigne ainsi *la probabilité qu'un groupe minoritaire se comporte en tant qu'entité distincte et autonome dans ses interactions avec d'autres groupes* (Gilbert, Langlois, Landry et Aunger, 2005, p. 52).

L'origine du concept de vitalité ethnolinguistique est ancrée dans la sociologie des groupes ethniques. Rodrigue Landry, docteur en psychologie éducationnelle et directeur général fondateur de l'ICRML a été l'un des premiers à l'appliquer aux minorités francophones du Canada. Ces populations étaient, et demeurent confrontées au problème du maintien de leur langue, c'est-à-dire au maintien de leur identité et de leur frontière en tant que groupe. La vitalité était un concept utile et pertinent pour comprendre leur réalité.

En effet, dans les années 1970, de vastes enquêtes démologiques démontraient la progression de l'assimilation linguistique au sein des communautés francophones en situation minoritaire, notamment à l'extérieur de la « ceinture bilingue » s'étendant de Moncton à Winnipeg (Castonguay, 1979; Joy, 1972). La vitalité ethnolinguistique offrait une théorie générale permettant d'expliquer les facteurs déterminant dans la progression des comportements et du transfert linguistiques au sein des communautés francophones

minoritaires. Elle allait également permettre d'identifier les facteurs permettant de maintenir l'identité linguistique.

Les chercheurs ont identifié des facteurs de vitalité « objectifs » et « subjectifs » qui, bien que distincts, sont interreliés et expliquent la perte ou le maintien d'une identité linguistique. La *vitalité subjective* renvoie à la représentation que se font les individus de leur langue et de leur groupe linguistique, et à leur autodéfinition culturelle (Allard et Landry, 1986). Elle varie selon les expériences linguistiques – privées et publiques – des individus et elle détermine le degré d'appartenance que manifeste un individu vis-à-vis de sa communauté linguistique. Plus la vitalité subjective est élevée, plus les individus auront tendance s'identifier à leur groupe, à valoriser sa langue et plus ils auront l'impression que la langue est valorisée dans la communauté. On la mesure par l'entremise de questionnaires portant sur les attitudes et les comportements langagiers des individus minoritaires.

La *vitalité objective*, quant à elle, renvoie à la situation démographique (quelle proportion de la population parle la langue minoritaire ?), institutionnelle (le groupe possède-t-il des institutions ?), politique (quelle est la représentation du groupe au gouvernement ?) et légale (la langue du groupe est-elle reconnue par l'État ?) du groupe (Landry et Allard, 1987). On la mesure en dressant un portrait de la situation politico-institutionnelle du groupe, notamment le régime linguistique dans lequel il s'inscrit. Les deux types de vitalité se complémentent et se renforcent mutuellement. Plus la population francophone est importante, plus il y a d'institutions fonctionnant en français, plus les francophones auront tendance à s'identifier au français et à valoriser la langue.

À partir des années 1980, la vitalité a formellement été intégrée au régime linguistique. Le concept permettait de cibler des actions spécifiques pouvant être entreprises par l'État afin de remplir ses obligations envers les ayants droit linguistiques. L'accroissement – ou du

moins le maintien – de la vitalité est devenu le principal objectif du régime linguistique et est en même temps devenu un concept central, voire incontournable dans les sciences sociales francophones. C'est par l'entremise de ce concept devenu hégémonique que la figure de l'expert s'est institutionnalisée et s'est généralisée. La vitalité permettait de faire le pont entre théorie et pratique, entre État et communauté, entre savoir et pouvoir. Par l'entremise de la LLO, la vitalité allait permettre une mise en pratique de la doctrine. En effet, la version anglophone de l'article 41 de la Partie VII de la LLO prévoit que « *the Government of Canada is committed to enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their development* »¹⁸.

Depuis, la vitalité est devenue le principal objectif des communautés francophones et le principal instrument de mesure par lequel elles évaluent leur situation globale. Autrement dit, le principal objectif des communautés francophones est de se maintenir, d'assurer la transmission du français. Dans deux ouvrages qu'elle a consacré aux enjeux liés à la vitalité des communautés francophones, la géographe Anne Gilbert constate que depuis l'intégration de ce concept à la LLO, la vitalité est « au cœur de la représentation que [les communautés] se font d'elles-mêmes » (Gilbert et Lefebvre, 2008, p. 27). La vitalité est à la fois un concept, un droit et une revendication politique. La vitalité est un condensé du régime linguistique. Le politologue Martin Normand explique à ce titre que

si la vitalité a pris du galon au sein du gouvernement, c'est qu'elle est utilisée pour développer des indicateurs devant mesurer les effets des actions gouvernementales en matière de développement communautaire. Le besoin de mesurer ces effets découle du nouveau type de gestion axé sur les résultats auquel adhère l'administration fédérale (Normand, 2012b, p. 15).

18 La version française parle plutôt d'*épanouissement*, mais la littérature scientifique francophone, de même que les ministères ont largement adopté le terme de vitalité, qui sert d'indicateur pour mesurer l'épanouissement.

Le concept de vitalité permet à l'État de mesurer les comportements et les taux de transmission linguistique au sein des communautés francophones et ainsi d'évaluer l'efficacité des politiques visant précisément à accroître la vitalité, à assurer le maintien, voire l'épanouissement des groupes de langues officielles. Le concept est donc politique, dans la mesure où il est légitimé par l'État et lui sert d'horizon normatif dans ses obligations envers les ayants droit linguistiques. Mais sa portée politique est limitée. Les communautés analysées par le prisme de la vitalité ne sont pas représentées comme des entités parcourues d'enjeux et de courants politiques, elles sont présentées comme une entité distincte clairement identifiable dont le maintien des frontières est l'unique enjeu politique. Sa portée politique est également limitée en ceci qu'elle ne s'adresse qu'aux populations minoritaires et non pas aux populations majoritaires avec lesquelles elles cohabitent pourtant et dont on est en droit de supposer qu'elles déterminent elles aussi, par leurs comportements, leurs attitudes, la vitalité des communautés minoritaires.

La vitalité ne permet pas de réfléchir à la cohabitation linguistique comme étant constituée de rapports de force sociaux, dans la mesure où elle ne s'intéresse pas à ce qu'elle appelle « l'exogroupe » – le majoritaire. Ainsi, la vitalité est perçue comme un phénomène s'accomplissant au sein de « l'endogroupe » – le minoritaire – avec l'aide de l'État et de ses politiques de reconnaissance. Cette conception de la vitalité et des moyens de l'accroître a une incidence directe sur les revendications et les modes d'actions des communautés francophones. Elle justifie, légalement et scientifiquement, l'idée d'une communauté autonome dont le maintien des frontières relève exclusivement de logiques internes au groupe et de l'intervention de l'État. On reconnaît, par exemple, qu'une langue peut avoir plus ou moins de prestige au sein de la société, ce qui affecte son éventuelle vitalité. Or, l'approche vitaliste ne fait que mesurer « objectivement » la valeur symbolique des langues, sans s'intéresser à la production de cette valeur, aux idéologies qui la sous-tendent, aux acteurs à qui elle profite. Cette approche se traduit inévitablement en actions. Au Nouveau-Brunswick, l'essentiel des initiatives visant à accroître la vitalité subjective des francophones, c'est-à-dire visant à créer une image positive du français et de l'identité francophone, sont confinés aux seuls espaces francophones. Les écoles

anglophones de la province ne participent pas à la *Semaine provinciale de la fierté française*, ne sont pas ciblées par la *Politique d'aménagement linguistique et culturel*, qui élabore un plan d'action provincial pour la construction identitaire et linguistique dans les écoles francophones. Les anglophones ne participent pas à la discussion sur la vitalité parce qu'ils ne sont pas des ayants droit, parce qu'ils n'ont aucun statut au sein du régime linguistique qui définit désormais l'horizon des actions possibles pour l'aménagement des langues officielles.

On retrouve ici toute l'ambiguïté du régime linguistique. Bien que la province soit officiellement bilingue, les enjeux relatifs à la langue française sont confinés à l'espace francophone ; ils ne sont pas considérés comme étant des enjeux publics commun à l'ensemble de la population partageant le territoire politique. Cette tension entre un statut public de la langue en vertu de son statut officiel et un statut privé faisant d'elle un choix, ne l'imposant pas en tant que langue *du* public, est inscrite dans le régime linguistique depuis sa première institutionnalisation en 1969 et elle traverse son principal concept, la vitalité. Devenue un droit, la vitalité a ainsi pris un double sens : analytique et normatif. *Analytique, il mesure et explique l'évolution démolinguistique de la catégorie d'ayant droit francophone et sert d'indicateur permettant d'évaluer l'efficacité des politiques publiques lui étant ciblées. Normatif, il sert d'horizon et d'argument pour le nationalisme francophone en fournissant un argument pour contraindre l'État à prendre des mesures positives.* Tout l'enjeu est de savoir quelle politique se dégage de la vitalité.

Tel qu'il est actuellement mobilisé par l'État et par les experts, le concept de vitalité ne renvoie pas à un espace social traversé de rapports de force, parcouru d'intérêts et d'idéologies. Il ne permet pas de concevoir l'espace francophone comme un espace politique et ne permet pas de le penser comme participant d'un espace politique plus large dans lequel il est imbriqué. La vitalité mesure les attitudes vis-à-vis de la langue, la fréquence d'utilisation de la langue, indépendamment du contenu qu'elle véhicule. La langue devient ainsi une fin en soi, sa circulation devient un objectif en lui-même. En ce

sens la vitalité – à la fois en tant que concept et que cadre politique – est dépolitisée. La langue n'est pas conçue comme un vecteur d'idées, d'idéologies, comme un instrument de dialogue et de débat, mais plutôt comme marqueur identitaire protégé par des politiques publiques. Le caractère strictement linguistique du concept de vitalité renvoie à la critique qu'ont formulée Léon Thériault, Jean-Paul Hauteceur et Michel Roy à l'endroit du nationalisme acadien et du bilinguisme officiel. Le bilinguisme officiel réduisait selon eux l'Acadie à un trait culturel vidé de tout potentiel politique.

Les recherches sur la vitalité insistent pourtant sur la nature politique des communautés. D'une part la lutte pour la vitalité, la lutte pour le maintien de l'identité du groupe minoritaire, serait en elle-même une lutte politique. À travers ses luttes, où la communauté s'unit autour d'une cause commune, se manifeste un « contenu politique au sentiment subjective d'appartenance à un destin commun » (Gilbert et Lefebvre, 2008, p. 36). Les luttes pour l'acquisition ou le respect de droits linguistiques, pour des services en français témoigneraient de l'ambition politique de la francophonie. En ce sens, le concept de vitalité un est instrument politique au service du groupe. En tant qu'il mesure la capacité du groupe à agir comme entité distincte au sein de la société, ce concept pense les communautés francophones comme *acteurs politiques* inscrits dans un processus de reconnaissance identitaire, de reconnaissance de leur distinction.

Cependant, le paradigme de la vitalité ne permet pas de considérer les communautés francophones comme formant des espaces politiques pluriels et complexes. Les chercheurs insistent généralement sur la diversité inhérente aux communautés francophones, mais la diversité des points de vue, des expériences, des opinions n'est conçue que comme une illustration de leur vitalité. « Qui dit unité ne dit pas nécessairement absence de diversité. Au contraire, c'est de la coexistence de la pluralité et de l'unité que naît la solidarité fondatrice de la communauté » (Gilbert et Lefebvre, 2008, p. 36, note 4). Dans la pratique, la vitalité comme catégorie analytique ne permet pas d'identifier, ni de faire sens de la diversité des expériences et des idées.

La vitalité telle qu'elle est mobilisée au sein du régime linguistique tend vers un horizon paradoxal. D'une part elle reconnaît la réalité politique des communautés francophones – d'où les politiques de reconnaissances qui lui sont adressées à titre d'ayant droit – mais d'autre part, elle ne reconnaît pas à ces communautés de capacités politiques. Ainsi, l'État doit contribuer à la vitalité des communautés, mais cette contribution n'a aucun autre objectif que le maintien du groupe. Pourtant, l'horizon vers lequel tend la vitalité est une situation d'autonomie, voire de souveraineté, où le groupe en question agirait en tant que groupe distinct dans l'ensemble des sphères d'activité. C'est effectivement le but officiel du régime linguistique. En vertu de l'article 2 de la LLO fédérale, l'État vise à assurer *l'égalité de statut et d'usage* des deux langues officielles du pays. L'objectif à terme est de contrer toute trace de minorité en permettant aux ayant droit linguistique de vivre *comme si* ils étaient majoritaires. Tel qu'il est actuellement mobilisé, le concept de vitalité ne permet toutefois pas de politiser l'espace communautaire du groupe, il ne permet qu'une politisation du groupe en tant que communauté d'ayant droit.

4.1.3 Complétude institutionnelle

En l'attente de cette égalité, la vitalité vise d'abord et avant tout le maintien du groupe minoritaire, réduit à un groupe linguistique. L'un des principaux moyens par lequel le groupe minoritaire peut se maintenir est l'atteinte d'une « complétude institutionnelle ». « La communauté, pour se maintenir et se consolider, doit mettre sur pied des organisations qui incitent les individus à se joindre à elle, à s'engager, bref des institutions » (Gilbert et Lefebvre, 2008, p. 31). Ce concept est intimement lié à celui de vitalité et reproduit, dans l'ensemble, le même rapport au politique et à l'État. Il reconnaît l'importance pour un groupe minoritaire de posséder ses propres institutions afin de maintenir son identité spécifique, mais il ne permet pas de comprendre comment ces institutions deviennent des espaces politiques, traversés par des courants idéologiques. Il n'est pas certain non plus que le régime linguistique, bien qu'il reconnaisse aux minorités

le droit à la complétude institutionnelle, accorde aux institutions propres aux communautés francophones des capacités politiques.

Alors que la vitalité désigne la tendance d'un groupe à se comporter et à se représenter en tant qu'entité distincte dans ses interactions, la complétude institutionnelle désigne la capacité d'un groupe à « moduler les diverses composantes de la vie des individus » et de répondre à l'ensemble de leurs aspirations et besoins (Breton, 1983, 1994). Il s'agit, comme avec le concept de vitalité, de mesurer les facteurs déterminant le maintien ou non d'une frontière entre groupes minoritaires et majoritaires au sein d'une société donnée.

Tout comme pour la vitalité, la complétude institutionnelle est issue du champ des études ethniques (Thériault, 2014). En forgeant le concept de complétude institutionnelle, Raymond Breton cherchait à expliquer les facteurs expliquant les degrés d'intégration des groupes ethniques issus de l'immigration à la société. Il concluait que la persistance d'une identité ethnique et le maintien de la langue minoritaire en situation de contact dépendait en grande partie des ressources institutionnelles dont disposait le groupe en question. Plus une communauté ethnique possédait d'institutions lui étant propres – églises, médias, commerces, clubs – plus ses membres avaient les moyens, avaient tendance et avaient intérêt à satisfaire leurs divers besoins à l'intérieur de leur groupe, à s'identifier à lui, à en intégrer les réseaux et à limiter leurs contacts avec la société majoritaire (Breton, 1964).

Breton estimait que les individus négocient leur identité en fonction d'un « choix rationnel » sur le mode d'un calcul coût-bénéfice. La complétude institutionnelle d'une communauté augmenterait les bénéfices d'y appartenir, la rendant plus attrayante, favorisant ainsi sa pérennité dans le temps – autrement dit, sa vitalité. À l'instar de la vitalité, la complétude institutionnelle renvoie aussi, dans sa définition même, à un état où le groupe ethnolinguistique parviendrait à se maintenir intégralement, voire à s'accroître parallèlement à la société majoritaire.

Institutional completeness would be at its extreme whenever the ethnic community could perform all the services required by its members. Members would never have to make use of native institutions for the satisfaction of any of their needs, such as education, work, food and clothing, medical care, or social assistance (Breton, 1964, p. 194).

Le modèle de complétude institutionnelle intégrale est équivalent à celui d'État-nation, à la différence près qu'il ne suppose pas de souveraineté territoriale, mais plutôt une autonomie institutionnelle et culturelle. La politologue Stéphanie Chouinard propose, en ce sens, de comprendre la complétude institutionnelle comme une forme de souveraineté non territoriale. Il s'agit, dans les deux cas, d'agencements institutionnels qui permettent à une minorité nationale aspirant à une forme d'autonomie, mais en l'absence d'un territoire propre, d'assumer des formes variables de pouvoir par et pour elle-même (Chouinard, 2014b). La complétude institutionnelle vise – dans sa définition idéale-typique – à permettre à un groupe minoritaire au sein d'un État d'agir comme s'il possédait son État propre.

Suite à l'échec du Parti acadien à territorialiser le nationalisme acadien et suite à l'institutionnalisation du régime linguistique, les nationalistes francophones ont adopté le modèle présenté par Breton, aspirant former un groupe distinct et aussi autonome que possible à l'intérieur de l'État et en collaboration avec lui. Le régime linguistique a mis à leur disposition des ressources – financières, institutionnelles, symboliques – leur permettant d'aspirer légalement et légitimement à une complétude institutionnelle plus ou moins importante, dont la portée est à négocier. Pour certains, on peut aller jusqu'à parler d'un « droit à la complétude institutionnelle » depuis l'adoption de la partie VII de la LLO en 1988 (Cardinal et Hidalgo, 2012, p. 61; Chouinard, 2014b, pp. 146–154). À l'instar de la vitalité, donc, la complétude institutionnelle a une double portée, analytique et normative (R. Léger, 2014). *Analytique, ce concept permet de rendre compte des facteurs institutionnels et sociaux qui influencent l'appartenance identitaire des individus. Normatif, il sert lui aussi d'horizon nationaliste et d'argument pour le projet collectif francophone dans le cadre spécifique du régime linguistique canadien.*

La complétude institutionnelle se conforme au modèle de l'ayant droit en faisant des institutions du groupe linguistique minoritaire l'objet naturel et exclusif d'analyse. Et tout comme le concept de vitalité, celui de complétude institutionnelle tel qu'il est actuellement mobilisé conçoit les communautés francophones comme des acteurs politiques – mobilisés autour de leurs droits –, mais n'arrive pas à les concevoir comme des communautés politiques, traversées par des intérêts, des idéologies en conflit. La complétude institutionnelle n'arrive pas non plus à comprendre le rôle et les capacités des institutions auxquelles elle s'intéresse. Les institutions sont ainsi réduites à des instruments de (re)production culturelle et identitaire. Breton avait pourtant bien remarqué que les groupes ethniques et les espaces qu'ils gèrent sont des lieux politiques. « [Les communautés ethniques] se situent au sein d'un ensemble institutionnel plus vaste qui agit sur elle de façon marquée, mais ceci ne les empêche pas d'avoir leurs propres institutions et vies politiques » (Breton, 1983, p. 24). Conscient de la réalité complexe des communautés ethniques, traversées par des rapports de force, il les appelait des « mini polity », des petites entités politiques¹⁹. Or, ce constat demeure de l'ordre du principe dans la vaste majorité de la littérature francophone. On se limite à démontrer la réalité des communautés *par* leur complétude institutionnelle, plutôt que de s'intéresser au contenu et aux capacités politiques effectives des institutions en question.

Deux grandes tendances apparaissent dans la littérature sur la complétude institutionnelle. Une première, plus empirique, consiste à dresser des profils des communautés en fonction des institutions dont elles disposent (Allain et Chiasson, 2010; Allain, Chiasson et Comeau, 2012; Belkhodja, Traisnel et Wade, 2012; Langlois et Gilbert, 2010; M. Lefebvre, 2010; Lord, 2004; McKee-Allain, 1997; Thériault, Gilbert et Cardinal, 2008). La seconde tendance, plus normative, consiste à théoriser la complétude institutionnelle

¹⁹ Si les travaux de Breton ont connu une heureuse postérité dans le champ des sciences sociales francophones, il s'inscrivait plutôt dans le champ des études ethniques. Bien qu'il s'intéressait au maintien des frontières identitaires en contexte de contact, il ne réfléchissait pas à l'autonomie de ces communautés. Voir à ce titre la distinction éclairante que propose Kymlicka (1995) entre minorité ethnique et minorité nationale.

en tant que droit à l'autonomie – culturelle ou non territoriale – propre aux minorités nationales (Cardinal et Hidalgo, 2012; Chouinard, 2012; Forgues, 2010, 2014; Foucher, 2008, 2012; M. Landry, 2014; R. Landry, Forgues et Traisnel, 2010; R. Landry, Forgues, et al., 2010; R. Léger, 2012, 2013, 2014; Normand, 2012a). Les auteurs de ce second courant puisent dans la pensée politique afin d'interpréter les obligations constitutionnelles du gouvernement canadien à l'endroit de sa minorité francophone. Cette littérature s'intéresse aux conditions formelles du maintien d'une identité minoritaire en situation de contact. On ne trouve pas, cependant, de littérature critique des orientations et des actions des institutions de la communauté. On tend plutôt à considérer que la création de lieux de vie en français est en elle-même bénéfique et souhaitable. On considère la communauté comme acteur politique unifié et cohérent luttant contre d'autres groupes pour des ressources et de la reconnaissance plutôt que comme espace politique complexe où les modalités de cette reconnaissance et l'usage des ressources sont débattus.

Les usages de ce concept au sein de la francophonie visent effectivement plus à légitimer l'accumulation d'institutions – ou plutôt de lieux – francophones, qu'à s'intéresser aux débats – ou à l'absence de débats – idéologiques concernant leurs capacités, leurs actions, leur légitimité et leur orientation. La complétude institutionnelle est présentée comme un étalon permettant de mesurer la vitalité des communautés et de justifier des interventions étatiques. Elle sert d'argument normatif, mais ne s'intéresse pas à la normativité des espaces qu'elle étudie. En tant que droit, la complétude institutionnelle, l'accumulation d'institutions, d'espaces propres au groupe est conçue comme une fin en elle-même. Les institutions sont réduites à leur capacité à générer de l'adhésion au groupe; on néglige presque toujours l'analyse des capacités d'actions des institutions, l'analyse de leur orientation idéologique, de leur représentativité démocratique, etc. On reproduit la logique tautologique de l'ayant droit qui a droit à des droits parce qu'il est un ayant droit... Tout comme la vitalité, qui ne s'intéresse qu'aux comportements et aux attitudes du groupe minoritaire, la complétude institutionnelle isole les lieux homogènes francophones, qui deviennent les objets naturels et exclusifs des sciences sociales. C'est ce qu'on appelle,

dans la littérature, l'espace francophone et les territoires francophones, deux branches de la vitalité et de la complétude institutionnelle.

4.1.3.1 L'espace francophone

Afin de rendre compte de la réalité non territoriale des communautés francophones – ou plutôt de leur non-contiguïté spatiale – le concept d'espace francophone s'est imposé à partir des années 1990.

Le concept d'espace s'est graduellement imposé pour désigner la présence française sous diverses formes en milieu minoritaire francophone. Ce concept permet de décrire les lieux, souvent marginaux dans les localités plus anglophones, où le français est d'usage, tels que les écoles, les centres communautaires, les hôpitaux, les églises, mais aussi les radios, les festivals, la littérature (Gilbert, 2010b, pp. 12–13).

L'espace francophone permet de désigner et de circonscrire l'objet des sciences sociales francophones. Lui-même inscrit dans la logique du régime linguistique, ce concept a été forgé par la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA), le principal organisme porte-parole des ayants droit linguistiques à l'échelle fédérale. Il faisait paraître en 1992 un rapport intitulé : *Dessein 2000 : pour un espace francophone* (FCFA, 1992). Ce document posait les jalons des revendications à venir. Il faisait des espaces francophones – c'est-à-dire de la complétude institutionnelle – une priorité. Ces espaces étaient prioritaires parce qu'ils étaient contrôlés par les communautés, en partenariat avec l'État. On visait l'accumulation d'institutions, mais on renonçait à la souveraineté. C'est toute l'ambivalence de ces concepts dont la portée normative fait tendre vers une pleine autonomie, dont le modèle idéal est la souveraineté territoriale, mais dont l'inscription dans le régime linguistique les contraint à renoncer à cet objectif ultime. Les institutions ne visant aucune fin particulière, sinon le maintien du groupe, on

se contente de les énumérer, de les accumuler. Ainsi on retrouve dans la littérature nombre d'énumérations de lieux et d'institutions francophones, présentés sur un pied d'égalité, comme des accomplissements, sans égard pour leurs capacités, leur autonomie, leur représentativité.

Plusieurs institutions culturelles se retrouvent à Moncton, dont une majorité de langue française, tels le Centre culturel Aberdeen, les Éditions Perce-Neige, les Éditions de la Francophonie, les Éditions Bouton d'or d'Acadie, le théâtre l'Escaouette, le collectif Moncton-Sable, la Galerie Sans Nom, la Galerie 12, la Galerie d'art de l'Université de Moncton, le Musée acadien de l'Université de Moncton, le Ciné-campus, le Festival international du cinéma francophone en Acadie, la compagnie DansEnCorps, la Société nationale de l'Acadie, l'archidiocèse de Moncton, une station régionale de la Société Radio-Canada (radio et télévision), sans oublier l'Université de Moncton, dont le rôle et l'apport sont des plus déterminants. Avec l'avènement d'un Moncton postmoderne, bilingue et multiculturel, des images fortes de la ville se dégagent d'un nombre croissant d'œuvres littéraires (Lord, 2004, p. 94).

Cette tendance n'est pas nouvelle. La litanie des exploits caractérisait le nationalisme traditionnel critiqué par les nouveaux sociologues. Roy écrivait, à propos d'un passage semblable à celui de Marie-Linda Lord cité plus haut, tiré d'un manuel d'histoire acadienne : « Ce n'est pas de l'histoire. C'est une comptabilité [...] Comptabiliser ainsi c'est chercher à se rassurer et cela conduit à l'occultation d'une partie essentielle de la vérité. La discordance en histoire de l'Acadie ça n'existe pas. Pas plus qu'il n'y a de contrepoids valable à la démarche nationaliste traditionnelle » (M. Roy, 1978, p. 165). De telles énumérations occultent deux aspects de la réalité des communautés francophones.

Premièrement, elles occultent les rapports de force qui structurent – ou non – les organismes. On compte plus de 80 organismes francophones au Nouveau-Brunswick – dont 30 font partie du Forum de concertation chapeauté par la SANB –, oeuvrant dans divers secteurs d'activité. On trouve cependant très peu d'études portant sur leurs actions, leur idéologie, leur rapport au pouvoir. L'ICRML a produit un portrait de la gouvernance des organismes francophones du Nouveau-Brunswick où sont présentées des données

quantitatives, mais qui laisse de côté toute considération sur les capacités dont disposent les organismes et sur la manière dont ils définissent leurs intérêts (Forgues et al., 2011). De même, on ne retrouve aucun texte critique portant sur les organismes porte-paroles provinciaux (SANB, FANE, etc.). On retrouve plutôt des textes interprétant la LLO afin de démontrer la légitimité de la complétude institutionnelle comme droit et comme revendication.

Deuxièmement, le concept d'espace francophone et les énumérations qui le caractérise écartent l'ancrage territorial et social des communautés francophones. L'espace de « l'espace francophone » n'est pas géographiquement situé, n'est pas socialement produit et producteur de socialisation. Il procède d'une logique déterritorialisée, ne tenant pas compte des logiques de production de l'espace physique, de la manière dont l'espace est façonné par des idéologies, des rapports de force. Notamment, l'espace francophone, tout comme la complétude institutionnelle, tendent à écarter de leurs analyse les municipalités, à la fois en tant qu'entités spatio-légales et en tant qu'entités politiques. C'est en réaction à cette occultation du territoire que la géographe Anne Gilbert a proposé le concept de « territoires francophones ».

4.1.3.2 Territoires francophones

Le concept de territoire francophone vise à rendre compte de l'importance de la territorialisation des communautés. Les espaces francophones ne renvoient pas qu'à des institutions, ils s'inscrivent dans le territoire. Si la vitalité des communautés dépend de leur complétude institutionnelle, elle dépend aussi de la distribution des institutions sur le territoire.

Le territoire [...] a une étendue. Certes, celle-ci peut être disjointe ou éclatée, ses limites peuvent être floues, et elle peut être constituée de réseaux. Mais elle n'en est pas moins située géographiquement [...] Il fait référence à ce qui

fait la singularité des être géographiques – lieux, quartiers, villages et villes, centres, périphéries, réseaux – qu'on reconnaît sur cette étendue et aux relations qu'ils entretiennent, et aux façon qu'ont les groupes et les sociétés d'en tirer profit (Gilbert, 2010b, p. 14).

L'introduction du concept de territoire ancre les communautés dans des réalités physiques, mais à l'instar des études sur la vitalité et la complétude institutionnelle, celles sur les territoires francophones opèrent une sélection, isolent sur le territoire géographique des lieux francophones qui deviennent les objets d'analyse. Les territoires qu'il s'agit d'étudier sont identifiées à l'avance : ils sont *francophones*. La construction sociale du territoire, les enjeux urbains, régionaux, municipaux ne sont pas considérés. Seuls importent les territoires *francophones*, définis comme les lieux générateurs et porteurs d'identité francophone, dont la seule capacité pertinente est celle de produire de l'adhésion communautaire. Les territoires francophones sont une extension géographique de la vitalité.

La vitalité communautaire des minorités francophones se construit dans l'interrelation, géographiquement située, entre les pratiques quotidiennes de l'individu et celles des institutions et autres organisations collectives qui assurent le lien communautaire créateur d'un territoire. (Gilbert, 2010b, p. 17).

L'approche dépolitisée du territoire et des institutions qui caractérise la démarche experte est symbolisée par l'ouvrage fondateur du concept de « territoire francophone » : *Territoires francophones. Études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada* (Gilbert, 2010b). Cet ouvrage collectif rassemble des études portant sur l'ancrage territorial des populations francophones et sur l'incidence du territoire sur la vitalité des communautés minoritaires. Les 16 chapitres qui le composent sont consacrés à la vitalité francophone, mais excluent de leurs analyses toute considération relative au pouvoir – notamment l'exercice du pouvoir à l'échelle municipale, qui est complètement absente –, relative aux institutions politiques, à l'économie régionale. On dresse plutôt le portrait de populations francophones isolées de

leur contexte et dont on limitera l'expérience politique à la seule expérience de la langue. Le contexte – tout ce qui ne renvoie pas directement à la francité – est précisément limité à cela : un arrière-plan dont on reconnaît l'existence, mais sur lequel on ne produit pas de savoirs. La distinction entre l'espace public et privé (Soja, 1989), l'espace comme production sociale, liée aux modes de production économique (H. Lefebvre, 1986), la ville en tant qu'acteur territorial (Bell et Jayne, 2006; Dahl, 1961; Garcea et Lesage, 2005; Pecqueur, 2000) sont écartés. Ces enjeux excèdent la francophonie, excèdent le régime linguistique. Au mieux, le contexte – généralement limité à des données démologiques – sert à expliquer la vitalité, les comportements et les attitudes linguistiques. Ainsi, dans un chapitre consacré à Moncton, ville officiellement bilingue dans les environs de laquelle habite une part importante de la population acadienne, il n'est pas question du territoire et de sa construction sociale, économique et politique. On présente plutôt « quelques-uns des effets du milieu sur l'identité linguistique, c'est-à-dire l'identité bilingue et francophone. [On] tente de comprendre comment cette identité se manifeste dans l'engagement des francophones envers leur langue et dans leurs comportements linguistiques » (M. Lefebvre, 2010, p. 192). Le chapitre compare l'incidence de la démographie sur les comportements linguistiques – fréquence d'usage du français, l'importance accordée au service en français, la langue parlée avec la famille, etc. La portée politique du territoire se limite, encore une fois, à sa capacité à générer de l'adhésion, de la francité. Le territoire, devenu une institution francophone, ne compte que dans sa capacité à favoriser la vitalité ethnolinguistique.

Pourtant, Anne Gilbert reconnaît, dans ce même ouvrage, que « la vitalité communautaire des minorités francophones ne peut se réduire aux seules pratiques linguistiques et culturelles, voire identitaires » (Gilbert, 2010a, p. 210). Or, l'analyse qu'elle produit des communautés francophones se concentre exclusivement sur les représentations identitaires et linguistiques des francophones. Elle mesure l'engagement des francophones envers le français, l'identité linguistique des individus (francophone, anglophone ou bilingue), l'anticipation de la situation du français dans les dix ans à venir, etc. Le paradigme de la vitalité, qui englobe les concepts de complétude institutionnelle, d'espace

et de territoires francophones, limite l'expérience de l'Acadie et de la francophonie canadienne à une expérience linguistique.

Malgré la volonté affichée d'aborder le territoire et de considérer les communautés francophones en tant qu'elles sont ancrées dans des territoires particuliers, les études reproduisent toutes le même modèle d'analyse qui consiste à ne s'intéresser qu'à la territorialisation des institutions francophones et à réduire l'environnement à des facteurs plus ou moins déterminants de la vitalité linguistique des communautés. On distingue ainsi milieu, réseau et environnement.

Le *milieu* renvoie à un espace chargé de sens : « il n'y a de milieu que représenté, agi et vécu » (Gilbert, Langlois, Landry et Auger, 2010, p. 25). Le milieu est un espace de communication, de médiation, de production de sens. Dans les travaux experts, ces milieux renvoient exclusivement à la francophonie et ne sont pertinents pour l'analyse que dans la mesure où ils déterminent les comportements linguistiques. On propose ainsi une typologie des milieux *francophones*. Il y a « des types de milieux passablement différents pour les communautés francophones [...] Mais cette diversité de milieux sous-tend-elle nécessairement un comportement linguistique différent » (Langlois et Gilbert, 2010, p. 47).

Au milieu qui renvoie à une localité géographiquement délimitée se superposent les *réseaux*. C'est à travers les réseaux « que les communautés se construisent et s'épanouissent, qu'elles entrent en relation avec les autres groupes avec lesquels *elles se disputent le territoire*, aux différentes échelles spatiales [...] La vitalité des communautés francophones ne saurait se comprendre sans tenir compte de ces effets de milieu et de réseau » (Gilbert et al., 2010, p. 27, nous soulignons). Les communautés sont reliées entre elles grâce à des réseaux qui leur permettent de puiser des ressources et de contourner leurs limites spatiales. Ces réseaux ne sont pertinents que dans la mesure où ils sont explicitement francophones, c'est-à-dire où ils permettent à la francophonie d'agir en tant qu'acteur qui se *dispute* un territoire. La forme que prennent ces disputes n'est pas

abordée. Tout réseau ne renvoyant pas directement à la francophonie, se construisant autour d'autres enjeux n'est pas pris en compte. Les réseaux en question ne sont pris en compte qu'en tant qu'ils permettent à l'endogroupe francophone de puiser des ressources dans son environnement.

L'environnement désigne « le contexte structurel global dans lequel évoluent les minorités francophones et les majorités avec lesquelles elles partagent le territoire » (Gilbert et al., 2010, p. 27). Les indicateurs d'environnement qui sont présentés dans les analyses sont, encore une fois, limités à des données démolinguistiques. L'environnement se limite au profil linguistique et socioéconomique de la population, aux institutions et aux services francophones, au statut légal et symbolique du français, etc.

Les territoires francophones ne sont donc que la territorialisation des concepts du régime. En Acadie, cette tendance est particulièrement manifeste dans la littérature portant sur Moncton. Désignée capitale institutionnelle de l'Acadie à la fois dans le discours populaire et dans la littérature scientifique, Moncton est décrite essentiellement du point de vue de sa vitalité linguistique. Si cette ville est appelée « capitale », elle ne l'est que superficiellement ; elle n'est pas étudiée comme un lieu de pouvoir politique – ni dans le sens d'une capitale nationale, ce qu'elle n'est pas dans le sens politique du terme, ni comme une municipalité, ce qu'elle est pourtant²⁰. La littérature scientifique acadienne sur Moncton porte sur le rôle des entrepreneurs acadiens dans la vie économique (Allain,

²⁰ Il faut noter à ce titre l'exception notable de Phyllis LeBlanc (1989) qui a proposé une histoire sociale de Moncton et de son développement économique dans sa thèse de doctorat : *Moncton, 1870-1937, A community in transition*. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, un chantier de recherche a semblé émerger en histoire, notamment avec l'ouvrage collectif *Moncton 1871-1929 : Changements socio-économiques d'une ville ferroviaire* (Hickey, 1990), les travaux de Nicole Lang (1987) sur l'industrie des pâtes et papier à Edmundston, et l'ouvrage collectif *Économie et société en Acadie : 1850-1950* (Couturier et LeBlanc, 1996). Cependant, ces travaux n'ont pas trouvé d'écho en sociologie, notamment. Les thèses et les concepts présentés n'ont pas été actualisés et n'ont pas donné lieu à un chantier de recherche pluridisciplinaire et n'ont pas eu le même effet structurant que les savoirs experts sur le nationalisme.

2005), les grappes culturelles francophones (Allain et al., 2012), l'évolution de la distribution spatiale de la population francophone (Cao, Roy et Lacombe, 2004; V. Roy et Cao, 2013), la langue d'affichage (Boudreau et Dubois, 2005), l'immigration francophone (Traisnel, Violette et Gallant, 2013), les activités quotidiennes des francophones dans un quartier populaire (Poissant, 2001). Dans l'ensemble de ces cas, les chercheurs isolent les parcelles de territoire où le français circule, voire où le français domine, et en font l'objet exclusif de leurs savoirs, reléguant du même coup l'ensemble des sphères d'activités « allophones » à un simple environnement que l'on se contente de désigner, mais qu'on n'étudie pas dans le détail. Constatant l'urbanisation croissante de l'Acadie, les sociologues ne s'intéressent qu'aux parcelles acadiennes des villes majoritairement anglophones.

Les études territoriales de la vitalité opèrent un découpage de l'espace géographique calqué directement sur le régime linguistique. Elles délimitent l'espace géographique de l'ayant droit, un espace spécifique, défini par un statut légal qui en fait un objet de gouvernance, un objet de politiques publiques dont l'unique visée est la gestion des comportements linguistiques. Il s'agit d'un réductionnisme non critique qui reproduit un découpage propre au pouvoir en place, qui ne le remet pas en cause, qui ne permet pas de le comprendre. Ils sont des experts dans le sens que donnait Henri Lefebvre à ce terme :

Chaque spécialité [...] s'attribue *son espace* mental et social, en le définissant avec un certain arbitraire, en le découpant dans l'ensemble [...] et en masquant une partie de l'opération « découpage-montage » (découpage d'un « champ », montage d'énoncés et de modèles réduits le concernant [...]) Tous les spécialistes s'enferment dans la nomenclature et le classement de ce qui se trouve *dans* l'espace. Constat, décrire, classer les objets occupants l'espace, ce sera l'activité « positive » de telle ou telle spatialité (H. Lefebvre, 1986, p. 127).

Ces savoirs experts reproduisent la logique du régime dans lequel ils s'insèrent et dont ils reprennent les catégories. Ils sont, dans une certaine mesure, des savoirs idéologiques qui se fondent sur une certaine idée du développement – conception définie par le régime. Ce

savoir du régime ne permet pas de discriminer les divers types de pouvoirs qui s'exercent sur le social, qui façonnent l'espace. Plutôt, ils circonscrivent leur champ d'expertise qui délimite à l'avance l'objet et l'objectif de la connaissance. Il s'est mis en place un réseau institutionnel qui a défini un domaine, un espace de développement spécifique, qui structure ce qui peut être dit, pensé et imaginé. Pour l'instant, il s'agit simplement de faire remarquer l'hégémonie du découpage opéré par le régime linguistique. Il fait des ayants droit une catégorie légale spécifique, un objet de gouvernance et un objet de politique, mais il masque en même temps les rapports de pouvoir qui façonnent la société. Si ces savoirs permettent de rendre compte de la manière dont les institutions – et leur répartition sur le territoire – influencent la capacité des communautés francophones à produire et à maintenir leurs frontières, elles masquent la manière plus fondamentale dont l'espace est *produit*. Pour comprendre comment l'espace est *produit*

il faut d'abord dissiper les idéologies qui masquent l'usage des forces productives au sein des modes de production en général et en particulier du mode de production existant. Il faut donc détruire les idéologies de la spatialité (abstraite), les découpages et représentations de l'espace, c'est-à-dire les idéologies qui ne se donnent pas pour telles, bien entendu, mais explicitement pour savoir (H. Lefebvre, 1986, p. 108).

Une telle exigence implique, dans le cas particulier de la francophonie, de tenter de penser l'espace où vivent les francophones en tant que totalité qui n'est pas exclusivement façonnée par des dynamiques spécifiquement francophones et qui ne se résument pas au régime linguistique. Il est en effet impossible de comprendre l'espace francophone à partir du seul découpage linguistique. Si l'identité francophone produit une spatialité propre, un rapport à l'espace particulier, elle n'est pas, en elle-même, le principal principe générateur de territoire et d'espace. La production de l'espace englobe et engage plus que l'ayant droit, elle est un produit social global qui agit en retour sur ces rapports sociaux. L'étalement urbain, la gestion des ressources naturelles, l'urbanisation, la gentrification, etc. sont des phénomènes globaux qui concernent les francophones en tant que sujets d'abord et potentiellement en tant qu'ayants droit ensuite, mais ces enjeux ne peuvent pas être compris à partir du seul régime linguistique. Ces enjeux exigent une autre approche du sujet, du pouvoir et de l'espace.

4.1.4 Autonomie culturelle et gouvernance francophone

L'expert s'est imposé comme principale figure de cet étrange nationalisme. Ses savoirs possèdent une performativité politique du fait de sa reconnaissance formelle par l'État. À l'instar des acteurs du milieu associatif, les experts se sont rangés derrière l'État, se sont pleinement intégrés au régime linguistique dont ils produisent les savoirs. Ces savoirs ont en commun leur visée normative et pratique : ils cherchent à favoriser le développement, la vitalité, l'épanouissement des communautés francophones. Non seulement étudient-ils les ayants droit, mais ils élaborent ses projets politiques, définissent ses intérêts.

Depuis le milieu des années 2000, les experts ont formulé des projets nationalistes plus explicites, mais toujours intégrés au régime, reprenant son vocabulaire, ses ressources et reproduisant son découpage du social. Rodrigue Landry a récemment proposé *l'autonomie culturelle* et Linda Cardinal a ouvert un champ de recherche autour de la *gouvernance francophone*. Ces deux notions sont analogues dans leur visée : elles visent à garantir une autonomie administrative aux communautés francophones, en l'absence d'une autonomie politique et territoriale. Or, elles entretiennent avec les communautés francophones le même rapport que les concepts experts, elles sont des concepts experts. L'autonomie culturelle et la gouvernance francophone conçoivent les communautés en tant qu'acteurs politiques unitaires, en tant qu'ayants droit pouvant mobiliser des ressources dans le cadre prescrit par le régime, mais ne parviennent pas à les concevoir comme espaces politiques pluriels et complexes, imbriqués en partie à la société majoritaire.

4.1.4.1 L'autonomie culturelle

L'autonomie culturelle s'appuie sur les résultats des enquêtes effectuées sur la vitalité des communautés francophones minoritaires au cours des dernières décennies (Chouinard,

2014a; FESFO, 2015; R. Landry, 2010, 2012; Normand, 2012; Thériault, 2012). Elle vise à assurer la « reproduction linguistique en intégrant, outre les éléments de vitalité ethnolinguistique, d'autres éléments de nature plus politique, dont la structure de gouvernance » (R. Landry et al., 2010, p. 93). La nature de la dimension politique de l'autonomie culturelle n'est toutefois pas spécifiée. Cette autonomie ne s'exercerait pas sur un territoire politique, mais au sein d'institutions propres à la communauté et gérées soit par elle, soit en partenariat avec l'État.

Il ne s'agit pas dans leur cas d'une autonomie gouvernementale, comme dans celui des groupes nationaux, mais d'une autonomie qui se définirait par leur structure de gouvernance ; l'autonomie s'exercerait sur le plan institutionnel plutôt que sur le plan d'un territoire géopolitique et serait reconnue étatique (dans la Loi sur les langues officielles et dans les lois linguistiques des provinces et des territoires, notamment), ce qui n'exclut aucunement des autonomies locales et segmentaires (par exemple les municipalités ou les conseils scolaires) (R. Landry, Forgues, et al., 2010, p. 96).

L'autonomie en question serait administrative et s'exercerait en partenariat avec l'État. Elle repose sur la délégation de compétences publiques vers les communautés. L'objectif de l'autonomie culturelle, à terme, est le maintien de la vitalité du groupe et passe d'abord par la complétude institutionnelle, dans la mesure où la complétude institutionnelle permet une prise en charge par la communauté des sphères d'activité la concernant directement. Ces sphères d'activité tendent à se limiter à celles explicitement francophones et ont comme finalité première le maintien de la vitalité. Les institutions ne sont pas représentées comme des espaces de conflit cristallisant les tensions inhérentes à la communauté, mais comme des espaces de cohésion au sein desquels s'affirme le désir de « vivre ensemble » des individus.

La complétude institutionnelle des [communautés francophones] a le défi d'offrir aux membres de ses communautés des réseaux et des institutions qui correspondent à leurs représentations identitaires et à construire avec eux un désir de « vivre ensemble » au sein d'une culture sociétale de langue française et d'en assurer la continuité historique (R. Landry, Forgues, et al., 2010, p. 100).

Le projet d'autonomie culturelle s'insère directement dans le découpage opéré par le régime linguistique et ses principaux concepts. L'autonomie en question renvoie au contrôle par la communauté d'espaces francophones. Ce qu'il faut entendre par contrôle n'est cependant pas spécifié. S'agit-il d'un contrôle économique? D'une maîtrise du financement? Qui exercerait ce contrôle? Par quels mécanismes les leaders seraient-ils choisis et comment assureraient-ils leur légitimité? Quelles capacités posséderaient ces espaces? Jouiraient-ils de capacités coercitives? Dans quelles sphères d'activité la collectivité pourrait-elle exercer son autonomie? Ces questions sont laissées en suspens.

Yves et Daniel Bourgeois ont quelque peu précisé ces questions en forgeant le concept de « nationalisme administratif ». « Administrative nationalism refers to the pursuit, by minority nationalist groups, of the creation and management of sub-state public institutions (agencies, boards, commissions, municipalities) to which are delegated state functions » (D. Bourgeois et Bourgeois, 2005b, p. 1133). Le nationalisme administratif et la complétude institutionnelle sont analogues et s'insèrent dans une même vision. L'un et l'autre s'intéressent aux conditions du maintien d'une identité collective en l'absence de souveraineté et de contiguïté territoriale et fondent le maintien de l'identité sur la gestion d'espaces et institutions propres au groupe. Mais alors que la complétude institutionnelle a une portée générale, désignant l'ensemble des espaces gérés par les communautés – privés et publics – allant des écoles aux églises, aux centres culturels et commerces, le nationalisme administratif renvoie pour sa part aux institutions publiques. Il s'agit des moyens par lesquels une communauté parvient à gérer des ressources publiques et à dispenser des services publics en lien avec ses valeurs et ses besoins propres (Y. Bourgeois, 2007, p. 633). La dualité linguistique en santé et en éducation sont les deux meilleurs exemples de nationalisme administratif au sein de la francophonie. Pour le politologue Martin Normand, les conseils scolaires seraient de tels lieux.

L'article 23(3) de la Charte canadienne des droits et libertés inclut un droit à la gestion scolaire par et pour les communautés minoritaires linguistiques, pouvant aller jusqu'à la création d'un conseil scolaire. La gestion scolaire devient du coup un élément qui contribue à enrichir la complétude institutionnelle de ces communautés. Puis, en vertu du fait que les minorités

exercent la gestion scolaire de façon autonome, elles peuvent prendre leurs propres décisions sur leur devenir collectif. Ainsi, les conseils scolaires contribuent à l'habilitation des communautés minoritaires de langue officielle au Canada (Normand, 2015, p. 11).

Tels qu'ils sont présentés, l'autonomie culturelle et le nationalisme administratif demeurent des principes, dont les modalités de mise en œuvre ne sont pas explorées. On ne spécifie pas, par exemple, si le modèle du nationalisme administratif ou de l'autonomie culturelle permet aux communautés de déterminer elles-mêmes le financement des institutions en question. Si les conseils scolaires peuvent établir certaines priorités – nous verrons que l'école néo-brunswickoise s'articule autour d'une mission spécifique de construction identitaire qui lui est propre –, peuvent-ils établir que l'éducation est une priorité pour les communautés francophones et décider d'augmenter leur financement? Ou bien l'autonomie en question renvoie-t-elle plutôt à la gestion des ressources distribuées par l'État? Dans quelle mesure les institutions – qu'elles soient publiques ou privées – peuvent-elles établir et mettre en œuvre des projets de société qui correspondent aux valeurs du groupe et qui orientent leur devenir collectif? Dans quelle mesure peuvent-elles établir leurs priorités et disposent-elles des moyens leur permettant de les mettre en œuvre?

Outre la question centrale des capacités dont disposent les institutions s'ajoute celle de leur représentativité. Plusieurs auteurs constatent que le régime linguistique a activement contribué à dépolitiser ces organismes par le biais des partenariats qu'il tisse entre eux et l'État. Ces partenariats permettent aux communautés francophones de participer à la prise de décision dans des domaines les concernant, mais ils augmentent les contraintes administratives qui pèsent sur les organismes concernés. Les demandes de financement et la reddition de comptes limitent dans les faits le rôle politique des organismes francophones, qui deviennent des sous-traitants de l'État, inscrits dans une relation asymétrique.

Pour cause, les organismes francophones ont cessé d'être des lieux de débat et d'affrontement idéologique. Ils n'ont ni partis politiques représentant diverses idéologies politiques, diverses stratégies d'action, ni mécanismes assurant leur représentativité. Les campagnes à la présidence des organismes s'effectuent à l'interne, sans débats de fond sur leur rôle, leur orientation. Les organismes francophones sont des parties prenantes représentant les intérêts d'ayants droit dans les cadres balisés par l'État. À mi-chemin entre l'État et la société civile, entre l'appartenance formalisée par la citoyenneté et dont les institutions possèdent une légitimité démocratique, des capacités d'action publiques, un pouvoir de coercition et l'appartenance élective centrée autour de la langue dont les institutions dépendent de l'État et défendent des intérêts corporatistes, la complétude institutionnelle et le nationalisme administratif sont des concepts problématiques, mais peu problématisés.

4.1.4.2 Gouvernance communautaire francophone

Le statut ambigu des institutions francophones – quelque part entre un statut public et un statut privé – et le rapport problématique au pouvoir et à la représentativité qui en découle est caractérisé par le concept de gouvernance communautaire, devenu central à la fois dans le vocabulaire des organismes francophones, de l'État et, depuis une dizaine d'années, dans celui des chercheurs (Bouchard et Vézina, 2005; Cardinal et Forgues, 2015; Forgues, 2010; R. Léger, 2013, 2015). Ici encore, le concept est hégémonique. Il s'est imposé en tant que pratique, d'abord. Initiée par l'État dans les années 1990, sous l'impulsion de la nouvelle gestion publique, la gouvernance communautaire s'est naturellement imposée au sein des organismes francophones concernés. Ce concept s'est alors imposé dans le milieu universitaire, ouvrant un champ de recherche non seulement centré autour de ce concept intimement lié au régime linguistique, mais reprenant sa logique, son mode de fonctionnement.

En 2009, le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) finançait l'un des plus ambitieux projet de recherche dans l'histoire de la francophonie canadienne autour du thème : *Les savoirs de la gouvernance communautaire*. Ce vaste chantier, basé à l'Université d'Ottawa, rassemblait des chercheurs et des organismes francophones de partout au pays selon une formule appelée *Alliance de recherche université-communauté* (ARUC). Dans son mode de fonctionnement même, le programme de recherche reproduisait le modèle axé sur des partenariats qu'il étudiait. De ce fait, ces savoirs s'intègrent pleinement au régime. Cardinal et Forgues identifient en effet trois principales caractéristiques de la gouvernance (2015, p. 10) : elle intègre une pluralité d'acteurs issus de divers milieux, elle établit des frontières poreuses entre le public et le privé et elle s'organise horizontalement, brouillant la hiérarchie entre les acteurs.

Ces trois caractéristiques informent à la fois l'objet d'étude de l'ARUC et caractérisent son mode opératoire. Les savoirs produits par la francophonie canadienne sont calqués sur le régime linguistique. Les modalités de production des savoirs sur la francophonie et en francophonie reproduisent les modalités d'action collective de leur objet. C'est précisément ce lien entre la pratique sociale et la production de savoirs qui permet de parler de champs nationaux en sociologie. « La sociologie [...] s'est voulue en grande partie une réflexion et une réponse aux enjeux centraux de la société qui l'a vu naître. Il s'agit [...] d'un lien étroit entre le développement d'un champ sociologique spécifique et la forme historique par laquelle une société particulière s'est constituée » (Thériault, 1995a, p. 246). En effet, les savoirs experts portent la trace des conditions sociales d'où ils sont issus. À la frontière du politique et du cognitif, ils s'intègrent dans la logique du régime linguistique qui délimite aujourd'hui la francophonie canadienne, ils en reprennent les catégories, le mode de fonctionnement et en orientent les actions. Dans un texte où elle annonce la création de l'ARUC, la présidente Linda Cardinal affirme que ce vaste chantier de recherche permettra « de souligner comment les gouvernements peuvent encourager et mieux appuyer la francophonie canadienne et les minorités linguistiques. L'ARUC constitue une nouvelle modalité d'action au sein de la francophonie canadienne » (Cardinal, 2009, p. 1). Il s'agit explicitement d'un savoir du régime.

L'ARUC opère un découpage du social identique à celui identifié plus haut. La gouvernance dont il est question, celle dont on peut légitimement produire des savoirs, renvoie à celle entre l'État et les organismes qu'il reconnaît comme représentants légitimes de la communauté francophone dans le cadre exclusif du régime linguistique. Présentant l'ouvrage de synthèse des travaux de l'ARUC, Cardinal et Forgues soutiennent que

les transformations gouvernementales influencent les politiques linguistiques en tant que politiques publiques [...] De nouvelles modalités de gouvernance allant de la dévolution à la gestion axée sur les résultats et au développement de plans stratégiques, constituent dorénavant les moyens par lesquels les gouvernements interviennent dans le domaine de la politique linguistique et entrent en lien avec les minorités linguistiques (Cardinal et Forgues, 2015, pp. 2-3).

Dans les quelques cas où la gouvernance ne s'articule pas autour de l'ayant droit – par exemple le cas de la gestion des forêts au Nouveau-Brunswick (Leclerc, Chiasson et Voyer, 2015)²¹ – l'objet d'étude est défini en fonction de l'homogénéité linguistique du groupe en question. De même qu'avec les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle – dont est tributaire la gouvernance communautaire – la communauté est présentée comme un acteur politique unitaire s'inscrivant désormais dans des formes d'organisation horizontale afin de créer et de consolider ses frontières. De même qu'avec les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle, la communauté n'est pas conçue comme un espace politique traversé par des rapports de force, par du conflit. Le concept de gouvernance sert – sans doute malgré lui – à masquer les conflits, les rapports de force, mais surtout les idéologies portées par les acteurs. L'emphase mise sur les structures de gouvernance permettant aux communautés de faire partie du processus décisionnel se substitue à l'analyse critique des décisions qui sont prises. Tout comme la complétude institutionnelle est pensée comme fin en soi, la gouvernance communautaire est présentée comme une fin, plutôt que comme un moyen. La seule finalité dont peuvent rendre

²¹ Notons que cette étude est l'une des seules à notre connaissance à aborder la question du territoire en tant que construction et à s'intéresser, au sein de ce territoire, aux modalités d'actions et aux capacités concrètes des acteurs en présence.

compte les savoirs francophones est le maintien du groupe en tant que groupe – que ce soit par l'accumulation d'institutions ou par la participation à des structures de gouvernance. Nonobstant les décisions qui sont prises, ce qui compte d'abord et avant tout est la reconnaissance par l'État, dont découle la participation des parties prenantes aux mécanismes de gouvernance. Enfin, les individus francophones étudiés ne sont considérés qu'en tant qu'ils participent à des institutions et à des actions explicitement francophones, qu'en tant qu'ils sont des ayants droit.

Cette posture faisant correspondre l'objet des sciences sociales aux frontières du régime linguistique et le mode de production des savoirs au mode de fonctionnement du régime s'explique historiquement, mais elle pose certains problèmes. En limitant l'analyse à l'espace propre de la communauté francophone, on circonscrit à l'avance les acteurs, les pratiques, les institutions et les rapports de force qui seront étudiés. De ce fait, les savoirs sur l'ayant droit n'offrent qu'une compréhension partielle des enjeux qui animent la société dans laquelle participent les francophones – à titre d'ayants droit, certes, mais aussi à titre de citoyens, de sujets – et ne permettent pas une emprise scientifique et critique sur le régime linguistique lui-même. Les savoirs du régime ne permettent pas de formuler une critique du régime. Ce sont ces lacunes qu'il faut surmonter. Il faut, pour ce faire, formuler une critique épistémologique de fond, remettre en cause le fondement même du champ des sciences sociales et proposer de nouveaux concepts qui permettent de produire des savoirs autonomes vis-à-vis du régime linguistique qui permettent d'en comprendre la logique, les limites, les mécanismes et les acteurs.

4.2 L'individu francophone : un sujet partiel

Le découpage spatial opéré par les sciences sociales francophones, qui consiste à isoler les lieux propres au groupe minoritaire – défini comme ayant droit – l'est également à l'échelle de l'individu. En tant qu'il est balisé et intégré au régime linguistique, et qu'il est

structuré par lui, le champ des sciences sociales francophones est organisé autour de la figure de (l'individu) l'ayant droit. L'ayant droit remplace le sujet et ce, de deux manières. D'une part, l'ayant droit définit l'objet des savoirs, permet d'opérer une discrimination *a priori* des sujets pouvant faire l'objet de savoirs. D'autre part, l'ayant droit définit les caractéristiques pertinentes à étudier au sein de cette population préalablement déterminée.

Les concepts de vitalité ethnolinguistique et de complétude institutionnelle ne considèrent effectivement les sujets qu'en tant qu'ils sont des ayants droit – c'est le mandat de l'ICRML –, d'une part, et ne produisent de savoirs sur cette catégorie spécifique que liés à leurs habitudes et attitudes langagières, d'autre part. En limitant d'emblée les caractéristiques du groupe, on reproduit effectivement dans la production des savoirs un modèle correspondant à l'étude de sociétés traditionnelles, voire d'institutions totales. On circonscrit un espace – physique ou culturel – que l'on cherche à isoler.

Comme les sociétés traditionnelles, [l'institution totale] se caractérise par un nombre restreint d'acteurs et par l'interaction fréquente de ces mêmes acteurs dans tous les domaines de l'existence, domaines qui, à l'extérieur sont vécus plus fréquemment dans des lieux et avec des acteurs différents [...] Elle doit lutter contre les contacts possibles des acteurs de l'institution avec le monde extérieur (et ses valeurs exogènes) et comprend tout de même deux grandes catégories d'acteurs : ceux qui organisent l'institution et ceux qui en subissent le programme de socialisation. L'institution totale est donc un monde qui se présente comme 'total' et unique dans le cadre d'une société différenciée (Lahire, 2001, p. 39).

Ce n'est pas dire que l'Acadie est une institution totale, ni que le régime linguistique est totalisant, au contraire, mais que les concepts experts tendent à supposer une telle équivalence en considérant l'espace du régime comme un espace social global. La francophonie des experts est une entité qu'il faut protéger d'un extérieur – un environnement, un milieu, un exogroupe. Les principaux concepts de la francophonie visent à rendre compte de la capacité du groupe à créer des frontières le protégeant des acteurs, des phénomènes, des discours extérieurs et servent à mesurer l'efficacité de ces

frontières à effectivement protéger les membres du groupe et ses institutions. La francophonie est un objet à part entière, dont les enjeux ne concernent qu'elle. Bien que Raymond Breton – et, à sa suite l'ensemble des auteurs qui ont repris son concept – reconnaisse que les communautés sont des entités politiques et que la complétude institutionnelle dont elles se dotent sert, en principe, à manifester la réalité complexe et différenciée du groupe, la littérature n'a pas donné d'analyse sur ces différences à l'oeuvre. Au contraire, les institutions sont investies d'un rôle unique : favoriser la vitalité du groupe, c'est-à-dire l'adhésion au groupe. La complétude institutionnelle renvoie à la réalité du groupe comme acteur politique uni, dont l'unique objectif, l'unique horizon est l'affirmation de sa langue.

Tout comme l'espace des géographes n'est que francophone, l'individu francophone qui se dégage des études sur la vitalité est réduit à sa langue. L'ayant droit linguistique que l'on trouve dans la littérature est en ce sens une figure corporatiste. Maurice Halbwachs, dans ses études sur les univers professionnels corporatifs, remarque que « tout homme qui entre dans une profession doit, en même temps qu'il apprend à appliquer certaines règles pratiques, se pénétrer de cet esprit qu'on peut appeler corporatif, et qui est comme la mémoire collective du groupe professionnel » (Halbwachs, 1952, p. 242). Le sociologue Bernard Lahire, dans son enquête sur les conceptions du sujet monolithique en sciences sociales, remarque à juste titre que les membres de ces univers corporatifs dont parle Halbwachs, « sont donc obligés de créer des séparations institutionnelles s'ils ne veulent pas être pénétrés par des logiques exogènes » (Lahire, 2001, p. 45). Le régime linguistique opère selon cette logique. La vitalité cherche à mesurer l'influence de logiques exogènes – réduites à l'usage de l'anglais – et la complétude institutionnelle mesure les séparations institutionnelles du groupe. « Dans le discours, la société acadienne possède toute la rigueur et l'assurance d'une théorie » (Hauteceur, 1975, p. 322).

La littérature rendant compte des attitudes et des habitudes linguistiques des individus francophones est abondante. Intégrées au paradigme de la vitalité, ces études opèrent une double exclusion. D'une part, elles excluent les attitudes et habitudes des non-francophones, sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'ayants droit. D'autre part, elles excluent toute considération extralinguistique (politique, culturelle, affective, etc.) de leurs études des ayants droit, sous prétexte qu'elles excèdent le cadre spécifique du régime linguistique. L'Acadien des sciences sociales est unidimensionnel : il est un locuteur dont les pratiques linguistiques sont l'unique caractéristique pertinente et la seule mesure effective de leur vitalité. On reproduit de manière abstraite et légale un modèle traditionnel de l'identité, fondée sur la communalisation – le sentiment subjectif d'appartenir à une même communauté, plutôt que sur la sociation – la coordination d'intérêts motivés rationnellement. L'ayant droit équivaut à une appartenance assignée qui délimite un espace communautaire spécifique.

Ce faisant, ces savoirs reproduisent et masquent des rapports de force et de domination. S'intéressant aux mouvements politiques de minorités nationales, Michel de Certeau remarque le danger de confiner ces mouvements à leurs seuls attributs culturels et surtout, à définir *a priori* le groupe à étudier en fonction de caractéristiques prédéfinies. « Tout position de savoir qui établit comme objet une catégorie d'hommes implique, pour fonctionner, un rapport de force et de domination; elle suppose qu'à cet endroit-là, ces sommes ne sont plus des sujets et des citoyens à part entière » (Certeau, 1993, p. 135). Le danger d'une telle réduction est double : elle folklorise le référent identitaire pour les membres du groupe, d'une part, et pour ceux extérieurs au groupe dont on cherche la reconnaissance, d'autre part.

Comment peut se dessiner à partir d'une manifestation culturelle une organisation politique réelle, effective? Je crois que c'est en abandonnant l'idée d'une clôture culturelle, l'idée que le problème des Bretons est seulement celui des Bretons [...] Si la question n'est plus celle d'une démocratie de groupes politiques, et se réduit à une manifestation culturelle de quelques citoyens [...], les groupes non bretons ne reconnaîtront plus dans la Bretagne qu'un folklore (Certeau, 1993, p. 128).

Le concept de vitalité, malgré sa volonté explicite d'aider la communauté francophone, du fait de son intégration au régime linguistique et du fait du découpage du réel qui le caractérise, participe d'une logique de domination en ce sens qu'elle masque à la fois les rapports de force et les rapports de production économiques, politiques, spatiaux. L'identité est réduite à une caractéristique fondamentale, plus caractéristique d'un groupe ethnique que d'une nation, plus caractéristique d'une communauté traditionnelle que d'une société moderne. Ce qui est attendu de l'État est précisément qu'il comble la crise de l'identité engendrée par la modernité²², qu'il redonne à la communauté son unité. Plus encore, qu'il lui redonne son unité en dépit de la société effective.

L'éternelle crise identitaire des modernes peut, à un haut niveau d'abstraction, se résumer aujourd'hui à un seul grand processus. Il s'agit avant tout d'insister sur l'indétermination identitaire dans laquelle vit l'individu et qui l'oblige à assurer lui-même la suture de sa propre individualité. L'individu se pense comme le fruit de l'histoire mais, désormais, il est contraint de vivre sa vie comme une histoire ouverte (Martucelli, 2002, p. 353).

Les politiques linguistiques visent à combler l'indétermination identitaire linguistique des individus, plus particulièrement l'indétermination linguistique dans une société complexe. Les concepts experts – vitalité, complétude institutionnelle, gouvernance francophone, autonomie culturelle – renvoient tous à une réalité hypothétique où cette indétermination serait réglée. Mais portée par leur utopie, ces concepts n'arrivent pas à rendre compte de l'indétermination actuelle et ne permettent pas d'interpeller l'Autre (l'exogroupe, l'Anglophone, peu importe) qui l'incarne. En situation minoritaire, l'enjeu pour la collectivité francophone est d'assurer une prise en charge collective du processus d'individuation linguistique des individus. Cette prise en charge est mesurée exclusivement en fonction de la langue et n'est pensée que de l'intérieur (de la communauté et du régime linguistique). Très peu d'études s'intéressent, en revanche, aux autres identités que sont susceptibles de mobiliser les individus. Notons quelques

22 Cette crise est merveilleusement saisie par le titre de l'ouvrage de Joseph Yvon Thériault : *L'Identité à l'épreuve de la modernité*.

exceptions notables s'intéressant à l'identité sexuelle de gais et lesbiennes francophones en situation minoritaire (Grimard, 2001; Labrie, 2005). Pour cause, ces identités ne sont pas comprises dans le statut d'ayant droit. Elles remettent potentiellement en cause l'unité du groupe, dont le principal projet est le maintien de sa capacité à agir en tant qu'entité distincte.

Thériault a bien remarqué comment au sein du nationalisme traditionnel acadien élaboré au sein de l'État libéral avant la Révolution tranquille, « l'ensemble des éléments qui ne peuvent être soumis à l'idéologie nationale et qui néanmoins sont présents au sein de la société [sont] identifiés comme appartenant à l'autre société » (Thériault, 1995a, p. 39). L'idéologie nationale se fondait sur un découpage du réel, faisant en sorte que le projet national avait tendance à être limité aux sphères qui lui était accessible. Or, « l'Acadie ne recouvre pas, et ne doit pas recouvrir, la totalité de la réalité sociale des Acadiens. D'autres formes d'appartenances, d'autres collectivités actives, d'autres solidarités s'affirment chez les Acadiens » (Thériault, 1995a, p. 71). Si la pluralité des expériences est constamment énoncée, elle n'est que rarement prise en compte dans la recherche, en grande partie parce que les autres formes d'appartenance ne sont pas comprises dans le statut d'ayant droit. C'est aujourd'hui le régime linguistique qui délimite l'espace de l'idéologie nationale.

Comme le laisse entendre la métaphore médico-biologique du concept de vitalité, l'ayant droit francophone est abordé sous l'angle de la pathologie, comme souffrant potentiellement d'un manque dont il peut légalement s'attendre de l'État qu'il le comble. L'ayant droit est précisément défini en fonction d'un manque dont il peut exiger de l'État qu'il le comble. En l'occurrence, ce manque est exclusivement linguistique – la langue étant perçue comme la donnée centrale de l'identité, celle à partir de laquelle découle tout le reste. Ce reste semble cependant devoir attendre le moment où la frontière sera stabilisée, où la vitalité sera assurée, où la complétude institutionnelle sera complétée.

D'ici, il faut travailler à fournir les conditions d'une telle autonomie avec les concepts du régime, sans s'interroger à savoir si le régime en est capable, si c'en est même l'objectif.

Ce nouvel horizon « nationaliste » de la francophonie se confond avec sa désignation ethnique au sein du régime et des concepts qu'il mobilise. Cette confusion du national et de l'ethnique caractérise d'ailleurs les concepts experts. La vitalité et la complétude institutionnelle participent d'une logique ethnique en désignant à l'avance un objet d'étude en fonction de caractéristiques spécifiques à un groupe – la langue – mais visent, dans leur définition même, l'autonomie, un état où le groupe en question serait autosuffisant, autoréférentiel et autonome, « ferait société », *serait* la société plus large, le contexte, l'environnement, le milieu.

Littérature et altérité

La littérature offre un aperçu intéressant du rapport des Acadiens à l'espace. Depuis l'ouverture de la première maison d'édition acadienne en 1972 – Les Éditions d'Acadie – la littérature et la poésie font une place centrale à Moncton. Gérald Leblanc en a fait un personnage à part entière dans son œuvre – notamment dans son roman *Moncton Mantra*. La Ville de Moncton a d'ailleurs annoncé en 2015 qu'elle créerait une place en son nom. La question a suscité toute une controverse, plusieurs anglophones estimant qu'une telle place était injustifiée et que si les Acadiens voulaient reconnaître un de leurs poètes, qu'ils n'avaient qu'à le faire sur leurs propres territoires, soit à Dieppe ou sur le campus de l'Université de Moncton. La Ville a finalement opté pour une parcelle sur la rue Main, près de l'hôtel de ville. Le poète Guy Arsenault, dans son recueil *Acadie Rock* décrit l'urbanité de Moncton. Le poète Paul Bossé a consacré un recueil entier à la rue St-George au centre-ville de Moncton. Le romancier Jean Babineau situe des parties de l'intrigue de *Vortex* à Moncton. La romancière France Daigle campe ses intrigues à Dieppe et à Moncton, notamment dans son dernier roman, *Pour sûr*.

Bien que Moncton, ville majoritairement anglophone, soit devenu un lieu central de la littérature, les Anglophones sont singulièrement absents. L'espace de la littérature acadienne est relativement homogène sur le plan linguistique, ressemble aux espaces nationaux, aux institutions communautaires. Le rapport de force entre langues n'est pas présenté comme un phénomène social, opposant Soi et l'Autre, mais comme une lutte intérieure aux francophones eux-mêmes. La langue demeure un sujet – à la fois un thème et un personnage – mais vécu intimement. Il est plutôt question des frontières linguistiques mentales des Acadiens.

Le découpage spatial qu'opèrent le nationalisme, les sciences sociales et le régime linguistique est reproduit jusque dans la littérature. Il imprègne l'imaginaire acadien dans son ensemble.

4.3 Du concept à l'action : régime linguistique et hégémonie

Le nouveau régime linguistique a fait émerger les juristes et les experts comme figures centrales du nationalisme francophone. L'expert produit des savoirs techniques sur la francophonie permettant à l'État d'orienter ses politiques et d'en évaluer l'efficacité et permettant surtout de fournir des arguments aux juristes chargés d'interpréter la portée du statut d'ayant droit ; le propre des savoirs experts est d'être à la frontière du politique et du cognitif. La vitalité ethnolinguistique et la complétude institutionnelle ont été les principaux concepts structurant le régime linguistique depuis les années 1990. Ces concepts sont non seulement des instruments analytiques, mais ils servent également d'arguments juridiques dans le cadre du régime linguistique.

4.3.1 Les experts et le droit

Dans le dossier des autobus scolaires bilingues, le juriste Michel Doucet, ancien collègue du ministre Serge Rousselle à l'Université de Moncton, applaudit la décision de ce dernier de renvoyer la décision à la cour et il interpelle les experts :

pour avoir gain de cause, il faudra que la province s'assure d'avoir en main tous les éléments factuels qui lui permettront d'appuyer ses arguments juridiques. Elle devra notamment faire appel à certains experts pour qu'ils expliquent clairement à la Cour que l'éducation en milieu minoritaire ne débute pas lorsque l'enfant franchit les portes de l'école, mais bien avant son arrivée dans la salle de classe. Une expertise sur la vitalité linguistique de la communauté acadienne sera également nécessaire afin d'expliquer les effets pervers de l'assimilation et l'importance des structures linguistiques homogènes pour le maintien et le développement de la communauté minoritaire (Doucet, 2015).

L'appel qu'il lance à « certains experts », notamment ceux possédant une « expertise sur la vitalité linguistique » est emblématique de l'alliance qui s'est tissée entre droit linguistique, nationalisme et sciences sociales francophones depuis les années 1980.

Les savoirs experts sont régulièrement mobilisés devant les tribunaux et ont permis à plusieurs communautés francophones d'obtenir gain de cause contre l'État. Les experts avaient déjà contribué à orienter la première LLO. Depuis l'enchâssement des droits linguistiques dans la Charte et l'adoption de l'article 41 de la LLO, le rôle des experts est toutefois devenu plus performatif. Leurs savoirs sur la vitalité sont investis de nouveaux pouvoirs dans la mesure où l'État a l'obligation de contribuer activement à la vitalité des communautés, dans la mesure où l'État a pleinement intégré cette conception de la francophonie.

Le cas de l'hôpital Montfort en Ontario est emblématique du nouveau pouvoir des experts. En 1997, la Commission de restructuration des services de la santé de l'Ontario a

recommandé la fermeture du seul centre hospitalier universitaire francophone de la province, l'hôpital Montfort. Un mouvement social s'est organisé afin de sauvegarder ce qui est devenu, dans le discours des militants, une institution franco-ontarienne. Une partie de la communauté franco-ontarienne contesta cette décision du gouvernement ontarien devant les tribunaux et l'expertise de Raymond Breton – auteur du concept de « complétude institutionnelle » – a été sollicitée et retenue dans le jugement de la Cour, qui a renversé la décision de la Commission. Suite aux témoignages des experts francophones – dont Breton –, la Cour jugea que « les institutions d'une minorité linguistique sont essentielles à la survie et à la vitalité de cette collectivité, non seulement pour ses fonctions pratiques, mais également pour l'affirmation et l'expression de l'identité culturelle et du sentiment d'appartenance » (Cour d'appel de l'Ontario, 2001). La cour reconnaissait explicitement le lien entre vitalité ethnolinguistique et complétude institutionnelle.

Rodrigue Landry a quant à lui été appelé à témoigner à titre d'expert lors du procès intenté par le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique contre la province en 2014²³, de même que dans un procès opposant la Commission scolaire francophone du Yukon à la Procureure générale du territoire du Yukon²⁴. Landry a également témoigné dans la cause Caron en Alberta, plaidant que le statut légal du français a une incidence sur la vitalité ethnolinguistique objective et subjective des communautés francophones. À ce même procès, Edmund Auger, chercheur associé à l'ICRML, arguait que la complétude

23 Ce procès s'est rendu jusqu'à la Cour suprême du Canada, qui a donné raison à l'Association des parents de l'École Rose-des-vents [Association des parents de l'école Rose-des-vents c. Colombie-Britannique (Éducation), 2015 CSC 21]. Les parents réclamaient la construction d'une nouvelle école francophone dans le centre-ville de Vancouver, arguant que l'école Rose-des-vents était en moins bon état que les écoles anglophones de la région, enfreignant ainsi le droit des francophones à des établissements scolaires de qualité égale à ceux des anglophones en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

24 Ce procès a été remporté par la Commission scolaire francophone du Yukon no. 23. La Commission exigeait la gestion des écoles francophones en vertu de l'article 23 de la Charte.

institutionnelle et la gouvernance avaient une incidence sur la vitalité ethnolinguistique des communautés francophones.

Ces témoignages d'experts puisent leur légitimité et leur pouvoir d'influence dans le régime linguistique. La vitalité est inscrite dans la LLO et depuis, elle est reprise par l'ensemble des politiques s'adressant aux ayants droit francophones. La pièce maitresse du régime linguistique canadien depuis 2008 – la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada*, qui trace les grandes lignes de la stratégie de l'État canadien en matière de langues officielle, vise à assurer de la part du gouvernement un « engagement permanent d'accroître la vitalité des communautés minoritaires de langue officielle du Canada » (Gouvernement du Canada, 2013, p. 13). Le Commissariat aux langues officielles, un agent du Parlement dont le mandat est de veiller à la mise en œuvre de la LLO, publie des rapports sur les indicateurs de vitalité des communautés (Commissariat aux langues officielles, 2015). La Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA), qui agit comme porte-parole institutionnel des ayants droit francophones du pays, se donne quant à elle comme principal objectif « la promotion de la vitalité et de la diversité des communautés francophones et acadiennes » (<http://fcfa.ca/fr/Qui-Nous-Sommes-1>). Elle publie également des profils des communautés francophones du pays qui se divisent en deux parties (Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, 2009) : des portraits statistiques de la vitalité des communautés et la présentation des principaux organismes francophones et services gouvernementaux visant les ayants droit.

Ces deux indicateurs renvoient respectivement à la vitalité et à la complétude institutionnelle. C'est donc avec ce prisme que les communautés de langues officielles sont conçues par l'État, par la société civile et par les sciences sociales. Ces concepts servent à promouvoir le nouveau projet nationaliste francophone dans le cadre balisé par le régime linguistique. À mi-chemin entre la science et la politique, les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle permettent aux ayants droit de légitimer certaines

revendications, mais dans un cadre prédéfini. L'exemple de la Politique d'aménagement linguistique et culturelle adoptée par le gouvernement du Nouveau-Brunswick illustre très bien ce cadre et la manière dont les actions menées par les experts opèrent un découpage problématique.

4.3.2 Les experts et la construction identitaire

Les savoirs experts ne sont pas uniquement reconnus par les tribunaux, ils orientent également des actions politiques visant les ayants droit. L'ayant droit francophone est ainsi conçu, dans la littérature et dans nombre de politiques, comme un sujet à construire. En situation minoritaire, la construction de son identité linguistique est incertaine, elle est soumise à des influences et à des forces exogènes. Les institutions communautaires – dont l'école est le pilier – ont comme mandat de limiter l'effet de ces forces exogènes, de favoriser des actions élaborées et menées depuis l'intérieur du groupe. Depuis l'adoption de la *Politique d'aménagement linguistique et culturelle : un projet de société pour l'éducation en langue française* en 2014, l'école acadienne a comme double mandat la réussite académique et la construction identitaire (PALC, 2014, p. 11). Les experts, notamment Rodrigue Landry, ont démontré que l'école jouait effectivement un rôle central dans la vitalité ethnolinguistique des communautés et qu'il s'agissait de l'institution la plus importante dont un groupe puisse disposer. « Aucune institution n'est plus essentielle que l'école pour assurer la vitalité d'une communauté linguistique, mais force est de reconnaître qu'elle ne peut seule s'avérer un gage de vitalité communautaire » (R. Landry, Allard et Deveau, 2010, p. 19). Prenant acte de ces savoirs, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a ainsi commandé la tenue d'une commission sur l'école francophone en 2008. Le rapport déposé en 2009 a donné lieu à la *Politique d'aménagement linguistique et culturelle*. Ce document vise à établir les priorités de l'école francophone et à orienter son rôle au sein de la communauté acadienne.

La PALC s'articule autour de 5 axes principaux : Partenariats école, famille et communauté; Vitalité du système éducatif; Construction identitaire; Petite enfance; Réussite éducative. Ces cinq axes reprennent dans l'ensemble les thèses développées par Rodrigue Landry et s'insèrent dans le paradigme de la vitalité ethnolinguistique²⁵. La mise en œuvre d'un programme visant la construction identitaire illustre de façon éloquente la manière dont les concepts des experts orientent la pratique des acteurs et le rôle des institutions.

Le terme *construction identitaire*, l'un des cinq axes de la PALC, s'est imposé au sein de l'école francophone à partir des années 2000, propulsé par l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF). En 2006, l'ACELF publie le *Cadre d'orientation en construction identitaire*, qui se veut une vision cohérente du rôle de l'école dans la construction identitaire des élèves francophones en situation minoritaire. Dans ce rapport, on définissait la construction identitaire comme étant un « processus hautement dynamique au cours duquel la personne se définit et se reconnaît par sa façon de réfléchir, d'agir et de vouloir dans les contextes sociaux et l'environnement naturel où elle évolue » (ACELF, 2006, p. 12). C'est cette définition qui est reprise dans la PALC. Le processus de construction identitaire, s'il mise sur l'identité linguistique, ne s'y limite toutefois pas. « Bien que la présente réflexion considère d'emblée l'identité francophone, nous devons garder à l'esprit que l'indicateur à la fois linguistique et culturel qu'est le terme 'francophone' ne recouvre que l'une des constituantes de l'identité » (ACELF, 2006, p. 13). Or, les documents accordent nettement plus d'importance à la langue qu'aux autres formes d'identité.

25 Les recherches de Landry sont abondamment citées (17 de ses articles sont cités). On cite 2 ouvrages du sociologue Joseph Yvon Thériault et aucun de la sociolinguiste Monica Heller, qui a pourtant écrit abondamment au sujet de l'école et qui a notamment formulé des thèses critiques du paradigme de la vitalité. Les présupposés normatifs du paradigme vitaliste ne sont pas pris en compte; ces concepts sont présentés comme des réalités objectives, neutres.

Reconnaissant la nature « hautement dynamique » de la construction identitaire, le document de l'ACELF vise à rendre compte des divers cheminements possibles dans la prise de conscience de l'identité linguistique des individus. Il s'agit dès lors pour l'école de produire des interventions ciblées et organisées qui pourront orienter la trajectoire personnelle des individus vers une identité franco-dominante. « Être francophone, c'est une décision que la personne doit prendre elle-même, jour après jour. Les intervenantes et les intervenants extérieurs peuvent sans doute mener le cheval à la fontaine, mais aucun n'est en mesure de le forcer à boire. Ils ne peuvent que le motiver à le faire » (ACELF, 2006, p. 25). Les interventions de construction identitaire prennent des formes diverses, qui consistent toutes à faire entrer l'élève en contact avec la langue française et à le conscientiser aux enjeux particuliers auxquels font face les minorités linguistiques. Toutefois, ces défis ne sont pas abordés dans le document et ne sont pas inscrits dans une trame historique, dans des relations de pouvoir, dans un parcours politique. Il s'agit strictement de susciter de l'adhésion et de la fierté à une langue.

L'école étant investit d'une mission de construction identitaire (visant à accroître la vitalité ethnolinguistique), elle met explicitement en œuvre des stratégies qui rendent visibles la conception que se fait la collectivité de son identité. « La construction identitaire constitue en quelque sorte l'assise des actions qui seront mises en place dans le but de contribuer au projet de 'faire société' et d'assurer la pérennité de la langue française ainsi que la transmission, l'enrichissement et le renouveau de la culture acadienne et francophone » (Ministère de l'Éducation et de la petite enfance, 2014, p. 69). L'objectif de la PALC est de contribuer à un projet de société francophone et ce projet de société est tributaire du paradigme de la vitalité et de la logique du champ des savoirs experts de deux manières.

Premièrement, de même que les études portant sur la vitalité s'intéressent exclusivement aux attitudes et aux habitudes langagières des ayants droit francophones, le projet de construction identitaire véhiculé par la PALC ne vise que les élèves francophones.

Reprenant la logique du régime linguistique, qui garantit aux minorités linguistiques le droit à des institutions propres, la communauté acadienne conçoit son projet de « faire société » comme relevant exclusivement de ses institutions et comme ne concernant qu'elle. La PALC ne concerne que les écoles francophones et les principales activités visant à favoriser la construction d'une identité francophone – notamment la *Semaine provinciale de la fierté française* qui se déroule en mars – ne sont pas communes à l'ensemble des écoles de la province. L'objectif est de créer un sujet francophone ayant le désir de « faire société » en français et non de réfléchir à la société néo-brunswickoise. La construction de l'identité linguistique des anglophones n'est pas conçue comme un enjeu pour les francophones, ni comme un variable pouvant influencer leur vitalité.

Deuxièmement, de même que les études portant sur la vitalité ne s'intéressent pas à ce qui est dit avec la langue, aux idéologies, aux projets qui sont formulés, etc., pour se concentrer exclusivement sur la fréquence d'usage de la langue et l'attitude vis-à-vis de la langue, la PALC n'a pas donné lieu à un débat entourant l'enseignement de l'histoire, de la littérature et de la culture acadienne. D'ailleurs, les chercheurs en sciences sociales et humaines ont été évacués du processus d'élaboration. Parmi la cinquantaine d'organismes qui ont participé à son élaboration, le seul représentant des sciences sociales est l'ICRML, dont le concept de vitalité a orienté l'ensemble du document. Aucun historien, littéraire ou sociologue n'a participé à cette réflexion sur la construction identitaire²⁶. Bien qu'on reconnaisse « que l'étude des sciences humaines favorise la réflexion, la croissance personnelle, la prise en compte des autres ainsi que la capacité de contribuer au développement durable de la collectivité. [Et qu']en somme, elle permet d'apprendre 'faire société' » (Ministère de l'Éducation et de la petite enfance, 2014, p. 74), l'idée de construction identitaire n'a pas été politisée, ni problématisée. L'identité à construire n'a

²⁶ La directrice de recherche de la PALC, Anne Robineau, directrice adjointe de l'ICRML, est sociologue de formation, mais a intervenu à titre d'experte en minorité linguistique. Les identités sexuelles, de classe, ethniques, religieuses, politiques auxquelles s'intéresse la sociologie n'ont pas fait l'objet d'une réflexion dans le cadre de la discussion sur la construction identitaire menée par la PALC. Le rôle de la sociologie dans ce dossier a donc été réduit à celui d'expertise linguistique.

pas été présentée comme un problème politique ou social, mais comme un donné se résumant à une appartenance linguistique garantissant un statut d'ayant droit. L'identification à la langue française y est présentée comme objectif en soi. Malgré la volonté affichée dans le titre du document lui-même de formuler un projet de société et malgré les nombreuses références à l'idée de « faire société » tirée de Joseph Yvon Thériault, la question de savoir « quelle » société faire et de quelle société on hérite n'est pas posée.

Ces deux débats – quelle identité construire et chez qui la construire – n'ont pas eu lieu à l'occasion de l'adoption de la PALC en grande partie parce que le paradigme dans lequel s'insère le projet – le paradigme expert – ne permet pas de poser ces problèmes. Ce sont des impensés qui structurent le régime linguistique, l'organisation de la société civile francophone et la production des savoirs en francophonie.

4.3.3 L'hégémonie des concepts ethniques et le problème de la normativité

L'hégémonie du paradigme de la vitalité se constate non seulement à l'emploi généralisé du terme tant par l'État, la société civile que par les chercheurs, mais plus fondamentalement au découpage de la réalité sociale qu'il impose. La vitalité telle qu'elle est formulée au sein du régime linguistique se résume à la langue, à la fréquence de son usage. Les institutions et les territoires, dans cette optique, ne sont des objets pertinents de recherche que dans la mesure où ils se déploient en français et contribuent à favoriser l'usage du français. Pourtant, la vitalité ethnolinguistique et la complétude institutionnelle sont des concepts possédant une portée normative : ils renvoient à une situation d'autonomie, d'autosuffisance, voire de souveraineté collective. Or, dans le cadre du régime linguistique, ils deviennent des fins en soi. C'est ce que Joseph Yvon Thériault appelle « le droit d'avoir des droits » (Thériault, 1995a, pp. 135–150). La complétude institutionnelle ne doit viser qu'une seule fin : accroître la vitalité, c'est-à-dire l'adhésion

au groupe linguistique et la vitalité devient une fin en elle-même, un droit auquel on a droit. La vitalité ethnolinguistique impose la survivance linguistique comme seul objectif collectif possible et légitime. Les experts contribuent à légitimer cette interprétation en ne mesurant que la langue et en ne concevant les communautés francophones que comme des acteurs politiques unifiés par une langue et un statut légal. Ils y contribuent également en façonnant le régime linguistique. La figure de l'expert se situe effectivement au carrefour du cognitif et du politique, à mi-chemin entre le concept et l'action. Seulement, la portée normative des concepts experts est impensée.

Les concepts mobilisés par les experts sont tous issus du champ de la sociologie des groupes ethniques, mais sont utilisés à des fins nationalistes. La reconnaissance de ces concepts par l'État et leur intégration au régime linguistique équivaut à une reconnaissance officielle du statut ethnique des communautés francophones, ce qui entraîne certains problèmes qui ne sont pas adéquatement pris en compte par les experts.

La performativité des concepts de vitalité et de complétude institutionnelle tient à plusieurs facteurs. D'une part, ces concepts témoignent, comme le souligne Joseph Yvon Thériault, de la nature réflexive des sciences sociales. « L'histoire de la complétude institutionnelle est un exemple éloquent de la nature réflexive des sciences sociales ou, de comment un concept forgé pour comprendre la société se transforme en action sur cette même société » (Thériault, 2014, p. 7). Non seulement ces savoirs servent-ils à baliser le régime linguistique dans le cadre des nombreux procès où le statut d'ayant droit est défini, mais ils en orientent le fonctionnement, les politiques, les programmes. Les experts sont des acteurs particuliers de la société civile francophone, servant d'interface entre les organismes et l'État.

L'intégration des savoirs experts au régime linguistique s'est effectuée sur le même mode que celle de la société civile. Comme cette dernière, les experts sont aujourd'hui impliqués

dans des partenariats croissants avec l'État et, du même coup, la société civile qui en dépend. À la subordination des sciences sociales par l'élite clérico-nationaliste – rappelons-nous qu'elle est allée jusqu'à fermer le département de sociologie de l'Université de Moncton – s'est substituée une nouvelle hégémonie, véhiculée par l'élite bureaucratique, intégrée aux réseaux de l'État et du régime linguistique.

L'alliance entre nationalisme et sciences sociales qui marquait l'École des sciences sociales fondée par Clément Cormier se poursuit désormais dans le cadre du régime linguistique. Les sciences sociales sont investies à la fois d'un rôle analytique et d'un rôle prescriptif, normatif. Ce qui est écarté, c'est leur rôle critique et réflexif. Le discours nationaliste d'avant la Révolution tranquille, marqué par l'idée de Renaissance, est désormais caractérisé par celui, analogue, de vitalité. Les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle tendent vers un horizon qui n'est jamais problématisé. L'un et l'autre renvoient, *in fine*, à une situation d'autonomie, de souveraineté. Seulement, le régime linguistique repose sur une définition juridique qui a comme conséquence de prédéterminer les frontières de la communauté et d'ethniciser le référent identitaire. Les politiques de reconnaissance n'équivalent pas à une reconnaissance politique en vertu de laquelle des compétences seraient dévolues. La gestion de l'ethnicité qui caractérise les politiques linguistiques ne vise pas à fournir aux communautés des pouvoirs politiques et les concepts des experts ne permettent pas aux francophones de comprendre leur inscription dans un monde complexe. Il se dégage de ces savoirs un monde unidimensionnel, où les acteurs sont réduits à quelques facettes et où les actions collectives ne visent qu'un seul et unique but : le maintien de la langue du groupe, sans égards pour ce que cette langue sert à dire et à faire. Même la gouvernance, sensée répondre à la complexité, est pensée et mise en œuvre comme forme de gestion d'une minorité. Plus encore, elle contribue au corporatisme en ne reconnaissant que des interlocuteurs spécialisés et désignés par l'État.

Ces concepts véhiculent une idéologie – celle du régime linguistique. Seulement, ils ne la rendent pas visible. Cette idéologie s'exprime dans le découpage du social qu'ils opèrent et dans les indicateurs par lesquels ils mesurent la réalité. Ces deux *a priori* des savoirs experts – leur découpage du réel et leur usage des indicateurs – doivent être déconstruits si l'on souhaite comprendre les liens complexes qui relient langue, territoire, société et État. Surtout, ils doivent être déconstruits si nous souhaitons produire une science autonome vis-à-vis des structures de pouvoir, à même de les expliciter, de les comprendre.

PARTIE II
NATIONALISME MÉTHODOLOGIQUE :
ENJEUX NORMATIFS ET ÉPISTÉMOLOGIQUES

CHAPITRE V
Critique et autonomie :
quelles sciences sociales pour une minorité nationale?

La production de savoirs au sein de la francophonie canadienne est étroitement imbriquée dans le discours nationaliste depuis l'institutionnalisation des sciences sociales dans les années 1940. Depuis les années 1980, elle est également imbriquée dans le régime linguistique auquel s'est intégré le nationalisme. Mis à part la brève parenthèse dans les années 1960 et 1970, les sciences sociales ont dans l'ensemble été conçues comme une forme de discours nationaliste militant, intégré aux institutions dominantes et devant servir des intérêts spécifiques. À la doctrine religieuse s'est substituée la doctrine de l'ayant droit. Les savoirs experts sont l'illustration la plus éloquente et la plus explicite de cette tendance qui est progressivement devenue hégémonique.

Cependant, bien que les savoirs experts soient éminemment normatifs, qu'ils tendent vers une situation d'autonomie, et qu'ils jouent un rôle spécifique au sein du régime linguistique et du nationalisme francophone en fournissant des arguments cherchant à orienter des politiques ponctuelles visant spécifiquement les ayants droit linguistiques, leur normativité n'est pas explicite, ni revendiquée, ni inscrite dans une démarche critique et réflexive. Les concepts de vitalité, de complétude institutionnelle et de gouvernance sont des catégories analytiques qui puisent leur performativité du régime, mais qui n'inscrivent pas la francophonie dans une trame historique. Ils ne permettent pas de rendre compte de son parcours, ni du sens de son action collective. Bien que les savoirs experts soient nationalistes dans leur fonction, en tant qu'ils orientent les actions collectives de la francophonie, et qu'ils soient nationalistes dans leur objet, en tant qu'ils font de la francophonie l'unité naturelle et exclusive de leurs analyses, ils ne permettent pas de faire sens du nationalisme et des enjeux politiques, normatifs qui y sont liés. C'est en ce sens

qu'on peut dire de ces concepts, et du nationalisme au sein duquel ils s'insèrent, qu'ils sont administratifs, plutôt que politiques. Ils servent à gérer une entité bureaucratiquement définie, plutôt qu'à comprendre le fondement normatif et les modalités concrètes de son action collective.

Les savoirs experts et le régime linguistique au sein duquel ils se déploient ont donné lieu à deux critiques diamétralement opposées dans leur visée normative, mais similaires dans leur rapport à leur objet d'étude. Ces deux critiques du régime linguistique, formulées par le sociologue Joseph Yvon Thériault, d'une part, et la sociolinguiste Monica Heller, d'autre part, se fondent sur deux conceptions radicalement différentes du nationalisme et des liens qui le lient à la langue, au territoire et à la mémoire, et sur deux conceptions opposées du rôle des chercheurs au sein de la francophonie. Néanmoins, ils reproduisent tous deux les aspects les plus problématiques du régime qu'ils critiquent. Ils ont toutefois le mérite d'avoir inscrit les sciences sociales dans une démarche critique et d'avoir historicisé leur objet. Ils ont respectivement proposé depuis les années 1980 deux visions distinctes du nationalisme, de ses origines, de son évolution et de sa légitimité comme forme identitaire.

Non seulement proposent-ils des approches théoriques distinctes, mais ils s'opposent explicitement quant au rôle que les sciences sociales *doivent* entretenir par rapport à la nation. Ce débat met en scène les enjeux ontologiques, théoriques, normatifs et épistémologiques liés à la production des sciences sociales : qui produit quels savoirs à quelles fins ? Pourtant, bien que l'un et l'autre, pour des raisons différentes, déconstruisent le régime linguistique et les savoirs experts qui le fondent, ils opèrent exactement le même découpage épistémologique, faisant *de facto* des savoirs francophones des savoirs sur la francophonie prise dans son sens le plus strict. Bien que critiques du régime, ils en reprennent le découpage, ils en reproduisent l'objet.

5.1 Enjeux ontologiques, théoriques, normatifs et épistémologiques des sciences sociales

Tout d'abord, il faut comprendre la nature du différend entre Thériault et Heller. Il est éclairant à plusieurs égards, puisqu'il contribue à expliciter les enjeux épistémologiques, normatifs et théoriques des sciences sociales en général, mais des sciences sociales produits au sein de minorités nationales en particulier. Il tient à trois principaux éléments. Ontologique, d'abord, épistémologique, ensuite, et normatif enfin.

Premièrement, Thériault et Heller proposent deux conceptions distinctes du statut ontologique de la francophonie canadienne. S'agit-il d'un groupe ethnique, d'une nation ou d'une entité hybride, entre les deux, nationalitaire ? Pour Heller, le fait qu'il existe un nationalisme francophone intégré à l'État au sein d'un régime linguistique suffit à faire de la francophonie une nation à part entière. À l'instar de toute nation, la francophonie s'est construite autour d'un discours unifiant langue et identité, entraînant des logiques d'inclusion et d'exclusion. Pour Thériault, la francophonie n'est pas une réalité pleinement politique et ne peut pas être étudiée comme si elle était une nation. Elle se situe sur un spectre, entre la nation et l'ethnie, aspirant historiquement à l'autonomie nationale, mais étant en même temps soumise à des logiques ethniques du fait de sa minorité.

Deuxièmement, ce différend quant au statut ontologique de la francophonie entraîne un différend épistémologique concernant les théories et les concepts adéquats pour en rendre compte. Selon que l'on conçoit la francophonie canadienne comme une nation, une ethnie ou un mélange des deux, les théories et les concepts adéquats pour en comprendre les dynamiques ne seront pas les mêmes. Heller puise dans la théorie critique afin de déconstruire le nationalisme. Elle conçoit la langue et les discours identitaires comme des capitaux qui circulent plus ou moins librement et que cherche à s'accaparer une élite. Son travail consiste à démontrer comment la valeur de la langue et de l'identité sont construits par des discours et à identifier à qui ces discours profitent. Pour Thériault, le statut indé-

de la francophonie canadienne, entre la nation et l'ethnie, la rend insaisissable. Ni les concepts forgés au sein des nations, ni ceux créés pour rendre compte des minorités ethniques ne sont adéquats pour comprendre la francophonie. Tant les concepts issus de la sociologie critique que ceux issus de la sociologie ethnique ne font que rendre manifeste le statut ambivalent des communautés francophones. C'est pourquoi une sociologie nationalitaire – propre à la francophonie et à sa réalité spécifique – est, dit-il, impossible.

Troisièmement, le différend ontologique et épistémologique repose sur un différend normatif fondamental quant au sens du nationalisme et quant à la légitimité de la nation comme forme identitaire. Pour Heller, la nation est une construction idéologique qui sert les intérêts d'une élite en masquant les rapports de force et de domination au sein de la société. Les sciences sociales ont historiquement contribué à légitimer la nation en donnant un fondement scientifique à son existence. Les sciences sociales ont contribué à naturaliser l'idée selon laquelle la langue et l'identité sont liées et forment des peuples au nom desquels s'exerce la souveraineté politique en modernité. Or, la mondialisation entraîne une dissociation de la langue et de l'identité, faisant d'elles des marchandises circulant dans les flux mondialisés de la nouvelle économie. La mondialisation rend non seulement plus ardu le travail nationaliste consistant à lier langue et identité, elle le rend illégitime. C'est pourquoi Heller plaide explicitement pour que les chercheurs contribuent désormais à construire du postnationalisme. La francophonie étant une nation comme les autres, elle entraîne les mêmes rapports de domination et doit être déconstruite avec les mêmes outils, pour les mêmes raisons. Pour Thériault, la nation est au cœur du projet politique moderne, elle sert de fondement à la citoyenneté et est la condition d'une action collective autonome et légitime. Elle doit ainsi être protégée contre les forces instrumentales de la mondialisation néolibérale. Les liens qui ont uni langue et identité ont permis l'institutionnalisation politique de l'État-nation, ont été à l'origine de la citoyenneté et de l'État de droit et, en tant qu'ils créent des entités collectives dépositaires de souveraineté, ils ont contre-balançé les logiques individualisantes et apolitiques inhérentes à la modernité. Plus qu'un capital, la langue est porteuse de mémoire, créatrice de lien social – et non pas seulement de conflit social – et est au cœur de la vie politique.

Bien que la francophonie ne soit pas une nation à part entière, elle y aspire et cette aspiration, en tant qu'elle est porteuse d'émancipation, doit être protégée et défendue contre les logiques systémiques du droit et de la mondialisation, notamment par les sciences sociales.

Le différend entre Thériault et Heller est intégral. Ils ne s'entendent pas sur ce qu'est la francophonie, sur les concepts et les théories adéquates pour en rendre compte et du rôle du chercheur en sciences sociales au sein de ce groupe. Or, malgré ces différences fondamentales, les deux s'entendent sur l'objet des sciences sociales. Bien qu'ils ne s'inscrivent pas dans le régime linguistique – au contraire, ils en font tous les deux à leur manière la critique – ils opèrent le même découpage du social qui consiste à ne s'intéresser qu'à la francophonie, à en faire l'objet naturel et exclusif de leurs analyses, à faire comme si la francophonie ne pouvait se comprendre que de l'intérieur, comme si sa minorité ne la liait pas à des acteurs et à des institutions qui l'excèdent, qui ne lui appartiennent pas en propre.

Heller s'intéresse à la circulation des capitaux linguistiques et symboliques, à la manière dont les discours identitaires influencent la production de la valeur linguistique et la circulation des biens culturels, et à la manière dont les discours construisent des rapports de force et entraînent des logiques d'inclusion et d'exclusion. Cependant, elle n'offre qu'un portrait partiel et partial des idéologies linguistiques et nationalistes au Canada en excluant de ses analyses le Canada anglais et les discours y liant langue et identité. De plus, en tant que sociolinguiste, elle ne s'intéresse qu'aux capitaux symboliques et linguistiques et néglige les inégalités matérielles et économiques qu'entraînent la mondialisation et l'idéologie néolibérale qu'elle défend – sciemment ou non.

Thériault, quant à lui, s'intéresse à l'aspiration nationale de la francophonie canadienne, à sa volonté historique de « faire société », d'orienter sa propre destinée et de s'instituer en

tant qu'entité autonome en Amérique du Nord. L'intention vitale du Canada français qui anime son projet de société depuis la moitié du XIX^e siècle lui confère un statut privilégié, fait de lui un peuple potentiellement politique. Seulement, ce peuple n'est pas pleinement politique et son potentiel est constamment menacé par des forces exogènes. Dans sa volonté de préserver l'intention vitale du Canada français, Thériault en fait son objet exclusif d'analyse, théorisant les conditions qui empêchent la francophonie de faire pleinement société, mais négligeant au passage la société globale qu'habitent les francophones, l'État qu'ils partagent selon des modalités et des dispositifs variables à l'échelle du pays avec d'autres populations, avec un autre peuple politique.

Ce débat entre Heller et Thériault rend explicite une dimension structurelle du champ des sciences sociales francophones, qui touche tant les savoirs experts que les approches critiques. L'ensemble des savoirs – qu'ils soient intégrés au régime linguistique ou qu'ils le critiquent, qu'ils défendent ou déconstruisent le nationalisme – font de la nation l'unité naturelle de l'analyse. Cette adéquation entre le champ scientifique et l'espace national témoigne du nationalisme francophone et de sa volonté à former une nation à part entière. Dans sa volonté à « faire société », la francophonie a reproduit le modèle des grandes nations, sans toutefois en avoir les moyens. Il découle de ce paradigme des zones d'ombres et des distorsions majeures qui demeurent impensées.

5.2 Sociologie critique du nationalisme

La sociolinguiste Monica Heller propose une critique du nationalisme francophone et du rôle légitimant qu'y ont historiquement joué les experts. Depuis la fin des années 1970, elle cartographie les discours qui unissent langue et identité au sein de la francophonie canadienne et cherche à comprendre les causes et les effets de ces discours. Elle s'intéresse plus particulièrement aux conditions de production et de légitimité des discours

nationalistes qui revendiquent que langue et identité soient reliées et cherche à identifier à qui ces discours profitent, qui ils excluent et comment ils servent à institutionnaliser et à légitimer une stratification sociale. Son approche critique consiste, explique-t-elle, à décrire, comprendre et expliquer les rapports de différenciation et d'inégalité sociales qui structurent le monde (Heller, 2011, p. 34). Sa déconstruction du nationalisme s'appuie sur les trois axiomes centraux de toute sociologie critique : la domination comme principale forme de relation sociale, l'aveuglement des individus face à ces diverses formes de domination, et l'émancipation des acteurs grâce au travail scientifique (Boltanski, 2009). En effet, Heller s'intéresse aux formes de domination, d'exclusion et de stratification qui découlent des pratiques linguistiques et qui s'appuient sur des idéologies plus ou moins invisibles aux acteurs. « [Doing critique] means getting underneath why people get excited about things in order to figure out what is at stake for them, and why (whether or not they are aware of it themselves) » (Heller, 2011, p. 39). Plus qu'un simple travail descriptif des mises en œuvre des catégories sociales, le travail critique consiste à identifier les logiques sous-jacentes à l'action, les structures objectives constitutives d'un champ et les intérêts en jeu.

Les discours auxquels elle s'intéresse sont ceux produits au sein de la francophonie canadienne, qu'elle considère comme un espace social à part entière – si non autonome et souverain, pouvant néanmoins constituer un objet d'étude propre. En analysant la langue comme agent de stratification sociale, elle en arrive nécessairement à s'intéresser au nationalisme et aux discours qu'il produit sur la langue. Chez Heller tout comme chez les experts, ce qui excède les frontières de la francophonie renvoie à un simple contexte. Chez les experts, ce contexte est une menace face à laquelle le régime linguistique se pose en rampart, alors que chez Heller, le contexte est structurant, porteur d'émancipation et contraire aux logiques du régime.

Le cœur de la critique hellerienne s'appuie sur le postulat que tout discours est nécessairement *contextuel* et *intéressé*. Les discours nationalistes sur la langue et l'identité

et sur les liens qui les unissent – ou qui devraient les unir – sont des constructions idéologiques, déterminées en dernière instance par l'infrastructure économique. Ces discours servent, au sein de cette économie, les intérêts d'une élite. Si le nationalisme sert nécessairement des intérêts particuliers, c'est qu'il crée et oriente des capitaux qui sont inégalement distribués. Le monde étant constitué de rapports de force et de calculs rationnels, l'ensemble des rapports sociaux sont réduits à des transactions de capitaux – financiers ou symboliques – s'échangeant dans un marché structuré par des idéologies. « We can think of language as a form of capital which is unequally distributed and elements of which have different value in a market in which people participate » (Heller, 2011, p. 36). Heller reprend ici l'idée de Bourdieu selon laquelle on peut concevoir « la production et la circulation linguistique comme relation entre les habitus linguistiques et les marchés sur lesquels ils offrent leurs produits » (Bourdieu, 2001, p. 60). Le rôle de la critique est de comprendre comment ces capitaux circulent et dans quelles conditions leur valeur est attribuée. Surtout, le rôle de la critique, dans une visée d'émancipation des individus, consiste à rendre visible les discours et les forces sociales qui agissent sur eux et dont ils sont inconscients. La critique dévoile le monde aux acteurs qui sont, à proprement parler, pris au jeu.

La critique se distingue des savoirs experts, estime Heller, en ceci qu'elle cherche à démasquer les idéologies, plutôt qu'à les produire et qu'elle est consciente de son inscription dans le social. Contre les discours experts qui prétendent à l'objectivité, mais qui produisent et légitiment des formes de pouvoir et de domination, elle plaide pour une sociolinguistique *critique*, consciente de l'inscription des savoirs dans la société qu'elle étudie. « I [...] want to confront the question of interests served, that is, how the kinds of knowledge we are interested in producing, and do produce, are embedded in complicated relations of power, not all of which may be readily apparent to us » (Heller, 2011, p. 6). L'approche critique se caractérise ainsi par une focalisation sur les rapports de force et de domination au sein d'un champ, d'un espace ou d'une société donnée, en s'intéressant à la circulation des capitaux et à la production des discours qui leur donnent une valeur. Les relations de pouvoir auxquelles elle s'intéresse sont linguistiques – elle est sociolinguiste

après tout – et elles se limitent à l'espace francophone. C'est son parti pris et sa principale limite.

L'évolution du nationalisme canadien-français (ou franco-canadien) peut ainsi être résumé – à l'instar de tout nationalisme – à un discours reliant langue, identité et institutions, servant les intérêts d'une élite et variant en fonction du régime économique et de la forme de l'État.

« Francophone Canada is a useful site for this discussion because this space, like other linguistic minority spaces, allows us to trace a genealogy of the ideas about language, community, nation, and state from the nineteenth century to the present day, and to see how those ideas are tied to the political economy of European industrial expansion, colonialism, and postcolonialism » (Heller, 2011, p. 12).

Si la francophonie canadienne est un lieu d'étude *utile* pour Heller, c'est qu'elle doit rendre plus explicites ces idéologies reliant langue, communauté, nation et État du fait de sa minorité. Le nationalisme francophone n'est pas hégémonique, il doit au contraire s'énoncer sans cesse – c'est pourquoi Hautecoeur parlait de l'Acadie du *discours* –, rendant visible et explicite ce que d'autres nationalismes hégémoniques parviennent à masquer. Si la francophonie canadienne est utile, c'est aussi qu'elle est selon Heller une nation à part entière, bien qu'avec des conditions d'énonciation et de reproduction particulières. Sa minorité ne l'empêche pas de partager avec l'ensemble des autres nationalismes les mêmes mécanismes et cela ne l'empêche donc pas de pouvoir être déconstruite avec les mêmes méthodes, et pour les mêmes raisons que les nationalismes hégémoniques.

Le nationalisme francophone a pu se développer et s'instituer parce que les intérêts de classe qu'il servait étaient légitimés par l'infrastructure économique du Canada. Cette adéquation entre les intérêts de l'élite nationaliste et les modes de production économique qui garantissait à l'identité francophone sa légitimité dans l'espace social est aujourd'hui remise en cause. Le discours nationaliste tel qu'il a été conçu par les élites cléricales,

d'abord, et par les experts et les juristes ensuite est inadapté au contexte économique de la mondialisation néolibérale. La main-mise nationaliste sur la langue et l'identité, leur injonction que les deux soient liées, devient ainsi illégitime dans le contexte actuel. Elle entraîne des logiques d'exclusion et de stratification qui ne peuvent plus trouver de justification.

La critique, repose sur trois piliers : la domination comme forme élémentaire de la vie sociale, la dissimulation des fondements de ces rapports de force aux acteurs qui les reproduisent et les subissent, et l'émancipation des acteurs dominés par le travail de déconstruction de la critique. Ce troisième pôle de la critique prend chez Heller la forme d'une défense du postnationalisme. En déconstruisant les discours reliant langue et identité, discours qui orientent les capitaux linguistiques vers une élite qui devient obsolète, elle cherche à libéraliser la circulation de la langue et des capitaux symboliques qu'elle véhicule. Le postnationalisme qu'elle défend reproduit la logique de la mondialisation néolibérale. Elle résume la langue à un capital qui doit circuler librement, sans attaches territoriales, sans entraves nationales, sans frontières (physiques ou symboliques). Consciente de l'inscription de ses savoirs dans le milieu qu'elle étudie, Heller produit un nouveau discours néolibéral de la langue, elle s'impose comme une nouvelle élite s'inscrivant dans le contexte de la nouvelle économie mondialisée dont elle cherche, en tant qu'élite, à tirer profit. « Si nous [chercheur.e.s] avons contribué au nationalisme, nous contribuerons au postnationalisme » (Heller, 2007, p. 50).

5.2.1 Critique de la domination : le nationalisme comme construction élitiste

Les théories critiques considèrent le nationalisme comme une construction idéologique servant à masquer les rapports de force économiques au sein des sociétés. Cette thèse marxiste a été reprise par Gellner, notamment, pour qui le nationalisme est une invention spécifique aux sociétés industrielles et pour qui c'est le nationalisme qui crée les nations,

et non l'inverse (Gellner, 1983). Le nationalisme est ainsi conçu comme un mouvement qui s'est historiquement propagé des élites vers le peuple devenu « nation », dans l'unique but d'uniformiser un territoire propice au développement d'économies nationales. L'État-nation se résume à « une formation politique servant à la construction de marchés privilégiés pour l'expansion du capitalisme industrialisé et donc à l'avancement des intérêts de la bourgeoisie » (Heller, 2007, p. 40). En tant que mouvement élitiste, le nationalisme est d'abord légitimé par des discours experts – linguistes, historiens, littéraires – qui construisent une trame racontant l'unité historique et territoriale de la nation. Les savoirs de ces experts – qui s'organisaient en champs disciplinaires nationaux – ont historiquement « contribué grandement à la constitution de l'idée [de la] 'nation', construisant et mesurant les frontières de la 'communauté' (voire de la 'collectivité') et de 'sa langue' » (Heller, 2007, p. 39). Les sciences sociales se sont instituées en corpus nationaux, s'intéressant chacun sa société nationale, naturalisant ainsi l'idée de groupes réels, organiques, dont les origines remontent à la pré-modernité.

L'unité mythique et ancestrale de la nation est ainsi réduite à une construction idéologique qui sert les intérêts d'une élite économique en masquant les rapports de force effectifs au sein de la société. Si le nationalisme canadien-français – et acadien – a pu s'institutionnaliser, c'est qu'il servait les intérêts de deux élites distinctes, mais finalement complémentaires : la bourgeoisie industrielle anglophone, d'une part, et l'élite cléricale francophone, d'autre part.

« Francophone Canada lived on the margins of power, articulated with, but dependent on the wealth base of Canadian society. For the British, this guaranteed access to cheap labor and a bulwark against revolutionary America. For the religious and Catholic-trained lay elite, it allowed for some degree of power in the articulation of the organization of the labor pool within British political economic structures » (Heller, 2011, p. 14).

Aux marges du pouvoir, l'élite francophone a fondé l'authenticité de l'identité nationale dans la ruralité, la langue et la foi catholique, contre une élite industrielle urbaine anglophone et protestante. Le Canada français s'est institué en creux du nationalisme

anglo-canadien, contre lui et à l'opposé de lui. Il se fondait sur une autre langue, une autre religion et un autre rapport au développement économique du territoire. Sans État, le nationalisme francophone s'est centré sur une idée romantique d'esprit collectif – que Thériault appellera plus tard *l'intention vitale* et que Hautecoeur a appelé la *valeur* – sur l'acadianité comme valeur, plus que comme fait. En effet, la Canada français et l'Acadie se fondaient sur une mission providentielle de faire société en français, au sein de l'Église catholique en Amérique, sans égards pour les frontières. Aussi retrouvait-on des institutions francophones aux États-Unis, dans l'Ouest canadien, etc.

La modernisation entraînée par la Révolution tranquille a contraint le nationalisme francophone à expliciter ses liens avec l'État, en marge duquel il s'était jusqu'alors développé. L'égalité proclamée entre les groupes linguistiques a mis un terme au statut inférieur des francophones et a mis à leur disposition de nouvelles ressources. En même temps, la Révolution tranquille transformait les conditions d'énonciation et de légitimation du nationalisme. Il s'est territorialisé et s'est bureaucratisé. Les experts sont alors apparus comme une nouvelle élite, légitimant les fondements du régime linguistique, qui accorde aux communautés francophones le contrôle d'institutions publiques, notamment l'école, devenues institutions nationales. Ces savoirs experts naturalisaient l'idée d'une nation réelle, objective, devant être protégée et devant faire l'objet de politiques spécifiques. Les concepts mobilisés par les experts reposent effectivement sur l'idée d'une communauté francophone identifiable, dont on peut mesurer l'évolution et le taux de reproduction et qui peut faire l'objet de politiques spécifiques.

« The new francophone elite has buttressed its claim with academic work in sociology and social psychology [...] 'Institutional completeness' provided a theoretical framework and a language for the argument that minorities cannot be considered emancipated until they have under their control the full range of institutions regulating modern life [...] Social psychologists have developed the idea of normality through the concept of 'ethnolinguistic vitality', arguing that it is not just emancipation but also the ability to reproduce and to flourish that depends in this institutional completeness. Collective life remains linked to ideologies of the nation as an organic and homogeneous whole » (Heller, 2011, p. 99).

Non seulement les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle supposent-ils l'existence d'une collectivité distincte, mais le découpage qu'ils opèrent, faisant de cette entité préalablement définie un objet exclusif de savoir, reproduisent cette idée d'un groupe possédant ses propres dynamiques. Ils produisent la francophonie comme objet de savoir et la légitime comme objet de pouvoir. En ce sens, ces savoirs, malgré l'objectivité à laquelle ils aspirent, s'insèrent directement dans des rapports de force; ils sont à la frontière du cognitif et du politique.

5.2.2 La mutation des rapports de force : les experts et le régime linguistique

Le propre des savoirs experts est de naturaliser leur objet. Ils se présentent comme des savoirs objectifs alors qu'ils s'inscrivent dans des rapports de force, qu'ils légitiment certaines idéologies. Les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle supposent l'existence d'une communauté définie à l'avance par sa langue, dont on étudie précisément la capacité à se maintenir *en tant que communauté*. Les savoirs des experts reproduisent implicitement certaines idées concernant les liens entre la langue et l'identité et servent à légitimer l'idée de la nation comme « une entité naturelle et organique, caractérisée par une langue et une culture qui lui sont propres, et ayant des frontières objectivement observables et donc facilement justifiables » (Heller, 2007, p. 40). Ils sont également normatifs – et nationalistes dans leur visée – en ceci qu'ils supposent un état idéal où les membres du groupe s'identifient exclusivement à la communauté et où la communauté parvient à combler l'ensemble de leurs désirs et besoins. Ils réfèrent implicitement à un individu dont la langue et l'identité sont intimement liés et les politiques qu'ils orientent s'adressent à un tel individu, travaillent à le construire. Cet individu, le sujet visé par le processus de construction identitaire, doit reproduire à son échelle les frontières identifiables et justifiables de la langue et de l'identité du groupe. Heller remarque ainsi que « the ideal student is therefore a monolingual francophone who will learn English, but in ways which keep that language safely on the other side of a boundary protecting the French and the francophone milieu » (Heller, 2011, p. 102). En effet, le concept de vitalité

réfère à la capacité du groupe minoritaire à se comporter *en tant qu'entité distincte* portant le moins possible la trace d'un contact, renvoyant à l'idéal d'une nation souveraine et autoréférentielle. Le nombre croissant de travaux portant sur la nouvelle identité bilingue des jeunes francophones est précisément vue comme étant potentiellement problématique dans la mesure où elle menace l'allégeance primordiale au français qu'exige le nationalisme (Bernard, 1994; Gérin-Lajoie, 2001; Landry, Deveau et Allard, 2006; Lefebvre, 2006; Pilote, Magnan et Vieux-Fort, 2010).

Le nationalisme francophone exige effectivement une allégeance particulière à la communauté – un plébiscite de tous les jours dont les conditions sont sociales. Le français étant une langue de citoyenneté, mais n'étant pas *la* langue de la citoyenneté, on peut renoncer au français sans renoncer à sa nationalité canadienne. L'allégeance à la francophonie étant sociale, elle exige des actions politiques spécifiques. Ce sont précisément ces actions politiques et les justifications qui les soutiennent qui rendent explicite à la chercheure les critères d'inclusion à la communauté et qui sont le principal objet de la critique hellerienne.

Le statut d'ayant droit naturalise l'idée que les francophones forment une communauté objective possédant des critères d'appartenance fixes, pouvant être quantifiés et devant être protégés par des politiques lui étant spécifiquement adressées. Le nationalisme et les savoirs experts consistent à produire cette naturalisation, à en masquer le caractère construit et à dissimuler les relations de pouvoir qu'il institue. « The juxtaposition of the terms 'communities' (or minorités) and 'development' [in the Official Languages Act] laid the basis for channeling state funds toward an identifiable collectivity, thus maintaining the criteria of inclusion and exclusion. The question of who belongs counts » (Heller, 2011, p. 117). Tout l'enjeu est de savoir qui est inclus et qui est exclu du statut d'ayant droit et sur quels discours cette catégorisation s'appuie.

En tant qu'il définit des critères d'inclusion et d'exclusion fondés sur une définition nationaliste de la communauté linguistique, le régime linguistique profite à une élite francophone qui défend ses intérêts de classe, mais dont les conditions de légitimité sont en voie d'obsolescence. Cette nouvelle élite s'est constituée au sein de l'État-providence, qui lui accordait une légitimité et qui lui garantissait l'accès à des ressources grâce au régime linguistique. Avec la centralisation de l'État et l'étatisation de la société civile engendrées par la mise en place de l'État-providence, « la nouvelle élite francophone [minoritaire] était convaincue que la meilleure façon d'accéder à la mobilité sociale et de maintenir sa position *de classe* était d'établir un réseau institutionnel, notamment un réseau d'écoles, parallèle à celui de la majorité anglophone » (Heller, 1994, p. 157, notre emphase). La mise sur pied d'un tel réseau assurait le maintien d'un marché – ou d'un champ, pour dire comme Bourdieu – au sein duquel le français posséderait une valeur, permettant ainsi à l'élite de jouir d'un certain pouvoir au sein des espaces francophones qui deviennent des lieux protégés par le régime linguistique. « This [relationship between the government and the *milieu associatif*] not only preserved the idea of ethnonational collective entities that modernizing national discourses had established, but also retained the much older focus on rural traditional bastions as the legitimating core of those collectivities » (Heller, 2011, p. 115). Ses recherches de terrain démontrent en effet que la conception de la francophonie qui émerge du régime linguistique conserve plusieurs des attributs qu'elle possédait à l'époque du nationalisme traditionnel d'avant la Révolution tranquille, notamment l'insistance sur la ruralité et sur la mémoire. Cette construction d'une francophonie authentique – possédant un rapport identitaire à la langue et au passé et aspirant à l'homogénéité linguistique – permet à une élite de monopoliser le discours sur la francophonie et de définir les conditions d'accès aux ressources qu'elle offre. En liant langue et identité, l'élite s'assure que l'accès aux ressources de la communauté dépende d'un rapport identitaire authentique qu'elle s'arroge le monopole de définir.

Or, cette élite est en voie d'être remplacée au sein de la francophonie par une nouvelle classe dominante, plus légitime parce que plus conforme aux conditions économiques actuelles. Les transformations de l'État remettent en cause la légitimité des ressources attribuées aux ayants droit et entraîne de nouveaux rapports de force qu'il revient aux chercheurs critiques d'élucider. Cette nouvelle élite cosmopolite met en cause l'idéologie

nationaliste en déliant langue et identité. « The new élite is made up of unattached young people who make a living flying all over... Their position is due in no small part to their mastery of more than one language » (c'est-à-dire l'anglais) (Heller, 1999, p. 270). Elle témoigne d'un nouveau contexte économique, de la mise en place de nouveaux moyens de production transforment le statut de la langue et sa valeur en tant que capital.

Les conditions de production de la valeur et les modalités de circulation des capitaux linguistiques sont transformées par la nouvelle économie mondialisée. Cette nouvelle économie appelle une nouvelle critique, postnationale. Contribuer au postnationalisme, c'est adopter une posture critique où l'identité n'est plus conçue comme un fait que la chercheuse étudie, mais comme une ressource qui se négocie et que la chercheuse contribue elle-même à construire. Contribuer au postnationalisme, c'est prendre acte du fait que tout discours est intéressé, nous venons de le voir, mais aussi contextuel. Le nationalisme s'est construit au sein d'un agencement politico-économique particulier qui permettait à ses discours sur la langue, l'identité et le territoire de puiser une certaine légitimité, de se reproduire au sein de l'État, grâce à son appui. La mondialisation déstabilise cet agencement et fait émerger de nouveaux discours qui profitent à une nouvelle élite dont Heller fait partie et qu'elle cherche à habilitier.

5.2.3 La langue néolibérale : émancipation individuelle et plurilinguisme

Chaque forme d'État entraîne des types de légitimité et de discrimination distincts. Le passage de l'État-providence à l'État néolibéral exige une déconstruction des anciennes identités afin de permettre aux individus de s'inscrire pleinement dans une nouvelle économie mondialisée porteuse, selon Heller, d'émancipation. Au sein de l'État libéral et du capitalisme industriel lui correspondant, le nationalisme francophone servait à créer une stratification sociale fondée sur l'ethnicité visant à assurer un bassin de main-d'oeuvre. La langue française catégorisait une population exploitable. La nationalisation et

la centralisation du territoire qu'il a mis en œuvre – en lien avec le régime linguistique, notamment – assurait l'intégration culturelle des citoyens et préservait l'intégrité territoriale canadienne face à la montée du nationalisme québécois. En reconnaissant un statut officiel, public à la langue, l'État créait en même temps un marché garantissant au français le droit de circuler, il en assurait la valeur en tant que capital. En l'absence d'un territoire propre, les francophones ont ainsi revendiqué la création d'institutions publiques et parapubliques linguistiquement homogènes qu'elles gèreraient.

Parallèlement, les secteurs de l'économie primaire et secondaire où les francophones étaient largement concentrés étaient maintenus et le bilinguisme de l'État assurait aux francophones une place au sein d'une fonction publique en pleine expansion. Ceci permettait de conserver un marché de l'emploi francophone et d'assurer les conditions traditionnelles de reproduction des communautés et de l'identité francophones. L'homogénéité linguistique à laquelle le régime donnait accès renvoyait à l'expérience socio-économique des communautés.

La désindustrialisation massive des années 1980 a mis en péril les conditions de reproduction de la francophonie telle qu'elle s'était construite depuis le XIX^e siècle. Le nationalisme francophone est alors entré dans une nouvelle crise de légitimité. « Preserving the benefits of [nationalist] mobilization meant preserving the idea of the francophone community as a social category, and that required finding a solution to the collapse of the political economy that reproduced it » (Heller, 2011, p. 18). La mondialisation remet en cause l'idée d'économies nationales, pilotées par un État central, et l'économie se dirige selon Heller vers le secteur tertiaire et les services. La « nouvelle économie » institutionnalise un nouveau régime de régulation de la main-d'oeuvre et du travail. Les modes de production sont de plus en plus liés aux technologies et à la langue, misent sur une valeur ajoutée symbolique.

5.2.3.1 *La langue comme capital mondialisé*

Alors que la catégorisation ethnolinguistique servait à garantir aux industriels anglophones l'accès à une main-d'oeuvre, le virage vers une économie centrée sur les services fait de la langue un capital, une ressource, une valeur ajoutée. La langue et la catégorie sociale qu'elle désigne prennent ainsi un nouveau sens. « In the globalized new economy, communication is central to the functioning of the market; language, culture, and identity are tied to the emergence of niche markets and added value » (Heller, 2011, p. 20). Si l'État-providence avait légitimé des mécanismes assurant aux francophones un accès privilégié aux ressources de l'État du fait de la reconnaissance leur identité nationale et des droits qui en découlent, l'État néolibéral opère un déplacement vers l'économie comme forme de légitimation. La reconnaissance de l'État n'est plus fondée sur la construction identitaire d'une nation historique considérée comme possédant une existence objective dont le maintien est une fin en soi, mais sur la marchandisation de la mémoire et de la langue dans une économie axée sur les services.

Dans ce nouveau contexte, la langue et l'identité ne deviennent plus tant des questions de droits, de politique et de culture que des questions économiques. La langue devient *littéralement* un capital circulant dans les flux mondialisés de la nouvelle économie : elle devient un moyen de production dont la valeur et les modalités de circulation ne sont plus liées à l'État. Se mondialisant, la langue perd également son ancrage territorial et communautaire. Les conditions de reproduction d'une communauté linguistique – et ce qu'il faut entendre exactement par « communauté » linguistique – sont réagencées. Cette nouvelle réalité de la langue transforme radicalement les discours nationalistes francophones qui reliaient langue et identité et qui faisaient de ce lien le fondement de leur légitimité, le fondement de leur statut d'ayant droit. « Commodification disconnects language from identity and therefore destabilizes the logic of ethnonationalist politics, which require them to be intertwined » » (Heller, 2011, p. 150). La déconnexion de l'identité et de la langue rend problématique l'idée même d'une « communauté »

linguistique et rend problématique l'idée de la francophonie telle qu'elle est institutionnalisée dans le régime linguistique. L'État réoriente ainsi son rôle de la protection de droits vers la création de conditions économiques favorables. Le financement qu'il accorde aux francophones ne vise plus simplement à garantir l'épanouissement identitaire des communautés, il doit générer des profits, il doit être rentable.

Les conditions de production de la valeur linguistique sont ainsi déstabilisées et les conditions d'accès au marché s'ouvrent. Bourdieu remarquait qu'on « ne peut sauver la *valeur* de la compétence [linguistique] qu'à condition de sauver le marché, c'est-à-dire l'ensemble des conditions politiques et sociales de production des producteurs-consommateurs » (Bourdieu, 2001, p. 87). Avec la nouvelle économie, c'est le marché lui-même qui a été redéfini. Les principaux lieux de reproduction de la communauté francophone – en premier lieu l'école – font face à une crise de légitimité. L'homogénéité linguistique qui les caractérise – héritée des agencements économiques antérieurs où l'homogénéité était liée à une condition socio-économique – va à l'encontre de la logique actuelle du marché. « The school's legitimacy as a national space, devoted to the reproduction of language, culture, and identity, is challenged by the growing value of French-English bilingualism as a commodified skill and a form of capital of distinction » (Heller, 2011, p. 101). Ainsi, les politiques de construction identitaire et les indicateurs par lesquels on mesure la vitalité d'une communauté – en s'intéressant à la manière dont la langue dite « nationale » parvient à générer une allégeance exclusive ou du moins dominante – vont à l'encontre de la logique du marché où langue et identité sont des marchandise sans ancrage communautaire ou territorial, où leur juxtaposition est en elle-même une valeur.

L'authenticité fondée sur l'unilinguisme, sur l'homogénéité linguistique des individus et de la communauté n'a plus les moyens d'assurer sa valeur économique, ni symbolique. Les individus (francophones) doivent désormais maintenir un équilibre fragile qui remet en

cause les discours traditionnels. D'une part, le secteur tertiaire, notamment le tourisme, valorise l'authenticité, le folklore, mais doit en même temps pouvoir rejoindre une clientèle touristique internationale.

« Those who are monolingual francophones, or at least have the ability to act like monolingual francophones, preserve the francophone cachet of the product and privileged control over the sector. But too much monolingualism restricts the opportunities open to individuals and creates privileged positions for bi- or multilinguals » (Heller, 2011, p. 163).

La culture, dans ce nouveau paradigme, ne sert plus à exprimer ou à interroger l'identité du groupe qui la produit, elle n'obéit plus à des logiques internes – ce que Bourdieu appellerait un champ culturel francophone. La langue ne sert plus à exprimer des identités, à formuler des projets collectifs, à alimenter une sphère publique. Plutôt, elle répond à des exigences externes de rentabilité et de marchandisation d'une forme folklorisée – mais rentable – d'authenticité dans le circuit mondialisé du tourisme culturel. La sociologue acadienne Mireille McLaughlin, étudiante de Monica Heller, remarque en effet cette tension au sein de la culture acadienne. « What we are witnessing is the emergence of the commodification of Acadian culture for global publics [...] This is, of course, a site of tension within the art scene, as the imperatives of tourism enter into tension with the legitimating discourses of the art scene (as a space for the representation of —real Acadian identity) » (McLaughlin, 2010, pp. 4–5). McLaughlin, à la suite de Heller, voit dans cette tension de nouvelles formes de production de la valeur linguistique qui transforment en même temps les conditions d'exclusion et d'inclusion dans le marché. Non seulement la mobilité sociale des individus issus des communautés francophones tient-elle désormais à leur plurilinguisme, remettant en cause l'homogénéité linguistique traditionnellement revendiquée, mais la libre-circulation des capitaux ouvre le marché à d'autres acteurs, remettant en cause la définition de ce qu'est un francophone, de *qui* appartient légitimement à la communauté.

Dans ce nouveau contexte, Heller voit une nouvelle sensibilité émerger, qu'elle appelle « postnationale ». Des discours et des pratiques identitaires et linguistiques se détachent de l'ancien nationalisme unilingue et gagnent en valeur.

« Key features of what I want to claim as an emergent post-nationalist sensibility include embracing globalized heterogeneity and mobility, defanging English, playing with the vernacular and other hallmarks of Romantic nationalism, and making terrible fun of the purists » (Heller, 2011, p. 183).

Non seulement le postnationalisme émerge-t-il, mais Heller travaille ouvertement, par ses travaux, à le faire émerger. La légèreté identitaire qu'elle contribue à légitimer, ludique, déterritorialisée et hybride est plus légitime que l'ancienne identité nationale parce qu'elle correspond aux logiques de la nouvelle économie mondialisée. Elle va à l'encontre de la logique experte pour qui la communauté possède des frontières et des caractéristiques identifiables. Le nationalisme tel qu'il a été formulé depuis la moitié du 19^e siècle n'a plus les moyens de se reproduire.

« For many of the key producers of discourse on *la francité canadienne*, francophone Canada must not be understood as a discourse produced under certain historical conditions and serving certain interests, a discourse that relies on those conditions for its reproduction and that requires a tremendous amount of work, on a daily basis, to reproduce. It must be understood as a permanent political project, one in which the nation is a value unto itself » (Heller, 2011, p. 190).

Elle s'en prend ici à la fois aux experts, mais aussi à Joseph Yvon Thériault et à sa sociologie nationaliste. Ce dernier ne prendrait pas en compte le fait que tout discours est nécessairement *contextuel* et *intéressé* et que la légitimité du nationalisme est révolue, que son idéologie est obsolète. Il ne prendrait pas acte du fait que le discours qu'il tient sert des intérêts spécifiques.

Cette critique, nous le verrons, n'est pas tout à fait juste. Thériault produit lui aussi une sociologie critique – c'est-à-dire consciente de son inscription dans le milieu qu'elle étudie. Seulement, elle et lui divergent fondamentalement sur la valeur du nationalisme et sur le sens de l'émancipation. Alors que pour elle le nationalisme est synonyme de domination, pour lui il est la condition de possibilité de l'émancipation politique, d'une action collective volontaire sur le cours du monde.

5.3 Sociologie politique du nationalisme

Le sociologue Joseph Yvon Thériault a produit une analyse sociopolitique de la réalité sociétale du Canada français et de l'Acadie. Il s'intéresse aux nationalismes canadien français, acadien et québécois et cherche à les insérer dans la trame de la modernité. Ses travaux s'intéressent aux mutations que font subir aux identités, et plus spécifiquement aux identités nationales minoritaires le passage de la modernité à la postmodernité et l'approfondissement de la mondialisation néolibérale. Ses travaux sur le nationalisme francophone s'inscrivent dans une réflexion plus générale sur la modernité politique, la démocratie et le rôle qu'y jouent les identités et les institutions. La francophonie canadienne est un lieu privilégié pour comprendre les enjeux soulevés par la mondialisation sur les petites nations et les petites sociétés, sur leur capacité à « faire société », c'est-à-dire structurer la vie sociale et politique autour de leur référent identitaire national.

La capacité des nations à faire société tient à un équilibre précaire – tout particulièrement pour les petites sociétés et les minorités nationales – entre autonomie individuelle et autonomie collective, toutes deux constitutives de la modernité. À l'inverse de Heller qui cherche à émanciper les individus en les déliant de la nation et en les intégrant aux logiques mondialisées de l'économie néolibérale, Thériault cherche à émanciper l'individu

en préservant les identités collectives politiques qui lui permettent de faire sens du monde et d'y agir sur les logiques apolitiques de l'économie de marché.

Reprenant à son compte la tradition critique de la deuxième école de Francfort, qui oppose au monde vécu, lieu de culture, de sens, d'histoire, les logiques systémiques impersonnelles et instrumentales de la mondialisation, Thériault plaide pour le maintien d'espaces politiques pluriels, territorialisés et ancrés dans l'histoire. « Le projet de mondialisation néolibérale, ou le cosmopolitisme [...] proposent justement d'ériger en proposition politique un processus littéralement apolitique » (Boucher et Thériault, 2005, p. xv). Il dénonce ainsi tant le néolibéralisme, qui mine tout projet politique en faisant de l'individu privé l'unité de base de la société, que la judiciarisation du politique qui « désubstantialise, dénationalise et dépolitise » les questions identitaires (Thériault, 2003b, p. 48) en déplaçant vers la raison « froide » du droit le lieu à partir duquel émanent les revendications.

La modernité se fonde sur une tension intrinsèque entre l'extension de systèmes rationnels et la constitution d'un monde commun permettant à des subjectivités collectives de façonner le monde selon leur volonté. Au projet universaliste de la modernité fondé sur la raison s'ajoute un projet particulariste fondé sur des appartenances nationales et culturelles particulières où se déploie la raison.

La modernité, dans sa représentation idéal-typique appelle à l'existence d'une société mue par une volonté réfléchie, complètement transparente à elle-même, libre de toute attache à son passé. Dans sa réalité effective, toutefois, la modernité en donnant la parole au sujet, donne la parole à un sujet identitaire, à un sujet qui a une langue, une culture, une histoire (Thériault, 1995a, pp. 17–18).

La tension constitutive de la modernité est non seulement une réalité inscrite dans son déploiement historique, mais elle est la condition du projet d'émancipation et d'autonomie moderne. « Dans le monde moderne, rationalisation et subjectivation, systèmes et acteurs,

individu social et individu libre sont divisés. C'est ainsi que pour assurer le vivre-ensemble, pour 'faire société', la modernité doit continuellement réarticuler ce qu'elle désunit » (Thériault, 2012, p. 238). En même temps que la modernité faisait de la nation le peuple politique dépositaire de souveraineté, elle faisait de l'individu, du citoyen, le sujet de droit et le socle de la société. Les deux logiques contradictoires de la modernité se sont historiquement articulées au sein de l'État-nation. Le citoyen titulaire de droits était en même temps inscrit dans une identité nationale culturellement ancrée qui lui conférait ses droits, l'économie de marché était encadrée par un État national qui assurait la redistribution des richesses. En tant que l'autonomie et l'émancipation des sujets – individuels et collectifs – sont liées à cette tension, le rôle des sciences sociales est de veiller à son maintien. Les sciences sociales critiques doivent prévenir qu'un pôle devienne dominant. Or, cette tension serait aujourd'hui déséquilibrée par l'extension des logiques de système : la citoyenneté et l'économie s'émancipent du cadre national au sein duquel elles se sont instituées. Les logiques de système entraînent potentiellement une sortie de la modernité et de son cadre politique.

L'hypermodernité entraîne une double fragmentation de la société et de son cadre national en surinvestissant les logiques instrumentales. D'une part, elle exacerbe la figure de l'individu titulaire de droit au profit de l'individu héritier d'une identité nationale. Cette fragmentation par le droit est inhérente à la démocratie moderne. Dès que le peuple devient souverain, son unité culturelle est remise en question par les catégories de population qui le composent et qui exige une reconnaissance et des droits (classes sociales, groupes ethniques, genres, etc.). La nation crée, dans sa volonté d'unification, les conditions de reconnaissance d'identités sociologiques existant en son sein. De même, la démocratie crée, dans son processus d'institutionnalisation fondé sur l'individu abstrait et rationnel, des individus ancrés, sociologiquement déterminés (classes sociales, genre, ethnicité, etc.) qui luttent pour la reconnaissance. Seulement, en devenant un droit, cette reconnaissance se substitue au politique, elle se fige et devient contraire à l'idée d'autonomie. Au sein de la francophonie, cette tendance renvoie à la judiciarisation au cœur du régime linguistique et du nouveau nationalisme. « La judiciarisation de la société

civile viderait les revendications [des groupes nationalitaires] de toute véritable dimension politique et ramènerait leur capacité d'avoir des droits à leurs caractéristiques ethno-culturelles » (Thériault, 2000, p. 170). En désignant la francophonie comme une catégorie juridique dont les droits et les actions possibles sont définis par le droit et déterminés par les juges, le régime linguistique exacerbe l'ayant droit au profit de l'identité culturelle pourtant à l'origine du statut juridique. Dès lors que l'action collective se limite à l'acquisition de droits, l'identité devient un donné, cesse d'être une question devant être débattue.

D'autre part, l'hypermodernité exacerbe les logiques de marché et la figure de l'*homo economicus*, l'individu rationnel et instrumental. L'extension du domaine du marché qu'entraîne la nouvelle économie néolibérale fait de l'identité et de la culture des marchandises vidées de leurs substrats culturels. Soumises à la seule loi du marché, la langue et l'identité deviennent incapables de fonder des identités politiques inscrites dans la durée, porteuses de souveraineté légitime.

Ces deux logiques systémiques minent le substrat culturel sur lequel se sont fondées les nations modernes au sein desquelles la réarticulation des principes contradictoires de la modernité pouvait être effectuée. L'idée de souveraineté et d'autonomie sont, en modernité, liées à celle de peuple dépositaire des institutions démocratiques. Les logiques systémiques de la mondialisation et du droit minent les fondements de ce peuple. Contre ces logiques individualisantes et instrumentales, Thériault défend des identités collectives nationales fondées sur l'histoire et sur des représentations symboliques riches et complexes, capables de réarticuler ce que la modernité désarticule.

De ce fait, les identités nationales ne peuvent pas être réduites à de seules idéologies au service d'une élite. Au contraire, la nation est un espace où se posent des questions relatives au vivre-ensemble. « Pour que la démocratie, le pouvoir au peuple, ne soit pas

une simple procédure, une simple soumission aux lois de la cité, mais procède d'une participation réelle et significative à l'élaboration de cette loi, la nation s'est constituée, transformant les sujets de droits en communauté politique, c'est-à-dire en puissance politique collective » (Thériault, 2004, p. 113). C'est au sein de la nation que les questions de redistribution ont été élaborées. Plus qu'une simple idéologie élitiste, la nation est pour Thériault le lieu où s'accomplit le politique. Plus encore, elle est un lieu de résistance contre les élites cosmopolites de l'économie globalisée.

Manuel Castells, théoricien de la nouvelle économie que cite pourtant Heller, abonde dans le même sens. Contrairement à Heller qui fait dépendre la légitimité de la nation de la forme de l'État et la réduit en dernière instance à une forme de domination, Castells est de l'avis que les nations sont des entités autonomes et indépendantes, mues par des logiques et des dynamiques propres. « Nationalism and nations have a life of their own, independant of statehood, albeit embedded in cultural constructs and political projects » (Castells, 2010, p. 31). Dans sa vaste enquête sur l'identité au sein de la nouvelle économie, il constate lui aussi que la mondialisation n'entraîne pas unilatéralement une délégitimation des nationalismes et que les approches critiques qui résument le nationalisme à une idéologie élitiste peinent à comprendre la résurgence nationaliste au 21^e siècle. « Nationalism is not necessarily an elite phenonemon, and, in fact, nationalism nowadays is more often than not a reaction against the global elites » (Castells, 2010, p. 33). Contrairement à ce qu'affirme Heller, Thériault ne conçoit pas la nation comme une fin en soi, décontextualisée. Plutôt, il estime que le contexte de la nouvelle économie mondialisée et néolibérale entraîne un besoin de nation. La mondialisation se construit en grande partie contre l'État-nation, l'affaiblissant et affaiblissant du même coup la capacité des nations à agir, à infléchir le cours de leur existence. Le nationalisme aujourd'hui serait en grande partie mu par une volonté de résistance aux logiques de système. Thériault est du même avis, il estime que « les solidarités linguistique, régionale, communautaire, comme les pratiques historiques de réappropriation, au lieu d'être perçues comme des 'blocages', des 'retards' sont plutôt considérées comme la matière première du changement » (Thériault, 1995a, p. 107). Les revendications nationalistes, dans cette

optique, ne sont pas des anachronismes au sein de la nouvelle économie mondialisée, mais des formes de résistance à ses logiques instrumentales et apolitiques.

5.3.1 La langue comme ancrage culturel

Du fait de l'importance que Thériault accorde aux identités nationales dans le processus d'émancipation moderne, la langue prend chez lui un tout autre sens que chez Heller. Alors que chez Heller elle représente un capital inégalement distribué et générateur d'inégalités et de stratification sociale, chez Thériault la langue est un outil générateur de lien social et créateur de représentations collectives qui s'ancrent sur le territoire et créent des appartenances politiques. En tant qu'elles forment des entités politiques, les communautés linguistiques – tout particulièrement celles nationalitaires – aspirent à des institutions afin d'accroître leur pouvoir. Mais elles aspirent également à la reconnaissance de leur spécificité culturelle.

Les langues sont des univers de sens. Exiger qu'une langue soit reconnue, c'est demander qu'on reconnaisse l'univers de sens qui est particulier aux locuteurs de cette langue. Me reconnaître comme égal exige donc de reconnaître le groupe auquel j'appartiens comme égal (Thériault, 2009, p. 50).

Plus qu'un capital et plus qu'un droit, la langue crée du public. Il reprend à Anderson cette idée selon laquelle « much the most important thing about language is its capacity for generating imagined communities, building in effect *particular solidarities* » (Anderson, 1991, p. 133). En tant que la langue génère du commun, qu'elle aspire à produire du politique, le contact des langues génère nécessairement du conflit. « Les langues se chassent [...] chaque communauté linguistique tend à s'arroger un espace territorial » (Thériault, 1995a, p. 92). En tant que la langue ne se résume pas à une compétence, à un capital privé, mais qu'elle crée un pont entre le privé et le public, elle aspire nécessairement à une forme de totalisation à la fois génératrice de communauté et de

domination. Seulement, il faut prendre acte de la double réalité de la langue : à la fois culture et capital, génératrice de lien et de rapports de force.

C'est là le sens de la défense des nations chez Thériault. Alors que Heller cherche à émanciper l'individu des idéologies nationalistes élitistes en l'intégrant pleinement aux flux mondialisés des capitaux, Thériault cherche à préserver l'autonomie politique des collectivités humaines des effets délétères de cette même mondialisation. L'enjeu est le maintien d'espaces politiques permettant d'exprimer des volontés collectives. « La question des petites sociétés n'est rien d'autre en fait que la question de la diversité culturelle et des lieux politiques permettant le déploiement de cette pluralité » (Boucher et Thériault, 2005, p. xviii). De cette défense de la nation comme espace politique découle une conception territorialisée et nationalisée des sciences sociales. Les concepts et les théories formulées dans un lieu donné, à une époque donnée ne peuvent pas nécessairement être transposés ailleurs. Les champs linguistiques et nationaux ne peuvent pas tous être mis sur un pied d'égalité. Les rapports de force qui s'y déploient ne sont pas équivalents selon qu'on se trouve en France, aux États-Unis ou au Canada. De même, on ne peut pas simplement transposer les concepts et les méthodes conçus pour rendre compte de ces dynamiques dans un espace majoritaire sur un espace minoritaire.

Thériault reprend ainsi à son compte le postulat de départ de Heller selon lequel tout discours est nécessairement *contextuel* et *intéressé*. En l'occurrence, le cosmopolitisme – ou le postnationalisme – et le néolibéralisme promus par Heller sont tributaires de l'expérience politique et culturelle particulière des États-Unis, d'une part, et de l'élite globalisée de la nouvelle économie, d'autre part. Si l'on souhaite bien comprendre les enjeux liés à la mondialisation et à l'identité, il est fondamental d'inscrire ces processus dans leurs contextes particuliers. Le cosmopolitisme que défend Heller est un discours *contextuel* et *intéressé*. On ne peut pas se contenter de transposer les concepts d'une réalité sur une autre. « Les concepts ne s'exportent pas aussi facilement que les marchandises » (Thériault, 2012, p. 30). Et c'est ici que l'épistémologie devient normative. D'une part, les

sciences sociales sont normatives parce qu'elles sont ancrées dans des lieux spécifiques, possédant leurs logiques propres, qui appellent des approches adaptées. D'autre part, elles sont normatives parce qu'au sein de ces espaces toujours singuliers, elles doivent veiller (elles veillent même inconsciemment) au maintien de l'équilibre entre culture et raison, entre sens et système, entre le particulier et l'universel. L'erreur que commettrait Heller serait de ne pas prendre acte de la réalité spécifique de la francophonie et de contribuer, avec sa critique inadaptée, au déséquilibre.

5.3.1 La spécificité ontologique de la francophonie canadienne

La sociologie est ancrée dans des sociétés singulières où elle joue un rôle particulier : assurer une réflexivité permettant aux sociétés de s'appréhender en tant que telles et ultimement, d'agir de façon éclairée. Ancrée dans des lieux particuliers, la sociologie doit prendre acte de la réalité ontologique du groupe qu'elle étudie et qui informe les conditions de reproduction de l'identité et les conditions de production des savoirs. Le différend entre Heller et Thériault tient en grande partie à une question de diagnostic. Heller reproche aux experts et aux intellectuels francophones – ceux qu'elle appelle les producteurs de francité – d'essentialiser la nation et d'en faire une fin en soi dans un contexte où le néolibéralisme appelle à un dépassement du nationalisme. Thériault, quant à lui, reproche à Heller de négliger la fragilité inhérente aux groupes nationalitaires et leurs modalités particulières de reproduction dans un monde globalisé, sa critique du discours expert est dès lors plus timide exhortant à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

La francophonie canadienne n'est pas une nation dans le plein sens du terme. Elle se situe sur un spectre entre la nation et l'ethnie, appartenant au vaste champ des groupes nationalitaires. Entre la nation et l'ethnie, ces groupes « participent de la logique ethnique en autant qu'ils sont des communautés minoritaires inscrits dans une dynamique relationnelle avec d'autres groupes à l'intérieur de la nation », mais ils participent

également de la logique nationale, « en autant qu'ils sont des communautés de destin à représentation autoréférentielle, possédant plusieurs attributs habituellement associés à la nation (territoire, langue, histoire, culture, institutions 'nationales') » (Thériault, 1995a, pp. 258–259). L'erreur que commet Heller est de ne considérer que la réalité *nationale* de la francophonie et de minimiser sa minorité, sa réalité *ethnique* qui la fragilise. Partant du principe – erroné selon Thériault – que tout nationalisme, qu'il s'agisse d'une minorité nationale ou d'une nation politique possédant un État, peut être mis sur un pied d'égalité, la critique hellerienne ne prend acte ni de la réalité ontologique, ni de la fragilité constitutive du groupe qu'elle déconstruit. La francophonie canadienne ne possède ni les ressources, ni les institutions nécessaires pour assurer sa reproduction dans un contexte mondialisé et néolibéral. Jamais le nationalisme francophone ne parviendra à devenir hégémonique et à assurer sa reproduction par sa seule force d'attraction. Heller remarque à juste titre que la reproduction de l'idéologie nationaliste qui assure le lien entre la langue et l'identité exige un effort considérable, exige des justifications constantes. C'est ce qui fait du nationalisme francophone un objet utile. N'étant pas hégémonique, il doit constamment énoncer ce que d'autres nationalismes peuvent laisser implicite, peuvent imposer. Pour Thériault, c'est ce qui en fait un objet particulier qui ne peut être réduit à un nationalisme quelconque. La critique qui consiste à réduire l'appartenance nationale à une idéologie élitiste et hégémonique à déconstruire est en ce sens démesurée et inadéquate lorsqu'elle est effectuée au sein de la francophonie canadienne.

Lorsqu'elle est effectuée au sein des États-nations, une telle critique, bien qu'elle minimise exagérément le rôle du récit national dans la construction de la citoyenneté moderne, est continuellement atténuée par la force inhérente à la culture majoritaire – par sa langue, par ses institutions, par ses médias – de réinscrire, en creux, le récit national [...] Cela, en un sens, protégerait la culture majoritaire des États-nations, et permettrait d'un même souffle l'institutionnalisation d'une critique sociale des prétentions universalistes de cette même majorité. Tout différent est le processus lorsqu'appliqué au projet [...] d'une petite société ou d'une minorité nationale (Thériault et Meunier, 2008, p. 233).

La situation de minorité constitutive du nationalisme francophone l'empêche de devenir hégémonique à l'échelle sociétale, rendant la critique non seulement inadéquate, mais

excessivement corrosive. La francophonie canadienne n'a pas les moyens de se reproduire, de se maintenir par la simple force d'attraction de sa culture, elle doit constamment se reproduire dans le discours, elle doit expliciter son identité, elle doit chercher à susciter l'adhésion de ses membres, elle doit lutter pour sa survie, pour le maintien de sa mémoire, contre des forces qui la menacent en permanence.

Au sein d'un tel groupe, l'élite ne joue pas un rôle identique à celui qu'elle joue au sein de nations hégémoniques. Ses capacités, ses intérêts ne sont pas analogues ; le majoritaire du minoritaire n'équivaut pas nécessairement au majoritaire du majoritaire (Thériault et Meunier, 2008, p. 217). Non seulement la lecture élitiste du nationalisme est-elle simpliste – elle néglige notamment le fait que les nations possèdent une vie propre, qu'elles ne sont pas entièrement déterminées par des intérêts spécifiques et qu'elles ne sont pas entièrement subordonnées aux logiques économiques –, elle est inadaptée pour comprendre son objet.

Incapables de se mobiliser à travers le grand État intégrateur, ces petites sociétés s'appuyèrent sur leur culture, leur identité, leur histoire, afin de donner un sens aux bouleversements opérés par les temps nouveaux. Cette expérience des petites cultures mobilisant le passé pour entrer dans la modernité doit, elle aussi, être considérée comme une composante essentielle de la culture occidentale (Thériault, 2002, p. 135).

Ces petites sociétés, dont fait partie la francophonie canadienne, se reproduisent selon des modalités particulières et sont particulièrement vulnérables aux logiques instrumentales de la mondialisation. Leur volonté de « faire société », de devenir une réalité autoréférentielle, cette « intention vitale » qui anime l'histoire de la francophonie canadienne et qui se reconnaît à son aspiration historique à l'autonomie est toujours inachevée. De ce fait, la langue – symbole de la différence du groupe et pilier de son projet de « faire société » – ne peut jamais être normalisée, elle demeure un objet de lutte, un choix qui doit être réitéré, défendu. Le rapport des sociétés humaines à leur langue ne peut pas être réduite à une seule et unique composante. Au sein des petites nations, la langue et la mémoire qu'elle véhicule, sont nécessairement intimement liées.

La langue ne pourra jamais acquérir ici le statut de langue utilitaire que possède l'anglais en Amérique du Nord, un statut qui lui permet de dissocier langue sociétale et identité. Parce que l'historicité profonde de l'américanité est anglaise, la nation française d'Amérique fut interdite d'être une de ces grandes sociétés intégrant et assimilant les nouveaux arrivants par les seules forces spontanées de leur puissance (Thériault, 2002, p. 354).

Si l'on peut comprendre la langue comme un capital, l'y réduire ne permet pas de rendre compte des exigences et des défis spécifiques qui s'imposent au français en Amérique. Du fait de cette différence fondamentale entre les grandes nations et les groupes nationalitaires, les sciences sociales ne peuvent pas jouer le même rôle dans les premières et les secondes.

5.3.2 Le rôle des sciences sociales

À l'instar de Heller, Thériault est soucieux des savoirs qu'il produit et est conscient de l'inscription de ses savoirs dans la société. Les sciences sociales ont comme première fonction d'assurer l'équilibre précaire de la nation, entre mémoire et marché, droit et culture. Il faut, pour ce faire, être sensible à la réalité particulière du groupe.

Il n'est pas de même nature d'appartenir à une communauté nationalitaire que celle d'appartenir à une communauté ethnique [...] En mettant de l'avant de telles caractéristiques dans leurs travaux ces chercheurs [de l'École de Toronto] participent à minimiser une dimension pourtant toujours présente de l'identité des francophonies minoritaires, soit la représentation nationalitaire (Thériault, 2014, p. 8).

Heller et Thériault s'entendent sur le fait que les sciences sociales contribuent à façonner l'objet qu'elles étudient. Seulement, là où Heller voit son rôle comme devant contribuer à dépasser le nationalisme, Thériault voit son rôle comme devant protéger la nation des forces exogènes. Il n'est pas question chez lui d'assurer l'adéquation de l'identité nationale

aux logiques dominantes du marché, mais bien d'assurer la capacité de la nation à faire le contre-poids à ses logiques instrumentales. En limitant la langue et l'identité à des capitaux Heller exacerbe dans le discours francophone des logiques instrumentales déjà à l'oeuvre au sein de la mondialisation. Elle mine de l'intérieur le potentiel politique des communautés.

Cette dissolution du politique dans l'organisationnel ne doit pas être accélérée [...], moins encore par les intellectuels de la francophonie. Trop de facteurs lourds et imposants, propres à la modernité avancée – individualisme, fragmentation, mondialisation – ou particulier à l'univers postcanadiens français – de la démographie jusqu'au repli de la nation aux frontières québécoises –, contribuent déjà à étioier l'intention vitale du Canada français (Thériault et Meunier, 2008, p. 217).

C'est là le sens d'une sociologie critique selon Thériault : consciente de son insertion spécifique dans un milieu. D'où la question paradoxale et quelque peu provocatrice qu'il pose : « Est-ce progressiste aujourd'hui d'être traditionaliste » (Thériault, 2003a)? On n'est pas sociologue de la même manière partout. Seulement, la réalité nationalitaire pose un défi de taille au travail sociologique, un défi que Thériault considère potentiellement incommensurable. C'est d'ailleurs ce rapport problématique entre sociologie et minorité nationale qui expliquerait selon lui le rôle marginal qu'ont joué les sciences sociales au sein de la francophonie canadienne et l'hostilité dont a été l'objet cette discipline à la fin des années 1960.

La sociologie s'est historiquement instituée au sein d'États-nation, dans le cadre de champs nationaux dont les concepts reproduisaient les modalités particulières d'institutionnalisation politique du groupe. Les concepts centraux de la sociologie allemande, française et américaine sont intimement liés à l'expérience historique particulière de ces sociétés. Or, la francophonie canadienne ne forme pas une société globale. Au contraire, la société à laquelle les communautés francophones hors Québec pose problème. D'une part elles sont animées d'une volonté historique de « faire société », d'autre part elles sont contraintes de faire société avec d'autres, d'être un groupe parmi

d'autres au sein de la société canadienne. « Le travail sociologique débusque nécessairement cette faille identitaire. Et c'est pourquoi [...] il y eut et il y a résistance au développement d'un champ sociologique propre à ces communautés » (Thériault, 1995a, p. 251). L'alternative binaire entre nation et ethnie qui structure la pensée de Thériault rend effectivement problématique le travail sociologique. L'aspiration nationale de la francophonie est à ce point fragile que la sociologie, en mettant en évidence son incapacité à « faire société », la confronte à son incomplétude.

Ni les savoirs des nations, ni ceux des ethnies ne conviennent, n'arrivent à rendre compte de la réalité de ce groupe mitoyen. D'une part, les concepts critiques issus des grandes traditions nationales, qui visent à déconstruire leurs idéologies hégémoniques sont trop corrosives et réduisent l'aspiration sociétale d'autonomie de la francophonie à une préoccupation de classe. Les fondements institutionnels du groupe ne sont pas suffisamment solides et son organisation n'est pas suffisamment résiliente pour intégrer la critique de son récit fondateur. « Effacer le récit majoritaire de la mémoire communautaire, c'est effacer la mémoire même du groupe » (Thériault et Meunier, 2008, p. 233). Sans cette mémoire qui tend vers l'autonomie, la francophonie est réduite à un groupe ethnique parmi d'autres.

D'autre part, les concepts experts issus de la sociologie des groupes ethniques et qui servent aujourd'hui à faire avancer la cause nationaliste contribuent, du fait de leur intégration au régime linguistique, à dépolitiser la francophonie. Ces concepts dépolitisent le référent francophone en le réduisant à un groupe d'ayant droit inscrit dans des logiques organisationnelles de gestion de l'ethnicité. Le régime linguistique actuel a contribué à faire passer le discours des organismes francophones « d'une logique nationale où le politique primait à une logique identitaire contenue et reproduite par un mode gestionnaire de la 'différence culturelle et linguistique' » (Thériault et Meunier, 2008, p. 216).

Les sciences sociales nationalitaires sont ainsi dans une position particulière. Entre la nation et l'ethnie, les groupes nationalitaires ne peuvent pas être analysés adéquatement avec les concepts issus des grandes nations étatiques, ni avec les concepts issus de la sociologie des groupes ethniques. L'équilibre à maintenir est si précaire que toute sociologie est inadéquate. C'est justement ce qui fait dire à Thériault qu'une sociologie nationalitaire, propre à la réalité spécifique de ce type de groupement est *impossible*. « L'impossibilité d'un champ sociologique est lié à cette indécision identitaire. Ni la compréhension de ces sociétés comme société globale (le prisme national) ni la compréhension de celles-ci comme groupement relationnel (le prisme ethnique) ne réussissent pleinement à rendre compte de la praxis s'y déroulant effectivement » (Thériault, 1995a, p. 272). Afin de pouvoir produire une sociologie qui soit indigène au groupe et qui soit intégrée à ses rapports sociaux, une sociologie qui soit une forme de réflexivité de la société sur et par elle-même, ce groupe doit former une société globale, doit correspondre à un État souverain. Les groupes sans États peuvent être des *objets* sociologiques, mais pas des *sujets* connaissants.

Face à cette impuissance, la sociologie est doublement amputée. Épistémologiquement, son objet est insaisissable. Normativement, elle doit néanmoins défendre le désir historique du groupe à « faire société ». Cette impasse conduit Thériault à se concentrer sur ce qu'il appelle « l'intention vitale » du Canada-français au détriment des modalités concrètes par lesquelles le groupe se reproduit, se transforme, s'insère dans la société et dans le monde qui l'entoure.

Malgré tout ce qui distingue les approches de Thériault et de Heller, il y a une certaine symétrie dans leurs thèses respectives. Alors que Heller place Thériault et les experts dans le même camp – elle les appelle des « producteurs de francité » –, Thériault place Heller et les experts ensemble en tant qu'ils exacerbent les logiques instrumentales et contribuent à dépolitiser le référent identitaire. Pour Thériault, les experts appartiennent à l'École de Toronto, ils ethnicisent le référent francophone, minent son aspiration nationale. Alors

que pour Heller, les experts sont les principaux producteurs du nationalisme francophone. S'ils ne s'entendent pas sur le *rôle* que doivent jouer les sciences sociales, ni sur le sens de l'émancipation, ils s'entendent toutefois sur leur *objet*. L'un et l'autre font du nationalisme francophone l'objet exclusif de leurs analyses.

5.4 Limites des approches critiques

La sociologie critique se caractérise par trois aspects fondamentaux : la domination comme principal objet d'étude, le postulat de l'aveuglement des acteurs face aux structures de domination dans lesquelles ils sont inscrits, et le rôle émancipateur des sciences sociales qui jettent la lumière sur ces structures. Selon cette définition, Thériault et Heller produisent tous deux à leur manière une sociologie critique. Alors que Heller cherche à émanciper les individus des discours qui relient langue et identité et qui ne servent que les intérêts de classe d'une élite nationaliste, Thériault cherche à émanciper le groupe nationalitaire des logiques instrumentales induites par la mondialisation néolibérale et la judiciarisation de la société. Aussi se reprochent-ils mutuellement de produire des savoirs idéologiques servant des intérêts élitistes, de contribuer à la domination tantôt du peuple acadien et canadien-français, tantôt de l'individu postnational. Heller reproche à Thériault de faire de la nation une fin en elle-même et de négliger le fait qu'elle est une construction contextuelle et intéressée, de produire la francité pour son propre compte, alors que Thériault reproche à Heller de dénationaliser le référent identitaire francophone au nom d'une idéologie apolitique dominante et dont elle est une représentante, une élite. L'impasse est à la fois ontologique, épistémologique et normative. Tel qu'il est formulé, le différend contraint à choisir un camp. Il y a pourtant une alternative.

5.4.1 L'acteur, l'action et l'émancipation

Les approches critiques entretiennent un rapport ambivalent avec leur objet. Le chercheur critique se place en position de surplomb vis-à-vis de son objet, arrive seul à identifier les rapports de force qui échappent à ceux qui y participent et les subissent. Le chercheur dévoile aux acteurs les motifs et les conséquences réels de leurs actions et de leurs croyances, qui demeurent pour eux invisibles. Ainsi chez Heller, lorsque des individus ou des collectifs défendent un rapport culturel à leur langue, ce qu'ils font *réellement* est défendre leurs propres intérêts privés, assurer leur statut dominant. Lorsque des collectivités luttent pour des espaces sociaux linguistiquement homogènes, ils sont manipulés par les intérêts d'une classe dominante qui cherche à maintenir son accès privilégié à des ressources. De même chez Thériault, lorsque des nationalistes se servent des concepts de vitalité et de complétude institutionnelle pour défendre leurs droits devant les tribunaux, ce qu'ils font *réellement* est dénationaliser le référent identitaire en le réduisant à un groupe ethnique inscrit dans une logique de judiciarisation. Il faut donc *déconstruire* les structures objectives qui font désirer aux acteurs ce qu'ils désirent, qui les font tenir à ce à quoi ils tiennent. De même que les acteurs sont inconscients des motifs et des enjeux réels de leurs actions, ils sont également souvent inconscients des violences dont ils sont victimes. Ainsi, les francophones qui défendent leur droit à des institutions linguistiquement homogènes que la majorité anglophone leur a historiquement refusées ne sont pas dominés par cette majorité anglophone, mais plutôt par le discours nationaliste qui entrave leur adaptation aux logiques du marché exigeant le bilinguisme. De même, les nationalistes qui luttent pour l'acquisition de droits linguistiques avec les concepts de vitalité et de complétude institutionnelle croient défendre leur identité alors qu'en réalité ils ne font que se soumettre aux logiques apolitiques et ethniques de la judiciarisation. Il revient dès lors au sociologue de dévoiler aux acteurs leur statut de victime, et les institutions, discours et acteurs qui en sont responsables. Le rôle que doivent occuper l'observation et la description dans une telle approche est en ce sens problématique. « La sociologie est donc à la fois, dans ce cas, l'instrument de description de la domination et l'instrument d'émancipation à l'égard de la domination » (Boltanski, 2009, p. 40). Il faut

supposer que les acteurs sont inconscients des motifs réels de leur engagement, que seul le sociologue peut identifier en dévoilant la structure objective du champ. La description sert donc à la fois à rendre compte des faits, gestes et paroles des acteurs étudiés, et à démontrer en quoi ceux-ci sont révélateurs de motifs qui leur échappent et qui renvoient systématiquement à de la domination.

La sociologie critique se fonde précisément sur une extension du domaine de la violence, d'une part, et une désignation *a priori* des victimes et des acteurs de cette violence. En réduisant l'ensemble des relations sociales à des rapports de force institués, la sociologie critique est essentiellement une sociologie critique des institutions. Les institutions servent invariablement à produire et reproduire des rapports de domination (Boltanski, 2009, p. 86). Les institutions qui sont au cœur des approches critiques varient cependant en fonction de la métaphysique de l'émancipation qui les anime. Si tout est institution, mais que la sociologie doit viser l'émancipation, « la sociologie critique [...] doit invoquer des 'possibles latéraux' sans chercher cependant à en spécifier la teneur » (Boltanski, 2009, p. 41). Chez Heller, la critique se dirige principalement vers les discours et les institutions nationaux, mais elle épargne le marché, présenté comme agent d'émancipation. Chez Thériault, la critique se dirige principalement vers le marché et le droit, mais il épargne l'héritage national, qu'il juge trop fragile pour soutenir la critique et qui est présenté comme agent d'émancipation.

Enfin, la sociologie critique suppose toujours, en creux, un état idéal où l'individu parviendrait à s'actualiser et à libérer son plein potentiel, libéré enfin des diverses formes de domination qui s'imposent à lui, à son insu. La sociologie critique doit donc se fonder sur une métaphysique de l'émancipation, elle doit formuler à la place des acteurs un horizon normatif qui prend l'allure d'une vérité scientifique. Se fondant sur une métaphysique de l'émancipation – chez Thériault l'équilibre précaire entre système et monde vécu, chez Heller la libre circulation des ressources identitaires et linguistiques – la sociologie critique peine à rendre compte des valeurs qui circulent dans la société. En

effet, elle réduit les énoncés sur le monde, les jugements, les valeurs, les attachements à une alternative binaire : tel discours participe soit de la nation, souhaitable, soit de l'ethnie, non souhaitable ; tel discours lie langue et identité et doit ainsi être déconstruit, tel autre les délie peut être légitimé.

Ces trois principales caractéristiques de la sociologie critique entraînent un certain nombre de distorsions et d'occultations. Elles déforment ce que disent, font et pensent les acteurs et elles occultent les motifs qu'ils présentent eux-mêmes et tiennent pour vrais. Surtout, dans le contexte spécifique de l'Acadie et de la francophonie canadienne, la sociologie critique limite les valeurs et les rapports de domination soumis à la critique aux seules instances linguistiques et, plus encore, francophones. La sociologie critique devient dès lors *de facto* une sociologie critique du nationalisme.

5.4.2 La nation comme objet naturel de la critique

Les thèses et les approches respectives de Heller et Thériault sont éclairantes à plusieurs égards, mais elles sont également limitées par leur nationalisme méthodologique. En ne s'intéressant qu'aux espaces francophones et qu'aux discours explicitement linguistiques, Heller écarte de son champ de réflexion des pans entiers de l'espace social et, conséquemment, écarte des rapports de force, des idéologies et des inégalités pourtant réels. De même pour Thériault dont la défense d'une intention nationale, d'un projet inachevé de « faire société », l'amène à écarter de son champ de réflexion la société réelle, hybride, bilingue. Ce découpage scientifique qu'ils opèrent tient à la fois au nationalisme méthodologique implicite à leur conception explicitement normative des sciences sociales. Ils sont menés l'un et l'autre par un projet normatif, par une vision de l'émancipation, d'une société idéale – dans un cas fondée sur la territorialité stato-nationale moderne, dans l'autre, par la déterritorialisation identitaire postmoderne.

Le nationalisme méthodologique de Thériault entraîne des limites certaines. À focaliser sur l'aspiration toujours inachevée des communautés francophones à « faire société », aspiration qu'il cherche de surcroît à maintenir et à protéger, il aboutit logiquement à l'évacuation de la société effective, faite d'institutions politiques, de droits, d'acteurs économiques, traversée d'idéologies et de rapports de force qui ne sont pas nécessairement nationaux, mais qui ne sont pas pour autant sans incidence sur l'identité nationalitaire à laquelle il s'intéresse. Au moins le nationalisme méthodologique de Thériault s'accorde-t-il avec son nationalisme normatif. Il reproduit dans le choix de ses objets sa vision du monde. Reconnaisant que le statut ontologique particulier de la francophonie et son institutionnalisation politique limitée la rend particulièrement fragile aux logiques instrumentales qui la dénationalisent en réduisant son identité et sa langue à de simples ressources, il contribue à la nationalisation du référent francophone par ses savoirs. L'épistémologique, l'ontologique et le normatif forment un tout cohérent. L'Acadie prend toute la rigueur d'une théorie, dirait Hautecoeur.

Le nationalisme méthodologique de Heller est toutefois plus surprenant. Heller fait effectivement une sociolinguistique critique du nationalisme canadien français (et non pas des langues au Canada). Ses objets d'études se limitent aux francophones au Québec et hors Québec et excluent systématiquement le nationalisme anglophone, que ce soit au Québec – où les procès relatifs à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* ont été nombreux – ou encore à l'extérieur du Québec où les gouvernements sont nombreux à refuser d'étendre les services en français. Bien qu'elle s'intéresse à la manière dont la langue et l'identité sont liés dans le discours, elle n'étudie pas la manière dont l'anglais et l'identité canadienne sont reliés au sein du nationalisme canadien, ni comment le bilinguisme est contesté à la fois à l'échelle fédérale et aux échelles provinciales et municipales.

Son approche critique est paradoxale à deux niveaux. Premièrement, son nationalisme méthodologique contraste avec son postnationalisme normatif. Alors qu'elle plaide pour une dénationalisation de la langue française, elle persiste à traiter l'espace francophone comme un espace national ; elle continue à faire de cet objet qu'elle cherche à dénationaliser l'objet naturel et exclusif de ses analyses. Deuxièmement, alors qu'elle considère que tout discours est contextuel et intéressé, elle passe sous silence les intérêts desservis par l'idéologie néolibérale de la nouvelle économie. Si le rôle de la critique consiste à identifier les rapports de domination, d'exclusion et d'inégalité qui structurent la société et de démontrer en quoi ceux-ci sont les produits de discours contextuels et intéressés, il apparaît pour le moins étrange que les discours de cette nouvelle élite jeune, cosmopolite, polyglotte et sans attaches qu'elle défend et qui sont emblématiques de la nouvelle économie mondialisée ne soient pas, eux, déconstruits. Pourquoi la critique hellerienne, ne voyant dans le nationalisme qu'un intérêt de classe, épargne-t-elle cette classe dominante à qui profite le postnationalisme ? Plus encore, pourquoi en défend-elle les intérêts ?

5.4.3 Critique néolibérale du nationalisme

La sociologie critique se fonde sur une métaphysique de l'émancipation, sur une utopie qui se profile en creux. Chez Heller, cet horizon normatif est néolibéral. Il renvoie à un monde fait d'individus détachés, déterritorialisés et puisant librement dans le vaste champ culturel mondialisé. Le néolibéralisme est une idéologie politique, sociale et économique selon laquelle « open, competitive, and unregulated markets, liberated from all forms of state interference, represent the optimal mechanism for economic development » (Brenner et Theodore, 2002, p. 350). C'est précisément ce modèle que reproduit Heller. La langue, comme le capital, la langue *en tant que* capital, ne doit connaître aucune allégeance nationale, aucune forme de protectionnisme qui entraverait sa libre circulation dans les flux mondialisés de la nouvelle économie. Elle ne connaît aucune autre forme de légitimation que celle de l'offre et de la demande. Le nationalisme est, en ce sens,

problématique puisqu'il fait subir à la langue ce que l'État fait subir au marché : il régule et limite la libre circulation des capitaux et des biens. Aussi la critique de celui-là est-elle sensiblement la même que celle de celui-ci. Le nationalisme doit être critiqué, défend-elle, parce que les mécanismes d'inclusion et d'exclusion qu'il met en œuvre limitent le libre accès aux ressources qu'il produit et la libre circulation des capitaux – en l'occurrence linguistiques – représente le mécanisme de développement humain et économique optimal.

Cependant, le néolibéralisme demeure dans ses écrits un simple élément de contexte, un fait objectif faiblement théorisé et demeurant souvent implicite, comme un arrière-plan qu'on peut simplement évoquer, comme une réalité naturalisée, allant d'elle-même. Les nouvelles conditions de légitimité fondées sur la rentabilité qu'instaure le néolibéralisme ne sont effectivement pas présentées comme servant des intérêts de classe, ne sont pas présentées comme étant *contextuelles* et *intéressées*. Elles sont plutôt présentées comme une réalité nouvelle, inexorable et menant assurément à une certaine forme d'émancipation. « [This new identity] by its fluidity and mobility may, perhaps, be more inclusive. It will certainly have its own perverse consequences, and we will have to keep an eye on what they turn out to be » (Heller, 2011, p. 191). Si le néolibéralisme entraîne de nouvelles inégalités, il faudra y remédier, mais il s'agit néanmoins, selon elle, d'un progrès par rapport au nationalisme.

Trois explications sont possibles pour expliquer l'attitude de Heller vis-à-vis du néolibéralisme. Premièrement, elle endosse peut-être l'idéologie néolibérale, en estimant que la libre circulation des ressources – en l'occurrence linguistiques – et la déterritorialisation de l'identité constituent des progrès et tracent la voie vers l'émancipation des individus. Cependant, elle ne l'affirme jamais ouvertement. L'identité hybride, fluide et mobile qu'elle appelle de ses propres vœux correspond à une vision plus postmoderne que néolibérale de l'identité. Une deuxième hypothèse est que l'extension du domaine du marché qu'entraîne le néolibéralisme, faisant littéralement de la langue un

capital circulant et s'échangeant et dont la valeur est économiquement déterminée, correspond à la vision économiciste de la langue qu'elle emprunte à Bourdieu. La légitimité qu'elle accorderait au néolibéralisme tiendrait alors à son adéquation littérale avec sa propre vision de la langue comme ressource. La critique d'inspiration bourdieusienne contiendrait en germe une affinité au néolibéralisme – malgré que Bourdieu ait explicitement critiqué l'idéologie néolibérale²⁷ – en réduisant la société à une série de transactions opérées par des acteurs rationnels (Caillé, 2005). À théoriser la langue comme une forme de capital – symbolique –, elle considère normal et bienvenu un système qui en fait littéralement un capital – économique. La théorie est confirmée, elle passe de la métaphore au réel. Une troisième hypothèse est que les inégalités engendrées par le néolibéralisme ne sont pas visibles à partir du cadre limité de son nationalisme méthodologique et de sa focalisation sur les seules ressources linguistiques. En ne s'intéressant qu'aux inégalités symboliques engendrées par les discours linguistiques du

27 « En fait, on est ici devant un extraordinaire paradoxe : alors que les obstacles rencontrés sur la voie de la réalisation de l'ordre nouveau - celui de l'individu seul, mais libre - sont aujourd'hui tenus pour imputables à des rigidités et des archaïsmes, et que toute intervention directe et consciente, du moins lorsqu'elle vient de l'Etat, par quelque biais que ce soit, est d'avance discréditée, donc sommée de s'effacer au profit d'un mécanisme pur et anonyme, le marché (dont on oublie qu'il est aussi le lieu d'exercice d'intérêts), c'est en réalité la permanence ou la survivance des institutions et des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement, et tout le travail de toutes les catégories de travailleurs sociaux, et aussi toutes les solidarités sociales, familiales ou autres, qui font que l'ordre social ne s'effondre pas dans le chaos malgré le volume croissant de la population précarisée [...] MAIS ces mêmes forces de « conservation », qu'il est trop facile de traiter comme des forces conservatrices, sont aussi, sous un autre rapport, des forces de résistance à l'instauration de l'ordre nouveau, qui peuvent devenir des forces subversives. Et si l'on peut donc conserver quelque espérance raisonnable, c'est qu'il existe encore, dans les institutions étatiques et aussi dans les dispositions des agents (notamment les plus attachés à ces institutions, comme la petite noblesse d'Etat), de telles forces qui, sous apparence de défendre simplement, comme on le leur reprochera aussitôt, un ordre disparu et les « privilèges » correspondants, doivent en fait, pour résister à l'épreuve, travailler à inventer et à construire un ordre social qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit, et qui ferait place à des collectifs orientés vers la poursuite rationnelle de fins collectivement élaborées et approuvées. Parmi ces collectifs, associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'Etat, Etat national ou, mieux encore, supranational » (Bourdieu, 1998b).

nationalisme francophone, elle n'arriverait pas à rendre compte des rapports d'exclusion et de précarisation économique et politique qu'entraîne le néolibéralisme. L'espace francophone n'est pas nécessairement la meilleure échelle à partir de laquelle comprendre les dynamiques complexes engendrées par la mondialisation néolibérale et la langue – bien qu'elle soit devenue un capital – n'est pas nécessairement le meilleur baromètre de l'inégalité et de la stratification sociale. Nous ne nous prononcerons pas sur la source du néolibéralisme hellerien – dont force est d'admettre qu'il est surprenant venant d'une chercheuse d'inspiration critique –, mais nous en explorerons quelques-unes des conséquences, qui posent de sérieuses limites à ses thèses. Pour ce faire, il faut théoriser plus en profondeur que ne le fait Heller la « nouvelle économie mondialisée » et ses effets sur le pouvoir, les institutions, le territoire.

Le néolibéralisme institue, certes, une extension des marchés aux dépens de la régulation étatique, y compris au sein de la langue et de l'identité. Selon cette idéologie, la dérégulation et la déterritorialisation sont en effet souhaitables, mais elles entraînent également des formes de résistance qui doivent être prises en compte et qui ne peuvent pas simplement être écartées pour des motifs idéologiques. Notamment, le néolibéralisme entraîne une recrudescence du nationalisme (Castells, 2010a, pp. 30–35), un retour de la société civile que l'État-providence avait relégué au second plan (Canet et Duchastel, 2004) et une décentralisation territoriale du politique (Brenner, 1999; Sassen, 2006). L'État perd de ses capacités à réguler les flux de capitaux sur son territoire et de ce fait perd de la capacité qu'il avait acquis avec l'État-providence à produire un territoire national homogène (Sassen, 1996). La société civile (re)devient alors, par nécessité, un lieu central à la fois dans la prestation de services, dans la production de la valeur marchande, et dans l'organisation politique.

Heller constate elle aussi la transformation du rôle de l'État néolibéral, mais limite sa lecture du néolibéralisme à l'extension du marché, qui marquerait le passage d'une *workforce* à une *wordforce* où la langue devient littéralement un capital. Elle ne démontre

pas en quoi la transformation du rôle de l'État concerne plus globalement la construction de son territoire et l'allocation de l'ensemble des ressources.

La nouvelle économie crée un besoin de communauté que l'État-providence avait en partie su combler. Heller reconnaît ce retour de la société civile, mais estime toutefois que la communauté francophone existante – au sein du réseau associatif et désigné par le régime linguistique – est inadaptée aux exigences de la mondialisation.

« The state and institutionalized francophone community worked together to shift community interest toward a discourse of economic development as the major path to community self-determination, and the state agreed to sponsor structures that target 'community economic development' [...] The discourse of 'community economic development' had gained ascendancy over 'survival' or 'rights' or even 'self-governance'. The 'community' in question, though, was the community constructed in the old political economy, and there is little room left to imagine new communities emerging out of the old one, or what the old one might look like under new conditions (let alone nothing like a 'community' at all) » (Heller, 2011, p. 25).

Le discours économique dominant s'oppose au discours des droits. Les droits linguistiques, dans leur vision nationaliste de l'identité, mettent l'emphasis sur la création d'espaces linguistiquement homogènes afin de maintenir la communauté définie par son appartenance et par son attachement particulier à la langue. Le développement économique, quant à lui, implique que ces espaces communautaires soient bilingues afin de pouvoir se brancher aux réseaux de la nouvelle économie mondialisée. En insistant sur le développement économique, l'État et les communautés elles-mêmes minent les fondements sur lesquels les droits linguistiques se sont établis au sein de l'État-providence.

Face à cette situation, présentée comme inexorable – c'est-à-dire comme ne résultant pas d'un choix politique contextuel et intéressé, mais d'une réalité naturalisée – Heller opte

ainsi pour une déconstruction du nationalisme francophone plutôt que pour une critique des politiques néolibérales.

On peut appeler la critique hellerienne néolibérale ou « libérale radicale » en ceci qu'elle fait de l'individu libre le socle de la société et sa principale figure légitime. De telles critiques, centrées sur l'individu et son accès aux ressources au sein d'un marché libre, considèrent typiquement que tout communauté est source d'oppression. « Community, to these critics, is inherently oppressive to individuals in general, and particularly to those that are different from, or outside of, the dominant social group within the community » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2006, p. 680). L'idéologie de la libre-circulation qui sous-tend la critique hellerienne se fonde précisément sur une telle lecture de la communauté. Si l'appellation « francophone » est à déconstruire, c'est qu'elle sert de marqueur de distinction entre les individus.

La critique hellerienne est en partie juste, mais elle néglige à la fois la vie propre des communautés nationales et leur potentiel politique et le potentiel d'oppression qu'engendre le libre marché mondialisé. Les critiques du néolibéralisme font justement remarquer comment de telles critiques libérales radicales contribuent à déshabiller l'action collective fondée sur des expériences communes (DeFilippis et al., 2006, p. 681), alors même que le régime néolibéral appelle à la création de nouveaux collectifs, entre autres non étatiques et que les mouvements de contestation au néolibéralisme tendent à prendre racine au sein de la société civile, notamment au sein des nations (d'où la resurgence et la persistance des nationalismes depuis les années 1990).

5.4.3.1 Critique du nationalisme minoritaire et défense de l'hégémonie anglophone

Il serait devenu illégitime pour l'État de chercher à orienter le développement de son territoire, tout comme il serait illégitime pour les communautés francophones de se servir du régime linguistique pour diriger vers elles des ressources. En régime néolibéral et postnational, les ressources doivent circuler librement et les individus et les territoires sont en compétition pour les accaparer. Il reviendrait aux individus – polyglottes et sans attaches – de se faire concurrence et de se déplacer afin de trouver des emplois. Les identités, comme les capitaux sont et doivent être mobiles.

Si l'on prend au sérieux la conception de la langue en tant que capital devant circuler librement, alors l'anglais apparaît pourtant lui aussi problématique. Historiquement, de nombreuses politiques ont cherché à uniformiser le territoire canadien sur le plan linguistique. La loi 87 votée au Nouveau-Brunswick en 1870 abolissait les écoles confessionnelles, dont celles acadiennes ; le règlement 17 adopté en Ontario en 1912 limitait l'usage du français dans les écoles publiques et bilingues ; la loi Thornton au Manitoba votée en 1916 supprimait les écoles bilingues et le français de l'enseignement. Plus près de nous, les élus de la ville d'Ottawa refusent, à ce jour, d'adopter une loi la proclamant officiellement bilingue, sous prétexte qu'une telle loi n'est pas nécessaire, qu'il est préférable de s'en tenir à des mesures informelles (Hébert, 2014). En 2015, l'arrêt Caron de la Cour suprême du Canada reconnaissait le droit à l'Alberta et à la Saskatchewan de se déclarer officiellement unilingue. De ce fait, ces provinces n'ont pas à traduire leurs lois et leurs documents.

La répartition des compétences linguistiques au pays est intimement liée à la langue maternelle. Malgré les discours *explicites* prônant l'homogénéité linguistique au sein des institutions francophones (ce qui en fait un objet d'étude *utile*), les « francophones » sont considérablement plus bilingues que les « anglophones ». Plus des deux tiers (71 %) se déclarent fonctionnellement bilingues, alors que seulement 15% des anglophones de

langue maternelle en affirment autant²⁸. Pire encore, seul 0,68% des élèves terminent l'école secondaire anglophone néo-brunswickoise avec des compétences intermédiaires à l'oral en français (Croll et Lee, 2008, p. 8), malgré que cette province soit officiellement bilingue depuis 1969 et que le tiers de la population soit de langue maternelle française. Malgré le nationalisme explicite des francophones et leur défense de l'homogénéité linguistique au sein de leurs institutions, ils correspondent pourtant bien plus à cette élite polyglotte déterritorialisée aujourd'hui légitime que les anglophones... L'anglais continue de bénéficier, voire de revendiquer une forme d'homogénéité et d'hégémonie qui *naturalise* sa place et son statut et qui mérite, si l'on prône le postnationalisme, qu'on les déconstruise. Ces discours, ces pratiques et ces capitaux mobilisés par les élites unilingues anglophones ne sont toutefois pas un objet d'étude pour Heller.

La société anglophone doit faire face à des enjeux similaires, bien qu'elle ne le formule pas toujours dans les mêmes termes que les communautés francophones. Un exemple récent illustre toutefois que dans certaines circonstances, la langue anglaise est elle aussi amenée à se justifier ouvertement et à revendiquer son lien avec une identité canadienne. En décembre 2015, un groupe de propriétaires de condo de Vancouver ont porté plainte contre le conseil de leur immeuble pour avoir tenu une réunion uniquement en mandarin. Le conseil a justifié l'usage du mandarin en disant qu'il s'agissait du moyen le plus efficace de tenir la réunion. Les anglophones ont déposée une plainte pour atteinte aux droits de la personne (Quan, 2015).

28 Nous nous permettons d'utiliser la catégorie « langue maternelle », qui, selon certains, « *naturalise* » à tort le rapport identitaire à la langue, dans l'unique but de rendre compte d'une asymétrie réelle et significative dans l'acquisition de secondes langues. La langue maternelle est, à cet égard, un déterminant significatif dans la probabilité qu'un individu soit bilingue.

La posture critique de Heller ne portant que sur le nationalisme, sans prendre aussi en compte les autres types de discours qui structurent la société et produisent, eux aussi des formes d'exclusions, de domination et d'injustice, conduit à des impasses.

En effet, la langue ne crée pas *que* de l'exclusion et elle n'est pas qu'un capital, bien que des formes de capitaux circulent à l'intérieur d'elle. Elle crée aussi, y compris dans la mondialisation, une sphère publique (Castells, 2010, p. 55) où circulent des idées, où s'organisent des mobilisations, où se négocient des rapports de force qui ne sont pas toujours forcément *nationaliste* dans le sens culturel, mais économiques, sociaux, politiques. Si les Acadiens ont historiquement revendiqué une complétude, de la vitalité, c'est également parce que l'idéologie linguistique anglophone la leur refusait, souvent explicitement. Une approche réellement postnationale ne saurait passer ces discours, ces pratiques, ces rapports de force sous silence. Il faut impérativement passer d'une critique normative à une critique épistémologique du nationalisme méthodologique.

CONCLUSION

L'institutionnalisation du régime linguistique, de la société civile francophone et des sciences sociales a suivi des chemins non seulement parallèles, mais étroitement imbriqués. Dès leur première fondation en Acadie en 1939 sous Clément Cormier, les sciences sociales ont été appelées à se constituer en champ national et à jouer un rôle explicitement nationaliste. Elle devait se concentrer sur l'Acadie et contribuer à moderniser ses discours et ses institutions nationales, dans les balises définies par la doctrine religieuse des élites. On peut parler de cette époque comme d'une préhistoire des

sciences sociales dans la mesure où un nouveau type de discours à prétention scientifique apparaît, mais la science était toujours soumise aux impératifs idéologiques des élites. Il s'agit également d'une préhistoire parce que les sciences sociales étaient encore inscrites dans le temps court de l'oralité et de la presse. Les scientifiques de cette époque n'ont produit aucun texte, n'ont fait paraître aucun ouvrage. Les sciences sociales étaient d'abord pratiques, elles n'aspiraient pas à former un champ à part entière ; la réflexion sociologique n'était pas un enjeu en soi, elle était d'ailleurs découragée. La censure explicite qui s'exerçait au sein des collèges classiques et l'hégémonie normative qui guidait la pratique scientifique n'étaient pas propices à la construction d'un champ où des courants de pensée se seraient opposés quant à la définition de leur objet, quant aux méthodes appropriées pour en rendre compte.

La première tentative de constituer un champ scientifique autonome vis-à-vis de l'idéologie nationaliste dominante remonte à l'ouverture de l'Université de Moncton et plus particulièrement du département de sociologie. Les sociologues français recrutés par l'université ont produit les premiers ouvrages sociologiques sur l'Acadie et ont théorisé, pour la première fois, les dynamiques de pouvoir et les divers discours qui structurent à la fois l'Acadie comme collectivité nationale minoritaire et le Nouveau-Brunswick comme territoire politique linguistiquement clivé. En mettant en évidence les diverses formes de domination qui s'exerçaient sur le peuple acadien – dominations endogènes et exogènes – ils appelaient eux aussi à moderniser l'Acadie et ses structures, mais ils appelaient à une rupture d'avec les élites en place.

Au cœur de la Révolution tranquille, ils ont donné à l'Acadie une nouvelle conscience d'elle-même, légitimée pour la première fois par un discours scientifique. Ces nouveaux sociologues ont permis à l'Acadie de se comprendre comme société à part, mue par des discours et des rapports de force et ont permis à l'Acadie de comprendre la société néo-brunswickoise à laquelle elle participait. Or, au cœur de la Révolution tranquille qui allait centraliser l'État et étatiser l'Acadie, l'État néo-brunswickois est demeuré largement absent des travaux scientifiques. Les sciences sociales, malgré leur rupture avec le nationalisme des élites, sont demeurées nationales, faisant de l'Acadie leur objet et leur interlocuteur.

Ces nouveaux savoirs ont contribué à alimenter les manifestations étudiantes qui ont secoué l'Université de Moncton. La fermeture du département de sociologie et le licenciement de ses professeurs ont cependant témoigné du rôle politique des sciences sociales a confirmé la mainmise nationaliste. Les sciences sociales, en tant que discours nationaliste, étaient effectivement un discours nationaliste devant être contrôlé par les élites dominantes. Néanmoins, ces nouveaux sociologues ont entamé une autonomie du champ scientifique et ont fait entrer les sciences sociales dans le temps long de l'édition, jetant les bases d'une tradition intellectuelle.

Entretemps, la Révolution tranquille néo-brunswickoise avait été entamée et le nouveau régime linguistique était en train de se mettre en place. Alors que l'État libéral reléguait la langue et l'identité à la sphère privée, accordant aux institutions acadiennes une certaine autonomie – payée au prix de leur marginalité politique –, l'État-providence centralisait le pouvoir et étatisait la société civile. La langue devenait un droit, elle acquérait soudainement un statut public et les institutions nationales acadiennes étaient sommées de s'intégrer à l'État – provincial et fédéral –, qui en assurait le financement. La Révolution tranquille marquait une rupture politique certaine d'avec l'ancien régime. Les institutions nationales qui avaient été intégrées à l'Église rejoignaient l'État, sans qu'un débat de fond sur la nationalité de cet État n'ait lieu. En effet, les travaux sociologiques acadiens de l'époque portent quasi exclusivement sur la crise nationale acadienne et sur sa modernisation, mais ils occultent pour l'essentiel toute référence à l'État. Pour leur part, les travaux de langue anglaise écartent largement de leurs préoccupations la crise de l'idéologie nationale acadienne et ne tendent pas à considérer la langue comme un enjeu public. L'État lui-même n'a pas confronté la question nationale alors même qu'il adoptait son régime linguistique et qu'il centralisait les pouvoirs. Alors que le régime linguistique créait au Nouveau-Brunswick à plusieurs égards une société binationale et bilingue, la langue était écartée de la sphère politique et l'État était écarté des sciences sociales acadiennes, qui continuaient de s'intéresser à l'Acadie et à ses espaces nationaux.

L'institutionnalisation progressive du régime linguistique à partir des années 1980, tant au Nouveau-Brunswick qu'au Canada, a clarifié et élargi le statut d'ayant droit linguistique et a intensifié l'intégration de la société civile francophone à l'État. La nouvelle LLO fédérale adoptée en 1988 contraint l'État à prendre des mesures positives pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés francophones. De ce fait, l'action collective des communautés passe désormais par l'État. En tant que le développement et l'épanouissement sont devenus des droits – dont la définition et la portée n'est toutefois pas claire – le nationalisme francophone s'est progressivement judiciarisé. Les communautés de langue officielle ont tendance recourir aux tribunaux pour définir la portée et le sens de leur statut. Plus encore, elles ont tendance à limiter leur conception d'elles-mêmes à leur réalité d'ayant droit.

La judiciarisation du nationalisme francophone a eu comme corollaire celle de ses sciences sociales. Les experts se sont imposés comme figure dominante au sein du champ des sciences sociales francophones. Leurs savoirs servent à défendre les intérêts des ayants droit linguistiques et pour ce faire ils reprennent les concepts du régime, qui balisent en même temps les frontières de leur objet d'expertise. À la frontière entre le savoir et le pouvoir, les experts sont pleinement intégrés au régime linguistique dont ils produisent les savoirs, dont ils reprennent les catégories qui servent à élaborer des politiques et à légitimer des revendications. Bien que d'autres approches scientifiques existent, approches critiques du régime, celles-ci en reproduisent sans exception les frontières. Elles ne reprennent pas le vocabulaire de l'ayant droit, mais elles en reprennent la frontière, faisant de la langue du groupe leur objet d'étude *a priori*. Les sciences sociales francophones produisent ainsi *de facto* des savoirs *sur* l'identité francophone. Selon qu'il s'agisse de mesurer la progression de l'identité afin d'orienter les politiques ou qu'il s'agisse de critiquer ces instruments de mesure parce qu'ils dénationalisent ou naturalisent le groupe, selon les approches, les sciences sociales francophones se reconnaissent d'abord par leur objet, à savoir le rapport des francophones à leur identité *linguistique*.

Pourtant, le régime linguistique – tant canadien que néo-brunswickois – est fondé sur une ambiguïté quant au statut public de la langue. Bien qu'il donne le droit à des services publics en français, il ne statue pas quant à la langue du public, quant à la langue du peuple. Autrement dit, le statut d'ayant droit n'est pas consubstantiel à celui de citoyen. L'espace francophone qui sert d'objet aux sciences sociales ne représente qu'une partie de la société, malgré l'objectif implicite et impensé du régime linguistique de permettre aux communautés francophones de « faire société ». Outre les travaux experts qui veillent à la gestion du régime, les savoirs critiques nous conduisent vers une alternative binaire où l'on doit soit défendre un projet de société unilingue francophone, soit déconstruire son aspiration à l'autonomie. Entre temps, la société qu'habitent les francophones – l'État, les municipalités, etc. – est délaissée sous prétexte qu'elle n'est pas nationale. C'est là où les trois approches que nous avons identifiées achoppent.

Les trois approches que nous avons identifiées – l'expertise, la critique nationaliste et la critique néolibérale – nous mènent dans une impasse normative. Inscrites dans le discours nationaliste, elles nous contraignent à nous prononcer sur la légitimité du régime en particulier et de l'appartenance nationale en général. Or, ne s'intéressant qu'à la langue ou à la communauté qu'elle crée et délimite, aucun de ces trois courants n'est en mesure de nous éclairer sur ce qui est en jeu dans l'appartenance nationale et dans le régime linguistique. Les catégories avec lesquelles les communautés francophones sont abordées sont à plusieurs égards éclairantes, mais elles manquent de finesse et de souplesse. Toujours fondées sur des alternatives binaires à portée normative, elles nous contraignent à choisir entre la nation et l'ethnie, la nation et la postnation, l'État-nation et la mondialisation, la complétude et l'incomplétude institutionnelle, la vitalité et l'assimilation linguistique. Bref, elles nous contraignent à nous prononcer sur la légitimité de l'appartenance francophone sans nous fournir d'instruments adéquats pour comprendre plus finement ce que cela implique d'aspirer à l'autonomie culturelle, à « faire société », ou aspirer au postnationalisme dans les contextes néo-brunswickois et canadien.

Nous attribuons cette lacune des sciences sociales francophones à leur nationalisme méthodologique particulier, qui consiste non seulement à faire équivaloir l'idée de société à celle de la nation, mais à faire de la nation, de sa spécificité, l'objet naturel et exclusif de leurs analyses. Au sein de sociétés stato-nationales, le nationalisme méthodologique occulte un certain nombre de phénomènes, d'acteurs, d'institutions globales et internationales, mais il permet néanmoins une lecture complexe – bien qu'incomplète – faite de classes sociales, de mouvements sociaux, de groupes ethniques, de sexes et de genres, etc. Les institutions politiques de l'État permettent de créer un public n'ayant pas systématiquement à afficher son unité, sa distinction, son identité pouvant au contraire se constituer dans le désaccord, le dialogue. Or, au sein d'une minorité nationale où l'identité relève d'un choix, le nationalisme méthodologique tend à se résumer à l'énumération de sa spécificité. Les frontières du groupe n'étant pas étatiques, elles demeurent un choix dont les fondements normatifs et institutionnels sont la principale préoccupation des sciences sociales.

Nous proposerons une alternative au nationalisme méthodologique des trois courants que nous avons étudiés. Il ne s'agira pas de prendre position quant au statut et quant à la légitimité de la nation, ni du régime linguistique qui en balise les frontières et les capacités, mais prendre acte du fait que la nation en question ne subsume pas l'ensemble du social. L'approche que nous proposerons cherchera à saisir les enjeux liés à la langue et au régime linguistique, sans toutefois reprendre les catégories avec lesquelles ils ont été abordés. Nous chercherons à éviter ce que Saskia Sassen a appelé le piège de l'endogénéité (*endogeneity trap*), qui consiste à comprendre un phénomène de l'intérieur. Si nous désirons comprendre le régime linguistique et le nationalisme qui y est lié, il est impératif de le réfléchir dans d'autres termes que ceux avec lesquels il se présente à nous. Nous chercherons plutôt à identifier les enjeux structurels soulevés par le régime linguistique et la cohabitation des langues au sein d'un territoire commun. Les notions de « public » et de « privé » nous semblent être deux catégories à partir desquels comprendre les divers agencements auxquels donne lieu la cohabitation linguistique et à partir desquels comprendre les transformations du régime linguistique. De même, l'agencement

du public et du privé est au cœur de la notion de mode de régulation étatique. Chaque forme – et conséquemment chaque type de régime linguistique – se caractérise par un agencement particulier du public et du privé. Enfin, ces notions sont suffisamment larges et souples pour prendre en compte d'autres types de mobilisations, de groupes, d'actions que ceux strictement linguistiques. Ils donnent un accès à la société plus large. En examinant de plus près les phénomènes sociaux et les politiques à partir de ces deux catégories, nous serons plus en mesure de porter un jugement éclairé sur le sens et la portée du nationalisme, sur les mutations que lui font subir le néolibéralisme, au-delà d'une simple instrumentalisation ou d'une simple délégitimation, et sur les types d'enjeux qui traversent la société.

La volonté de faire société des communautés francophones peut être résumée à une volonté de faire correspondre au public francophone des compétences publiques. Or, le régime linguistique laisse tout un pan des rapports de langue se dérouler au sein de la sphère privée. Ces deux notions, grâce à leur polyvalence – on peut parler de public comme relevant de l'État (politiques publiques), comme désignant un ensemble d'individus (un public), comme ce qui est commun, qui n'appartient à personne, on peut parler de sphère publique, d'espace public, d'opinion publique, de problème public – sont à même de saisir un ensemble de phénomènes plus vastes des trois approches dominantes. Surtout, ils nous permettent de contourner l'impasse normative dans laquelle les autres approches nous conduisent.

Nous puisons dans la tradition pragmatique afin d'éviter les écueils normatifs et épistémologiques de la critique. La sociologie pragmatique s'intéresse aux divers régimes d'action qui sont appelés à coexister et aux types d'épreuves et de justifications grâce auxquels des compromis peuvent être trouvés. Les approches critiques ont identifié trois grands régimes d'action : ethnique, national et postnational, chacun avec ses spécificités. Or, ces trois catégories nous limitent à un type d'attachement particulier : celui à la langue et à son ancrage mémoriel et symbolique, et ils se fondent sur une métaphysique de

l'émancipation que nous pourrions appeler dogmatique en ce sens que ces trois régimes sont, à leurs yeux, mutuellement exclusifs et normativement inégaux. De même, leur attachement à la langue et à l'identité les contraint à ne s'intéresser qu'à un type d'appartenance, de public, de collectif : celui fondé sur l'identité linguistique.

L'approche pragmatique amène le sociologue à s'intéresser aux diverses manières dont des publics se forment, aux arguments qui circulent dans la sphère publique, aux justifications que formulent les acteurs pour défendre leurs identités, leurs actions, leurs intérêts. Nous chercherons à nous éloigner d'une sociologie prescriptive où la nation doit être déconstruite ou défendue, pour nous intéresser plutôt aux diverses manières dont des publics se forment, se référant ou non à la nation pour arriver à leurs fins. Surtout, nous serons attentifs à la manière dont la langue intervient – ou non – dans la constitution de divers types de collectifs. En effet, le type de nationalisme méthodologique opéré par les chercheurs des trois courants que nous avons identifiés a tendance à limiter les collectifs pouvant faire l'objet d'enquêtes au seul collectif francophone, au seul ayant droit. Pour cause, l'ayant droit a précisément le droit à l'égalité de statut et d'usage de sa langue et à droit à un développement qui lui est propre, à une complétude institutionnelle lui permettant une autonomie culturelle. En principe, la francophonie peut devenir un collectif national à part entière, mais ce que nous chercherons à démontrer, c'est que dans les faits, le régime linguistique ne forme qu'un public limité dont l'autonomie potentielle est restreinte, dont le type de développement possible est très spécifique, et dont les conditions d'égalité sont éminemment complexes et en bonne partie hors du contrôle public de l'État. Non seulement ne peut-on pas penser le régime linguistique à partir de ses propres catégories, mais on ne peut pas penser le nationalisme francophone uniquement à partir de ses espaces propres. Il faut dépasser le nationalisme méthodologique.

Avant de problématiser la francophonie canadienne en particulier et la question de la cohabitation des langues en général, nous devons commencer par comprendre quels liens

ont historiquement liés sciences sociales et nationalisme en modernité. Si cette alliance est en partie normative – elle a contribué à la fois à comprendre et à créer les nations –, elle est surtout épistémologique. Le nationalisme méthodologique renvoie à un cadre d'analyse, à une délimitation de la société, des acteurs, des phénomènes et des institutions qui la composent et qui peuvent légitimement faire l'objet d'analyses sociologiques. De ce fait, notre appel à dépasser le nationalisme méthodologique n'équivaut pas à rejeter en bloc le nationalisme comme forme d'appartenance, mais à ne pas limiter d'emblée l'analyse sociologique à un cadre national préétabli. Plus encore, nous partons du postulat que le nationalisme comme mouvement social et la nation comme forme d'appartenance politique, sociale et culturelle, ne peuvent pas s'appréhender pleinement de l'intérieur. La notion de public nous semble tout à fait adaptée pour opérer un tel décentrement et cerner les agencements entre territoire, droits et institutions.

5.5.1 Experts, critiques et nationalistes : typologie

Les savoirs dont nous héritons sont tous inscrits à leur manière dans une démarche nationale qui a ceci de particulier et de problématique que la nation en question n'est pas étatique. De ce fait, ils écartent un ensemble de dynamiques qui mériteraient pourtant de faire l'objet d'enquêtes sociologiques, qu'il s'agisse d'enjeux économiques, écologiques, territoriaux, urbains, ruraux, etc.

Nous sommes désormais en mesure de proposer une typologie des trois principaux courants scientifiques : l'expertise technocratique, la critique néolibérale du nationalisme et la critique nationaliste du néolibéralisme. Les trois principaux courants des sciences sociales se distinguent par leur question de recherche, leur posture épistémologique, leurs hypothèses, leurs concepts, leur utopie, leur fonction sociale, mais se rejoignent, au final, sur les frontières de leur objet. Bien que ces courants se distinguent par leurs concepts, par leur rapport au régime linguistique, par leur fondement normatif, ils ont tous en commun

de faire de l'identité (communauté) linguistique l'objet naturel et exclusif de leurs analyses.

Si l'on peut parler d'une hégémonie du régime linguistique à propos de la production des savoirs experts, nous pouvons parler, plus globalement, d'une hégémonie nationaliste à propos de la production des sciences sociales en général. Malgré les rôles sociaux relativement divers que jouent les sciences sociales, l'espace qu'elles occupent au sein de la collectivité francophone et l'interlocuteur à qui elles s'adressent sont les mêmes depuis leur fondation au début du XX^e siècle.

5.5.1.1 Experts

Question de recherche : Quels facteurs sociaux déterminent l'appartenance des individus à la francophonie canadienne ?

Concepts : Vitalité ethnolinguistique, complétude institutionnelle et gouvernance communautaire.

Thèse : L'identité linguistique est le résultat d'un ensemble de facteurs familiaux, environnementaux (territoire, démographie), institutionnels (droit, institutions).

Statut ontologique du groupe : Les francophones sont des ayants droit linguistiques dont le statut leur garantit certains droits et certaines ressources publiques.

Conception de la langue : La langue est présentée comme une compétence déterminée par l'environnement et dont la fréquence d'usage détermine la vitalité du groupe. L'identité linguistique est présentée sur un continuum allant de la reproduction intégrale à l'assimilation linguistique avec, entre les deux, l'identité bilingue. Une identité forte en est une où les membres d'un groupe minoritaire s'identifient d'abord à la langue de leur

communauté et où cette langue est celle qu'ils utilisent principalement dans leurs diverses interactions.

Utopie : (Autonomie culturelle, gouvernance francophone) Une situation d'autonomie culturelle où la communauté ne dispose pas de pouvoirs politiques, mais possède la capacité d'agir sur son devenir linguistique et culturel et possède suffisamment d'institutions au sein de la société civile pour subvenir à l'essentiel de ses besoins, limitant ainsi ses interactions avec les autres groupes. L'objectif est d'assurer la reproduction, voire la croissance du groupe.

Rôle de sciences sociales : Produire les savoirs du régime linguistique, à la frontière du cognitif et du politique. Mesurer l'état de vitalité de la communauté linguistique défini par son statut d'ayant droit et évaluer l'efficacité des politiques leur étant spécifiquement adressées au sein du régime linguistique. Lutter pour l'accumulation et le respect des droits linguistiques dans le cadre du régime.

Limites : Les savoirs que produisent les experts sont formatés à l'avance par l'État. Ils s'insèrent directement dans le paradigme du régime linguistique, en reprennent non seulement les concepts, mais en reproduisent le découpage, faisant de l'ayant droit leur objet exclusif d'analyse. Les savoirs experts ont une portée politique et normative manifeste, ils possèdent une performativité du fait de leur intégration au régime, mais cette normativité est celle formulée par l'État. Tirant leur légitimité, leur performativité et leur normativité du régime linguistique, ces savoirs sont inadaptés pour comprendre et critiquer l'hégémonie qu'il a instaurée. De même, s'ils sont utiles pour accompagner les ayants droit dans leurs revendications – c'est-à-dire dans leur quête de droits –, ils sont incapables de rendre intelligibles les limites de leur statut et le sens de leurs actions, dans la mesure où ils ne s'intéressent qu'à une part prédéfinie de l'expérience des individus.

5.5.1.2 Critiques néolibérales

Question de recherche : À quoi tiennent ceux qui tiennent à l'identité francophone ?

Concepts : Capital linguistique, domination symbolique, idéologie linguistique

Thèse : L'identité linguistique est façonnée par des idéologies déterminées par le contexte économique et formulées par des élites cherchant à préserver leur accès privilégié aux ressources de la communauté. L'idéologie nationale qui exige que la langue et l'identité soient reliées est en voie d'obsolescence au sein de la nouvelle économie mondialisée et les élites qui forment l'idéologie nationale sont désormais illégitimes face à la nouvelle élite polyglotte et déterritorialisée.

Statut ontologique du groupe : En tant qu'ils possèdent une idéologie nationale et un statut officiel leur donnant accès à certaines ressources publiques, les francophones sont une nation à part entière.

Conception de la langue : La langue est une ressource, un capital qui est inégalement distribué entre individus. La valeur du capital linguistique varie selon le contexte économique et selon les idéologies dominantes. Au sein de l'État libéral et du capitalisme industriel, la langue servait à désigner des catégories ethniques pouvant servir de main-d'oeuvre abordable. Au sein de l'État-providence, la langue a été intégrée à l'État et est devenue un droit. Au sein de l'État néolibéral, elle est devenue un capital, une valeur ajourée devant circuler librement. La langue devient un choix rationnel effectué en fonction d'un calcul cout-bénéfice.

Utopie : (Cosmopolitisme, mondialisation, postmodernité) Un monde où la langue et les ressources symboliques auxquelles elle donne accès sont en libre circulation dans un marché mondial, libéré des contraintes que lui impose l'idéologie nationale qui exige que langue, identité et culture soient liées. Les individus peuvent puiser selon leurs intérêts dans les capitaux linguistiques et culturels en fonction de leur valeur sur le marché, qui détermine en dernière instance leur légitimité.

Rôle de sciences sociales : Expliciter les idéologies linguistiques et identifier ceux à qui elles profitent et ceux qu'elles excluent. Contribuer au postnationalisme.

Limites : La critique néolibérale du nationalisme francophone considère que tout nationalisme, quel qu'il soit, est équivalent et se développe selon un même modèle. S'élaborant au sein d'un contexte économique qui lui sert de fondement normatif et servant les intérêts d'une élite qui s'en sert pour s'accaparer des ressources et maintenir son prestige, tous les nationalismes peuvent être soumis à une même critique. Cette approche a trois principales limites. Premièrement, elle considère qu'en tant que le nationalisme francophone possède un certain accès privilégié à l'État il peut être considéré comme un groupe étatique, or il partage l'État avec un autre groupe linguistique possédant lui aussi une idéologie nationaliste, mais qui est écarté des analyses. Deuxièmement, elle écarte les autres idéologies linguistiques et nationales de son champ d'analyse. Troisièmement, l'idéologie néolibérale qui rendrait désormais obsolète le nationalisme – selon lequel la langue et l'identité doivent être liés et territorialement ancrés – est complètement épargnée par la critique. Le principe selon lequel tout discours est contextuel et intéressé n'est pas respecté et les formes d'inégalité engendrées par cette nouvelle idéologie ne sont pas abordées. Enfin, les seules inégalités pouvant être prises en compte sont symboliques et elles se limitent à celles engendrées par l'espace francophone.

5.5.1.3 Critiques nationalistes

Question de recherche : À quoi tient le potentiel politique de la francophonie canadienne ?

Concepts : Nation, ethnie, faire société, société civile, intention vitale.

Thèse : Les nations articulent les principes universels de la modernité au sein d'espaces particuliers et servent de fondement à l'action politique. La francophonie canadienne a historiquement aspiré à devenir une nation à part entière, mais cette intention vitale

d'autonomie est sapée par les logiques instrumentales du marché et du droit qui réduisent l'identité nationale à une caractéristique parmi d'autres.

Statut ontologique du groupe : La francophonie canadienne se situe sur un spectre entre la nation et l'ethnie. Elle est un groupe nationalitaire qui possède certains éléments nationaux (langue, territoire, institutions, histoire) qui font d'elle un groupe en partie autoréférentiel, mais dont le fait minoritaire en fait également un groupe en relation avec d'autres au sein de la société canadienne, un groupe ethnique dont l'appartenance repose sur un choix.

Conception de la langue : La langue est un vecteur d'identité et de culture qui permet de façonner des identités nationales. Lorsqu'elles sont en contact, les langues se chassent, elles entrent nécessairement en conflit, parce qu'elles sont porteuses de mémoires, de cultures et de projets de société distincts.

Utopie : (État-nation, modernité) Une société où les institutions politiques sont nationales et où les éléments identitaires et culturels du groupe sont les plus déterminants dans le processus politique. Les logiques instrumentales de la bureaucratisation, du marché et du droit sont contre-balancées par les logiques culturelles et historiques de la nation.

Rôle des sciences sociales : Expliciter les idéologies instrumentales qui s'opposent à l'autonomie politique des nations et veiller à ce que l'équilibre précaire entre logiques systémiques et logiques culturelles qui caractérise la modernité soit préservé. Il n'y a pas de sens possible à l'extérieur d'une société, dans le monde moderne la société se réalise dans un cadre national. L'aspiration nationale de l'Acadie est en ce sens fragile, mais fondamentale et doit être protégée par les sociologues et les intellectuels.

Limites : L'identité nationale est la forme ultime d'appartenance en modernité, elle est la condition de l'action politique et doit ainsi être défendue. La francophonie canadienne a historiquement aspiré à former une nation, à devenir une entité autonome, autoréférentielle formant une communauté politique à part entière, mais elle est constamment confrontée à sa minorité. Prise entre deux rapports à son identité – ethnique et nationale – la francophonie doit préserver son intention vitale et résister aux forces instrumentales qui la menacent. Seulement, n'étant ni nation, ni ethnie, la francophonie

canadienne peut difficilement être analysée par les sciences sociales qui se sont historiquement instituées autour de cette alternative binaire. Les concepts nationaux mettent en évidence le fait que la francophonie n'est pas une société et les concepts ethniques négligent sa réalité nationale. Aspirant à protéger la volonté – abstraite – des communautés francophones à « faire société », les critiques nationalistes doivent renoncer à comprendre la société effective, plurinationale et bilingue.

Tableau 5.1
Aperçu schématique des principaux courants des sciences sociales francophones

	Savoirs experts	Critiques néolibérales	Critiques nationalistes	Sociologie pragmatique des publics
Principaux concepts	<ul style="list-style-type: none"> - complétude institutionnelle - vitalité ethnolinguistique 	<ul style="list-style-type: none"> - domination symbolique - capital linguistique 	<ul style="list-style-type: none"> - faire société - intention vitale 	<ul style="list-style-type: none"> - sphère publique - instrument d'action publique - problème public
Statut du groupe	<ul style="list-style-type: none"> - ayant-droit (ethnique) 	<ul style="list-style-type: none"> - nation 	<ul style="list-style-type: none"> - nationalitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - variable selon le type de problème
Objet d'étude	<ul style="list-style-type: none"> - reproduction et transfert linguistique 	<ul style="list-style-type: none"> - (dé)construction du nationalisme 	<ul style="list-style-type: none"> - conditions du nationalisme 	<ul style="list-style-type: none"> - émergence, construction et résolution des problèmes publics
Conception de la langue	<ul style="list-style-type: none"> - compétence liée à l'environnement privé et public de l'individu devant 	<ul style="list-style-type: none"> - capital inégalement distribué 	<ul style="list-style-type: none"> - enracinement culturel générateur de lien politique 	<ul style="list-style-type: none"> - lien entre la sphère publique et la sphère privée susceptible

	être protégé par des politiques et des droits			de générer des publics spécifiques
Utopie	<ul style="list-style-type: none"> - autonomie culturelle - complétude institutionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - postnationalisme - mondialisation néolibérale 	<ul style="list-style-type: none"> - État-nation - communauté de destin politique 	<ul style="list-style-type: none"> - sphère publique liée aux instruments d'action publique
Relation avec le régime linguistique	<ul style="list-style-type: none"> - produire les savoirs du régime 	<ul style="list-style-type: none"> - déconstruire les savoirs du régime 	<ul style="list-style-type: none"> - critiquer la judiciarisation de l'identité qu'entraîne le régime 	<ul style="list-style-type: none"> - comprendre l'effet du régime sur la constitution de publics et identifier les types d'action qu'il rend possible
Rôle des sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> - produire des données quantitatives sur l'évolution démolinguistique des francophones 	<ul style="list-style-type: none"> - défense du libre-marché et déconstruction des discours nationalistes 	<ul style="list-style-type: none"> - défense du politique et de la spécificité et des aspirations nationales du groupe 	<ul style="list-style-type: none"> - comprendre les types de légitimité reconnus par divers types de publics et identifier les conditions des compromis

CHAPITRE VI

DÉPASSER LE NATIONALISME MÉTHODOLOGIQUE : PENSER LA PLURALITÉ DES ÉCHELLES ET DES ACTEURS

Modern 'societies' are nation-states

(Giddens, 1985, p. 2)

Il n'est plus du tout évident aujourd'hui qu'il existe des relations assez spécifiques pour être appelées 'sociales' et qu'on pourrait rassembler dans un domaine particulier qui formerait une 'société'

(Latour, 2007a, p. 9)

À l'instar des grandes nations, l'Acadie a historiquement cherché à se constituer en tant que sujet politique possédant une littérature, des symboles, des sciences sociales et des institutions *nationales*. En tant que nation, elle cherche à devenir une réalité autoréférentielle, à contenir en son sein, à l'intérieur de ses frontières et de ses institutions les principaux ressorts et mécanismes de son devenir. C'est ce que Thériault désigne par la formule évocatrice mais analytiquement imprécise « faire société ». La nation moderne est effectivement une communauté qui se pense dans son autoréférentialité, qui aspire à l'universel, qui aspire à la souveraineté et à l'autonomie par l'entremise de son État. En tant qu'elle se pense comme réalité autonome, productrice de sa propre historicité, la nation est l'avatar de la notion de société.

« One of the most important weaknesses of sociological conceptions of development, from Marx onwards, has been the persistent tendency to think of development as the 'unfolding' of endogenous influences within a given society [...] 'External' factors are treated as an 'environment' to which the society has to 'adapt' and therefore merely conditional in the progression of social change » (Giddens, 1973, cité dans Chernilo, 2006, p. 7).

La mise en place du régime linguistique a permis de délimiter un espace institutionnel et discursif qui a été conçu comme « national », tant par les acteurs de la société civile que par les chercheurs en sciences sociales. Dans une certaine mesure, le régime reproduit effectivement certaines caractéristiques centrales des nations en modernité : il accorde des droits et assure un développement. L'institutionnalisation d'un développement spécifiquement francophone au sein du régime linguistique a contribué à légitimer l'aspiration nationale des communautés francophones en leur permettant de se concevoir, bien que de façon limitée, comme une espace social global mû par ses propres forces, possédant un devenir propre, distinct des autres groupes avec qui elles partagent pourtant un État et un territoire. Sauf que le régime linguistique ne permet pas aux francophones de « faire société » dans le sens moderne du terme ; le régime linguistique ne représente qu'une part restreinte de l'État et ne recoupe que certains éléments du territoire.

Le régime linguistique interroge concrètement le sens à donner au terme « société ». À plusieurs égards, il légitime l'idée d'une société francophone, d'un développement spécifique à ces communautés et de leur droit à la complétude institutionnelle, mais à d'autres égards, il crée concrètement une société commune où les rapports de force linguistiques sont de nature privée. Entre une société francophone potentiellement en devenir au fil des décisions des tribunaux et une société bilingue effective, les sciences sociales acadiennes ont fait leur choix. Elles reproduisent une conception nationale de la société et donc des sciences sociales.

Depuis les années 1970 – mais de façon plus systématique depuis les années 1990 – le nationalisme méthodologique implicite aux sciences sociales en général et aux théories du développement en particulier a été remis en cause. Nous passerons en revue certains des principaux arguments afin d'identifier les enjeux plus spécifiques à la francophonie canadienne. Les arguments que nous présenterons ont une visée épistémologique plutôt que normative. Il ne s'agit pas tant de renier la nation en tant que telle, mais de s'interroger sur son adéquation avec l'idée de société. En ce sens, notre posture se distingue de celle de

Thériault et de Heller, pour qui le nationalisme est d'abord et avant tout une question normative.

La notion de société a historiquement correspondu, en sociologie, à l'État-nation. L'État comme forme d'organisation politique et la nation comme forme d'appartenance collective sont consubstantiels de la modernité politique, ils en sont les avatars. Née avec l'institutionnalisation de l'État-nation, la sociologie a ainsi défini son objet central – la société – en termes étatiques et s'est développée au sein de champs nationaux. Les populations contenues par les États ont constitué à la fois le principal objet d'études des sciences sociales – la société allemande, américaine, française, etc. – et son principal espace de dialogue scientifique – la sociologie allemande, américaine, française, etc. Chacun de ces champs sociologiques renvoie par ailleurs à la réalité particulière de la société qui la produit et qu'elle étudie. La sociologie francophone au Canada a emprunté la même voie. À partir de la Révolution tranquille, le Québec s'est redéfini par son État, s'est constitué comme sujet et objet de ses sciences sociales. De même pour la francophonie minoritaire qui, à défaut de s'identifier à un État propre, s'est identifiée au régime linguistique, à sa relation particulière à l'État. Si bien qu'on peut aujourd'hui parler de trois sociologies distinctes au Canada : anglophone, québécoise et francophone minoritaire (Warren et Nielsen, 2003).

Bien qu'elle soit universelle dans sa visée scientifique, la sociologie est particulière dans ses formes d'institutionnalisation. Tout l'enjeu est de savoir dans quelle mesure les concepts et les théories élaborées au sein de sociétés particulières ont une portée universelle ou s'ils sont nécessairement contextuels. Les concepts et les théories développés au sein de champs sociologiques nationaux peuvent-ils être directement exportés à d'autres sociétés ou bien sont-ils nécessairement le reflet d'une cristallisation singulière de rapports sociaux, propres à une société donnée²⁹ ? C'est ce que Jean-Michel

29 Au sujet du statut national des sciences sociales, lire le débat entre Richard Münch (1993) et Jeffrey Alexander (1995). Lire aussi l'éclairant article de Jean-Michel Berthelot (Berthelot, 1998).

Berthelot appelle la « question du statut non seulement politique, mais épistémologique des différences nationales dans la production et la diffusion du discours sociologique » (Berthelot, 1998, p. 3). Les sociétés, malgré leurs différences, sont-elles commensurables du fait qu'elles sont, précisément, des sociétés ? Les concepts s'exportent-ils aussi facilement que des marchandises, pour reprendre la formule de Joseph Yvon Thériault ? D'un côté, certains estiment que les sciences sociales sont nécessairement nationales, qu'elles sont le reflet des valeurs dominantes de la société qui les produit et que conséquemment, l'internationalisation de la sociologie ne représente qu'une forme de domination idéologique des grandes nations sur les autres. C'est en partie la position de Thériault, selon qui une sociologie acadienne est impossible parce que l'Acadie ne forme pas une société et que les concepts forgés ailleurs sont inadaptés pour rendre compte de la réalité d'un groupe nationalitaire. C'est également cette conception des sciences sociales qui a motivé la fermeture du département de sociologie et le licenciement de ses professeurs français, qui ne comprenaient pas la réalité spécifique de l'Acadie. De l'autre, certains estiment que la mondialisation entraîne concrètement des conditions de vie communes à l'ensemble des sociétés, rendant possible une sociologie universelle. C'est en partie la position de Heller, pour qui tout nationalisme obéit à des règles analogues, produit des formes de domination semblables et peut ainsi être déconstruit avec les mêmes outils, pour qui il faut également adapter l'ensemble des populations aux logiques hégémoniques de la nouvelle économie mondialisée.

Au cœur de ce débat se trouve la question des frontières de la société. La société correspond-t-elle nécessairement à des frontières étatiques et nationales ? Et ces frontières démarquent-elles des sociétés irréductiblement distinctes ? Il est indéniable que les sciences sociales se sont développées nationalement. Comment expliquer ce fait et doit-il nécessairement en être ainsi ?

La nationalisation implicite de la sociologie a initialement été théorisée dans les années 1970 (Giddens, 1973; Martins, 1974; Smith, 1979)³⁰. Deux grandes explications ont été proposées pour comprendre cette adéquation impensée de la société et de l'État-nation dans les sciences sociales. Pour Martins (1974), il s'agit d'un problème épistémologique. Les sciences sociales – et plus particulièrement la théorie sociale – ont été marquées par une tendance consistant à considérer les sociétés nationales comme l'unité naturelle de l'analyse sociologique et de faire de la nation étatique un lieu « global » ou « total », rassemblant en son sein l'ensemble des phénomènes dits « sociaux ». La société nationale a été naturellement dépeinte comme la forme idéale de la société, dont les processus sont endogènes. Les sciences sociales auraient en un sens *construit* l'idée de nation, du moins elles l'auraient légitimé en faisant d'elle *a priori* la forme optimale d'organisation sociale. Cette vision correspond à celle de Heller pour qui les chercheurs ont créé la nation et doivent désormais contribuer au postnationalisme. Tant et aussi longtemps que la sociologie considérera le changement social comme étant nécessairement et naturellement endogène à l'État-nation, elle sera limitée par son nationalisme méthodologique. Martins appelait les chercheurs à se défaire de cet impensé et à élargir la notion de société par-delà l'État.

Une seconde explication du nationalisme méthodologique a été proposée par Anthony Smith (1979). Selon lui, le nationalisme méthodologique n'est pas propre aux sciences sociales, il ne s'agit pas simplement d'un problème logique. Au contraire, le nationalisme méthodologique informe l'ensemble de la pratique – sociale, politique, économique, culturelle – en modernité. Non seulement chaque sociologie nationale produit-elle des concepts et des théories qui lui sont propres et qui correspondent à la manière spécifique dont elle s'est institutionnalisée, mais la sociologie dans son ensemble porte la trace d'un moment national, qui l'a vu naître et qu'elle a contribué à faire émerger. La sociologie a été nationale parce que les sociétés qu'elle étudiait se concevaient en termes nationaux et

30 Pour un survol de l'histoire de la critique du nationalisme méthodologique, voir (Chernilo, 2006, 2011; Dumitru, 2014).

étaient, dans l'ensemble, nationales. L'économie, les relations *internationales*, la sociologie, etc., tant en pratique qu'en théorie, ont tous pris comme point de départ la division du monde en unités étatiques et nationales. La modernité s'est pensée en termes nationaux ; le nationalisme méthodologique n'est pas tant un problème logique qu'un moment historique (Chernilo, 2006).

Si le nationalisme méthodologique s'explique historiquement par un « moment national », force est de constater que très peu de nations correspondent au modèle moderne de la société globale, dont le développement est endogène. Très peu de nations ont été les avatars de la modernité. La conception idéale-typique de la société « globale » pose de nombreux problèmes empiriques. Qu'en est-il des sociétés coloniales, des petites nations, des nations sans État, etc. ? Sur le plan logique, la correspondance de l'État-nation et de la société pose problème. Il en va de même sur le plan historique. De nombreux auteurs soutiennent que l'État-nation n'est pas nécessairement la forme ultime d'organisation sociale et que le moment national serait en voie d'être dépassé. C'est notamment le point de vue défendu par Ulrich Beck (Beck, 2004, 2006; Beck et Sznaider, 2006) et Alain Touraine (Touraine, 1981, 2013).

Le nationalisme méthodologique, dit Beck, repose sur un certain nombre de prémisses discutables.

« It equates societies with nation-state societies, and sees states and their governments as the cornerstones of social-scientific analysis. It assumes that humanity is naturally divided into a limited number of nations, which internally organize themselves as nation-states and externally set boundaries to distinguish themselves from other nation-states » (Beck, 2003, p. 453).

Ces prémisses seraient désormais obsolètes et avec elles les théories sociologiques modernes. La proposition de Beck est radicale. Les savoirs dont nous héritons sont si intimement liés à l'État-nation qu'ils sont incapables de rendre compte de la

mondialisation. De Marx à Weber, en passant par Bourdieu, Parsons, Touraine et Durkheim, la société a systématiquement été pensée comme une entité souveraine calquée sur le modèle de l'État-nation. Prenant l'État national comme cadre naturel des phénomènes sociaux, ces théoriciens ont écarté l'objet national de leurs analyses. Non seulement le nationalisme méthodologique fait-il de l'État national l'unité naturelle et exclusive d'analyse, il ne permet pas de penser le rôle du nationalisme en modernité.

La critique du nationalisme méthodologique est essentiellement *épistémologique*, mais on la confond souvent pour une critique normative – c'est notamment le cas de Heller et de Thériault, pour qui le nationalisme est une valeur à défendre ou à déconstruire, qui appelle une posture méthodologique correspondante. Par exemple, Heller dénonce le nationalisme méthodologique – qu'elle pratique par ailleurs – sous prétexte qu'il aurait contribué à naturaliser la nation. À l'inverse, Thériault rappelle que la modernité s'accomplit par la nation, que les sciences sociales en sont la forme historique de réflexivité et qu'elles doivent donc être, elles aussi, nationales. C'est ainsi que lorsqu'il défend l'aspiration de la francophonie à « faire société », il entend par là leur autonomie, voire leur souveraineté. Ulrich Beck aussi en fait un enjeu normatif. Dans une optique critique, les questions de domination et d'inégalité ne peuvent plus se comprendre à partir d'une échelle exclusivement nationale. Si les sciences sociales peuvent contribuer à la compréhension du monde et, plus encore, à sa pacification, elles doivent prendre acte de l'imbrication complexe des États, des populations, des économies, des identités, bref, *des sociétés*. Beck estime en effet que les sciences sociales dans leur ensemble doivent être reformulées dans un cadre cosmopolite, sous peine de devenir des disciplines folkloriques, sans lien avec les enjeux de notre époque.

« The fundamental concepts of 'modern society' must be re-examined. *Household, family, class, social inequality, democracy, power, state, commerce, public, community, justice, law, history, politics* must be released from the fetters of methodological nationalism and must be reconceptualised and empirically established within the framework of a cosmopolitan social and political science » (Beck, 2002, pp. 53–54).

En effet, pour Beck, la mondialisation entraîne une rupture normative analogue à celle classique du passage de la tradition à la modernité, de la communauté à la société. C'est parce que nous serions entrés dans une nouvelle ère qu'il faut repenser l'ensemble des concepts des sciences sociales et l'échelle à partir de laquelle ils opèrent.

6.1. Transformations qualitatives de la société et mondialisation : postnationalisme ontologique

La plupart des auteurs fondent leur critique du nationalisme méthodologique sur un constat ontologique. La société, en mondialisation, ne serait plus pleinement contenue – si elle l'avait déjà réellement été – par les frontières formelles des États, elle ne renverrait plus au modèle unitaire de la nation et entraînerait une nouvelle territorialisation, plurielle, dont le développement est inégal (Beck, 2006; Brenner, 2004; Castells, 2010; Touraine, 1981). La société ne serait plus une entité endogène facilement identifiable et en nombre limités. Les États-nations deviennent imbriqués dans un système international qui rend problématique la notion moderne de « territoire national », fondé sur la souveraineté étatique et l'exclusivité de l'appartenance nationale. Il faut donc trouver une sociologie adaptée à cette nouvelle société.

Les trois types de nationalisme méthodologique – État, groupe et territoire – renvoient à trois types de transformations qui, selon la plupart des auteurs, justifient un changement d'échelle dans la pratique sociologique.

Speranta Dumitru (Dumitru, 2014) propose de distinguer trois types de nationalismes méthodologiques. Un premier centré autour de l'État-nation comme institution centrale, un second centré autour du groupe national comme acteur central, et un troisième centré autour du territoire national comme conteneur central de la société.

Le nationalisme méthodologique stato-centré considère que l'État-nation est le lieu du social. Dans une perspective souvent normative, les chercheurs légitiment l'État en soulignant son rôle central dans la mise en œuvre des idéaux modernes – démocratie, liberté, égalité, etc. Cette approche se distingue de celle groupiste, qui consiste à légitimer le nationalisme méthodologique par l'idée centrale que les nations sont des collectivités relativement homogènes sur le plan intérieur, mais distinctes des autres sur le plan extérieur. La francophonie canadienne ne correspond pas tout à fait à ce modèle, n'ayant pas d'État, quoi que Heller justifie sa déconstruction du nationalisme francophone en soutenant que son accès privilégié aux institutions de l'État en fait une nation à part entière.

Le nationalisme méthodologique groupiste, quant à lui, se fonde sur l'unité supposée du groupe étudié – qu'il soit ethnique ou national. La francophonie canadienne fonde ses sciences sociales sur un tel postulat. La langue sert de marqueur identitaire central à partir duquel on délimite les frontières du groupe et, conséquemment, celle de ses sciences sociales.

Enfin, le nationalisme méthodologique territorial se fonde sur l'idée d'un territoire national qui agirait comme contenant des relations sociales. L'espace est réduit à une série limitée de territoires. Les sciences sociales prennent dès lors le point de vue d'un État qui contemple sa juridiction. Les phénomènes sont réfléchis à partir d'un contenant préétabli, généralement étatique. La francophonie canadienne produit à sa manière un tel nationalisme méthodologique où les seules parcelles de territoire qui sont prises en compte sont celles correspondant à la langue du groupe et au régime linguistique. La critique du nationalisme méthodologique vise ainsi à rendre explicite ces impensés des sciences sociales et à permettre une réflexivité de la pratique scientifique.

Ces trois types de nationalismes méthodologiques sont reliés, mais analytiquement distincts. Il s'agit de trois manières différentes de concevoir la société dans un prisme stato-national. Or, si elle appelle à dépasser ces trois types de nationalismes méthodologiques, ce n'est pas parce que la société serait effectivement devenue postnationale ou cosmopolite, rendant inadéquats des présupposés qui auraient été adaptés au moment « national » de la société. Nous ne serions pas sommés de passer à un cosmopolitisme méthodologique sous prétexte que le monde serait devenu *effectivement* cosmopolite. Elle prend ainsi à contre-pied la thèse de Heller selon laquelle la nouvelle économie mondialisée entrainerait empiriquement – et donc normativement – une société postnationale. Si la critique du nationalisme méthodologique n'est pas normative, elle n'est pas non plus ontologique. Dumitru fait bien remarquer que la mondialisation indéniable au XIX^e siècle – avec la colonisation, notamment – a donné lieu à une conception étatique et nationale de la société. Ce n'est pas parce que la société serait aujourd'hui postnationale qu'il faudrait dépasser le nationalisme méthodologique, mais parce qu'il est arbitraire et qu'il simplifie les phénomènes, tant nationaux, qu'infra- et supranationaux. Entre autre, dépasser le nationalisme méthodologique signifie rendre compte de la lecture nationale de la société qui a été faite par le passé et des raisons pour lesquelles une telle lecture a été dominante.

Il ne faut pas dépasser le nationalisme méthodologique pour des raisons ontologiques, ni pour des raisons normatives, mais pour des raisons épistémologiques. Néanmoins, la plupart des chercheurs fondent leur épistémologie sur un constat soit ontologique, soit normatif, soit les deux à la fois.

6.1.1 L'État

Il a souvent été dit de la mondialisation qu'elle s'opposait au principe de l'État-nation et qu'elle en affaiblissait considérablement les capacités. Les liens formels liant l'État, la

nation et l'individu dans le cadre de la citoyenneté sont en voie d'être redéfinis. La notion de souveraineté, centrale dans l'idée de l'État comme détenteur du monopole de la violence légitime, est minée par les traités de libre-échange, le droit international, etc., qui limite sa capacité à faire sa propre loi. Or, Saskia Sassen a bien démontré comment ces processus d'affaiblissement et de dénationalisation de l'État ont été initiés et menés par les États eux-mêmes. « A good part of globalization consists of an enormous variety of micro-processes that begin to denationalize what had been constructed as national – whether policies, capital, political subjectivities, urban spaces, temporal frames » (Sassen, 2006, p. 1).

La prolifération des travailleurs temporaires et des sans-papiers, le nombre croissant d'États reconnaissant aujourd'hui la double citoyenneté, la dénationalisation de la citoyenneté dans le cadre de l'Union européenne contribuent tous à remettre en cause le cadre étatique de l'appartenance au niveau formel et légal. S'ajoute à cela les transformations du rôle de l'État à l'endroit de ses citoyens, qui érodent les liens unissant l'individu à la nation. La compétitivité économique entraînée par la libéralisation des marchés mine l'idée de souveraineté conçue comme l'exercice exclusif du pouvoir d'un État sur son territoire. Ce qui peut être renvoyé au contexte devient dès lors central dans la prise de décision politique des États.

« The growing weight given to notions of the 'competitiveness' of states puts pressure on the particular utility functions of [previous] phases, and new rationales are developed for cutting down on those entitlements, which in turn weakens the reciprocal relationship between the citizen and the state » (Sassen, 2006, p. 284).

Ces transformations sont entraînées en partie par les États eux-mêmes, mais aussi par des acteurs et des processus qui ne sont pas contenus par les frontières étatiques. L'émergence de ces acteurs remet explicitement en cause les fondements théoriques et normatifs du pouvoir, de la souveraineté et de la légitimité politique modernes. Le nationalisme méthodologique, en prenant l'État-nation comme unité d'analyse *a priori*, est incapable

de rendre compte de ces acteurs et de ces phénomènes. L'État n'est plus l'unique cadre de référence, ni l'unique lieu d'exercice du pouvoir.

« The international order today is characterized by both the persistence of the sovereign state and the development of plural authority structures [...] It is open to question whether it offers any solutions to the fundamental problems of modern political thought which have been preoccupied by, among other things, the rationale and basis of order and toleration, of democracy and accountability, and of legitimate rule » (David Held (1991), cité dans Castells, 2010a, p. 356).

L'institutionnalisation des sociétés se fait désormais en partie dans des processus et réseaux mondialisés qui transforment les modalités d'appartenance à la nation. L'État ne parvenant plus à assumer les rôles qui lui étaient traditionnellement impartis, la relation des individus vis-à-vis de leur État et conséquemment vis-à-vis de leur souveraineté collective en tant que nation est transformée.

Les transformation du rôle de l'État et son intégration à des logiques internationales entraînent une certaine redéfinition de la citoyenneté, catégorie centrale de la modernité politique. On peut définir la citoyenneté de plusieurs manières – un statut légal, la possession de droits, une activité politique, une identité collective (Sassen, 2006, p. 287) – toutes étant, dans une certaine mesure transformées. Le contrat qui relie l'État à ses sujets se reconfigure et avec lui, le rapport qu'entretiennent les individus à leur État et à son identité collective.

6.1.2 La nation

La nation comme forme centrale de la modernité politique est également remise en cause à plusieurs égards. Symboliquement, la nation perd de sa capacité à structurer et à encadrer ce que Fernand Dumont appelle une « culture seconde », un horizon de sens distinct du milieu de vie ou ce que Benedict Anderson appelle des « communautés imaginées », qui relie des individus autour d'un référent identitaire et d'un espace-temps commun. Anderson précise que l'imprimerie a permis de créer une conscience nationale moderne de trois manières distinctes (Anderson, 1991, pp. 44-45). Premièrement, en créant des champs de communication autour de langues communes qui ont permis à des milliers d'individus de participer à une sphère publique commune et de partager un espace-temps commun. Deuxièmement, en stabilisant les langues vernaculaires. La stabilisation des langues allait permettre de les ancrer dans le temps. Troisièmement, en créant des langues de pouvoir, des langues vernaculaires administratives qui se sont progressivement imposées selon une logique que Bourdieu a bien analysée (Bourdieu, 2001).

Les champs nationaux qui se sont créés grâce à la mise en place d'un marché de l'écrit se sont structurés autour de rapports de force quant à la langue commune, à l'interne et à l'externe. À l'interne, une variante dominante de la langue s'est imposée comme langue légale, généralement associée à une élite. À l'externe, les langues ont été hiérarchisées. Aux langues universelles des modernes, ceux possédant une littérature, une culture et formant des peuples pouvant légitimement aspirer à la souveraineté, s'opposaient des langues mineures appartenant à des peuples non historiques (Marx et Engels, 1973). Contrairement aux grandes nations historiques, ces petits peuples ne seraient pas porteurs de modernité, d'universel ; leur littérature serait mineure, exigüe, marquée par leur irrémédiable particularisme (Casanova, 1999; Paré, 2001).

L'évolution des technologies d'information et de communication – et plus particulièrement l'apparition d'Internet – fait selon plusieurs subir à la culture une transformation analogue à celle de l'invention de l'imprimerie. La culture se serait à la fois déterritorialisée et autonomisée vis-à-vis de son ancienne fonction anthropologique, son ancienne autonomie est désormais de plus en plus intégrée aux logiques instrumentales de l'économie (Freitag, 2002, pp. 123–181).

Appadurai désigne cette dissociation entre les milieux de vie et la production de symboles les « scapes », des flux qui circulent parmi les territoires, qui accompagnent les migrants, créent des imaginaires et façonnent le monde selon des logiques distinctes au sein des nations modernes. La production de symboles et d'imaginaires serait devenue une activité sociale, en partie déterritorialisée et soumise à des logiques nouvelles.

« An important fact of the world we live in today is that many persons on the globe live in such imagined worlds (and not just in imagined communities) and thus are able to contest and sometimes even subvert the imagined worlds of the official mind and of the entrepreneurial mentality that surround them » (Appadurai, 2006, p. 589).

Manuel Castells abonde plus ou moins dans ce même sens. Il estime que l'encadrement de l'information et du divertissement a historiquement été opéré dans le cadre des États-nations, produisant un espace-temps et une opinion publique nationaux. Les divers processus à l'œuvre dans la mondialisation minent cette capacité de l'État à délimiter symboliquement ses frontières (Castells, 2010, p. 316). Toutefois, Castells ne fait pas une lecture aussi déterministe du nationalisme que Anderson, Heller ou Appadurai. La nouvelle économie et les nouvelles technologies ne déterminent pas complètement les identités collectives. Au contraire, on constate une recrudescence des mouvements nationalistes en mondialisation, qui travaillent à la construction d'une codification des symboles et des images dans un nouveau contexte. « To reduce nations and nationalism to the process of construction of the nation-state makes it impossible to explain the simultaneous rise of postmodern nationalism and decline of the modern state » (Castells,

2010a, p. 34). Si les mouvements nationalistes connaissent une résurgence malgré l'affaiblissement de l'État-nation, c'est qu'ils sont désormais plus culturels que politiques. Ils visent d'abord à préserver une identité qui a été institutionnalisée à l'époque moderne. Ainsi, la citoyenneté et le nationalisme ne se recoupent pas nécessairement – que ce soit au Québec, en Catalogne, en Acadie, etc. L'affaiblissement territorial de l'État-nation ouvrirait la porte à des mouvements nationalistes culturels sous-étatiques.

Le diagnostique que propose Castells est aux antipodes de celui de Heller. La nouvelle économie mondialisée – dont il est l'un des principaux analystes – ne mène pas *nécessairement* à une délégitimation des mouvements nationalistes et ne transforme pas nécessairement la langue en simple capital. En tant qu'ils sont d'abord culturels, les mouvements nationalistes se fondent généralement sur une langue commune qui sert non seulement à créer de la distinction et de la domination, mais aussi à créer du commun.

« Language [...] is a fundamental attribute of self-recognition, and of the establishment of an invisible national boundary less arbitrary than territoriality, and less exclusive than ethnicity. This is, in an historical perspective, because language provides the linkage between the private and the public sphere, and provides linkage between the past and the present, regardless of the actual acknowledgment of a cultural community by the institutions of the state » (Castells, 2010a, p. 55).

Si les débats autour de la langue concernent en partie la question de savoir qui appartient et selon quelles modalités cette appartenance peut être reconnue, ils visent également à maintenir des collectifs dont l'existence n'est pas que culturelle, mais est aussi politique. Seulement, ces entités politiques s'inscrivent dans un contexte où l'État, qui a été en modernité leur instrument, est en pleine redéfinition. De nouvelles échelles territoriales s'ouvrent qui laissent potentiellement une marge de manœuvre à des nations sans État.

6.1.3 Le territoire

La mondialisation ne se résume pas à un changement d'échelle allant de l'État-nation vers un niveau supérieur, global. Les sociétés continuent de s'appréhender, en partie, du moins, en fonction de l'État et de la culture auxquels elles appartiennent. Ce que la mondialisation exacerbe ou met en évidence, c'est la pluralité des échelles à partir desquelles l'action collective s'élabore. Les chercheurs parlent aujourd'hui d'une réalité « multiscalaire », c'est-à-dire composée d'échelles plurielles et imbriquées – le local, le national, le régional, l'international.

« The contemporary round of globalization has radically reconfigured the scalar organization of territorialization processes under capitalism, relativizing the significance of the national scale while simultaneously intensifying the role of both sub- and supra-national forms of territorial organization » (Brenner, 1999, p. 52).

Or, il ne découle pas forcément de cette multiplication des échelles que le cosmopolite doive supplanter le national. « The spatialities and temporalities that are produced in these various networks and domains do not simply stand outside the national. They are partly inserted in, or arise from, the national and hence evince complex imbrications with the latter » (Sassen, 2006, p. 378). Cette imbrication multiscalaire de territoires s'observe particulièrement au niveau économique. Un corps de lois qui garantit et protège la souveraineté territoriale des États et un corps de loi qui encadrent les firmes multinationales, les transactions internationales et les organisations supranationales coexistent. L'ampleur croissante et récente du régime supra- et international crée selon Sassen une conjoncture nouvelle. L'idée même de souveraineté nationale se voit relativisée, en grande partie par le travail des États eux-mêmes. Mais elle s'observe plus globalement au sein de la société civile elle-même. L'idée de société, la production d'images, de symboles, de biens et de valeurs n'est plus – autant – déterminée par le local.

Certains auteurs insistent sur l'émergence d'une nouvelle échelle, qui serait globale et déterritorialisée. Les technologies de communication, la finance, le changement climatique, les transports créent un monde où la centralité du territoire physique s'estompe.

La thèse d'un monde multiscalaire se fonde sur l'idée centrale qu'il existe des échelles distinctes, chacune avec ses acteurs, ses normes et ses règles. L'émergence de ce qui serait une échelle globale n'entraîne pas pour autant une disparition du territoire, mais met un terme à l'hégémonie étatique de la société. Les sciences sociales devraient donc abandonner leur nationalisme méthodologique puisque d'autres échelles coexistent et agissent sur l'État et la nation. Surtout, les échelles seraient devenues en elles-mêmes des enjeux politiques. Les échelles – qu'elles soient nationales, locales, régionales ou globales – n'existent pas en elles-mêmes, elles sont construites selon les avancées du capitalisme et les luttes sociales et politiques. En déplaçant le regard, on arrive à rendre compte de ces enjeux normatifs.

À plusieurs égards, l'échelle globale agit directement sur l'échelle nationale. La libéralisation des marchés instaure une concurrence à l'échelle mondiale, limitant la capacité des États à orienter les flux de capitaux et à contribuer au développement économique de leur territoire. Le national lui-même devient problématique. Selon Neil Brenner

it is no longer capital that is to be molded into the (territorially integrated) geography of state space, but state space that is to be molded into the (territorially differentiated) geography of capital [and thus] the goal of national, regional and local state spatial policies is no longer to alleviate uneven geographical development but to intensify it through the deployment of locational policies designed to strengthen the place-specific socio-economic assets of strategic, globally linked regions (Brenner, 2004, p. 16).

Les régions et les localités deviennent ainsi des acteurs centraux dans l'attraction de capitaux (Pecqueur, 2000) et dans la mise en place des politiques publiques (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001; Hamel et Jouve, 2006; Hassenteufel, 2011; Lascoumes et Le

Galès, 2012; Lemieux, 2001). Avec la contestation des échelles apparaissent de nouveaux acteurs, y compris nationaux. La spatialité contestée ouvre potentiellement un espace aux groupes linguistiques déjà institutionnalisés, mais risque aussi de les relativiser. Surtout, ce que les auteurs appellent la réalité multiscalaire et qui serait emblématique de la mondialisation et de la postmodernité (ou de l'hypermodernité ou encore des sociétés postindustrielles) entraîne une remise en cause non seulement ontologique, mais normative des principes de la modernité. D'où l'importance d'une souplesse, d'une approche à même de ne pas se confiner *a priori* à une échelle.

6.1.4 Société, modernité et postmodernisme

L'essentiel des études sur la mondialisation et des critiques du nationalisme méthodologique ont en commun de centrer leurs analyses sur le cadrage épistémologique adéquat pour aborder la « société ». Michel Freitag propose une analyse éclairante de cet enjeu. L'analyse de la société renvoie à trois niveaux : les pratiques sociales, les acteurs sociaux et la représentation de l'ensemble où « toutes les actions particulières se trouvent intégrées en une totalité de 'fonctionnement' et de 'reproduction' d'un ordre social (ou d'une structure sociale) déterminé (Freitag, 2002, pp. 61–62).

Alors que les deux premiers niveaux – les actions et les acteurs – ne sont effectivement plus (ou pas) réductibles à la seule échelle stato-nationale – c'est ce que Castells, Sassen, Appadurai, Brenner, etc. ont démontré –, la société comme totalité, comme lieu de l'intégration et de la reproduction d'un ordre social n'est pas nécessairement obsolète et son obsolescence entraînerait des conséquences profondes. Il en découlerait un nouveau mode de régulation sociale et de légitimation du pouvoir.

Les mutations de l'État, de la nation et du territoire que nous avons présentées ci-haut marqueraient ainsi le passage de la modernité à la postmodernité. La transcendance de la notion de « société » allait de pair avec celle de l'État qui régulait les rapports sociaux par l'entremise de règles générales. Le débordement de l'État tant à l'extérieur – par la mondialisation et les normes internationales, notamment en matière de commerce – qu'à l'intérieur – par la judiciarisation des rapports sociaux, la politisation de la vie privée et la gestion du risque – a entraîné la mise en place d'un mode de légitimité que Freitag nomme décisionnel-opérationnel, succédant au mode moderne politico-institutionnel. Entre le constat empirique du débordement des acteurs et de l'action de leur cadre stato-national et l'appel normatif à une nouvelle totalité non plus nationale, mais cosmopolite, il n'y a qu'un pas.

À une régulation des rapports sociaux par l'institution *a priori* de règles générales sanctionnées de manière idéalement uniforme va donc succéder un nouveau régime de contrôle direct de la réalité environnante, tant sociale que naturelle, qui va procéder *a posteriori* et localement de manière stratégique, pragmatique, procédurale et opérationnelle par adaptation, programmation, décision, le tout en fonction non plus d'une référence universaliste à un principe commun et abstrait de légitimité, mais selon des critères circonstanciels d'efficacité et dans un contexte par définition mobile de rapports de force (Freitag, 2002, p. 77).

Nous avons vu avec le différend entre Thériault et Heller que le choix des concepts et des théories était normatif. L'appel au postnationalisme lancé par Heller et la résistance formulée par Thériault se fondent tous deux sur une conception normative du rôle des sciences sociales et sur une définition tout aussi normative de la société. Parce que les sciences sociales participent du monde qu'elles étudient, leurs concepts participent activement de sa constitution. Les théories postmodernes et postnationales – les deux allant souvent de pair – auraient ainsi en commun de contribuer à créer une société effectivement postnationale et postmoderne, définie par l'efficacité comme légitimité première, par des identités et des rapports de force hybrides, mobiles, tout comme le nationalisme méthodologique aurait contribué à créer une société nationale, hiérarchique et homogénéisante. Stéphane Vibert résume très bien l'enjeu central du point de vue des

défenseurs de la société nationale. Le choix des concepts *produit* une nouvelle image de la société et contribue ultimement à la transformer.

Les images récentes montrant le « social » (la substantivation de l'adjectif servant stratégiquement à éliminer l'ancienne théorisation de la « société ») comme un assemblage de réseaux instables et hétéroclites, comme une pluralité d'agencements de pouvoir et de domination, comme la hiérarchisation problématique de champs de forces concurrentielles [...] consistent à épouser des postulats ontologiques extrêmement lourds (la plupart du temps passés sous silence) concernant la nature de l'action sociale et le rapport au monde symbolique, la composition de l'agent individué et sa spécificité moderne (Vibert, 2012, p. 270).

Ces concepts ne sont pas simplement analytiques, ils ne servent pas uniquement à décrire le monde. Ils émettent de surcroît des postulats sur la nature et la forme de la société et de l'action. En effet, comme nous l'avons souligné à propos de Heller, de nombreux concepts issus de la sociologie critique, qui conçoivent le monde comme étant toujours plus fluide, « toujours plus individualisé, mouvant et pluriel, participe d'une logique générale de désinstitutionnalisation, laquelle correspond parfaitement aux réquisits du néo-libéralisme marchand hégémonique » (Vibert, 2012, p. 270). En somme, tous ces concepts reprennent un « air du temps », se font les véhicules d'une idéologie hégémonique.

Si bien qu'aujourd'hui, le doute persiste quant à savoir si c'est le « réel », la réalité sociale entière des sociétés occidentales et du système-monde, qui a basculé dans une nouvelle ère, postmoderne, globalisée ou en réseaux, ou si c'est la lecture socio-anthropologique qui en est faite, laquelle, à force de postulats déconstructionnistes et auto-référentiels, destitue continuellement et auto-contradictoirement les concepts qu'elle se forgea jadis pour décrire le monde (Vibert, 2012, pp. 251–252).

La critique du nationalisme méthodologique est donc retournée contre elle-même. Est-ce la société qui s'est mondialisée, horizontalisée ou bien sont-ce plutôt les concepts ? La distinction entre postmodernité comme catégorie analytique et postmodernisme comme posture intellectuelle est effectivement souvent floue. Michel Freitag propose d'opposer

« la *postmodernité*, qui désigne une forme ou un type de société (globale, objective), et le *postmodernisme* qui désigne une forme subjective du discours » (Freitag, 2002, p. 57). Or, les concepts par lesquels on appréhende la postmodernité sont souvent normativement postmodernistes. « Postmodern theory abandons the notion of the rational, unified subject in favor of a socially and linguistically decentered and fragmented subject » (Peet, 1997, p. 73). Le déplacement théorique et conceptuel tient à des raisons d'abord normatives. La modernité est présentée comme un projet totalitaire, hiérarchique et homogénéisant auquel il faut opposer de nouvelles valeurs : la fluidité, l'horizontalité, l'hybridité. « Postmodernism presents itself as a movement of deconstruction, intent on dismantling the hierarchy of knowledge and values, undermining all that gives meaning and all that has been erected as paradigm or model » (Benko, 1997, p. 8). À l'instar de toutes les sociologies critiques, les théories de la postmodernité, mais surtout celles postmodernes sont construites autour d'une métaphysique de l'émancipation opposée à celle des sciences sociales modernistes. Ces précisément autour de ces deux valeurs que se structure le différend entre Heller et Thériault. L'analyse et le politique se confondent.

Sans trancher le débat à savoir si la société est effectivement devenue postmoderne ou si ce ne sont que les discours qui le sont devenus, sans chercher à résoudre une fois pour toutes la question de savoir s'il est possible de parler en termes modernes d'une réalité qui serait postmoderne ou si le postmodernisme est une manière de parler d'une réalité moderne, ou encore de répondre définitivement à la question de savoir si la relativisation de l'État-nation équivaut nécessairement à une sortie de la modernité – tant d'apories – nous proposons à la suite de Latour d'y voir les deux faces d'une même médaille. L'homogénéité des nationalistes modernes est tout aussi factice que l'hétérogénéité des postnationalistes postmodernes.

Si le projet postmoderne de « multiculturalisme » nous paraît si niais, et si l'usage qu'on en fait parfois pour parler de la nature nous paraît si geignard, voire si choquant, il ne fait pourtant que remployer la définition que le modernisme a toujours donné du multiple : un multiple sans ancrage ontologique, sans risque de réalisme. Oui bien sûr, la multiplicité du postmodernisme est bâclée, mais ni plus ni moins que l'unité trop vite acquise du modernisme (Latour, 2004).

On retrouve effectivement chez Latour l'idée d'une symétrie entre modernisme et postmodernisme. Tout comme il ne faut pas confondre la postmodernité comme type de société avec le postmodernisme comme rapport au discours au sein de cette société, il ne faut pas confondre modernité et modernisme. Entre ce que les Modernes font et disent, il y a un écart.

Les ci-devant modernes se présentent devant l'histoire comme ceux qui se seraient enfin *arrachés* à toutes les déterminations archaïques et naturelles ; or qu'ont-ils fait ? *Multiplié*, à une échelle toujours plus grande, à un degré d'implication toujours plus intime, les attaches avec les êtres toujours plus nombreux, toujours plus hétérogènes qui leur permettent d'exister. Ils parlent d'émancipation au moment même où ils doivent prendre en charge par des moyens légaux, techniques, mécaniques, humains, des êtres aussi vastes que le climat, les mers, les forêts, les gènes... drôle d'émancipation qui a multiplié, au contraire, les attachements (Latour, 2004)!

Contre les discours modernistes qui prétendent à l'unicité de la société, lieu immanent où les Modernes exerceraient leur autonomie politique, Latour appelle à rendre compte de la multiplicité constitutive de la société moderne. Les Modernes ont voulu séparer faits et valeurs, science et idéologies, nature et culture, sujets et objets³¹. Les Postmodernes veulent les mélanger gratuitement, sans hiérarchies, sans règles. Ni modernisme, ni postmodernisme ne sont à même de nous permettre de créer un monde commun qui rende adéquatement compte des acteurs en présence. D'où l'appel de Latour à un nouveau cosmopolitisme, plus en phase avec la constitution effective de la société.

31 Freitag avance que « la modernité se caractérise ainsi, sur le plan épistémologique ou plutôt épistémique, par la mise en place d'un dualisme ontologique radical (sujet-objet, *res cogitans-res extensa*, individu-société) qui comporte virtuellement, au service d'une liberté individuelle hypostasiée, l'instrumentalisation totale de la nature et de la société (si l'on fait abstraction du politique dans lequel la liberté prend forme objective vis-à-vis d'autrui, et parvient du même coup à médiatiser les *droits* et les *obligations* » (Freitag, 2002, p. 95).

6.2 Cosmopolitisme et monde commun

Le débat entre nationalistes et cosmopolites s'est accentué avec l'accélération et l'intensification de la mondialisation. Ce débat se joue autour du troisième volet des sciences sociales dont parlait Freitag, à savoir l'unité symbolique de la société, par-delà les pratiques et les acteurs. Il est question de trouver l'échelle assurant aujourd'hui – ou plutôt qui devrait assurer demain l'intégration et la reproduction sociale des individus. Ce différend se structure autour d'une alternative mutuellement exclusive où cosmopolitisme et nationalisme s'opposent, proposant l'un et l'autre une démarcation territoriale et institutionnelle antithétiques. Le cosmopolitisme désigne l'humanité dans son ensemble, réduite à son plus petit dénominateur commun, à son universalité, alors que la nation se réfère à des identités particulières permettant à l'humanité d'exprimer sa différence et d'agir en tant que collectivités distinctes. Pourtant, le cosmopolitisme prétend intégrer la différence contre les nations qui favoriseraient l'homogénéité et l'exclusivité. À l'inverse, le nationalisme prétend protéger la diversité des identités et l'autonomie politique des peuples contre une mondialisation non démocratique.

À l'instar de la distinction entre modernité/modernisme et postmodernité/postmodernisme, le cosmopolitisme désigne à la fois un fait empirique – l'augmentation des connexions entre humains à l'échelle de la planète – et une attitude – l'acceptation de la diversité. Ulrich Beck parle ainsi de cosmopolitisation pour désigner un processus, et de cosmopolitisme pour désigner une attitude selon lui souhaitable parce que porteuse d'émancipation. Les risques globaux font de l'humanité entière une seule communauté de destin – terme jadis employé pour référer aux nations – qu'il faut désormais penser dans son unité symbolique et institutionnelle. Les nationalistes répondent que la démocratie, l'autonomie politique des peuples, ne peut pas s'exprimer dans des institutions mondiales. Contre un monde commun mondial et cosmopolite à construire, ils défendent un monde commun significatif, contextualisé, qui fut dans le monde moderne structuré par l'État-nation. Les cosmopolites, quant à eux, appellent à élargir notre définition du monde commun à l'échelle de l'humanité – ou à constater que cette échelle s'impose *de facto*.

Or, tant les nationalistes que les cosmopolites prennent pour acquis qu'il existe une telle chose que le « social » qui peut faire l'objet d'études spécifiques et qui doit délimiter l'unité symbolique de la société. La théorie de l'acteur-réseau (Actor-Network Theory) (Callon et al., 2001; Latour, 1997, 2007a, 2013; Law et Hassard, 1999) va plus loin dans la critique du nationalisme méthodologique, en proposant une critique que l'on pourrait qualifier de socialisme méthodologique. Parmi les remises en cause de l'échelle des sciences sociales, c'est celle de Bruno Latour qui est la plus radicale (Latour, 1999). Il propose d'ouvrir le champ d'investigation *au-delà* non seulement de la société conçue comme nécessairement nationale, mais *au-delà* de la société conçue comme nécessairement *sociale*. Il propose un cosmopolitisme épistémologique, dans son sens le plus strict, bien plus radical que le cosmopolitisme méthodologique de Beck.

Pour Beck, le monde signifie la culture, une vision globale, qui s'étend par-delà l'horizon des Etats-nations. Il assume le fait que les enjeux de la guerre et de la paix ne concernent que les humains [...] Cette façon de comprendre le cosmos et les cosmopolitiques est réductrice, car elle limite le nombre d'entités pouvant négocier autour d'une même table. Mais si le cosmos désigne tout ce qui est, il doit alors être élargi, selon son sens littéral, à l'ensemble des entités non-humaines qui participent aux actions humaines (Latour, 2007b, p. 73).

Il y aurait ainsi un impensé dans la théorie de Beck. Il prendrait pour acquis que le monde, que la société est un fait culturel, social, fait d'humains qui doivent apprendre à se reconnaître et à se réfléchir par-delà leurs allégeances nationales. Ainsi le cosmopolitisme désigne pour Beck un fait essentiellement culturel, alors que la société du risque appelle précisément à penser le non-vivant, le non-humain et son action sur les sociétés humaines, ses capacités à faire faire. Par-delà les sujets humains, dont on débat à savoir s'il faut les organiser au sein d'institutions nationales ou cosmopolites, il appelle à penser plus généralement les « actants ». Les actants ne se résument pas à des acteurs, à des subjectivités, ils renvoient à toute entité qui possède la capacité de modifier l'action d'une autre entité, de lui faire faire quelque chose. La compétence de l'actant est toujours

déduite de sa performance, ce qui permet de ne pas discriminer à l'avance les échelles d'action.

Il s'agit d'une rupture épistémologique plus radicale que celle de Smith, Martins et Beck³². Il ne s'agit, pas, dans ce cas-ci de dépasser le nationalisme méthodologique sous prétexte que la société post-industrielle rendrait la notion de société nationale obsolète, ni sous prétexte que la société ne pourrait pas être comprise depuis l'intérieur, mais de formuler une critique plus fondamentale sur le rapport qu'entretiennent les sciences sociales avec l'idée même du « social » comme forme « humaine » d'activité. De même que la nation n'est pas faite que de « national », la société n'est pas réductible à des interactions « sociales » entre humains. Une telle définition nous fait prendre un raccourci. « Ni l'existence de la société ni celle du social ne sont données de prime abord. Il faut au contraire les discerner à travers de subtils changements dans la façon de connecter des ressources qui sont encore à ce stade non sociales » (Latour, 2007a, p. 54). Le sociologue ne peut pas limiter *a priori* son objet d'étude à des phénomènes qui seraient d'emblée désignés comme « sociaux ». « Il n'y a pas de groupe ni de niveau qu'il faille privilégier, pas de composant pré-établi qui puisse faire office de point de départ irréfutable » (Latour, 2007a, p. 44). Les faits sociaux ne contiennent pas que du social et pour les comprendre, il faut savoir rendre compte aussi de cette part non sociale, de ce travail par lequel des éléments divers sont reliés, assemblés afin de former ce que nous appelons une société, du social.

La complexité du monde, l'imbrication des échelles de gouvernance, des cadres légaux, des modes de production, ce que d'autres ont appelé sa réalité « multiscalaire » prend donc chez Latour un sens plus large encore. Il ne s'agit plus simplement de constater que les acteurs sociaux qui forment la société se situent à divers niveaux – infra, inter, supra et transétatiques – mais de constater que la société est faite de plus que du social. « Society is no longer made of a particular material, the social – as opposed, for example, to the

32 À propos de l'élargissement du concept de cosmopolitique aux actants non-humains, voir l'ouvrage de Jane Bennett, *Vibrant Matter. A political ecology of things* (Bennett, 2010).

organic, the material, the economic, or the psychological ; rather, it consists in a movement of connections that are ever more extensive and surprising in each case » (Latour, 2013, p. 64). L'indéniable preuve de cette construction hybride de la société est incarnée par le concept d'anthropocène, selon lequel l'activité humaine, des *sociétés* humaines est désormais le principal facteur responsable des transformations de l'écosystème, du monde *naturel*.

Les Modernes se définissent par leur autonomie politique, qui les distingue de l'hétéronomie des traditionnels, le politique, par lequel s'exprime l'autonomie des Modernes est constamment envahi par des Autres : des virus, des gaz à effet de serre, le marché, la religion, etc. Chaque « mode d'existence » – le droit, la science, la religion, la morale, etc. – produit ses propres êtres, selon ses propres logiques, ses propres régimes d'énonciation et fait faire des actions particulières. Ces modes d'existence ne sont pas pour autant « autonomes » les uns des autres ; ils sont reliés selon des assemblages divers³³. Chaque mode se caractérise par son emphase sur une caractéristique propre, mais ils sont toujours reliés les uns aux autres, selon des modalités particulières. Le rôle du sociologue – ou de l'anthropologue des Modernes – est alors de rendre compte des divers « modes d'existence » qui composent la société et des moyens par lesquels ils sont reliés entre eux, par lesquels ils sont traduits pour pouvoir être compris et intégrés à d'autres modes.

33 « Assemblages are ad hoc groupings of diverse elements, of vibrant materials of all sorts. Assemblages are living, throbbing confederations that are able to function despite the persistent presence of energies that confound them from within. They have uneven topographies, because some of the points at which the various affects and bodies cross paths are more trafficked than others, and so power is not distributed equally across its surface. Assemblages are not governed by any central head : no one materiality or type of material has sufficient competence to determine consistently the trajectory or impact of the group. The effects created by an assemblage are, rather, emergent properties, emergent in that their ability to make something happen [...] is distinct from the sum of the vital force of each materiality considered alone » (Bennett, 2010, pp. 23–24).

Il s'agit d'une posture clairement relativiste, mais dans un sens différent que celui que revendiquent les postmodernistes. Il n'est pas question de mettre à plat toutes les hiérarchies, de prétendre que tout se vaut, que la vérité est relative, mais plutôt de reconnaître qu'il existe plusieurs types de vérité qui sont codifiées, qui obéissent à leurs logiques propres et qui coexistent, tantôt bien, tantôt mal. Le droit n'obéit pas aux mêmes règles que la sciences, les conditions de vérité, le rapport à la preuve ne sont pas les mêmes, pourtant il serait erroné d'affirmer que le droit est *irrationnel*. De même, le droit n'obéit pas aux mêmes règles que la politique. Le travail sociologique – ou anthropologique – consiste à suivre ces liens, à voir comment ils sont assemblés, contestés, maintenus, déconstruits. Les théoriciens du ANT appellent ainsi ouvrir les sciences sociales par-delà le « social » et somment les chercheurs de considérer l'ensemble des étapes qui permettent à ce que nous appelons le social, le politique, l'économique, le culturel de circuler, de se maintenir. « What circulates when everything is in place cannot be confused with the setups that make circulation possible » (Latour, 2013, p. 32). Cette approche prend à rebours le postulat sociologique fondateur de Durkheim d'expliquer le social par le social. De même que les oléoducs sont effectivement des réseaux permettant à du pétrole de circuler, ils ne sont pas *faits* de pétrole. Au contraire, ils sont faits de tubes d'acier, de stations de pompage, de puits, de traités internationaux, de techniciens, de politiciens, tous ces éléments devant être mis ensemble pour que le pétrole puisse circuler. Il ne faut pas confondre le réseau avec ce qui y circule. Il en va de même avec la société et la nation.

Les théoriciens de l'ANT nous invitent à prendre acte du fait qu'un effort considérable doit être consenti pour maintenir ce qu'on appelle une société et que cet effort exige un assemblage complexe d'éléments divers – humains et non humains. L'économique n'est pas fait *que* d'économie, mais de logiciels et d'algorithmes permettant d'effectuer des transactions, de routes et d'infrastructures permettant la circulation des biens, de technologies, etc. S'intéresser au social, c'est s'intéresser à l'assemblage d'éléments disparates. « [The social scientist must] define the list, specific in every instance, of the beings that will be said to have been associated, mobilized, enrolled, translated, in order

to participate in the situation » (Latour, 2013, p. 41). Mais, prévient-il, « il est fondamental que les enquêteurs ne définissent pas à l'avance et à *la place* des acteurs ce que sont les composantes du monde social » (Latour, 2007a, p. 62).

6.2.1 Pour une critique épistémologique du nationalisme méthodologique

Les questions d'échelles sont nécessairement normatives, parce que la modernité s'est justement instituée autour d'une échelle étatique et nationale, d'une part, et politique, d'autre part. Remettre en cause l'équivalence entre État, nation et société et plus encore, remettre en cause l'autonomie du social revient à remettre en cause ce sur quoi les Modernes ont fondé leur identité. La relativisation des principes modernes ne renvoie cependant pas univoquement au postmodernisme. Il faut distinguer entre trois types de critiques. La première, que nous qualifions de postmoderniste, est d'abord normative. Elle consiste à mélanger les genres, à abolir les hiérarchies en exaltant la liberté des assemblages, comme si le monde n'avait pas de stabilité, de permanence, d'inertie ou plutôt comme si la permanence – d'une identité, d'une mémoire – était nécessairement réductible à une forme de domination du collectif sur l'individu. La seconde critique, mondialisante, est d'abord ontologique. Elle stipule l'avènement d'une nouvelle ère, d'une nouvelle réalité qui rend caduques les concepts, les catégories modernes. La société doit désormais être pensée à une échelle supérieure à l'État-nation. La troisième critique, cosmopolite, est d'abord épistémologique. Elle cherche une méthode pour rendre compte de la complexité du réel, sans adopter d'échelle *a priori*. Elle s'intéresse aux assemblages, aux agencements entre institutions, entre modes d'existence.

Nous nous situons dans cette troisième approche. Notre critique du nationalisme méthodologique appliqué à la francophonie canadienne est d'abord épistémologique. Elle ne consiste pas à nier la légitimité et encore moins l'existence des nations, au contraire, nous pensons que la spécificité de la nation et de l'État contemporains exigent qu'on déplace le regard, qu'on ne se limite pas à ce que l'État et la nation disent sur eux-mêmes, mais qu'on observe attentivement les mutations qu'ils subissent en observant les diverses

échelles dans lesquelles ils sont imbriqués. Dans le cas de la francophonie, cela implique de voir les institutions, les réseaux qui permettent au groupe de se maintenir, mais de s'intéresser aussi à sa production en tant que telle, à ce qu'elle produit, aux entités avec lesquelles elle coexiste, aux manières dont celles-ci la font faire, aux manières dont elles sont représentées, etc.

Nous ne nous prononçons pas sur le statut ontologique de la société – est-elle faite d'institutions, de réseaux, est-elle aliénante ou libératrice, homogène ou hybride – ni sur son éventuelle orientation souhaitable. Seulement, nous ne pouvons pas nier que certaines idées centrales de la modernité et conséquemment de l'État-nation sont en pleine reconfiguration. De ce fait, la société et ce sur quoi elle s'appuie, ce dont elle est faite, est appelé à être réagencé.

« The question of territory as a parameter for authority and rights has entered a new phase. State exclusive authority over its territory remains the prevalent mode of final authority in the global political economy. But it is less absolute formally than it once was meant to be [...] In addition, critical components of this authority that may still have a national institutional form and location are no longer national in the historically constructed sense of that term » (Sassen, 2006, p. 416).

Tant au niveau du droit – le statut juridique de firmes multinationales – qu'au niveau de la production industrielle et du travail, le rôle des frontières et conséquemment des territoires qu'elles encadrent en reconfiguration, en renégociation. De même, la citoyenneté, au cœur de l'idée de nation subit des transformations non négligeables. Si d'indéniables enjeux politiques et normatifs en découlent, le simple constat n'est pas en lui-même normatif, n'est pas en lui-même du côté de la modernité ou de la postmodernité. De même, parler de flux ne revient pas nécessairement à *entériner* l'idée que la société *devrait* être fluide. Néanmoins, une part croissante de la production industrielle s'organise en réseaux encadrés légalement à une échelle qui n'est plus strictement *nationale*. C'est en ce sens que Castells fait des flux une catégorie analytique qui croît empiriquement en

importance. L'espace des flux – qu'il oppose à l'espace des lieux – est la forme dominante et caractéristique de notre époque. « By flows I understand purposeful, repetitive, programmable sequences of exchange and interaction between physically disjointed positions held by actors in the economic, political, and symbolic structures of society » (Castells, 2010b, p. 442). Ces flux se constatent dans diverses sphères d'activité et sont rendus possibles par les nouvelles technologies d'information et de communication, avec d'incontournables enjeux politiques.

Les théories contemporaines de l'espace font elles aussi état d'une croissance des « non-lieux » en postmodernité. « It is a space devoid of the symbolic expressions of identity, relations, history : examples include airports, motorways, anonymous hotel rooms, public transport... Never before in the history of the world have non-places occupied so much space » (Benko, 1997, p. 23). Ces non-lieux sont emblématiques de la postmodernité et sont érigés en modèle dans la critique hellerienne où les élites polyglottes et cosmopolites qui se rencontrent dans les aéroports sont la figure légitime par excellence. De même, sa lecture de la nouvelle économie exacerbe le rôle des flux en général et du tourisme en particulier dans la construction identitaire. À l'inverse, Thériault fait des lieux porteurs de sens, de mémoire et d'identités les lieux par excellence, à protéger des effets déstructurants des flux, des non-lieux. Le débat entre Thériault et Heller est typique du différend entre modernes et postmodernes, entre nationalistes et cosmopolites.

« On the side of place, there is meaning, but also non-liberty or constraint. On the side of non-places, there is an individual liberty which can reach absurd levels and produce a loss of identity. When nationalists speak of cosmopolitanism, they are setting places against non-places, that is against the space of movement » (Benko, 1997, pp. 23–24).

Aussi le différend entre Heller et Thériault nous contraint-il de choisir entre deux types d'espaces présentés comme étant mutuellement exclusifs, comme produisant des identités irréconciliables. Trop normative, cette alternative qui s'appuie dans chacun des cas sur

une métaphysique de l'émancipation, ne nous permet pas de penser la production de ces lieux et non-lieux, ni leur imbrication.

Selon Castells, cette nouvelle élite entretient avec le pouvoir, la culture, le sens un rapport distinct de la majorité des individus pour qui l'espace des lieux est la réalité. Il n'est pas simplement question d'adapter la logique des lieux à celle des flux, ni de refuser de théoriser l'espace des flux sous prétexte que cela contribue à dénationaliser l'espace, mais de politiquement trouver des liens entre les deux.

« People still live in places. But because function and power in our societies are organized in the space of flows, the structural domination of its logic essentially alters the meaning and dynamic of places. Experience, by being related to places, becomes abstracted from power, and meaning is increasingly separated from knowledge. There follows a structural schizophrenia between two spatial logics that threaten to breakdown communication channels in society [...] Unless cultural, political, *and physical* bridges are deliberately built between these two forms of space, we may be heading toward life in parallel universes whose times cannot meet because they are warped into different dimensions of a social hyperspace » (Castells, 2010b, pp. 458–459).

Il y a effectivement des enjeux politiques liés à la cohabitation d'échelles distinctes qui ne peuvent pas se résumer à la préséance d'une échelle sur l'autre. Il s'agit de comprendre comment les échelles s'influencent mutuellement et comment leur interaction transforme les conditions d'action collective. Sassen constate, par exemple, que de nombreuses luttes locales – par exemple en matière d'urbanisme, de logement social, d'environnement – sont en même temps menées avec la conscience que des luttes analogues sont menées dans d'autres localités, créant une nouvelle réflexivité des acteurs et une nouvelle conscience de l'action. « This combination of multiplication and self-reflexivity contributes to constitute a global condition out of these localized practices and rhetorics » (Sassen, 2006, p. 373).

La question des échelles n'est donc pas simple. Il ne s'agit pas d'un encastrement comme des poupées russes, où il suffirait de passer d'un niveau à l'autre et où chacun serait

clairement délimité. Il ne s'agit pas non plus d'une transformation totale et unilatérale de l'ensemble de la société qui serait – ou devrait être – entièrement soumises aux logiques de la nouvelle économie ; la mondialisation n'entraîne pas nécessairement une dénationalisation au profit d'une cosmopolitisation. Ce sont là des enjeux politiques que les sciences sociales peuvent et doivent éclairer. Nous devons prendre le soin de distinguer le cosmopolitisme méthodologique dont nous venons de présenter les grandes lignes du cosmopolitisme normatif. Le cosmopolitisme méthodologique concerne *l'objet des sciences sociales et l'échelle d'analyse appropriée pour comprendre des phénomènes sociaux – nationaux, subnationaux et supranationaux*, alors que le cosmopolitisme normatif consiste en une *déconstruction des formes de légitimité historique de la nation comme mode d'appartenance collective sous prétexte qu'elle produit une violence généralisée*.

6.2.2 Trouver les clés interprétatives adéquates

L'appel à un changement d'échelle ou plutôt à une pluralisation des échelles en sciences sociales ne tient pas exclusivement à la réalité empirique de la mondialisation. L'appel à dépasser le nationalisme méthodologique peut être compris comme un processus interne réflexif et critique interne aux sciences sociales ; un processus par lequel l'idée de société n'est pas simplement déconstruite dans le but de la délégitimer et de la substituer par un autre rapport au territoire, à l'identité et aux institutions, mais où l'on cherche à rendre compte des mécanismes par lesquels ce qu'on appelle la société s'est historiquement construite.

Le changement d'échelle n'implique pas de façon simpliste de déplacer le regard du national vers le global. Si le national ne peut pas se comprendre complètement à partir du national, le global ne peut pas être explicité uniquement à partir d'une nouvelle échelle qui serait globale. C'est là l'erreur de Beck et le cœur du différend normatif. En présentant une

alternative binaire où les chercheurs sont contraints de choisir entre une échelle nationale inadéquate, mais toujours opérante, et une échelle cosmopolite en émergence mais ne correspondant à aucune institution démocratique, on ne peut pas contourner l'adhésion à l'un ou l'autre projet de société. Les concepts deviennent effectivement politiques.

Bruno Latour et Saskia Sassen ont présenté, tous deux à leur manière, une approche qui permet de contourner ce faux choix entre nationalisme et cosmopolitisme. Afin de comprendre comment les échelles – politiques, économiques, scientifiques, religieuses – s'imbriquent, se distinguent, suivent des parcours particuliers, il faut éviter de tomber dans ce que Sassen appelle le « piège de l'endogénéité » (*endogeneity trap*). « We cannot understand the x – in this case globalization – by confining our study to the characteristics of the x – i.e., global processes and institutions » (Sassen, 2006, p. 4). L'apport original et essentiel de Sassen à cette discussion est de proposer une méthode permettant de comprendre comment les diverses échelles peuvent être réduites à des assemblages variables entre des composantes limitées. Surtout, elle permet de voir comment la dénationalisation est le fait des États et des nations elles-mêmes et que l'échelle globale est dans de nombreux cas intégrée à celle nationale. Elle permet de voir que la nation n'est pas faite de quelque chose d'identifiable, qui serait le « national » et qui pourrait s'étudier en soi, de même que le global n'est pas fait de « global ». Si l'on souhaite comprendre le processus de construction d'une échelle nationale, d'abord, et mondiale, ensuite, il est impératif de cerner les éléments centraux autour desquels se structurent ces espaces et qui les relient l'un à l'autre. « Isolating foundational components present in major social and geopolitical wholes allows for a critical perspective that differs from a focus on the whole themselves. It allows us to capture the work of assembling these components according to specific organizing logics » (Sassen, 2006, p. 404). Elle identifie trois composantes « fondationnelles » : le territoire, l'autorité et le droit. Les types d'assemblages entre ces trois composantes permettent de distinguer différentes époques allant de la ville médiévale à la ville globale, en passant par le territoire national.

Bruno Latour propose une méthode analogue, bien que son objet soit considérablement différent. La société moderne est constituée de divers modes d'existence qui coexistent, qui sont reliés de manière complexe et qu'il faut savoir identifier. Chaque mode possède ses logiques propres et chaque mode contient sa « clé interprétative », qu'il appelle une « préposition ». « I have chosen the term *preposition*, using it in its most literal, grammatical sense, to mark a *position-taking* that comes *before* a proposition is stated, determining how the proposition is to be grasped and the constituting its interpretive key » (Latour, 2013, p. 57). Tout l'effort consiste à trouver la logique particulière d'un mode d'existence donné et à comprendre la manière dont il se relie à d'autres, par quels efforts de traduction, etc.

L'avantage de ce choix épistémologique est de ne pas prendre pour acquis l'unité de la société, sans pour autant la substituer par une nouvelle entité postmoderne, hybride, etc. Elle permet de voir de quoi le national, l'État, la société sont faits en identifiant leurs éléments fondamentaux.

Cette approche scientifique est résolument pragmatique, elle s'inscrit en continuité avec les travaux pionniers de John Dewey qui, en 1927 déjà, interrogeait la valeur heuristique de la notion de « société ».

« In the concrete, there are societies, associations, groups of an immense number of kinds, having different ties and instituting different interests. They may be gangs, criminal bands ; clubs for sports, sociability and eating ; scientific and professional organizations ; political parties and unions within them ; families ; religious denominations, business partnerships and corporations ; and so on in an endless list. The associations may be local, nation-wide and transnational. Since there is no one *thing* which may be called society, except their indefinite overlapping, there is no unqualified eulogistic connotation adhering to the term 'society' » (Dewey, 1954, pp. 69–70).

La société, dans une optique pragmatique, est composée d'interactions qui se produisent à diverses échelles, sans qu'une d'entre elles puissent être désignée « sociale » *a priori*. Plus encore, les entités qui habitent généralement les sciences sociales – les classes, les nations, les ethnies, les genres, etc. – ne sont appréhendées, selon l'approche pragmatique, qu'en tant qu'ils sont le résultat d'actions. Nous y reviendrons au prochain chapitre.

6.3 Francophonie canadienne : une société problématique

Nous avons fait ce détour par les critiques du nationalisme méthodologique et du cosmopolitisme afin de sortir de l'impasse dans laquelle sont prises les sciences sociales francophones au Canada. Nous avons démontré dans la première partie comment elles définissaient non seulement leur objet en fonction de l'identité nationale et linguistique, mais qu'elles étaient de surcroît appelées à jouer un rôle nationaliste. Nous avons voulu éclairer les enjeux normatifs, ontologiques et épistémologiques qui sont au cœur de la pratique sociologique et de son rapport à l'échelle sociale. On peut parler de nationalisme méthodologique des sciences sociales francophones à trois niveaux distincts, mais complémentaires et participant d'une même logique. Ces trois niveaux sont ceux qu'a identifié Dumitru, soit l'État, le groupe et le territoire. Ensuite, les critiques du nationalisme et cosmopolitisme qui ont été proposées sont soit ontologiques, soit normatives. Nous souhaitons en proposer une épistémologique, qui permet de reformuler les enjeux ontologiques et normatifs.

Premièrement, le nationalisme méthodologique opère au niveau de l'État. Si la francophonie canadienne n'est pas une société à proprement parler, c'est d'abord parce qu'elle ne possède pas d'État qui lui permettrait d'assurer son intégration et d'agir collectivement. Or, elle entretient avec l'État une relation privilégiée en vertu du régime

linguistique qui confère un statut d'ayant droit. Les sciences sociales ont donc investi l'espace du régime linguistique comme s'il s'agissait d'un État et l'ayant droit comme s'il s'agissait d'un sujet et y ont fait équivaloir l'idée d'une société francophone. En ce sens, les sciences sociales conçoivent complètement leur unité en fonction de l'État et de ses concepts. Le principal problème avec cette adéquation des sciences sociales avec le régime linguistique est que malgré que le régime crée une catégorie de citoyens ayant droit à une certaine forme d'autonomie, il ne permet pas de créer une société dans le sens classique du terme et n'est responsable que d'une part limitée de l'intégration sociale, culturelle et économique des individus. Il forme certes une échelle d'analyse pertinente pour comprendre la dynamique linguistique de la francophonie, mais cette échelle n'englobe pas l'ensemble des phénomènes et des acteurs et ne peut pas à elle seule rendre compte du devenir des communautés de langue officielle, ni de la société plus large à laquelle elles participent.

Deuxièmement, le nationalisme méthodologique opère à l'échelle du groupe, présenté comme une entité culturelle distincte possédant des frontières relativement stables dont on mesure la progression. L'approche consistant à faire de l'ayant droit la figure non seulement du citoyen, mais du sujet pourrait entrer dans cette catégorie – nous avons vu comment les études sur la vitalité linguistique, par exemple, ne s'intéressent qu'aux comportements et attitudes linguistiques des *francophones* – mais elle est plus généralisée encore. Une revue comme *Francophonies d'Amérique* dépasse le cadre strict de l'ayant droit pour faire de la francophonie un groupe à part entière, avec sa culture, sa littérature, ses accents, etc., réparti sur un territoire qui ne correspond pas à un État et qui dépasse les frontières, mais dont l'unité est symbolique et relativement évidente. L'unité des sciences sociales tient alors à son objet, au groupe qu'elles étudient et dont la production des savoirs témoigne de leur « intention vitale ».

Troisièmement, le nationalisme méthodologique opère à l'échelle territoriale. Les sciences sociales francophones entretiennent avec le territoire une relation singulière, caractérisée

par les concepts d'espace et de territoires francophones. On opère un découpage fondé sur l'ayant droit et l'identité de groupe où la langue sert à démarquer certains espaces et territoires pouvant légitimement faire partie des études sociologiques sous prétexte qu'ils sont « nationaux ». Ces espaces tendent à être ceux où la langue du groupe est dominante et où elle circule librement.

Le découpage qu'opèrent les sciences sociales et leur affinité avec le régime linguistique nous paraissent problématiques à plusieurs égards et il nous semblait que la critique du nationalisme méthodologique, en interrogeant l'échelle stato-nationale de la société était éclairante pour comprendre la relation problématique qu'entretient la francophonie avec l'idée de « société ». En effet, en tant que la majorité des sciences sociales sont à la fois *nationales* et *nationalistes*, elles font de la francophonie une société à part entière, l'objet exclusif et naturel de leurs analyses, et contribuent en même temps à réaliser le projet francophone de « faire société ». Pourtant, en limitant les analyses aux seuls phénomènes *explicitement* nationaux – c'est-à-dire à l'identité, aux droits et aux comportements linguistiques – les sciences sociales n'arrivent pas à rendre compte de la société effective – ou plutôt des divers échelles de société – qu'habitent les francophones, ni de la société à faire qui est au cœur du projet nationaliste.

Notre appel à dépasser le nationalisme méthodologique des sciences sociales francophones est à la fois ontologique, normatif et épistémologique, mais dans un sens très particulier. Ontologiquement, nous constatons que ni l'appartenance linguistique, ni le régime linguistique ne recourent une réalité pouvant être désignée comme une société. Cette réalité n'est pas nouvelle et ne renvoie pas à la nouvelle économie mondialisée. Elle est au cœur même du régime linguistique depuis l'État libéral. La situation de la francophonie ne peut pas se comprendre uniquement de l'intérieur puisqu'elle n'a jamais été politiquement autonome. L'existence et le sort de la francophonie tiennent à une série d'éléments qui sont extérieurs au groupe, à ses institutions, à ses élites, à son statut. Normativement, nous constatons que le nationalisme méthodologique ne permet pas de

formuler des critiques adéquates. En limitant l'analyse aux seuls espaces francophones, on s'interdit d'explorer les divers rapports de force qui se jouent non seulement au sein du groupe linguistique, mais entre groupes linguistiques. Le régime linguistique déplace effectivement un ensemble de rapports de force vers la sphère privée vers la société civile mixte, bilingue, hybride, ce dont une critique n'opérant que dans un cadre national – comme celle de Heller – ne peut pas rendre compte. Épistémologiquement, enfin, nous privilégions une approche pragmatique qui ne détermine pas à l'avance les types d'acteurs, d'institutions et de phénomènes pouvant légitimement faire l'objet d'analyses. Cette approche nous semble à même d'identifier les divers niveaux de réalité qui ne sont pas pris en compte par le découpage *a priori* national des sciences sociales traditionnelles.

Notre ambition n'est cependant pas tout à fait celle de Sassen, Castells, Beck ou Latour. Nous ne nous situons pas à un même niveau de généralité. Il faudra donc adapter leurs propositions à notre objet. Nous privilégierons une échelle relativement locale, sans entrer dans les niveaux plus globaux. Néanmoins, les questions qu'ils soulèvent quant à la définition de la société et quant à l'échelle d'analyse sociologique adéquate nous permettent d'éclairer la situation de la francophonie canadienne pour qui l'idée de société est justement problématique, mais dont les sciences sociales singent en un sens le nationalisme méthodologique des sociologies des grandes nations. C'est moins le contenu de leurs analyses des processus sociaux, politiques et économiques propres à la mondialisation qui nous intéressent – par exemples les détails de l'accord Bretton Woods ou le mode de production « just-in-time » de Toyota ou la science du climat –, que les méthodes qu'ils ont proposées. En suivant Sassen et Latour, principalement, nous parvenons à sortir du dilemme épistémologico-normatif dans lequel le différend entre Heller et Thériault nous avait conduit.

Afin de sortir des impasses du nationalisme méthodologique – ou du piège de l'endogénéité pour reprendre la formule de Sassen – nous allons chercher à identifier les composantes fondamentales de la cohabitation linguistique au sein d'un territoire politique

commun. Les concepts experts, parce qu'ils sont ceux du régime, ne permettent pas de porter un regard critique sur le régime, et ceux des critiques – nationaliste et postnationaliste – se fondent sur des catégories binaires trop directement normatives. L'alternative entre nation et ethnie, entre politique et droit chez Thériault n'est pas suffisamment fine. Elle ne permet pas de comprendre de quoi la nation et l'ethnie sont faites, comment le droit et le politique sont menés. Alors que chez Heller, entre une idéologie nationale homogénéisante aliénante obsolète et une idéologie postnationale néolibérale émancipatrice, l'identité est réduite à ses seules manifestations linguistiques et culturelles, sans égards pour l'action politique. Surtout, son nationalisme méthodologique ne lui permet pas de rendre compte des idéologies linguistiques et identitaires anglophones.

Les sciences sociales francophones sont prises dans le piège de l'endogénéité. Elles réduisent la francophonie à la francité. Nous pensons que ce découpage est contre-productif. Non pas parce que la langue ne serait plus un marqueur identitaire légitime dans une nouvelle économie mondialisée qui fait d'elle un capital, mais parce que cette langue ne forme pas un espace que nous pourrions qualifier de « société » et parce que les concepts mobilisés par les chercheurs ne nous permettent pas de comprendre ce qui est fait avec la langue. Nous ne pensons pas que le nationalisme méthodologique nous permette de comprendre la complexité des appartenances nationales d'une part, et que la réalité que nous cherchons à comprendre ne se limite pas à ses instances nationales, d'autre part.

À terme, l'enjeu est à la fois de rendre compte des dynamiques à l'oeuvre dans une société plurinationale – c'est-à-dire où des groupes nationaux et linguistiques se partagent une citoyenneté, des institutions politiques et un territoire – et de permettre une compréhension plus complexe et plus nuancée du régime linguistique qui en structure en grande partie les relations entre groupes. Pour ce faire, nous proposons d'identifier des éléments fondationnels du régime linguistique et des formes d'État : le public et le privé.

Ces deux notions ont l'avantage d'être au cœur des enjeux liés à la langue, sans être explicitement inscrites ni dans le régime linguistique, ni dans le discours nationaliste. Ils nous permettent ainsi d'aborder l'identité, le territoire, la langue et l'État avec d'autres catégories que celles des acteurs. Ils nous permettent également, du fait qu'ils ne sont pas intrinsèquement liés au vocabulaire nationaliste, de dépasser le nationalisme méthodologique.

Ces notions, de par leur souplesse, n'imposent pas d'échelle *a priori*. Alors que l'État possède la capacité de créer un public et qu'il possède des capacités, des pouvoirs publics, l'opinion publique, les problèmes publics ne sont pas nécessairement confinés à l'État. De même avec le privé. Ces deux notions ont donc le mérite de s'adapter à diverses échelles d'analyses, elles donnent accès à de nouveaux objets, de nouveaux acteurs. Elles nous relient également à une tradition sociologique marginale, pour ne pas dire inexistante au sein des sciences sociales francophones : la sociologie pragmatique. Cette tradition est particulièrement adaptée pour aborder une société problématique, dont les frontières mêmes sont objet de controverse, sont à justifier.

CHAPITRE VII

SOCIOLOGIE PRAGMATIQUE DU PUBLIC

We are told that the public is the community as a whole, and a community-as-a-whole is supposed to be a self-evident and self-explanatory phenomenon. But a community as a *whole* involves not merely a variety of associative ties which hold persons together in diverse ways, but an organization of all elements by an integrated principle. And this is precisely what we are in search of. (Dewey, 1954, p. 38).

L'État est le pouvoir « public ». Il doit cet attribut à la tâche qu'il assume : se préoccuper de l'intérêt général, public, de tous les citoyens (Habermas, 1992, p. 14).

Où commence et où fini l'Acadie ? Ses frontières sont effectivement problématiques, ne correspondant pas à un territoire politique, tout en étant balisées par l'État. Qu'est-ce que la délimitation des frontières de l'Acadie par l'État implique en termes de ses capacités d'action collective ? Nous avons cherché à démontrer que les sciences sociales francophones telles qu'elles se sont institutionnalisées depuis les années 1960, mais tout particulièrement depuis les années 1980, ne permettent pas de répondre adéquatement à cette question. L'Acadie dépeinte dans la littérature scientifique est toute entière contenue dans son adhésion à la langue française, est toute entière balisée par le régime linguistique qui lui-même réduit la vitalité à l'identité linguistique. Ainsi, on dépense une quantité considérable de ressources intellectuelles et académiques pour mesurer le niveau d'adhésion des francophones au français, mais très peu pour comprendre ce qui découle politiquement et socialement de cette adhésion. Qu'arrive-t-il une fois qu'un francophone, qu'une communauté francophone s'identifie à sa langue ? Qu'est-ce qui change lorsque la vitalité est atteinte ? Qu'est-ce qui distingue une communauté linguistiquement homogène d'une communauté hybride ? Que font les acteurs avec leurs institutions, que disent-ils

avec leur langue, comment construisent-ils concrètement leur société ? Les savoirs actuels s'arrêtent tout juste avant ces interrogations pourtant centrales.

On tend en effet à écarter des enquêtes les enjeux hybrides, où la langue n'est pas forcément le point névralgique, où le statut d'ayant droit n'est pas forcément concerné. Le seul problème auquel on semble s'intéresser est celui de l'identité linguistique, alors que par définition, une société se caractérise par une prise en charge collective de problèmes divers. Il faut voir là un effet structurant du régime linguistique qui a tendu à réduire la figure du francophone à l'ayant droit et les projets collectifs à la seule acquisition de droits linguistiques, alors que ce qui est fait de ces droits, ce que ces droits permettent de faire est impensé. Dans ce paradigme, seul le droit de parler sa langue peut être perçu comme un enjeu collectif légitime (vitalité, complétude), le contenu de ce qui est dit avec cette langue est écarté des analyses. L'apport que nous souhaitons apporter à la recherche au sein de la francophonie canadienne et plus particulièrement de l'Acadie, consiste à problématiser l'idée de société francophone et plus spécifiquement son adéquation avec le régime linguistique. Nous souhaitons proposer une lecture analytique du régime linguistique, identifier ses limites et ses logiques.

Le régime linguistique ne permet pas à la francophonie de « faire société » dans le sens idéal-typique du terme, c'est-à-dire d'être une entité autonome, souveraine et complexe, maîtrisant les ressorts de son développement, possédant des institutions lui permettant d'agir en tant que groupe et lui permettant d'assurer l'intégration sociale et culturelle de ses membres. Il crée plutôt une situation hybride où divers espaces sociaux s'enchevêtrent et coexistent. Si la mondialisation, dans sa réalité multiscalaire, rend problématique l'idée de société étatique en transformant le rôle et l'autonomie des États, l'idée de société appliquée à la francophonie canadienne l'est d'autant plus. Il importe d'identifier les divers niveaux où s'élaborent les actions collectives et de cerner celles qui peuvent être définies comme étant spécifiquement francophones de celles qui prennent une autre forme. L'aspiration de la francophonie à « faire société » ne va pas de soi, elle fait surgir un ensemble

d'interrogations qui ne sont pas adéquatement formulées par les concepts dont nous disposons. L'Acadie ne peut pas être traitée comme une société dans le sens classique du terme. Ni complètement État – l'État ne parle pas au nom des Acadiens, mais au nom de l'ensemble des citoyens et les modalités concrètes de reconnaissance de la langue minoritaire sont en constante négociation –, ni complètement société civile – le réseau associatif acadien possède des capacités d'action limitées, une légitimité problématique et dépend financièrement de l'État –, l'Acadie se situe entre les deux, selon des agencements plus ou moins complexes, variables selon les situation et les enjeux. En ce sens, l'Acadie nous semble être un objet tout particulièrement heuristique pour explorer ce que veut dire « faire société » et interroger le nationalisme méthodologique ; son identité, dans sa quête d'autonomie, est aux prises avec le problème de la définition adéquate de la société, de ses frontières, de ses capacités. Problématiser l'idée de société, c'est s'interroger à la fois sur ses frontières et sur ses capacités : dans quelle mesure les frontières délimitent-elles des capacités d'action collective particulières ? Pour cela, il faut impérativement sortir du paradigme du nationalisme méthodologique dominant.

Les motifs idéologiques du nationalisme méthodologique francophone sont clairs et sont en grande partie dus précisément à l'ambivalence de la situation acadienne : en l'absence d'institutions politiques permettant au peuple acadien de se reconnaître comme tel dans son action, les discours identitaires, dont font partie les sciences sociales, servent à représenter le groupe, à le rendre visible à lui-même. L'Acadie existe en grande partie grâce aux discours – y compris scientifiques – qui construisent et réitèrent ses frontières. Plus encore, le nationalisme méthodologique témoigne d'une certaine aspiration nationale, d'une volonté de former une société « normale », de produire sur elle-même, par elle-même et pour elle-même ses propres savoirs comme le font les autres sociétés. L'autonomie et l'autoréférentialité inhérentes à l'idée de société sont reproduites par les sciences sociales acadiennes.

Les motivations idéologiques du nationalisme méthodologique acadien sont justifiables, mais il en découle des limites analytiques et empiriques problématiques. Un premier problème renvoie à l'action collective au sein du régime linguistique qui demeure incomplètement théorisée, un second problème renvoie aux acteurs et à leur organisation, qui sont réduits d'emblée à leur seule spécificité linguistique.

Premièrement, le nationalisme méthodologique ne permet pas de rendre compte des capacités d'action dont disposent les institutions, ni des divers types de débats, d'association, de collectifs qui se forment dans une société où la langue du peuple n'est pas consensuelle. Deux des principaux concepts qui sont mobilisés, soit « faire société » et « complétude institutionnelle » comportent des lacunes importantes.

La notion (plus normative qu'analytique) de « faire société » relève plus du projet que du constat. Elle renvoie à une forme d'autonomie dont les modalités ne sont pas précisées, un idéal abstrait inatteignable pour la minorité francophone, parce que calqué sur le modèle de l'État-nation, mais vers lequel il faudrait néanmoins tendre. Les pratiques sociales sont ainsi évaluées selon leur contribution à cette société à faire et sont généralement jugées négativement (qu'on pense à la judiciarisation ou aux sciences sociales expertes et critiques qui « dépolitisent » le référent identitaire en exacerbant sa dimension ethnique, ce qui va à l'encontre de la logique d'une « société globale »). Cette notion abstraite de « faire société » mène Thériault à une impasse tout à fait paradoxale où d'un côté, il estime qu'une science sociale proprement francophone n'existe pas étant donné que les communautés francophones ne forment pas une société (il parle « d'impossible science sociale nationalitaire »), mais de l'autre affirme que les sciences sociales doivent protéger l'aspiration francophone à « faire société », qu'elles doivent jouer un rôle central dans le projet collectif. D'un côté, il affirme qu'elles n'ont jamais joué un rôle central dans la pratique collective et de l'autre, il estime que certains chercheurs contribuent activement à faire évoluer l'identité dans le mauvais sens. Face à cette ambiguïté, les savoirs ne peuvent pas exister en tant que discours scientifiques, ils doivent plutôt exister en tant que discours

nationaliste visant à créer une éventuelle société pouvant, elle, en temps et lieux, être soumise à l'analyse proprement sociologique. Trop normative et trop tournée vers une situation hypothétique, cette notion de « faire société » masque de nombreux types d'actions qui façonnent la société *effective* et non pas seulement de celle à *faire*³⁴.

Le concept de complétude institutionnelle, quant à lui, un peu plus analytique, ne s'intéresse pas non plus à l'action dans la pluralité de ses manifestations. Ce concept, bien qu'il s'intéresse aux formes d'organisation collective, ne renvoie pas aux « capacités institutionnelles » des groupes, mais à la « propriété institutionnelle » ; il mesure la quantité d'organisations et d'institutions propres à la communauté ou à leur disposition, sans distinguer leurs capacités. On s'intéresse plus à la langue de fonctionnement des organismes et des institutions qu'à leurs capacités, leur mode de fonctionnement et leur légitimité. Par ailleurs, ce concept ne distingue pas entre divers types d'institutions et d'organisations. Institutions publiques – écoles, hôpitaux –, organisations privées – commerces, industries, médias, etc. – et organismes à but non lucratif sont mis sur un pied d'égalité. Des écoles aux municipalités, en passant par les médias et les commerces, les types d'organisations et d'institutions qui sont rassemblées sous le terme général de « complétude institutionnelle » sont en effet divers. Ils obéissent à des logiques, possèdent des capacités d'actions et des formes de légitimité distinctes qui ne sont pas mis en

³⁴ Pourtant, à certains égards, Thériault est proche d'une sociologie pragmatique. Son très bel essai sur Évangéline peut précisément être lu comme une enquête sur l'efficacité des mythes, sur la manière dont un même texte peut construire des identités distinctes (américaine, acadienne et cajune). Dans ces trois cas on n'a pas fait d'Évangéline la même chose et inversement, Évangéline n'a pas fait faire les mêmes choses. On reconnaît là une sensibilité à l'indétermination des discours et des identités très proche de celle des pragmatistes. Par contre, l'attachement au sens, l'ancrage dans un monde commun, une mémoire commune l'amène à défendre, quoi qu'indirectement, certains mythes, certaines interprétations, une « intention vitale », une « trace ». C'est sur un ton nostalgique qu'il clôt son essai : « Nul ne sait ce qui adviendra du récit d'Évangéline. Les hommes et les femmes de l'avenir l'utiliseront-ils encore pour « faire société » ou, au contraire, pour se libérer des contraintes identitaires ? Réussira-t-on à oublier Évangéline ? Alors, comme l'imaginait Longfellow, le couple amoureux du poème pourrait-il doucement disparaître de notre imaginaire, son histoire étant définitivement terminée » (Thériault, 2013, p. 368).

évidence dans la littérature. La raison en est simple, le concept de complétude institutionnelle ne s'intéresse qu'à un seul type d'action : la capacité à susciter de l'adhésion linguistique. Ne s'intéressant qu'à cette action particulière, la littérature n'a pas développé de concepts permettant de comprendre l'action des acteurs (quelles logiques, quelles justifications, quelles contraintes conditionnent l'action?) et n'a pas su rendre compte des divers types d'acteurs et d'action. L'organisation de la société par-delà le régime linguistique est ainsi écartée de l'analyse scientifique.

Le deuxième problème du nationalisme méthodologique, découlant logiquement du premier, est qu'il n'arrive pas à rendre compte des divers types de publics qui composent la francophonie à titre de communauté ethnolinguistique nationalitaire, d'une part, et auxquels participent les francophones à titre de sujets et de citoyens sur un territoire politique officiellement bilingue, d'autre part. L'approche traditionnelle ne permet pas de voir comment émergent des problèmes publics – y compris linguistiques –, comment ils sont formulés et débattus publiquement par des acteurs dans un contexte où deux langues sont officiellement reconnues par l'État, mais ne possèdent pas le même statut social et la même capacité à influencer l'opinion publique. Les concepts de « vitalité ethnolinguistique » et de « gouvernance communautaire » s'intéressent uniquement à la capacité de la francophonie à former un public commun caractérisé par sa langue, à agir comme entité distincte et à défendre ses intérêts linguistiques auprès de l'État, seul interlocuteur reconnu.

À l'échelle collective de la francophonie, cela implique qu'on ignore à propos de quels enjeux autres que la reconnaissance de la langue la communauté francophone cherche à agir comme entité distincte. On ignore si certains enjeux sociaux, culturels, économiques mobilisent tout particulièrement les communautés francophones, si une spécificité se manifeste ailleurs que dans les revendications explicitement linguistiques. On ignore également comment ces enjeux sont débattus dans la sphère publique francophone, si les organismes qui composent la « complétude institutionnelle » des communautés

linguistiques jouent un rôle central dans la formulation des enjeux et dans l'organisation des mobilisations. On ignore également si ces organismes se font eux-mêmes le théâtre de débats et si oui, comment s'organisent les camps.

À l'échelle individuelle, on ignore comment les statuts d'ayant droit et de citoyen se recoupent ou non. Les francophones sont-ils capables d'autres types d'actions que strictement linguistiques ? Ont-ils d'autres identités que linguistiques ? Participent-ils à des publics qui ne sont pas francophones, mènent-ils des actions qui ne sont pas principalement linguistiquement motivées et qui concernent d'autres catégories que celle d'ayant droit ? Et dans ces cas où l'action ne porte pas sur la langue elle-même, la langue intervient-elle ? Est-elle un sujet de négociation ? De même que la francophonie n'est pas forcément un public unifié, mais est fort probablement composée de publics divers, certains publics risquent déborder les frontières de l'ayant droit. Dans quels cas cela se produit-il et selon quelles modalités ?

Afin de dépasser ces limites induites par le nationalisme méthodologique, qui nous contraignent soit à défendre une société à faire, soit à limiter *a priori* la société à ses manifestations francophones, afin de rendre compte de la complexité de l'agencement territorial, symbolique et institutionnel qu'instaure le régime linguistique canadien, il nous faut trouver une clé interprétative adéquate qui nous permette de sortir du piège de l'endogénéité. Une telle clé interprétative doit répondre à trois critères fondamentaux. Premièrement, elle doit permettre de rendre compte des divers types de capacités dont disposent les acteurs. Une école, une municipalité et un journal ne disposent pas nécessairement des mêmes capacités d'action n'ont ni les mêmes rôles, ni les mêmes mandats. Deuxièmement, elle doit permettre de rendre compte d'autres enjeux que ceux strictement linguistiques. Quelles mobilisations et quels acteurs structurent cette société ? Troisièmement, la clé interprétative doit permettre de rendre compte de la manière dont la langue intervient (ou non) dans la formulation des problèmes et dans l'organisation de

l'action par-delà l'espace francophone, dans la mesure où le régime linguistique ne recoupe pas la citoyenneté.

Une clé interprétative qui répond à ces trois critères permettra de préciser ce qu'il faut entendre par « faire société » (où la société est-elle faite, par qui, comment et autour de quelles institutions et de quels enjeux) et de nuancer l'idée de « complétude institutionnelle » en clarifiant le type d'action que rend possible le régime linguistique. De même, elle permettra de nuancer la critique de l'idéologie linguistique en identifiant divers types d'espaces où la domination linguistique s'exerce ou non. Elle permettra également de rendre compte des rapports de force qui se jouent non seulement au sein des espaces francophones, mais entre langues au sein d'espaces partagés et surtout, à terme, d'identifier d'autres formes d'inégalités que linguistiques. En précisant ces notions, nous serons à même de proposer une lecture plus complète du régime linguistique, de son rôle dans la société néo-brunswickoise, de la manière dont il oriente l'action, structure les acteurs et formate le discours. Nous serons également à même de mieux distinguer l'Acadien de l'ayant droit, et l'ayant droit du citoyen, de voir où ces entités se recoupent et se distinguent.

7.1 La société par le prisme des publics et du public

La notion de « public » remplit ces trois critères. Cette notion polysémique est au cœur de l'idée de démocratie (Dewey, 1954; Habermas, 1978), renvoyant à la fois à la société civile, qui forme un public (ou plutôt des publics) débattant des enjeux d'intérêt public, et renvoyant à l'État, dont le type de pouvoir particulier est précisément appelé public et dont l'agencement entre le public et le privé sert à distinguer entre divers types d'État (libéral, providence, néolibéral). La polysémie et l'indétermination du terme en font une clé

interprétative plus souple et plus heuristique que les concepts traditionnels de la francophonie canadienne. En effet, l'idée de public permet de recouper des niveaux de réalité divers : l'action publique de l'État, la sphère publique où les citoyens débattent du vivre-ensemble, l'opinion publique, l'espace public d'un territoire, les problèmes publics, le public comme audience (le public des médias), etc. Cette polysémie du terme est tout à fait adaptée pour interroger les frontières de la société et pour faire une lecture multiscalaire de l'action collective, c'est-à-dire une lecture dont l'échelle d'analyse n'est pas prédéterminée par une conception normative du lieu par défaut de l'action.

Cette notion est ancienne et traverse l'histoire de la sociologie. Ce terme a été théorisé par Dewey dans les années 1920, puis popularisé par Habermas dans les années 1960 et revisité par la sociologie pragmatique française depuis les années 1990. Malgré sa popularité croissante depuis les travaux de Habermas, la notion de public n'a jamais été mobilisée au sein de la francophonie canadienne – à l'exception notable d'Éric Forgues, qui la mobilise, mais commet à notre avis un contre-sens sur lequel nous reviendrons. Pourtant, nous démontrerons comment cette notion permet de dresser un portrait analytique du régime linguistique, de l'action collective et de l'organisation sociale. Elle permet, pour le dire simplement, de comprendre comment le statut de langue publique conféré par le régime influence la composition des publics, la formulation des problèmes, les ressources en jeu. Cette notion, grâce à sa polyvalence, nous permettra de surmonter le nationalisme méthodologique et les écueils théoriques et normatifs qu'il entraîne en général, et en contexte de langues en contact en particulier.

7.1.1 Publics, État et société

Le parcours moderne de la notion de public est paradoxal, mais en fait un instrument particulièrement puissant. La notion de public est à la fois intimement liée à celle du pouvoir souverain incarné d'abord par le monarque, puis par l'État, et elle est liée au

contre-pouvoir institué au sein de la société civile, se positionnant vis-à-vis de l'État suite aux révolutions démocratiques. Jusqu'au XVIII^e siècle, au sein des régimes absolutistes, le public renvoyait à l'incarnation du peuple dans le corps du roi – ce qu'exprime clairement la célèbre phrase de Louis XIV : « l'État, c'est moi ». Avec les Lumières, les révolutions politiques et la naissance du capitalisme, alors que la société civile se détachait progressivement de l'État pour se constituer en contre-pouvoir, le terme a migré pour désigner une sphère publique où les actions de l'État étaient débattues librement par des personnes privées (Cefaï et Pasquier, 2003; Geoffrey Eley, 1990; Habermas, 1992). Le public s'est alors mis à désigner non plus le pouvoir souverain détenu par le monarque, mais l'ensemble des personnes privées sommant au pouvoir de se justifier, de rendre *public* le raisonnement sous-tendant ses actions. Toutefois, il ne s'agit pas d'une qualité, ni d'un lieu propre. Il s'agit d'un objet changeant. Le public renvoie à l'usage de la raison, par la formulation de justifications quant à l'exercice du pouvoir. La somme des échanges privés (Dewey parle de transactions) entraîne des conséquences qui ne relèvent pas de la sphère privée domestique, mais de l'intérêt général. La migration de la notion de public de la figure du souverain à la société civile témoigne d'un rééquilibrage des rapports de force et une nouvelle légitimité accordée à la sphère privée. « D'un côté, la société bourgeoise, qui se consolide face à l'État, délimite clairement par rapport au pouvoir un domaine privé ; mais d'un autre côté, elle fait de la reproduction de l'existence, qu'elle libère des cadres du pouvoir domestique privé, une affaire d'intérêt public » (Habermas, 1992, p. 35). La notion moderne de « public » va de pair avec l'institutionnalisation d'une sphère privée située dans la société civile. Nancy Fraser fait remarquer que l'idée de sphère publique sert à désigner un lieu lié à, mais conceptuellement distinct de l'État et de l'économie (Fraser, 1990). La sphère publique – lieu où s'opère la publicité, l'action de rendre public un enjeu, une réalité, un phénomène, c'est-à-dire le fait de faire un usage public de la raison – désigne un lieu où les actions de l'État sont scrutées et débattues publiquement et où les enjeux publics, notamment relatif au fonctionnement de l'économie sont rendus visibles et problématisés en vue d'une potentielle action politique.

Passant de la personne du monarque au contre-pouvoir issu de la société civile, la notion de public entretient avec l'État une relation complexe. La définition habermasienne de la « sphère publique », bien qu'elle soit distincte du concept d'État, en est néanmoins dépendante. Tout comme la société civile, la sphère publique correspond chez lui aux frontières de l'État, elle en dépend, elle se loge à l'intérieur de lui, en est une composante, un contre-pouvoir. Le parcours de la notion de public témoigne d'une mutation des conditions de légitimité de l'exercice du pouvoir étatique. La publicisation vise d'abord et avant tout à amener l'État à agir et à justifier rationnellement et *publiquement*, devant tous, ses actions. Elle amène de même les citoyens à justifier rationnellement et publiquement leurs griefs, leurs problèmes. On se rapproche ici d'une définition plus souple, plus ouverte du public, formulée par John Dewey.

Dans *The Public and its Problems*, ouvrage central dans l'histoire des sciences sociales pragmatiques, John Dewey mobilise la notion de public afin de repenser l'idée de société. Il en donne une définition rétrospective, opposée à la définition *a priori* de la société qui serait le contenant naturel des interactions « sociales ». Le public désigne une entité qui n'est pas reliée par choix – contrairement à la nation conçue comme « plébiscite de tous les jours » –, ni par affinité – contrairement à la nation comme « communauté de destin » –, mais par une expérience partagée (ou la perception d'une expérience partagée) d'un problème. « The public consists of all those who are affected by the indirect consequences of transactions to such an extent that it is deemed necessary to have those consequences systematically cared for » (Dewey, 1954, pp. 15–16). Il s'agit de ces instances où la somme des actions privées entraînent des conséquences qui deviennent publiques et doivent être prises en charge collectivement. La forme que prend cette prise en charge et l'acteur interpellé peut varier et lui-même devenir un enjeu public. Cette définition est compatible avec celle de Habermas. La sphère publique bourgeoise était effectivement constituée de personnes privées s'intéressant aux problèmes découlant de leurs activités et cherchant à trouver des solutions par l'entremise de l'État. Dewey va cependant plus loin. Le public, chez lui, devient un moyen de réfléchir à l'État, de l'aborder de biais, d'éviter l'essentialisation qui tend à accompagner l'idée d'État, de nation et de société.

La méthode de Dewey cherche précisément à contourner la spéculation théorique sur l'essence du politique, de la nation, de la société pour se pencher plutôt sur leurs manifestations concrètes. « The concept of state, like most concepts which are introduced by 'The', is both too rigid and too tied up with controversies to be of ready use. It is a concept which can be approached by a flank movement more easily than by a frontal attack » (Dewey, 1954, p. 8). Des concepts et des notions tels que « l'État », « la société », « la nation » sont trop intimement liés à des idéologies, à des relations logiques entre éléments abstraits et nous détournent de l'activité humaine dans sa concrétude. Nous courons toujours le risque, nous prévient Dewey, lorsque nous abordons ces « entités », de dire ce qu'elles *devraient* être, plutôt que ce qu'elles *sont*. C'est la principale limite de Habermas que d'essentialiser la sphère publique, au point de faire de sa manifestation bourgeoise l'idéal-type. Il en découle son constat d'une dégradation subséquente avec l'État social. Il pense la sphère publique telle qu'elle devrait être. La notion de public, approchant la société et l'État de biais plutôt que de front, s'intéressant aux actions plutôt qu'aux principes, est en ce sens une clé interprétative particulièrement efficace.

En s'intéressant au public défini comme groupe partageant un problème et cherchant à y trouver solution, l'idée de public part du principe qu'il y a toujours de la société qui est faite, que la société consiste en la résolution de problèmes perçus comme étant collectifs. On déplace donc le regard de l'intention vitale de faire société vers l'effet de corps et d'objets dont la vitalité fait faire, fait agir, fait se constituer du public. La société peut ainsi être comprise comme un écosystème où aucune action n'est isolée, n'est par définition publique ou privée. Toute action est une trans-action, reliée à d'autres entités, se combinant pour produire des effets imprévus, effets qui font potentiellement surgir du public. Le public chez Dewey est à ce point indéterminé qu'on peut concevoir qu'il comprenne d'autres entités que nécessairement humaines. C'est la lecture qu'en fait Latour. Des publics – ou des collectifs – se constituent autour d'actants, c'est-à-dire d'entités – humaines ou non – capables de faire faire, capable de susciter ou d'orienter de l'action. Du public peu se constituer autour d'un virus, autour du CO₂, autour du climat, etc. Le public n'est pas un donné objectif, il n'a pas une consistance *a priori* qui en ferait

un objet d'étude prédéfini, où l'on pourrait définir à l'avance ce qui relève par nature du public et ce qui n'en relève pas. Il renvoie par définition à une action très spécifique, mais indéterminée par laquelle une chose, une situation, un phénomène sont rendus publics, visibles, problématiques et l'objet d'une action concertée. Habermas parle en ce sens de « publicisation », l'action de « rendre public ».

Il s'agit, rappelons-le, d'un postulat *méthodologique* et non *ontologique*. Nous n'affirmons pas que la société est *effectivement* réductible à des publics indéterminés, qu'elle n'a aucune consistance, aucune permanence, qu'elle est toute entière immanente et qu'elle se résume à des collectifs constitués de façon ponctuelle en fonction des problèmes qui apparaissent. De toute évidence, les problèmes publics, les moyens de les publiciser et leur capacité à faire se regrouper des acteurs varient d'un lieu à l'autre, d'une société à l'autre en fonction des histoires, des appartenances, des formes d'institutionnalisation, mais une analyse des processus de publicisation peut rendre compte de ces spécificités. Les types de problèmes publics et les parcours de leur publicisation et de leur prise en charge s'inscrivent dans un temps long, dans des processus d'institutionnalisation qui balisent et orientent ce qui peut constituer un public. Aborder les publics et les processus de publicisation constitue un moyen particulièrement heuristique pour éclairer ce que veut dire au juste « faire société » de façon générale, mais dans le cas de la francophonie canadienne en particulier.

Cependant, si l'on reconnaît l'indétermination constitutive de l'idée de public, son immanence, il faut également reconnaître sa pluralité. C'est l'apport de Nancy Fraser à la thèse de Habermas. Pour Habermas, à chaque État correspond *une* sphère publique à laquelle peuvent participer l'ensemble des citoyens, à condition qu'ils n'y délibèrent que d'enjeux publics et qu'ils mettent leurs identités personnelles, sociales, culturelles, bref privées de côté. Cette exigence de faire abstraction de son identité socio-culturelle et économique servait, selon Fraser, à réguler l'entrée et masquait, au final, des intérêts privés contextuels et intéressés, ceux de la bourgeoisie, se présentant comme publics.

Habermas estime que le modèle idéal-typique de la sphère publique bourgeoise tenait à un État libéral où la société civile et l'État, le public et le privé étaient nettement séparés. L'étatisation de la société civile, la reconnaissance de droits sociaux et culturels et les médias de masse qui sont survenus avec l'État providence ont entraîné une transformation structurelle de la sphère publique telle qu'elle s'était institutionnalisée dans le régime libéral. « La base de la sphère publique bourgeoise (la séparation de l'État et de la société) ne commence à s'effriter qu'à partir du moment où s'est enclenchée cette dialectique d'une socialisation de l'État qui s'affirme en même temps qu'une étatisation progressive de la société » (Habermas, 1992, p. 150). Parallèlement, la sphère privée en est venue à désigner une sphère intime de consommation culturelle, alors qu'elle avait été, au sein du modèle bourgeois, une unité de production. La sphère privée bourgeoise a ainsi été vidée de son rôle de régulation sociale. « Dès que l'État est devenu lui-même, et dans une mesure croissante, le support de l'ordre social, il lui a fallu s'assurer, par-delà les déterminations négatives proposées par les droits fondamentaux du libéralisme, un mandat positif, tel que 'l'égalité des chances' » (Habermas, 1992, p. 234). L'individu abstrait a progressivement été remplacé par l'individu concret, socialement, économiquement, sexuellement situé. Il s'en est également suivi une corporatisation de la société civile, menaçant potentiellement l'idée même d'intérêt public : « l'État, 'engagé par ses devoirs sociaux' aura à surveiller que l'équilibre des intérêts, résultant de cette compétition, ne sort pas des limites imposées par l'intérêt général » (Habermas, 1992, p. 234).

Au terme de son ouvrage, Habermas voit dans l'État providence une perversion du principe de publicité et un éclatement de la sphère publique. Fraser propose une lecture significativement différente. La sphère publique bourgeoise, avance-t-elle, n'a jamais été unitaire, elle coexistait avec d'autres sphères publiques constituées d'individus marginalisés, d'individus cherchant à faire de leur identité privée une question publique, et l'éclatement de la sphère publique qui survient avec le rôle positif de redistribution de l'État ne marque pas une perversion du principe de publicité, mais une extension de la démocratie. Cette idée de sphères publiques plurielles est centrale pour comprendre la

francophonie canadienne. En effet, la francophonie canadienne remet en cause l'idée d'une sphère publique unitaire. Elle s'est institutionnalisée parallèlement à une sphère publique anglophone qui la marginalisait, créant ainsi une double sphère publique au sein d'un même État. Chacune de ces sphères publiques est ensuite composée de publics pluriels.

La proposition de Fraser d'aborder la sphère publique non pas en tant qu'entité unitaire, mais en tant que pluralité nous sera donc utile. Seulement, les divers publics dont parle Fraser – minorités visibles, femmes, classes défavorisées – ne sont pas des minorités dans le même sens que la francophonie canadienne. La nature linguistique de la minorité francophone entraîne de ce fait des conséquences tout à fait particulières. La sphère publique se définissant d'abord et avant tout comme un espace de délibération, la présence d'une minorité linguistique entraîne par définition un dédoublement problématique.

7.1.2 Sphères publiques plurielles : représentation et redistribution

L'égalité de droit sur laquelle se fondait la participation à la sphère publique bourgeoise masquait un ensemble d'inégalités de fait qui ont progressivement été publicisées au fur et à mesure que se sont institués les droits politiques, puis sociaux et culturels au sein de l'État-providence. Or, ces identités marginalisées et dominées n'ont pas fait qu'intégrer la sphère publique unitaire bourgeoise, elles créaient également leurs propres sphères publiques. Plusieurs travaux ont démontré, depuis la parution de l'ouvrage de Habermas en 1962, que la sphère publique n'avait jamais possédé l'unité qu'il lui attribue, ce que Habermas lui-même a reconnu dans l'introduction à la réédition de son livre en 1992. Plus encore, les théoriciens critiques ont fait valoir que non seulement la sphère publique était-elle empiriquement plurielle, cette pluralité ne constituait pas une dégradation de l'idéal bourgeois, comme le pensait Habermas dans la première version de son ouvrage, mais un approfondissement du principe démocratique (Eley, 1990; Fraser, 1990).

« This history records that members of subordinated social groups-women, workers, peoples of color, and gays and lesbians-have repeatedly found it advantageous to constitute alternative publics. I propose to call these subaltern counterpublics in order to signal that they are parallel discursive arenas where members of subordinated social groups invent and circulate counterdiscourses, which in turn permit them to formulate oppositional interpretations of their identities, interests, and needs » (Fraser, 1990, p. 67).

On peut considérer l'émergence du nationalisme acadien au sein de l'État libéral à la fin du XIX^e siècle comme la constitution d'un « contre-public subalterne ». La marginalisation économique et politique subie par la minorité ethnique francophone au sein de l'État anglo-protestant créait effectivement les conditions d'un public francophone à part entière, se constituant au sein d'un lieu propre en réponse à la marginalisation que lui imposait la majorité. La spécificité identitaire à l'origine de la marginalisation politique, sociale, économique et à l'origine des inégalités sociales était désignée par la majorité comme relevant de la sphère privée. Intégrer la sphère publique au Nouveau-Brunswick impliquait de renoncer à ces différences, de se conformer au modèle du sujet majoritaire. On peut d'autant plus parler d'une sphère publique francophone qu'elle possédait ses propres institutions jouant un rôle semi-politique. Ces élites oeuvrant au sein des institutions acadiennes se substituaient aux élites politiques provinciales qui marginalisaient le référent identitaire francophone. L'accès à la sphère publique et à la vie politique provinciale impliquait une mise à l'écart de l'acadianité – de la langue française et dans une moindre mesure de la foi catholique. Les Acadiens se sont ainsi constitués en contre-public où leur référent identitaire n'était plus relégué à la sphère privée, mais devenait un enjeu pleinement public. En créant un public francophone, les Acadiens parvenaient à se représenter à eux-mêmes et à lutter pour leur reconnaissance. Le contre-public acadien était en ce sens typique. Mais sa nature linguistique en fait un contre-public tout à fait particulier. Cette particularité imprègne le régime linguistique, qui délimite formellement le statut public et privé de la langue.

La coexistence de deux langues au sein d'un même État crée effectivement une série de problèmes structurels incommensurables avec ceux de contre-publics subalternes au sein d'une même nation. Alors que ceux-ci – pensons aux Afro-Américains, aux minorités sexuelles, etc. – se constituent en contre-publics afin de s'organiser autour d'une expérience commune et développer un espace propre où échanger et partager, où publiciser leur identité autrement renvoyée à la sphère privée, où s'approprier leur propre représentation d'eux-mêmes, ils peuvent néanmoins entretenir des liens avec les autres sphères publiques. Les contre-publics noirs (Hall, 1997), autochtones (Ginsburg, 1994), féministes (Fraser, 1990) ont tous contribué à transformer la manière dont ces groupes sont représentés au sein des sphères publiques plus larges au sein des médias et ont contribué à rendre publics leurs enjeux, à légitimer des formes de reconnaissance, voire de redistribution. Ils ont comme enjeu le protocole légitime de leur représentation (on pense à la représentation des minorités visibles, aux représentations des classes sociales, de sexes, etc.). Ces contre-publics peuvent communiquer entre eux et peuvent communiquer avec les publics plus larges de la nation, de la société à laquelle ils appartiennent. Une sphère publique nationalitaire dans une langue minoritaire officielle, elle, entraîne d'autres défis et joue un autre rôle.

Les liens entre les sphères publiques de différentes langues ne tiennent pas à des conventions, à des habitus qu'il faudrait rendre visibles, valoriser, mais à une compétence linguistique qui détermine l'accès. L'accès à la sphère publique francophone suppose la connaissance de la langue. La reconnaissance d'une langue va de pair avec sa connaissance. De ce fait, le statut officiel d'une langue entraîne des conséquences particulières. La reconnaissance d'une telle minorité n'est pas comparable à celle d'une minorité visible au sein d'une société et les types de discrimination, sa représentation au sein des autres sphères publiques est problématique à d'autres égards, les types d'exclusions qu'elle subit sont tout à fait singuliers.

La représentation médiatique des groupes minorisés – tout particulièrement ceux tournant autour de la trinité race, genre et classe – est un thème central des sciences sociales, et plus spécifiquement des *cultural studies* (Dines et Humez, 2011; Downing et Husband, 2005; Gauntlett, 2008; Ginsburg, 1994; Hall, 1997). La représentation des groupes linguistiques soulève d'autres problèmes. Alors que les contre-publics subalternes servent généralement de lieux où les groupes minorisés peuvent se rassembler et se représenter par eux-mêmes à eux-mêmes dans le but éventuel de transformer les représentations qui sont faites d'eux dans les médias par d'autres, la représentation des minorités linguistiques se heurte à d'autres défis. Les francophones ne peuvent pas être représentés dans les médias ou dans la fiction anglophones au même titre que d'autres minorités. Représenter les francophones *en tant que* francophones, tels qu'ils aspirent à être représentés, implique la présence du français, d'une compétence à laquelle est rattachée l'identité. Les contre-publics linguistiques – tout particulièrement ceux dont la langue est officiellement reconnue – sont ainsi confrontés à une situation ambiguë. Leur statut officiel leur donne le droit d'aspirer à former une sphère publique globale, reconnue par et rattachée à l'État et comprenant ses propres contre-publics. Les francophones peuvent légitimement aspirer à publiciser tout enjeu – y compris relatifs à leur langue – dans leur langue, dans la mesure où celle-ci est égale à la langue majoritaire. Le français est une langue pouvant légitimement former des publics – dans le sens de Dewey –, mais sa capacité à former des publics n'est pas nécessairement équivalente à celle de l'anglais, malgré l'égalité de droit des deux langues.

Les deux grands publics composant un État bilingue ne sont pas équivalents, ni nécessairement égaux dans un contexte où les compétences linguistiques sont inégalement distribuées. C'est ce qui explique qu'à la branche libérale du régime linguistique (la partie IV de la LLO), celle qui se résume à l'offre de services publics dans les deux langues, celle qui fait de l'État une entité bilingue et qui décrète l'égalité de droit entre langues, s'ajoute la branche communautaire (la partie VII de la LLO), qui vise à consolider la capacité des communautés de langue officielle à se constituer en publics, grâce notamment à la complétude institutionnelle, reconnaissant par là une inégalité de

fait pouvant susciter des actions publiques spécifiques. La double nature du régime linguistique explique également le statut hybride du milieu associatif. La branche libérale du régime rend difficile l'expression de l'acadianité et la publicisation de problèmes en français au sein de la sphère publique provinciale. Le milieu associatif, en premier chef la SANB, sert ainsi d'espace de représentation et de publicisation de l'identité et de la langue acadienne auprès de l'État. Le milieu associatif acadien – financé par des fonds publics – permet à la fois à l'État de se retirer des enjeux linguistiques, en les déléguant à la société civile qu'elle finance, et à la population francophone d'avoir une représentation – dont la légitimité et les capacités sont toutefois problématiques. Ce modèle hybride rend possible un relatif confinement des langues, ce qu'exprime en partie le nationalisme méthodologique. On a légitimé la création d'espaces francophones étant, en droit, équivalents à ceux anglophones, sans toutefois viser activement la démocratisation des compétences linguistiques. En 2008, le gouvernement provincial a aboli l'immersion française précoce. Une opposition s'en est suivie, menée par des parents anglophones et appuyée informellement par la SANB, mais cette dernière ne s'est pas servi du droit pour contraindre l'État à favoriser l'égalité des langues, alors que le bilinguisme de la majorité est central pour la vitalité de la minorité. Le régime linguistique ne prévoyait pas un tel recours, puisque les écoles d'immersion ne concernent pas directement l'ayant droit linguistique. De ce fait, les deux sphères publiques principales de la province sont inégales et les rapports entre langues demeurent ouverts à une concurrence qui n'est pas adéquatement théorisée³⁵.

L'ambiguïté entre vitalité et marginalisation, entre le droit à former une sphère publique distincte, au risque de se marginaliser dans une société majoritairement unilingue est inscrite dans le régime linguistique lui-même. Il ne régule pas la langue du peuple, mais celle de l'État. Il fait de la langue une question de choix ouverte à la concurrence, selon

³⁵ D'ailleurs, la langue demeure un impensé majeur des théories de la sphère publique. Sous l'impulsion des *cultural studies*, qui ont fait de la représentation des identités marginalisées dans la sphère publique une question centrale, les identités en question tendent à partager la même langue. D'ailleurs, en Amérique du Nord, seuls les francophones ont historiquement cherché à conserver leur langue.

des modalités qu'il faut identifier. Il désigne très spécifiquement les lieux où la langue peut être conçue comme un bien public et ceux où elle est une ressource privée. Les seuls lieux concernés par le régime linguistique sont ceux directement reliés à l'État : assemblée législative, tribunaux, lois, documents officiels, services gouvernementaux, affichage gouvernemental, etc. Le régime ne concerne pas, contrairement au Québec, une série de lieux relégués à la sphère privée et soumis à des rapports de force linguistiques : la langue de travail dans le secteur privé, la langue de fonctionnement des ordres professionnels et des syndicats, la langue du service à la clientèle, la langue d'affichage commercial et des produits de consommation (L. Léger, 2012a, p. 62). La mise en place du régime linguistique a contribué à créer des formes hybrides de publics, où la langue ne possède pas partout le même statut et ne s'impose et ne se négocie pas selon les mêmes logiques.

Entre l'État, le réseau associatif et la population, il y a trois niveaux distincts. L'intérêt d'aborder la francophonie canadienne par le prisme du public est d'arriver à délier conceptuellement le nationalisme, la citoyenneté et le régime linguistique. Fraser cerne bien l'enjeu propre à la notion de sphère publique : il s'agit de voir « what institutional arrangements best ensure the accountability of democratic decision-making bodies (strong publics) to their (external, weak or, given the possibility of hybrid cases, weaker) publics » (Fraser, 1990, p. 76). Le régime linguistique propose un arrangement institutionnel relativement complexe entre l'État, les citoyens et les communautés linguistiques.

Penser en termes de publics et de contre-publics a l'avantage de mettre en évidence cette complexité dans le débat, dans le cadrage des problèmes, dans la création de publics. Notamment, cela nous permet de nuancer et d'approfondir la critique hellerienne. Heller commet justement l'erreur de ne pas considérer l'ensemble de la sphère publique. Son nationalisme méthodologique l'amène à ne considérer qu'une sphère publique francophone qu'elle présente comme étant hégémonique et autonome. En effet, elle fait équivaloir la francophonie canadienne à une société, ce qui lui permet de déployer son

plein arsenal critique. À ce titre, elle juge que la francophonie, en tant que public à part entière, possède elle aussi ses contre-publics subalternes, mais qui sont exclus de la redistribution des ressources de la collectivité, notamment celles distribuées par l'État dans le cadre du régime linguistique, en raison de critères sociaux, économiques, identitaires, etc. Le public composé du milieu associatif régulerait de façon plus ou moins informelle l'accès des contre-publics subalternes aux ressources du groupe et à la prise de décision en reléguant leurs spécificités à la sphère privée. Les minorités ethniques, les divers registres de langue, les diverses mémoires seraient ainsi exclues et contraintes de s'organiser en tant que contre-publics subalternes. La sphère publique unitaire francophone reproduirait les mêmes types de domination que ceux au sein de la sphère publique bourgeoise. La déconstruction critique de Heller vise ainsi une libéralisation de la sphère publique francophone, elle aspire à son ouverture à l'ensemble des populations et des discours marginalisés. À l'instar de la sphère publique bourgeoise dont parle Habermas et que critique Fraser, l'accès à la sphère publique francophone serait clôturée par une série de conventions implicites, informelles qui serviraient à assurer à l'élite le maintien de son statut et de son accès privilégié à des ressources.

« The official bourgeois public sphere is the institutional vehicle for a major historical transformation in the nature of political domination. This is the shift from a repressive mode of domination to a hegemonic one, from rule based primarily on acquiescence to superior force to rule based primarily on consent supplemented with some measure of repression. The important point is that this new mode of political domination, like the older one, secures the ability of one stratum of society to rule the rest » (Fraser, 1990, p. 62).

Pour Heller, un ensemble d'acteurs et de discours sont exclus de la sphère publique francophone en raison de leur identité sociale – leur ethnicité, leur genre, leur rapport à la langue – malgré leur égalité de droit. Le rôle de la critique consiste précisément à éclairer ces mécanismes de domination et d'exclusion fondés sur l'hégémonie et masqués par l'égalité formelle. Si tous les francophones sont égaux en droit, ils ne le sont pas en fait. La démarche critique vise ainsi à identifier les inégalités de fait qui influencent l'accès aux ressources, à l'État. L'égalité de droit ne garantit pas un égal pouvoir d'influence, ce

pourquoi des contre-publics subalternes, marginalisés, forment des espaces alternatifs. La reconnaissance qu'il existe des inégalités de fait malgré les inégalités de droit constitue le cœur de la démarche critique. Or, prise dans son nationalisme méthodologique, Heller n'arrive pas à appliquer cette maxime aux rapports *entre* les langues. Elle estime que, du fait de l'égalité de droit entre les langues au Canada, l'accès des francophones aux prises de décisions provinciales et fédérales est garanti, que les inégalités de fait sont réglées. Il en irait tout autrement de la francophonie, où les inégalités de fait seraient prévalentes. Pourtant, en toute logique son approche critique devrait l'amener à s'intéresser aux types de dominations entre les sphères publiques anglophones et francophones. Critiquant les inégalités de fait qui structurent la sphère publique francophone, elle évite complètement les potentielles inégalités de fait qui structurent la sphère publique canadienne et les diverses sphères publiques provinciales. À faire de la nation (minoritaire en l'occurrence) l'avatar de la société, elle suppose que la sphère publique francophone, parce qu'elle s'appuie sur une idéologie nationale, est autonome, que ses dynamiques sont endogènes, alors que les deux groupes linguistiques partagent un même État, qui ne les représente pas nécessairement de façon équivalente, et que cette société n'a pas réglé sa question linguistique, à savoir dans quelles langues les problèmes publics peuvent-ils légitimement être formulés.

7.1.3 Publics et représentation politique

Aux enjeux liés à la représentation symbolique des minorités linguistiques, à leur accès à la sphère publique et à leur capacité à participer à la formulation des problèmes publics, s'ajoute la question de leur représentation politique. La volonté de « faire société » qu'ont analysé plusieurs chercheurs peut se résumer à une volonté de faire correspondre des institutions politiques à la sphère publique francophone. Le libéralisme inhérent au régime linguistique rend cependant problématique une telle adéquation entre État et communauté linguistique. La réponse de l'État a consisté à déléguer une part de la représentation politique des minorités linguistiques vers la société civile. Face à un État qui ne représente

pas explicitement le public acadien – comme le disait Louis J. Robichaud, il était le premier ministre de *tous* les Néo-Brunswickois –, la SANB se pose comme porte-parole des Acadiens et de leurs « intérêts ». C'est au sein de la société civile et non de l'État que l'Acadie élabore ses plans de développement global quinquennaux. Lors de la Convention de la société acadienne du Nouveau-Brunswick de 2004, on a mis sur pied une Commission consultative sur la gouvernance de la société civile acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick, dont le mandat était de créer une assemblée délibérante « représentative et influente ». Les questions acadiennes étant déléguées à la société civile, c'est elle qui cherche à trouver un arrangement organisationnel à même d'assurer sa représentativité. C'est ce qui explique que Forgues, reprenant la distinction de Fraser entre public fort – référant au public parlementaire détenant le monopole de l'action étatique – et public faible – référant aux associations libres entre individus cherchant à publiciser des enjeux – en vient à désigner le milieu associatif acadien comme un public fort et la population acadienne comme un public faible vis-à-vis de lui (Forgues, 2014). La sociologue Michelle Landry (M. Landry, 2015), dans son ouvrage sur l'Acadie, tend également à limiter son analyse aux mécanismes de gouvernance de la société civile acadienne comme s'il s'agissait d'un lieu pleinement politique. Cette lecture n'est qu'en partie juste.

S'il est vrai que les représentants du milieu associatif acadien ont un certain pouvoir décisionnel – ils ont des conseils d'administration qui adoptent des résolutions – duquel la population acadienne est relativement écartée, il est abusif de faire équivaloir la société civile acadienne à un public fort et la population à un public faible. Les capacités d'action de ce public « fort » sont très limitées et il est analytiquement inexact de le faire équivaloir à un parlement. Forgues démontre justement, notamment dans ce même texte, que les représentants communautaires sont soumis à des logiques bureaucratiques imposées par l'État. Le financement des organismes s'accompagne en effet d'exigences de reddition de comptes, comme nous l'avons démontré au chapitre 2. Ces exigences et les indicateurs qui sont mobilisés afin d'évaluer l'efficacité des actions menées ne sont pas fixés par les représentants du milieu associatif acadien, mais bien par des fonctionnaires.

Ils n'ont donc ni la légitimité démocratique, ni les capacités d'action d'un public parlementaire. Parler de la société civile comme d'un public fort nous conduit justement à écarter l'État de nos enquêtes, sous prétexte qu'il n'est pas spécifiquement acadien. Si l'on peut parler de la société civile francophone comme d'un public fort, c'est uniquement en tant qu'il peut faire agir l'État dans certains contextes très précis, balisés par le régime linguistique. La société civile francophone, malgré sa volonté de former un public fort, de représenter la population francophone dans son ensemble, n'est, en réalité, que la représentante de l'ayant droit.

Le milieu associatif peut faire agir l'État, il possède une capacité d'action qui passe souvent par les tribunaux, mais il s'agit d'un pouvoir limité, balisé par le régime linguistique et qui obéit à des logiques et des contraintes qui ne sont pas politiques. La décision d'entamer un recours devant les tribunaux n'exige pas l'appui de la majorité de la population, d'ailleurs celle-ci n'est jamais consultée – il n'y a pas non plus de moyens mis en place afin de la consulter démocratiquement. Plutôt, la décision de poursuivre l'État tient à une conception juridique de l'intérêt collectif, à l'opinion qu'un droit reconnu n'est pas respecté ou qu'un droit non encore reconnu devrait l'être. La logique de l'ayant droit procède d'une logique procédurale plutôt que représentative et délibérative, elle possède une cohérence interne, juridique, dont la légitimité tient à l'interprétation de la loi et non à la volonté populaire (par exemple dans le cas des autobus bilingues). On revendique des droits parce qu'on y a droit et non pas parce que la population en fait la demande. On peut parler, en ce sens de l'ayant droit comme d'un public relativement fort, dans la mesure où il peut faire agir l'État, mais ce public fort est limité, en ceci qu'il ne peut faire agir l'État que dans les balises prédéfinies par le régime linguistique et que ses liens avec les publics faibles (les individus) sont ténus.

Le régime linguistique structure la forme que prend le public spécifiquement *francophone*, ce qu'il peut faire en tant que public *francophone*, les moyens par lesquels il peut agir et la manière dont la langue peut émerger comme problème public. Mais nous

avons vu que la langue, par-delà le régime linguistique, entraîne des défis structurels liés à la sphère publique, à la capacité générale des enjeux à être publicisés dans deux arènes distinctes, inégales en fait, mais égales en droit. L'intérêt d'aborder la société par le prisme du public est de mettre en évidence ces deux composantes. La notion de public permet de rendre compte de la manière dont des problèmes publics émergent au sein des sphères publiques et de la manière dont ils réussissent ou non à faire agir l'État. La formulation des problèmes publics et leur prise en charge par l'État, bien qu'elles soient en partie indéterminées, sont néanmoins inscrites dans un temps long, dans des processus d'institutionnalisation. C'est ce que le concept d'indicateur éclaire.

7.2 Publics, indicateurs et instruments

La constitution d'un public autour d'un problème à publiciser vise généralement à orienter une action de l'État. L'idée de public est indissociable de l'idée de pouvoir, mais elle a le mérite de ne pas réduire le pouvoir et le politique à l'État. Foucault faisait remarquer que « le pouvoir n'est pas localisé dans l'appareil d'État et que rien ne sera changé dans la société si les mécanismes de pouvoir qui fonctionnent en-dehors des appareils d'État, au-dessous d'eux, à côté d'eux, à un niveau beaucoup plus infime, quotidien, ne sont pas modifiés » (Foucault, 2001, cité dans Lascoumes, 2004, p. 3). Il proposait une approche *matérielle* des pratiques étatiques, considérant l'État non pas comme une unité fonctionnelle, mais comme le résultat d'un ensemble de forces et d'actions agrégées, constitué par l'émergence de publics, de contre-publics qui publicisent des problèmes publics. Foucault, à l'instar de Dewey avant lui, cherchait à éviter les écueils d'une théorie essentialiste de l'État qui en ferait un universel politique dont il faudrait comprendre la nature afin d'ultimement en protéger l'essence.

L'État ce n'est pas un universel ; l'État ce n'est pas en lui-même une source autonome de pouvoir ; l'État ce n'est rien d'autre que des faits : le profil, la

découpe mobile d'une perpétuelle étatisation ou de perpétuelles étatisations, de transactions incessantes qui modifient, qui déplacent, qui bouleversent, qui font glisser insidieusement, peu importe, les financements, les modalités d'investissements, les centres de décision, les formes et les types de contrôles, les rapports entre pouvoirs locaux et autorité centrale, etc. L'État ce n'est rien d'autre que l'effet mobile d'un régime de gouvernementalité multiple (Foucault, 2004, cité dans Lascoumes, 2004, p. 3).

La conception de l'État que propose Foucault est tout à fait compatible avec la définition que donne Dewey du public. Tout comme le public ne peut pas être réduit à une qualité particulière d'action – qui ferait par exemple que la sphère publique se « dégraderait » –, renvoyant au contraire à un processus indéterminé par lequel des problèmes émergent, l'État ne peut pas être réduit à un acteur autonome assurant l'unité fonctionnelle d'une société et permettant l'action collective de peuples historiques. Si l'État est au cœur des mouvements nationalistes et est, sans conteste, le principal instrument d'action collective, sa complexité, la diversité des ses actions le rend difficilement saisissable. Tant l'approche fonctionnaliste qui en fait un agent neutre de gestion du dissensus que l'approche marxiste qui en fait un agent de reproduction des rapports de force ou que l'approche nationaliste qui en fait un instrument d'action nationale sont limitées. L'État s'appréhende mieux de biais, par l'entremise des diverses actions qu'il fait, des décisions qu'il prend, de ses capacités à faire faire, à faire agir, à structurer l'action et les représentations. Cette approche par les instruments est compatible avec celle de Sassen pour qui l'État ne peut pas être compris de l'intérieur, à partir de son propre discours sur lui-même, mais à partir des actions par lesquels les assemblages qui le constituent sont créés et modifiés.

La spécificité de l'État, s'il y en a une, est sa capacité à mettre en œuvre des instruments d'action publique, c'est-à-dire des « dispositifs à la fois techniques et sociaux qui organisent des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont ils sont porteurs » (Lascoumes, 2004, p. 6). L'État possède une capacité particulière à réguler des rapports sociaux et à générer des publics, à décréter ce qui en est de ce qui est. L'État détient le monopole de

l'officiel (Bourdieu, 2012). Ces compétences, ces capacités tout à fait particulières que possède l'État sont au cœur de la sphère publique. Elles sont également indéterminées, c'est-à-dire qu'elles prennent des configurations singulières en fonction de facteurs à la fois internes (mouvements sociaux, identités, etc.) et externes (mondialisation). L'émergence des problèmes publics vise généralement à créer ou à transformer des instruments d'action publique et une fois mis en place, ces instruments structurent en retour l'émergence des publics. Le régime linguistique en est un exemple, mais il ne résume pas à lui seul l'ensemble l'expérience francophone.

Introduire le concept d'instrument d'action publique permet de nuancer l'indétermination constitutive de la notion de public. Bien que les problèmes publics et les collectifs auxquels ils donnent lieu peuvent être polymorphes, ils n'émergent pas du vide, ils ne sont pas entièrement indéterminés. Les instruments d'action publique ont précisément la capacité de formater des problèmes. « L'instrument induit une problématisation particulière de l'enjeu dans la mesure où il hiérarchise des variables et peut aller jusqu'à induire un système explicatif » (Lascoumes, 2004, p. 9). C'est précisément le cas avec la francophonie canadienne, dont les nombreuses luttes ont créé un régime linguistique, avec ses instruments d'action publique et ses indicateurs et dont le nationalisme francophone est aujourd'hui en grande partie tributaire. Il cible et hiérarchise un ensemble de variables identifiées comme des problèmes publics qui contribuent à produire une problématisation formatée des enjeux linguistiques. D'une part, il identifie les lieux où il est possible de revendiquer un droit linguistique et ceux où la langue échappe au droit. Il décrète une démarcation entre les lieux où la langue jouit d'un statut public et ceux où elle jouit d'un statut privé ; il décrète une distinction entre le statut public de la langue et la nature privée de la langue du public. Il identifie ainsi à l'avance les types de mobilisations, les types d'enjeux autour desquels les ayants droit linguistiques peuvent former un public. D'autre part, il identifie les variables à partir desquelles les problèmes seront évalués. Ces variables sont précisément celles qui structurent les savoirs experts.

Les dispositifs du régime institutionnalisent une certaine conception des rapports entre politique et société, et induisent de la gouvernementalité dans le sens que lui donne

Foucault, à savoir « une série d'appareils spécifiques de gouvernement, et un ensemble de savoirs, plus précisément de systèmes de connaissance » (Lascoumes, 2004, p. 4). Le régime linguistique a effectivement contribué à façonner un paradigme à partir duquel les questions linguistiques sont abordées au pays et à partir duquel les communautés linguistiques se conçoivent elles-mêmes et agissent collectivement. Or, les dispositifs du régime linguistique et les publics qu'il rend possible ne sont pas totalisants. D'autres dispositifs existent qui affectent les francophones, bien que pas nécessairement *en tant que francophones*. On pense au régime forestier, au régime municipal, au régime économique, etc.

L'étatisation de la société qui s'est opérée au moment de la Révolution tranquille ne s'est pas limitée à la mise en place du régime linguistique. Elle a entraîné une interpénétration de l'État et de la société civile par l'entremise des instruments d'action publique. Pour Habermas, l'étatisation de la société représente une perversion de la sphère publique bourgeoise, dont l'un des principes fondamentaux est la nette séparation de la société civile et de l'État. L'interpénétration des deux sphères au sein de l'État-providence créerait une privatisation de la publicité. Des formes de corporatisme se mettraient en place, des « associations grâce auxquelles les intérêts privés qui s'y organisent collectivement cherchent à se donner une forme directement politique » (Habermas, 1992, p. 184). La définition que nous avons donnée du public ne va cependant pas dans ce sens. Pour Habermas, le public est une entité particulière pouvant être pervertie, alors que pour nous, le public est l'émergence d'un collectif autour d'un problème. L'interpénétration de l'État et de la société, en ce sens, n'équivaut pas tant à une « perversion » d'une séparation jugée idéale, mais à une institutionnalisation de certains instruments qui orientent la constitution de collectifs. Ces instruments sont des techniques par lesquelles les actions publiques sont menées, sont évaluées, sont quantifiées, etc. Il s'agit de méthodes par lesquelles on recueille certaines données et non d'autres, par lesquels on attribue des statuts à certains objets et non à d'autres, par lesquels on cible des sphères d'intervention.

« Instruments really are institutions, as they partly determine the way in which the actors are going to behave; they create uncertainties about the

effects of the balance of power; they will eventually privilege certain actors and interests and exclude others; they constrain the actors while offering them possibilities; they drive forward a certain representation of problems » (Lascoumes et Le Galès, 2007, p. 9).

Les problèmes publics doivent donc faire avec certaines contraintes, les publics ne se construisent pas *ex nihilo*. Plus encore, les instruments installent une certaine forme d'inertie qui entraîne certaines manières de faire, qui garantit une certaine résistance aux pressions extérieures et de ce fait, ils entraînent des effets indépendants de leurs objectifs manifestes. Bourdieu remarquait, quant à lui, à propos des dispositifs publics, que « une fois une 'conquête sociale' a été inscrite dans une institution d'État [...] on est certain qu'il y aura dans le corps d'État une défense de cette conquête sociale, même si les bénéficiaires ont disparu et ne sont plus là pour protester » (Bourdieu, 2012, p. 40). S'ils orientent sciemment la constitution de publics – par exemple l'ayant droit francophone – les instruments suscitent également des réactions imprévisibles, entraînent des dynamiques et des inerties latentes – par exemple la judiciarisation de la langue et l'opposition d'unilingues anglophones face aux nouvelles contraintes linguistiques au sein de la fonction publique.

En ciblant explicitement les instruments, on parvient à identifier la démarcation entre ce qu'une société considère privé et public. Les instruments institutionnalisent la publicité, font entrer des catégories, des indicateurs dans le domaine public. Ces désignations peuvent être contestées, mais nous ne pensons pas qu'il revienne aux sociologues de légiférer sur leur légitimité. Notre travail consiste plutôt à identifier l'émergence et les effets – directs et indirects – des dispositifs d'action publique et des indicateurs qui les sous-tendent. En ciblant explicitement les instruments, on arrive à nuancer la critique hellerienne, notamment, selon laquelle on serait passé d'un État-providence à un État néolibéral, comme s'il s'agissait d'une mutation intégrale de l'État, comme si l'ensemble des indicateurs s'étaient convertis, sans égard pour les formes d'inertie qui subsistent. Plutôt, l'approche par les indicateurs nous invite à observer les transformations concrètes,

sans supposer à l'avance qu'elles vont toutes dans le même sens et qu'un État est une entité unique et nécessairement cohérente. Enfin, les indicateurs illustrent les valeurs d'un État à un instant t , et ces valeurs peuvent être sujettes à débat, à négociation, et le rôle que nous nous attribuons en tant que sociologues n'est pas de légiférer sur la légitimité de tel ou tel indicateur, mais de voir comment ceux-ci sont l'aboutissement de luttes, de formulations de problèmes publics et comment, en retour, ils génèrent du public, structurent ses modalités d'émergence.

Plutôt que de critiquer le régime linguistique sous prétexte qu'il se sert d'indicateurs désuets, appartenant à une économie politique dépassée, plutôt que de présupposer qu'à chaque type d'État correspond des types de légitimité uniques et exclusifs, on préférera voir comment les indicateurs du régime linguistique évoluent, quels publics ils créent et comment ils coexistent avec d'autres indicateurs, d'autres instruments d'action publique. Comment s'arriment les publics faibles et forts? Quelles justifications sont mises de l'avant pour défendre ou critiquer telle action publique, tel indicateur? Comment les indicateurs sont-ils hiérarchisés dans le cadrage des problèmes publics³⁶?

L'approche de la société par les indicateurs de l'action publique et par la publicisation des problèmes publics permet de contourner les nombreuses limites que nous avons identifiées au nationalisme méthodologique. Une telle approche nous permet de rendre compte à la fois du régime linguistique dans ses manifestations les plus concrètes, dans son processus de création et dans ses actions, et elle nous permettra de rendre compte des phénomènes, des dynamiques, des acteurs qui l'excèdent. Surtout, puisant dans la

36 À propos d'une approche des problèmes publics par le biais de la théorie des cadres, voir (Benford et Snow, 2000; Cefaï, 2007; Cefaï et Terzi, 2012). L'approche des mouvements sociaux par le processus de cadrage des problèmes publics s'intéresse à la manière dont les acteurs présentent un problème donné. Ce travail de cadrage d'un problème influence la composition du public, les stratégies d'action, etc. Cependant, cette approche peut donner l'impression d'une entière liberté des acteurs, d'un pur constructivisme, ce que permet de pallier l'approche par les instruments.

sociologie pragmatique, nous éviterons les écueils normatifs qui limitent les trois principaux courants que nous avons identifiés. L'approche pragmatique contraint les chercheurs à se concentrer sur les phénomènes tels qu'ils se déploient et à mettre de côté toute considération quant à ce qu'ils *devraient être*.

7.3 Sociologie pragmatique des problèmes publics

Les auteurs chez lesquels nous avons puisé nos concepts et nos méthodes partagent tous, sans que cela soit nécessairement explicite, une affiliation avec le pragmatisme. De Dewey à Latour, en passant par Boltanski, Thévenot, Hennion et Lascoumes, ces chercheurs ont en commun une certaine pratique des sciences sociales, une conception relativement similaire du travail scientifique qui consiste à s'intéresser exclusivement aux manifestations d'une chose, à ne considérer un objet, un acteur, un phénomène, qu'à partir de ses *effets*. Partant d'un intérêt pour les effets, les conséquences, ils reconnaissent tous divers modes d'existence, divers régimes d'action, registres de vérité et d'énonciation qui ne sont pas hiérarchisés rationnellement, logiquement, mais qui sont classifiés pratiquement, empiriquement, selon leur efficacité, selon les types d'épreuves qu'ils doivent surmonter pour s'imposer.

Le pragmatisme s'est d'abord imposé comme philosophie au États-Unis dans la seconde moitié du XIX^e siècle, mené notamment par John Dewey, William James et Charles Peirce. Le pragmatisme s'intéresse aux implications pratiques d'un phénomène et contre le rationalisme, avance que la vérité n'est pas déductible, qu'elle n'existe pas *a priori*, mais qu'elle se révèle par l'expérience, par ce que les sociologues pragmatique appelleront, un siècle plus tard, les épreuves (Boltanski et Thévenot, 1991; Chateauraynaud, 2011; Latour, 1999). Les conditions de vérité dépendent des épreuves qui sont exigées et qui varient en fonction des modes d'existences. Les vérités religieuses, politiques et

scientifiques se distinguent ainsi selon les épreuves qu'elles doivent traverser afin d'être reconnues et validées (l'exégèse ou le miracle, l'opinion publique, l'expérience empirique), mais aucune n'est *a priori* plus vraie ou plus rationnelle que les autres. Leur vérité se déduit de leur efficacité, de leur capacité à *faire faire*.

Selon les auteurs plus contemporains du courant pragmatique, les modes d'existence pris en compte sont plus ou moins étendus. C'est chez Latour qu'ils prennent leur sens le plus vaste, désignant une cosmopolitique, aspirant à englober l'ensemble de l'existant. Chez Boltanski et Thévenot, les modes d'existence sont plus restreints, ils prennent un sens plus limité, plus traditionnellement *social*. Or, l'ambition est la même dans les deux cas : rendre compte des processus concrets par lesquels des collectifs sont constitués et de l'action est coordonnée.

La sociologie pragmatique se fonde sur un certain nombre de postulats méthodologiques qui visent tous à rendre compte des processus par lesquels le monde tel qu'il est prend la forme qu'il a. Le premier principe de la sociologie pragmatique est le principe de symétrie. Il s'agit de ne pas préjuger des inégalités sociales, de ne pas prendre pour acquis que certains acteurs comptent plus que d'autres. Cela ne veut pas dire que les sociologues pragmatiques estiment effectivement que le monde est symétrique, que tous les acteurs sont équivalents, possèdent les mêmes capacités, mais que « pour être correctement décrites, les asymétries ne doivent pas être préjugées, de même que la possibilité de leur réversibilité, même dans les cas où celle-ci apparaît le moins probable, ne doit pas être écartée *a priori* » (Barthe, 2013, p. 194). Le principe de symétrie revient à faire comme si le sociologue ne connaissait pas le dénouement d'une situation, comme si l'ensemble des camps en présence pouvait influencer le résultat et comme si ce résultat n'était pas définitif.

Le second principe de la sociologie pragmatique est de suivre les acteurs dans leurs actions et de prendre au sérieux ce qu'ils disent et ce qu'ils font. Contrairement à la sociologie critique qui consiste à dévoiler les motifs cachés des acteurs, la sociologie pragmatique part du principe que les acteurs ont des capacités critiques qu'ils mettent en œuvre, que ces capacités sont réelles dans la mesure où elles font agir, font faire.

Le troisième principe consiste à retracer les actions et les instruments qui permettent à des collectifs de se constituer et les types d'accords qui permettent aux acteurs de s'entendre sur la définition d'une situation – définition toujours provisoire. Ces « montées en généralité », ces moments où les acteurs doivent justifier leur position en se référant à des principes généraux, doivent accorder une situation concrète et singulière à un principe plus général. Ces montées en généralités constituent des épreuves qui viseront à déterminer l'issue d'une situation, d'une controverse, d'un conflit.

L'épreuve conduit les personnes à s'accorder sur l'importance relative des êtres qui se trouvent engagés dans la situation [...] Des êtres très divers, par exemple des personnes, des institutions, des outils, des machines, des dispositions réglementaires, des moyens de paiement, des sigles et des noms, etc. se trouvent liés et disposés les uns par rapports aux autres dans des assemblages suffisamment cohérents pour que les processus attendus puissent s'accomplir et pour que les situations puissent se dérouler de manière correcte (par opposition aux situations perturbées qui sont qualifiées, selon la discipline de référence, de pathologiques, dysfonctionnelles, conflictuelles, etc.) (Boltanski et Thévenot, 1991, p. 58).

Les épreuves permettent de rendre compte des divers principes, des divers régimes d'action, des divers modes d'existence qui sont appelés à coexister et dont la coexistence peut précisément causer problème. Les luttes concernant les indicateurs à prendre en compte dans la mise en œuvre d'instruments d'action publique sont généralement confrontés à des problèmes de ce genre. Divers principes, divers modes d'existence, divers régime d'action se font concurrence et des équivalences doivent être trouvées permettant d'arriver à un accord provisoire.

Un quatrième principe de la sociologie pragmatique consiste à aborder le réel comme s'il était précaire, comme si l'effort nécessaire pour faire tenir l'ordre était constant. Des entités appartenant à différents mondes, opérant selon des logiques propres doivent arriver à trouver des terrains d'entente, des équivalences qui permettront de régler – provisoirement – une situation. D'où l'importance qu'accordent les sociologues pragmatiques aux conflits et aux controverses. Ces moments rendent explicites les agencements entre mondes (Boltanski parle de cités), ils représentent des moments où l'ordre est défait et où les acteurs doivent tenter de le reconstruire, explicitant les êtres en présence et les épreuves adéquates, qui passent tous deux inaperçus durant les moments d'accord. Les conflits portent, par définition, sur les entités qui composent une situation donnée et qui doivent être pris en compte, et sur les moyens de coordonner des entités obéissant à des logiques et étant soumises à des épreuves distinctes. Les acteurs en présence au sein d'un désaccord luttent pour déterminer la vérité d'une situation, pour définir « ce qu'il en est de ce qui est » (Boltanski, 2009).

Tous les débats reposent sur cette caractéristique formelle : la mise en place d'un certain nombre d'entités et d'objets communs, et conjointement d'épreuves d'évaluation jugées acceptables par l'ensemble des protagonistes. L'organisation d'un débat et l'acceptabilité de sa clôture dépendent étroitement de la liste des objets versés au débat et des opérations cognitives effectuées sur ces objets (Chateauraynaud, 2004, p. 205).

Ces quatre principes de la sociologie pragmatique s'accordent parfaitement à une approche de la société par les publics. Ils ont également le mérite de régler le problème du nationalisme méthodologique sans reproduire les travers et les distorsions de l'approche critique. Plutôt que de statuer sur les types de revendications légitimes et illégitimes, nous nous intéresserons aux divers types d'arguments qui sont proposés, aux épreuves qu'ils doivent traverser pour devenir légitimes et aux indicateurs qui les reproduisent.

Chaque mode d'existence – Boltanski parle de « cités » – possède une cohérence interne, une logique propre, chacune reconnaît certains types d'entités capables de réussir les

épreuves propres à son mode respectif. Ce qui permet à une entité d'être reconnue dans une cité n'est pas nécessairement reconnu par d'autres. Ainsi, ce qui fait un grand artiste, le génie, l'imprévisibilité, la surprise, n'est pas reconnu par la cité industrielle qui valorise la reproductibilité, la prévisibilité. De même, l'autorité et la hiérarchie reconnues dans la cité domestique ne sont pas à même de réussir les épreuves de la cité marchande.

Dans une société complexe, les cités, les modes d'existence, les régimes de vérité, les dispositifs d'action publique sont cependant appelées à coexister et des accords doivent être trouvés qui permettent de s'entendre sur les entités en présence et sur les épreuves adéquates permettant d'arriver à un compromis. C'est ainsi que l'on pourrait résumer la question des publics telle que nous l'avons présentée, suivant Dewey. L'émergence de problèmes publics consiste à identifier les entités présentes dans une situation donnée et à formuler les épreuves adéquates permettant de mettre en place des instruments d'action publique. Les instruments d'action publique peuvent ainsi être compris comme des compromis, comme une forme instituée, mais négociable d'épreuves.

CONCLUSION

Nous pouvons aborder le régime linguistique par le biais des indicateurs qui le composent et tenter d'identifier à quelle cité ils appartiennent, quels types d'épreuves ils doivent surmonter et quelles entités y sont reconnues. Nous pouvons également nous intéresser à la manière dont des publics se forment au sein du régime linguistique et aux types d'acteurs qui le composent. Or, analyser le régime linguistique implique d'en identifier les frontières, de voir où il commence et où il finit, ce qu'il permet de faire et quand il est impuissant, quels types de publics il reconnaît légitimement et quand la langue échappe à

son pouvoir. En nous intéressant à l'émergence des problèmes publics – dont ceux explicitement linguistiques – et à la manière dont ils sont débattus dans les diverses sphères publiques, aux arguments qui sont présentés et aux types de justifications qui sont mis de l'avant, nous serons à même de proposer un portrait plus complexe et plus nuancé de la cohabitation linguistique. Nous arriverons ainsi à distinguer l'ayant droit francophone, dont l'identité est balisée par le régime linguistique, ses indicateurs, ses instruments d'action publique et ses contraintes spécifiques, du citoyen francophone dont la langue n'est pas toujours reconnue – notamment dans les instances extérieures au régime et dont la reconnaissance doit passer par le social plutôt que par le politique ou le juridique –, mais pour qui la langue n'est pas non plus le seul enjeu. D'autres enjeux, concernant d'autres indicateurs que ceux du régime contribuent à façonner les publics. C'est ce que nous chercherons à prendre en compte.

Nous nous intéresserons à la manière dont les acteurs – tant les ayants droit que les individus, les deux n'étant pas interchangeables – se mobilisent, mettent de l'avant leurs capacités critiques et formulent leurs justifications. L'approche pragmatique des problèmes publics permettrait donc de nous intéresser à l'action *au sein* de la francophonie et plus spécifiquement, de décortiquer le régime linguistique. Mais elle nous permettra également de transcender le nationalisme méthodologique, en ouvrant l'enquête aux problèmes publics de façon plus générale. Notre enquête ne sera pas limitée *a priori* aux seuls enjeux linguistiques, ni aux seuls enjeux spécifiques à l'ayant droit linguistique. Nous prendrons soins, néanmoins, de voir comment la langue intervient ou non dans les divers enjeux, comment elle détermine ou non la composition d'un public et le processus de publicisation.

Penser en termes de publics et de régimes d'action (ou cités, ou encore modes d'existence) est un bon moyen d'accomplir le double objectif que nous nous sommes donné, à savoir cerner les capacités d'action propres à la francophonie et identifier le rôle de la langue dans la composition d'acteurs et la formulation de problèmes publics en général. Surtout,

cette méthode nous permettra d'éviter les écueils normatifs contre lesquels achoppent les experts, les critiques néolibérales et les critiques nationalistes. Il ne sera pas question de défendre ou de déconstruire la francophonie, mais d'observer au plus près quand et comment elle se formule, elle se constitue, elle agit et s'efface.

En dépassant le cadre restreint du régime linguistique, nous serons en mesure de mieux cerner les types d'actions qu'il permet. Nous pourrons comparer la logique de l'ayant droit et les types de justifications qu'il mobilise à d'autres logiques. Nous pourrons également nuancer l'idée de complétude institutionnelle, en identifiant de façon plus précise les types de publics et les types d'actions que peuvent accomplir les diverses entités rassemblées sous ce terme trop général.

Dans la prochaine section, nous proposerons deux études de cas qui chercheront à explorer le potentiel heuristique du cadre conceptuel que nous avons proposé. Nous nous intéresserons à deux luttes qui se situent à la frontière du nationalisme et du régime linguistique, qui tentent de les faire se recouper, mais qui doivent d'abord, pour ce faire, trouver des justifications nouvelles, surmonter des épreuves inédites.

PARTIE III
LES PUBLICS À L'ÉPREUVE – ÉTUDES DE CAS

Dans cette dernière partie, nous allons mettre en pratique notre cadre théorique. Au cours des sept chapitres précédents, nous avons mis en évidence les liens historiques qui ont unis sciences sociales et nationalisme au sein de la francophonie canadienne et leur institutionnalisation dans le cadre du régime linguistique. Celui-ci s'est progressivement imposé comme le garant de l'identité et le moteur de l'action collective. De ce fait, il a également balisé le champ des sciences sociales, partageant avec les experts ses concepts et délimitant chez les sociologues critiques les frontières de leur objet. Cette approche comprend plusieurs problèmes. Premièrement, elle tend à faire correspondre la citoyenneté, la nation et l'ayant droit. Il devient alors difficile de distinguer où commence et où termine la francophonie. Cette question est pourtant au cœur d'un groupe sans frontières politiques. Deuxièmement, en adoptant une définition *a priori* de son objet, le nationalisme méthodologique réduit la francophonie à une entité, écartant du même coup ses potentielles divisions internes. Troisièmement, en ne considérant la francophonie qu'en tant qu'entité unie derrière des intérêts communs – c'est-à-dire son statut d'ayant droit –, le nationalisme méthodologique tend à résumer les identités et les mouvements sociaux à la seule appartenance linguistique. Quatrièmement, en considérant l'espace francophone comme un espace social à part entière (ou comme un espace social devant former un lieu totalisant), le nationalisme méthodologique n'arrive pas à rendre compte des formes concrètes de cohabitations des langues au sein d'un territoire politique commun.

Les deux études de cas que nous allons présenter sont à la frontière du régime linguistique. Ils en interrogent la portée, ils mettent en évidence ses limites et pointent vers des problématiques nouvelles à explorer dans le champ des sciences sociales francophones. La première étude de cas porte sur un mouvement visant à faire adopter des arrêtés municipaux régulant les langues d'affichage à Dieppe et à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Cette lutte, bien qu'elle soit explicitement linguistique, excède le régime linguistique, elle met en scène des acteurs et des entités inédites qui, en retour, entraînent des épreuves, des types de justifications nouvelles. Face à ces nouvelles exigences, le

nationalisme francophone s'est trouvé dans une certaine impasse. Ses moyens d'action traditionnels se sont avérés insuffisants. Ces cas nous amènent à penser le nationalisme et l'action collective par-delà le nationalisme.

La seconde étude de cas porte sur la municipalisation du territoire néo-brunswickois. Plus de 40 % de la population de la province réside dans des districts de services locaux (DSL), des entités sans gouvernement municipal, gérées par le gouvernement provincial. La société civile acadienne a fait de la municipalisation du territoire un enjeu central, mais l'État, malgré un rapport recommandant explicitement l'abolition des DSL, hésite à agir. Il revient donc aux communautés de s'organiser et de procéder par référendums. Ici encore, la lutte excède le régime linguistique et met en évidence les limites du droit à la complétude institutionnelle. En 1995, alors que le gouvernement provincial a tenté de fusionner Dieppe – majoritairement francophone – avec Moncton et Riverview – majoritairement anglophones –, la société civile s'est opposée plaçant qu'une telle décision irait à l'encontre de l'égalité linguistique. Or, un tel argument n'a jamais été présenté pour contraindre l'État à créer des municipalités francophones, et bien que la société civile dans sa quasi totalité considère qu'il s'agit d'un enjeu vital pour l'avenir de l'Acadie, elle ne détient pas la capacité d'agir en ce sens. En analysant les campagnes menant aux référendums dans des communautés francophones et anglophones, nous pourrions néanmoins voir si l'appartenance linguistique et nationale intervient dans le dénouement. En l'absence d'un État propre, les communautés acadiennes sont-elles plus promptes à se doter d'une représentation politique municipale ? Et les municipalités francophones se démarquent-elles des municipalités anglophones ? Ces luttes illustrent une limite centrale du statut d'ayant droit. La lutte, portant sur le territoire, s'est livrée dans les médias des deux langues et a également mis en évidence certains défis structurels liés à une sphère publique linguistiquement clivée.

CHAPITRE VIII

L’AFFICHAGE COMMERCIAL : TERRITOIRE, LANGUES ET SPHÈRES PUBLIQUES. ENJEUX IDENTITAIRES ET DÉFIS STRUCTURELS DE LA COHABITATION LINGUISTIQUE

Culture is more often not what people share, but what they choose to fight over (Eley et Suny, 1996).

Les frontières entre groupes sociaux ne sont jamais aussi manifestes et intelligibles que lorsque leur légitimité est contestée. Le conflit est en ce sens un moment tout particulièrement fertile, un moment d’exacerbation et d’explicitation des différences, l’occasion d’une négociation entre points de vue. Pendant ces « moments critiques », les acteurs mobilisent justement leur « sens critique », tentent de justifier et de légitimer leurs arguments sur la place publique (Boltanski, 2009; Boltanski et Thévenot, 1991) et font apparaître des solidarités, des antagonismes et des conditions de compromis qui en temps normal peuvent passer inaperçus.

Un débat portant sur les langues d’affichage commercial a rendu visible certaines logiques régulant l’agencement entre le territoire, la langue et l’État, et a rendu explicite les frontières du régime linguistique et la difficulté à débattre d’enjeux linguistiques au sein d’un territoire commun linguistiquement, mais clivé. De ce fait, il a amené les individus à justifier leur rapport à la langue, à leur identité et à leurs droits publiquement. Alors que les arguments linguistiques tendent à renvoyer au régime linguistique, se limitant à la question de leur *légalité*, cette lutte autour de la langue d’affichage commercial, du fait qu’elle excède le cadre du régime actuel – elle appelle justement à l’élargir –, a amené les acteurs à justifier la *légitimité* de leurs positions respectives. Ce passage de la légalité à la légitimité a fait émerger une série de contraintes distinctes de

celles traditionnellement associées aux débats linguistiques au pays. La figure de l'ayant droit a cédé sa place à celle du citoyen et du propriétaire. Or, bien que le débat ait excédé le régime linguistique, des différences notables – pour ne pas dire structurelles – sont apparues dans les formes de mobilisation, dans la publicisation de l'enjeu et dans les types de légitimité revendiqués par les deux communautés linguistiques. Par-delà le régime, il est apparu que la langue structure des manières de former des publics, structure des groupes nationaux, qui aspirent à représenter la communauté politique légitime.

8.1 Présentation de la lutte

Le Front commun pour l'affichage bilingue (FCAB), une coalition de 15 organismes francophones, a lutté entre 2008 et 2010 pour l'adoption d'arrêtés municipaux légiférant les langues d'affichage commercial dans les villes voisines néo-brunswickoises de Dieppe (fort d'une pétition de 4000 signatures) et de Moncton (avec une pétition ayant récolté 500 signatures).

Dieppe, en banlieue de Moncton est la plus grande municipalité majoritairement francophone (75%) à l'extérieur du Québec. Moncton, quant à elle, a été la première ville officiellement bilingue du pays, avec le tiers de la population de langue maternelle française, et où se trouvent une part importante des organismes et institutions communautaires francophones, dont l'Université de Moncton. La migration récente des Acadiens du nord de la province vers la région (Guignard Noël, 2007) et l'émergence d'une immigration (temporaire ou permanente) francophone (Belkhodja, 2011) contribuent à y transformer les dynamiques économiques, culturelles et linguistiques. La dynamique urbaine se reconfigure et la présence francophone s'affirme, en comparaison à la situation dans les années 1960 et 1970.

Dieppe a adopté l'arrêté Z-22 le 26 mai 2010, rendant depuis obligatoire l'utilisation du français et de l'anglais sur toute nouvelle affiche extérieure. Moncton, quant à elle, a

préférent poursuivre avec des incitatifs et une approche de sensibilisation développée dans son *Plan d'action* présenté en 2012, étant donné le faible appui venu du secteur économique. À la suite d'une tournée de consultation des entreprises de la ville, 81% des commerçants ont dit appuyer le bilinguisme officiel, mais la majorité (60%) s'est également dite contre l'adoption de tout arrêté régulant les langues, jugeant illégitime ou du moins non souhaitable l'ingérence du gouvernement local dans ce dossier (Ville de Moncton, 2010). En date de juin 2012, 21% des affiches dans le centre-ville étaient bilingues (Ville de Moncton, 2012). Ces statistiques ne tiennent cependant pas compte des importantes zones commerciales en périphérie, où se trouvent la majorité des grandes surfaces et où ont migré, depuis les années 1990, la majorité des commerces du centre-ville, faisant justement de la vitalité du centre-ville un enjeu central.

Les principaux organismes francophones de la province ont publiquement soutenu le mouvement, à l'exception de l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick, qui a plutôt défendu la méthode douce historiquement privilégiée par les municipalités, soit la sensibilisation et les incitatifs financiers. En l'absence d'un cadre légal clair permettant explicitement aux municipalités de légiférer en matière d'affichage commercial, l'association a préféré y aller de prudence, ne voulant pas donner de mot d'ordre à ses membres qui risqueraient de les exposer à d'éventuelles poursuites. La loi sur les municipalités est prescriptive, c'est-à-dire qu'elle dicte explicitement ce que les municipalités peuvent et ne peuvent pas faire. Tout ce qui n'est pas explicitement inscrit dans la loi est par défaut interdit, en l'occurrence l'adoption d'arrêtés régulant les langues d'affichage commercial. Un certain flou a plané quant à savoir si le régime linguistique, sommant l'État de prendre des mesures positives pour favoriser l'égalité de statut et d'usage des langues, avait préséance sur le régime municipal. Dieppe a finalement pu adopter sans problème un arrêté, mettant un terme au flou juridique. Le mouvement a également été appuyé par la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick et par plusieurs des acteurs sectoriels de sa société civile : la jeunesse (Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick), les étudiants (Fédération des étudiants et des étudiantes de l'Université de Moncton, Association des étudiants internationaux de

l'Université de Moncton et Association des étudiants du Congo-Kinshasa de l'Atlantique), les immigrants (Centre d'accueil et d'intégration des immigrants du Moncton métropolitain, qui est un organisme exclusivement voué à l'aide aux immigrants francophones), le conseil d'aménagement urbain (Conseil pour l'aménagement du français au Nouveau-Brunswick et le Comité de la promotion du français et du patrimoine de Dieppe), la fédération d'alphabétisation (Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick), les artistes (Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick), les aînés (Association acadienne et francophone des aînés du Nouveau-Brunswick), les enseignants (Association des enseignant(e)s francophones du Nouveau-Brunswick).

Des appuis sont également venus de la frange jeunesse de la classe politique provinciale, d'universitaires et de citoyens. Les jeunes libéraux et les jeunes néo-démocrates du Nouveau-Brunswick, le directeur général Théâtre Capitol, salle historique au centre-ville, le recteur de Mount Allison University, à Sackville, près de Moncton, et le PDG de la compagnie d'assurance Assomption-Vie ont également donné leur appui au mouvement. Le député fédéral de Dieppe-Moncton-Riverview et l'ensemble des conseillers municipaux de Dieppe ont également soutenu le projet. Enfin, deux sociolinguistes (dont Rodrigue Landry), un politologue et trois juristes de l'Université de Moncton ont mobilisé leur expertise pour appuyer la revendication. La classe politique provinciale s'est quant à elle abstenue de tout commentaire, sous prétexte que l'enjeu relevait des municipalités concernées et non du gouvernement provincial, bien que les municipalités soient dans les faits des « créatures de la province ». Pour sa part, la Ville de Moncton a affirmé, au début du mouvement, ne pas pouvoir légiférer en matière linguistique, la loi provinciale l'en empêchant potentiellement. Du côté des opposants, le soutien est presque exclusivement venu de citoyens s'exprimant en leur nom propre – dont deux entrepreneurs – et de la classe politique locale. Des dix conseillers à Moncton, deux ont soutenu le projet. Les huit autres, dont trois francophones, ont voté contre, comme ils l'avaient annoncé dès la présentation de la pétition par le FCAB.

On peut voir (tableau 8.1) que les publics anglophones et francophones ne sont pas équivalents lorsqu'il s'agit d'enjeux linguistiques. Bien que la loi 88 reconnaisse l'égalité des deux *communautés linguistiques*, les deux groupes linguistiques ne forment manifestement pas des communautés équivalentes, notamment lorsque l'enjeu concerne la langue. La majorité des organismes appuyant l'adoption d'un arrêté municipal sont d'ailleurs financés par l'État afin de favoriser le développement et l'épanouissement de la communauté francophone ; or, malgré leur mobilisation en bloc dans ce dossier linguistique, ils n'ont pas été reconnus comme des acteurs légitimes par la Ville de Moncton, par les commerces, ni par la majorité de la population anglophone sondée. Aussi, leur efficacité a-t-elle été très limitée.

8.1.1 Corpus

Du 3 novembre 2008, date où le FCAB a fait sa première intervention publique et a annoncé la lutte à venir, au 20 septembre 2010, date où le conseil municipal de Moncton a voté contre l'adoption de l'arrêté proposé, quelques centaines d'articles, de lettres d'opinion et d'éditoriaux sont parus dans le quotidien anglophone de Moncton, le *Times & Transcript* (tirage de 33 000 exemplaires), et *L'Acadie Nouvelle*, quotidien francophone provincial (tirage de 22 000 exemplaires).

C'est à partir de ces textes que nous proposerons une analyse de la manière dont la langue et le territoire, et leur rapport à l'État sont problématisés et négociés. On peut voir avec le Tableau 8.2 que le quotidien francophone a joué un rôle considérablement plus actif dans ce dossier que le quotidien anglophone, cependant, c'est ce dernier qui a présenté un survol plus complet des positions et des arguments. Ceci s'explique par le fait que des 39 lettres d'opinion envoyées au *Times & Transcript*, plusieurs ont été rédigées par des

sympathisants francophones à l'adoption de l'arrêté, alors qu'aucun opposant (anglophone ou francophone) n'a envoyé de lettre à *L'Acadie Nouvelle*.

Tableau 8.1
Sympathisants et opposants à l'adoption d'un arrêté municipal

	Sympathisants	Opposants
Organismes	15	3
Experts	6	-
Entrepreneurs	2	2

Tableau 8.2
Composition du corpus

	L'Acadie Nouvelle	Times & Transcript
Articles	81	41
Lettres d'opinion	47	39
Éditoriaux	14	12
	142	92

8.2 Nouvel enjeu, nouveaux interlocuteurs, nouveaux défis

Alors que le Québec régule la langue d'affichage commercial sur son territoire depuis 1974, cette voie d'action est plus récente pour les communautés en situation minoritaire. En 2010, Dieppe, au Nouveau-Brunswick et Prescott-Russell, en Ontario, ont été les premières municipalités francophones à se doter d'une telle loi à l'extérieur du Québec. Traditionnellement, les luttes de la francophonie minoritaires ont visé la création ou la gestion d'institutions propres – la complétude institutionnelle – et en tant que telles, elles ont donné lieu à des formes de discours et à un interlocuteur particulier : l'État soumis à la *Loi sur les langues officielle*. Or, cette nouvelle revendication concernant le paysage dans un contexte de minorité et dans l'arène municipale doit mobiliser de nouvelles justifications et s'adresser à un autre public.

Contrairement au Québec où la *Charte de la langue française* s'inscrivait dans une démarche de nationalisation du territoire politique, cette lutte en milieu minoritaire a ceci de particulier qu'elle concerne un espace partagé, donc contestable et en effet contesté. Le cas du conflit spatio-linguistique du Grand Moncton permet à ce titre d'éclairer non seulement la manière dont les langues habitent et occupent l'espace, mais la manière dont elles en *créent*, dans la mesure où l'impossible nationalisation du territoire donne lieu à la juxtaposition d'espaces linguistiques, à un espace diglossique ouvert à la concurrence. Le débat s'est livré dans deux espaces médiatiques distincts et a mobilisé des publics distincts, ce qui a entraîné une série de défis structurels spécifiques à une sphère publique et à une société civile linguistiquement clivées. Les conditions de légitimité des luttes traditionnelles de la minorité francophone visant l'obtention de services ou la gestion d'institutions auprès de l'État ne s'appliquent pas nécessairement lorsqu'il s'agit de défendre le droit au paysage sur la scène municipale en situation minoritaire. L'ayant droit n'a pas, à ce jour, droit à un paysage linguistique dans sa langue ; le territoire n'est pas reconnu comme un espace où la langue bénéficie d'un statut et d'une protection

publiques. L'autonomie ne peut baliser le paysage linguistique d'un territoire bilingue, sinon comme autonomie du groupe dominant. Le débat s'est ainsi déployé sur un autre terrain. Les conditions de légitimité de la revendication des francophones ont dû traverser d'autres types d'épreuves que celles instituées par le régime linguistique. Les défis propres à cette nouvelle situation s'expliquent par deux logiques structurelles reliées : la spécificité d'une sphère publique et médiatique diglossiques, d'une part, et le statut juridique ambigu des langues au Canada et au Nouveau-Brunswick, d'autre part.

Cette lutte met en évidence certaines limites de la légitimité des organismes et des savoirs francophones, qui sont demeurés, à Moncton, impuissants malgré leur mobilisation en bloc. Cette situation pose de sérieuses questions au projet d'autonomie culturelle proposé par Rodrigue Landry. Le contexte urbain, où les francophones sont systématiquement minoritaires à l'extérieur du Québec, impose une réflexion renouvelée sur la langue, l'État et la société civile, réflexion qui prendrait acte des conditions de légitimité des langues au sein d'un espace partagé. Dans les balises du régime linguistique actuel, l'autonomie culturelle ne concernerait que certains lieux linguistiquement homogènes, mais laisserait en suspens l'ensemble des espaces partagés et, plus fondamentalement, elle ne nous donnerait pas les outils conceptuels et théoriques pour réfléchir aux conditions de ce partage, bien qu'il s'agisse d'une question centrale pour l'éventuelle « vitalité » des communautés. Le nationalisme méthodologique inhérent aux notions de « faire société » et « d'autonomie culturelle » évacue les diverses manières dont la langue s'inscrit dans des rapports de force, non seulement au sein de la communauté francophone, où la place et l'influence de l'anglais sont constamment débattus, mais au sein de la société plus large. Dans une optique critique, cela pourrait prendre la forme d'une publicisation des inégalités engendrées par l'unilinguisme de la majorité anglophone, dont nous verrons qu'il sert à assurer une mainmise culturelle et identitaire sur le territoire. Si les sciences sociales ont su théoriser la reconnaissance de la langue par l'État, elles ont laissé de côté la question de sa reconnaissance sociale. C'est là, nous semble-t-il, l'une des plus sérieuses lacunes du nationalisme méthodologique.

8.3 Problématisation de l'affichage commercial

«Official bilingualism is not a mere accommodation of the francophone community. It is a fundamental principle: the belief that both official language communities can live together with equal opportunity to grow and flourish culturally. The proposed bylaw is a progressive and forward-looking policy that aims to anchor linguistic equality in all of our public spaces» (FJFNB, SANB, & FCAB, 2010).

« Any type of "enforced bilingualism" can do no good for Moncton. As far as I'm concerned, a business should be free to operate in the language of their choice, be that English, French, Chinese, or all three. I don't think they should be dictated to on the signage issue... It would seem the French population is no longer looking for equality like they were during the 1960s. Now it seems they're looking for superiority » (Nancy Hoar, conseillère municipale à Moncton, cité dans Gallant, 2010).

Ce conflit portait sur la définition et l'étendue du régime linguistique et de sa logique, autrement dit, sur les modes légitimes de régulation des langues. Deux camps se sont affrontés. D'un côté, il y avait ceux qui plaidaient pour une construction politique, collective et volontaire du paysage linguistique par l'adoption d'un arrêté municipal régulant les langues d'affichage commercial. De l'autre côté, il y avait ceux qui plaidaient pour une construction économique, individuelle et libérale du paysage linguistique, en laissant libre cours aux lois de l'offre et de la demande. Le régime linguistique libère précisément les langues des logiques économiques de concurrence, assurant leur libre-circulation dans un ensemble de lieux désignés. L'enjeu pour le FCAB était de plaider pour un élargissement de la logique du régime linguistique, pour l'inclusion du paysage urbain dans les sphères de protection de la langue, mais il devait le faire sans avoir recours au statut d'ayant droit. En effet, aucune loi provinciale ou fédérale ne donne droit à un affichage commercial bilingue.

Dans la logique propre à la sphère publique démocratique, il a été question pour le FCAB de *publiciser* (Habermas, 1992, p. 246 et subséquentes) l'élément de l'identité autour duquel s'organisent les francophones – la langue –, et de problématiser sa situation dans l'espace urbain. Publiciser prend ici, comme chez Habermas, un double sens : d'une part, il a fallu s'adresser à un *public* dont on a cherché à rallier l'opinion et d'autre part, on a cherché à faire de sa spécificité l'objet d'une action *publique*, visant une intervention étatique comme c'est typiquement le cas des mouvements de reconnaissance des minorités. Voilà les deux volets de l'action, qui seront également les deux volets de l'analyse : la publicité comme opinion publique et comme catégorie d'action étatique, touchant dans ce cas-ci au rapport entre la langue, l'État, l'individu et territoire.

8.3.1 Les régimes de légitimité

L'enjeu de l'affichage commercial a mobilisé une série d'arguments mettant en évidence deux systèmes de valeurs opposés. Ces systèmes se démarquent notamment par les entités qu'ils reconnaissent comme étant légitimes et par les types d'épreuves qu'une entité – en l'occurrence une langue – doit traverser pour légitimement s'imposer dans l'espace urbain. Quatre séries d'oppositions se sont imposées tant par leur fréquence dans le débat que par leur capacité à cristalliser les enjeux du conflit. Ces termes représentent les pôles à partir desquels la place de la langue sur le territoire a été négociée. Ils ont constitué le champ sémantique autour de la gestion de la cohabitation linguistique. Ils forment le paysage terminologique des tentatives de dialogue entre majorité et minorité de langues officielles et pointent vers des types d'épreuves, des formes de justification distinctes. Chacune de ces oppositions illustre une tension entre deux modes de légitimation de la langue et de l'identité et dans les faits, le choix entre l'un ou l'autre est apparu comme étant mutuellement exclusif à Moncton, alors qu'on est parvenu à un compromis à Dieppe.

Tableau 8.3
Les termes du conflit

	Sympathisants	Opposants
Bilinguisme	Contrat social entre communautés sur le territoire urbain.	Contrat social entre les individus et l'État.
Légalité/légitimité	L'arrêté proposé est légal en vertu de l'article 37 de la Loi sur les langues officielles du N.-B. et légitime parce qu'il n'interdit l'utilisation d'aucune langue et favorise l'égalité réelle entre communautés.	En tant que l'arrêté proposé porte atteinte à la liberté d'expression dans la langue de son choix, il est potentiellement illégal, et en tant qu'il ne correspond pas à la volonté et aux intérêts de la majorité, il est illégitime.
Majorité/minorité	Les francophones sont une minorité sur le territoire, inscrits dans un rapport de force avec la majorité anglophone.	La majorité des gens vivent en harmonie, que seule une minorité vocale, de part et d'autre, cherche à déstabiliser.
Public/privé	Le paysage linguistique a une incidence sur la vitalité de la communauté francophone dans son ensemble et est donc un bien public devant être régulé pour le bien commun.	Le paysage linguistique est un agrégat de propriétés privées qui doivent demeurer aussi libres que possible de toute ingérence politique. Les lois du marché réguleront la place qu'occuperont les langues.
Liberté/égalité	L'État devrait assurer l'égalité réelle entre groupes linguistiques par des mesures positives.	L'État devrait protéger les libertés individuelles et éviter toute forme de discrimination en reconnaissant certaines langues minoritaires plutôt que d'autres.

On voit au tableau 8.3 comment ces oppositions forment des systèmes relativement cohérent de pensée, qui reconnaissent respectivement des types d'épreuves distinctes permettant régulant l'agencement légitime entre langue, État et territoire.

La définition de ces termes, et la fréquence de leur usage ont été variables selon les quotidiens et selon qu'on considère les articles, les lettres d'opinion ou les éditoriaux. Une analyse comparative des deux médias permet de rendre manifestes certains défis structurels liés à la cohabitation linguistique et les stratégies que doivent employer les acteurs minoritaires pour parvenir à influencer l'opinion publique de la majorité linguistique.

8.3.2 Articles

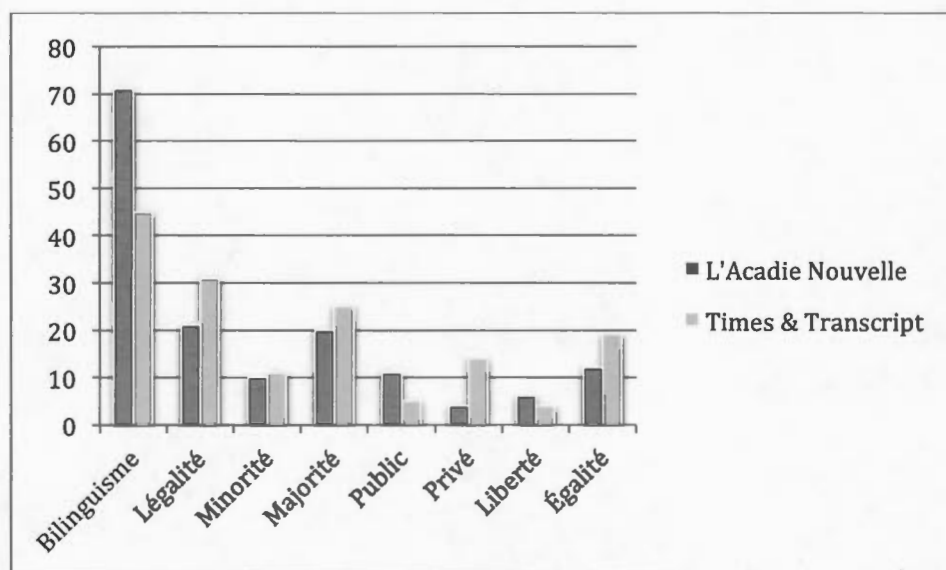
Au niveau des articles (figure 8.1), on note très peu de différences notables entre les deux journaux. Hormis le fait que l'*AN* en ait consacré le double du *T&T*, la fréquence des termes dans les articles est sensiblement la même, on relate les mêmes faits et on donne la parole aux mêmes acteurs (experts, élus, porte-parole, etc.). Malgré la plus grande importance accordée au dossier au sein de la sphère publique francophone, les deux sphères médiatiques linguistiques ont présenté les faits de façon équivalente. Là où elles se sont radicalement démarquées, c'est au niveau des prises de position.

8.3.3 Lettres d'opinion

Les lettres d'opinion (figure 8.2) reflètent un clivage nettement plus marqué entre les deux quotidiens. Un peu plus du tiers des lettres parues dans le *T&T* ont été rédigées par des

sympathisants s'affichant comme francophones, alors qu'aucun opposant (francophone ou anglophone) à l'arrêté n'a soumis de lettre à l'*AN*. Ce clivage illustre bien le rôle distinct des deux quotidiens en tant que tribunes publiques et il permet d'expliquer que le *T&T* présente un panorama plus complet des points de vue que l'*AN*, où aucune mention n'est faite de la propriété privée et de la liberté d'expression.

Figure 8.1
Fréquence d'utilisation des termes dans les articles



Mais il est intéressant de noter que sans la participation des sympathisants, très majoritairement francophones, à la tribune anglophone, le clivage idéologique entre les médias aurait été quasi total (figure 8.3). Les opposants évitent complètement les thèmes de l'espace public, de la minorité et de l'égalité, tandis que les sympathisants occultent complètement la sphère privée et la question de la liberté d'expression. Ces régimes de légitimité auxquels se réfèrent les acteurs auraient été complètement clivés en fonction de la langue des médias, n'eut été de la participation relativement importante des francophones à la tribune de langue anglaise. Cependant, si la participation des

francophones à la tribune anglophone a contribué à créer un certain équilibre, une certaine représentativité, les prises de position elles-mêmes sont demeurées homogènes, voire hermétiques. Plutôt qu'à un débat sur le paysage linguistique, on a, d'un côté comme de l'autre, revendiqué des droits. Chaque camp s'est ensuite limité à la seule logique du droit qu'il revendiquait : d'un côté la liberté, de l'autre, l'égalité. Il reste à savoir si les deux principales sphères publiques de la province sont clivées sur d'autres dossiers que celui de la langue.

Figure 8.2
Fréquence d'utilisation des termes dans les lettres d'opinion

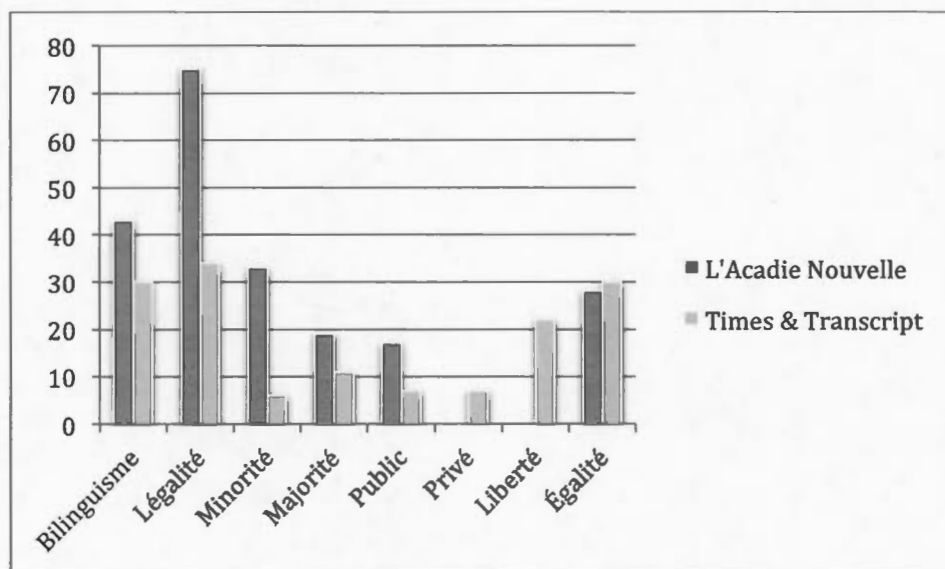
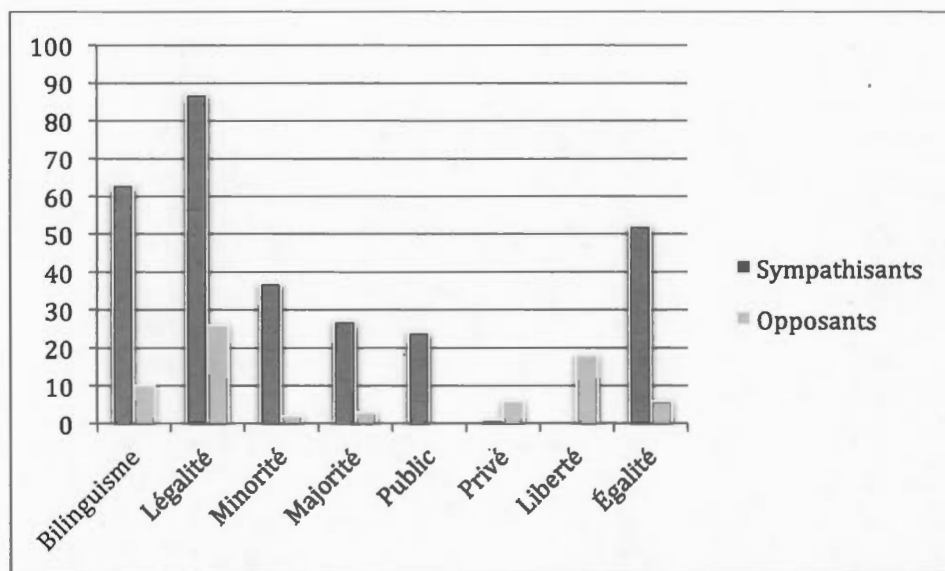


Figure 8.3
Fréquence d'utilisation des termes dans les lettres d'opinion selon la prise de position



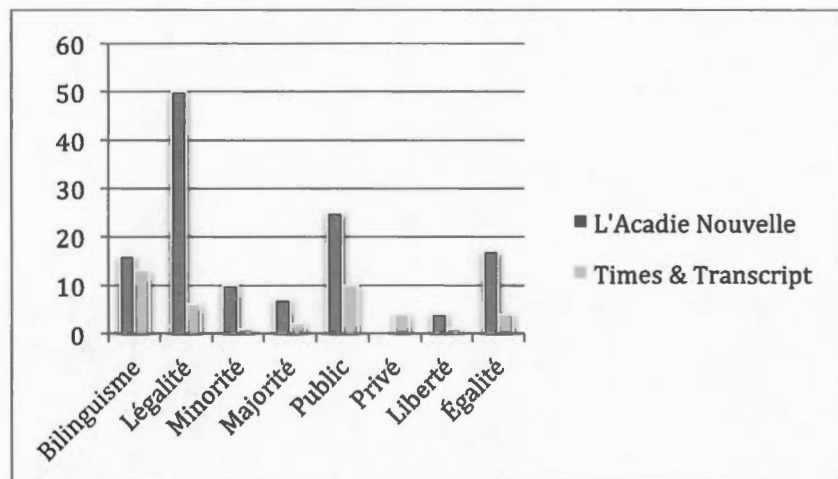
Le clivage sémantique peut s'expliquer de deux manières, l'une touchant à la nature structurelle d'une sphère médiatique bilingue, l'autre concernant la territorialité particulière de la minorité francophone et de son quotidien. D'abord, le bilinguisme asymétrique de la population de la ville a marginalisé le quotidien francophone. Alors que 92 % des francophones à Moncton se déclarent bilingues, seulement 15 % des anglophones en disent autant (Statistiques Canada, n.d.). Le pouvoir de pénétration et d'influence des deux quotidiens, leurs publics non seulement effectifs, mais *potentiels* sont, eux aussi, asymétriques. Aussi aucun opposant ne s'est adressé aux francophones via leur quotidien et de ce fait, quiconque n'aurait lu que *L'Acadie Nouvelle* n'aurait eu connaissance que des seuls arguments en faveur de l'arrêt. Ensuite, les deux quotidiens ne couvrent pas le même territoire. Les trois principaux centres urbains de la province ont chacun un quotidien anglophone, tandis que le quotidien francophone traite des enjeux

francophones à l'échelle provinciale. Cette volonté de l'*AN* de parler pour la francophonie provinciale dans son ensemble n'est pas sans poser de défis. Entre les enjeux touchant les milieux ruraux du nord et ceux touchant la région urbaine du sud, notamment, entre ces deux publics l'équilibre est difficile à tenir et de nombreux francophones du sud se tournent vers le *T&T* comme source d'information locale, jugeant soit qu'ils sont sous-représentés par l'*AN* (Eddie, 2011), soit que ce quotidien est moins pertinent pour comprendre leur milieu. Les liens supposés entre la société civile, l'État et les médias deviennent de ce fait problématiques au sein de la francophonie. Le territoire fait apparaître certaines limites de l'*espace francophone* en ce sens que ce dernier ne correspond pas ici à l'espace politique et qu'il ne permet pas de participer *pleinement* à la vie publique locale puisqu'il ne s'y intéresse que partiellement et qu'il ne concerne qu'un public minoritaire. La majorité discute dans une autre tribune, dans un autre espace; l'opinion publique se forge en grande partie ailleurs que dans les tribunes francophones. Entre les deux quotidiens le choix n'est pas mutuellement exclusif, mais il y a néanmoins une négociation due au fait de leur asymétrie et de leur rapport à l'identité. Cette réalité territoriale interroge concrètement, radicalement, même, ce que cela veut dire de « faire société », de viser une « autonomie culturelle ».

8.3.4 Éditoriaux

Les éditoriaux témoignent de façon éloquente de ces deux espaces distincts. Ils sont complètement clivés en fonction de la langue du journal (figure 8.4). Les 14 éditoriaux parus dans l'*AN* sont unanimement en faveur de l'adoption de l'arrêté, tandis que les 12 parus dans le *T&T* y sont unanimement défavorables. Les médias ne servent pas simplement de tribune à l'information, mais jouent activement un rôle idéologique, se positionnent en l'occurrence selon un clivage linguistique clair. Les médias ont effectivement joué un rôle communautaire.

Figure 8.4
Fréquence d'utilisation des termes dans les éditoriaux



8.4 Le statut du territoire urbain : public ou privé?

Tout d'abord, le statut public et privé de la langue a été débattu. Le paysage linguistique participe-t-il de l'espace public, conçu comme un bien commun appartenant à l'ensemble de la collectivité et devant donc être géré par l'État via l'adoption d'un arrêté? Ou bien n'est-il que le résultat d'un agrégat de propriétés privées où tous sont libres de s'afficher selon leur volonté et leur intérêt propres? Dans quelle mesure une langue peut-elle *légitimement* prétendre s'imposer sur un territoire et sur des propriétés privées nonobstant la volonté des individus propriétaires? Un gouvernement local peut-il *légitimement* agir en matière linguistique? Peut-il décréter un statut particulier pour une langue? Enfin, comment se présente et se conquiert l'opinion publique dans une sphère publique bilingue et médiatique diglossique? Quelles sont les spécificités des publics de langue différente?

Lorsque les francophones ont cherché à obtenir par des voies politiques la même visibilité linguistique qu'une majorité impose *de facto* à son territoire, réclamant par là une égale appropriation symbolique de l'espace urbain en vertu du statut officiel du français, ils se sont fait répondre par Ville de Moncton que la municipalité n'avait pas la légitimité de réguler les langues d'affichage. Au début de cette lutte, la légalité de l'arrêté revendiqué a ainsi été mise en cause. S'il était clair que le régime linguistique ne donnait pas *droit* à un paysage linguistique bilingue – par-delà les affiches appartenant à l'État – il n'était cependant pas clair si les municipalités avaient, elles, le droit de prendre une telle décision. Il n'était pas clair si les municipalités avaient le droit d'étendre leur pouvoir public à des propriétés privées. Avec l'adoption de l'arrêté par le Ville de Dieppe, il est cependant devenu clair qu'une municipalité avait la capacité d'agir en ce sens. Le débat s'est donc déplacé du terrain de la légalité vers celui de la légitimité.

8.4.1 Le droit est-il légitime?

Les opposants à l'adoption d'un arrêté – qui ne se sont jamais organisés en tant que tels, mais qui ont, semble-t-il, représenté « l'opinion publique » légitime – ont ainsi défendu l'idée que quand bien même l'arrêté serait *légal*, il serait à leurs yeux *illégitime*. Toute régulation brimerait leur liberté de s'exprimer dans la langue de leur choix, c'est-à-dire de ne s'exprimer *que* dans leur langue à *eux* s'ils en choisissaient ainsi. Contre le droit à un paysage bilingue, les opposants ont défendu leur droit à l'unilinguisme.

L'arrêté adopté à Dieppe a explicitement cherché à répondre à cet argument. La Ville de Dieppe a renoncé à inclure une clause initialement proposée qui aurait autorisé les affiches unilingues à condition qu'elles soient en français, craignant de créer un précédent et de susciter dans la province une vague de législations unilingues ultimement défavorables à la minorité acadienne. Dieppe a préféré donner l'exemple en prenant une voie coercitive, mais inclusive. Elle a donc choisi de rendre obligatoire la présence du

français *et* de l'anglais, dans un lettrage identique, sans par ailleurs interdire la présence d'autres langues. L'objectif était de prévenir l'exclusion, d'assurer plutôt l'inclusion par des moyens publics. Les opposants n'ont pas eu à expliciter davantage leur position selon laquelle la juxtaposition imposée des langues équivaldrait à une atteinte à leur liberté d'expression, quand bien même ils auraient l'entière liberté de choisir le message qui serait exprimé dans ces deux langues. La liberté en question n'était pas celle du message véhiculé, mais celle de la langue, qui elle véhicule une identité que l'on devrait avoir la liberté de choisir. L'arrêté irait à l'encontre du droit à ne pas être Acadien, francophone, francophile, bilingue, etc., à ne pas adopter ces identités en vertu d'une conception libérale de la société.

8.4.2 Où est le public?

Non seulement les défenseurs et les opposants ont-ils une conception distincte du territoire, mais ils comprennent différemment l'idée de « public » elle-même. Les défenseurs de l'arrêté réfèrent au terme « public » en tant qu'espace politique commun, régi par des règles explicites renforcées par la coercition (l'arrêté adopté à Dieppe et celui proposé à Moncton prévoient des amendes pour toute infraction). En tant qu'il était pour eux question d'étendre le régime linguistique au territoire, d'assurer la protection et d'élargir le statut public de leur langue, ils entendent par « public », le lieu du commun, la sphère étatique. Les opposants, quant à eux, se servent de ce terme pour désigner *le* public, l'ensemble des individus privés formant l'opinion publique. Alors que le statut public de la langue revendiqué par les sympathisants consisterait à l'extraire de la logique du marché et de l'offre et de la demande, le public compris comme un agrégat d'individus consiste au contraire à l'y ramener. Ainsi, d'un côté on parle d'accorder à la langue un *statut public* sur le territoire, une protection officielle l'extrayant de la logique concurrentielle propre à l'opinion publique, alors que de l'autre on parle de convaincre *le public* de son intérêt au bilinguisme ou de son droit à ne pas se voir imposer une langue de communication.

8.4.3 Le bilinguisme : fait ou objectif

Au niveau du vocabulaire, il n'y a que le «bilinguisme» qui apparaisse avec une fréquence comparable dans le *T&T* et l'*AN*, mais avec deux sens différents. Dans le *T&T*, les références au bilinguisme sont systématiquement positives, on le célèbre plutôt que de le problématiser comme dans l'*AN*. « We have celebrated the tremendous progress the province has made since the 1970s. The resulting social harmony has helped turn Metro into an economic powerhouse » (Times & Transcript, 2010). Dans l'*AN*, les références au bilinguisme sont plus problématiques, on s'interroge sur son sens et sur le chemin parcouru. « Le bilinguisme a ses limites: il contribue souvent à maintenir les inégalités puisqu'il y a un large fossé entre la théorie et la pratique » (Chiasson, 2010). Du côté de ceux qui présentent le bilinguisme comme un accomplissement achevé, on ne présente pas de barème permettant d'évaluer le prétendu succès du bilinguisme et on ne voit pas de problème avec l'affichage majoritairement unilingue. La question se pose d'ailleurs à savoir si des unilingues anglophones peuvent légitimement évaluer l'État du bilinguisme officiel. Sont-ils effectivement en mesure – en l'absence d'indicateurs explicites – d'évaluer l'état des rapports linguistiques et des rapports de force ? Du côté de ceux qui présentent le bilinguisme comme étant un travail inachevé et problématique, on ne précise pas à quoi ressemblerait un bilinguisme achevé. S'agirait-il d'un bilinguisme où tous sont bilingues – et où les institutions francophones deviendraient au final superflues étant donné que les compétences linguistiques seraient équitablement distribuées –, ou bien s'agit-il d'un bilinguisme où les deux communautés seraient côte à côte, séparées, distinctes? Il apparaît que c'est plutôt cette deuxième définition du bilinguisme – de la dualité en l'occurrence – qui a été mise de l'avant, dans la mesure où les concepts qui ont été mobilisés sont ceux correspondant à l'ayant droit. La logique de l'ayant droit donne droit à des institutions permettant d'accommoder un unilingue francophone. Ainsi, il a plus été question de revendiquer un paysage linguistique permettant aux francophones de se sentir représentés *en tant que francophones* que de revendiquer un paysage linguistique bilingue au nom d'un idéal où tous les citoyens s'exprimeraient dans les deux langues

officielles. La société à faire est acadienne, distincte de la société néo-brunswickoise. À la rigueur, les liens entre les deux doivent être limités, gérées par l'État.

8.4.4 Minorité et majorité : problème de définition

Les deux médias n'offrent pas une même définition de la majorité et de la minorité. Les quelques allusions faites à la minorité/majorité dans le *T&T* évitent le rapport de force, référant plutôt à la « majorité des gens », à une « minorité vocale, mais marginale » : « There are elements remaining among the population amid both language groups who are suspicious of the other, who use language as a scapegoat for other failings, and who hold misguided perceptions, often passionately, but they are a clear minority » (Times & Transcript, 2010). Tandis que dans l'*AN*, on parle clairement de deux communautés asymétriques : « la communauté minoritaire ne saurait s'en remettre, bien naïvement, à la bonne volonté de la majorité. C'est mathématiquement inégal » (Desjardins, 2010). Ainsi d'un côté on légitime l'arrêté en fonction de sa capacité à neutraliser un rapport de force que de l'autre côté on ne reconnaît pas. La négation du rapport de force linguistique par les médias anglophones correspond à leur conception harmonieuse du bilinguisme et à une vision individualiste de la société selon laquelle la langue n'est pas en elle-même génératrice de communauté. Or, c'est précisément au nom de leur droit à manifester leur identité unilingue – principe de liberté d'expression – que les opposants ont légitimé leur opposition à l'arrêté, allant jusqu'à défendre leurs droits en tant que *majorité* démographique. À la posture libérale selon laquelle il n'y a que des individus, s'ajoute une conception littérale de la démocratie, selon laquelle il revient à une majorité d'imposer sa volonté et selon laquelle la majorité démographique attribue automatiquement une légitimité politique plus importante.

8.5 Nationalismes et régulation du territoire

Au-delà du clivage sémantique, il est apparu que deux nationalismes se confrontaient, deux groupes se contestaient un territoire commun. Pour les francophones minoritaires, le seul moyen d'assurer la présence de leur langue sur le territoire, d'arriver à façonner le paysage aussi profondément que la majorité anglophone était de viser une extension du régime linguistique et de faire reconnaître le paysage linguistique comme un droit. Pour la majorité anglophone, le meilleur moyen d'assurer leur position, le statut dominant de leur langue était de fragmenter la communauté francophone et de réduire la langue à une question privée. Deux nationalismes se sont affrontés, malgré l'apparent appui au bilinguisme. C'est ce que cache le renvoi de la langue à la sphère privée et la revendication du droit à l'unilinguisme. Jamais les opposants n'ont eu à expliquer pourquoi, tenant à ce droit, ils en usent aussi souvent (80 % des affiches sont unilingues au centre-ville de Moncton). Cette question, pourtant fondamentale, ne leur a pas été posée parce qu'elle ne correspond pas au cadre du régime linguistique qui a balisé le discours du FCAB.

Or, si les commerçants se sont majoritairement prononcés en faveur du bilinguisme tout en étant opposés à l'adoption d'un arrêté, on aurait pu s'attendre à ce que plusieurs – ou du moins certains d'entre eux – prennent position publiquement en annonçant qu'ils appuieraient le bilinguisme par leur propre initiative. Si le problème était le moyen proposé – l'intervention publique – et non la fin visée – un paysage linguistique bilingue –, on aurait effectivement pu s'attendre à des appuis des commerçants, mais ces appuis ne sont jamais venus. Peut-être est-ce afin de ne pas s'insérer dans un débat épineux et de ne pas donner l'impression de prendre parti. Suite à l'adoption de l'arrêté à Dieppe, des appels des opposants au bilinguisme ont été lancés pour boycotter l'ensemble des commerces de la ville. En prenant position dans le débat et en adoptant une position pro-bilinguisme, certains commerçants auraient peut-être craint de s'attirer une attention dont ils ne voulaient pas.

Suite à ce débat, la Ville de Moncton a mis sur pied le Comité Bilinguisme, dont le mandat est de favoriser le *soutien*, la *célébration*, le *sentiment d'appartenance* et l'*égalité/équité* des langues officielles. Concernant l'affichage commercial, ce comité a recommandé que la Ville mette à la disposition des entreprises des affiches bilingues pour les heures d'ouverture. Elle a également créé une base de données afin d'envoyer de l'information pertinente aux entreprises établies et nouvelles et les encourager à s'afficher dans les deux langues officielles. Des indicateurs ont été formulés afin d'évaluer la réussite. Concernant les affiches indiquant les heures d'ouverture, la Ville espère passer de 10 % d'affiches bilingues en 2012 à 45 % en 2017. Concernant les affiches de devanture, annonçant les soldes, les produits, etc., la Ville espère passer de 21 % d'affiches bilingues au centre-ville en 2012 à 35 % en 2017. En 2017, la Ville réévaluera la situation et décidera, en fonction des résultats obtenus, des actions à prendre. Si les résultats n'étaient pas atteints, on peut imaginer que le débat serait repris tel qu'il a été laissé en 2010, tant les deux camps proposaient deux conceptions radicalement opposées de la régulation linguistique du territoire urbain et se fondaient sur des principes de légitimité incompatibles.

L'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick, quant à elle, initialement opposée à l'adoption d'arrêtés, a mis sur pied un programme – « notre paysage linguistique » – qui vise à faire adopter des arrêtés régulant l'affichage commercial dans ses municipalités membres. En 2012, 13 projets pilotes avaient été lancés. Le programme offre une aide financière aux entreprises qui choisissent de traduire leurs affiches, couvrant jusqu'à 80 % des coûts (Doiron, 2012). Cependant, étant donné le flou juridique qui persiste – ni la *Loi sur les municipalités*, ni la *Loi sur les langues officielles* ne donnent explicitement le droit aux municipalités de légiférer en matière d'affichage – l'AFMNB préfère adopter une approche douce. Elle a cependant recommandé à la province d'apporter des modifications à la LLO dans le cadre de la révision décennale tenue en 2013, qui contraindraient toutes les municipalités dont plus de 20 % de la population appartient à une minorité de langue officielle à adopter des arrêtés

forçant les entreprises à s'afficher dans les deux langues. Cette recommandation n'a cependant pas été retenue par la province.

8.5.1 Quelle régulation légitime de la langue et du territoire

Les deux camps ont opposé deux conceptions distinctes de la relation entre l'individu, la langue, l'État et le territoire, et donc de la relation entre groupes linguistiques. La conception libérale défendue par les opposants accorde une plus grande légitimité au marché, elle déplace autant que possible vers le privé le rapport de force entre langues qu'elle laisse aux individus le soin de gérer au quotidien. Mis à part dans les contextes officiels, publics, gouvernementaux, la langue est considérée comme un élément éminemment identitaire et culturel ouvert à la concurrence comme le sont les modes et les styles. Puisque la langue est une question de choix, il faut donc convaincre « le public » de son *intérêt* à s'afficher dans les deux langues; il faut créer un « marché » où le français devient une valeur ajoutée pour les commerçants. C'est ce point de vu que défend le *T&T* dans un éditorial.

« In our view businesses who do not offer bilingual signage or service in a community that is overwhelmingly French-speaking are guilty of gross stupidity since this is a massive customer base they are snubbing -- rather than using the heavy hand of the law backed by fines. The market is effective in dictating business behaviour and it is preferable to allow it to do so » (Times & Transcript, 2009).

Monica Heller a déjà observé comment au sein de l'État néolibéral « la langue et l'identité doivent faire partie du développement économique » (Heller, 2007, p. 49). Selon elle, l'État reconnaîtrait désormais la langue principalement en tant que capital, en tant que valeur ajoutée. Nous serions aujourd'hui dans un contexte où la langue, s'étant émancipée

ou autonomisée de l'identité avec la mondialisation économique et culturelle, étant devenue *postnationale*, ne serait plus un objet légitime de revendication identitaire, mais un strict capital individuel possédant une valeur sur le marché.

Au premier coup d'oeil, c'est en effet l'argument que semblent mettre de l'avant les opposants à l'adoption de l'arrêté – ils insistent sur la nature privée de la langue et sur la rationalité économique comme unique principe d'action légitime –, mais il serait abusif d'affirmer que la langue s'est émancipée de l'identité tant celle-ci fut au cœur du débat, tant du côté des sympathisants que des opposants. En effet, à plusieurs égards, la langue demeure au cœur de l'identité, à quoi s'ajoutent des rapports de force économiques. Suite à ce conflit autour de l'affichage bilingue, le mouvement d'opposition au bilinguisme institutionnel et à la dualité linguistique dans la province a organisé de nombreuses pétitions et de nombreuses manifestations visant à promouvoir l'héritage anglophone de la province et les droits des unilingues anglophones à ne parler que leur langue dans leur province.

8.5.2 La langue comme identité

En 2010, la *Anglo Society of New Brunswick* a cherché à faire flotter son drapeau – une croix de saint Georges avec une feuille d'érable au centre, renvoyant à leur appartenance ethnique anglaise – à l'hôtel de ville de Moncton et de Bathurst. Ils réclamaient ainsi une identité linguistique analogue à celle des Acadiens, en faisant flotter leur drapeau à côté de celui de l'Acadie. Moncton a refusé, alors que Bathurst a d'abord accepté, puis s'est rétracté. Dans les deux cas, on a remis en cause la légitimité du drapeau et sa capacité à représenter les anglophones de la province.

Ce même groupe a depuis organisé de nombreuses pétitions réclamant l'abolition de la dualité linguistique et du bilinguisme institutionnel. La page Facebook du groupe – *New*

Brunswick Referendum on Bilingualism 2014 – comptait plus de 10 000 membres en février 2015, alors que la page de la SANB n'en comptait que 1645. Le 8 mai 2015, 200 manifestants ont réclamé l'abolition du bilinguisme et de la dualité devant l'Assemblée législative. Selon eux, le régime linguistique favoriserait de façon démesurée les francophones, plus naturellement bilingues. Les unilingues anglophones auraient un accès plus restreint aux emplois qualifiés dans la province, alors qu'ils sont la majorité ; ils deviendraient, en quelque sorte, des citoyens de seconde classe dans leur propre province. C'est ce point de vue qu'exprime une conseillère municipale, Nancy Hoar, opposée de longue date au bilinguisme officiel : « It would seem the French population is no longer looking for equality like they were during the 1960s. Now it seems they're looking for superiority » (Nancy Hoar, conseillère municipale à Moncton, cité dans Gallant, 2010). Ces arguments sont cependant infondés. Selon le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, 41 % des fonctionnaires sont bilingues et 50 % des hauts fonctionnaires le sont (Commissariat aux langues officielles, 2015, p. 18). Par ailleurs, le régime linguistique ne concerne que les emplois de la fonction publique. Toute compétence linguistique exigée dans un emploi au sein du secteur privé l'est indépendamment de l'État et du bilinguisme officiel. Elle renvoie précisément à la logique du marché qu'ont défendue les opposants dans le dossier de l'affichage bilingue.

Néanmoins, dans le discours de ce groupe, l'emprise des francophones sur la province s'accroît et doit être contrée. Deux lectures possibles peuvent être faites de ce discours. D'une part, on peut en faire une lecture identitaire, selon laquelle un groupe ethnique majoritaire cherche à assurer son emprise sur le territoire et ses institutions en abolissant les lois accordant à la langue minoritaire un statut public. Il s'agit, autrement dit, de renvoyer la langue au sein de la sphère privée afin que le groupe majoritaire puisse légitimement exercer son pouvoir – démographique et symbolique. D'autre part, on peut en faire une lecture économique. La langue est un capital que possèdent effectivement plus les francophones du Nouveau-Brunswick, majoritairement bilingues. Toute extension du régime linguistique, en annulant le rapport de force entre les langues, qui permet à la plus forte de s'imposer, privilégie nécessairement ceux possédant des compétences

bilingues. Le bilinguisme officiel, tant dans sa version actuelle que dans sa version proposée qui comprendrait l'affichage commercial, légitime une langue dont les unilingues anglophones ne tirent individuellement pas nécessairement les bénéfices et qui risque, au contraire, de devenir pour eux une source de préjudice.

On ne peut certainement pas affirmer unilatéralement que la langue s'est émancipée de ses liens identitaires. Au contraire, l'identité devient un enjeu explicite au moment même où la langue s'impose comme capital. Seulement, alors que ce sont historiquement les francophones qui ont revendiqué des espaces unilingues afin de préserver leur capital linguistique et le marché au sein duquel il possède une valeur, ce sont aujourd'hui les anglophones qui poussent cette revendication, cherchant à préserver leur position de classe en imposant leur domination linguistique.

La critique hellerienne se trouve en quelque sorte inversée dès lors qu'on se défait de son nationalisme méthodologique. La critique hellerienne sert ultimement à délégitimer les revendications linguistiques des francophones sous prétexte que leur défense de la langue appartient à une économie politique révolue où l'identité était une source de légitimité en elle-même et que le marché sert désormais de principal régulateur de la langue devenue capital. Si l'on ne devait s'intéresser qu'à la revendication du FCAB, nous pourrions en effet y voir la manifestation d'un intérêt de classe, d'une élite francophone cherchant à élargir son marché. Or, dès lors que l'on s'intéresse également à la réaction des élus et à l'opposition des citoyens, il apparaît que ce ne sont pas seulement les francophones qui ont défendu leur « intérêt de classe », mais que deux nationalismes se sont affrontés. L'approche critique gagne considérablement en pertinence lorsqu'on l'applique aux relations *entre* groupes linguistiques, plutôt que de supposer, comme tend à le faire Heller, que les idéologies linguistiques francophones opèrent dans un *vacuum*, n'affrontant jamais d'idéologies linguistiques concurrentes, en l'occurrence anglophones. Reprenant à notre compte la posture critique de Heller qui s'intéresse avant tout aux intérêts des acteurs, on peut se demander quels intérêts sont servis par la légitimation

d'une privatisation des rapports de force et une défense du droit à l'unilinguisme? Et inversement, quels intérêts seraient défendus par l'adoption d'un arrêté?

Heller élabore sa critique avec la volonté explicite de contribuer à une société postnationale, c'est-à-dire où la langue et l'identité n'entretenaient plus, ne pourraient plus légitimement prétendre entretenir une relation symbiotique, immédiate et non problématisée. Dans cette optique, l'homogénéité linguistique qu'ont traditionnellement revendiquée les communautés francophones au sein de leurs institutions irait à l'encontre de la nouvelle logique dominante de la nouvelle économie qui fait de la langue un capital et du bilinguisme un avantage comparatif. Or, la lutte pour l'affichage bilingue a fait apparaître un certain revirement de situation et a mis en évidence un rapport identitaire à l'anglais que la force du marché, le statut de l'anglais dans la société canadienne ont tendance à masquer. Poussés de justifier leur rapport à leur langue, les anglophones – il est difficile de parler « des anglophones » en général, mais peu de gens s'affichant comme anglophones ont défendu une position inverse – ont démontré que derrière la logique du marché selon laquelle la force d'une langue dépend de son utilité et de sa demande se cachait un attachement éminemment identitaire – voire ethnique – à l'anglais. Le rapport identitaire et intéressé à la langue ne se trouve pas où la critique hellerienne nous avait habitué de l'attendre.

Le droit défendu, et dans les faits mis en pratique par les opposants anglophones à ne reconnaître que *leur propre* langue, à pouvoir décider des langues du paysage urbain, relève d'un rapport foncièrement identitaire à la langue et au territoire que l'ingérence de l'État risquerait de pervertir. Imposer le français au paysage reviendrait à nier leur droit à un paysage unilingue anglais. Seulement, le poids démographique et symbolique effectif que leur confère leur majorité et le statut de l'anglais leur évite de recourir à l'État pour imposer leur langue. Ils n'ont pas à formuler explicitement et publiquement, contrairement aux francophones, cette idée nationaliste selon laquelle « la 'survie' [de leur] collectivité (donc comprise comme une entité organique) est importante » (Heller,

2007, p. 46). Cela n'implique pas pour autant qu'il n'existe aucun nationalisme et aucune idéologie linguistique anglophone. Le lien entre leur langue et leur identité peut simplement demeurer largement impensé ; le nationalisme anglophone, parce qu'il est hégémonique et parce qu'il peut s'appuyer sur les logiques du marché demeure en grande partie invisible et implicite. Le conflit, puisqu'il contraint les acteurs de se justifier, permet toutefois de le rendre visible et explicite.

Quand bien même nous admettrions que « l'économie du secteur tertiaire met[te] l'accent sur la communication comme produit commercialisable et sur la langue comme artefact culturel, également commercialisable comme tel » (Heller, 2005, p. 343), les rapports de force et les logiques identitaires collectives qui lui sont associées ne sont pas pour autant évacués et ne doivent pas moins être problématisés. La marchandisation de la langue et de la culture n'abolissent pas les rapports de force qui leur étaient liés dans l'ancienne économie politique, ils ne font que les déplacer vers la sphère privée où la langue est soumise à d'autres logiques, à d'autres épreuves lui permettant de s'imposer qui ne sont, en elles-mêmes, ni plus, ni moins légitimes que celles se livrant dans la sphère publique et recourant à l'État. C'est tout l'intérêt de l'approche pragmatique que de s'intéresser aux relations entre diverses cités, entre divers modes d'existence, en l'occurrence de la langue. Selon que la langue est un droit lié une identité culturelle ou qu'elle est un instrument de communication plus ou moins utile, les épreuves qu'elle doit traverser pour s'imposer ne sont pas les mêmes. Les deux logiques que nous avons schématisées au tableau 3 renvoient effectivement à deux définitions distinctes de la langue et à deux conceptions distinctes des liens qui l'unissent (ou qui doivent l'unir) à la collectivité, au territoire et à l'État.

Accorder un statut public au français sur le territoire municipal, en l'occurrence, impliquerait de poser une limite à la concurrence linguistique dans le paysage. La présence des langues officielles sur le territoire ne serait plus automatiquement un marqueur identitaire, elle deviendrait, par décret, un fait citoyen, public, constitutif de la

localité, et non seulement un fait culturel, privé, marchand. La *participation active* à une culture demeurerait une question de choix, le marché des *biens culturels* serait, lui, ouvert à la concurrence, mais le paysage linguistique de la ville, parce qu'il reflète son identité, parce qu'il affecte directement la communauté francophone officielle qui y élit domicile dans son ensemble, ne serait pas en lui-même un objet pouvant être soumis aux seules lois du marché; il pourrait jouir d'une certaine permanence. Le FCAB a précisément fait remarqué que le territoire est pris en charge publiquement de nombreuses autres manières et que la langue pourrait être une forme légitime de prise en charge collective d'un problème public.

Pourquoi serait-il justifié de réglementer l'affichage à des fins esthétiques, mais pas à des fins linguistiques ? La beauté de notre ville nous importe-t-elle plus que son bilinguisme ? La préservation d'un beau paysage est-elle plus importante que la préservation de notre langue et de notre culture ? (LeBlanc Rioux, 2008).

Seulement, les opposants n'ont pas reconnus qu'il s'agissait d'un problème proprement public. Il s'agissait d'un problème privé, devant être résolu au sein de la sphère privée, selon des logiques et des épreuves spécifiques à la sphère privée. Le français, voire le bilinguisme, n'est pas perçu comme participant de *leur* culture. Cette négociation concernant le statut de la langue pousse les limites du régime linguistique actuel et pousse le débat d'un terrain légal vers un terrain social. Surtout, il met en évidence une contradiction interne au régime linguistique et aux revendications francophones. Ces contradictions passent inaperçues dans le paradigme de la complétude institutionnelle, où il est question d'acquérir des institutions, mais se manifeste clairement dans une lutte territoriale telle que celle-ci.

Le régime linguistique reconnaît l'égalité des deux communautés linguistiques et dirige ses actions envers les ayants droit, dont la langue et l'identité doivent être protégées. De ce fait, les revendications linguistiques tendent à se faire au nom de la préservation de l'identité francophone. La lutte pour l'affichage bilingue ne fait pas exception. Il s'agissait

de reconnaître le droit à l'affichage bilingue au nom du lien qui unit identité et langue. En liant ainsi leur identité à leur langue, les francophones ont été confrontés à un argument identique de la part des anglophones, qui ont eux aussi défendu leur propre identité. Le bilinguisme officiel central au régime linguistique en vient donc à légitimer des unilinguismes parallèles et concurrents. Les principes défendus par les opposants, notamment leur droit à défendre leur propre identité linguistique et à revendiquer certains espaces unilingues – en l'occurrence l'affichage –, étaient contenus en germe dans le régime linguistique et ont été, dans ce cas-ci, défavorables aux francophones.

Sur ce nouveau terrain, les francophones ont été pris de court. Le lien qu'ils ont l'habitude de défendre entre leur langue et leur identité leur a été renvoyé par la majorité anglophone et a ultimement délégitimé leur revendication qui se voulait pourtant inclusive. L'arrêté adopté par Dieppe, où l'unilinguisme a été interdit, malgré que la Ville se targue d'être la plus grande ville acadienne au monde et que la grande majorité de ses résidents soient francophones, délie en quelque sorte la langue et l'identité. À Dieppe, l'unilinguisme, le droit à la pureté linguistique a été jugé illégitime, alors que Moncton en a fait un droit. Cette nouvelle situation appelle une sociologie critique de l'unilinguisme anglophone, au même titre que celle qui s'est intéressée à l'unilinguisme francophone. Ici, nous aimerions insister sur un autre aspect que cette lutte met en évidence : les enjeux structurels d'une sphère publique bilingue.

8.6 Enjeux structurels de la reconnaissance linguistique

La reconnaissance linguistique entraîne certaines conséquences structurelles qui sont inscrites dans le régime linguistique, mais qui sont, plus fondamentalement, inscrite dans la nature de l'identité linguistique elle-même. La reconnaissance d'une langue entraîne

nécessairement la création légitime d'un espace distinct au sein de la société. La majorité qui reconnaît à une minorité linguistique son droit à son espace propre renonce en même temps à une certaine unité de la société, elle cautionne sa propre fragmentation (médiatique, institutionnelle, etc.), la fragmentation de son public et de ses ressources. L'identité linguistique est d'une nature particulière, qui rend les termes de sa reconnaissance complexes et ambigus.

D'un côté, sur le plan individuel, l'identité linguistique est *poreuse*, elle dépend d'une série de facteurs qui ont fait l'objet d'analyses nombreuses (Breton, 1994; Fishman, 1989; Gilbert et al., 2005; Giles et al., 1977). Elle est une compétence que l'on peut acquérir ou perdre, un instrument de communication plus ou moins utile. Cette forme de minorité s'insère donc dans un rapport de force particulier; tous peuvent, mais n'ont pas la même occasion d'acquérir une langue, tous ne courent pas non plus le même risque de la perdre. Au Nouveau-Brunswick, le bilinguisme, bien que juridiquement valorisé, est asymétrique et l'assimilation est unidirectionnelle. Et en tant que compétence, les langues que parle un individu ne sont pas toutes non plus également déterminantes ou représentatives de son identité, rendant potentiellement problématique le lien entre langue et identité collective, rendant problématique l'élaboration des critères permettant de définir les membres d'un groupe linguistique (langue maternelle, langue parlée, première langue officielle parlée, langue le plus souvent parlée à la maison, consommation culturelle en français, etc.) (Gilbert, 2010).

D'un autre côté, sur le plan collectif, la langue crée des espaces politiques (Breton, 1983) potentiellement *hermétiques*, dans la mesure où seuls peuvent y participer les individus qui la maîtrisent. Les communautés linguistiques minoritaires peuvent aspirer à une reconnaissance officielle, à ce qu'on reconnaisse leur volonté de et le droit à « faire société » de façon parallèle à la société majoritaire, à créer un espace propre, socialement différencié où circulera sa langue, ses cultures, ses savoirs, où se joueront des rapports de force internes et s'échangeront des ressources. La reconnaissance des minorités

linguistiques implique donc la création d'un public (potentiellement marginal) possédant ses ressources propres et dont l'accès nécessite une compétence linguistique, d'une part, et accroît considérablement le capital associé au bilinguisme, d'autre part.

Bien que ces dynamiques soient structurelles, elles ne sont que rarement prises en compte dans les études portant sur la francophonie. Ainsi, on s'intéresse aux modalités concrètes du « faire société » francophone, de la complétude institutionnelle des communautés de langue officielle en situation minoritaire, sans analyser plus en profondeur le fait que ces revendications constituent une forme de communautarisme, une fragmentation de l'espace social du point de vue de la majorité. Nous venons de voir comment la cohabitation linguistique au sein d'un territoire commun donne lieu à des justifications, à des principes de légitimité distincts, selon que la langue en question est majoritaire ou minoritaire et que les liens entre langue et identité demeurent présents, bien qu'ils ne se formulent pas de façon identiques. À cela s'ajoute des défis structurels liés à une sphère publique bilingue.

8.6.1 Structures de la cohabitation linguistique : médias et sphères publiques

Les deux camps ont proposé des conceptions radicalement opposées de la langue, du territoire et du rôle de l'État, visions qui sont toutes deux cohérentes, mais difficilement conciliables. Les définitions opposées de la langue que défendent les deux groupes sont à la fois structurées *par* et structurent elles-mêmes leur conception de la société, leurs rapports respectifs au territoire et à leurs espaces médiatiques.

Selon sa politique d'information, L'AN « vise à informer et à divertir les Acadiennes et les Acadiens du Nouveau- Brunswick [...] Le journal se veut un *outil rassembleur des communautés acadiennes* de la province » (L'Acadie Nouvelle, n.d., p. 4). Le journal se donne une mission *communautaire* et pour cause, c'est la tribune de la seule communauté francophone. Le journal ne présente que les arguments des sympathisants à l'adoption d'un arrêté et est, dans ce dossier, un espace de ralliement communautaire.

Pour sa part, le *T&T* a adopté une politique en 1997 interdisant toute référence à l'identité linguistique des individus dans le traitement des nouvelles.

« Our editors decided there would be no more "phone" calls. We don't mean the "allo, how are you ?" kind of telephone call. We refer to the use of "phone" as a label, as in "anglophone" and "francophone". In Canada, where the description "New Brunswicker" evokes the image of a person capable of living harmoniously with dual cultures and languages our peculiar habit of using these adjectives seems counter-productive to what we represent » (Boudreau et Dubois, 2005, p. 207).

La politique du *T&T* se manifeste dans son occultation, évoquée plus haut, de l'existence de deux *communautés* linguistiques, de deux publics distincts et d'un rapport de force entre eux, préférant parler d'un seul et unique public bilingue, d'une seule communauté faite d'individus égaux s'exprimant, selon leur choix, dans des langues diverses.

Deux hypothèses permettent d'expliquer cette occultation des rapports de force. D'un côté, il peut s'agir d'une stratégie visant à légitimer le *statu quo* en insistant sur l'idée d'une communauté unie et d'un régime linguistique satisfaisant. De l'autre, il peut s'agir d'un effet structurel de la sphère publique et de l'unilinguisme de la majorité anglophone, qui rend *de facto* invisible – illisible, inaudible – l'espace francophone. Les francophones n'ont d'existence intelligible pour la majorité unilingue anglophone que lorsqu'ils s'expriment en anglais, confortant l'idée d'une cohabitation « harmonieuse » des langues et des cultures, d'un statut public de l'anglais permettant de véhiculer la spécificité du français, y compris ses revendications communautaires. L'espace anglophone prétend incarner cette harmonie, ce lieu civique où cohabitent les citoyens à défaut des langues, où cohabitent les citoyens *malgré* leurs différences linguistiques. La preuve se trouve dans les pages du *T&T*, où les deux groupes s'expriment – dans la langue de la majorité – et défendent leurs points de vue.

À leur manière, donc, les médias ont reproduit les logiques identitaires et organisationnelles de leur communauté linguistique respective. À l'instar du milieu

associatif qui s'est mobilisé en bloc, l'*AN* se considère comme une institution de la communauté francophone et le contenu de ses pages, en effet, confirme cette prétention par le consensus qui s'y dégage. Communautaire, cet espace s'est également limité à la communauté. Il ne s'est fait l'écho que des arguments de la communauté et ne s'est adressé, effectivement, qu'à elle. Les opposants, quant à eux, majoritairement des citoyens parlant en leur nom propre, ont revendiqué un territoire libéral, analogue à l'espace reproduit dans les pages du *T&T*. La diversité des points de vue qui y sont débattus et la présence de francophones défendant le leur *en anglais* dans ses pages confortent l'idée d'un espace commun qui ne soit pas communautaire, mais libéral, d'un rapport à la langue publique qui ne soit pas identitaire et culturel, mais instrumental et civique. Ces deux logiques ont structuré le débat non seulement au niveau des médias, mais également au niveau de la mobilisation collective.

Quatre interrogations sont soulevées par ce renvoi de la langue au sein de la sphère privée. Premièrement, cette conception du territoire comme étant constitué de propriétés privées juxtaposées est-elle reproduite dans d'autres contextes ou bien la langue est-elle un cas spécifique ? L'intervention de l'État est-elle revendiquée et est-elle justifiée dans d'autres circonstances ? Le renvoi de la langue à la sphère privée nous dit-il quelque chose du rapport au territoire en général ou bien tient-il à la langue en particulier ? Les groupes linguistiques se font-ils une conception distincte du rôle de l'État sur le territoire en général, dans d'autres instances que celles liées à la langue ? Deuxièmement, comment comprendre que la défense du droit à l'unilinguisme ait été conçue comme une lutte pour la liberté d'expression et que ce soit cet argument qu'ait retenu la Ville de Moncton ? Qu'est-ce qui découle logiquement d'un tel rapport identitaire à la langue et quels sont les impacts sur la reconnaissance si on la lie intimement à l'identité et à la liberté de l'exprimer comme on l'entend ? Troisièmement, comment comprendre que les opposants n'aient pas eu à justifier leur usage unilingue de leur liberté d'expression ? S'ils tiennent à la liberté de choisir, comment expliquer qu'ils choisissent majoritairement de ne pas reconnaître la présence du français ? Qu'est-ce que ce choix nous dit des rapports de force et des intérêts qui sont en jeu ? Quatrièmement, comment expliquer que les commerçants

– qui ont finalement eu le dernier mot dans le dénouement du conflit – n'aient pas été sommés de justifier l'usage qu'ils font de leur liberté ? Si l'enjeu était la liberté d'expression et non l'opposition au bilinguisme, comment expliquer alors qu'ils décident majoritairement de ne pas librement défendre le bilinguisme ?

Deux principales explications peuvent être apportées, mais les deux sont intimement liées. D'abord, l'ambiguïté au cœur du régime linguistique rend possible une telle confusion entre liberté et égalité, entre une conception communautaire et libérale de la société, qui s'est jouée dans le conflit. À cette ambiguïté s'est ajoutée le nationalisme méthodologique des savoirs experts, qui ont proposé un certain cadrage de la situation. Ensuite, il y a des défis liés à la nature particulière de la cohabitation linguistique. La reconnaissance d'une minorité linguistique entraîne certaines conséquences qui demeurent implicites aux revendications des Acadiens, mais qui peuvent expliquer en partie la résistance à laquelle elles font face.

8.6.2 Quel espace du régime linguistique ?

La quête de reconnaissance linguistique territoriale recherchée par le FCAB a concrètement posé les limites du seul statut légal de la langue. Bien que légale, l'adoption d'un arrêté qui aurait représenté un élargissement du régime linguistique n'a pas été jugée légitime. L'adoption d'un arrêté municipal régulant les langues d'affichage commercial s'est avérée permise par le régime linguistique, mais le paysage linguistique ne figure pas comme un droit. De ce fait, si les francophones souhaitent obtenir un paysage linguistique plus équitable, deux voies s'offrent à eux. Soit ils peuvent livrer une bataille au sein de la sphère privée et exiger, individuellement, des commerces qu'ils s'affichent aussi en français. Soit ils peuvent mener des luttes politiques au sein des municipalités pour qu'elles adoptent des arrêtés. Dans ces deux cas, les moyens d'actions sont distincts de ceux qui ont caractérisé les luttes nationalistes au sein du régime linguistique et ils

mettent en évidence les limites des principaux projets politiques qui circulent dans la littérature, notamment l'autonomie culturelle, la gouvernance francophone et le nationalisme administratif. Ces projets ont une limite commune, celle d'évacuer de sa réflexion le territoire politique pour se concentrer sur le territoire institutionnel. Or, quand bien même les institutions francophones seraient habilitées à déterminer elles-mêmes leurs orientations, elles ne sauraient surmonter les défis qu'impose la cohabitation des langues et des groupes linguistiques, tout particulièrement en milieu urbain. La question se pose effectivement de savoir à quels pouvoirs peuvent réellement aspirer des organismes communautaires en situation minoritaire et dans quelle mesure une telle voie favoriserait, à elle seule, la « vitalité » des francophones et leur capacité à participer pleinement à la vie civique.

Cette vision est intégrée au régime linguistique, en ce sens qu'elle est tournée vers la relation entre l'ayant droit francophone et l'État, mais elle occulte les enjeux liés à l'intégration de la communauté francophone à l'espace urbain minoritaire, aux conditions d'une participation civique significative de ses membres, d'une articulation possible des espaces institutionnels au territoire politique. Ce que met en évidence la question de l'affichage, c'est la nécessaire articulation du public, comme catégorie juridique et du public comme espace démocratique. C'est là, enfin, le dernier obstacle structurel caractéristique de cette cohabitation qui s'est manifesté lors de ce conflit.

La lutte pour le paysage se distingue en effet de celles pour d'autres institutions où, soit le principe de dualité, soit l'accès à des services dans les deux langues officielles sont les principaux enjeux. Ces derniers cas peuvent être négociés directement avec l'État, selon la logique de l'ayant droit. Avec le paysage, puisqu'il s'agit de propriétés considérées comme privées, le processus de légitimation n'est pas le même. Il exige une forme de légitimité sociale, en plus de légale. Il ne s'agit plus de défendre un espace francophone propre, mais de créer un espace bilingue commun. C'est là où les sciences sociales ont montré une certaine limite. Les experts qui se sont prononcés sur la question l'ont fait à titre de membres de la communauté minoritaire. Ils défendaient explicitement la

revendication plutôt que d'éclairer les enjeux d'une reconnaissance linguistique en contexte de langues en contact. Les sciences sociales au Nouveau-Brunswick sont, à l'instar des médias et de la société civile, organisées autour des communautés linguistiques. Ces savoirs communautaires ne permettent pas à la société politique bilingue de se reconnaître en tant que telle. C'est un dernier défi structurel qui est apparu et dont il faut identifier la source et considérer les effets.

8.6.3 Redéfinir les frontières de la société à étudier

Le régime et le nationalisme linguistiques au Canada ont tendu à susciter un cloisonnement des sciences sociales en fonction du statut légal des langues officielles. Le nationalisme méthodologique des sciences sociales s'est manifesté non seulement dans les acteurs qui ont publiquement pris parole – deux psycholinguistes, un politologue et trois juristes, tous professeurs à l'Université de Moncton se sont prononcé en faveur de l'arrêté, alors qu'aucun chercheur anglophone ne s'est prononcé, que ce soit pour défendre ou dénoncer le projet –, mais également dans les arguments avancés, qui ont tous repris la logique du régime linguistique. Il est revenu aux francophones de formuler le vocabulaire savant sur la langue, cet enjeu étant *de facto* réservé à la communauté francophone et étant largement négligé, voire invisible au sein du champ universitaire anglophone de la province. Les principaux concepts qui ont été mis de l'avant ont donc été ceux de la francophonie: « l'égalité réelle » et la « vitalité ».

Dans un commentaire publié dans l'*Acadie Nouvelle*, le juriste Michel Doucet défend dans ces termes l'égalité réelle :

La reconnaissance de droits à une communauté minoritaire nous amène inéluctablement à repenser notre conception de la démocratie. La démocratie

ne peut plus, dans ce contexte, être comprise uniquement en termes de nombres d'individus; elle doit aussi favoriser l'atteinte d'une égalité réelle entre la majorité et la minorité. Fidèle à ce concept de l'égalité réelle, la communauté minoritaire doit pouvoir, dans certaines circonstances, revendiquer un traitement différent répondant à ses besoins particuliers (Doucet, 2010b).

Et lors d'une conférence de presse organisée par le FCAB, le psycholinguiste Rodrigue Landry, alors directeur de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML), intervint à titre d'expert pour défendre, sans toutefois la nommer, la vitalité : « Lorsque la langue d'un groupe n'a pas sa place dans le paysage linguistique, le message reçu, c'est que ce groupe n'a pas sa place sur le territoire. Il se développe alors un sentiment d'insécurité par rapport au statut de cette langue » (Pedneault, 2010).

Ces deux concepts (égalité réelle, vitalité) fournissent les principales justifications de la communauté francophone au sein du régime linguistique. Il s'agit des termes par lesquels est balisé le statut d'ayant droit. Or, dans la lutte pour l'affichage bilingue, ce statut s'est avéré impuissant; il n'y a pas de droit au paysage compris dans le régime. La lutte s'est menée sur un autre terrain, celui imposé par la majorité anglophone : la sphère privée. Au sein de la sphère privée, la reconnaissance de la langue et les règles régissant son usage ne sont pas les mêmes qu'au sein du secteur public régulé par l'État. Les concepts francophones – tout particulièrement ceux des experts, qui ont été les seuls à se prononcer – ont ainsi démontré leurs limites analytiques.

Dans le débat, s'ils ont su justifier la revendication, les concepts experts n'ont pas su apporter d'éclairage sur la situation. Ils n'ont pas su expliquer pourquoi le paysage linguistique était ce qu'il était et du coup, ils n'ont pas su interroger les rapports de force qui se jouent au sein de la sphère privée. Les commerçants n'ont jamais eu à justifier publiquement pourquoi ils étaient si peu nombreux à reconnaître le fait français.

Enfin, les concepts experts avaient peut-être en eux-mêmes de quoi semer une certaine confusion et de quoi susciter une certaine méfiance vis-à-vis de la revendication. Nous avons vu comment la vitalité, la complétude institutionnelle, l'égalité réelle avaient un contenu normatif implicite ; ils tendent vers une homogénéité linguistique, vers une situation de majorité linguistique pour la minorité. Seulement, ni l'égalité réelle, ni la vitalité ne sont explicitement définies. Il s'agit de mots d'ordre, de principes plus que de projets politiques concrets. Les dispositifs d'action publique qui sont mis en œuvre vont dans les deux sens. L'égalité réelle veut-elle dire qu'il soit possible pour un francophone de vivre au sein de sa communauté *comme s'il n'était pas minoritaire* ou bien veut-elle dire que l'ensemble de la population *devrait* pouvoir s'exprimer dans les deux langues officielles, brouillant ainsi les frontières entre majorité et minorité? La dualité linguistique en éducation et le différend autour des autobus scolaires renvoie à la première définition, alors que le choix de Dieppe d'interdire l'affichage unilingue – même en français – renvoie plutôt à la deuxième définition. L'égalité réelle concerne-t-elle la communauté ou les individus ? Renvoie-t-elle à la capacité d'une communauté à agir en tant qu'entité distincte au même titre qu'une majorité, dans lequel cas il faudrait construire des espaces communautaires distincts ? Ou bien renvoie-t-elle au droit des individus à s'exprimer dans leur langue, peu importe laquelle, dans lequel cas il faudrait avoir une population bilingue. La Ville de Moncton a adopté en 2016 une politique sur le bilinguisme en vertu de laquelle tout organisme et toute activité financés par la municipalité devront offrir des services dans les deux langues officielles, renvoyant à une indistinction entre les langues. En même temps, Dieppe a refusé la fusion des trois municipalités composant le Grand Moncton (Dieppe, Moncton et Riverview) au nom du droit des francophones à être majoritaires au sein de leurs municipalités. Cette même logique a prévalu dans le projet de loi adopté par le gouvernement provincial, en vertu duquel tout redécoupage de la carte électorale devra prendre en compte les communautés linguistiques, en changeant le quotient électoral de 5 % à 15 %, pouvant aller jusqu'à 25 % dans le cas de communautés linguistiques. Il en va de même pour la vitalité. Si la vitalité implique que la communauté francophone puisse agir en tant qu'entité distincte de la majorité, en quoi cette majorité devrait-elle être responsable et consentir à en endosser l'identité dans le paysage urbain? Si l'objectif est d'arriver à former une entité propre, la communauté francophone ne

devrait-elle pas assumer elle-même sa propre distinction? Et la communauté anglophone, selon cette logique, ne devrait-elle pas pouvoir elle aussi plaider pour son caractère distinct à elle?

Les concepts experts sont adéquats pour revendiquer des droits auprès de l'État – des écoles de qualité équivalente, des hôpitaux, des services publics –, mais ils sont plus problématiques lorsqu'il s'agit de rendre compte des relations concrètes entre groupes linguistiques et des rapports de force qui s'y jouent. La lutte autour de l'affichage, par sa nature territoriale, témoigne en quelque sorte d'un nouveau tournant politique pour les communautés francophones et elle pose clairement la nécessité de formuler un vocabulaire à même d'aborder la cohabitation linguistique, de réfléchir aux enjeux d'une sphère publique bilingue et d'une société civile diglossique. Cette situation n'est pas nouvelle, la cohabitation et les enjeux qui y sont associés, les rapports de force qui s'y jouent précèdent de loin cette lutte autour de l'affichage, mais la revendication aura eu le mérite d'exposer enfin les limites du nationalisme méthodologique et des concepts experts.

CONCLUSION

Le conflit autour de l'affichage linguistique a fait apparaître un certain nombre de défis structurels qui concernent l'espace médiatique, l'organisation de la société, le cadre juridique et les sciences sociales. Ce texte a démontré comment les sociétés civiles s'organisaient différemment selon leur langue. Or, outre le contexte presque idéal-typique de l'affichage où l'articulation entre l'État, le territoire et la langue s'est fait particulièrement limpide, quels sont les effets de cette dualité sur la citoyenneté et l'action

collective ? Comment l'opinion publique, si fondamentale à la vie publique moderne, est-elle affectée par cette dualité ? Comment les francophones concilient-ils leur appartenance communautaire et leur citoyenneté ? Le différend autour du rôle de l'État – libéral ou interventionniste – qui fut central dans la question linguistique s'applique-t-il à d'autres enjeux ? Les francophones sont-ils moins libéraux que les anglophones dans d'autres circonstances que linguistiques ? Afin de répondre à ces questions et à combien d'autres encore, il faut décentrer la posture sociologique traditionnelle qui prend comme frontières épistémologiques naturelles celles politiques de la langue de la minorité et la tourner vers les territoires de cohabitation. Malgré que l'enjeu était linguistique (l'affichage bilingue) notre analyse n'est pas partie du régime linguistique. Nous ne nous sommes pas non plus limité à une analyse de la seule perspective francophone. Nous sommes plutôt parti d'un débat public. Nous avons analysé les acteurs en présence, les justifications présentées, les espaces où a été négocié le différend. C'est la controverse – et non le régime linguistique – qui a dicté les termes de l'enquête. Une telle approche pragmatique, qui s'intéresse au lien entre les justifications et l'action publique, est à même d'apporter un regard neuf et critique sur le régime linguistique et les nationalismes au Canada. C'est ce que nous avons cherché à faire ici en nous intéressant à la manière dont un débat identitaire s'est constitué sur la place publique, créant ses publics. Une telle sociologie postnationale ne l'est pas par sa critique de la nation (ou du nationalitaire). Elle ne décrète pas l'obsolescence de certaines formes d'identité et d'action collectives. Plutôt, elle opère un déplacement du regard qui permet de rendre intelligibles ces identités et ces actions collectives. Une telle sociologie ne viserait pas tant à légitimer les revendications communautaires – comme le font les concepts d'égalité réelle, de complétude institutionnelle et de vitalité – qu'à comprendre les processus de légitimation. Voilà la principale leçon que nous tirons de cette lutte.

CHAPITRE IX

LE TERRITOIRE MUNICIPAL : PUBLIC NATIONAL CONTESTÉ ET LIMITES POLITIQUES DU RÉGIME LINGUISTIQUE

Ce que la lutte pour l'affichage bilingue met en évidence c'est la limite territoriale du régime linguistique. Celui-ci donne droit à des institutions dont l'orientation et le financement sont contrôlés en dernière instance par l'État, mais il ne donne pas de droits territoriaux, il ne délimite pas le territoire où les francophones peuvent exercer leur pouvoir en tant que francophones. Il y a une politique de reconnaissance, mais pas de reconnaissance politique. Le statut d'ayant droit s'est trouvé confronté à sa limite. À un moment on a douté de la légalité des arrêtés proposés – les municipalités avaient-elles le droit de légiférer en matière d'affichage ? Il s'est avéré qu'elles avaient effectivement le droit de le faire, mais n'en avaient nullement l'obligation. L'ayant droit n'a pas droit à un paysage linguistique bilingue. Cela n'implique pas pour autant que le paysage ne contribue pas à la *vitalité*, au contraire, cela ne fait que mettre en évidence les limites de la vitalité telle qu'elle est conçue au sein du régime linguistique comme indicateur.

Cette lutte fait également surgir le territoire comme question, alors que le régime linguistique a eu tendance à l'évacuer. La question territoriale n'est bien sûr pas neuve. Elle figurait au cœur des préoccupations du Parti acadien, dont l'aboutissement a été le projet – inabouti – de province acadienne à la Convention d'orientation nationale en 1979. La Commission Poirier-Bastarache, quant à elle, recommandait en 1982 une décentralisation et une régionalisation des services en fonction de la langue. Cette délégation de certains pouvoirs publics fondée entre autres sur l'identité nationale et linguistique a cependant été rejetée par le gouvernement provincial et depuis le régime

s'est institutionnalisé en marge du territoire, au sein d'institutions linguistiquement homogènes là où le nombre le justifie. La resurgence du territoire comme enjeu a mis en évidence quelques limites du statut d'ayant droit et quelques défis structurels liés à la cohabitation linguistique, or il se joue plus dans le territoire que le paysage linguistique.

La Révolution tranquille néo-brunswickoise a jeté les balises du régime linguistique, certes, mais elle a avant tout reconfiguré les structures de pouvoir sur le territoire provincial. La province a centralisé de nombreux services afin de les uniformiser et de pallier aux inégalités entre milieux ruraux et urbains, et anglophones et francophones. Elle a également redécoupé le territoire et jeté les balises de la structure municipale actuelle. Le gouvernement Robichaud a aboli les 15 conseils de comtés et les a remplacé par 8 cités, 27 villes, 66 villages et quelques 250 districts de services locaux (DSL). Ces derniers sont des entités administratives sans représentants élus, gérés par la province. Les pouvoirs de ces entités sont balisés par la *Loi sur les municipalités*, promulguée en 1966.

Si la centralisation des services constituait un moyen d'assurer l'égalité entre les groupes linguistiques, certains auteurs et organismes communautaires francophones plaident aujourd'hui pour une réforme de la gouvernance locale et une pleine municipalisation du territoire afin d'assurer l'autonomie des communautés francophones et accroître leurs capacités d'action sur elles-mêmes. Par exemple, la sociologue Michelle Landry estime que

les gouvernements locaux, au même titre que les organisations des domaines de l'éducation, de la santé et de la culture, sont des joueurs importants au sein de cette complétude institutionnelle, notamment dans les collectivités rurales, puisqu'ils sont le seul palier de gouvernement où les francophones hors Québec peuvent constituer la majorité (Landry, 2007, p. 24).

Depuis les années 1990, et tout particulièrement depuis la fin des années 2000, la question de la gouvernance locale est devenue un enjeu central au Nouveau-Brunswick, faisant

l'objet de commissions, de promesses électorales et de vifs débats publics, mais tout comme l'affichage bilingue, la gouvernance locale n'est pas contenue par le régime linguistique et de ce fait, occupe une place ambiguë dans le discours nationaliste. Les savoirs sociologiques traditionnels demeurent à ce titre inadéquats pour saisir la complexité d'un enjeu irréductible au seul statut d'ayant droit, à la seule identité linguistique. Les types d'acteurs qui interviennent dans ces dossiers, les capacités en jeu, les publics concernés et les arguments devant être avancés ne peuvent être réduits à ceux mobilisés traditionnellement et faisant l'objet de leurs sciences sociales.

Trois types d'entités, possédant des capacités et renvoyant à des territoires distincts, nous amènent à repenser l'échelle d'analyse des sciences sociales francophones et à porter attention à d'autres types de discours et d'acteurs que ceux constitués autour de la langue (bien que la langue soit invoquée dans l'ensemble de ces cas). Premièrement, nous nous intéresserons aux tentatives de municipaliser l'ensemble du territoire provincial et à la manière dont cet enjeu a été investi par les acteurs nationalistes, sans qu'ils puissent pour autant agir en tant qu'ayant droit. Il apparaît également que les acteurs francophones et anglophones, bien que tous deux mobilisés autour de cet enjeu, se distinguent par leurs arguments respectifs. Notamment, les municipalités – dont Moncton – mettent sur pied des programmes de revitalisation urbaine, mobilisant à leur compte une définition de la vitalité distincte de celle contenue dans le régime linguistique, se basant sur d'autres indicateurs et suscitant d'autres types de publics que l'ayant droit. Deuxièmement, nous nous intéresserons à la lutte contre le redécoupage des circonscriptions provinciales au nom du respect de la communauté d'intérêt francophone. Dans ce cas-ci, le territoire à défendre n'est pas municipal, mais régional et le recours à l'intérêt linguistique sert à masquer d'autres types d'intérêts, qui sont *de facto* écartés. Cette lutte s'est organisée autour de l'ayant droit, désignant légalement la circonscription comme un lieu de pouvoir linguistique, sans que les capacités en jeu ne soient explicitées. Troisièmement, nous nous intéresserons à la mise sur pied de 12 Commissions de services régionaux (CSR), qui rassemblent des municipalités et des DSL et qui sont responsables des déchets solides et de l'aménagement régional, notamment. Il s'agit d'un troisième palier au sein duquel des

décisions sont prises, du pouvoir est exercé et des publics sont constitués. Ces trois entités – les municipalités, les circonscriptions et les régions administratives – possèdent toutes des capacités spécifiques qui mettent en scène des acteurs spécifiques et suscitent des publics distincts. À leurs manières, ces entités participent (ou plutôt ont le potentiel de participer) à la vitalité et à la complétude institutionnelle des communautés francophones et s'insèrent dans des logiques de gouvernance, mais elles excèdent le cadre de la francophonie et à ce titre demeurent largement inexplorées par les sciences sociales. Ces trois cas confirment la pertinence de notre approche par les publics et contribuent à complexifier ce qu'il faut entendre au juste par « faire société ». Ces trois cas mettent également en évidence une autre caractéristique des publics. Alors que le cas de l'affichage bilingue mettait en scène un public constitué autour de la langue, l'ayant droit luttant au sein d'une arène nouvelle pour élargir l'étendue de ses droits linguistiques, tantôt avec succès, tantôt non. Les trois cas que nous aborderons à présent mettent en évidence la capacité des structures administratives à encadrer des publics. En effet, les structures administratives, les dispositifs d'action publique naissent généralement de débats publics concernant des problèmes publics, ils possèdent également une force d'inertie, une capacité à ensuite encadrer les publics, à codifier les modalités d'action et les conditions d'accès aux ressources. La nature territoriale et non linguistique des entités que nous présenterons justifient le recours à une approche multiscalaire du social. En effet, ces entités sont toutes soumises au régime linguistique à des degrés divers, mais leurs fonctions et leurs capacités ne se résument pas à la langue.

9.1 Fusions, annexions et incorporation : la municipalité comme institution acadienne

En 1966, suite aux recommandations du rapport Byrne, le gouvernement de Louis J. Robichaud a entamé la plus importante réforme de la gouvernance locale de l'histoire de la province. En centralisant les services – aide sociale, éducation, justice, santé – et en

uniformisant le taux d'imposition à l'échelle municipale, le gouvernement a réussi à garantir une certaine forme d'égalité entre les régions et entre les groupes linguistiques. Dans les régions plus faiblement peuplées, l'État a choisi de créer des Districts de services locaux (DSL), à savoir des entités administratives gérées par la province. Les services de bases – collecte des déchets, éclairage et entretien des rues, protection contre les incendies – sont pris en charge par le gouvernement provincial. Les DSL ne possèdent pas d'élus municipaux et par conséquent possèdent un très faible degré d'autonomie. L'égalité des chances a eu comme effet, dans ce cas particulier, de réduire l'autonomie des collectivités locales afin d'assurer l'égalité.

Depuis les années 1990, les gouvernements successifs ont tenté de réformer la structure de gouvernance municipale, mais les résultats ont été à ce jour timides. Le gouvernement de Frank McKenna a tenté la plus importante réforme en 1992 (Bourgeois, 2005). Sa pièce maitresse était la fusion des structures municipales afin de palier à une série de défis, notamment l'étalement urbain. Bourgeois note que trois types de publics revendiquaient la municipalisation du territoire : les écologistes, les villes et la province. Pour les écologistes, l'étalement urbain menait à un épuisement des ressources et à un développement non-durable du territoire. Les villes, quant à elles, voyaient leur assiette fiscale réduite par l'émergence de régions périurbaines au sein des DSL avoisinants. Les habitants de ces DSL pouvaient profiter des services offerts par les municipalités, sans contribuer à les financer. Enfin, la province se trouvait dans l'impossibilité de rationaliser son offre de services sans réformer la structure de la gouvernance locale. La concurrence entre municipalités avoisinantes menait à la duplication de services et menait à des plans de développement souvent incompatibles, faute de consultation et de collaboration. Il fallait trouver une échelle d'action plus régionale afin de gérer des problèmes qui devenaient de plus en plus régionaux.

Le ministère des Municipalités, de la Culture et de l'Habitation a ainsi fait paraître un livre blanc sur les réformes municipales en 1992, qui proposait deux solutions : la fusion

municipale ou la régionalisation des services. Un rapport produit par le Comité sur l'utilisation des terres et l'environnement rural (CUTER) en 1993 recommandait, pour sa part, la pleine municipalisation du territoire et l'augmentation de l'impôt foncier en milieu rural afin de réduire l'étalement (Bourgeois, 2005; Finn, 2008).

En 1993, la province a mis de l'avant un plan de fusions municipales des régions autour des principales cités de la province : Miramichi, Campbellton, Moncton, Saint-Jean et Edmundston (par contre Bathurst et la capitale Fredericton n'étaient pas incluses dans les plans). En 1995, Newcastle et Chatham, ainsi que 9 autres communautés ont été fusionnées pour créer la nouvelle ville de Miramichi, non sans problèmes. Les deux principales villes appelées à se fusionner – Chatham et Newcastle, logées face à face des deux côtés de la rivière Miramichi – avaient une longue rivalité et des identités distinctes qui persistent à ce jour (Slegtenhorst, 2008). En 1998, huit banlieues de Saint-Jean ont été fusionnées en trois municipalités (Quispamsis, Rothesay et Saint-Jean), avec une commission régionale créée pour gérer certains services, et quatre communautés ont été annexées à Edmundston. Ces fusions ne se sont pas faites sans heurts, mais l'ensemble des rapports mettaient et continuent de mettre de l'avant la nécessité tant écologiques qu'économiques de revoir la structure de la gouvernance locale :

Le Nouveau-Brunswick doit se montrer plus concurrentiel au sein d'une économie de plus en plus mondiale. Les coûts et l'efficacité des gouvernements provinciaux et locaux jouent un rôle important à cet égard. Les objectifs d'autosuffisance et de contrôle de la croissance des impôts fonciers ne pourront être atteints sans d'importantes transformations de la gouvernance locale (Finn, 2008, p. 197).

Par contre, le projet de fusion de Dieppe, Moncton et Riverview a été accueilli avec une résistance nettement plus vive, qui a mené à son échec. La question linguistique a joué un rôle central et peut expliquer l'échec du projet. « In short, the Acadian minority identifies with and seeks control over the local institutions serving an area where it is the majority [...] "it is only at the municipal level that Acadians can hold majority political power in

New Brunswick" » (Bourgeois, 2005, p. 246). La communauté acadienne, avec en tête les élus de la Ville de Dieppe, ont soutenu que la fusion entraînerait à terme l'assimilation linguistique des francophones et irait à l'encontre de leur droit à la complétude institutionnelle. Ils ont notamment évoqué la loi 88, qui garantit l'égalité des deux communautés linguistiques. La question ne s'étant jamais rendue devant les tribunaux, on ignore si un tel argument aurait été accepté. Une tentative de régionalisation des services a donc été proposée comme alternative, mais la Ville de Moncton a poursuivi, quant à elle, l'objectif d'intégrer en son sein ses deux municipalités voisines. Néanmoins, comme nous avons pu le voir avec le dossier de l'affichage bilingue, malgré le bilinguisme officiel de Moncton, la question linguistique demeure contentieuse et Dieppe en a profité pour affirmer son statut de ville acadienne face à Moncton. Suite à cette tentative de fusionner les trois municipalités afin de créer une région métropolitaine, Dieppe a développé une conscience identitaire et linguistique plus claire. En 1999, Moncton a accueilli le Sommet de la Francophonie et en 2002, la Ville semblait préparer le terrain à une éventuelle fusion avec Dieppe en se déclarant officiellement bilingue, contrant ainsi l'argument assimilationniste évoqué par Dieppe. Malgré cela, en 2002, Dieppe a entamé une série de projets autonomistes visant à cimenter son indépendance et son identité distincte. Tout d'abord, Dieppe s'est dissociée d'une commission régionale gérant l'eau potable du Grand Moncton, annonçant qu'elle chercherait à assurer son propre approvisionnement. Dieppe s'est ensuite dissociée de la commission régionale d'urbanisme. La Ville a créé sa propre commission de développement économique et a entamé des plans afin de mettre sur pied son propre centre-ville.

Au printemps 2003, le conseil municipal a déclaré Dieppe officiellement francophone, la distanguant davantage encore de Moncton, elle officiellement bilingue. Cependant, la Ville s'assure de préciser qu'elle est officiellement francophone, mais qu'elle offre des services dans les deux langues (ce qu'elle est tenue de faire en vertu de la LLO, étant donné que plus de 20 % de ses résidents sont de langue maternelle anglaise, tout comme Moncton. D'ailleurs, la désignation de Moncton comme ville officiellement bilingue s'est faite suite à la révision de la LLO cette même année, en 2002). La Ville a également mis

sur pied une trousse de promotion intitulée « Offrir un service bilingue : un choix d'affaire judicieux! », qui vise à encourager les entreprises à offrir des services dans les deux langues officielles. En 2012, Dieppe a mis sur pied un Comité consultatif de la francophonie – faisant écho au Comité sur le bilinguisme à Moncton, dont les objectifs sont sensiblement les mêmes, malgré l'appellation différente.

La volonté de Dieppe de maintenir son autonomie s'insère, dans le discours du moins, dans un projet nationaliste. Ainsi, la municipalité cherche à développer un projet de « construction identitaire », qui figure comme élément central du rôle nationaliste attribué à l'école en tant qu'institution communautaire. De ce fait, Dieppe reprend à son compte des éléments centraux du nationalisme acadien en lien avec le régime linguistique, sans pour autant en faire partie. Les capacités d'action d'une municipalité en matière de construction identitaire ne sont cependant pas les mêmes que celles d'une école et il restera à voir comment cette ambition se traduira concrètement. Nous verrons toutefois que la territorialité propre aux municipalités limite leurs capacités à agir à une échelle nationale, ce dont témoigne notamment le financement municipal de la culture dans le Grand Moncton.

Le cas de Dieppe s'inscrit dans une problématique plus large concernant l'aménagement du territoire. En 2008, le rapport Finn sur la gouvernance locale – *Bâtir des gouvernements locaux et des régions viables : plan d'action pour l'avenir de la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick* – constatait que le territoire provincial était trop morcellé et recommandait un réaménagement de ses structures de gouvernance³⁷.

37 Le rapport Finn recommande une restructuration en profondeur du territoire, qui ne consisterait pas simplement à municipaliser les quelques 250 DSL existant, mais à reconfigurer la gouvernance locale et régionale dans son ensemble (Finn, 2008, chapitre 6). Trois options sont présentées. Premièrement, des **municipalités régionales unitaires** qui remplaceraient les municipalités et les DSL existant par une douzaine de structures régionales, possédant chacune ses élus. Deuxièmement, des **regroupements de municipalités et de DSL**, qui maintiendraient les structures municipales existantes et intégreraient les DSL et formeraient au total 104 municipalités. Troisièmement, des **gouvernements locaux élargis combinés** à

Bien que le rapport n'accorde que peu de place aux questions linguistique et nationale, il reconnaît le statut distinctif que s'est taillé Dieppe, estimant que la municipalité

se trouve aujourd'hui renforcée par l'évolution politique et juridique qui a eu lieu depuis [le projet de fusion]. En effet, depuis cette période, au Nouveau-Brunswick, le droit de la minorité francophone d'être servi dans sa langue dans tous les services publics a été enchâssé dans la constitution canadienne. Plus encore, ce droit individuel est maintenant chapeauté par un droit collectif à des établissements distincts pour le groupe linguistique minoritaire. Ce nouvel environnement juridique et constitutionnel rendrait sans doute toute fusion de la collectivité principalement francophone de Dieppe à la collectivité majoritairement anglophone de Moncton plus difficile aujourd'hui (Finn, 2008, p. 92).

Bien que la question n'ait jamais été renvoyée devant les tribunaux, le rapport Finn sous-entend que des municipalités linguistiquement homogènes constituent un droit au sein du régime linguistique et que les ayants droit francophones pourraient plaider leur droit à la complétude institutionnelle. Le rapport propose ainsi de respecter, dans la mesure du possible, le principe d'homogénéité linguistique dans l'éventuelle reconfiguration du territoire : « dans la mesure du possible, nous avons aussi regroupé les populations de même langue officielle. La plupart des nouvelles municipalités proposées seraient essentiellement homogènes d'un point de vue linguistique, c'est-à-dire soit anglophones ou francophones » (Finn, 2008, p. 90). Si le rapport préconise le respect des communautés linguistiques dans l'aménagement du territoire, il ne va pas jusqu'à reconnaître un principe national de territorialité en vertu duquel les Acadiens pourraient exercer leur pouvoir. À mi-chemin entre une approche libérale centrée sur le citoyen et une approche communautariste centrée sur le respect du groupe nationalitaire acadien, le rapport Finn n'offre pas de justifications nationalistes à l'autonomie, il se limite à respecter le principe d'homogénéité linguistique dans la mesure du possible.

des districts de services régionaux, qui maintiendrait la structure municipale actuelle, mais créeraient des entités régionales chargées d'offrir certains services et d'assurer une certaine cohérence dans l'aménagement du territoire.

Les fusions proposées n'ayant pas été menées, il est impossible de savoir si un territoire municipal linguistiquement homogène pourrait effectivement être considéré comme une institution et donc comme un éventuel droit. Cependant, la nature territoriale des municipalités excède définitivement la logique de l'ayant droit ; les figures de l'ayant droit, du citoyen et du contribuable se recoupent. Une municipalité majoritairement francophone peut fonctionner en français, mais en vertu de la LLO doit offrir des services dans les deux langues officielles dès qu'un groupe linguistique officiel représente plus de 20 % de sa population (comme c'est le cas à Dieppe, qui réclame pourtant son acadianité). La complétude institutionnelle renvoie traditionnellement à des institutions linguistiquement homogènes, gérées par la communauté. Contrairement aux écoles – l'idéal-type de l'institution communautaire, dont les conditions d'accès sont définies légalement – les francophones ne peuvent pas assurer par des voies légales l'homogénéité de leurs municipalités. La composition linguistique des municipalités varie selon les déplacements de population, le taux d'assimilation, les changements démographiques. Ainsi Riverview, majoritairement anglophone, a connu une forte croissance de sa population francophone depuis les dernières années, en raison notamment de son taux d'impôt foncier plus faible que celui de Dieppe. Les frontières municipales ne sont pas équivalentes aux frontières institutionnelles. Bourgeois et Bourgeois remarquent à juste titre la nature particulière des institutions municipales, qui instituent un public spécifique et dont les responsabilités et les capacités excèdent le stricte domaine linguistique.

« Municipalities are spatially exclusive: it isn't possible to have two distinct councils one elected by each linguistic group with their respective infrastructure like street networks and water and sewer systems. Linguistic conflicts arose in the municipal sector because parallel institutions and administrative duality are impossible within the same municipality » (Bourgeois et Bourgeois, 2012, p. 297).

Si les municipalités peuvent agir sur le plan linguistique – comme Dieppe l'a démontré dans le dossier de l'affichage commercial – leur rôle excède la langue. Outre les services et la langue de travail dans le secteur municipal, il reste à définir en quoi les municipalités peuvent jouer un rôle national.

9.1.1 Municipalités et nationalisme

Suite à la parution du rapport Finn sur l'avenir de la gouvernance locale en 2008, l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB, 2013) et la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB, 2015) ont fait de la pleine municipalisation du territoire provincial une priorité nationale. Or, s'il s'agit d'un enjeu national, en ce sens que les organismes de la société civile acadienne s'en sont emparés, les raisons évoquées ne sont pas, elles, explicitement nationalistes. Le rapport de l'AFMNB – *Reconnaitre le nouveau rôle des municipalités pour assurer leur autonomie et leur développement durable au Nouveau-Brunswick* – ne fait aucune mention de l'Acadie comme peuple, de la langue comme identité ou comme droit, ni de l'autonomie municipale comme étant un intérêt collectif acadien. Les raisons évoquées pour municipaliser le territoire ne sont pas *nationales*, elles ne visent pas à assurer une forme d'autonomie territoriale aux Acadiens en tant que collectivité politique, en tant que peuple, elles sont plutôt économiques et administratives. La municipalisation du territoire permettrait à des Acadiens d'être majoritaires sur certains territoires politiques, mais elle ne permettrait pas de créer un public Acadien. À moins d'un mécanisme de coordination entre municipalités, la municipalisation risque de fragmenter le peuple acadien du Nouveau-Brunswick en entités locales. Il ne s'agit pas nécessairement d'un projet nationaliste, d'ailleurs, il est porté surtout par des intérêts corporatistes. En effet, l'AFMNB, bien qu'elle soit un organisme francophone, est tenue, en vertu de son mandat et de la composition de son conseil d'administration, de représenter les intérêts d'un acteur spécifique : les municipalités et non les Acadiens de façon générale. Les recommandations contenues dans le rapport de l'AFMNB visent d'abord à faire des municipalités un ordre de gouvernement reconnu et à accroître leurs capacités, notamment en proposant une nouvelle *Loi sur les municipalités* permissive, plutôt que restrictive. Le public et les capacités qu'il s'agit de créer sont municipaux et non nationaux ; ils ne concernent pas, ou ne concernent qu'indirectement l'Acadie. L'Acadie pourrait, avec des dispositifs d'action publique adéquats, former une union de municipalités et agir au-delà de ses échelles locales, mais les revendications ne vont pas en ce sens à l'heure actuelle.

On pense en termes de droits aux francophones – les municipalités représentant des lieux où les francophones peuvent être majoritaires – plutôt qu'en termes d'action nationale concertée, avec des formes de représentativité, de légitimité nationales.

À l'instar du Rapport Byrne, dont les recommandations sur le réaménagement du territoire ont été bénéfiques aux Acadiens, sans que ceux-ci ne soient cependant directement ciblés, voire nommés, les propositions actuelles, qui visent à dépasser le cadre établi par Byrne, ne sont pas, elles non plus, conçues dans une optique nationale. La principale raison tient au fait que les enjeux territoriaux ne sont pas encadrés par le régime linguistique, de ce fait ils ne sont pas l'objet de revendications collectives nationales. De ce fait, les municipalités occupent un espace singulier dans le discours nationaliste. Si le respect des communautés linguistiques semble être reconnu dans l'éventualité d'une municipalisation forcée, il n'existe rien de tel qu'un droit à la municipalité en vertu duquel les ayants droit francophones pourraient contraindre l'État à procéder à une telle municipalisation.

Depuis le projet avorté de fusion avec Moncton, Dieppe s'est imposée comme ville acadienne – elle se présente comme « la plus grande ville acadienne au monde ». Tenant à ses frontières et tenant à former un public majoritairement acadien, la Ville a bénéficié d'une importante migration intraprovinciale venant des régions acadiennes du nord de la province (Forgues, Beaudin, Guignard Noël et Boudreau, 2009) faisant de la région du Grand Moncton et de Dieppe en particulier l'une des zones urbaines connaissant la plus forte croissance démographique à l'Est de l'Ontario. La population de Dieppe a augmenté de 75 % de 1991 à 2006 (M. Landry, 2007) et a cru de 25,6 % de 2006 à 2011, ce qui est considérablement supérieur à la moyenne nationale de 5,9 % (Ville de Dieppe, n.d.). Grâce à cette croissance, la municipalité a cherché à se construire une identité acadienne, distincte des municipalités à majorité anglophones voisines. Certains ont analysé ce rapport identitaire au territoire et aux institutions municipales comme un nouvel élément de complétude institutionnelle acadienne (Bourgeois et Bourgeois, 2005b, 2011; M. Landry, 2007). Cette analyse doit être nuancée. Si les municipalités – en l'occurrence

Dieppe – peuvent être conçues comme des institutions acadiennes, elles le sont selon des modalités distinctes des institutions définies par le régime linguistique et ne sont pas, à proprement parler, un droit. Surtout, elles ne réunissent pas explicitement ou exclusivement ses membres en tant qu'ils sont acadiens. Le type de public que crée cette institution est de nature particulière, limité dans ses capacités d'action collective.

En cherchant à préserver son autonomie en tant que municipalité, Dieppe aspire à former un public explicitement acadien, majoritairement francophone, contrairement aux deux municipalités voisines où le public est soit explicitement anglophone, comme à Riverview, qui refuse explicitement d'offrir des services dans les deux langues malgré de nombreuses demandes de citoyens (Babstock, 2014), et Moncton, qui a refusé de légiférer en matière d'affichage. Pourtant, dans la littérature, Dieppe n'occupe qu'une place marginale, alors que Moncton est présentée comme la capitale acadienne, siège de ces plus importantes institutions (Allain, 2005, 2006; Boudreau et Dubois, 2005; Bourgeois et Bourgeois, 2005a; LeBlanc, 2006; Lefebvre, 2006; Lord, 2004; Roy et Cao, 2013). En effet, les seules mentions qui sont faites de Dieppe dans la littérature concernent sa composition démographique : on constate le statut majoritaire des francophones ; elle n'est jamais présentée comme un lieu de pouvoir. (À noter que Moncton non plus n'est pas analysée comme lieu de pouvoir, malgré le statut de capitale que lui accordent les chercheurs, pas plus que Caraquet, capitale auto-proclamée).

La dissonance entre le statut que s'accorde Dieppe, d'une part, et la manière dont les chercheurs l'abordent, d'autre part, à de quoi étonner. Si Moncton est la capitale acadienne, pourquoi Dieppe cherche-t-elle à s'en distancier au nom de son acadianité à elle ? Il s'agit d'une dissonance induite par le rapport problématique qu'entretiennent les sciences sociales francophones avec les institutions et leur évacuation des capacités et du pouvoir comme objet d'étude. En effet, si Moncton s'est imposé dans le discours, c'est de façon symbolique d'abord et avant tout. Moncton s'est initialement imposée dans l'imaginaire acadien au sein de la littérature, de la musique et de la peinture. Le Moncton

du discours acadien est semblable à ce que disait Hauteceur de l'Acadie dans son ensemble – il se résume à une valeur, à une entité symbolique, coupée du politique. Dieppe, quant à elle, est tout simplement absente, tant de la littérature (à l'exception notable des romans de France Daigle) que des sciences sociales. Bien que dans le discours Dieppe cherche à se distinguer de Moncton, nous ne savons pas ce que font les Acadiens de leur municipalité depuis qu'ils ont réussi à éviter la fusion avec Moncton, comment ils exercent leur autonomie et s'ils se distinguent autrement que sur le plan linguistique.

L'espace municipal est encore faiblement théorisé, notamment parce qu'il n'entre pas dans le cadre du régime linguistique. Il met en scène des publics et des capacités tout à fait distincts de ceux auxquels s'intéressent traditionnellement les sciences sociales. Le fonctionnement concret de la ville, le projet de revitalisation du centre-ville de Moncton en cours depuis 2006, les relations entre Moncton, Dieppe et Riverview en tant que moteur économique de la région du sud-est de la province, l'étalement urbain, le projet de construction d'un centre multifonctionnel au centre-ville, etc., n'ont pas fait l'objet d'études. La gouvernance locale est réduite à un enjeu de complétude institutionnelle, dont le mode de fonctionnement n'est pas réellement étudié. L'Acadie à laquelle on s'intéresse est plus symbolique que territoriale, culturelle que politique. Dieppe a défendu son autonomie au nom de son acadianité, or la capacité pour une municipalité d'agir *au nom* de l'Acadie et *pour* l'Acadie est limitée ; son public est circonscrit par un territoire municipal et non par une identité nationale. D'ailleurs, l'autonomie effective de Dieppe est limitée ; il s'agit plutôt d'une banlieue intégrée à Moncton que d'une ville à part entière.

9.2.1 Financement de la culture

Bien que Dieppe cherche à s'imposer comme ville acadienne à part entière, avec son propre centre-ville et ses propres institutions et événements culturels, Moncton continue

malgré tout de jouer un rôle central. Des tensions apparaissent au niveau du financement de la culture et du patrimoine, qui remettent en cause la capacité des municipalités à agir au nom de la nation. Les célébrations du 15 août, la fête nationale, sont tenues sur l'ensemble du territoire, chaque municipalité organisant des festivités. Or, dans le sud-est du Nouveau-Brunswick, les célébrations organisées par Dieppe et Moncton sont en concurrence en matière de financement. À Moncton, le festival *Acadie Rock*, qui s'étend sur une semaine et met en scène les artistes acadiens émergents lors d'un spectacle gratuit au centre-ville peut compter sur l'appui financier de la Ville de Moncton, du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du Québec et du Consulat général de France dans les provinces Atlantiques, entre autres. Cependant, aucun appui ne vient de la Ville de Dieppe, qui tient son propre spectacle. Il en va de même avec le *Festival danse Atlantique*, organisé par la compagnie de danse francophone *DansEncorps*, le festival de musique contemporaine *Re:flux*, le théâtre francophone *L'Escaouette*, la Galerie sans nom.

Certains événements culturels bénéficient de l'appui des deux municipalités – notamment le Festival international du cinéma francophone en Acadie, le Festival littéraire bilingue Frye et la Francofête en Acadie –, à condition qu'ils soient tenus sur les deux territoires conjointement. Le théâtre Capitol, au centre-ville de Moncton fait à ce titre figure d'exception, recevant du financement des trois municipalités composant le grand Moncton. Or, l'ensemble des institutions acadiennes logées à Moncton – le Centre culturel Aberdeen, récemment rénové avec entre autres l'aide de la Ville de Moncton, la Cathédrale Notre-Dame-de-l'Assomption, qui a entamé une campagne de financement et qui logera cinq organismes acadiens – ne reçoivent aucun appui financier de la Ville de Dieppe. Si la municipalisation est un projet national pour l'Acadie, il l'est dans un sens tout à fait paradoxal, puisque les publics générés par cette territorialisation sont fragmentés, voire potentiellement en concurrence les uns avec les autres, malgré leurs intérêts communs.

Il apparaît que Dieppe a d'abord cherché à maintenir une relative homogénéité linguistique en tant qu'entité acadienne autoproclamée. Or, le caractère acadien de la ville

ne se manifeste que rarement à l'extérieur de ses frontières, limitant *de facto* les Acadiens aux seuls résidents. L'engagement de Dieppe n'est pas envers l'Acadie, ni même envers les Acadiens de la région du Grand Moncton – qui sont plus nombreux à Moncton qu'à Dieppe, bien qu'ils y représentent une part plus faible de la population –, mais bien envers ses résidents, ceux qui habitent à l'intérieur de ses frontières. Le public francophone unifié par le statut d'ayant droit aux échelles provinciale et fédérale, se fragmente à l'échelle municipale. Ni Dieppe, plus grande ville acadienne au monde, ni Moncton, capitale culturelle acadienne, ne jouent actuellement un rôle à l'échelle nationale. Si les municipalités sont devenues un enjeu national acadien, il faut prendre soin de distinguer le type de public qu'elles créent. Dieppe a pu agir sur le front de l'affichage, mais demeure marginale dans l'affirmation linguistique des francophones à Moncton. Son public est circonscrit par des frontières qui limitent explicitement sa capacité à agir au nom d'une collectivité plus large, y compris au nom des francophones de Moncton. La légitimité d'un appui financier envers des initiatives extérieures au territoire municipal serait par ailleurs problématique. Les fonds provenant des impôts fonciers sont prélevés sur un territoire donné et doivent être redistribués sur ce même territoire. Il faudrait mettre en œuvre une stratégie nationale – panacadienne –, mais une telle approche est actuellement absente du discours. De ce fait, les métropoles et les capitales acadiennes ne le sont que symboliquement ; les capacités ne suivent pas. Ni la recherche.

9.3 Plébiscites sur la gouvernance : le pouvoir limité des organismes francophones

Malgré les difficultés énoncées, la municipalisation a été hissée au rang des grandes priorités nationales. Selon les organismes de la société civile, il est impératif que l'ensemble des Acadiens aient accès à des élus municipaux et pour la SANB, la municipalisation du territoire permettrait de mettre en place un aménagement culturel plus cohérent et plus fort, qui contribuerait à la vitalité des communautés (SANB, 2015). En

dépit de cet appui issu de la société civile et les recommandations formulées dans le rapport Finn, l'État n'est pas allé de l'avant avec un redécoupage du territoire. Dans la mesure où la représentation politique à l'échelle locale n'est pas un droit, les organismes acadiens n'ont pas recours aux tribunaux afin de pousser l'État à agir, à prendre des mesures positives – c'est-à-dire municipaliser le territoire – afin d'accroître la vitalité des communautés de langue officielle. La représentation politique à l'échelle municipale n'est pas explicitement pensée comme participant de la vitalité et pour cause, une telle définition est étrangère à celle qui prévaut au sein du régime linguistique. Si la vitalité désigne la capacité de se représenter et d'agir en tant qu'entité distincte, elle ne reconnaît pas le public municipal comme une telle entité. L'hypothétique droit à un territoire municipal linguistiquement homogène revendiqué par Dieppe au moment du projet de fusion et reconnue comme principe légitime par le rapport Finn n'équivaut pas à un droit à un gouvernement municipal. C'est ce qui explique que contrairement aux dossiers des écoles et des hôpitaux, où la communauté acadienne a défendu son droit à des institutions, elle n'a pas pu défendre le droit des Acadiens habitant des DSL à des municipalités au nom de leur vitalité et de leur complétude institutionnelle.

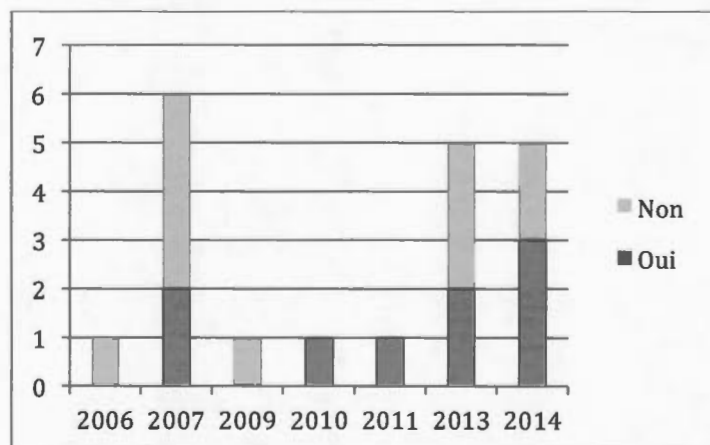
En l'absence d'un tel droit, qui contraindrait l'État à municipaliser le territoire au nom des intérêts linguistiques des ayants droit, la municipalisation se fait pièce par pièce. Des municipalités peuvent fusionner et des DSL peuvent se regrouper en municipalités ou s'annexer à des municipalités déjà existantes. Pour ce faire, il faut l'appui des conseils municipaux en question et, dans le cas des DSL, un plébiscite. L'approche actuelle consiste à procéder à partir d'initiatives populaires plutôt que de restructurer le territoire par le haut.

Depuis 2006, 20 plébiscites ont été organisés afin d'incorporer des DSL en municipalités ou fusionner des DSL à des municipalités existantes (figure 9.1). Sur ces vingt plébiscites, 12 se sont tenus dans des localités majoritairement francophones et 8 dans des localités majoritairement anglophones (60 % des plébiscites se sont tenus dans des localités

francophones, alors que les francophones ne représentent que 33 % de la population de la province). Le choix de s'incorporer ou de s'annexer l'a emporté dans 9 plébiscites, alors que 11 localités ont voté contre. On remarque des résultats plus favorables au sein des localités majoritairement francophones. Au sein du camp du oui, 66 % des communautés sont francophones. Dans le camp du non, les communautés francophones représentent 54 %. La moitié des communautés francophones concernées ont choisi la municipalisation, alors qu'un peu plus du tiers des communautés anglophones concernées l'ont choisie.

Les communautés francophones se sont démontrées, dans l'ensemble, plus favorables à la tenue de plébiscites et ont opté plus souvent pour la municipalisation que les communautés anglophones, mais considérant que seuls 10 % des 250 DSL toutes langues confondues ont tenté de se municipaliser au cours des 10 dernières années, il serait excessif d'attribuer la disparité linguistique des résultats au rôle de la société civile acadienne. Bien que les principaux organismes acadiens aient faits de la municipalisation une priorité nationale, la population acadienne ne semble pas, à présent, répondre à l'appel. Du moins, elle n'en fait pas un enjeu explicitement national.

Figure 9.1
Résultats des plébiscites selon l'année



On peut voir aux figures 9.2 et 9.3 que l'écart entre les communautés francophones et anglophones est minime. En moyenne, 50 % des votes tenus dans les communautés francophones ont été en faveur des fusions, annexions et incorporations, alors que 46 % des votes au sein des communautés anglophones ont été dans ce sens. L'écart n'est pas suffisamment important pour pointer vers une attitude linguistiquement différenciée aux enjeux de la gouvernance locale.

Si la municipalisation a été désignée comme axe prioritaire par le milieu associatif acadien, le fait que seulement 12 plébiscites se soient tenus au sein des communautés acadiennes en dix ans témoigne plutôt de la relative impuissance des organismes acadiens au-delà de la défense des droits, de leur incapacité à orienter l'action des citoyens qu'ils prétendent pourtant représenter. On peut même y voir une difficulté problématique non seulement à informer l'opinion publique, qu'à la représenter. Malgré l'unanimité de la société civile acadienne dans le dossier de la gouvernance locale, très peu d'initiatives populaires ont été entamées et celles qui ont été menées ont connu un succès mitigé.

Figure 9.2
Moyenne des votes dans les communautés anglophones

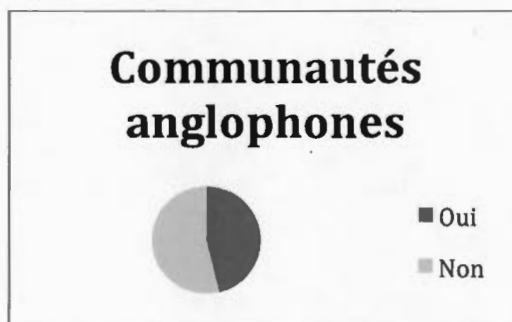
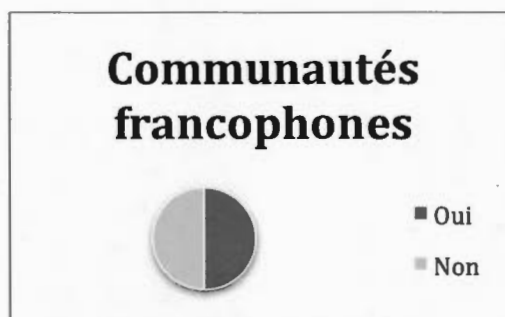


Figure 9.3
Moyenne des votes dans les communautés francophones



Ne pouvant pas contraindre l'État à agir par des voies légales, les organismes acadiens doivent, dans ce cas-ci tout comme dans le cas de l'affichage bilingue, tenter de convaincre la population acadienne et les élus locaux. Le cas de l'affichage bilingue a démontré leur relative impuissance à imposer les termes du débat. Le projet a réussi à Dieppe, mais a échoué à Moncton. Ils avaient mis de l'avant une conception publique du territoire et l'égalité entre communautés comme finalité. Or, Moncton avait plutôt évalué la situation en termes de liberté d'expression au sein d'espaces privés. Contrairement au cas de l'affichage, où les communautés anglophones et francophones s'étaient organisées de façon distincte et avaient proposé des conceptions opposées du lien entre le territoire, les pouvoirs publics, la langue et l'identité, le cas de la municipalisation fait apparaître des similitudes qui laissent entrevoir qu'au-delà des enjeux explicitement linguistiques, les problèmes et les opinions publics ne sont pas nécessairement clivés en fonction de la langue. Dès lors que l'élément linguistique est écarté – la majorité des annexions et des incorporations proposées l'étaient entre localités linguistiquement homogènes –, le milieu associatif et les médias des deux langues se rejoignent. Il n'y aurait donc pas nécessairement un rapport spécifiquement acadien au territoire et aux institutions publiques. La langue entraînerait une certaine déformation, produirait un rapport particulier aux institutions et au territoire qui ne trouverait pas nécessairement d'équivalents extra-linguistiques. Mis à part les enjeux linguistiques, les Acadiens ne seraient pas nécessairement plus interventionnistes, ne favoriseraient pas nécessairement

une conception publique du territoire et un rôle actif des pouvoirs publics dans son aménagement. Tout l'enjeu est de savoir, à terme, quand le public acadien se constitue autour de la langue et quand celle-ci devient secondaire, et en quoi ces divers types de publics s'organisent et agissent différemment ou non.

9.3.1 Justifier l'aménagement du territoire

Les tensions soulevées par la tentative de fusionner les trois municipalités du Grand Moncton s'étaient cristallisées autour de l'enjeu linguistique : Dieppe était une communauté majoritairement francophone et devait ainsi maintenir une identité propre, avec des frontières et des élus propres. Or, les projets autonomistes menés suite au projet de fusion ont largement excédé la langue (infrastructures, développement économique, vitalité urbaine, etc.). De même, les débats entourant les plébiscites n'ont pratiquement pas abordé la langue et l'identité nationale. On n'exhorte pas les Acadiens à municipaliser leur territoire au nom d'un projet collectif plus large. Il n'est pas non plus question de défendre le droit des Acadiens à des élus locaux francophones, ni de défendre une autonomie nationale qui passerait par le prélèvement d'impôts. Ni dans les rapports commandés par l'État (Finn, 2008), ni dans les mémoires produits par la société civile (AFMNB, 2013), ni dans les débats entourant chacun des plébiscites l'identité acadienne n'a-t-elle été soulevée. Il n'a été question que d'identités locales et non nationales, tant chez les anglophones que chez les francophones. Dans un éditorial paru dans l'Acadie Nouvelle, le cadrage local plutôt que national est manifeste.

Le citoyen de Madran n'est pas « de Petit-Rocher ». Il vient de Madran et il en est fier. Même chose pour Tremblay, Laplante et les Petit-Rocher Nord, Sud et Ouest. Ce n'est pas une critique et ce n'est surtout pas un phénomène propre à cette région. L'Acadie compte des centaines de DSL, de petites communautés et de villages avec des citoyens extrêmement fiers de leur appartenance à leur localité. L'autre gros problème, évidemment, c'est la taxation. Les résidents des DSL sont beaucoup moins taxés que ceux des municipalités incorporées. Dans la région de Petit-Rocher, la différence du taux de taxe foncière entre le village et les communautés qui l'entourent est

évaluée à 0,60 \$ par 100 \$ d'évaluation. Le regroupement aurait permis d'uniformiser tous les taux d'ici cinq ans. Une proposition intolérable pour bien des citoyens. Personne n'aime piger dans ses poches pour le bien de la communauté sans en retirer un avantage concret immédiat (Gravel, 2015a).

Contrairement à l'identité nationale (et linguistique), les identités locales, rurales et urbaines sont apparues moins contentieuses, plus légitimes. À Saint-Jean, la députée provinciale de Quispamsis s'est publiquement opposée au projet de fusion, sous prétexte que l'identité locale et la culture de sa communauté s'en trouverait menacée.

« Amalgamation would be the last and final step, Schryer said. I believe we have dealt well with regionalization. We have had our problems, yes we have, and we need to fix them. But once they are amalgamated, that's it. There can be a loss of identity, sometimes there is a loss of culture and I believe you have to do whatever is possible before you go there » (Saunders, 2009).

L'identité et la culture avaient figuré en creux dans le discours des anglophones lors du débat autour de l'affichage, mais elles sont explicitement énoncées pour parler d'identité locale. L'intervention de l'État, quand bien même elle aurait visé à protéger une identité francophone fragile, aurait empiété l'identité anglophone. Or, l'identité et la culture dont il est question ici ne sont pas linguistiques – Saint-Jean et Quispamsis sont majoritairement anglophones – mais locales. On retrouve cependant, dans le discours de la députée, la même approche libérale qui avait été mise de l'avant à Moncton, jugeant illégitime l'intervention de l'État dans les domaines identitaires, en l'occurrence en procédant à une fusion municipale par le haut. Il faut noter que cette position a été minoritaire dans la sphère médiatique anglophone (bien qu'elle ait été majoritaire dans l'opinion publique si l'on se fie aux résultats des plébiscites).

Les médias

L'enjeu des plébiscites et de l'affichage sont comparable sur un point central : dans les deux cas il s'agit de déterminer l'agencement légitime entre les pouvoirs publics et l'identité du public. La principale distinction concerne la langue. Dans le dossier de la gouvernance municipale la langue a joué un rôle secondaire. Il s'en est suivi une convergence dans les positions des principaux médias. On aurait effectivement pu s'attendre à ce que les francophones (tant les médias que les organismes et la population) défendent la municipalisation au nom d'une conception publique du territoire, alors que les anglophones auraient défendu les DSL au nom d'une conception privée du territoire. De même, on aurait pu s'attendre à ce que les francophones soient plus sensibles aux enjeux identitaires soulevés par la gouvernance locale, alors que les anglophones auraient adopté une position plus libérale. Or, le clivage linguistique des médias que nous avons supposé ne s'est pas avéré. Les médias des deux langues se sont prononcés en faveur des fusions et ont déploré que l'État provincial n'intervienne pas de façon plus proactive, voire de façon plus coercitive.

New Brunswick's system of governance for rural areas has no accountability and does not take the full cost of services into account, or the cost of supplying regional services through facilities in nearby towns and cities. It is not sustainable. Given the level of resistance to regional initiatives in suburban rural areas, New Brunswick's new regional service commissions are doomed to fail unless local governance and taxation are made more accountable. That accountability is not going to come from voluntary initiatives; it needs to be imposed as a standard obligation across the province (Telegraph Journal, 2013).

Amalgamation of the Greater Saint John communities is the only way we can rationalize the cost of government and create efficiency in delivering public services at a tax rate that is fair to the greatest number of people. The province needs to play a legislative role in moving to amalgamation. Our elected community leaders and taxpayers need to come to the conclusion this is in their best interest, and in the collective interest of the entire Saint John region (Telegraph Journal, 2015a).

In other Canadian provinces, meaningful local government reform has taken place in large part because the provincial government – which has statutory responsibility over municipalities – has been willing to lead the push for change, no matter the political consequences. Unfortunately in New Brunswick, this willingness to be bold with local governance reform is rarely encouraged; far too many local politicians instead fear that their own community would be swallowed whole by some form of forced amalgamation (Telegraph Journal, 2015b).

L'histoire nous révèle que généralement, l'union fait la force. Au début des années 1990, la région de Newcastle, Chatham et Douglastown faisait face à des défis en apparence insurmontables. La fusion de 1995 a fait grincer des dents dans la dizaine de localités touchées, mais a donné un nouveau souffle à toute la Miramichi et mis fin aux stériles guéguerres de clochers (Gravel, 2015b).

Les gouvernements provinciaux qui se succèdent, toutes couleurs confondues, préfèrent rester en retrait. Officiellement, ils appuient les fusionnements. Dans les faits, à part partager le coût des études de faisabilité, ils font bien peu pour convaincre la population. C'est une chose de ne pas vouloir imposer de fusion à qui que ce soit. C'en est une autre de ne même pas offrir une carotte (Gravel, 2015a).

Les médias des deux langues justifient l'intervention de l'État pour des raisons à la fois démocratiques – assurer une représentation politique adéquate à tous les citoyens – et économiques – assurer la viabilité des communautés périphériques, éviter l'inégale répartition des services et des frais leur étant associés et permettre des économies d'échelle en favorisant la coopération. Alors que les médias anglophones défendaient la liberté d'exprimer l'identité linguistique de son choix sur un territoire conçu comme privé dans le dossier de l'affichage, ils défendent une intervention plus proactive de l'État dans le dossier de la municipalisation, et ce malgré les identités locales qui seraient touchées. Contre un territoire privé, on défend un territoire commun, incorporé et défini par l'offre de services *publics*. Surtout, on reconnaît le rôle des pouvoirs publics dans le développement économique. La définition du public, la légitimité de l'identité et le rôle de l'État dans l'aménagement du territoire varient selon que la langue est en jeu ou non.

La société civile

La lutte autour de l'affichage bilingue avait également fait ressortir un clivage significatif dans l'organisation de la société civile. Les francophones s'étaient mobilisés en tant que communauté – 17 organismes s'étaient prononcés en faveur – alors que les anglophones s'étaient exclusivement exprimés à titre individuel. Nous avons émis l'hypothèse que ces modes d'organisation distincts renvoyaient possiblement à deux manières de « faire société » et de « faire public ». Les Acadiens, du fait de leur minorité et de leur conscience collective, s'organiseraient différemment que les anglophones. Il fallait donc vérifier si dans d'autres dossiers renvoyant ou non au régime linguistique la société s'organisait de façon distincte selon la langue.

Il s'est avéré que les deux communautés linguistiques se sont mobilisées de façon plus ou moins équivalente autour de l'enjeu de la gouvernance locale. Bien entendu, pour un ensemble de raisons historiques, politiques, culturelles et légales, les deux communautés ne sont organisées de la même manière. Il n'existe aucun organisme anglophone analogue à la SANB, ni aucun forum des organismes similaires à la Convention de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, néanmoins, les organismes sectoriels francophones et bilingues – l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick et l'Union des municipalités du Nouveau-Brunswick (UMNB) – ont adopté sensiblement les mêmes positions. Malgré les tentatives de faire de la gouvernance locale un enjeu national, force est de constater que cet enjeu a été conçu, tant par les médias que par les populations concernées, en termes locaux et économiques, plutôt qu'en termes nationaux et linguistiques.

Les associations sectorielles concernées par la gouvernance locale se sont unanimement prononcées en faveur d'une réforme, sans distinctions linguistiques. L'acteur le plus impliqué dans ce dossier est cependant francophone. L'AFMNB, qui représente 50

municipalités, a pris un rôle central dans ce dossier, pilotant le dossier à la Convention de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, publiant un mémoire et intervenant à plusieurs reprises dans les médias. Les interventions de l'AFMNB ne sont cependant pas *nationales*. On cherche à consolider le rôle des municipalités en tant que corporations et à régler un rapport de force entre les territoires incorporés et les DSL. L'organisme représente les intérêts des municipalités membres (francophones ou bilingues), promeut leur développement et cherche à accroître leurs capacités, en tant que corporation municipale. Rien n'est prévu pour créer une quelconque forme de concertation entre municipalités acadiennes; on fragmente afin d'acquérir des lieux de pouvoir sans créer en échange de lieux permettant à ces lieux de pouvoir d'agir de façon concertée.

L'organisme pan-provincial et bilingue des municipalités – l'Union des municipalités du Nouveau-Brunswick (UMNB), qui représente 60 municipalités – a adopté une position similaire à celle de l'AFMNB. Dans le mémoire qu'elle a soumis au commissaire Finn pour son rapport sur la gouvernance locale, l'UMNB affirme qu'il est nécessaire « pour le gouvernement provincial de s'attaquer sérieusement à cette question » (Finn, 2008, p. 57). De même, l'Association des cités du Nouveau-Brunswick, qui rassemble les huit cités de la province, a constaté l'importance pour les DSL de s'incorporer afin de pouvoir participer aux Commissions de services régionaux (Morris, 2012).

De leur côté, les DSL ont créé l'Association des DSL du Nouveau-Brunswick, un organisme bilingue représentant les intérêts des DSL. L'Association des DSL a défendu un mode de vie rural et s'est opposée aux annexions et aux fusions.

Outre les groupes d'intérêt formels, les plébiscites ont suscité la création de publics ponctuels s'organisant autour de deux camps : ceux favorables et ceux s'opposant aux projets de fusion ou d'annexion. Chaque localité doit d'abord monter un comité afin de proposer un référendum. Des groupes se constituent ensuite afin d'influencer le vote. Les

sympathisants à la municipalisation mettent de l'avant les capacités accrues d'action collective qu'entraîneraient une assiette fiscale élargie et des représentants élus, alors que les opposants craignent de voir leurs impôts fonciers augmenter, alors que seuls les centres urbains en récolteraient les bénéfices. Ce problème crée des publics concurrents, mettant de l'avant des intérêts divergents, dont la négociation du rapport de force détermine les types d'action publique pouvant être mis en œuvre. Les organismes acadiens, malgré leur unanimité, ne possèdent ni la légitimité, ni les capacités pour agir sur la gouvernance. L'État, quant à lui, possède les capacités, mais l'organisation actuelle du territoire et l'opinion publique sont telles qu'il peut difficilement légitimer une restructuration par le haut. Or, 40 % des néo-brunswickois résident dans des DSL. Toute action publique unilatérale se ferait au risque de répercussions politiques et électorales importantes.

9.4 Les municipalités comme acteurs et comme espaces publics

Les principaux arguments présentés pour légitimer une réforme de la gouvernance locale sont économiques et démocratiques. Sur le plan économique, les défenseurs d'une réforme estiment que le modèle actuel est inefficace. Le territoire est actuellement divisé en plus de 350 entités, alors que sa population ne compte que 750 000 habitants. Un tel morcellement ne permet pas une planification cohérente du territoire et une gestion rationalisée des services, alors que les municipalités sont appelées à jouer un rôle de plus en plus central dans le développement économique et la prestation de services. Les réformes de Robichaud avaient centralisé les capacités des villes au sein de la capitale provinciale, mais la province s'est peu à peu délestée de son rôle municipal, entraînant un déséquilibre fiscal. En 1992, les octrois inconditionnels de la province aux municipalités – un système de péréquation intraprovincial – représentaient 31 % de leur budget total. En 2012, les octrois ne représentaient que 8,5 % de leur budget (AFMNB, 2013, p. 10).

Pendant cette même période, les municipalités ont adopté de nouveaux rôles. Elles ne s'occupent plus simplement des services de bases – les services « durs », tels que les égouts, les routes, etc. – mais investissent dans des infrastructures, dans la culture et dans le développement économique. Or, l'organisation actuelle du territoire et la Loi sur les municipalités ne permettent pas, selon les défenseurs d'une réforme, aux municipalités de pleinement assumer leurs nouveaux rôles. La Loi sur les municipalités est prescriptive, plutôt que permissive. C'est-à-dire qu'elle « dicte tout ce que les municipalités peuvent faire. Donc, si ce n'est pas inscrit dans la Loi qu'une municipalité possède un certain pouvoir, elle ne l'a pas » (AFMNB, 2013, p. 11). Le régime territorial actuel ne donnerait pas aux municipalités la marge de manœuvre nécessaire pour s'inscrire dans le territoire en tant qu'unités économiques, dans un contexte où « les villes dans le système capitaliste sont avant tout des entités économiques, c'est-à-dire de fortes concentrations de production, de travail, d'échange et de consommation » (Scott, 2014, p. 63)). Cette conception du territoire et du rôle qu'y jouent les villes est similaire à celle que mettent de l'avant les théoriciens de la multiscalarité, à savoir que le néolibéralisme aurait entraîné un nouveau rôle pour les villes³⁸. Certains, comme Richard Florida (2002), soutiennent que le sort des villes dépend de leur capacité à attirer des individus créatifs. Il faut, pour ce faire, une planification urbaine, des investissements dans la culture et les loisirs qui sont difficilement conciliables avec le régime territorial actuel.

La nature prescriptive de la *Loi sur les municipalités* et la fragmentation du territoire entraînent également un déficit démocratique. Plus de 40 % des citoyens de la province n'ont aucune représentation politique à l'échelle locale et les capacités limitées des municipalités restreignent leur autonomie. En effet, la loi actuelle ne reconnaît aucun statut politique aux municipalités, elles sont des « créatures de la province ». L'AFMNB recommande ainsi que la nouvelle loi reconnaisse les municipalités comme des « ordres de gouvernements responsables, imputables et autonomes dans leurs champs de

38 C'est la conclusion à laquelle arrivent Sassen (Sassen, 1996, 2006), Brenner (Brenner, 2004; Brenner et Theodore, 2002), Harvey (Harvey, 2001), Bell et Jayne (Bell et Jayne, 2006). Ces auteurs placent les villes et les régions (infra- et transétatiques) au cœur des processus économiques du capitalisme avancé.

compétences » (AFMNB, 2013, p. 17) et que ces compétences soient renégociées. La *Loi sur l'urbanisme*, quant à elle, ne contient aucune mention du développement durable et ne pose aucun principe servant à limiter l'étalement urbain ou à assurer une planification régionale. Autrement dit, le régime territorial actuel ne permet pas de constituer des publics possédant la capacité d'agir de façon concertée et imputable sur le territoire.

9.4.1 Définir la vitalité et le développement : limites du régime linguistique

Les types de problèmes publics qui émergent au sein des municipalités, les publics qui se constituent autour de ces problèmes et les mécanismes qui sont mis en place pour y répondre excèdent largement le cadre du régime linguistique. Sur le plan strictement terminologique, les municipalités recourent à un vocabulaire identique à celui que l'on retrouve dans le régime linguistique, mais dont le sens et le public rattaché ne permet pas de les penser en termes linguistiques. C'est ce qui explique que ces enjeux ne soient pas abordés en termes nationaux au sein de la francophonie et que les communautés francophones n'agissent pas dans ces dossiers à titre d'ayant droit.

C'est particulièrement manifeste dans le rapport produit par l'AFMNB, qui reprend mot pour mot le vocabulaire de l'article 41 de la Partie VII de la LLO fédérale :

Les régions non incorporées qui seront peut-être aux prises avec certains défis dans l'avenir voudront elles aussi se prendre en charge afin d'avoir les outils nécessaires pour avoir le même droit de regard que les municipalités sur *leur développement et leur épanouissement* (AFMNB, 2013, p. 55, notre emphase).

Le développement et l'épanouissement dont il est question ici ne sont pas tout à fait ceux qui sont contenus dans la LLO fédérale. D'une part, les municipalités sont de compétence provinciale. L'État fédéral ne peut pas légitimement prendre des mesures positives afin

d'assurer l'autonomie des municipalités et encore moins pour contraindre les territoires à s'incorporer au nom de leur droit au développement et à l'épanouissement ; cela excèderait ses compétences. D'autre part, le développement et l'épanouissement dont il est question n'est pas réductible à la langue. Il n'est pas certain que le régime linguistique permette aux communautés d'ayants droit d'agir dans ce domaine. D'ailleurs, à l'occasion de la révision décennale de la LLO provinciale, la seule recommandation concernant les municipalités touchait l'affichage commercial. Les droits linguistiques et l'aménagement du territoire ne sont pas pensés en complémentarité.

La nature extra-linguistique du développement et de l'épanouissement dont il est question est illustrée par l'usage du terme « vitalité » – incluant la « revitalisation » – par les municipalités. À Moncton, notamment, des stratégies de revitalisation du centre-ville ont été mise en œuvre à partir des années 1980 (Desjardins, 2014). Depuis 2006, une série de rapports – disponibles en anglais uniquement, comme quoi il ne s'agit définitivement pas de vitalité linguistique – ont été commandés à des firmes de consultants afin de concevoir un développement plus cohérent et coordonné (ADI Ltd, 2009; BDA Landscape Architects, 2013; BDA Ltd, 2008; Ville de Moncton, 2006). Durant cette même période, Dieppe a cherché à se doter elle aussi d'un centre-ville, à deux kilomètres de celui de Moncton, sur la même rue. La vitalité linguistique promue par Dieppe est en contradiction directe avec le principe de vitalité urbaine, favorisant un étalement dans l'espace au nom de la langue.

Les rapports sur la revitalisation du centre-ville de Moncton mettent de l'avant une définition de la vitalité plus large que celle développée par Landry et qui sert d'indicateur pour les actions publiques dans le cadre du régime linguistique.

« Healthy downtowns facilitate vibrant cultural activities and industries, attract tourists, incubate local independent businesses, accommodate a variety of lifestyle choices and make efficient use of municipal services and infrastructure. These attributes are unique to downtowns because they have the necessary density of people, mix of uses, variety of activities, pedestrian charm, built quality and sense of place that enable this *vitality* » (Ville de Moncton, 2006, p. 7).

La vitalité ne renvoie pas ici à un indicateur linguistique, mais à un indicateur territorial, architectural, démographique, économique plus complexe qui n'a pas encore été interrogé, problématisé, analysé par les sciences sociales acadiennes et néo-brunswickoises, et encore moins par les experts en francophonie minoritaire.

Dieppe cherche clairement à s'imposer comme un acteur local, au détriment d'une conception plus régionale et intégrée de l'espace urbain. Si cette conception du territoire se justifie sur le plan linguistique, elle est plus problématique sur le plan économique. En termes économiques, le Grand Moncton forme une région intégrée participant de ce que certains chercheurs ont appelé « le corridor des Maritimes » (Beaudin, 2014). Au sein des provinces Maritimes – considérées comme une région périphérique, c'est-à-dire éloignée des marchés et des principaux centres de production (Polèse et Shearmur, 2002) – le Grand Moncton fait partie d'un axe reliant Halifax et Fredericton, connaissant une croissance économique et démographique plus élevée que la moyenne régionale et attirant les populations environnantes. Néanmoins, au sein du Grand Moncton, Dieppe a connu une croissance démographique nettement supérieure aux deux autres villes, profitant de la faiblesse économique des régions acadiennes périphériques. Les Acadiens du nord de la province qui migrent dans le Sud tendent à se regrouper géographiquement. De 2006 à 2011, la croissance démographique de Dieppe a été de 25,6 %, alors que celle de Moncton était de 7,7 % et celle de Riverview, 7,3 % (P.-M. Desjardins, 2014, p. 269). La croissance de Dieppe témoigne d'un élément linguistique dans les migrations, mais participe également d'une logique provinciale plus large de consolidation des principales régions urbaines au sein du corridor des Maritimes. En effet, la croissance de la population provinciale durant cette même période n'était que de 2,9 %. Bien que Dieppe profite d'un plus fort taux de migration intra-provinciale des francophones – 70 % des nouveaux arrivants francophones sont issus d'autres régions de la province, alors que ce taux n'est que de 55 % pour les anglophones (P.-M. Desjardins, 2014, p. 273) –, Moncton et Riverview ont également connu une croissance des francophones entre 2006 et 2011 (34 % à Riverview et 11 % à Moncton). Si Dieppe a sans conteste un caractère

francophone que n'ont pas ses voisines, elle n'est pas pour autant autonome ; elle participe d'une entité économique et sociale plus large au sein de laquelle elle cherche à territorialiser sa différence.

À ce stade, il faudrait des recherches plus approfondies pour vérifier si, outre la langue de travail au sein du secteur public et l'affichage commercial, Dieppe se distingue des autres villes du Grand Moncton en ce qui a trait à son développement. Met-elle en place des politiques, des indicateurs de rendement, donne-t-elle lieu à des problèmes publics spécifiques, qui témoigneraient d'une manière acadienne de « faire ville » ? Dieppe s'est constitué en public acadien en réaction à une menace à l'intégralité de son territoire et de ses compétences à l'occasion des fusions municipales des années 1990. Depuis, la Ville a cherché à confirmer son identité acadienne en s'autonomisant au sein du Grand Moncton et en mettant de l'avant ses propres initiatives identitaires, notamment en mettant sur pied son Comité consultatif de la francophonie, chargé entre autres de la construction identitaire. Il faudrait s'attarder au sens que prend la construction identitaire au sein d'une municipalité et en quoi les démarches entreprises à Dieppe visent un public *spécifiquement* municipal, plutôt que national, voire régional, Dieppe collabore-t-elle avec Moncton, avec d'autres localités avoisinantes sur les questions identitaires ? Si les municipalités cherchent à former des publics propres, assiste-t-on à la création de contre-publics, de mouvements sociaux opérant à l'échelle municipale ? Dans le cas du Grand Moncton, assiste-t-on à des mouvements sociaux propres à chaque municipalité (protection du patrimoine, des arbres, des cours d'eau, valorisation des transports en commun, des pistes cyclables, lutte contre l'étalement urbain, valorisation de commerces locaux) ? Voilà des questions qui méritent d'être approfondies.

Pour l'instant, on ne peut que constater le statut particulier du territoire municipal dans le discours nationaliste. Au-delà de la revendication à caractère linguistique de Dieppe au moment des fusions municipales des années 1990, il n'est pas certain que les municipalités soient un véhicule du nationalisme acadien.

9.5 Échelles territoriales et régime linguistique

Dans le dossier de la gouvernance locale, les organismes – tant ceux francophones qu'anglophones – se sont avérés relativement impuissants. Non seulement n'arrivent-ils pas à traduire leur discours en action publique, par exemple en contraignant la province à procéder à une réforme de la gouvernance locale, mais ils n'ont qu'un pouvoir d'influence limité auprès des localités et des populations concernées. Le territoire municipal est intéressant en ce sens qu'il illustre les limites d'une action collective et d'une analyse scientifique fondées dans le régime linguistique. D'une part, le territoire municipal ne permet pas à l'Acadie de se penser comme unité – légale, linguistique, culturelle, etc. Ainsi, les organismes acadiens de Moncton ne sont pas appuyés par Dieppe, et inversement. Bien que les municipalités peuvent agir au niveau culturel, elles sont limitées par des frontières qui n'englobent pas la collectivité acadienne dans son ensemble, dont les enjeux excèdent la langue et surtout, dont les capacités sont limités par la *Loi sur les municipalités*. D'autre part, la nature des municipalités ne leur permet pas d'être comprises comme une institution à laquelle auraient droit les ayants droit linguistiques. Le public qu'elles créent ne peut pas se résumer à ses caractéristiques linguistiques. Certains (M. Landry, 2007, 2014; Lang, 2009) ont cherché à insérer la municipalisation dans un grand discours nationaliste – analogue au projet de colonisation qu'avait lancé monseigneur Richard il y a un siècle, lorsqu'il appelait les Acadiens à coloniser les terres et à fonder Rogersville, Acadieville, Paquetville, etc. –, mais cette lecture n'est pas reprise par la population dans les diverses luttes ponctuelles. La revendication excédant le statut d'ayant droit, elle demeure faible. Pour cause, il ne va pas de soi que le territoire municipal et l'identité nationale aillent de pair sans mécanismes assurant la coordination de l'action et la redistribution des ressources.

Or, le régime linguistique accorde aux communautés de langues officielles des droits spécifiques à d'autres échelles territoriales. Dans ces cas, la communauté se mobilise en tant qu'ayant droit, faisant valoir ses intérêts *en tant que communauté linguistique*. C'est le

cas notamment des circonscriptions électorales, tant provinciales que fédérales. Ces échelles territoriales ont ceci de particulier qu'elles ne correspondent pas à des institutions territorialisées, contrairement aux municipalités, et qu'elles ne possèdent pas de capacités clairement définies. En tant qu'elles sont des découpages d'abord symboliques, les circonscriptions se prêtent mieux aux revendications identitaires.

En 2013, le gouvernement du Nouveau-Brunswick dévoilait la nouvelle carte électorale provinciale. L'exercice cherchait à rendre compte des changements démographiques, notamment l'exode rural et le déclin de la population. Le nombre de circonscriptions est passé de 55 à 49 et au passage, les frontières ont dû être redessinées. Certaines circonscriptions qui étaient majoritairement francophones avant le redécoupage sont devenues majoritairement anglophones. En vertu de l'article 3 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, la taille des circonscriptions fédérales ne doit pas varier de plus de 5 % du quotient électoral (11 269 habitants), mais peut varier de 25 % pour prendre en compte des communautés d'intérêt, notamment linguistiques. La taille d'une circonscription peut donc légalement varier s'il s'agit d'assurer une certaine homogénéité linguistique. Cette prérogative n'a pas été prise en compte dans l'exercice de redécoupage au Nouveau-Brunswick ; la province a plutôt respecté une équivalence stricte de plus ou moins 5 % dans l'ensemble des circonscriptions. Le milieu associatif acadien s'est mobilisé pour contester le découpage et forcer la province à accorder aux Acadiens des circonscriptions linguistiquement homogènes.

En mars 2014, l'AFMNB, la SANB ainsi que deux citoyens ont annoncé qu'ils contesteraient la nouvelle carte électorale devant les tribunaux. Selon la SANB, il s'agit d'une perte de pouvoir considérable pour la communauté acadienne ³⁹(Radio-Canada,

39 Notons que l'une des circonscriptions contestées – Memramcook-Sackville –, bien qu'elle soit majoritairement anglophone, a fait élire un député acadien aux élections de 2014. Le milieu associatif demandait que Memramcook soit intégrée à la circonscription de Dieppe, afin d'assurer l'homogénéité linguistique, or le redécoupage, loin d'avoir réduit le pouvoir politique des Acadiens, a permis de faire élire

2014a). Suite à l'annonce de la poursuite, des négociations ont été organisées, lors desquels les partis en sont venus à une entente. Des amendements ont été apportés à la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales et la représentation, notamment l'augmentation du quotient électoral, qui est passé de 5 % à 15 %. Dans un communiqué de presse annonçant qu'une entente avait été conclue entre les demandeurs et la province, l'AFMNB, la SANB et les deux citoyens déclaraient que

pour les demandeurs, les changements négociés et retrouvés dans le projet de loi constituent des gains importants pour la communauté acadienne et francophone [...] Les demandeurs croient que la nouvelle Loi permettra d'assurer un plus grand respect des communautés d'intérêt et ainsi garantir une meilleure représentation effective des deux communautés de langues officielles (AFMNB et SANB, 2015).

Les organismes acadiens ont pu agir de façon plus concrète dans ce dossier parce que le régime linguistique, en reconnaissant des communautés d'intérêt à l'échelle des circonscriptions électorales, offrait des capacités d'action légales, bien que le pouvoir qu'il était question de défendre soit difficile à identifier et à définir. Les francophones, prenant ici le statut d'ayant droit qu'ils n'ont pas à l'échelle de la gouvernance locale, sont ainsi apparus comme une communauté unie, une communauté d'intérêt, mais dont les intérêts se limitent à la langue. Le régime linguistique informe non seulement les capacités d'action du milieu associatif, mais également leur vocabulaire et la définition du public qu'il représente et l'échelle à laquelle ce pouvoir se situe.

un député acadien de plus. Il ne va pas de soi, cependant, que les députés francophones soient plus naturellement portés à défendre publiquement les enjeux linguistiques.

9.6 Quels intérêts par-delà le statut d'ayant droit ?

Le dossier de la gouvernance locale a démontré que les Acadiens ne forment pas nécessairement un public homogène et qu'ils ne partagent pas nécessairement les mêmes intérêts. Ils n'ont pas immédiatement cru souhaitable de s'organiser politiquement au nom de leur acadianité ; d'autres considérations identitaires et économiques sont entrées en jeu. Or, dès lors que le régime linguistique est en jeu, les intérêts communs des Acadiens prennent une évidence, ils renvoient à des droits prédéfinis, qui deviennent *de facto* des intérêts communautaires. Ils deviennent aussi considérablement restreints, se limitant à la langue. La lutte autour de la carte électorale a amené l'AFMNB et la SANB à sous-entendre qu'un député d'une circonscription majoritairement acadienne défendrait *de facto* les intérêts des Acadiens, ce qui est loin d'aller de soi. D'une part, il n'est pas du tout certain que les Acadiens aient des intérêts communs clairement définis du fait de leur acadianité. Pour cause, l'AFMNB a également critiqué le fait que certaines nouvelles circonscriptions, bien que majoritairement francophones, aient rassemblées des communautés rurales et urbaines. Or, dans le cas de Memramcook et Sackville, bien que les deux communautés soient rurales, alors que Dieppe, à qui Memramcook était jusqu'alors rattachée, est urbaine, la question linguistique est devenue centrale, parce que le régime linguistique a permis de créer un public d'ayants droit.

D'autre part, l'histoire de la province démontre que les questions nationales peinent à s'exprimer politiquement. Rien n'indique qu'un gouvernement composé majoritairement d'Acadiens sera plus proactif dans le dossier de la gouvernance locale, bien que le milieu associatif acadien en ait fait une priorité. Entre les intérêts des ayants droit et les intérêts des citoyens contribuables, il y a un écart. Il faudrait voir si les enjeux politiques sont déterminés par la langue, si par-delà la langue des problèmes publics spécifiquement acadiens émergent qui justifieraient le respect de leurs circonscriptions. Que font les Acadiens avec leurs circonscriptions ? Comment les investissent-ils politiquement ? À l'instar de la majorité des institutions acadiennes, les capacités des circonscriptions ne sont

pas centrales ni dans les recherches, ni dans le discours du milieu associatif. Voilà des pistes à suivre dans d'éventuelles recherches.

Les formes que prend le public acadien et les capacités d'action dont il dispose varient selon les échelles et selon la portée du régime linguistique. Selon le type d'enjeu dont il s'agit, les manières de désigner le groupe et les stratégies d'action varient, de même que les types de légitimité. Alors que les organismes acadiens peuvent plus ou moins légitimement prétendre défendre les intérêts des Acadiens lorsque ces intérêts sont des droits inscrits dans le régime linguistique, leur légitimité devient plus problématique et leurs capacités d'action deviennent plus limitées dans les dossiers qui excèdent le régime.

À l'heure actuelle, il n'existe aucun discours national cohérent pour nationaliser l'échelle municipale. Bien que certains organismes acadiens en aient fait une priorité, leurs moyens d'action dans ce dossier demeurent limités, puisque le développement et la vitalité dont il est question ne sont pas réductibles à ceux linguistiques qui dominent le discours. C'est-à-dire que les Acadiens ne pourront pas revendiquer la municipalisation du territoire au nom de l'obligation de l'État à prendre des mesures positives pour favoriser leur vitalité et accroître leur complétude institutionnelle, alors même que la municipalisation est revendiquée au nom de la vitalité et de l'épanouissement. D'autres types d'arguments et d'autres moyens d'action devront être trouvés. Ensuite, quand bien même le territoire serait entièrement municipalisé, il n'en découlerait pas nécessairement un pouvoir accru pour l'Acadie comprise comme collectivité. Les municipalités sont des entités territoriales et administratives exclusives qui entrent potentiellement en concurrence les unes avec les autres. En l'absence d'instances représentatives proprement nationales, démocratiquement légitimes et assurant un certain niveau de coopération, voire de redistribution, il n'est pas certain que la municipalisation du territoire représente une avancée pour *l'Acadie*.

Une telle reconfiguration du territoire ferait nécessairement émerger de nouveaux acteurs, de nouveaux problèmes et de nouvelles capacités dont on ne peut pas présupposer qu'ils seraient nécessairement acadiens. La reconfiguration des échelles territoriales s'inscrirait dans les logiques de la mondialisation néolibérale, faisant des lieux et des identités des facteurs centraux dans la production de la valeur.

Aujourd'hui, on peut avancer l'idée, qui aurait été, il y a peu encore, jugée hasardeuse, que le territoire lui-même puisse être un « gisement de compétitivité » où les entreprises se rendent de plus en plus compte que leur productivité est largement dépendante de la qualité de leur contexte économique immédiat (Pecqueur, 2010, p. 616).

Heller a vu comment la langue devenait un capital, une valeur ajoutée et comment l'authenticité identitaire devait s'arrimer à des circuits touristiques et culturels mondialisés. Seulement, son nationalisme méthodologique et sa perspective sociolinguiste ne lui permettent pas de comprendre les nombreuses implications de la reconfiguration territoriale. Il se joue, en plus des questions linguistiques, des enjeux économiques, écologiques, sociaux, politiques.

Rien ne laisse présupposer qu'une éventuelle reformulation du régime territorial ne soit compatible avec le régime linguistique actuel. Au contraire, nous avons démontré qu'ils étaient largement distincts. Or, la langue des publics, la langue dans laquelle seront formulés tous les problèmes actuels et à venir va continuer de se poser. L'identité des acteurs publics va continuer d'être problématique. Il faut donc trouver un moyen d'aborder le territoire par une autre lorgnette. Il faut se donner la marge de manœuvre nécessaire pour faire face à d'éventuels publics urbains, écologiques, économiques qui ne seraient pas nécessairement calqués sur le modèle de l'ayant droit.

Les études de cas que nous avons présentées ont toutes mis en évidence les limites du régime linguistique et du statut d'ayant droit. Ils constituent des publics limités, possédant des capacités restreintes. Elles ont également mis en évidence la nécessité de complexifier l'analyse, d'aller au-delà du cadre strictement national, de penser la complétude institutionnelle en termes de capacités et d'échelles, de rendre compte de divers niveaux du « faire société », de diverses acceptions de la vitalité – économique et démocratique, par exemple – et de divers types de publics.

L'approche par les publics que nous avons proposée ouvre la recherche à de nouveaux terrains et à de nouvelles analyses des liens entre identité, langue et action. Elle nous appelle à nous intéresser à la manière dont émergent les problèmes publics, aux liens entre langue et public et aux lieux où se concentrent les capacités d'action. Le régime linguistique a, à ce jour, fait l'objet de la grande majorité des études, mais il les a également structurées. Il est indéniable que le régime linguistique constitue un mode d'action privilégié pour la communauté acadienne dans la mesure où il lui permet d'agir en tant que communauté unifiée, mais force est de constater qu'il ne représente qu'un moyen d'action parmi d'autres. La spécificité du régime linguistique est de produire *de facto* l'unité de la communauté acadienne en tant qu'ayant droit. En l'absence d'instances de représentation politique proprement acadiennes, ce statut définit à l'avance les intérêts que pourront défendre les organismes de représentation de la communauté acadienne. Il s'agit là à la fois d'une force et d'une limite. Ces intérêts ne sont pas politiquement négociés au sein des instances communautaires, mais préalablement définis par le régime et interprétés par les juristes. Le droit subsume ainsi les intérêts ; il réduit la communauté à un statut légal et ses intérêts divers et divergents à un dénominateur commun linguistique. Enfin, le régime linguistique se définit par une capacité unique : accorder et assurer le respect des droits. Les droits en question peuvent être compris comme un droit à la complétude institutionnelle, mais celui-ci peut prendre une double acception, contradictoire. Soit il s'agit de garantir l'accès à des services en français (le bilinguisme institutionnel), soit il s'agit de garantir l'accès à des espaces linguistiquement homogènes (la dualité linguistique). Ceci pose un double problème. Les institutions communes

bilingues ne peuvent pas représenter les Acadiens, parler en leur nom, et les institutions homogènes déléguées à la communauté ne possèdent que des capacités limitées et une légitimité problématique.

Le type de légitimité spécifique au régime linguistique et au statut d'ayant droit et dans lequel s'inscrit le nationalisme acadien depuis les années 1980 ne permet pas à la vitalité de prendre un sens plus large que celui fondé sur la seule identité linguistique. Dès lors que l'on élargit son sens, pour prendre en compte la vitalité de l'espace urbain ou rural, de l'économie, des institutions démocratiques, une série de publics émergent qui empêchent toute action unilatérale au nom d'un public particulier. D'autres entités émergent : les contribuables, la densité urbaine, l'architecture, le patrimoine, le zonage, les infrastructures, etc. D'autres indicateurs sont mobilisés pour évaluer la vitalité d'entités qui ne se résument pas à la langue, mais qui influencent néanmoins les pratiques, les attitudes, les comportements des ayants droit. Au Nouveau-Brunswick, par exemple, les régions où la vitalité ethnolinguistique est la plus forte – où le taux de transmission de la langue et où la conscience de former une entité distincte sont les plus élevés –, la vitalité économique et politique sont relativement faibles. Le taux de chômage y est plus élevé et les DSL y sont plus nombreux. C'est en grande partie cette faible vitalité des régions acadiennes qui explique la croissance du Grand Moncton.

Dès lors que d'autres entités que la langue sont en jeu, les publics en présence ne peuvent pas être déterminés à l'avance. Ce n'est pas dire que la langue n'a pas sa place dans les questions de vitalité urbaine ou économique, mais elle y est transversale et qu'à s'y limiter, on ne décrit qu'une part marginale de la réalité. C'est là la principale faiblesse du nationalisme méthodologique⁴⁰. Lorsque des Acadiens revendiquent du développement

⁴⁰ Le chantier de la gouvernance communautaire dirigé par Linda Cardinal s'intéresse certes à la constitution de publics au sein de la francophonie, s'organisant autour d'enjeux, de projets et de problèmes spécifiques, mobilisant des instruments, définissant des indicateurs, mais les publics dont il est question sont néanmoins surdéterminés par le régime linguistique. Il ne s'agit que des publics créés par les partenariats entre l'État et

économique dans leur région, ils ne le font pas en tant qu'ayants droit. Il n'y a pas, à l'heure actuelle un droit proprement francophone au développement économique, qui favoriserait légalement et légitimement les régions acadiennes aux régions anglophones. Pourtant, les francophones ont droit à un développement spécifique pris en charge par l'État. Ces enjeux para-, péri- et épilinguistiques appellent les chercheurs à se concentrer aux lieux de pouvoir et aux publics qui se construisent autour d'eux et contre eux, à s'intéresser aux capacités d'action dont disposent les institutions – francophones ou autres – qui structurent la vie des individus, qui façonnent leur territoire. L'ayant droit est une figure politique, dans la mesure où il désigne un public à qui il accorde certaines capacités d'actions, mais son potentiel politique demeure limité. Cette figure ne peut pas à elle seule résumer l'identité nationale, parce qu'elle ne permet pas de rendre visible les fractures, les conflits, les divergences au sein du groupe francophone, mais surtout, parce qu'elle ne permet pas de penser les multiples relations qui relient les francophones aux autres groupes avec lesquels ils partagent le territoire, avec les divers lieux de pouvoir qui le façonnent et avec les divers problèmes qui en émergent.

les communautés d'ayants droit. Tout enjeu excédant ce cadre est par définition écarté. Par exemple, la *Feuille de route* ne fait aucune mention de la vitalité urbaine, ni de l'affichage commercial, ni de la municipalisation du territoire.

CONCLUSION

PENSER LES PUBLICS, LEURS TERRITOIRES ET LEURS CAPACITÉS

L'émergence de revendications territoriales – tantôt pour l'affichage commercial, tantôt pour la gouvernance locale – a fait apparaître certaines limites des revendications nationalistes traditionnelles, de l'organisation actuelle de la société civile francophone, du statut d'ayant droit tel qu'il est conçu au sein du régime linguistique, et a fait apparaître de nouveaux terrains d'enquête. Le territoire est un impensé du régime linguistique et de ce fait, il interroge l'idée même de communauté telle qu'elle s'est constituée depuis les années 1980. Nous donnons en ce sens raison à Thériault et à Heller, qui estiment tous les deux, malgré leur différend fondamental, que le régime linguistique ne permet pas de faire société. Pour Thériault, la judiciarisation qui le caractérise dépolitise le référent identitaire. Pour Heller, il est trop exclusif et puise sa légitimité dans une économie obsolète. Revenons quelques instants sur cette thèse.

L'une des thèses fortes de Heller est que la communauté francophone telle qu'elle s'est constituée au sein des économies politiques libérale et providentielle est entrée en crise au sein de l'État néolibéral. Selon elle, deux logiques sont en cours qui vont à l'encontre du nationalisme traditionnel. Premièrement, l'emphase que met l'État néolibéral sur les indicateurs économiques entraîne une marchandisation de la culture, de la langue et de l'identité où la juxtaposition des langues devient rentable, où le plurilinguisme devient une valeur ajoutée et où, conséquemment, l'homogénéité linguistique revendiquée par les ayants droit devient injustifiable. Deuxièmement, une nouvelle sensibilité postnationale se manifeste au sein des populations francophones, pour qui le plurilinguisme serait une réalité naturelle et non problématique. Ensemble, ces deux réalités mineraient les bases

sur lesquelles se sont construits le nationalisme et l'idée même d'une « communauté francophone ».

« By 2003, the [government] agencies and their funding base were solidly in place, and the discourse of 'community economic development' had gained ascendancy over 'survival' or 'rights' or even 'self-governance'. The 'community' in question, though, was the community constructed in the old political economy, and there is little room left to imagine new communities emerging out of the old one, or what the old one might look like under new conditions (let alone nothing like a 'community' at all) » (Heller, 2011, p. 25).

Il faut nuancer ce propos, qui est en partie juste, mais qui risque aussi de nous entraîner vers des conclusions trop hâtives. Nous avons démontré, à travers une série de luttes – pour le maintien de circonscriptions majoritairement francophones, pour l'affichage bilingue, pour maintenir l'autonomie de Dieppe, pour assurer des autobus scolaires linguistiquement homogènes – que les francophones continuent de revendiquer des droits, continuent à faire de leur survie de groupe un enjeu public et continuent de chercher une certaine forme d'autonomie, bien que par des voies limitées et trop faiblement problématisées tant par les acteurs eux-mêmes que par les chercheurs. Et à plusieurs égards, l'État leur donne raison.

Non seulement les francophones continuent-ils de revendiquer des droits et la gouvernance d'espaces leur étant propres au nom de leur vitalité ethnolinguistique, mais le régime linguistique leur donne les moyens concrets d'y parvenir. On ne peut pas parler en ce sens d'une délégitimation des revendications strictement linguistiques, remplacées par un discours exclusivement économique. Le régime linguistique – et la jurisprudence sur laquelle il s'appuie – offre des moyens d'action aux francophones. La nouvelle économie et l'État néolibéral n'ont pas unilatéralement supplanté les types de légitimation construits dans les époques précédentes. Par contre, de nouvelles dynamiques territoriales sont en train de se constituer et elles excèdent le cadre restreint du régime. C'est dans ce sens très spécifique que nous donnons raison à Heller. Si l'on considère la communauté comme celle définie par le régime linguistique, il est effectivement difficile d'imaginer qu'elle

puisse se réorganiser territorialement et devenir un acteur économique et politique. C'est ce que nous avons vu notamment avec le dossier de la gouvernance locale. La reconfiguration territoriale risque de redéfinir qui fait société, mais il faut aller plus loin que Heller et aborder l'ensemble des acteurs, des publics en présence, et non pas se limiter à la déconstruction de l'un seul d'entre eux sous prétexte d'émancipation. Les publics à venir sont indéterminés ; il ne revient pas aux chercheurs de les définir. Il revient plutôt aux chercheurs d'en expliciter les enjeux et les modes d'existence.

Le territoire rend manifeste les limites de l'ayant droit, son incapacité à permettre aux Acadiens de penser et d'agir en tant que communauté mue par d'autres enjeux que ses droits linguistiques, traversée par des débats, des conflits pouvant être mis en scène et négociés au sein d'instances légitimes et représentatives. Aucun lieu ne permet, à l'heure actuelle, un aménagement du territoire géré par et pour la communauté acadienne. Cette tâche incombe à l'État provincial, qui ne s'exprime pas en tant que représentant acadien, plus encore, qui ne reconnaît pas à l'Acadie de droits territoriaux. Les modalités de cohabitation entre les groupes linguistiques ne sont pas clairement définies – nous l'avons vu dans les dossiers de l'affichage, des fusions municipales, des autobus scolaires. L'incapacité de l'État provincial à représenter le peuple acadien est illustrée tant par le droit, qui reconnaît l'égalité des communautés linguistiques, mais ne reconnaît dans aucune loi un statut à l'Acadie. Cette incapacité de l'État à représenter le peuple acadien est également illustrée par l'existence d'une société civile acadienne parallèle à l'État et financée par lui, s'organisant, elle, en partie autour du référent acadien (c'est le cas de la SANB, de l'Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick), en partie autour de la langue (c'est le cas de l'AFMNB, de la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Association des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick, de l'Association francophone des aînés du Nouveau-Brunswick). L'adoption du référent linguistique, plutôt que national par les organismes de la société civile s'explique en partie par la nature du régime linguistique qui ne reconnaît que des locuteurs titulaires de droits et non pas explicitement une communauté nationale.

Si l'État ne se fait pas le représentant de l'Acadie – rappelons que ni le rapport Byrne inaugurant le régime territorial et linguistique en place, ni le rapport Finn proposant une réforme de la gouvernance locale ne mentionnent l'Acadie, et rappelons que la révision décennale de la LLO provinciale de 2013 s'est tenue derrière des portes closes, le gouvernement jugeant les questions linguistiques trop épineuses pour être débattues en public, et que le régime linguistique ne concerne, globalement, que la langue de l'État et non de la société – c'est en partie parce que l'Acadie a renoncé à la voie politique dans les années 1980 au moment de la mise en place du régime linguistique. De ce fait, les partis politiques provinciaux ne représentent pas des visions cohérentes et distinctes de l'Acadie – ni de la francophonie. Il en va de même pour la société civile ; les élections à la SANB n'opposent pas des camps idéologiques distincts qui proposeraient des visions cohérentes de l'Acadie. Les intérêts de la communauté tendent à faire consensus et tendent à renvoyer à l'acquisition de droits ponctuels. Le régime linguistique a balisé ce qu'il est possible de faire et de penser.

Sans propositions politiques claires, le public acadien se résume à son plus petit dénominateur commun : l'ayant droit. Les juristes et les experts ont ainsi comblé le vide politique créé par l'échec du PA et la consolidation du régime linguistique. Stratégiquement, le public acadien se sert de son statut d'ayant droit pour contraindre l'État à respecter ses intérêts. Or, ces intérêts sont balisés par des indicateurs limités, dont le territoire a exposé les limites. Surtout, l'ayant droit isole un public francophone du public provincial plus large. Il se concentre quasi exclusivement sur les droits de ce public restreint à des services publics dans sa langue, au détriment d'une réflexion plus globale sur les langues du public provincial, celles par lesquelles il s'exprime, celles qu'il reconnaît comme inhérentes son identité, celles qu'il reconnaît comme pouvant et devant légitimement façonner l'espace public. Les indicateurs et les instruments d'action spécifiques à l'ayant droit dans le régime actuel ne lui permettent pas d'interpeller le public néo-brunswickois dans son ensemble, ni l'Acadien en tant que citoyen. C'est notamment ce que rendent manifestes les nombreuses études sur la vitalité ethno linguistique, qui écartent *a priori* et par définition de leurs enquêtes les populations anglophones, leurs

comportements, leurs attitudes et leurs compétences linguistiques. C'est également ce qu'a rendu manifeste la lutte pour l'affichage bilingue, où le discours s'est centré sur les droits linguistiques, écartant du même coup toute discussion plus large sur les rapports de force entre groupes linguistiques et les formes de domination qui en découlent, notamment dans l'espace urbain. À mettre de l'avant leurs droits, les francophones n'ont pas su aborder la question du « nous », n'ont pas su interpeller et critiquer la position de leurs adversaires et interroger leur conception de la cohabitation linguistique. Il s'en est suivi un dialogue de sourds où chaque camp répétait sa position, revendiquait ses droits sans s'interpeler directement, sans chercher à trouver de compromis, sans négocier la reconnaissance.

Le régime linguistique, fondé sur le bilinguisme officiel de l'État et sur le financement public d'organismes francophones, balise la portée publique de la langue. Celle-ci demeure cependant pour l'essentiel une réalité privée et communautaire, ce que confirme notamment le maintien d'une société civile s'organisant autour du référent francophone. Le statut de cette société civile pose quant à lui certains problèmes, appelle certaines interrogations concernant sa légitimité à représenter la population qu'elle prétend représenter et ses capacités d'action, son autonomie.

Les enjeux nationaux acadiens sont renvoyés à la société civile, sont désignés comme enjeux communautaires. Cependant, le statut du milieu associatif francophone – tout particulièrement celui de l'association porte-parole, la SANB – ne permet pas à la communauté francophone de se représenter à elle-même dans sa diversité, ni d'agir *en tant que communauté*. D'une part, les associations n'ont pas la légitimité démocratique requise pour représenter les intérêts réels de la communauté. De ce fait, elles représentent soit les intérêts des ayants droit tels que définis dans le régime linguistique, soit les intérêts sectoriels de leurs membres. D'autre part, les associations n'ont pas les capacités de faire de la communauté francophone un plus large, divers, agissant sur divers fronts. Enfin, elles n'ont pas la capacité de définir les indicateurs par lesquels la vitalité est mesurée. En l'état, le régime linguistique ne permet effectivement pas de faire communauté, et encore

moins de faire société. Il est en ce sens difficile d'imaginer une communauté se constituer autour de la figure de l'ayant droit. Tout enjeu extralinguistique forme nécessairement des publics plus larges, dont les intérêts sont potentiellement divergents et dont les formes de représentation institutionnelle sont variables. Dans ces instances, la langue est soumise à d'autres logiques de reconnaissance, elle perd son statut officiel et sa place doit être négociée. Dans ce sens très restreint, nous donnons raison à Heller. La communauté comprise comme ayant droit ne peut pas générer de la communauté. Par contre, l'épreuve des faits nous amène à nuancer son constat.

Non seulement les francophones persistent-ils à formuler des revendications linguistiques, mais l'État continue de les reconnaître comme étant légitimes. De plus, il faut prendre en compte que la sensibilité postnationale qu'elle voit monter au sein des communautés francophones n'est pas forcément partagée par les anglophones. À la volonté postnationale des francophones d'avoir un paysage linguistique varié et représentatif – Dieppe allant même jusqu'à interdire les affiches unilingue françaises –, les anglophones ont défendu un rapport éminemment national à leur langue et à leur territoire. Ce rapport qu'entretiennent anglophones et francophones à la langue est à ce jour faiblement étudié. La langue demeure malgré tout un objet contentieux et contesté. Bien sûr la légitimité des arguments linguistiques varie selon les contextes. C'est là la deuxième nuance qu'il faut apporter aux thèses de Heller. L'affichage bilingue ne prend pas le même sens à Toronto qu'à Moncton ou encore à Caraquet. C'est tout l'intérêt de penser en termes de publics, de telles distinctions deviennent alors possibles. Tous les publics ne prennent pas la même forme, n'investissent pas l'espace avec les mêmes moyens, ne possèdent pas les mêmes capacités et ne formulent pas leurs revendications avec les mêmes justifications. Le paradigme de la vitalité reconnaît implicitement cette réalité ; l'identité et le taux de transfert linguistiques dépendent de facteurs communautaires et sociaux. Il existe en ce sens plusieurs francophonies canadiennes et plusieurs communautés acadiennes. Or, si la vitalité a un sens, c'est-à-dire que si le renforcement de la capacité des francophones à agir en tant qu'entité distincte est l'objectif premier du régime linguistique, il est impératif de réfléchir

aux institutions et aux capacités dont elles disposent, au sens que prend cette distinction, à ce qu'elle permet de faire et à la reconnaissance qui lui donne la majorité.

L'emphase que nous avons placé sur les échelles d'action – celle de l'ayant droit, celle du territoire municipal, celle de la circonscription, celle des organismes – a mis en évidence des publics divers, possédant des capacités variables. Mais il a surtout permis de rendre explicite les liens problématiques qui relient le discours nationaliste francophone et le statut d'ayant droit, ainsi que les limites de ce statut. Le dossier de la gouvernance locale est potentiellement en voie de redéfinir les échelles de l'action collective et de la représentation politique, entraînant dès lors une réforme de l'aménagement territorial et du régime linguistique lui étant lié. Les enquêtes sur le néolibéralisme que nous avons présentées au chapitre 6 démontrent que non seulement l'État néolibéral se caractérise-t-il par une emphase sur le développement économique et la marchandisation de la culture, de la langue et de l'identité, comme le souligne Heller, mais également par une imbrication plus complexe des échelles territoriales. La principale justification évoquée par les acteurs qui défendent une réforme de la gouvernance locale est d'ailleurs économique : les municipalités jouent *de facto* un rôle de plus en plus important dans le développement économique, mais la structure actuelle de la gouvernance territoriale ne leur accorde que des capacités politiques et fiscales limitées. Or, les publics qui émergeront de ces nouvelles entités territoriales ne sont pas déterminés à l'avance. Il n'est pas justifié de prétendre que la nouvelle économie entraînerait nécessairement des identités postnationales. C'est d'ailleurs empiriquement inexact. Néanmoins, nous pensons que, si les luttes récentes servent d'indication, la langue et l'identité risquent d'intervenir au sein de ces nouveaux territoires. Nous pensons également que l'éventuelle réforme aura un effet structurant sur le régime linguistique et sur l'expression du nationalisme acadien.

La structure de la gouvernance locale actuelle est issue des réformes du gouvernement de Louis J. Robichaud et va de pair, en un sens, avec le régime linguistique. La centralisation des services jusqu'alors assumés par les instances locales et nationales (dans le cas de

l'Acadie) pouvait s'accomoder d'un territoire fragmenté, sans réels pouvoirs et, dans plusieurs cas, sans représentation politique locale. En contrepartie, l'État provincial se faisait le garant de l'égalité – linguistique et économique. La société civile acadienne perdait son rôle structurant. Le nationalisme actuel est tributaire de ce rapport centralisé au territoire, qui déterritorialise et dépolitise l'identité nationale en la remplaçant par l'ayant droit. En effet, ce statut concerne essentiellement les langues dans lesquelles sont dispensés les services des institutions publiques provinciales sur l'ensemble du territoire. Il se fonde sur le droit à des services *là où le nombre le justifie*, au sein d'un territoire neutre à géométrie variable, auquel doit s'adapter l'État dans son offre de services, sans répartition nationale de la représentation et des capacités. Suite à l'échec du PA, le nationalisme acadien s'est ainsi concentré sur l'acquisition de droits au sein des institutions provinciales, formulant pour ce faire des justifications, des arguments particuliers, dont les savoirs experts sont la manifestation la plus explicite. Les savoirs des sciences sociales et le discours nationaliste acadiens se sont recentrés sur le régime linguistique, en faisant le principal lieu de l'acadianité, son principal vecteur d'action et son principal projet. De ce fait, le territoire a pris un rôle marginal. Les savoirs experts se sont institués en lien avec le régime linguistique et puisent leur légitimité de la reconnaissance particulière que leur accorde l'État. Les savoirs critiques (néolibéraux et nationaliste) prennent quant à eux leur distance d'avec le régime, mais ils circonscrivent néanmoins leur objet à l'avance en fonction de critères identitaires et linguistiques. Surtout, ils renvoient à des utopies, à des conceptions préalables de la société telle qu'elle devrait être et qui teintent leurs analyses. Une approche pragmatique permet de penser les liens entre le régime linguistique et l'identité de la communauté pour laquelle il a été créé sans se confiner aux termes du régime, ni à des conceptions préalables de la communauté qu'il encadre. Surtout, une telle approche permet de relativiser le régime et de rendre visibles d'autres modalités d'action.

Le régime linguistique va de pair avec la gouvernance du territoire. Les deux ont été construits dans une autre économie politique et se sont informés mutuellement. La réforme du territoire s'est accompagnée de luttes concernant précisément le pouvoir au

sein du territoire et le porte-parole légitime de la communauté acadienne. L'approche institutionnelle et légale de la SANB l'a alors emporté sur celle territoriale et politique du PA. Une nouvelle réforme de l'aménagement du territoire semble se dessiner et on peut anticiper qu'elle entrainera elle aussi des débats concernant le pouvoir, le territoire, la langue et les institutions. Les questions linguistiques se formulent différemment au sein du territoire qu'au sein des institutions publiques. Les justifications varient en effet selon que l'on s'adresse en tant qu'ayant droit à une institution publique ou que l'on cherche à convaincre le public de la légitimité de sa langue minoritaire. Le territoire tend à favoriser le deuxième rapport au public.

Si les récentes luttes linguistiques au Nouveau-Brunswick et la pérennité des mouvements nationalistes en Occident servent d'indicateur, rien ne laisse présager que l'éventuelle réforme de la gouvernance locale puisse éviter un débat national. Si le régime linguistique actuel a atteint certaines de ses limites et qu'il est difficile d'imaginer des communautés se construisant dans son cadre, cela n'implique pas pour autant que l'identité acadienne ait définitivement cessé d'alimenter des projets collectifs et qu'elle se résume – néolibéralisme oblige – à une marchandise. Si le régime linguistique ne permet pas de créer de la communauté, il serait hâtif d'affirmer qu'il résume à lui seul l'identité, le rapport à la langue, à l'histoire et au territoire. Le régime linguistique est structurant, mais il n'est pas totalisant. Le nationalisme acadien a survécu au passage d'un État libéral à un État-providence, et il risque de survivre au passage à un territoire néolibéral. La forme que prendra le nationalisme risque de dépendre en grande partie de celle que prendra le territoire. Le territoire transformera fort probablement les capacités d'action collective, les types de légitimité liés à l'identité et les justifications structurant la sphère publique. Et quand bien même l'identité acadienne ne serait pas au cœur d'une éventuelle réforme, des accommodements linguistiques devront fort probablement être atteints avec la majorité anglophone. Soit le territoire sera postnational, dans lequel cas il faudrait que les anglophones dénationalisent eux aussi leur rapport à la langue, soit le territoire sera national. Peu importe la voie privilégiée, il est impératif que les sciences sociales soient en mesure de produire des savoirs propres aux réalités territoriales qui émergent. Pour ce

faire, elles doivent rompre avec leur nationalisme méthodologique et plus fondamentalement encore, elles doivent rompre avec le régime linguistique et cesser de faire de l'ayant droit leur objet d'analyse par défaut.

Le nationalisme méthodologique est problématique à plusieurs égards, en premier chef parce qu'il contraint les chercheurs à se cantonner au régime linguistique qui seul assure l'unité de leur objet d'étude. L'ayant droit est un public circonscrit qui fait agir l'État – le pouvoir public – selon des modalités balisées et codifiées. Les sciences sociales produites dans le paradigme du nationalisme méthodologique et plus particulièrement celles produisant les savoirs experts du régime linguistique ne permettent qu'une compréhension partielle et partiale de leur objet. De ce fait, elles ne sont pas tout à fait réflexive, ni critique, quand bien même c'est leur ambition première. Elles ne s'inscrivent que partiellement dans le tissu social, ne s'intéressent qu'à des acteurs et à des pratiques prédéfinis. Le rôle qu'elles jouent – et qu'elles peuvent jouer – est *de facto* limité. Les publics auxquels elles s'intéressent et à qui elles s'adressent sont, eux aussi, *de facto* limités.

La resurgence du territoire comme enjeu et les débats entourant la répartition de ses échelles (municipale, régionale, provinciale) et de ses capacités, les types de légitimité et de représentativité leur correspondant et les indicateurs par lesquels leur développement et leur vitalité sont évalués entraînent des questions qui ne peuvent pas être répondues dans le cadre du régime linguistique et des savoirs experts leur correspondant. Le territoire fait par définition resurgir des publics plus larges. Bien que ces rééchelonnages soient entraînés par le néolibéralisme et qu'ils visent à assurer la compétitivité économique, on ne peut toutefois pas réduire la communauté et le territoire à des entités économiques. Ils peuvent également être conçus comme des lieux fondés sur des cultures et des histoires particulières, ayant historiquement construit certains types de publics, formulé certains types de problèmes qui ont façonné l'organisation sociale et la construction du territoire. Du fait de leur affinité historique, culturelle et linguistique, ces publics ont non seulement

un potentiel économique, mais également un potentiel de résistance et d'action collective. La langue n'est pas qu'une marchandise, elle crée également le lien entre la sphère privée et la sphère publique, elle génère du lien et de la différence, elle permet de formuler des problèmes publics et des publics leur correspondant.

Si le régime linguistique actuel ne permet pas de penser des communautés territorialisées et politiques, il se pourrait fort bien que les capacités spécifiques qu'elle a accordée aux ayants droit se transposent dans le régime futur ou à tout le moins en informe l'orientation. Rien n'indique que la langue à elle seule soit une condition suffisante pour former une communauté, mais rien n'indique non plus que les Acadiens acceptent sans résistance une société dite postnationale qui s'énoncerait uniquement en anglais. Si le territoire devait prendre une forme postnationale, il y a de fortes chances que les capacités conférées par le régime linguistique actuel soient mobilisées afin de garantir un certain aménagement linguistique, une certaine prise en charge publique de la langue. En définitive, l'hypothèse d'une société postnationale proposée par Heller doit être vérifiée par des sciences sociales qui ne sont pas épistémologiquement contraintes par un cadre national et qui ne soient pas investies, sur le plan normatif, dans un projet nationaliste ou postnationaliste. Quand bien même la voie nationale serait privilégiée pour le territoire, les sciences sociales auront à s'intéresser à l'émergence de problèmes et de publics, à la mise en œuvre de dispositifs d'action collective et à la construction d'indicateurs qui ne se résumeront pas à la langue.

Les sciences sociales francophones ont été investies de divers rôles. Pour les nationalistes, elles doivent maintenir vivante l'intention de faire société, le référent national de l'identité. Pour les néolibéraux, elles doivent déconstruire les fondements de légitimité du nationalisme francophone afin d'inscrire la francophonie dans la nouvelle économie déterritorialisée et dans une société libérée de ses identités linguistiques historiques. Pour les experts, elles doivent fournir aux ayants droit les moyens d'agir collectivement au sein du régime linguistique. Nous proposons une quatrième voie, qui emprunte à chacun des courants que nous avons analysés, mais qui s'en distingue également. Nous proposons des

sciences sociales qui apportent une connaissance du régime linguistique en s'intéressant à ses indicateurs, ses acteurs, ses limites, aux capacités de l'ayant droit *et* des autres publics ; des sciences sociales qui travaillent à « faire société » en s'intéressant à la société telle qu'elle se construit à diverses échelles, autour de divers publics, en diverses langues ; des sciences sociales qui s'émancipent des identités linguistiques en ne faisant pas de la langue leur objet *a priori*, mais en s'intéressant à la manière dont la langue donne forme ou non aux problèmes et aux publics qu'ils font émerger.

De telles sciences sociales ouvrent de nouvelles pistes de recherches, des nouveaux terrains, phénomènes, acteurs, institutions. Elles appellent surtout à un rôle renouvelé des chercheurs dans la cité. Surtout, elles permettent de renouer avec une proposition fondatrice en sociologie de l'Acadie, celle de Jean-Paul Hautecoeur en conclusion de *L'Acadie du discours* :

Sans une investigation dans la vie quotidienne des classes sociales, dans leurs praxis et dans leurs rapports, sans une même connaissance des rapports, idéologiques ou non, entre la société anglaise et la société acadienne du Nouveau-Brunswick, il est un grand risque de ne pouvoir distinguer entre le possible et l'impossible, découvrir les « chances objectives » du possible. Dans le cas de l'Acadie, la difficulté est lourde de conséquences. Car privilégier les idéologies et la culture en revient à oublier l'absence, cette absence indéfinie de la société cachée par la toute présence de ses représentations. À certains niveaux, la société acadienne coïncide avec la société anglaise : où et comment opérer la discrimination ? Et pourtant, dans le discours, la société acadienne possède toute la rigueur et l'assurance d'une théorie [...] L'existence de l'Acadie est problématique. La connaissance qu'on a d'elle est surtout intuitive. L'interroger de multiples points de vue est aussi urgent que de l'investir, c'est une façon de l'envahir, c'est contribuer à la créer. Le mythe de l'Acadie n'est plus tout-puissant contre l'envahissement de l'événement. L'action consciente doit remplacer le rite ou, mieux encore, le mythe devenir clairvoyant (Hautecoeur, 1975, pp. 321-322).

Alors que Hautecoeur avait cherché à élucider les structures du discours nationaliste acadien et son inscription dans le mythe au tourant de la Révolution tranquille, à saisir les

logiques inhérentes à l'identité et à l'action collective au sein du nationalisme traditionnel, nous espérons avoir pour notre part contribué à rendre plus explicites les logiques de l'action au sein du régime linguistique. L'existence de l'Acadie demeure problématique, bien qu'elle possède, dans son statut d'ayant droit, toute la rigueur et l'assurance d'une théorie. Sans explorer capacités et les limites de ce statut qui structure aujourd'hui l'essentiel des actions collectives entreprises au nom de l'Acadie, mais qui demeure impuissant pour encadrer le surgissement des événements et rendre compte de la complexité du réel, en premier chef, de la complexité de l'Acadie. Nous chercheurs nous privons de la richesse d'un vaste terrain qu'il nous reste à explorer. Ce terrain n'est peut-être pas explicitement national, mais justement la nation acadienne pose problème. Les chercheurs, plus que tout autre acteur, ont la tâche de le rappeler, de confronter l'Acadie à sa situation afin qu'elle puisse pour elle-même décider de la suite des choses. Afin, également, que les modalités de cohabitation soient explicites. La sociologie est une forme d'autoréflexivité sociale, elle permet à la société de se penser elle-même, mais il importe que les sociologues soient outillés pour arpenter librement cette société qui se fait et se défait, qui se négocie et s'institue, est défendue et contestée par des acteurs divers mobilisant des justifications tout aussi diverses. Les sociologues ne peuvent pas se limiter à simplement regarder là où certains acteurs, certaines institutions et certaines luttes les ont habitués de chercher. Ils ne doivent pas se limiter aux espaces qu'éclaire le lampadaire comme dans la blague. Les sociologues doivent être libres de leurs déplacements, mais en échange de cette liberté, ils doivent être rigoureux dans leurs analyses, doivent être systématiques dans leur démarche, doivent être minutieux dans leurs observations. Pour ce faire, il leur faut des concepts à même de faire émerger les acteurs, de faire sens des justifications, de distinguer les types d'action. Nous espérons avoir contribué à identifier et à systématiser les enjeux liés au métier de sociologue en Acadie. Cette thèse n'était qu'un début, qu'une tentative d'identifier de nouvelles voies, de nouvelles manières de faire, de penser. Il reste à les mettre plus systématiquement à l'épreuve, à identifier d'autres régimes, à s'intéresser à leur imbrication, aux dispositifs d'action qui les caractérisent, aux acteurs qui s'y mobilisent, aux justifications qu'ils fournissent ; peut-être la sociologie pourra-t-elle ainsi éventuellement trouver sa place dans cette société incertaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ACELF. (2006). *Cadre d'orientation en construction identitaire*. Association canadienne d'éducation de langue française.
- ADI Ltd. (2009). *Downtown Design Solutions. St. George Street: A Case Study*. Moncton: Ville de Moncton.
- AFMNB. (2013). *Reconnaître le nouveau rôle des municipalités pour assurer leur autonomie et le développement durable du Nouveau-Brunswick*. Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick.
- AFMNB et SANB. (2015, juin). Carte électorale provinciale : les demandeurs se réjouissent des gains importants et saluent l'ouverture du gouvernement provincial. Retrieved from <http://www.afmnb.org/index.php/publications/communications/172-carte-electorale-provinciale-les-demandeurs-se-rejouissent-des-gains-importants-et-saluent-l-ouverture-du-gouvernement-provincial>
- Alexander, J. (1995). How "National" is Social Theory? *Revue Suisse de Sociologie*, 21(3), 541–546.
- Ali-Khodja, M. (1984). Connaissance et politique. Réflexions sur le développement de la sociologie en Acadie. *Égalité*, (13-14), 217–237.
- Ali-Khodja, M. (2003). Pour une science sociales de l'exiguïté : bilans et enjeux de la connaissance en milieu minoritaire. *Francophonies d'Amérique*, (15), 7–23.
- Ali-Khodja, M. (2013). Réflexions sur les figures de l'intellectuel et du savant en milieu francophone minoritaire. *Minorités Linguistiques et Société*, 3, 41–55.
- Ali-Khodja, M. et Boudreau, A. (dir.). (2009). *Lectures de l'Acadie. Une anthologie de textes en sciences humaines et sociales (1960-1994)*. Montréal: Fides.
- Allain, G. (2005). La "nouvelle capitale acadienne"? Les entrepreneurs acadiens et la croissance récente du Grand Moncton. *Francophonies d'Amérique*, (19), 19–43.
- Allain, G. (2006). "Resurgo!" La renaissance et la métropolisation de Moncton, la ville-pivot des provinces maritimes et nouvelle capitale acadienne. *Francophonies d'Amérique*, (22), 95–119.

- Allain, G. et Chiasson, G. (2010). La communauté acadienne et la gouvernance du développement économique dans une micrométropole émergente : Moncton, Nouveau-Brunswick. *Francophonies d'Amérique*, (30), 17–35.
- Allain, G., Chiasson, G. et Comeau, G. S. (2012). Communautés francophones minoritaires et grappes culturelles émergentes dans les villes moyennes : une comparaison Moncton-Sudbury. *Cahiers de Géographie Du Québec*, 56(157), 189–205.
- Allaire, G. (2004). « Le Triangle canadien-français au tournant des années 1960. Le Conseil de la vie française d'Amérique, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et l'Ordre de Jacques-Cartier », *Francophonies d'Amérique*, 17, 107–116.
- Ancelovici, M. (2009). Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique. *Sociologie et Sociétés*, 41(2), 39–61.
- Anderson, B. (1991). *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso.
- Appadurai, A. (2006). Disjuncture and difference in the global cultural economy. Dans M. G. Durham et D. Kellner (dir.), *Media and Cultural Studies: KeyWorks* (pp. 584–603). Malden: Blackwell.
- Arsenault-Cameron c. Île-du-Prince Édouard, 2000 CSC 1 (CanLII) (2000).
- Babstock, C. (2014, November 21). Charlebois want Riverview bylaws declared invalid. *Times & Transcript*, p. 8. Moncton.
- Barthe, Y. (2013). Sociologie pragmatique: mode d'emploi. *Politix*, 3(103), 175–204.
- BDA Landscape Architects. (2013). *Quartier Urbain St. George. Projets d'amélioration de l'aménagement urbain de la rue St. George*. Riverview, NB: Moncton Centre-Ville.
- BDA Ltd. (2008). *Rue St-George. Plan conceptuel*. Moncton: Ville de Moncton.
- Beaudin, M. (2014). Le “corridor” des Maritimes et sa périphérie. Dans S. Breau (dir.), *Nouvelles perspectives en développement régional. Essais en l'honneur de Donald J. Savoie* (pp. 225–262). Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Beck, U. (2002). The Terrorist Threat. World Risk Society Revisited. *Theory, Culture & Society*, 19(4), 39–55.
- Beck, U. (2003). Toward a New Critical Theory with a Cosmopolitan Intent. *Constellations*, 10(4), 453–468.

- Beck, U. (2004). Cosmopolitan Realism: On the Distinction Between Cosmopolitanism in Philosophy and the Social Sciences. *Global Networks*, 4(2), 131–156.
- Beck, U. (2006). *Power in the global age*. Cambridge: Polity.
- Beck, U. et Sznaider, N. (2006). Unpacking Cosmopolitanism for the Social Sciences: A Research Agenda. *The British Journal of Sociology*, 57(1), 1–23.
- Behiels, M. (1989). Father Georges-Henri Lévesque and the Introduction of Social Sciences at Laval, 1938–55. Dans P. Axelrod et J. G. Reid (dir.), *Youth, University, and Canadian Society. Essays in the Social History of Higher Education* (pp. 320–341). Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Belkhodja, C. (1999). La dimension populiste de l'émergence et du succès électoral du Parti Confederation of Regions au Nouveau-Brunswick. *Revue Canadienne de Science Politique*, 32(2), 293–315.
- Belkhodja, C., Traisnel, C. et Wade, M. (2012). *Typologie des communautés francophones en situation minoritaire du Canada*. Citoyenneté et Immigration Canada.
- Bell, D. et Jayne, M. (dir.). (2006). *Small Cities. Urban Experience Beyond the Metropolis*. London: Routledge.
- Belliveau, J. (2013). Considérations économiques et (re)constitution du “nous” acadien à l'heure de la naissance du néo-nationalisme (1968–1972). *Revue Du Nouvel-Ontario*, (38), 45–67.
- Belliveau, J. (2014). *Le “moment 68” et la réinvention de l'Acadie*. Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa.
- Belliveau, J. et Boily, F. (2005). Deux révolutions tranquilles? Transformations politiques et sociales au Québec et au Nouveau-Brunswick (1960–1967). *Recherches Sociographiques*, 46(1), 11–34.
- Benford, R. et Snow, D. (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment. *Annual Review of Sociology*, (26), 611–629.
- Benko, G. (1997). Introduction: Modernity, Postmodernity and the Social Sciences. Dans G. Benko et U. Strohmayer (dir.), *Space & Social Theory. Interpreting Modernity and Postmodernity* (pp. 1–44). Malden, Mass.: Blackwell.
- Bennett, J. (2010). *Vibrant Matter. A Political Ecology of Things*. Durham: Duke University Press.

- Bernard, R. (1994). Du social à l'individuel. Naissance d'une identité bilingue, dans *La question francophone au Canada francophone. Récits, parcours, enjeux, hors-lieux*, Létourneau, J. (dir.), Ste-Foy : Presses de l'Université Laval, 155-163.
- Berthelot, J.-M. (1998). Les nouveaux défis épistémologiques de la sociologie. *Sociologie et Sociétés*, 30(1), 1-16.
- Bickerton, J. (2012). Seeking New Autonomies: State Rescaling, Reterritorialization and Minority Identities in Atlantic Canada. Dans A.-G. Gagnon et M. Keating (dir.), *Political Autonomy and Divided Societies. Imagining Democratic Alternatives in Complex Settings* (pp. 98-117). New York: Palgrave Macmillan.
- Bilodeau c. P.G. (Man.), CanLII 64 (CSC) (1986).
- Boltanski, L. (2009). *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris: Gallimard.
- Boltanski, L. et Thévenot, L. (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard.
- Bouchard, Pier et Vézina, Sylvain (2005). Décentralisation, gouvernance et développement de la minorité francophone au Nouveau-Brunswick, *Francophonies d'Amérique*, 19, pp. 95-106.
- Boucher, J. et Thériault, J. Y. (dir.). (2005). *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*. Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Boudreau, A. et Dubois, L. (2005). L'affichage à Moncton : miroir ou masque ? *Revue de l'Université de Moncton*, 36(1), 185-217.
- Bourdieu, P. (1998a). *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*. Paris: Éditions du Seuil.
- Bourdieu, P. (1998b, March). L'essence du néolibéralisme. *Le Monde Diplomatique*, p. 3. Paris.
- Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris: Éditions Fayard.
- Bourdieu, P. (2012). *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*. Paris: Éditions du Seuil.
- Bourgeois, D. (2005). Municipal Reforms in New Brunswick: To Decentralize or Not to Decentralize. Dans J. Garcea et E. Lesage (dir.), *Municipal Reform in Canada: Reconfiguration, Re-Empowerment, and Rebalancing* (pp. 242-268). Toronto: Oxford University Press.

- Bourgeois, D. et Bourgeois, Y. (2005a). Frontières stratégiques ou stratégies frontalières? Intégration et ségrégation territoriale chez les francophones du Grand Moncton. *Francophonies d'Amérique*.
- Bourgeois, D. et Bourgeois, Y. (2005b). Territory, Institutions and National Identity: The Case of Acadians in Greater Moncton, Canada. *Urban Studies*, 42(7), 1123–1138.
- Bourgeois, D. et Bourgeois, Y. (2011). Les municipalités canadiennes et les langues officielles. *Revue Canadienne de Science Politique*, 44(4), 789–806.
- Bourgeois, D. et Bourgeois, Y. (2012). Minority Sub-State Institutional Completeness. *International Review of Sociology*, 22(2), 293–304.
- Bourgeois, Y. (2007). *L'économie du savoir francophone au Nouveau-Brunswick*. Moncton: Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques.
- Bourque, G. (1993). Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise, 1945-1980. *Cahiers de Recherche Sociologique*, 20, 45–83.
- Bourque, G., Duchastel, J. et Armony, V. (1996). *L'identité fragmentée nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens : 1941-1992*. Saint-Laurent, Québec: Fides.
- Bourque, G., Duchastel, J. et Pineault, É. (1999). L'incorporation de la citoyenneté. *Sociologie et Sociétés*, 31(2), 41–64.
- Brenner, N. (1999). Beyond state-centrism? Space, territoriality, and geographical scale in globalization studies. *Theory and Society*, 28, 39–78.
- Brenner, N. (2004). *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*. New York: Oxford University Press.
- Brenner, N. et Theodore, N. (2002). Cities and the Geographies of “Actually Existing Neoliberalism.” *Antipode*, 34(3), 349–379.
- Breton, R. (1964). Institutional completeness of ethnic communities and personal relations of immigrants. *American Journal of Sociology*, 70, 193–205.
- Breton, R. (1983). La communauté ethnique, communauté politique. *Sociologie et Sociétés*, 15(2), 23–37.
- Breton, R. (1994). Modalités d'appartenance aux francophonies minoritaires. Essai de typologie. *Sociologie et Sociétés*, 26(1), 59–69.

- Brym, R. (1978). Regional social structure and agrarian radicalism in Canada: Alberta, Saskatchewan, and New Brunswick. *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 15(3), 339–351.
- Caillé, A. (2005). *Don, intérêt et désintéressement : Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*. Paris: La Découverte.
- Cairns, A. (1993). The Fragmentation of Canadian Citizenship. Dans W. Keplan (dir.), *Belonging. The Meaning and Future of Citizenship* (pp. 181–220). Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Callon, M., Lascoumes, P. et Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain essai sur la démocratie technique*. Paris: Éditions du Seuil.
- Canet, R. et Duchastel, J. (dir.). (2004). *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?* Outremont: Athéna.
- Cao, H., Roy, V. et Lacombe, S. (2004). Dynamique de l'implantation des services de garde à l'enfance dans la région urbaine de Moncton, 1990-2001. *Revue de l'Université de Moncton*, 35(2), 185–202.
- Cardinal, L. (2009). Mot de la directrice. *La Ruche*, 1(1).
- Cardinal, L. et Forgues, É. (dir.). (2015). *Gouvernance communautaire et innovations au sein de la francophonie néobrunswickoise et ontarienne*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Cardinal, L. et Hidalgo, G. (2012). L'autonomie des minorités francophones hors Québec au regard du débat sur les minorités nationales et les minorités ethniques. *Minorités Linguistiques et Société*, 1, 51–65.
- Cardinal, L., Lang, S. et Sauvé, A. (2008). Les minorités francophones hors Québec et la gouvernance des langues officielles : portrait et enjeux. *Francophonies d'Amérique*, (26), 209–233.
- Cardinal, L. et Normand, M. (2011). Des accents distincts : les régimes linguistiques ontariens et québécois. Dans J.-F. Savard, A. Brassard et L. Côté (dir.), *Les relations Québec-Ontario : Un destin partagé ?* (pp. 131–157). Québec: Presses universitaires du Québec.
- Casanova, P. (1999). *La République mondiale des Lettres*. Paris: Éditions du Seuil.
- Castells, M. (2010a). *The Information Age: Economy, Society and Culture. Volume II. The Power of Identity*. Cambridge: Wiley-Blackwell.

- Castells, M. (2010b). *The Information Age: Economy, Society, and Culture. Volume I. The Rise of the Network Society*. Cambridge: Wiley-Blackwell.
- Castonguay, C. (1979). Exogamie et anglicisation chez les minorités canadiennes-françaises. *Revue Canadienne de Sociologie*, 16(1), 21–31.
- Cefaï, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on? : les théories de l'action collective*. Paris: La Découverte.
- Cefaï, D. et Pasquier, D. (2003). Introduction. Dans D. Cefaï et D. Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques* (pp. 13–59). Paris: Presses Universitaires de France.
- Cefaï, D. et Terzi, C. (dir.). (2012). *L'expérience des problèmes publics*. Paris: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Chateauraynaud, F. (2004). Invention argumentative et débat public. Regard sociologique sur l'origine des bons arguments. *Cahiers D'économie Politique*, (47), 191–213.
- Chateauraynaud, F. (2011). *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*. Paris: Éditions Pétra.
- Chernilo, D. (2006). Social Theory's Methodological Nationalism: Myth and Reality. *European Journal of Social Theory*, 9(1), 5–22.
- Chernilo, D. (2011). The critique of methodological nationalism: theory and history. *Thesis Eleven*, 106(1), 98–117.
- Chiasson, G. (2010, October 21). Oublier le bon vieux temps. *L'Acadie Nouvelle*, p. 12.
- Chouinard, S. (2012). Quel avenir pour le projet autonomiste des communautés francophones en situation minoritaire? Réflexion sur les politiques publiques canadiennes en matière de langues officielles. *Minorités Linguistiques et Société*, (1), 195–213.
- Chouinard, Stéphanie (2014a). *Quelle autonomie pour les francophones hors Québec ? Le point de vue des dispositions linguistiques de la Charte*, Ottawa : Programme d'appui aux droits linguistiques (PADL).
- Chouinard, S. (2014b). The Rise of Non-Territorial Autonomy in Canada: Towards a Doctrine of Institutional Completeness in the Domain of Minority Language Rights. *Ethnopolitics*, 13(2), 141–158.
- Cimino, L. F. (1977). *Ethnic Nationalism Among the Acadians of New Brunswick: An Analysis of Ethnic Political Development*. Duke University.

- Collins, H. M. et Evans, R. (2002). The Third Wave of Science Studies: Studies of Expertise and Experience. *Social Studies of Science*, 32(2), 235–296.
- Commissariat aux langues officielles. (2015). *Rapport annuel 2014-2015*. Commissariat aux langues officielles.
- Commission consultative. (2006). *Vers une assemblée communautaire représentative et influente*. Commission consultative sur la gouvernance de la société civile acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick.
- Cour d'appel de l'Ontario. Jugement Montfort, Pub. L. No. C33807 (2001).
- Couturier, J.-P. et LeBlanc, P. (dir.) (1996). *Économie et société en Acadie, 1850-1950*, Moncton : Éditions d'Acadie.
- Croll, J. et Lee, P. (2008). *A Comprehensive Review of French Second Language Programs and Services Within the Anglophone Sector of the New Brunswick Department of Education*. Gouvernement du Nouveau-Brunswick.
- Dahl, R. (1961). *Who Governs?: Democracy and Power in an American City*. New Haven: Yale University Press.
- de Certeau, M. (1993). *La culture au pluriel*. Paris: Éditions du Seuil.
- DeFilippis, J., Fisher, R. et Shragge, E. (2006). Neither Romance Nor Regulation: Re-evaluating Community. *International Journal of Urban and Regional Research*, 30(3), 673–689.
- Denis, W. B. (À paraître). Rompre l'hégémonie néocoloniale : la jurisprudence de l'article 23 de la Charte canadienne en tant que résistance et domination. Dans *À paraître*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Desjardins, L. (2010, October 11). La politique des droits linguistiques. *L'Acadie Nouvelle*, p. 11.
- Desjardins, P.-M. (2014). Le mythe du miracle économique de Moncton, 20 ans après. Dans S. Breau (dir.), *Nouvelles perspectives en développement régional. Essais en l'honneur de Donald J. Savoie* (pp. 263–290). Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- DesRochers c. Canada (industrie), 2009 CSC 8 (CanLII) (2009).
- Dewey, J. (1954). *The Public and its problems*. Chicago: Swallow Press.
- Dines, G. et Humez, J. M. (dir.). (2011). *Gender, Race and Class in Media: A Critical Reader*. Thousand Oaks: Sage.

- Direction des langues officielles. (1982). *Vers l'égalité des langues officielles au Nouveau-Brunswick*. Fredericton: Gouvernement du Nouveau-Brunswick.
- Doiron, R. (2012, décembre). L'AFMNB et l'affichage commercial extérieur. *L'Acadie Nouvelle*, p. 18.
- Doucet, M. (2007). La partie VII de la Loi sur les langues officielles du Canada : une victoire à la Pyrrhus ou un réel progrès ? *Revue de La Common Law En Français*, 9(31), 31–84.
- Doucet, M. (2010a). Les droits linguistiques au Nouveau-Brunswick : Pour une égalité réelle entre les langues officielles et les communautés de langues officielles. *Revista de Llengua I Dret*, (53), 81–110.
- Doucet, M. (2010b, October 5). La mort des droits linguistiques. *L'Acadie Nouvelle*, p. 13.
- Doucet, M. (2015, avril). Le renvoi du ministre Rousselle et la communauté acadienne. *L'Acadie Nouvelle*. Retrieved from <http://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2015/04/27/le-renvoi-du-ministre-rousselle-et-la-communaute-acadienne/?pgnc=1>
- Downing, J. et Husband, C. (2005). *Representing "Race". Racisms, Ethnicity and the Media*. Thousand Oaks: Sage.
- Dumitru, S. (2014). Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique? Essai de typologie. *Raisons Politiques*, 2(54), 9–22.
- Durand, M. (2004). *Évolution et consolidation de l'espace francophone du Grand Moncton au Nouveau-Brunswick : 1960-2002*. Université Laval, Québec.
- Eddie, M. H. (2011). *Medias en milieu minoritaire : les attentes et les perceptions des publics de l'Acadie du Nouveau-Brunswick envers leur quotidien* L'Acadie Nouvelle (Maîtrise). Université d'Ottawa.
- Élections NB. (2008). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2008*. Fredericton: Élections NB.
- Élections NB. (2009). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2009*. Fredericton: Élections NB.
- Élections NB. (2010). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2010*. Fredericton: Élections NB.

- Élections NB. (2011). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2011*. Fredericton: Élections NB.
- Élections NB. (2012). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2012*. Fredericton: Élections NB.
- Élections NB. (2013). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2013*. Fredericton: Élections NB.
- Élections NB. (2014). *Rapport du directeur des élections municipales. Événements électoraux de 2014*. Fredericton: Élections NB.
- Eley, G. (1990). Nations, Publics, and Political Cultures: Placing Habermas in the Nineteenth Century". Récupéré de <http://deepblue.lib.umich.edu/bitstream/2027.42/51184/1/417.pdf>
- Eley, G. et Suny, R. G. (dir.). (1996). *Becoming National. A Reader*. Oxford: Oxford University Press.
- Escobar, A. (1995). *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Even, A. (1970). *Le territoire pilote du Nouveau-Brunswick ou les blocages culturels au développement socio-économique*. Université de Rennes, Rennes.
- Even, A. (1971). Domination et développement au Nouveau-Brunswick. *Recherches Sociographiques*, 12(3), 271–318.
- Eyal, G. et Buchholz, L. (2010). From the Sociology of Intellectuals to the Sociology of Interventions. *Annual Review of Sociology*, 36, 117–137.
- FCFA. (1992). *Dessein 2000 : pour un espace francophone*. Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.
- FESFO (2015). *Vision 2025 : états des faits et aspirations. Consultation sur l'avenir de la communauté franco-ontarienne, Ontario* : Fédération de la jeunesse franco-ontarienne.
- Finn, J.-G. (1986). L'aménagement linguistique au Nouveau-Brunswick. *Égalité. Revue Acadienne D'analyse Politique*, (19), 123–135.
- Finn, J.-G. (2008). *Bâtir des gouvernements locaux et des régions viables: plan d'action pour l'avenir de la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick*. Gouvernement du Nouveau-Brunswick.
- Fishman, J. (1989). *Language and Ethnicity in Minority Sociolinguistic Perspective*. Clevedon: Multilingual Matters.

- FJFNB, SANB et FCAB. (2010, September 4). Sign bylaw is necessary. *Times & Transcript*, p. 10.
- Florida, Richard (2002). *The Rise of the Creative Class : And How It's Transforming Work, Leisure, Community And Everyday Life*, New York : Basic Books.
- Forgues, É. (2010). La gouvernance des communautés francophones en situation minoritaire et le partenariat avec l'État. *Politique et Sociétés*, 29(1), 71–90.
- Forgues, É. (2012). Le partenariat des communautés francophones en situation minoritaire avec l'État : frein ou tremplin à l'autonomie ? *Minorités Linguistiques et Société*, 1(1), 180–194.
- Forgues, É. (2014). La gouvernance de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick. *Mémoire(s), Identité(s), Marginalité(s) Dans Le Monde Occidental Contemporain*, (11).
- Forgues, É., Beaudin, M., Guignard Noël, J. et Boudreau, J. (2009). *Analyse de la migration des francophones au Nouveau-Brunswick entre 2001 et 2006*. Moncton: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML).
- Forgues, É. et Doucet, M. (2014). *Financer la francophonie canadienne : Faire société ou créer un marché de services?* Moncton: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML).
- Forgues, É. et Paris, M. (2003). Impact de l'intervention de l'État sur les communautés minoritaires de langue officielle. *Francophonies d'Amérique*, 20, 161–173.
- Forgues, É., St-Onge, S. et Guignard Noël, J. (2011). *Portrait de la gouvernance des organismes acadiens et francophones au Nouveau-Brunswick*. Ottawa: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML).
- Foucher, P. (2000). Les gardiens de la paix. La Cour suprême du Canada et le contentieux des droits linguistiques : Montée en puissance des juges, pourquoi ? In M. J. Mossman et G. Otis (dir.), *La montée en puissance des juges : ses manifestations, sa contestation*. Montréal: Thémis.
- Foucher, P. (2008). Droits et lois linguistiques : le droit au service du Canada français. Dans J. Y. Thériault, A. Gilbert et L. Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives* (pp. 463–511). Montréal: Fides.
- Foucher, P. (2012). Autonomie des communautés francophones minoritaires du Canada : le point de vue du droit. *Minorités Linguistiques et Société*, 1, 90–114.
- Frank, D. (2003). Public History and the "People's History": A View from Atlantic Canada. *Acadiensis*, 32(2), 120–133.

- Fraser, N. (1990). Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy. *Social Text*, (25/26), 56–80.
- Freitag, M. (2002). *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Gallant, J. (2010, juin). How bilingual is Moncton? Experts offer varying opinions about what it is that makes - or doesn't make - this city officially bilingual. *Times & Transcript*, p. 1.
- Garcea, J. et Lesage, E. (dir.). (2005). *Municipal Reform in Canada: Reconfiguration, Re-Empowerment, and Rebalancing*. Toronto: Oxford University Press.
- Gauntlett, D. (2008). *Media, Gender and Identity. An Introduction*. New York: Routledge.
- Gauvin, M. et Jalbert, L. (1987). Percées et déboires du Parti acadien. *Revue Parlementaire Acadienne*, 10(3).
- Gellner, E. (1983). *Nations and Nationalism*. Ithaca: Cornell University Press.
- Gérin, L. (1948). *Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de tradition françaises*. Montréal: Fides.
- Gérin-Lajoie, D. (2001). Identité bilingue et jeunes en milieu francophone minoritaire : un phénomène complexe. *Francophonies d'Amérique*, (12), 61–69.
- Giddens, A. (1973). *The Class Structure of the Advanced Societies*. London: Hutchinson.
- Giddens, A. (1985). *The Nation-State and Violence: Volume Two of a Contemporary Critique of Historical Materialism*. Berkeley: University of California Press.
- Gilbert, A. (2010a). Les localités francophones, entre minorité et majorité. Dans A. Gilbert (dir.), *Territoire francophones. Études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada* (pp. 209–225). Québec: Septentrion.
- Gilbert, A. (2010b). *Territoires francophones : études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada*. Québec: Septentrion.
- Gilbert, A., Langlois, A., Landry, R. et Auger, E. (2005). L'environnement et la vitalité communautaire des minorités francophones : vers un modèle conceptuel. *Francophonies d'Amérique*, 20, 51–62.
- Gilbert, A., Langlois, A., Landry, R. et Auger, E. (2010). L'environnement et la vitalité communautaire des minorités francophones : vers un modèle conceptuel. Dans

- Territoire francophones. Études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada* (pp. 20–31). Québec: Septentrion.
- Gilbert, A. et Lefebvre, M. (2008). Un espace sous tension: nouvel enjeu de la vitalité communautaire de la francophonie canadienne. Dans J. Y. Thériault, A. Gilbert et L. Cardinal (dir.), (pp. 27–72). Montréal: Fides.
- Giles, H., Bourhis, R. et Taylor, D. (1977). Towards a theory of language in ethnic group relations. Dans R. Bourhis (dir.), *Language, Ethnicity, and Intergroup Relations* (pp. 307–348). New York: Academic Press.
- Ginsburg, F. (1994). Embedded Aesthetics: Creating a Discursive Space for Indigenous Media. *Cultural Anthropology*, 9, 365–382.
- Gouvernement du Canada. (2013). *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018. Éducation, immigration, communautés*. Gouvernement du Canada.
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (1986). *Rapport du Comité consultatif sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick*.
- Gravel, F. (2015a). Fusions: manque de leadership à Fredericton. *L'Acadie Nouvelle*, p. 14.
- Gravel, F. (2015b, January 29). L'avenir du Restigouche. *L'Acadie Nouvelle*, p. 14.
- Grimard, M. (2001). Historicité du discours des jeunes gais et lesbiennes francophones en milieu minoritaire. *Francophonies d'Amérique*, (12), 123–132.
- Habermas, J. (1992). *L'espace public archeologie de la publicite comme dimension constitutive de la societe bourgeoise*. Paris: Payot.
- Halbwachs, M. (1952). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Hall, S. (dir.). (1997). *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. London: Sage.
- Hamel, P. et Jouve, B. (2006). *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion publique*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Haque, E. (2012). *Multiculturalism within a Bilingual Framework. Language, Race, and Belonging in Canada*. Toronto: University of Toronto Press.
- Harvey, D. (2001). *Spaces of capital : towards a critical geography*. Edinburgh Scotland New York: Edinburgh University Press ; Routledge.

- Harwood, J., Giles, H. et Bourhis, R. (1994). The genesis of vitality theory: historical patterns and discorsal dimensions. *International Journal of the Sociology of Language*, 108(1), 167–206.
- Hassenteufel, P. (2011). *Sociologie de l'action publique*. Paris: Armand Colin.
- Hautecoeur, J.-P. (1975). *L'Acadie du discours. Pour une sociologie de la culture acadienne*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Hébert, V. (2014, juillet). Faire d'Ottawa une ville bilingue d'ici 2017. *Le Droit*. Ottawa. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/ville-dottawa/201407/30/01-4788076-faire-dottawa-une-ville-bilingue-dici-2017.php>
- Heinich, N. (2006). La sociologie à l'épreuve des valeurs. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 2(121), 287–315.
- Heller, M. (1994). La sociolinguistique et l'éducation franco-ontarienne. *Sociologie et Sociétés*, 26(1), 155–166.
- Heller, M. (1999). *Linguistic Minorities and Modernity: A Sociolinguistic Ethnography*. New York: Longman.
- Heller, M. (2005). Une approche sociolinguistique à l'urbanité. *Revue de l'Université de Moncton*, 36(1), 321–346.
- Heller, M. (2007). « Langue », « communauté » et « identité ». Le discours expert et la question du français au Canada. *Anthropologie et Sociétés*, 31(1), 39–54.
- Heller, M. (2011). *Paths to Post-Nationalism. A Critical Ethnography of Language and Identity*. New York: Oxford University Press.
- Hickey, D. (dir.) (1990). *Moncton, 1871-1929. Changements socio-économiques dans une ville ferroviaire*, Moncton : Éditions d'Acadie.
- Hobsbawm, E. (1991). *Nations and Nationalism Since 1780: programme, myth, reality*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Honneth, A. (1995). *The Struggle for Recognition: The Moral Grammar of Social Conflicts*, Boston: MIT Press.
- Hughes, C., Tremblay, M.-A., Rapoport, R. et Leighton, A. (1960). *People of Cove and Woodlot. Communities from the Viewpoint of Social Psychiatry*, New York : Basic Books Inc.
- Hughes, E.-C. (1943). *French Canada in Transition*. Chicago: The University of Chicago Press.

- Joy, R. (1972). *Languages in Conflict : The Canadian Experience*. Ottawa: Carleton University Press.
- Juteau-Lee, D. et Lapointe, J. (1983). From French Canadians to Franco-Ontarians and Ontariois : New Boundaries, New Identities. Dans J. Elliot (dir.), *Two Nations, Many Cultures: Ethnic Groups in Canada* (pp. 173–186). Scarborough: Prentice-Hall.
- Kenny, J. (1999). Political Culture in Fin-de-Siècle Atlantic Canada. *Acadiensis*, 29(1), 122–137.
- Kerr, R. (1970). The Official Languages of New Brunswick Act. *The University of Toronto Law Journal*, 20(4), 478–485.
- Krueger, R. (1970). The Provincial-Municipal Government Revolution in New Brunswick. *Canadian Public Administration*, 13(1), 51–99.
- Kymlicka, W. (1995). *Multicultural Citizenship : A Liberal Theory of Minority Rights*, Oxford : Oxford University Press.
- Labrie, N. (2005). Gais et lesbiennes francophones à Toronto : mobilité, appartenances communautaires et bilinguisme. *Revue Suisse de Linguistique Appliquée*, 82, 151–165.
- L'Acadie Nouvelle. (n.d.). Politique d'information de l'Acadie Nouvelle.
- Lahire, B. (2001). *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris: Armand Colin.
- Lalonde c. Ontario (Commission de restructuration des services de santé), Pub. L. No. 2001 CanLII 21164 (ON CA) (2001).
- Landry, M. (2007). Le nouveau projet de communautés rurales au Nouveau-Brunswick : une occasion d'acquisition de pouvoirs et d'autonomie pour les Acadiens. *Francophonies d'Amérique*, (23-24), 15–29.
- Landry, M. (2014). Se gouverner sans État ni territoire ? Le cas des Acadiens du Nouveau-Brunswick. *Mémoire(s), Identité(s), Marginalité(s) Dans Le Monde Occidental Contemporain*, (11).
- Landry, M. (2015). *L'Acadie politique. Histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Landry, R. (2010). *Petite enfance et autonomie culturelle. Là où le nombre le justifie... V*, Moncton : ICRLM.

- Landry, R. (2012). Autonomie culturelle, cultures sociétales et vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada, *Minorités linguistiques et société*, 1, pp. 159-179.
- Landry, R. et Allard, R. (1987). Contact des langues, vitalité ethnolinguistique subjective et comportement langagier. *Langage et Société*, 41, 83-84.
- Landry, R., Allard, R. et Deveau, K. (2010). *Nouvelles perspectives canadiennes. École et autonomie culturelle. Enquête pancanadienne en milieu scolaire francophone minoritaire*. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML).
- Landry, R., & Deveau, K. et Allard, R. (2006). Vitalité ethnolinguistique et construction identitaire : le cas de l'identité bilingue, *Éducation et francophonie*, 34(1), 54-81.
- Landry, R., Forgues, É. et Traisnel, C. (2010). Autonomie culturelle, gouvernance et communautés francophones en situation minoritaire au Canada. *Politique et Sociétés*, 29(1), 91-114.
- Langlois, S. et Gilbert, A. (2010). La présence française : une typologie des communautés francophones minoritaires du Canada. Dans *Territoire francophones. Études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada*. Québec: Septentrion.
- Lang, N. (1987). « L'impact d'une industrie : les effets sociaux de l'arrivée de la compagnie Fraser Limited à Edmundston, N.-B., 1900-1950 », *Revue de la Société historique du Madawaska*, 15(1-2), 1-71.
- Lang, P. (2009). *L'expérience d'un projet de réforme de l'administration locale au Nouveau-Brunswick : le cas du Grand Caraquet*, mémoire de maîtrise en développement régional, Rimouski : Université du Québec à Rimouski.
- Lascoumes, P. (2004). La Gouvernamentalité: de la critique de l'État aux technologies du pouvoir. *Le Portique [en Ligne]*, 13-14. Retrieved from <http://leportique.revues.org/625>
- Lascoumes, P. et Le Galès, P. (2007). Understanding Public Policy through Its Instruments - From the Nature of Instruments to the Sociology of Public Policy Instrumentation. *Governance. An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, 20(1), 1-21.
- Lascoumes, P. et Le Galès, P. (2012). *Sociologie de l'action publique: Domaines et approches*. Paris: Armand Colin.
- Latour, B. (1997). *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris: La Découverte.

- Latour, B. (1999). *Politique de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris: La Découverte.
- Latour, B. (2004). Le rappel de la modernité - approches anthropologiques. *Ethnographiques*, (6).
- Latour, B. (2007a). *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris: La Découverte.
- Latour, B. (2007b). Quel cosmos? Quelle cosmopolitique? Commentaire sur les conditions de la Paix selon Ulrich Beck. Dans J. Lolive et O. Soubeyran (dir.), *L'émergence des cosmopolitiques. Colloque de Cerisy* (pp. 69–84). Paris: La Découverte.
- Latour, B. (2013). *An Inquiry Into Modes of Existence: An Anthropology of the Moderns*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Laurendeau, A. (1990). *Journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Montréal: Septentrion.
- Lauvrière, É. (1922). *La Tragédie d'un peuple. Histoire du peuple acadien de ses origins à nos jours*, Paris : Bossard.
- Law, J. et Hassard, J. (1999). *Actor network theory and after*. Oxford ; Malden, MA: Blackwell.
- LeBlanc, M. (2006). Pratiques langagières dans un milieu de travail bilingue de Moncton. *Francophonies d'Amérique*, (22), 121–139.
- LeBlanc Rioux, M. (2008, November 3). Dieppe doit obliger l'utilisation du français dans l'affichage commercial. *L'Acadie Nouvelle*, p. 10.
- LeBlanc, P. (1989). *Moncton, 1870-1937 : A Community in Transition*, Thèse de doctorat, Ottawa : Université d'Ottawa.
- Leclerc, E., Chiasson, G. et Voyer, M. (2015). Francophonie et construction de l'échelle régionale en contexte de dépendance : le cas du Conseil de gestion intégrée des forêts publiques du Madawaska-Restigouche. Dans L. Cardinal et É. Forgues (dir.), *Gouvernance communautaire et innovations au sein de la francophonie néobrunswickoise et ontarienne* (pp. 197–217). Québec: Presses de l'Université Laval.
- Lefebvre, H. (1986). *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- Lefebvre, M. (2006). L'identité bilingue et le capital linguistique communautaire : le cas du Grand Moncton. *Francophonies d'Amérique*, (22), 73–90.

- Lefebvre, M. (2010). Moncton : identité bilingue et capital linguistique. Dans A. Gilbert (dir.), *Territoire francophones. Études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada* (pp. 191–208). Québec: Septentrion.
- Léger, L. (2012a). *Les limites et les conséquences de l'aménagement linguistique au Nouveau-Brunswick : le cas du secteur privé*. Université Laval, Québec.
- Léger, L. (2012b). L'image du Parti acadien et de son projet autonomiste dans le journal "L'Évangéline". *Revue Internationale D'études Canadiennes*, (45-46), 91–108.
- Léger, R. (2012). Le régime linguistique canadien à l'épreuve du désir de faire société. *Revue Internationale D'études Canadiennes*, (45-46), 187–198.
- Léger, R. (2013). La nouvelle gouvernance des langues officielles au Canada : entre exigences et circonstances. *Administration Publique Canadienne*, 56(3), 414–432.
- Léger, R. (2014). Non-territorial Autonomy in Canada: Reply to Chouinard. *Ethnopolitics*, 13(4), 418–427.
- Léger, R. (2015). Qu'est-ce que la gouvernance communautaire francophone ? In L. Cardinal et É. Forgues (dir.), *Gouvernance communautaire : innovations dans le Canada français hors Québec* (pp. 25–44). Québec: Presses de l'Université Laval.
- Lemieux, V. (2001). *Décentralisation, politiques publiques et relations de pouvoir*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Leslie, P. (1969). The Role of Political Parties in Promoting the Interests of Ethnic Minorities. *Canadian Journal of Political Science*, 2(4), 419–433.
- Lord, M.-L. (2004). La réalité mitoyenne du Moncton postmoderne : bilinguisme et diversité culturelle. *Nos Diverses Cités*, (1), 93–96.
- MacDonald c. Ville de Montréal, 1986 CanLII 65 (CSC) (1986).
- Mahé c. Alberta, 1990 CanLII 133 (CSC) (1990).
- Mailhot, R. (1973). *Prise de conscience collective au Nouveau-Brunswick (1860-1891) et comportement de la majorité anglophone*. Université de Montréal, Montréal.
- Marshall, T. H. (1950). *Citizenship and Social Class and Other Essays*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Martel, M. et Pâquet, M. (2010). *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*. Montréal: Éditions du Boréal.

- Martins, H. (1974). Time and Theory in Sociology. Dans J. Rex (dir.), *Approaches to Sociology*. London: Routledge.
- Martucelli, D. (2002). *Grammaires de l'individu*. Paris: Gallimard.
- Marx, K. et Engels, F. (1973). *The Revolutions of 1848*. Harmondsworth: Penguin Books.
- Massicotte, J. (2008). La question d'une tradition sociologique en Acadie : un aperçu. *Revue Canadienne de Sociologie*, 45(3), 267–304.
- Massicotte, J. (2009). Portrait d'un "fondateur dans l'âme" : Clément Cormier, pionnier des sciences sociales en Acadie du Nouveau-Brunswick. *Acadiensis*, 38(1), 3–32.
- McKee-Allain, I. (1997). Une minorité et la construction de ses frontières identitaires : un bilan sociohistorique du système d'éducation en Acadie du Nouveau-Brunswick. *Revue Des Sciences de L'éducation*, 23(3), 527–544.
- McLaughlin, M. (2010). *L'Acadie Postnationale : Producing Franco-Canadian Identity in the Globalized Economy*. University of Toronto, Toronto.
- Miner, H. (1937). *Saint-Denis, a French-Canadian Parish*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Ministère de l'Éducation et de la petite enfance. (2014). *La politique d'aménagement linguistique et culturel. Un projet de société pour l'éducation en langue française*. Gouvernement du Nouveau-Brunswick.
- Morris, C. (2012, février). Francophone group rebuffs current plan for municipal reform. *Telegraph Journal*, p. 1.
- Münch, R. (1993). The Contribution of German Social Theory to European Sociology. Dans B. Nedelmann et P. Sztompka (dir.), *Sociology in Europe: In Search of Identity* (pp. 45–66). New York: Walter de Gruyter.
- Normand, M. (2012a). L'autonomie eu égard à la mise en oeuvre de la partie VII de la Loi sur les langues officielles. *Minorités Linguistiques et Société*, (1), 229–247.
- Normand, M. (2012b). *Le développement en contexte: Quatre temps d'un débat au sein des communautés francophones minoritaires (1969-2009)*. Sudbury: Prise de parole.
- Normand, M. (2015). *Gestion scolaire et habilitation des communautés minoritaires de langue officielle au Canada*. Ottawa: Programme d'appui aux droits linguistiques.
- Ouellette, R. (1978). *Analyse de l'idéologie du Parti Acadien : de sa fondation à 1977*. Université d'Ottawa, Ottawa.

- Paré, F. (2001). *Les littératures de l'exiguïté*. Ottawa: Le Nordir.
- Pasolli, L. (2009). Bureaucratizing the Atlantic Revolution: The "Saskatchewan Mafia" in the New Brunswick Civil Service, 1960-1970. *Acadiensis*, 38(1), 126-150.
- Pecqueur, B. (2000). *Le développement local pour une économie des territoires*. Paris: Syros.
- Pedneault, M. (2010, juin). Affichage bilingue : Moncton ne dit pas non. *L'Acadie Nouvelle*, p. 3.
- Peet, R. (1997). Social Theory, Postmodernism, and the Critique of Development. Dans G. Benko et U. Strohmayer (dir.), *Space & Social Theory. Interpreting Modernity and Postmodernity* (pp. 72-87). Malden, Mass.: Blackwell.
- Peet, R. et Hartwick, E. (1999). *Theories of Development*. New York: Guilford Press.
- Pilote, A. et Magnan, M.-O. et Vieux-Fort, K. (2010). Identité linguistique et poids des langues : une étude comparative entre des jeunes de milieu scolaire francophone au Nouveau-Brunswick et anglophone au Québec, *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémique complexe et d'étude relationnelles*, 6(1), 65-98.
- Poissant, G. (2001). Activités quotidiennes dans un quartier populaire francophone. *Francophonies d'Amérique*, (11), 135-150.
- Polèse, M. et Shearmur, R. (2002). *La périphérie face à l'économie du savoir. la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*. Montréal: INRS Urbanisation, Culture et Société / Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- Quan, Douglas (2015). Human rights complaint after board holds meetings in Mandarin, *National Post*. <http://news.nationalpost.com/news/canada/english-speaking-b-c-condo-owner-files-human-rights-complaint-after-board-holds-meetings-in-mandarin>, accédé le 28 février 2016.
- Radio-Canada. (2014, March 7). La réforme de la carte électorale au Nouveau-Brunswick se rendra devant les tribunaux. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/regions/atlantique/2014/03/07/007-poursuite-circonscriptions-nouveau-brunswick.shtml>, accédé le 15 septembre 2015.
- Raiche-Nogue, P. (2014, February 17). Écoles unies: le concept ne tiendrait pas la route devant les tribunaux, selon Me Michel Doucet. *L'Acadie Nouvelle*. Récupéré de <http://www.acadienouvelle.com/actualites/2014/02/17/ecoles-unies-le-concept-ne-tiendrait-pas-la-route-devant-les-tribunaux-selon-michel-doucet/>

- Rameau de Saint-Père, F.-E. (1877). *Une colonie féodale en Amérique (l'Acadie 1604-1710)*, Paris : Didier et Cie.
- R. c. Beaulac, 1999 CanLII 684 (CSC) (1999).
- Ricard, P. (2006, November 8). Gouvernance civile : les organismes acadiens rejettent le modèle. *L'Acadie Nouvelle*, p. 9.
- Richard, C.-A. (1960). *L'idéologie de la première convention nationale acadienne*. Université Laval, Québec.
- Riddell, A. (1988). À la recherche du temps perdu : la Cour suprême et l'interprétation des droits linguistiques constitutionnels dans les années 80. *Les Cahiers de Droit*, 29(3), 829–855.
- Rioux, M. (1965). Conscience ethnique et conscience de classe au Québec. *Recherches Sociographiques*, 6(1), 23–32.
- Roy, M. (1978). *L'Acadie perdue*. Montréal: Québec/Amérique.
- Roy, V. et Cao, H. (2013). Transformation ethnolinguistique de l'espace social du Grand Moncton au Nouveau-Brunswick (Canada), 1981-2006. *Minorités Linguistiques et Société*, (2), 85–106.
- Rumilly, R. (1955). *Histoire des Acadiens*. 2 volumes, Montréal : chez l'auteur.
- SANB. (2015). *L'Acadie du Nouveau-Brunswick. Plan de développement global de l'Acadie du Nouveau-Brunswick 2015-2020*. Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.
- Sassen, S. (1996). *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization*. New York: Columbia University Press.
- Sassen, S. (2006). *Territory, Authority, Rights. From Medieval to Global Assemblages*. Princeton: Princeton University Press.
- Saunders, M.-E. (2009, décembre). Amalgamation issue turning into political football future: Rothesay politicians believe it should be put to a vote while their counterparts in Quispamsis feel it should be a last resort. *Telegraph Journal*, p. 10.
- Savoie, D. (2009). *Moi, je suis de Bouctouche. Les racines bien ancrées*. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Scholte, J. A. (2002). Civil Society and Democracy in Global Governance. *Global Governance*, 8(3), 281–304.

- Scott, A. J. (2014). Un monde en émergence. Notes pour une resynthèse de la géographie économique urbaine au XXI^e siècle. Dans S. Breau (dir.), *Nouvelles perspectives en développement régional. Essais en l'honneur de Donald J. Savoie* (pp. 55–92). Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Seymour, M. (2012). Les droits collectifs des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada. *Minorités Linguistiques et Société*, (1), 18–36.
- Slegtenhorst, H. (2008). Amalgamation and Community Identity. *Municipal World*, 118/11(43), 43–45.
- Smith, A. (1979). *Nationalism in the Twentieth Century*. Oxford: Martin Robertson.
- Société des Acadiens c. Association of Parents, 1986 CanLII 66 (CSC) (1986).
- Soja, E. (1989). *Postmodern Geographies. The Reassertion of Space in Critical Social Theory*. New York: Verso.
- Stanley, D. (1984). *Louis Robichaud: A Decade of Power*. Halifax: Nimbus.
- Statistiques Canada. (n.d.). Perspectives géographiques. Région métropolitaine de recensement de Moncton, Nouveau-Brunswick. Récupéré de <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/fogs-spg/Facts-cma-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CMA&GC=305>
- Telegraph Journal. (2013, October 30). Don't wait: Amalgamate. *Telegraph Journal*, p. 6.
- Telegraph Journal. (2015a, mai). Amalgamation key to region's future. *Telegraph Journal*, p. 8.
- Telegraph Journal. (2015b, March 26). More regional commission woes. *Telegraph Journal*, p. 10.
- Thériault, J. Y. (1981). « Acadie cooperative et développement acadien : Contribution à une sociologie d'un développement périphérique et à ses formes de résistances ». Thèse de doctorat sous la direction de Henri Desroches. Paris : EHESS.
- Thériault, J. Y. (1994). Entre la nation et l'ethnie : sociologie, société et communautés minoritaires francophones. *Sociologie et Sociétés*, 26(1), 15–32.
- Thériault, J. Y. (1995a). *L'identité à l'épreuve de la modernité. Écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*. Moncton: Éditions d'Acadie.

- Thériault, J. Y. (1995b). Une recherche qui se cherche. Dans *États généraux de la recherche sur la francophonie à l'extérieur du Québec* (pp. 99–106). Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa.
- Thériault, J. Y. (2000). La citoyenneté fragmentée est-elle incontournable? In M. Coutu (dir.), *Droits fondamentaux et citoyenneté* (pp. 165–184). Montréal: Éditions Thémis.
- Thériault, J. Y. (2002). *Critique de l'américanité : mémoire et démocratie au Québec*. Montréal: Québec Amérique.
- Thériault, J. Y. (2003a). Est-ce progressiste aujourd'hui d'être traditionnaliste ?, In Magord, A. (dir.), *L'Acadie plurielle : dynamiques identitaires collectives et développement au sein des réalités acadiennes*, Moncton : Centre d'études acadiennes, 679-692.
- Thériault, J. Y. (2003b). L'identité et le droit du point de vue de la sociologie politique. *Revue de La Common Law En Français*, 5(1), 43–54.
- Thériault, J. Y. (2004). Peut-on encore penser des traditions politiques nationales? In D.-C. Bélanger, S. Coupal et S. Ducharme (dir.), *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada* (pp. 110–121). Québec: Presses de l'Université Laval.
- Thériault, J. Y. (2007). *Faire société. Société civile et espaces francophones*. Sudbury: Prise de parole.
- Thériault, J. Y. (2009). Les langues méritent-elles une protection législative et constitutionnelle ? *Revue de La Common Law En Français*, 45–54.
- Thériault, Joseph Yvon (2012). Le difficile chemin de l'autonomie, *Minorités linguistiques et société*, 1, pp. 37-50.
- Thériault, J. Y. (2012). Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie ? In J. Roberge, Y. Sénéchal et S. Vibert (dir.), *La fin de la société. Débats contemporains autour d'un concept classique* (pp. 237–250). Outremont: Athéna.
- Thériault, J. Y. (2013). *Évangéline. Contes d'Amérique*, Montréal : Québec/Amérique.
- Thériault, J. Y. (2014). Complétude institutionnelle : du concept à l'action. *Mémoire(s), Identité(s), Marginalité(s) Dans Le Monde Occidental Contemporain*, (11).
- Thériault, J. Y., Gilbert, A. et Cardinal, L. (dir.). (2008). *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*. Montréal: Fides.

- Thériault, J. Y. et Meunier, E.-M. (2008). Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français ? In *L'espace francophone en milieu minoritaire: nouveaux enjeux, nouvelles perspectives* (pp. 205–238). Montréal: Fides.
- Thériault, L. (1982). *La question du pouvoir en Acadie*. Moncton: Éditions d'Acadie.
- Thorburn, H. (1961). *Politics in New Brunswick*. Toronto: University of Toronto Press.
- Times & Transcript. (2009, November 12). Make strong policy. *Times & Transcript*, p. 6.
- Times & Transcript. (2010, août). A heavy hand creates division. We Say: There's nothing more divisive than stirring the language pot when there is no pressing need to do so. *Times & Transcript*, p. 6.
- Touraine, A. (1981). Une sociologie sans société. *Revue Française de Sociologie*, 22(1), 3–13.
- Touraine, A. (2013). *La fin des sociétés*. Paris: Éditions du Seuil.
- Traisnel, C., Violette, I. et Gallant, N. (2013). Les minorités francophones canadiennes face à l'immigration : particularismes et représentations de la diversité ethnoculturelle dans les milieux associatifs. *Minorités Linguistiques et Société*, (2), 9–28.
- Tremblay, M.-A. (1961). Niveaux et dynamismes d'acculturation des Acadiens de Portsmouth. *Anthropologica*, 3(2), 202–251.
- Tremblay, M.-A. (1962). L'état des recherches sur la culture acadienne. *Recherches Sociographiques*, 3(1-2), 145–167.
- Tremblay, M.-A. (1965). L'institution familiale à l'Anse-des-Lavallée. *Recherches Sociographiques*, 1(3), 237–263.
- Tremblay, M.-A. (1966). La société acadienne en devenir : l'impact de la technique sur la société globale. *Anthropologica*, 8(2), 329–350.
- Vernex, J.-C. (1978). *Les francophones du Nouveau-Brunswick : géographie d'un groupe ethnoculturel minoritaire*. Université de Lille III, Lille.
- Vibert, S. (2012). Une sociologie sans société est-elle possible ? In J. Roberge, Y. Sénéchal et S. Vibert (dir.), *La fin de la société. Débats contemporains autour d'un concept classique* (pp. 251–276). Outremont: Éditions Athéna.
- Ville de Dieppe. (n.d.). Profil de la ville. Retrieved from <http://www.dieppe.ca/fr/milieudesaffaires/profildelaville.asp>

- Ville de Moncton. (2006). *Downtown Moncton Development Vision*. Moncton: Ville de Moncton.
- Ville de Moncton. (2010). *Report On Bilingual Commercial Signage*. Ville de Moncton.
- Ville de Moncton. (2012). *Plan d'action: affichage commercial bilingue*. Ville de Moncton.
- Warren, J.-P. et Massicotte, J. (2006). La fermeture du département de sociologie de l'Université de Moncton: histoire d'une crise politico-épistémologique. *The Canadian Historical Review*, 87(3), 463–496.
- Warren, J.-P. et Nielsen, G. M. (2003). La sociologie canadienne anglophone. Le défi d'une définition. *Cahiers de Recherche Sociologique*, 39, 5–13.
- Young, R. A. (1987). Remembering Equal Opportunity: clearing the undergrowth in New Brunswick. *Canadian Public Administration*, 30(1), 88–102.
- ACELF. (2006). *Cadre d'orientation en construction identitaire*. Association canadienne d'éducation de langue française.